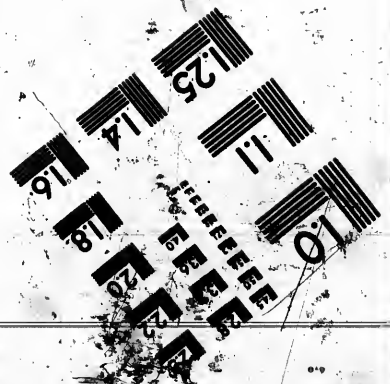
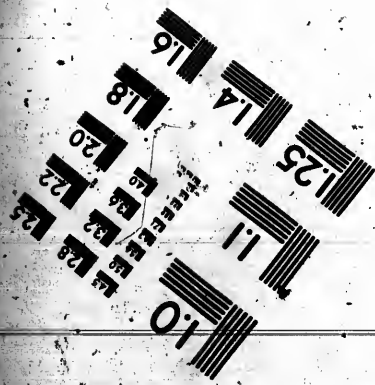
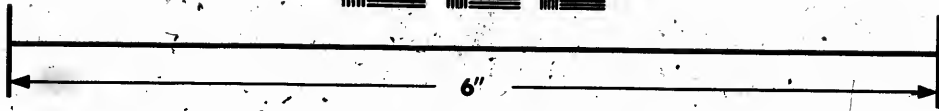
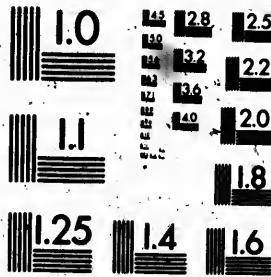


**IMAGE EVALUATION  
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic  
Sciences  
Corporation**

WEST MAIN STREET  
WEBSTER, N.Y. 14580  
(716) 872-4503

6  
1.8  
20  
22  
25  
32  
38  
45

**CIHM/ICMH  
Microfiche  
Series.**

**CIHM/ICMH  
Collection de  
microfiches.**



**Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques**

10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50

**© 1987**



Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- Coloured covers/  
Couverture de couleur
- Covers damaged/  
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated/  
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing/  
Le titre de couverture manque
- Coloured maps/  
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black)/  
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations/  
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material/  
Relié avec d'autres documents
- Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/  
La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure
- Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/  
Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.

- Coloured pages/  
Pages de couleur
- Pages damaged/  
Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated/  
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/  
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached/  
Pages détachées
- Showthrough/  
Transparence
- Quality of print varies/  
Qualité inégale de l'impression
- Continuous pagination/  
Pagination continue
- Includes index(es)/  
Comprend un (des) index

Title on header taken from:  
Le titre de l'en-tête provient:

- Title page of issue/  
Page de titre de la livraison
- Caption of issue/  
Titre de départ de la livraison
- Masthead/  
Générique (périodiques) de la livraison

Additional comments:  
Commentaires supplémentaires:

Includes some text in French.

This item is filmed at the reduction ratio checked below/  
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	14X	18X	22X	26X	30X
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12X	16X	20X	24X	28X	32X

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

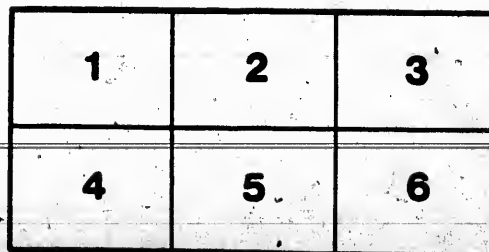
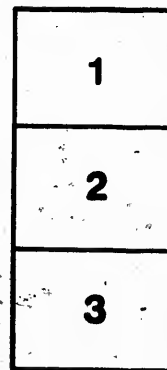
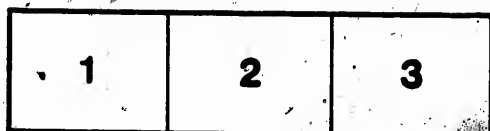
Law Library,  
University of Western Ontario.

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol  $\rightarrow$  (meaning "CONTINUED"), or the symbol  $\nabla$  (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left-hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:



L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

Law Library,  
University of Western Ontario.

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole  $\rightarrow$  signifie "À SUIVRE", le symbole  $\nabla$  signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.

M

875 THE

# MONTREAL LAW REPORTS.

## SUPERIOR COURT.

JAMES KIRBY, Editor.

CHARLES ANGERS,  
AVOCAT,  
MONTREAL, P.Q.

CASES DETERMINED IN  
THE SUPERIOR COURT, MONTREAL,

1889,

(With some cases of previous years.)

JAMES KIRBY,  
J. J. BEAUCHAMP. } REPORTERS.

OCCASIONAL CONTRIBUTORS  
(Reports distinguished by initials.)

- P. B. MIGNAULT.
- E. LAPLACE.
- R. T. HERZBERG.
- A. FAEGBERG.
- N. T. BIELLE.
- A. B. MAJOR.
- A. J. BROWN.
- J. P. WELLS.

### VOL. V.

Montreal:

PRINTED AND PUBLISHED BY THE GAZETTE PRINTING CO.

1889.

NOV 23 1964

JUDGES  
OF  
THE SUPERIOR COURT,  
1889.

---

THE HON. SIR ANDREW STUART, Kt., *Chief Justice.*

- " F. G. JOHNSON, *Chief Justice (from Dec. 10.)*
- " L. E. N. CASAULT,
- " A. B. ROUTHIER,
- " M. DOHERTY,
- " L. BELANGER,
- " M. A. PLAMONDON,
- " J. B. BOURGEOIS,
- " L. B. CARON,
- " L. A. JETTE,
- " H. T. TASCHÉREAU,
- " C. I. GILL,
- " A. R. ANGERS,
- " M. MATHIEU,
- " M. H. E. CIMON,
- " L. O. LORANGER,
- " E. T. BROOKS,
- " F. W. ANDRÉWS,
- " H. C. PELLETIER,
- " J. E. LARUE,
- " J. A. OUIMET,
- " J. S. C. WURTELE,
- " M. M. TAIT,
- " C. P. DAVIDSON,
- " LOUIS TELLIER,
- " L. A. BILLY,
- " ALFRED N. CHARLAND,
- " H. G. MALHIOT,
- " C. C. DE LORIMIER,
- " SIMEON PAGNUELO,
- " JEAN ALFRED GAGNE,

*Puisné  
Judges.*

Accid  
Y

Acer  
Ameri  
S

Ande  
Arbec  
Atlan

r  
Atlan  
S  
Aylw

B. A.  
Barbe  
C

Bárna  
Bárne  
Beau  
Beau  
Beau

J  
Belle  
Benja  
Benn

V  
Boile  
C

Bonit  
Bouch  
Bouch  
Bour  
Bour  
Bour  
Bour  
Bouse  
Bulge

Canal



# TABLE OF CASES REPORTED

IN VOL. 5, S. C.

Accident Insurance Co., Young v. . . . .	223	Canadian Pacific R. Co., Packard v. . . . .	64
Acer & La Cité de Montréal . . .	117	Canadian Pacific R. Co., Pro- vencher v. . . . .	9
American Bag Loaning Co. v. Steidleman . . . . .	308	Canadian Pacific R. Co., Robinson v. . . . .	225
Anderson, Pictou Bank v. . . . .	260	Canadienne—Compagnie d'As- surance v. Perrault . . . . .	62
Arbec v. Lamarre . . . . .	7	Cardinal, Longpré v. . . . .	28
Atlantic & N. W. Ry. Co., Ben- ning v. . . . .	136	Cardinal, Lowensohn v. . . . .	57
Atlantic & N. W. Ry. Co., Smith v. . . . .	148	Charlebois v. Bourassa . . . . .	423
Aylwin v. City of Montreal . . .	402	Cité de Montréal, <i>See</i> Montréal Citizens' League of Montreal, <i>Ex parte</i> . . . . .	160
B. A. Land Co. v. Yates . . . . .	194	Coallier v. Dominion Oil Cloth Co . . . . .	97
Barbeau v. Corporation du Comté de Laprairie . . . . .	84	Collette v. Lewis . . . . .	107
Barnard v. Molson . . . . .	374	Commissaires des Chemins à Barrières, Rielle v. . . . .	1
Barnes v. Cousineau . . . . .	327	Commissaires, etc., Les, Sené- cal & . . . . .	412
Beaudreau v. Jarret . . . . .	200	Compagnie de Chemin de Fer de O. & Q. v. Les Curé, etc., de Ste. Anne du Bout de l'Île . . . . .	51
Beaulieu, Leclair v. . . . .	95	Compagnie du Grand Tronc, Burgeault v. . . . .	249
Béaumont v. Canadian Pacific R. Co. . . . .	255	Compagnie d'Imprimerie, etc., Trudel v. . . . .	297
Beljérose, Desjardins v. . . . .	91	Compagnie de Jésus v. Mail Printing Co. . . . .	306
Benjamin, Wilson v. . . . .	18	Compagnie de Villas du Cap Gibraltar, Hughes v. . . . .	129
Benning v. Atlantic & North West Ry. Co . . . . .	136	Compagnie de Villas du Cap Gibraltar v. Lalonde . . . . .	127
Boileau, Corp. de la paroisse de Ste. Geneviève, & . . . . .	417	Connecticut Fire Insurance Co. v. Kavanagh . . . . .	262
Bonin dit Dufresne, Poudrier v. Boucher . . . . .	56	Coreatine, Dubé v. . . . .	132
Boucher v. Bousquet . . . . .	11	Corporation de la paroisse de Ste. Geneviève, & Boileau . . .	417
Boucher, Lacaille v. . . . .	64		
Bourgeault v. Cie. d'G. T. . . . .	249		
Bourassa, Charlebois v. . . . .	423		
Bourassa, Corp. des Huissiers v. Bourassa v. Thibaudeau . . . . .	409		
Bourassa v. Thibaudeau . . . . .	439		
Bousquet, Boucher v. . . . .	11		
Bulger v. Bulger . . . . .	194		
Canadian Pacific R. Co., Beau- mont v. . . . .	255		

Corporation de la Ville de Lachute, McConnell <i>v.</i> .....	274	Hagar, Seath & .....	426
Corporation de la ville de Ste. Cunégonde, Roy <i>v.</i> .....	361	Hamilton, <i>Ex parte</i> .....	330
Corporation des Huissiers <i>v.</i> Bourassa .....	409	Hart <i>v.</i> Parent.....	288
Corporation du Comté de Laprairie, Barbeau <i>v.</i> .....	84	Howard <i>v.</i> Yule.....	22
Cousineau, Barnes <i>v.</i> .....	327	Hughes <i>v.</i> La Cie. de Villas du Cap Gibraltar.....	129
Crawford <i>v.</i> Protestant Hospital for the Insane .....	70	Jacotel <i>v.</i> Galt.....	60
Curé, etc., de Ste. Anne du Bout de l'Île, Cie de Chemin de Fer de O. & Q. <i>v.</i>	51	Jarret, Beaudreau <i>v.</i> .....	200
Curran <i>v.</i> Grand Trunk R. Co.	251	Kavanagh, Connecticut Fire Ins. Co. <i>v.</i> .....	262
Davidson <i>v.</i> Fréchette .....	282	Kent <i>v.</i> Granger.....	40
Dégary <i>v.</i> Pominville.....	366	Lacaille <i>v.</i> Boucher.....	64
Desève <i>v.</i> Frédette.....	48	Lallemand, <i>In re</i> , & Smith.....	106
Desjardins <i>v.</i> Bellerose.....	91	Lalonde, Cie. de Villas du Cap Gibraltar <i>v.</i> .....	127
Devin <i>v.</i> Vaudrey.....	112	Lamarre, Arbec <i>v.</i> .....	7
Dominion Oil Cloth Co., Coalher <i>v.</i> .....	97	Lamb, Peltier <i>v.</i> .....	69
Drapeau, Shackell <i>v.</i> .....	81	Land & Loan Co. <i>v.</i> Fraser...	392
Dubé <i>v.</i> Corestine.....	132	Lapierre <i>v.</i> Granger.....	154
Duquette <i>v.</i> Major.....	134	Lapointe, Société Canadienne Française de Construction <i>v.</i> .....	59
Eastern Townships Bank <i>v.</i> Parent .....	288	Leclaire et al. <i>v.</i> Beaulieu.....	95
Elliott, Simmons <i>v.</i> .....	182	Léonard, Singer <i>v.</i> .....	418
Evans et vir <i>v.</i> Evans.....	414.	Lepitre, Miller <i>v.</i> .....	345, 346
Farnan, Ogilvie <i>v.</i> .....	380	Lewis, Collette <i>v.</i> .....	107
Filiatrault <i>v.</i> Prieur .....	67	Leyendecker, <i>In re</i> McDougall & .....	222
Foster, <i>Ex parte</i> , & City of Montreal.....	164	Loiselle <i>v.</i> Muir et al .....	155
Frappier <i>v.</i> Cité de Montréal... 37		Longpré <i>v.</i> Cardinal .....	28
Fraser, Land & Loan Co. <i>v.</i> ...	392	Lowensohn <i>v.</i> Cardinal.....	57
Frédette, Desève <i>v.</i> .....	48	Lynch <i>v.</i> Reeves.....	23
Fréchette, Davidson <i>v.</i> .....	282	Mail Printing Co., Cie. de Jésus <i>v.</i> .....	306
Fuller <i>v.</i> Moreau.....	121	Major, Duquette <i>v.</i> .....	134
Gadbois <i>v.</i> Cité de Montréal... 43		Mandeville, Marsan <i>v.</i> .....	120
Galt, Jacotel <i>v.</i> .....	60	Marsan <i>v.</i> Mandeville.....	120
Gendron, McFee <i>v.</i> .....	337	McCaffrey, Scott <i>v.</i> .....	202
Gaudry <i>v.</i> Gaudry.....	194	McConnell <i>v.</i> Corp. de la Ville de Lachute .....	274
Gould, Riddell <i>v.</i> .....	170	McDougall, <i>In re</i> , & Leyendecker .....	222
Gould <i>v.</i> Cité de Montréal.....	45	McFee <i>v.</i> Gendron.....	337
Grand Trunk R. Co., Curran <i>v.</i>	251	McLaren <i>v.</i> McLaren et al .....	416
Granger, Kent <i>v.</i> .....	40	Miller <i>v.</i> Lepitre.....	345, 346
Granger, Lapierre <i>v.</i> .....	154	Molson, Barnard <i>v.</i> .....	374
Guerin <i>v.</i> Proctor et al.....	166	Montréal (Cité de), Acer & .....	117
		Montreal (City of), Aylwin <i>v.</i> ...	402

.....	426	Montreal (City of), <i>Ex parte</i>	Rochon, Séguin <i>v.</i> .....	458, 461, 463,
.....	330	Foster & .....	164	465
.....	288	Montréal (Cité de), Gadbois <i>v.</i>	43	Roy dit Lapensée, Vincent <i>v.</i> ...
.....	22	Montréal (Cité de), Frappier <i>v.</i>	37	451
de Villas	7	Montréal (Cité de), Gould <i>v.</i> ...	45	Roy <i>v.</i> Corp. de la Ville de Ste.
.....	129	Montreal Street Ry. Co., Trustees of the Montreal Turnpike Roads <i>v.</i> .....	434	Cunegonde. ....
.....	60	Moreau, Fuller <i>v.</i> .....	121	361
.....	200	Muir <i>v.</i> Providence Ins. Co.....	158	Schwersenski <i>v.</i> Vineberg.....
cut Fire	262	Muir, Loïselle <i>v.</i> .....	155	372
.....	40	Ogilvie <i>v.</i> Farnan .....	380	Scott <i>v.</i> McCaffrey .....
.....	64	O'Neill, Tombyll <i>v.</i> .....	101	202
Smith.....	106	Ont. & Que. Ry. Co., Ravary <i>v.</i>	54	Seath & Hagar .....
is du Cap	127	Ontario & Quebec R. Co., Reburn <i>v.</i> .....	211	426
.....	7	Packard <i>v.</i> Canadian Pacific R. Co.....	64	Séguin, Pepin <i>v.</i> .....
.....	69	Panneton, Vinette <i>v.</i> .....	318	Séguin <i>v.</i> Rochon, & Cornier..
Fraser.....	392	Parent, Eastern Townships Bank <i>v.</i> .....	288	458, 461, 463, 465
.....	154	Parent, Hart <i>v.</i> .....	288	Senécal, petitioner, & Les Commissaires, etc. ....
canadienne	59	Peltier <i>v.</i> Lamb.....	69	412
struction	95	Pepin <i>v.</i> Séguin .....	216	Shackell <i>v.</i> Drapeau.....
.....	418	Perrault, Canadienne—Compagnie d'Assurance sur la Vie <i>v.</i> .....	62	81
.....	345, 346	Perrault <i>v.</i> Tessier .....	102	Simmons <i>v.</i> Elliott .....
.....	107	Pictou Bank <i>v.</i> Anderson.....	260	Singer <i>v.</i> Léonard .....
McDougall	222	Pominville, Décary <i>v.</i> .....	366	418
.....	155	Poudrier <i>v.</i> Bonin dit Dufresne	56	Smith <i>v.</i> Atlantic & N. W. Ry. Co .....
.....	28	Prentice <i>v.</i> Steele .....	294	148
al.....	57	Prieur, Filiatrault <i>v.</i> .....	67	Smith, <i>In re</i> Lallemand &.....
.....	23	Proctor et al., Guerin <i>v.</i> .....	166	106
ie. de	306	Protestant Hospital for the Insane, Crawford <i>v.</i> .....	158	Société Canadienne Française de Construction <i>v.</i> La-pointe .....
.....	134	Provencher <i>v.</i> C. P. R. Co.....	158	59
.....	120	Providence Ins. Co., Muir <i>v.</i> ...	158	Steele, Prentice <i>v.</i> .....
.....	120	Rascony, Varieur <i>v.</i> .....	123, 126	294
e la Ville	202	Ravary <i>v.</i> Ont. & Que. Ry. Co.	54	Steidleman, Amer. Bag Loaning Co. <i>v.</i> .....
.....	274	Reburn <i>v.</i> Ontario & Quebec R. Co .....	211	398
x Leyen-	222	Reeves, Lynch <i>v.</i> .....	23	Stephén, <i>In re</i> , Seath, claimant, & Hagar, contéant.....
.....	337	<i>Reg. v.</i> St. Hilaire .....	116	426
et al. ....	416	Riddell <i>v.</i> Goold .....	170	116
.....	345, 346	Rielle <i>v.</i> Commissaires des Chemins à Barrières.....	1	Tessier, Perrault <i>v.</i> .....
.....	374	Riendeau <i>v.</i> Turner.....	278	102
er &.....	117	Robinson <i>v.</i> Canadian Pacific R. Co.....	225	Thibaudeau, Bourassa <i>v.</i> .....
win <i>v.</i> ...	402			439
				101
				Trester <i>v.</i> Trester .....
				188
				Trudel <i>v.</i> Cie d'Imprimerie, etc.
				297
				Trustees of the Montreal Turnpike Roads <i>v.</i> Montreal Street Ry. Co.....
				434
				Turner, Riendeau <i>v.</i> .....
				278
				Varieur <i>v.</i> Rascony.....
				123, 126
				Vaudrey, Devin <i>v.</i> .....
				112
				Vincent <i>v.</i> Roy dit Lapensée... 451
				Vineberg, Schwersenski <i>v.</i> ..... 372
				Vinette <i>v.</i> Panneton .....
				318
				Wilson <i>v.</i> Benjamin.....
				18
				Yates, B. A. Land Co. <i>v.</i> .....
				194
				Young <i>v.</i> Accident Ins. Co.....
				223
				Yule, Howard <i>v.</i> .....
				22

Al  
An  
Au  
Bo  
Br  
Ca  
Ca  
C  
Ch  
Cl  
Co  
  
Cu  
De  
Di  
Di  
Du  
De  
Ga  
Gr  
Gr  
Gu  
Ki  
La  
Le  
Lo  
Li  
Li  
Ma  
Me  
Me  
Me  
Mo  
Mo  
Mo  
Mo  
Na  
Pe  
Pe  
Pe

## PRINCIPAL CASES CITED; 5 S. C.

CASES CITED.	WHERE REPORTED.	PAGE
Allaire v. Allaire.....	M. L. R., 2 S. C. 252.....	190
Archambault & Bolduc.....	2 Dec. Q. B. 110.....	342
Audet v. Asselin.....	15 L. C. R. 272.....	203
Bollean v. Corporation de Ste. Genevieve.....	13 Leg. News, 26.....	417
Brodie v. Cowan.....	7 L. C. J. 96.....	184
Canada Southern Ry. v. Clouse.....	13 Can. S. C. R. 130.....	150
Canada Southern Co. v. Erwin.....	13 Can. S. C. R. 162.....	150
C. P. R. Co. & Robinson.....	10 Leg. News, 241.....	227
Chatlier v. G. T. R.....	17 L. C. J. 26.....	257
Clement v. Blouin.....	16 L. C. J. 156.....	195
Corporation de la Pointe aux Trembles v. Corporation du Comté d' Hochelaga.....	7 Leg. News, 158.....	85
Cupples v. Martin.....	5 Leg. News, 428.....	93
Donant v. Bauville.....	7 Leg. News, 149.....	352
Dionne v. C. P. R.....	M. L. R., 1 S. C. 108.....	258
Dionne & Ross.....	3 Leg. News, 299.....	195
Durant v. Abendroth.....	69 N. Y. 148.....	284
Desjardins & Massé.....	2 L. C. L. J. 88.....	370
Gault & Bertrand.....	25 L. C. J. 340.....	339
Grézier v. City of Montreal.....	21 L. C. J. 215.....	240
Gratton v. Brennan.....	15 R. L. 718.....	343
Gugy v. Hincks.....	M. L. R., 5 S. C. 308.....	303
Kingsborough & Pown.....	4 Q. L. R. 11.....	352
Lacombe v. St. Marie.....	15 L. C. J. 268.....	196
Leavitt v. Moss.....	16 L. C. J. 156.....	196
Lewis v. McGinley.....	6 Q. L. R. 61.....	202
Linenweaver v. Slagle.....	54 Am. Rep. 775.....	284
Lizotte v. Descheneau.....	6 Leg. News, 170.....	352
Macmaster & Moffatt.....	M. L. R., 1 Q. B. 387.....	445, 451
McCarthy v. Travellers' Insurance Co.....	8 Bissett, 368.....	230
McGillivray v. Great Western Ry. Co.....	25 U. C. Q. B. 69.....	151
McNamee v. Jones.....	4 Leg. News, 102.....	196
Moffotte v. G. T. R.....	10 L. C. R. 231.....	254
Morrison v. Wilson.....	16 L. C. J. 196.....	195
Morrisette v. Catudal.....	16 R. L. 486.....	233
Morrison v. Mullins.....	16 R. L. 114.....	233
Mots & Hollivell.....	1 Q. L. R. 64.....	435
National Insurance Co. & Paige.....	24 L. C. J. 187.....	339
Peck & Harris.....	6 L. C. J. 206.....	435
Pednaud v. Perron.....	7 Q. L. R. 319.....	195
Pelletier v. Bouchard.....	15 Q. L. R. 8.....	195

## PRINCIPAL CASES CITED, 5 S. C.

CASES CITED.	WHERE REPORTED.	PAGE
Pierce v. Bryant.....	5 Allen, 91.....	284
Pratt v. G. T. R. ....	1 Leg. News, 69.....	257
Ranger v. Chevallier.....	5 L. C. R. 180.....	349
Robichaud v. C. P. R. Co.....	8 Leg. News, 314.....	258
Robinson & C. P. R. Co.....	M. L. R., 2 Q. B. 25.....	227
Rogers v. Rogers.....	3 L. C. J. 64.....	184
Ross v. Rouleau.....	M. L. R., 1 S. C. 424.....	338
Spelman & Robidoux.....	12 L. C. J. 227.....	195
Turcotte v. Nacé.....	7 Q. L. R. 190.....	350
Valliquette v. Valliquette.....	8 Leg. News, 61.....	349
Vian v. Corporation de la Longue Pointe.....	8 Leg. News, 110.....	85
Villeneuve v. Condé.....	15 Q. L. R. 8.....	195
Waldron & White.....	M. L. R., 3 Q. B. 375.....	184
Weir v. C. P. R. Co.....	12 Leg. News, 17.....	251
Whittemore v. Macdonnell.....	6 U. C. C. P. 547.....	284

## STATUTES CITED, 5 S. C.

<i>Canada before Confederation.</i>	PAGE	<i>Quebec Statutes.</i>	PAGE
3 Vic. ch. 31.....	6	50 Vic. ch. 28.....	312
4-5 Vic. ch. 35.....	5	51-52 Vic. ch. 79.....	164
10-11 Vic. ch. 6.....	241	52 Vic. ch. 84.....	362
12 Vic. ch. 42.....	382	R. S. Q. 372.....	466
C. S. L. C. ch. 85, s. 151.....	208	R. S. Q. 427.....	484
C. S. L. C. ch. 87.....	384	R. S. Q. 482.....	466
		R. S. Q. 495.....	483
		R. S. Q. 514.....	461, 463
		R. S. Q. 541.....	462
		R. S. Q. 581.....	467
		R. S. Q. 843.....	160
		R. S. Q. 921.....	331
		R. S. Q. 4039.....	418
		R. S. Q. 4283.....	277
		R. S. Q. 4284.....	276
		R. S. Q. 4376.....	276
		R. S. Q. 4389.....	276
		R. S. Q. 4601.....	277
		R. S. Q. 4614.....	277
		R. S. Q. 6020.....	363
<i>Dominion Statutes.</i>			
R. S. C. ch. 109 (Railway Act)			
s. 27.....	54		
R. S. C. ch. 109.....	137, 153, 211		
<i>Quebec Statutes.</i>			
37 Vic. ch. 51.....	57		
40 Vic. ch. 29.....	276		
48 Vic. ch. 29.....	329		
48 Vic. ch. 36.....	418		

.....	PAGE
.....	284
.....	287
.....	257
.....	340
.....	258
.....	227
.....	184
.....	336
.....	195
.....	350
.....	349
.....	85
.....	195
.....	184
.....	251
.....	284

.....	PAGE
.....	312
.....	164
.....	362
.....	466
.....	484
.....	466
.....	483
.....	461, 463
.....	462
.....	487
.....	180
.....	331
.....	418
.....	277
.....	276
.....	276
.....	276
.....	277
.....	277
.....	363

## CITATIONS OF CODES, 5 S. C.

<i>Civil Code of Lower Canada.</i> [PAGE]	
Art. 6.....	184
176.....	184
232.....	358
233.....	358
234.....	358
334.....	281
399.....	73
406.....	73
773.....	15
918.....	8
919.....	8
987.....	281
1035.....	296
1036.....	296
1063.....	302
1063.....	185
1064.....	155
1055.....	185
1050.....	294
1007.....	450
1068.....	450
1069.....	400
1077.....	125
1079.....	443
1082.....	444
1092.....	177
1094.....	400
1188.....	177, 180, 304, 366
1196.....	177, 180
1264.....	366
1265.....	366
1496.....	50
1594.....	213
1596.....	220
1544.....	219
1601.....	435
1618.....	185
1614.....	185
1619.....	324
1620.....	324
1621.....	324
1622.....	324
1638.....	325
1639.....	324, 325
1641.....	185
1676.....	260
1679.....	125
1713.....	376
1722.....	376
1723.....	376
1735.....	267
1738.....	19
1871-1877.....	283
1983.....	375
1984.....	324
1994.....	375
1996.....	375

<i>Civil Code of Lower Canada.</i> [PAGE]	
1998.....	223
2000.....	223
2000.....	107
2001.....	376
2006.....	324
2009.....	375
2188.....	238
2224.....	426
2232.....	426
2258.....	160
2261.....	232
2262.....	232
2267.....	232
.....	69

### *Code of Procedure.*

34.....	344
89.....	57, 58
144.....	312
259.....	374
325.....	159
333.....	159
334.....	159
479.....	208
497.....	197, 199
581.....	204
592.....	410
776.....	389
793.....	393, 389
819.....	292
824.....	441
825.....	441
828.....	440, 448
834.....	375
981.....	113
1031.....	417
1206.....	413
1214.....	413
1220.....	334
1221.....	335, 413
1278.....	363

### *Municipal Code.*

100.....	88
810.....	88
810 a.....	88
869.....	88
887.....	89

### *Code Napoléon.*

544.....	75
1992.....	271





**CASES REPORTED IN VOLS. 1-5, S. C.,  
WHICH HAVE BEEN CARRIED FURTHER.**

[S.C. refers to Montreal Law Reports, Superior Court Series; Q.B. refers to Montreal Law Reports, Queen's Bench Series.]

Alexander v. Hutchinson, 3 S. C. 283; confd. in Appeal, June 26, 1880.  
Arbec v. Lamarre, 4 S.C. 447; confd. in Review, 5 S.C. 7.

Banque du Peuple v. Exchange Bank, 1 S.C. 231; confd. in Appeal, 3 Q.B. 232.

Benning v. Thibaudeau, 2 S. C. 338; reversed in appeal, 5 Q. B. 425.

Brossard v. Canada Life Ass. Co., 3 S.C. 388; confd. in Appeal.

Brunet v. L'Association Pharmaceutique, 1 S.C. 485; reversed in Appeal, 2 Q.B. 362; jt. in appeal confd. by Supreme Ct., 14 Can. S. C. R. 738.

Canada Shipping Co. v. "Mail" etc. Co., 3 S.C. 23; confd. in Appeal, 4 Q.B. 225.

Cantlie v. Coaticook Cotton Co., 1 S.C. 9; confd. in Appeal, 4 Q.B. 444.

Carsley v. Bradstreet Co., 2 S.C. 33; confd. in Appeal, 3 Q.B. 83.

Carter v. Molson, 2 S.C. 143; confd. in Appeal, 3 Q.B. 348.

Catý v. Perrault, 1 S.C. 131; confd. in Appeal, 4 Q.B. 451.

Champagne v. Beauchamp, 2 S. C. 494; confd. in appeal, 6 Q. B.

Charlebois v. Bourassa, 4 S.C. 424; reversed in Review, 5 S.C. 423.

Cie. de Jésus v. Mail Printing Co., 5 S. C. 306; confd. in appeal.

Cie. de Nav. de Longueuil v. Montréal, 2 S.C. 18; confd. in Appeal, 3 Q.B. 172; reversed by Supreme Ct., 15 Can. S. C. R. 566.

Cité de Montréal v. Séminaire de St. Sulpice, 1 S.C. 450; 2 S.C. 265; reversed in Appeal, 4 Q.B. 1; jt. in Appeal reversed by Supreme Ct.

City of Montreal v. Rector etc. of Cathedral, 4 S.C. 13; confd. in Appeal, 5 Q.B. 20.

Cossette v. Dun, 3 S.C. 345; modified in appeal, 5 Q.B. 42.

Cuthbert v. Jones, 2 S.C. 23; confd. in Appeal, 2 Q.B. 44.

Daoust v. Graham, 4 S. C. 49; reversed in appeal, 5 Q. B.

Desmarais v. Picken, 1 S.C. 185; confd. in Review, 1-S.C. 477.

Dionne v. C. P. R., 1 S.C. 168; confd. in Review, June 30, 1885.

Elliot v. Lord, 1 S.C. 443; confd. in Appeal, 3 Q.B. 278.

Exchange Bank v. Canadian Bank of Commerce, 1 S.C. 225; reversed in Appeal, 2 Q.B. 476.

Fournier v. Leger, 1 S.C. 360; confd. in Appeal, 3 Q.B. 124.

Gemley v. Low, 4 S.C. 92; confd. in Appeal, 5 Q.B. 166.

XIV CASES CARRIED FURTHER, VOLS. 1-5, S.C.

Greene v. Mappin, 3 S.C. 393; reversed in Appeal (on procedure), 5 Q.B. 108.

Haight v. City of Montreal, 3 S.C. 65; reversed in Appeal, 4 Q.B. 353.

Hampson v. Wineberg, 3 S.C. 434; reversed in Appeal.

Harris v. Heyneman, 1 S.C. 191; reformed in Appeal, 2 Q.B. 466.

Hatton v. M. P. & B. Ry. Co., 1 S.C. 69; modified in Appeal, 1 Q.B. 351.

Jodoin v. Archambault, 1 S.C. 323; reversed in Appeal, 3 Q. B. 1.

Lachambre v. Normandin, 1 S.C. 241; confd. in Appeal, Jan. 21, 1887.

Lafamme v. Mail Printing Co., 2 S.C. 146; confd. in Appeal, 4 Q.B. 84; modified by Supreme Ct.

Laframboise v. Rolland, 1 S.C. 367; reversed in Review (on another ground) 2 S.C. 75.

Lambe v. North British & M. Ins. Co., 1 S.C. 32; confd. in Appeal, 1 Q.B. 122.

Lareau v. Central Vt. R., 1 S.C. 433; reversed in Appeal, 2 Q.B. 258.

Levesque v. Daigneault, 1 S.C. 424; confd. in Appeal, 2 Q.B. 205.

Lowrey v. Routh, 2 S.C. 58; reversed in Appeal, 3 Q.B. 249.

Lusignan v. Rielle, 3 S.C. 197; reversed in Appeal, 4 Q.B. 264.

Lyons & Laskey, 4 S.C. 4; confd. in Appeal, 5 Q.B. 5.

McGillivray v. Watt, 3 S.C. 170; confd. in Appeal, 3 Q. B. 249.

Menard & Desmarteau, 3 S.C. 130; reformed in Review; jt. in Review reversed in Appeal, 3 Q.B. 303.

Merrill & Griffin, 1 S.C. 335; confd. in Appeal, 3 Q.B. 130.

Minogue v. Quebec Fire Ass. Co., 1 S.C. 417; confd. in Review, 1 S.C. 478.

Mitchell v. Mitchell, 3 S.C. 31; reversed in Appeal, 4 Q.B. 191; jt. in Appeal confd. by Supreme Ct.

Molson & Lambe, 1 S.C. 264; confd. in Appeal, 2 Q.B. 381.

Montreal Street Ry. Co. v. Ritchie, 3 S.C. 232; confd. in Appeal, 5 Q.B. 77; confd. by Supreme Ct.

Nordheimer & Leclaire, 2 S.C. 11; reversed in Appeal, 2 Q.B. 446.

Normandin v. Berthiaume, 1 S.C. 393; confd. in Appeal, Jan. 21, 1887.

Pickford v. Dart, 3 S.C. 424; reversed in Appeal, 4 Q.B. 70.

Prowse v. Nicholson, 2 S.C. 189; reversed in Appeal, 5 Q. B. 151.

Ross v. Stearns, 1 S.C. 438; confd. in Appeal, 2 Q.B. 379.

Ste. Cunégonde v. Coursol, 1 S.C. 214; confd. in Appeal, 1 Q.B. 394.

Trudel v. Cie. d'Imprimerie, 5 S. C. 297; leave to appeal refused, 5 Q. B.

Vital v. Tetrault, 4 S.C. 204; reversed in Review.

Wallbridge v. Farwell, 3 S.C. 238; reversed in Appeal, May 28, 1889.

Weir v. Claude, 2 S.C. 326; reversed in Appeal, 4 Q.B. 197; jt. in Appeal confd. by Supreme Ct.

CASES CARRIED FURTHER, VOLS. 1-5, S.C. XV

Whitehead v. Kieffer, 1 S.C. 284; confd. in Appeal, 4 Q.B. 238.  
Whitehead v. Kieffer, 1 S.C. 288; reformed in Appeal, 4 Q.B. 239.  
Wilsam v. Comp. de C. F. Urbain de Montréal, 4 S.C. 193; confd. in  
Appeal, 5 Q.B. 340.

\*\* A number of other cases have been appealed, and the result will  
be reported hereafter. The editor begs to be informed of any omission  
which may be observed in the above list.

C.  
procedure), 5

Q.B. 353.

466.

1 Q.B. 351.

B. 1.

21, 1887.

al, 4 Q.B. 84;

(on another

in Appeal, 1

B. 258.

205.

jt. in Review

w, 1 S.C. 478.

B. 191; jt. in

al, 5 Q.B. 77;

446.

21, 1887.

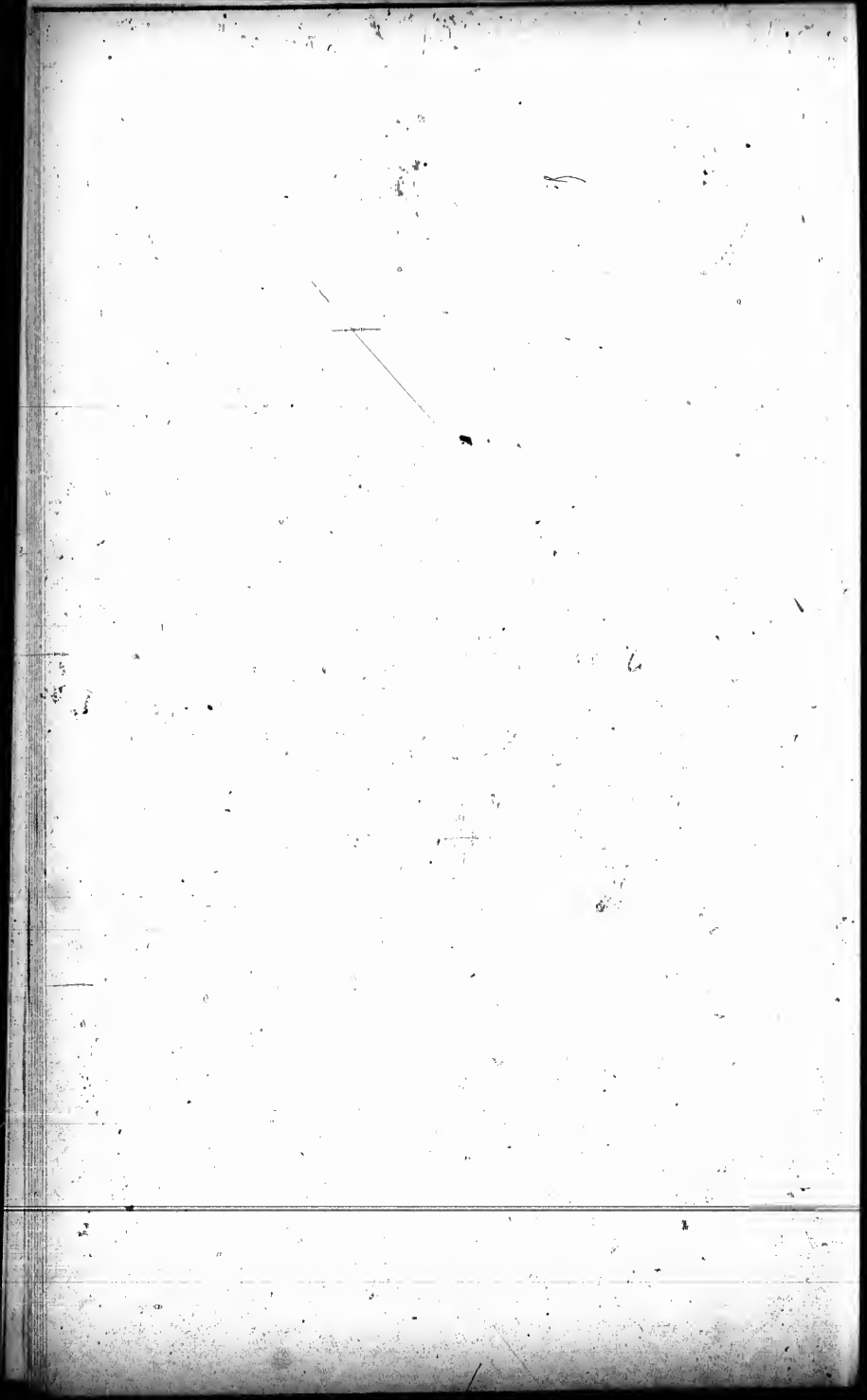
51.

B. 394.

sed, 5 Q.B.

8, 1889.

jt. in Appeal



R  
C  
P  
J  
2.

175

# REPORTS OF CASES

DECIDED IN THE

## SUPERIOR COURT AND COURT OF REVIEW, MONTREAL.

SUPERIOR COURT.

8 janvier 1889.

Coram OUIMET, J.

### RIELLE v. COMMISSAIRES DES CHEMINS À BARRIÈRES DE MONTRÉAL.

*Commission nommée par le gouvernement—Destitution d'employés—Mandat révocable—Changement du personnel de la commission—Responsabilité pour engagements de leurs prédécesseurs.*

Par leur charte les commissaires des chemins à barrières de Montréal, nommés par le gouverneur de la province, "auront et pourront avoir "succession perpétuelle et pourront ester en jugement dans toutes les "cours de justice et autres lieux."

Il est pourvu par une autre section de la charte que "de temps à "autre ils pourront nommer, et employer un inspecteur, et tels officiers et personnes sous leurs ordres qu'ils jugeront nécessaire pour "les fins de cette ordonnance, et ils pourront destituer tels inspecteurs et autres officiers et personnes ou aucune d'elles, et en nommer d'autres à leur place."

JURIS.—1. Que les commissaires n'étaient pas autorisés par leur charte à destituer un secrétaire-trésorier employé à l'année, sans cause ou avis préalable.

2. Que la commission en question ne constitue pas une branche du service civil, ou un département du gouvernement de la province, et que les commissaires ne peuvent pas réclamer les prérogatives de la couronne pour destituer leurs employés à bon plaisir.

1880.  
Rielle  
Y.  
Commissaires,  
etc.

3. Que le secrétaire-trésorier de la commission, employé à l'année par une résolution fixant son salaire, et congédié sans cause avant l'expiration de son terme, avait le droit de réclamer la balance de son salaire pour l'année, après avoir dûment protesté les commissaires et offert ses services.
4. Que malgré le changement du personnel de la commission depuis l'engagement pris avec leur secrétaire-trésorier, les nouveaux commissaires ne pouvaient pas se soustraire à l'obligation contractée par leurs prédécesseurs.

Les défendeurs sont incorporés en vertu de l'ordonnance 3 Victoria, ch. 81, amendée par les actes 4 Victoria, ch. 7 ; 4 et 5 Victoria, ch. 85 ; 9 Victoria, ch. 67 ; 12 Victoria, ch. 25 ; 13 et 14 Victoria, ch. 108 ; et 27 Victoria, ch. 82.

Le 3 mai 1869, le demandeur fut nommé secrétaire-trésorier de la commission, par une résolution qui fixait son salaire annuel, et en 1874 les commissaires passèrent une résolution augmentant ce salaire annuel. Le 26 juillet 1887, les commissaires, dont le personnel venait d'être entièrement renouvelé à l'occasion du changement du gouvernement de la province, passèrent une résolution destituant le demandeur sans alléguer aucune cause ou raison pour cette action, et nommant un nouveau secrétaire-trésorier à sa place. Le 28 juillet 1887, le demandeur reçut une lettre du président de la commission l'informant de sa destitution, mais ne mentionnant aucune cause ou raison pour expliquer cette décision. Le 8 août 1887, le demandeur protesta les défendeurs par l'entremise d'un notaire, leur déclarant qu'il était prêt à continuer ses services jusqu'à la fin de l'année courante, et qu'il les tiendrait responsables pour la balance de salaire qui lui serait due à l'expiration de son engagement.

*E. Lafleur*, pour le demandeur :—

L'engagement annuel du demandeur est établi par les résolutions qui fixent son salaire à tant par année, et cet engagement a continué par tacite reconduction d'année en année.

La seule question soumise au tribunal est de savoir si les défendeurs avaient le droit de congédier leur secrétaire-trésorier sans cause et sans indemnité avant l'expiration de son engagement.



Les commissaires prétendent pouvoir exercer ces droits extraordinaires en dérogation du droit commun, parce qu'ils se considèrent agents de la couronne, et par cela même autorisés à destituer leurs mandataires suivant leur bon plaisir, sans cause et sans indemnité.

Dans la cause de *Regina v. Belleau* (L. R. 7 App. Cas. 473), le conseil privé a décidé que les commissaires des chemins à barrières de Québec, incorporés en vertu d'une charte analogue à celle des défendeurs, ne pouvaient pas être considérés comme les agents de la province. Ils sont constitués en corporation par la législature, et leurs devoirs et privilèges sont limités par leur charte.

La section 3 de l'ordonnance 3 Vic., ch. 31, qui décrète que les commissaires pourront de temps à autre "nommer et employer un inspecteur, et tous tels officiers et personnes sous leurs ordres qu'ils jugeront nécessaires pour les fins de cette ordonnance, et ils pourront destituer tels inspecteurs et autres officiers et personnes ou aucunes d'icelles, et en nommer d'autres à leur place," ne va pas jusqu'à les autoriser à destituer sans cause et sans indemnité, et leurs pouvoirs sont strictement limités aux termes du statut. *Grant, on Corporations*, p. 88, note f.

La question a été formellement décidée par la Cour d'Appel dans la cause de la *Cité de Montréal v. Dugdale* (25 L. C. J. 149). La charte de la cité de Montréal autorisait le conseil municipal à destituer leurs employés à leur bon plaisir, mais néanmoins la Cour d'Appel a décidé que la corporation ne pouvait pas congédier ses employés injustement et en violation de leurs contrats.

La prétention de la défense que le mandat conféré au secrétaire-trésorier était terminé par la démission des commissaires qui l'avaient nommé, est insoutenable. Les commissaires sont une corporation à succession perpétuelle, et le changement du personnel ne peut pas affecter la validité des engagements de cette corporation.

La cause de *Samson v. Les Syndics, etc., de la Rive Sud* (6 Q. L. R. 86), paraît décider que les syndics ont le droit de destituer leurs employés à bon plaisir, mais il appert

1862.  
Riello  
v.  
Commissaires,  
etc.

1880.  
Riello  
v.  
Commissaires,  
etc.

par le rapport même de cette cause, que le *jugé* est erroné, et que le tribunal ne s'est réellement pas prononcé sur la question.

*Pl. Demers* pour les défendeurs :—

La charte des défendeurs les constitue, il est vrai, en corporation, mais pourvoit à ce que tous les biens qu'ils pourront acquérir appartiennent à Sa Majesté pour les usages publics de la province, sujets à la direction des commissaires. Ces derniers ne sont, en effet, que des agents ou mandataires de la couronne pour l'établissement et le maintien des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal, et partant, comme représentants de la couronne, ils ont nécessairement le droit de renvoyer leurs sous-mandataires à bon plaisir, sans indemnité et sans motifs assignés.

L'ordonnance leur confère, d'ailleurs, cette prérogative dans les termes les plus formels à la section citée par l'avocat du demandeur. Dans la cause de *Samson v. Syndics, etc.* (*sup. cit.*) l'honorable juge-en-chef Meredith a décidé que, d'après les provisions d'un statut analogue à celui des défendeurs, les syndics des chemins à barrières ont le droit de destituer tous les employés nommés par eux, à bon plaisir.

Il a été décidé plusieurs fois en France que les employés de l'administration sont de véritables mandataires, et que leur mandat est essentiellement révocable. D'ailleurs, par le changement complet du personnel de la commission le mandat conféré au demandeur a pris fin, de la même manière qu'il aurait été terminé par la mort des mandants. C. C. art. 1755, et autorités citées.

Le jugement rendu le 8 janvier 1889 en faveur du demandeur, est motivé comme suit :—

" Considérant que les défendeurs sont incorporés en vertu de l'ordonnance 3 Victoria, ch. 81, amendée par les Actes 4 Victoria ch. 7; 4 et 5 Victoria, ch. 85; 9 Victoria, ch. 67; 12 Victoria, ch. 25; 13 et 14 Victoria, ch. 108, et 27 Victoria, ch. 32;

" Considérant que par la section 5 de l'Acte 4 et 5 Victoria, ch. 85, il est décrété :

"Que pour toutes et chacunes les fins des deux diff-  
rentes ordonnances sus-mentionnées, et du présent acte,  
les dits commissaires seront désignés et connus sous le  
nom de 'Commissaires des chemins à barrières de Mont-  
réal,' et sous ce nom auront et pourront avoir succession  
perpétuelle et pourront ester en jugement dans toutes les  
cours de justice et autres lieux; et la signification d'au-  
cune assignation à leur bureau ou lieu ordinaire de  
leurs affaires en la cité de Montréal, dans aucune action  
contre eux, ou à laquelle ils pourront être parties, sera  
suffisante pour les obliger à comparaître et répondre en  
conséquence."

"Considérant que partant, en vertu de la dite section  
5 du dit Acte 4 et 5 Vict., ch. 35, l'existence de cette cor-  
poration à succession perpétuelle ne cesse pas, en loi, par le  
changement du personnel des commissaires des dits dé-  
fendeurs;

"Considérant que dans l'espèce actuelle, les dits défen-  
deurs n'ont pas démontré ni prouvé par leur dite charte,  
ou acte d'incorporation, que leur dite corporation constituait ou était une branche du service civil, ou un départe-  
ment du gouvernement de la province, et qu'ils en  
avaient les droits et pouvoirs relativement à ses employés,  
tel qu'allégué dans leur dite défense;

"Considérant qu'il est en preuve que les défendeurs  
avaient engagé, à l'année, le dit demandeur, comme leur  
secrétaire-trésorier, et que ce dernier était à leur emploi  
comme tel, le dit engagement ayant été continué d'année  
en année par tacite reconduction, depuis un grand nombre  
d'années, pour les prix et sommes mentionnées en la dé-  
claration en cette cause, et notamment le dit jour, 26  
juillet 1887, date de son renvoi du service des dits défen-  
deurs, comme susdit;

"Considérant qu'en loi les défendeurs ne pouvaient  
mettre fin au dit contrat d'engagement sans avis, sans  
indemnité, sans cause légitime et sans motifs assignés et  
valables en loi, mais qu'au contraire, il appert d'après la  
preuve faite en cette cause que le dit jour, 26 juillet 1887,  
les dits défendeurs ont illégalement congédiés et renvoyés

1880.

Riello  
Y.  
Commissaires,  
etc.

1880.

Riello

Commissaire,  
etc.

de leur emploi le dit demandeur, sans avis, sans indemnité, sans cause ou motifs légitimes et valables en loi ;

" Considérant que la section 3 de l'ordonnance 3 Victoria, ch. 31, n'autorisait pas les défendeurs, dans l'espace actuelle, à démettre et à congédier, de leur emploi le dit demandeur sans avis, sans indemnité, sans cause légitime et en violation de leur contrat sus-mentionné ;

" Considérant qu'il est en preuve que le dit demandeur a offert aux défendeurs, après son renvoi d'office, de continuer et terminer son dit engagement, mais que les dits défendeurs auraient refusé d'acquiescer à ces offres et requisition spéciale du dit demandeur ;

" Considérant que le demandeur a prouvé les allégations essentielles de sa demande, et que les défendeurs n'ont pas prouvé celles par eux invoquées dans leur dite défense ;

" Maintient la dite action du demandeur, et condamne les défendeurs à payer au dit demandeur la somme de \$1,600 pour lui tenir lieu de salaire et de dommages, le tout avec intérêt à compter de ce jour, et les dépens, etc."

*Lasteur & Riello*, pour le demandeur.

*David, Demers & Gervais*, pour les défendeurs.

(E. L.)

[IN REVIEW.]

January 31, 1889.

Coram JOHNSON, LORANGER, WURTELE, JJ.

ARBEC v. LAMARRE.

*Testamentary executor—Powers of—Arts. 918 et seq., C. C.*

**Held:**—(Affirming the decision of TACHÉREAU, J., M. L. R., 4 S. C. 447), that the testamentary executor has no right to hypothecate the immovables of a substitution without the consent of the institute; and the order of a judge or of the prothonotary, authorising such hypothecation on the advice of a family Council, will be set aside.

The inscription in review was by the defendant, on the judgment of TACHÉREAU, J., M. L. R., 4 S. C. 447.

**LORANGER, J.:**—

Le requérant est l'exécuteur testamentaire de la veuve Hébert, et il demande conjointement avec le curateur à la substitution créée par le testament de cette dernière, la révision du jugement de la Cour Supérieure, cassant l'homologation d'une requête par laquelle il avait été autorisé à emprunter au nom de la substitution une somme de \$800, et à affecter au paiement de cet emprunt les immeubles substitués.

Par les termes du testament, les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire sont étendus au-delà de l'an et jour, et il doit voir à ce que les revenus de la succession, soient employés aux fins de l'éducation du grevé. La testatrice paraît avoir constitué cet exécuteur testamentaire, administrateur de ses biens.

Au cours de l'administration, des dettes ont été contractées dans l'intérêt de la succession et il devient nécessaire de faire des réparations aux immeubles. L'exécuteur testamentaire, assisté du curateur nommé à la substitution, demande à faire un emprunt et à hypothéquer les biens.

Sa demande a été opposée par le grevé de substitution, représenté par son tuteur, et cette opposition a été maintenue par le jugement dont est appel.

1889.  
Arbes  
v.  
Lamarre.

Toute la question se résume à la suivante :—

L'exécuteur testamentaire peut-il, sans le consentement du grevé, affecter les biens soumis à la substitution, même dans l'intérêt de cette dernière ?

La réponse se trouve aux articles 918, 919 et suivantes du Code Civil.

Le grevé est propriétaire *animo domini* et peut seul affecter et aliéner les biens substitués, le tout sous une condition résoluble à l'ouverture de la substitution. Lui seul a la saisine des biens immeubles. La testatrice elle-même ne pouvait pas conférer cette saisine à l'exécuteur testamentaire. Toute disposition qu'elle aurait faite dans ce sens serait considérée comme non écrite.

Les parties sont allées à l'enquête et cette preuve était inutile. La requête, à sa face, fait voir le défaut de pouvoir de l'exécuteur testamentaire et le protonotaire a erronément accordé sa demande.

Le jugement de la Cour de première instance me paraît être conforme à la loi et devrait être confirmé.

WURTELE, J. :—

I concur, without going so far as to say that a testator could not appoint an executor with power to hypothecate. Here, however, the executor was not seised of the immoveable, and even an executor who has the seizin cannot without the consent of the institute hypothecate his property in the absence of special power under the will.

Judgment confirmed.

*Loranger & Beaudin* for plaintiff.

*R. Dandurand* for defendant.

(J. K.)

January 16, 1889.

Coram WURTELE, J.

PROVENCHER v. THE CANADIAN PACIFIC  
RAILWAY COMPANY.

*Railway—Loss of baggage—Measure of damages—Costs.*

- HELD:—1. That a railway company is not liable for damages caused to the owner of baggage lost or delayed on the railway, nor for expenses incurred by him in looking after the baggage, the measure of damage being the value of goods lost.
2. Where baggage has been found after suit has been issued, and has been accepted by the owner, the railway company is only responsible for the taxable costs incurred up to date of delivery.

On the 15th August, 1887, the plaintiff shipped as baggage a portmanteau containing his personal effects, at Three Rivers to be carried at the same time as himself by defendant's railway to Montreal, plaintiff's intention being to stay a few days at Montreal and proceed thence to the United States to fill a situation awaiting him.

On the 18th of the month, plaintiff called at the baggage office at Montreal of the defendants, and was there informed that his portmanteau was mislaid or had gone astray, and after returning on several occasions without obtaining any satisfaction, he took action to recover, 1st. The value of the portmanteau and its contents, estimated at \$147.96; 2nd. For hotel expenses on account of his being obliged to remain over in Montreal for his baggage, \$5; and 3rd. For damages caused to him by the delay which prevented him going forward to take his situation, \$60. Total \$219.90.

After the action was instituted the defendants found the portmanteau and tendered it to the plaintiff with a receipt, and upon plaintiff's receiving the portmanteau and signing the receipt, the defendants offered plaintiff's lawyer the sum of \$28.70, the taxed costs on the action up to the date of delivery of the portmanteau. Plaintiff's attorney refused this tender on the ground that his client was entitled to be paid his expenses and



1880,  
Provancher  
v.  
C. P. R. Co.

the damages claimed by his action, and the defendants, refusing to admit these items, pleaded that the portmanteau having been delivered and a tender having been made of the costs up to the date of delivery, their contract was complete, and that the damages claimed were too remote, the measure of damages for the lost baggage being merely the value of the articles actually lost, and that as the portmanteau was delivered, the plaintiff could not recover.

The Court maintained the company's defence, declaring their tender sufficient, and dismissed the action with costs as regards the damages and expenses claimed.

The following is the judgment of the Court:—

“Attendu que le demandeur a réclaté la valeur d'une malle qu'il avait confiée à la compagnie défenderesse comme bagage et qu'elle avait égarée, et qu'il a aussi demandé des dommages résultant de la perte de son bagage par la compagnie défenderesse;

“Attendu qu'après le rapport de l'action sa malle a été remise par la compagnie défenderesse et que cette dernière aurait alors offert de lui payer les frais encourus sur son action, et qu'elle lui aurait ensuite offert la somme de \$28.70 pour ses frais;

“Attendu que le demandeur a refusé d'accepter ces frais sans être payé en même temps des dommages qu'il prétendait avoir souffert, et que la compagnie défenderesse a ensuite contesté le droit du demandeur d'exiger des dommages et consenti que jugement fût rendu contre elle pour les frais, et a demandé que l'action fût déboutée pour le surplus;

“Attendu qu'en recevant sa malle le demandeur aurait signé un reçu conçu comme suit: ‘Received from the Canadian Pacific Railway, my box checked C. D. 7152 from Three Rivers, on August 15th, the said Company to pay all legal expenses so far incurred in suit brought against them by me;’

“Considérant que les dommages réclamés par le demandeur n'ont pas été prévus lorsque la compagnie défenderesse a eu charge de la malle du demandeur, qu'au-

cun  
n'er  
“  
dem  
lors  
“  
pou  
mal  
“  
pou  
plus  
“  
mar  
son  
déb  
dép  
G  
A

Don

Juq  
s  
t  
20. Q  
q  
d  
30. Q  
c  
n

L  
long

cun dol n'a été prouvé, et que la compagnie défenderesse n'en est pas par conséquent responsable ;

"Considérant que même si elle en était responsable le demandeur l'a déchargée par le reçu qu'il lui a donné lorsqu'il a reçu sa malle ;

"Considérant que la somme de \$28.70, était suffisante pour payer les frais encourus lors de la remise de la malle ;

"Considérant que le demandeur doit avoir jugement pour les dits frais mais qu'il est mal fondé pour le surplus ;

"Condamne la compagnie défenderesse à payer au demandeur la dite somme de \$28.70 pour frais encourus sur son action lors de la remise de la malle, distraits, etc., et déboute son action pour le surplus de sa demande avec dépens, distraits, etc."

*Gaudet & Plourde*, attorneys for plaintiff.

*Abbott & Campbell*, attorneys for defendants.

(R. T. H.)

26 janvier 1889.

Coram TELLIER, J.

BOUCHER v. BOUSQUET.

*Donation—Possession—Preuve testimoniale—Chose d'autrui—Nullité—Confusion—Erreur.*

- Jugé:—1o. Que la possession légale de biens meubles donne au possesseur le droit de prouver par témoins son titre à la propriété des biens qu'il possède ;
- 2o. Que la donation entrevifs de biens meubles appartenant à autrui, quoique nulle vis-à-vis du propriétaire, est bonne et valable contre le donateur, si, par la suite, ce dernier devient l'héritier du propriétaire ;
- 3o. Que dans ce cas, le donateur ne peut faire annuler la donation pour cause d'erreur, les motifs de la donation restant les mêmes, et l'erreur ne tombant pas sur la substance de la chose donnée.

Le jugement suivant de la Cour Supérieure relate au long les faits de la cause et les prétentions des parties sur

1889.

Provancher  
C. P. R. Co.

1889.  
Boucher  
v.  
Bousquet.

la contestation de la saisie-revendication prise par le demandeur contre le défendeur. L'honorable juge a accompagné son jugement des autorités suivantes citées en marge de l'original du jugement *sur la question de l'admissibilité de la preuve testimoniale* :

14 L. C. J. 268 ; C. P. C., art. 231 ; C. C., art. 1233.

*Sur la validité de la donation entrevifs* :

8 Pothier, Donation, Nos. 134, 135 ;

*Sur la question d'erreur* :

C. C., art. 992 ; Larombière sur-art. 1110, C. N. No. 24.

Voici le jugement :—

“ La Cour, etc.,....

“ Attendu que le demandeur allègue qu'il a épousé, le 26 novembre 1884, Marie-Azélie Bousquet, la fille du défendeur ; qu'en vertu de leur contrat de mariage, il y avait séparation de biens entre eux ; qu'à la date du dit mariage, la dite épouse n'était propriétaire que de ses hardes de corps, quelques bijoux et un lit ; que le 12 juillet 1885, il naquit, de ce mariage, un enfant qui fut baptisé sous le nom de Joseph-Maurice-Armand ; que le 26 du même mois, la dite Marie-Azélie Bousquet mourut, sans avoir fait de testament, et laissa, pour unique héritier, le susdit enfant ; que le 27 du dit mois de juillet, le lendemain du décès de sa fille, et le 29 du même mois, le lendemain de l'enterrement, le défendeur, au mépris de la loi et des convenances qui lui dictaient de respecter la propriété d'autrui, et la douleur du demandeur, se hâta de mettre la main sur toutes les hardes de corps et effets qui avaient appartenu à la dite Marie-Azélie Bousquet et qui étaient devenus, par sa mort, la propriété de son unique héritier, le dit fils du demandeur, ainsi que quelques autres effets appartenant en propre au demandeur, lesquels hardes et effets le défendeur transporta chez lui en la dite ville de Longueuil ; que le fils du demandeur, l'héritier de la dite Marie-Azélie Bousquet, est décédé le 6 août 1885, et que le demandeur est en conséquence devenu le seul et unique propriétaire des susdits effets, comme héritier de son fils ; que le demandeur, le 8 août 1885, donna avis au défendeur d'avoir à rapporter ces effets, lequel refusa et refuse

1880.  
Boucher  
v.  
Bousquet.

de se déposséder des effets dont il s'est ainsi illégalement emparé; que la valeur des dits effets appartenant au demandeur, énumérés dans l'action, et illégalement et injustement détenus par le défendeur, contre le gré et la volonté du demandeur est de \$255.15; et que le demandeur conclut à ce qu'il soit déclaré le seul et vrai propriétaire des dits effets; à ce que ces effets soient saisis et revendiqués, et remis en la possession du demandeur; et sur le refus du défendeur de les remettre, à ce qu'il soit condamné à payer au demandeur la dite somme de \$255.15; avec dépens dans tous les cas;

"Attendu que le défendeur plaide à l'action qu'après la mort de la dite Marie-Azélie Bousquet, le demandeur a, de son plein gré et volonté, donné au défendeur les hardes de corps et les effets mentionnés dans sa défense, et qu'il lui a remis la possession de ces effets ayant appartenu à la dite Marie-Azélie Bousquet, et qui sont pour partie les mêmes que ceux revendiqués en cette cause; que ces effets ainsi donnés, par le demandeur, au défendeur, ont été remis à ce dernier par le demandeur lui-même ou sur son ordre; et que leur valeur ne dépasse pas la somme de \$212.95; que tous les dits effets sont et étaient lors de la saisie pratiquée en cette cause la propriété du défendeur qui les a eu du demandeur lui-même; que le premier article mentionné en la liste du demandeur, savoir: "un set en peau de loutre, collets et pagottes pour hommes," est la propriété du demandeur qui aurait remis lui-même ou fait remettre le dit article au défendeur pour en avoir soin pendant l'été, lequel article le demandeur devait reprendre chez le défendeur, lorsqu'il le voudrait; que le défendeur n'a jamais refusé de remettre le dit article au demandeur, qu'il a toujours été prêt à le lui rendre et qu'il ne s'oppose pas à ce que le demandeur en soit déclaré le propriétaire, mais sans frais contre lui, et conclut à ce que la saisie-revendication soit déclarée mal fondée, et l'action renvoyée quant à tous les effets, avec dépens contre le demandeur à l'exception de l'article: "un set en peau de loutre, collet et pagottes pour hommes,"

1886.  
Boucher  
v.  
Bousquet.

pour lequel la revendication peut être maintenue, mais sans frais contre le défendeur ;

“ Attendu que le demandeur a répondu que tous les faits mentionnés dans le plaidoyer du défendeur sont faux et mal fondés ; qu’il est spécialement faux que le demandeur ait donné les dits effets saisis-revendiqués au défendeur ; mais que ce dernier s’en est emparé illégalement et arbitrairement, assumant qu’ils lui appartenaient, alors que les dits effets étaient la propriété du fils du demandeur ;

“ Attendu que les parties ont admis respectivement les faits suivants : “ 1o. le mariage du demandeur avec la fille du défendeur, Dame Marie-Azélie Bousquet, le 26 novembre 1884 ; 2o. leur contrat de mariage antérieur, avec stipulation de séparation de biens ; 3o. la naissance d’un enfant le 12 de juillet 1885 ; 4o. le décès de l’épouse du demandeur, sans testament, le 26 juillet 1885 ; 5o. le décès subséquent, le 6 août 1885, de l’enfant né du dit mariage ; 6o. la possession par le défendeur des effets saisis-revendiqués depuis le 29 juillet 1885 ; 7o. l’avis ou lettre donné au défendeur et reçu par lui de l’exhibit No. A du demandeur produit le 7 octobre 1885, et 8o. l’identité et valeur des effets saisis-revendiqués, tel que mentionné dans le plaidoyer du défendeur ;

“ Attendu qu’il y a également admission des parties que les effets énumérés et décrits dans le plaidoyer du défendeur sont ceux-là mêmes réclamés par le demandeur, et que leur valeur telle que mentionnée dans le dit plaidoyer est exacte et est acceptée comme juste et équitable par le demandeur qui accepte l’énumération ou quantité et la valeur des dits effets mentionnés dans le dit plaidoyer ;

“ Attendu que le demandeur n’a fait entendre qu’un seul témoin, son père, et qu’il a prouvé par lui, sous réserve d’une objection faite à la légalité de cette preuve, que le jour où les effets revendiqués ont été enlevés, hors sa présence, par le défendeur, il aurait, sur la question de son père, pourquoi ces effets avaient été ainsi enlevés, répondu qu’ils appartenaient au défendeur puisqu’il héritait de sa

1880.

Boucher  
Bousquet.

filles; et que là-dessus son père lui ayant dit que son enfant héritait de sa mère, il aurait été fait des démarches pour pourvoir cet enfant d'un tuteur et d'un subrogé tuteur, dans le but de revendiquer ces effets; mais que l'assemblée de parents convoquée à cet effet, n'aurait pas eu lieu, attendu qu'au jour fixé pour la tenir, l'enfant serait mort;

"Attendu que le défendeur a prouvé, par témoins, toutes les allégations essentielles de son plaidoyer;

"Attendu qu'à l'audition le demandeur a appuyé sur trois points principaux, savoir: 1o. que la donation invoquée par le défendeur n'a pas été prouvée légalement, attendu que cette preuve n'a pas été faite que par témoins; 2o. que telle donation, si toutefois elle avait été prouvée d'une manière légale, serait nulle de plein droit, parce que lorsqu'elle aurait été faite, les choses données n'appartenaient pas au demandeur, mais bien à son fils comme seul héritier de sa mère décédée; 3o. qu'à tout événement, cette donation ne saurait valoir, parce que le demandeur ne l'aurait faite que par suite de l'impression où il se trouvait alors que le défendeur avait le droit d'hériter de sa fille, la dite feue Marie-Azélie Bousquet;

"Considérant, sur le premier point, que le demandeur a été mis en possession, le 29 juillet 1885, des effets énumérés dans son plaidoyer, à la connaissance, du consentement et par l'ordre du demandeur; que cette possession seule formait en faveur du défendeur une présomption de droit de propriété assez forte pour lui donner droit de prouver son titre par témoins, et que d'ailleurs la déposition du demandeur qui contient des faits étrangers à la contestation faite, fournissait un commencement de preuve suffisant pour rendre admissible la preuve testimoniale qui a été faite par le défendeur, dans l'espèce, et que par tant cette preuve testimoniale doit être déclarée légale et suffisante;

"Considérant, sur le deuxième point, qu'aux termes de l'article 773 du Code Civil, la donation entrevifs de la chose d'autrui est nulle; mais qu'elle est cependant valide si le donateur en devient ensuite propriétaire; que si le

1886.  
Boucher  
v.  
Bouquet.

vrai propriétaire de la chose, quoiqu'il soit devenu l'héritier du donateur, ne laisse pas d'être recevable à la revendiquer de son chef ; la donation de la chose d'autrui n'a pas le même effet à l'égard du donateur qui, par la suite, devient l'héritier du propriétaire de cette chose ; que, dans l'espèce, bien que la donation invoquée par le défendeur lui ait été faite avant le décès de l'enfant Boucher qui était le propriétaire des choses données, le demandeur étant, par la suite, devenu l'héritier de son enfant, est non recevable à revendiquer les choses qu'il a données et livrées au défendeur ; que le demandeur n'a pas pu, à la vérité, transférer au donataire (le défendeur) un droit en les choses données, qu'il n'avait pas le 29 juillet 1885, mais qu'il a pu, et il doit être censé avoir voulu renoncer, en faveur du défendeur, à tous les droits qui pourraient un jour lui appartenir dans ces choses ; et que d'ailleurs le demandeur est mal fondé à arguer maintenant de cette prétendue nullité de la dite donation, qu'il n'a pas invoqué dans sa demande ni dans sa réponse au plaidoyer du défendeur ;

“ Considérant, sur le troisième point, que l'erreur n'est une cause de nullité que lorsqu'elle tombe sur la nature même du contrat, sur la substance de la chose qui en fait l'objet, ou sur quelque chose qui soit une considération principale qui ait engagé à le faire ; que l'erreur de droit doit être aussi bien que l'erreur de fait un fait certain et la cause déterminante du contrat ; que dans le doute, il n'y a pas de nullité ; que les dires du demandeur, dans sa déposition, et ceux prouvés par son père comme émanant de lui, ont été proférés après la donation et la délivrance des effets, que du reste ils ne vont pas à prouver l'erreur dont le demandeur se prévaut comme viciant son consentement à la donation ; que les motifs qui ont poussé le demandeur à faire la dite donation, et qui sont prouvés en cette cause, les dons qu'il a faits à ses belles-sœurs, de même que la donation elle-même faite au défendeur, repoussent l'idée que le demandeur a été victime d'une erreur, dans l'espèce ; car s'il eut cru réellement que le défendeur avait hérité de sa fille il n'y avait pas lieu,



1880.  
Boucher  
v.  
Bousquet.

pour lui, de disposer comme il l'a fait, des effets qu'il revendique maintenant; et que partant la prétention du demandeur ne peut être invoquée comme cause de nullité de la donation, alors d'ailleurs que le défendeur ne l'a pas induit en erreur;

"Considérant que l'article mentionné en premier lieu dans la liste des objets revendiqués, par le demandeur, savoir: "un *sett* en peau de loutre, collet et pagottes pour hommes" s'est trouvé, par inadvertance, dans les effets donnés et livrés au défendeur le 29 juillet 1885; que le demandeur a été averti immédiatement, qu'il a chargé le défendeur de le garder et d'en prendre soin jusqu'à ce qu'il en aurait besoin, l'automne suivant; et qu'il admet avoir pris sa saisie-revendication sans en faire préalablement la demande, il n'y a pas lieu de lui accorder des frais contre le défendeur qui n'a jamais refusé de le remettre; et qui a consenti au maintien de la saisie-revendication, quant à cet article, mais sans frais; déclare le demandeur le seul et vrai propriétaire du dit *sett* en peau de loutre, collet et pagottes pour hommes, qui ont été saisis en cette cause et placés sous les soins et sauvegarde de Edouard Beauchamp nommé gardien d'office, et ordonne que le demandeur en soit mis en possession, le tout sans frais contre le défendeur; et quant aux autres effets revendiqués, la Cour déclare la saisie-revendication et l'action du demandeur mal fondées et en déboute le demandeur avec dépens dont distraction est accordée, etc."

*Doutre, Joseph & Dandurand*, avocats du demandeur.  
*Jodoin & Jodoin*, avocats du défendeur.

(J. J. B.)



29 décembre 1888.

Coram TELLIER, J.

WILSON v. BENJAMIN.

*Mandat—Droit des tiers—Droit du mandant.*

- JURÉ: 10. Que le mandataire qui a agi en son propre nom est responsable envers les tiers avec qui il contracte, sans préjudice aux droits de ces derniers contre le mandant qui est responsable envers eux pour tous les actes de son mandataire faits dans l'exécution et les limites de son mandat.
20. Que tout ce qu'un agent fait dans les limites de son mandat avec des tiers, même en son nom propre, il le fait pour son mandant, et ce dernier a le droit d'être subrogé dans ses droits contre les tiers.
30. Que toutefois le tiers qui a contracté avec un agent personnellement, sans dénomination du principal, a droit de se protéger jusqu'à ce qu'il soit déchargé de l'obligation contractée envers l'agent, par la subrogation du principal aux droits de l'agent.

L'action est un *assumpsit* pour marchandises vendues et livrées au montant de \$115.

Le défendeur plaida qu'il avait acheté ces marchandises, non du demandeur, mais d'un nommé Costigan, sans que ce dernier prétendit être l'agent d'aucune autre personne, qu'au contraire, il prétendit être le propriétaire des effets vendus et agir pour son compte; que la facture portait son nom et qu'il aurait souvent cherché à en collecter le montant; que de fait l'action n'aurait été prise par le demandeur sous prétexte qu'il est le principal, et Costigan son agent, que pour permettre à ce dernier d'être entendu comme témoin, mais qu'il n'y avait eu aucun transport de fait, ni aucun de signifié au défendeur.

Un autre plaidoyer au mérite fut également produit.

La Cour admit la prétention du défendeur, qu'il n'était pas tenu de payer au demandeur le montant réclamé, jusqu'à ce que ce dernier fut subrogé aux droits de Costigan, mais renvoya le plaidoyer au mérite. L'action fut maintenue sans frais dans les termes suivants:—

“ La Cour, etc.....

“ Considérant que les marchandises dont le prix est réclamé en cette cause par le demandeur, ont été vendues

et livrées au défendeur, à Montréal, le 25 mars 1887, par un nommé Richard Costigan, en ayant la possession et paraissant agir en son propre nom, et non pas en sa seule qualité de mandataire ou agent du demandeur ;

“ Considérant qu’après la vente et livraison de ces marchandises au défendeur, le dit Richard Costigan lui en a présenté le compte et demandé le paiement en son nom personnel, sans lui dénoncer que ces marchandises appartenaient au demandeur, et qu’en les vendant comme susdit, au défendeur, il avait agi en sa qualité de mandataire ou agent du demandeur qui l’avait autorisé verbalement à en disposer ;

“ Considérant que le mandataire qui agit en son propre nom est responsable envers les tiers avec qui il contracte, sans préjudice aux droits de ces derniers contre le mandant qui est responsable envers eux pour tous les actes de son mandataire faits dans l’exécution et les limites du mandat, excepté dans le cas de l’article 1788 du Code Civil, et dans les cas où, par la convention ou les usages du commerce, le mandataire en est seul responsable ; et qui est aussi responsable des actes qui excèdent les limites du mandat, lorsqu’il les a ratifiés expressément ou tacitement ;

“ Considérant que la gestion que le mandataire a faite en exécution du mandat, étant une gestion qu’il a faite pour le mandant, et en son lieu et place, tout ce qui lui est parvenu de cette gestion, il l’a reçu pour le mandant, et en son lieu et place ; il doit donc le lui restituer entièrement ; et que suivant le même principe, lorsque le mandataire, par des contrats qu’il a faits en exécution du mandat avec des tiers, a acquis contre eux des droits et actions, le mandant y doit être subrogé ;

“ Considérant que s’il résulte de la preuve, dans l’espèce, que le dit Richard Costigan, a agi en son propre nom, en vendant au défendeur, et en cherchant à se faire payer par lui, les marchandises en question, il est indubitable, par la déposition rendue en cette cause, par le dit Richard Costigan, le seul témoin entendu de la part du demandeur, que ces marchandises appartenaient au de-

1888.  
Wilson  
Benjamin.

1899.  
Wilson  
v.  
Benjamin.

mandeur, et que c'est ce dernier, par l'entremise de son dit mandataire ou agent, qui les a vendues et livrées, au défendeur, pour la quantité et le prix chargé dans le compte produit au soutien de l'action; mais que le défendeur ignorait ces faits;

" Considérant que le demandeur n'a jamais obtenu la subrogation dans les droits et actions du dit Richard Costigan contre le défendeur, relativement à cette vente de marchandises; ni fait décharger ce dernier de l'obligation qu'il avait contractée, à cet égard, envers le dit Richard Costigan personnellement; que le défendeur avait juste sujet de craindre d'être troublé, pour le paiement de ces marchandises, par le dit Richard Costigan, qui avait traité avec lui, en son propre nom, en cette affaire, et qu'il avait raison dans la partie de ses exceptions et défenses, tendant à faire connaître les circonstances de la dite vente, le défaut de cession et de subrogation, et le trouble qu'il avait lieu de craindre de la part du dit Costigan; mais qu'il est maintenant sans intérêt ni qualité pour se prévaloir de ces moyens de défense, par le fait que le dit Richard Costigan a reconnu dans son témoignage en cette cause que les marchandises en question étaient la propriété du demandeur, et que, lorsqu'il les avait vendues et livrées au défendeur, il était le mandataire ou agent du demandeur;

" Considérant que le demandeur n'a encouru aucun frais depuis que la déposition de son témoin Costigan a été donnée en cette cause, et que n'ayant rien fait avant cette déposition pour garantir et assurer le défendeur contre les droits et actions du dit Richard Costigan, ni allégué spécialement dans sa déclaration et ses réponses aux plaidoyers que ce dernier n'était que son agent, dans la vente dont il s'agit, il n'y a pas lieu de lui accorder ses frais d'action contre le défendeur;

" Considérant que le défendeur a, sans raison valable, contesté le droit d'action du demandeur, mis en doute, par un plaidoyer au mérite, la résidence et même l'existence du demandeur, et soutenu que le droit d'action en cette cause était litigieux et incessible au lieu de recher-

cher purement et simplement, sa protection et sa sûreté contre le dit Costigan ; et qu'il n'a fait aucune preuve de sa prétention qu'il n'avait acheté qu'environ le quart des marchandises dont le prix lui est réclamé en cette cause, et qu'il avait refusé de prendre livraison du surplus qui lui a été envoyé, il n'y a pas lieu de lui adjuger des frais contre le demandeur, et vu les circonstances de la cause, maintient l'action du demandeur, et en conséquence condamne le défendeur à lui payer la somme de \$115.20, cours actuel, pour prix et valeur des dites marchandises, avec intérêt sur icelle à compter du 18 octobre 1887 jusqu'au paiement, mais sans frais."

*Autorités* : 2 Supreme Court Rep., p. 21 ; Supreme Court, Dig., p. 466, No. 12 ; 2 Q. B. R. (Dor.), p. 356 ; 2 L. C. J., p. 161 ; 4 R. L., p. 530 ; 17 L. C. J., p. 19 ; 3 R. L., p. 34 ; 3 Leg. News, pp. 22, 170, 240, 414 ; 19 L. C. J., p. 309 ; 2 Leg. News, pp. 270, 370 ; 1 Q. B. R., p. 201 ; 4 Leg. News, pp. 76, 301, 370 ; 3 Q. L. R., p. 104 ; 11 R. L., p. 328 ; 7 Leg. News, p. 213.

Voix autorités citées par l'hon. Sir A. A. Dorion, aux pages 359 et suivantes, 2 Q. B. R.

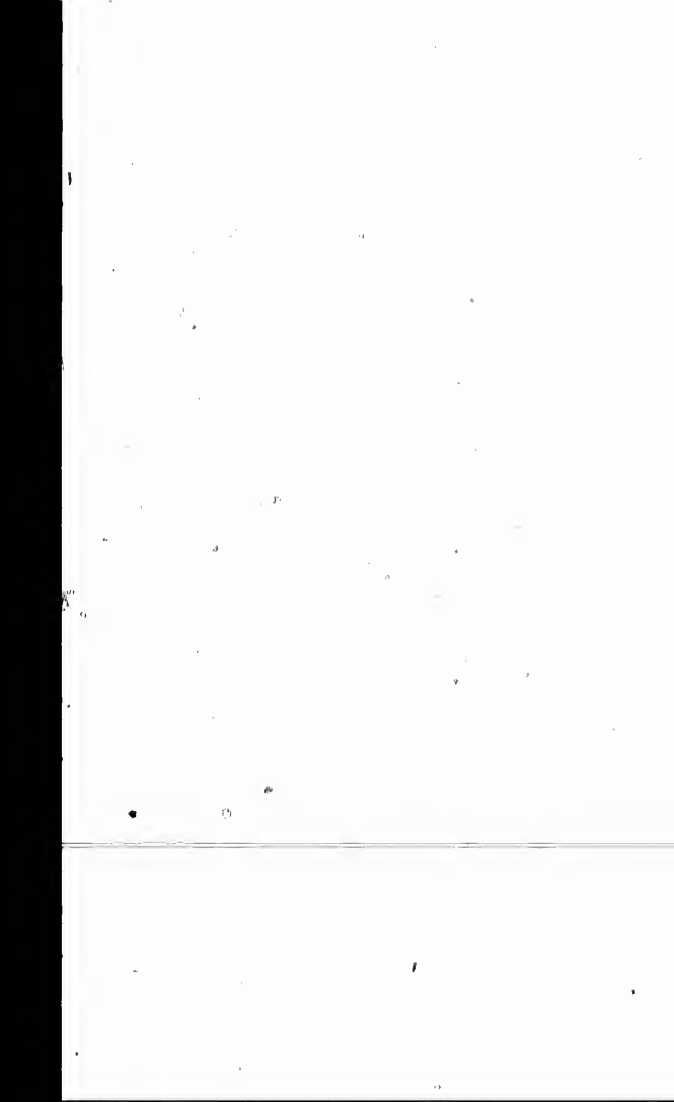
5 Pothier, pp. 192, 198 et 207, Nos. 58, 60 et 88.

*McCormick, Duclos & Murchison*, avocats du demandeur.

*F. W. Terrill*, avocat du défendeur.

(J. J. B.)

1884.  
Wilson  
&  
Benjamin.



4 mai 1881.

Coram PAPINEAU, J.

HOWARD v. YULE.

*Séquestre—Signification du jugement—Révision par un juge—  
Jugement interlocutoire.*

Jugé:—1o. Qu'il n'est pas nécessaire qu'un jugement nommant un séquestre soit signifié à aucun des parties dans la cause;  
2o. Qu'un jugement nommant un séquestre, après que le jugement final a été rendu dans la cause, n'est pas un jugement interlocutoire pouvant être révisé par un seul juge de la Cour Supérieure.

Le 31 mars 1881, le jugement final fut rendu en cette cause destituant le défendeur de sa charge d'exécuteur testamentaire et de légataire en fidéicommis *in trust* de feu William Yule; le même jugement ordonna à sa place la nomination d'un séquestre aux biens du dit Wm. Yule, et ordonna aux parties de comparaître en cour ou devant un juge le 14 avril suivant pour s'entendre sur la nomination du dit séquestre.

Le 7 avril, le défendeur inscrivit le jugement du 31 mars en Cour de Révision.

Le 14 avril, les demandeurs seuls comparurent et suggèrent la nomination comme séquestre de Alexander F. Riddell, qui fut immédiatement nommé.

Le 20 avril, le défendeur se désista de son inscription en révision.

Le défendeur fit alors une requête, se plaignant de la nomination du dit séquestre et alléguant que le jugement final le destituant et ordonnant la nomination d'un séquestre aurait dû lui être signifié; qu'en outre, lorsque le dit Riddell a été nommé séquestre, le 14 avril 1881, le défendeur avait inscrit en révision le dit jugement final, il demandait donc, en conséquence, que cette nomination fût déclarée illégale et nulle, et que le jugement interlocutoire du 14 avril 1881 fût révisé à cet effet.

Sur la contestation de cette requête, le jugement suivant fut rendu en faveur des demandeurs:—

“ La Cour, etc.....”

“ Considérant qu'il n'était pas nécessaire de faire signifier au défendeur le jugement ordonnant la nomination d'un séquestre, et que le jugement n'ayant pas indiqué d'autre lieu aux parties pour comparaître que la cour, c'était là que le défendeur aurait dû comparaître et à l'heure ordinaire de la cour ;

“ Considérant d'ailleurs que le jugement en question n'est pas un jugement interlocutoire concernant l'instruction de la cause, et ne doit pas être révisé par un seul juge de la Cour Supérieure ;

“ Renvoie et rejette la dite requête avec dépens.”

*Bethune & Bethune*, avocats des demandeurs.

*Rüchic & Rüchic*, avocats du défendeur.

(I. J. B.)

[EN RÉVISION.]

30 janvier 1886.

Coram PAPINEAU, GILL, LORANGER, J.J.

LYNCH v. REEVES.

*Louage—Obligation de garnir les lieux loués—Résiliation.*

Jugé :—Que sous un contrat de louage où le bail est authentique, fait pour cinq ans, le loyer payable \$25 chaque mois, le locataire n'est tenu de garnir les lieux loués que pour les termes échus et le terme à échoir.

Le 11 juin 1885, le demandeur poursuivit le défendeur sur un bail authentique, du 4 février 1884, devant M<sup>re</sup>. Geoffroy, N. P., lequel était pour cinq ans à partir du premier mai 1884. Les conditions du bail étaient de \$288 pour la première année et \$300 pour les quatre autres, payable par paiement mensuel ; et en outre que le défendeur ne pourrait pas y faire le commerce de confiserie. Le demandeur concluait à la résiliation du bail : 1o.

<sup>1</sup> Voir la cause de *Dame Loupré v. Cardinal et al.*, page 28 de ce volume.

1881.

Howard  
Yule.

1886.  
Lynch  
v.  
Reeves.

parce que le défendeur y avait fait le commerce de confiserie sans en avoir le droit; 2o. parce que le défendeur ne garnissait pas suffisamment les prémisses pour garantir le loyer stipulé au dit bail; aucun loyer n'était alors dû.

Le défendeur plaida en niant au demandeur le droit de faire résilier le bail parce qu'il avait fait le susdit commerce, le bail ne lui défendant pas de faire le commerce de confiserie à peine de nullité, il y était seulement stipulé qu'il ne devait pas le faire "*à peine de tous frais et dommages*;" il alléguait aussi qu'il avait suffisamment garni les lieux loués.

La Cour (DOHERTY, J., 27 octobre 1885) trouva bien fondé l'allégation que le magasin n'était pas suffisamment garni:—"Considering that whilst plaintiff hath failed both in law and in fact to establish the material allegations of his declaration in so far as relates to defendant's right to sublet under the lease declared on, he hath nevertheless proved the other allegations of said declaration in so far as relates to and in so far as he alleges the insufficiency of the *meubles meublants* in the premises occupied by him, defendant, under the lease in question in this cause; rejecting defendant's plea and exception to this action;

"Doth annul and cancel the lease passed on the 4th February, 1884, etc."

Le défendeur inscrivit cette cause en révision, le 30 octobre 1885.

Le défendeur prétendit qu'il n'était tenu de meubler les lieux loués que pour deux termes et pour les frais de saisie et de vente. Il cita: *Gareau v. Paquet*, 11 L. C. J., 267; *Deslauriers v. Lambert*, 1 Q. L. R., p. 365; 6 Toullier, p. 258; 3 *Delvincourt*, p. 201, (3); 17 *Duranton*, p. 133, No. 157; 2 *Troplong*, *Louage*, No. 531, 536; *Bourjon*, II Liv. 4, tit. 4, ch. 3, sect. 3, No. 31; 6 *Boileux*, 104; 4 *Duvergier*, 22, Nos. 15, 16; 6 *Marcadé*, C. N., art. 1752, p. 490; 3 *Mourlon*, No. 773; *Martin*, vo. *Bail*, sect. 7, art. 3; *Pothier*, *Louage*, No. 318.

La Cour de Révision renversa le jugement.



LORANGER, J. :—

Le 4 février 1884, le demandeur loua au défendeur une bâtisse située sur la rue Ste-Catherine, de cette ville, pour le terme de cinq années, à compter du premier mai suivant, à raison de \$24 par mois, pour la première année, et \$25 pour les quatre autres années. Permission est accordée au défendeur de sous-louer. Le bail, toutefois, contient une prohibition de tenir ou de permettre qu'il soit tenu un commerce de confiseur, dans les prémisses louées, sous peine de tous frais et dommages.

Le défendeur a pris possession des prémisses, à l'époque convenue; les a occupées et les occupe encore.

Le 11 juin de l'année suivante, c'est-à-dire après trois mois d'occupation et de loyer régulièrement payé, le demandeur a pris la présente action en résiliation, alléguant : 1o. que le défendeur a enfreint la clause du bail qui lui défendait de tenir ou de permettre qu'il soit tenu un magasin de confiseur sur les lieux; 2o. que le défendeur ne garnit pas les lieux de meubles suffisants.

La Cour a donné gain de cause au demandeur sur le second grief et annulé le bail. C'est de ce jugement dont le défendeur se plaint.

Il n'y a pas eu, ainsi que le prétend la Cour de première instance, infraction au bail quant à la clause prohibitive ci-dessus mentionnée. La preuve sur ce point est toute en faveur du défendeur.

Reste à savoir si, en réalité, le défendeur a garni les lieux de meubles suffisants pour répondre du loyer. Le loyer est de \$25 par mois, payable d'avance. A l'époque de l'action il n'y avait rien de dû. Depuis que l'action a été intentée, tout paraît avoir été payé régulièrement.

La prétention du demandeur semble être que le défendeur est obligé de garnir les lieux de meubles suffisants pour garantir le loyer pour toute la durée du dit bail.

Cette prétention est, pour ma part, exagérée. Il est maintenant de jurisprudence bien reconnue que l'obligation du locataire, quant à cette garantie, ne va pas au-delà du terme échu et de celui à échoir. On a même jugé que le locataire n'était tenu de n'avoir dans la maison

1884.  
Lynch  
v.  
Reeves.

1886.  
Lynch  
v.  
Reeves.

louée que les meubles suffisants pour répondre des termes de la location.

En consultant Troplong, 2e vol. du louage, 581, on trouvera qu'il est admis, en France, que le locateur est convenablement garanti, quand les meubles répondent du terme échu et du terme à échoir et des frais de vente judiciaire; "c'est au propriétaire à veiller, par terme, dit Bourjon, vol. 2, No. 81, du livre 4.

Or, quelle est la preuve dans l'espèce? Il ne faut pas oublier, d'abord, que le locataire avait le droit de sous-louer et que ce droit de sous-louer suppose, nécessairement, le droit qu'il a de substituer quelqu'un à sa place.

Il est prouvé que les sous-locataires ont des biens plus que suffisants pour garantir la partie des prémisses sous-louées, et qu'à l'époque de l'action il n'était absolument rien dû au demandeur. Il était donc à présumer que le demandeur était en sûreté pour les termes à venir, comme il l'avait été pour les termes passés.

Le fait de la sous-location avait enlevé au demandeur la garantie qu'il pouvait avoir et cependant il n'aurait eu aucune action, à raison de ce fait, pour faire résilier le bail, puisque cette sous-location avait eu lieu de son consentement. Ce ne serait donc que parce que le défendeur aurait laissé, sans meubles suffisants, la partie des prémisses qu'il occupait lui-même que le demandeur aurait pu demander la résolution. Or, sur ce point, il me paraît que la preuve est en faveur du défendeur. Ce dernier est un tailleur de son métier; il a pris cette qualité dans le bail et le demandeur connaissait d'avance l'usage qu'il ferait des lieux, et devait savoir qu'il n'y introduirait que les meubles ou outils propres à l'exercice de ce métier.

"Les tribunaux," dit Boileux, vol. 6, p. 104, "s'attachent surtout à connaître les garanties sur lesquelles a dû compter le bailleur; les conditions des lieux loués influent plus puissamment sur leurs décisions; par exemple: le propriétaire qui a loué à un ouvrier ne peut exiger un mobilier de luxe; celui qui donne à bail une pièce destinée à servir de salle d'armes ou de danse,

" doit savoir que quelques meubles, sans grande valeur, forment habituellement le mobilier de pareils lieux ; tout dépend des circonstances."

1884.  
Lynch  
Reeves.

Dans la cause actuelle, le défendeur a prouvé qu'il a des effets pour un montant de plus de \$100 dans la partie des prémisses qu'il occupe comme boutique. Cela est plus que suffisant pour garantir le terme qui était à échoir. Cette preuve, il est vrai, a été faite par le frère du défendeur ; mais il corrobore le témoignage qu'il a donné lui-même et rien dans ce témoignage ne fait voir que le défendeur n'a pas dit la vérité. Le demandeur a fait entendre un témoin et la déposition de ce témoin me paraît vague et incertaine.

Il me paraît évident que le grief principal du demandeur était l'infraction de la clause du bail qui prohibait l'établissement d'un commerce de confiseur sur les lieux. Toute la preuve du demandeur a été dirigée vers ce point ; l'action n'aurait pas été intentée sans cela ; malheureusement, pour le demandeur, il a failli dans sa preuve.

Je crois, sur le tout, que cette action n'aurait pas dû être portée, et je crois que le jugement de la Cour Inférieure doit être infirmé.

Voici le jugement de la Cour de Révision :—

" La Cour, etc.....

" Considérant que le demandeur n'a pas prouvé les allé- gations essentielles au maintien de sa demande, et notam- ment qu'il n'a pas prouvé que la propriété louée au de- mandeur eût été employée par lui ou par aucun de ses sous-locataires pour y faire le commerce de confiseur (*con- fectionery business*) :

" Considérant qu'il n'a pas prouvé non plus que les meubles garnissant les lieux loués fussent insuffisants pour garantir le loyer suivant la loi et la jurisprudence du pays ;

" Considérant, au contraire, que le défendeur a prouvé qu'il avait acquitté tous les termes échus du loyer et qu'il y avait des meubles suffisants appartenant au défendeur et à ses sous-locataires pour garantir, au désir de la loi et de la jurisprudence du pays, les termes à échoir du dit loyer ;

1886.

Lynch  
v.  
Reeves.

“ Considérant qu'il y a erreur dans le jugement prononcé par la Cour Supérieure en cette cause, le 27 octobre dernier, et qu'il doit être renversé ;

“ Cette Cour Supérieure, siégeant maintenant comme Cour de Révision, renverse le dit jugement, et, procédant à rendre le jugement que la Cour de première instance aurait dû rendre, déboute le demandeur de son action, avec dépens contre lui, distraits, etc.”

*Kerr, Carter & Goldstein, avocats des demandeurs.*

*Archibald, McCormick & Duclos, avocats du défendeur.*

(J. J. B.)

27 mars 1886.

Coram BOURGEOIS, J.

DAME LONGPRÉ v. CARDINAL ET AL., et  
McCULLOCH, *mis en cause.*

*Loyer—Obligation de garnir les lieux loués—Saisie-gagerie.*

JUGÉ :—Que dans le cas d'un bail authentique pour 2 années et 9 mois, payable \$25 par mois, lorsque le locataire enlève les meubles garnissant les lieux loués, et qu'une saisie-gagerie est prise par droit de suite le 26 octobre, le locataire sera tenu de garnir les prémisses jusqu'au mois de mai suivant.

Le 23 juillet 1885, la demanderesse loua aux défendeurs un magasin, par bail authentique, pour 2 ans et 9 mois, du 1er août 1885, à raison de \$800 par année, payable \$25 par mois, avec privilège de la part des défendeurs de mettre fin au bail en donnant 8 mois d'avis.

Vers la fin d'octobre, le loyer étant payé, les locataires enlevèrent une partie des effets qui garnissaient les prémisses loués, entr'autres choses, un coffre-fort (*safe*) évalué à \$200.

Le 26 octobre 1885, la demanderesse fit émettre une

1 Confirmé en révision, DOHERTY, TASCHEREAU, LORANGER, J.J., le 31 janvier 1887.—Comparez Lynch v. Reeves, p. 23 de ce volume.

saisie-gagerie par droit de suite, pour les loyers à  
jusqu'à la fin du bail, savoir, \$750.

Les défendeurs plaideront entr'autres plaidoyers de  
moindre importance qu'après l'enlèvement du *saisé*, il res-  
tait suffisamment d'effets mobiliers dans le magasin loué  
pour garantir le loyer au désir de la loi.

Sur cette question, savoir, celle de savoir jusqu'à quel  
point un locataire est tenu de garnir les lieux loués de  
meubles menublants, la demanderesse argua comme suit  
dans son factum au Cour de Révision :

Il ne nous reste plus à traiter que le premier chef du  
plaidoyer des défendeurs, à savoir: qu'après l'enlève-  
ment du *saisé*, il restait assez d'effets dans le magasin  
"pour garantir le loyer de la demanderesse au désir de la  
loi."

La loi, d'après les défendeurs, c'est qu'un locataire peut  
enlever tous les effets qui garnissent les lieux loués,  
pourvu qu'il en laisse assez pour répondre de deux termes  
de loyer, le terme courant et le terme à échoir. Et par le  
mot terme dont se servent la Coutume de Paris, l'An-  
cienne Coutume, la Coutume d'Orléans et les auteurs qui  
ont écrit sur ces coutumes, les défendeurs entendent un  
mois si le loyer est payable au mois, une semaine s'il est  
payable à la semaine, et un jour s'il est de tant par jour.

Telle ne peut être notre loi, telle n'est pas notre loi.

Les défendeurs citent avec emphase la cause de *Lynch*  
*v. Reeves* jugée en révision; mais il suffit d'y jeter un  
coup d'œil pour se convaincre que cette cause présente  
des circonstances toutes différentes de celles de notre es-  
pèce et que les remarques faites incidemment par M. le  
juge Loranger ne peuvent être interprétées comme favo-  
rables à la prétention des défendeurs. Chaque cause a sa  
physionomie propre et distincte, et c'est surtout dans une  
cause comme la présente que les circonstances ont une  
importance majeure et que la discrétion du juge qui les  
pèse est pour ainsi dire souveraine.

Les défendeurs citent aussi Agnel, p. 140, No. 291.  
Voici ce que dit Agnel: "Mais quelle doit être la valeur  
des meubles du locataire? faut-il qu'elle représente le

1886  
Longpré  
Cardinal.

" montant des loyers de toute la durée du bail, par exemple, des loyers de vingt ans, si le bail a été consenti pour ce laps de temps? Une pareille interprétation serait évidemment contraire à l'esprit de la loi. En général, et sauf quelques exceptions que nous indiquerons ci-après, il suffit que les meubles des locataires aient une valeur assez grande pour répondre du terme de loyer courant et du terme à échoir avec les frais de vente judiciaire et d'expulsion.".....

Mais Agnel laisse voir un peu plus loin que cette règle n'a rien d'absolu et que le juge est le souverain appréciateur des circonstances: "208. Au reste, il n'y a rien d'absolu sur ce point; en effet, nous pensons avec M. Duvergier (t. 4, No. 16), que pour décider si le locataire remplit l'obligation de garnir la maison ou l'appartement, on doit moins comparer la valeur du mobilier avec le montant des loyers, avec tel nombre de termes, que considérer ce que, d'après le prix du bail, sa durée, surtout d'après la condition du locataire, la nature et la destination des lieux loués, le bailleur a dû raisonnablement espérer..... Chaque jour se présentent des circonstances qui font sentir la nécessité de cette extension laissée au pouvoir des magistrats.".....

Duvergier déclare aussi que la règle des deux termes n'est pas inflexible: "Je crois, dit-il à la p. 25, vol. 4, que des meubles qui assurent le paiement de deux termes de loyer pourront quelque fois paraître aux juges une garantie suffisante, mais je suis convaincu que souvent ils seront considérés comme au-dessous de ce que le propriétaire a le droit d'exiger."

3. Toullier, p. 201 de ses notes et explications: "Si, par exemple, il s'agit d'un bail de 18 ans, à raison de 3,000 francs par an, le prévenu sera-t-il obligé de garnir les lieux de meubles d'une valeur de 54,000 francs? Je ne le pense pas: d'abord on ne pourrait tout au plus exiger de sûreté que pour 5 ans (art. 2277). Mais d'ailleurs, il n'est pas présumable que le locateur laisse passer tout ce temps sans demander son paiement. Il est vrai qu'en cas de déconfiture, et si son bail a une date cer-

" tai  
" à é  
" un  
" vr  
" jug  
" 8  
" tior  
" con  
" de  
" dép  
" Ma  
" endr  
" effe  
" qu'il  
" loués  
" est in  
" fusio  
" Du  
" dev  
" exai  
" son  
" à dé  
" gar  
" par  
" tair  
" jug  
" don  
" néce  
" nair  
" bail  
" Jus  
" de  
" d'in  
" Ce  
" du loc  
" pose l  
" lève s  
" en lais  
" ment



"tains, il a un privilège pour toutes les années échues et à échoir jusqu'à la fin du bail ; mais ce ne peut être là une raison pour exiger ce qui, dans plusieurs cas, devrait être regardé comme impossible. *Ce sera donc aux juges à statuer ex æquo et bono.*"

1866.  
Longpré  
Cardinal.

6 Boileux 105 : "Les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire ; ils considèrent moins la valeur du mobilier, comparée au montant des loyers pour tel ou tel nombre de termes, que l'intention présumée des parties..... tout dépend des circonstances."

Maintenant, remarquons que ces auteurs parlent, aux endroits cités, non pas du cas où le locataire enlève ses effets sans la permission du locateur, mais de l'obligation qu'il y a en général pour le locataire de garnir les lieux loués de meubles suffisants. Voilà une distinction qu'il est important de faire si l'on ne veut pas arriver à la confusion des principes qui régissent la matière.

Duvergier, vol. 4, p. 28 : "Cependant les tribunaux devront se montrer plus sévères, lorsqu'ils auront à examiner la conduite du locataire qui retire de la maison ce qu'il y avait placé, que lorsqu'ils seront appelés à décider si le locataire apporte dans les lieux de quoi les garnir suffisamment. Telle quantité de meubles qui paraîtrait une garantie convenable de la part d'un locataire entrant dans la maison, pourrait fort bien être jugée insuffisante de la part de celui qui, après avoir donné un gage considérable, voudrait le réduire au strict nécessaire. Les magistrats ont un pouvoir discrétionnaire pour l'appréciation des garanties qui sont dues au bailleur."

Jusqu'au No. 295 inclusivement, Agnel ne parle que de "la valeur des meubles que le locataire est tenu d'introduire dans les lieux loués."

Ce n'est qu'au No. 296 qu'il commence à parler du droit du locateur sur les meubles que son locataire enlève, et il pose la règle générale et absolue que le locataire qui enlève ses meubles sans le consentement du locateur, doit en laisser assez dans les lieux loués pour répondre du paiement de tous les loyers et de toutes les obligations du bail :

1896.  
Lonspré  
v.  
Cardinal.

296. " De ce que le locataire est tenu de garnir la maison ou l'appartement de meubles suffisants, il suit qu'il ne peut pas enlever les meubles qu'il y a apportés. Dans ce cas, le propriétaire pourrait s'opposer à l'enlèvement, et même les faire saisir lorsqu'ils auront été déplacés sans son consentement."

" 297. " Il est cependant à observer que la loi, en accordant au propriétaire le droit d'empêcher le locataire d'enlever les meubles qui garnissent les lieux loués, n'a pas voulu ôter à ce dernier toute disposition des objets qu'il y a introduits. Ainsi, il aurait, de la part du propriétaire, susceptibilité mal placée, et même résistance qui ne serait, fondée ni en droit ni en équité, s'il s'opposait à l'enlèvement d'une partie des meubles du locataire, lorsque ce dernier en laisse suffisamment pour répondre du paiement *des loyers et des autres obligations du bail.*"

Et, en note, Agnel ajoute : " Toutefois, la Cour de Paris a jugé par arrêt du 2 octobre 1806, que tous les meubles placés dans une maison sont tellement le gage du propriétaire, qu'ils doivent être réintégrés alors même qu'il en resterait suffisamment pour tous les loyers échus et à échoir. Mais la doctrine de cet arrêt est trop rigoureuse et ne doit pas être suivie; elle est contraire à la saine interprétation de la loi.

" Pareillement, lorsque le locataire, pour le paiement de son loyer, offre une garantie suffisante au propriétaire, ce locataire a le droit d'enlever des dits lieux loués la totalité du mobilier qui les garnit. La consignation d'une somme équivalente à *deux années de loyer* peut être, dans ce cas, considérée comme une garantie suffisante. (Trib. de la Seine, 4e ch., 20 janv. 1868)."

Au No. 442, il dit : " Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils y ont été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il ait fait la revendication, savoir : lorsqu'il s'agit du mobilier qui garnissait une ferme, dans le délai de quarante jours; et dans celui de quinze jours, s'il s'agit des meubles garnissant une maison."



463. "Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent les lieux loués, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement; et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il en ait fait la revendication dans le délai de quinze jours, lorsqu'il s'agit de meubles garnissant une maison.

"La revendication est le nom donné à la réclamation adressée par le propriétaire au détenteur actuel des meubles qui forment son gage. Elle s'opère par voie de saisie entre les mains de ce détenteur."

Enfin, nous prétendons respectueusement que lorsque la Coutume de Paris, l'Ancienne Coutume, la Coutume d'Orléans, le Code Napoléon et tous les auteurs qui les ont commentés parlent de deux termes dans le cas qui nous occupe, il est entendu et compris que ces termes sont des termes de six mois chaque; ou, plutôt que ce que l'on a voulu exprimer par les mots deux termes, c'est moins l'idée de deux termes, que la durée de deux termes, le temps compris dans deux termes, savoir: une année.

Agnel, p. 140, No. 292: "A Paris, ainsi que nous l'apprend le Répertoire de Jurisprudence de Guyot (ed. de 1784, vo. Bail, p. 20), il paraît qu'autrefois les meubles garnissant une maison étaient réputés suffisants, si leur valeur, déduction faite des frais de vente, pouvait parfaire le prix d'une année de loyer."

Plus loin, il dit: "La Coutume d'Orléans fixait chaque terme à six mois."

Duvergier, p. 24: "L'article 417 de la Coutume d'Orléans considérait l'obligation de garnir la maison comme remplie, lorsque les meubles suffisaient pour le paiement de deux termes de loyer. A Paris, s'il faut en croire le Répertoire de Jurisprudence, pour que les meubles soient censés suffisants, il faut qu'en les vendant par autorité de justice, on puisse en tirer au moins le montant d'une année de loyer, non compris les frais de vente. MM. Delvincourt et Duranton paraissent considérer la règle tracée par la Coutume d'Orléans comme devant être encore aujourd'hui suivie. Le premier rap-

1866.

Longpré  
Cardinal.

1890.  
Lombard  
Cardinal.

"pelle seulement sa disposition sans observation; le second ne cite point ce texte; mais il dit qu'il suffit que les meubles soient d'une valeur propre à répondre du loyer, pendant le terme courant et le terme prochain....  
"Nous voyons que l'ancien usage, attesté par le Répertoire de Jurisprudence, exigeait que le prix des meubles s'élevât au montant des loyers pour une année entière; et si la Coutume d'Orléans se contentait d'une valeur égale au montant de deux termes, comme chaque terme était de six mois, c'était aussi une année de loyer que devaient représenter les meubles du locataire.

"Ainsi, ce seraient plutôt les loyers d'une année que les loyers de six mois, qui me paraîtraient devoir être adoptés comme terme de comparaison."

Pothier, en parlant du nombre de termes pour lesquels on peut exécuter, sous la Coutume d'Orléans, sans titre exécutoire, dit, vol. 4, p. 96, No. 273, ed. Bug.: "Ces termes sont de six mois pour les loyers de maison." Un peu plus loin, au No. 276, il ajoute: "La Coutume de Paris n'ayant pas limité le nombre de termes de loyer pour lesquels peut être faite la dite gagerie, il y a lieu de penser qu'elle peut se faire pour tous ceux qui sont dus au seigneur d'hôtel;" laissant par là entendre qu'il n'y a pas de différence entre les termes de Paris et ceux d'Orléans.

En raisonnant *per absurdum*, voici où nous conduirait la prétention des défendeurs: un propriétaire louerait un magasin sur la rue Notre-Dame, pour un an, pour le prix de \$250, payable \$10 par semaine; le locataire, dans un temps où il serait presque impossible au propriétaire de louer à un autre, abandonnerait le magasin, y laissant assez d'effets pour assurer le paiement du loyer de deux semaines et des frais; et le propriétaire serait obligé de se contenter de ces \$20 et des frais et de perdre plusieurs mois de loyer, jusqu'au 1er mai suivant!

Est-ce assez absurde?

Les défendeurs, dans leur factum en Cour de Révision,

ont, de leur côté, soumis la question de droit en ces termes)

Les auteurs en général soutiennent que le locataire doit avoir dans l'immeuble loué, des biens meubles pour garantir le terme courant et le terme à échoir. Ce principe est confirmé par notre jurisprudence, et notamment par un jugement rendu le 30 janvier 1886 par la Cour de Révision, à Montréal, dans une cause de *Lynch v. Reeves*, et par *Aguel, Code des propriétaires et locataires*, p. 140, No. 291.

1886.  
Longpré  
Cardinal.

La Cour a maintenu la saisie-gagerie pour jusqu'au 1er mai suivant, savoir, pour 6 termes mensuels.

Voici le jugement:—

"La Cour, etc.....

"Considérant que par bail fait et passé à Montréal, devant M<sup>re</sup>. Labadie, notaire, le 28 juillet 1885, la demanderesse loua aux défendeurs présents et acceptant, pour le terme de deux années et neuf mois à commencer du 1er août alors prochain et maintenant dernier pour le prix et somme de \$300 par année pour et durant le dit terme, payable par versements mensuels de \$25 dont les deux premiers furent payés comptant, et quant aux autres à commencer le premier versement au premier jour d'octobre 1885 et d'avance, l'immeuble suivant décrit comme suit au dit bail: "Un magasin portant numéro 1654 de la rue Notre-Dame, de la cité de Montréal, comprenant la cave, magasin et une chambre seulement au-dessus du dit magasin et faisant partie d'une maison en pierre à trois étages;"

"Considérant qu'il fut stipulé au dit bail que les défendeurs seraient tenus de garnir les lieux loués de meubles et effets suffisants pour répondre du dit loyer, et que les dits défendeurs avaient le droit de discontinuer le susdit bail le premier mai de chaque année, en par eux donnant avis par écrit à la dite demanderesse ou représentant trois mois d'avance;

"Considérant que par et en vertu du dit bail les dits



1886.

Longpré  
Cardinal.

défendeurs ont, vers le mois d'août dernier, pris possession à titre de locataires de la demanderesse, des dits lieux à eux loués et y ont fait transporter des meubles et effets à peine suffisants pour répondre du dit loyer ;

"Considérant que parmi les meubles et effets que les dits défendeurs ont fait transporter comme susdit et qui ont garni les dits lieux loués se trouvaient un coffre de sûreté de la manufacture "Goldie & McCulloch," que les dits défendeurs ont, le 22 octobre dernier, fait enlever des dits lieux loués et mis en la possession des mis en cause, le tout sans le consentement de la dite demanderesse ;

"Considérant que le dit coffre de sûreté qui a été saisi par droit de suite, à la poursuite de la dite demanderesse, entre les mains et en la possession des dits mis en cause, était le gage de la demanderesse et que les défendeurs n'avaient aucun droit de l'enlever des dits lieux loués, à moins d'y laisser des meubles et effets suffisants en valeur pour garantir le loyer de la dite demanderesse jusqu'au premier mai prochain ;

"Considérant que lors de l'émanation du bref de saisie-gagerie en cette cause, et après l'enlèvement du dit coffre de sûreté des dits lieux loués, les meubles et effets des défendeurs garnissant les dits lieux étaient insuffisants en valeur pour garantir le dit loyer de la dite demanderesse, lequel dit loyer, de cette dite date au premier mai prochain, s'élèverait à la somme de cent cinquante piastres courant ;

"Considérant que la dite demanderesse était bien fondée à faire saisir comme elle l'a fait les biens meubles et effets des défendeurs qui garnissent encore les dits lieux loués, ainsi que le dit coffre de sûreté en la possession des mis en cause, et ce jusqu'à concurrence de la dite somme de \$150 pour loyer de six mois à échoir de la date de la dite saisie au premier mai prochain ; et considérant que les dits défendeurs sont mal fondés dans leurs défenses ;

"Renvoie les défenses des dits défendeurs, déclare la saisie-gagerie faite et pratiquée en cette cause des biens meubles et effets des dits défendeurs dans les dits lieux

loués et sus décrits, bonne et valable et la saisie par droit de suite du dit coffre de sûreté en la possession des dits mis en cause aussi bonne et valable, et ce jusqu'à concurrence de la dite somme de \$150 pour garantir le paiement du loyer de la dite demanderesse jusqu'au premier jour de mai prochain ;

“ Condamne les dits défendeurs aux dépens taxés comme dans une cause du montant de \$150 et distracts, etc. ; et la Cour réserve à la dite demanderesse le droit de prendre en la présente cause telles conclusions ou procédures que de droit pour le recouvrement de son loyer échu et à échoir de la date de la présente demande au premier mai prochain.”

*Longpré & David*, avocats de la demanderesse.

*St-Jean & Corriveau*, avocats des défendeurs.

(J. J. B.)

7 février 1889.

*Coram* MATHIEU, J.

FRAPPIER v. LA CITÉ DE MONTRÉAL, et LA CITÉ DE MONTRÉAL, demanderesse en garantie v. BURLAND, défendeur en garantie.

*Cité de Montréal—Inspecteur des bâtisses—Démolition—Responsabilité—Matériaux.*

- Jugé:—1o. Que lorsque l'inspecteur des bâtisses de la cité de Montréal, en sa dite qualité, contracte avec un tiers pour faire démolir une bâtisse suivant les prescriptions des règlements municipaux, la cité de Montréal est responsable du coût des travaux ainsi faits ;
- 2o. Que dans ce cas, sur une action en garantie par la cité de Montréal contre le propriétaire de la maison démolie, la cité de Montréal devra tenir compte au dit propriétaire de la valeur des matériaux enlevés par l'inspecteur.

Le demandeur a poursuivi la défenderesse sur compte pour \$138.20 pour effets de commerce vendus et livrés, ouvrages faits, etc., sous forme *d'assumpsit*.

La défenderesse plaida que dans le mois de mars 1886,

1886.  
Longpré  
Cardinal.

1889.  
Frappier  
v.  
Cité de  
Montréal.

une bâtisse appartenant à M. Burland, rue St-Paul, fut détruite par un incendie, que les ruines étaient restées dans une condition dangereuse, et que M. Burland en ayant été informé et notifié d'avoir à faire démolir ces murs, aurait autorisé M. Laeroix, l'inspecteur des bâtisses, à faire démolir ces murs; que ce fut sous ces circonstances que le demandeur fut requis de faire la démolition des dites ruines pour et au nom de M. Burland, avec l'entente qu'il serait payé d'après l'estimation des experts de l'assurance; que les experts ont fixé la valeur de ces travaux à \$50, et l'assurance a retenu ce montant et a toujours été prêt à le payer au demandeur; que la défenderesse n'a encouru aucune responsabilité, l'inspecteur des bâtisses n'ayant intervenu que pour faire avoir au demandeur l'ouvrage du dit Burland; et elle concluait au renvoi de l'action.

La défenderesse en même temps prit une action en garantie contre le dit George B. Burland.

Ce dernier contesta cette action en garantie prétendant n'être pas responsable de la somme réclamée, vu qu'il n'avait pas autorisé et n'était pas partie au contrat intervenu entre le demandeur et la défenderesse; qu'il est bien vrai qu'il avait demandé à l'inspecteur de la cité de faire faire pour lui les travaux en question, mais que ce n'avait été qu'à la condition expresse que le coût en serait payé par la compagnie d'assurance qui avait assuré la dite propriété, et suivant l'évaluation des experts; qu'en outre, le défendeur en garantie avait droit aux matériaux qui ont été tirés des débris, tandis que le dit inspecteur les a tous enlevés au préjudice du dit Burland.

La Cour a condamné la Cité de Montréal par le jugement suivant:—

“ La Cour, etc.....

“ Considérant que le dit inspecteur des bâtisses agissait alors dans l'exécution de ses devoirs et que la défenderesse en garantie est responsable de ses actes;

“ Considérant que la défenderesse en garantie est tenue d'indemniser le défendeur en garantie pour la valeur des dits matériaux dont elle l'a ainsi privé, laquelle valeur



est estimée par John James Browne, architecte, à la somme de \$200, et par Onésime Frappier, le demandeur principal, à la somme de \$37.50, égal au coût du charroyage, et que cette Cour établit à la somme de \$88.20 ;

“ Considérant que le défendeur en garantie a le droit d’opposer cette somme de \$88.20 à la demande de la demanderesse en garantie et qu’il ne doit y avoir jugement contre le défendeur en garantie que pour la somme de \$50 ;

“ A renvoyé et renvoie la défense de la défenderesse principale, la cité de Montréal, et a maintenu et maintient l’action du demandeur principal, Onésime Frappier, et a condamné et condamne la dite cité de Montréal à payer au dit Onésime Frappier la dite somme de \$138.20, avec intérêt à compter du 28 avril 1887, date de l’assignation en cause, et les dépens, distraits, etc., et a maintenu et maintient la défense du défendeur en garantie Burland jusqu’à concurrence de la dite somme de \$88.20, et a renvoyé et renvoie l’action de la demanderesse en garantie pour ce montant, et a renvoyé et renvoie la défense du dit défendeur Burland jusqu’à concurrence de la somme de \$50, et a maintenu et maintient l’action en garantie de la demanderesse en garantie, la cité de Montréal, contre le dit Burland, pour la dite somme de \$50, et condamne ce dernier à garantir et indemniser la demanderesse en garantie de la condamnation susdite jusqu’à concurrence de la somme de \$50 courant, avec intérêt sur cette somme, à compter du 28 avril 1887, avec les dépens de l’action principale comme dans une cause non contestée de \$50, et a condamné et condamne la demanderesse en garantie, la cité de Montréal, à payer au défendeur en garantie la différence des frais de contestation sur l’action en garantie d’entre une action de \$50 et une action telle qu’intentée, lesquels dépens sont distraits, etc.”

*Ouimet, Cornellier & Emard*, avocats du demandeur.

*Rouer Roy, C. R.*, avocat de la défenderesse.

*Judah, Branchaud & Beauset*, avocats du défendeur en garantie.

(J. J. B.)

1880.

Frappier  
Cité de  
Montréal.



11 février 1889.

Coram MATHIEU, J.

KENT ET AL. ES-QUAL. V. GRANGER.

*Faillite—Vente de dettes actives—Livres de comptes—  
Revendication.*

Jugé :—Que dans une faillite, lorsque le curateur dûment autorisé vend à l'encan public les dettes actives du failli, et livre à l'acheteur les livres de comptes contenant les noms des débiteurs et les détails des divers comptes, le curateur ne sera pas recevable à revendiquer ensuite entre les mains de l'acheteur les livres de comptes sous prétexte qu'il ne les avait que prêtés; le curateur n'ayant aucun intérêt à faire cette demande, et l'acheteur ayant absolument besoin de ces livres.

Le 8 mai 1888, le défendeur acheta à un encan public les dettes actives de la succession de Pierre Vallée. Les curateurs sur paiement du prix d'adjudication lui livrèrent les livres de compte. Dans le mois d'août suivant, les curateurs prétendaient n'avoir fait que prêter ces livres au dit acheteur, et sur son refus de les rendre, prirent une saisie-revendication. Le défendeur contesta cette saisie.

Les allégations mutuelles de la contestation apparaissent suffisamment dans le jugement suivant de la Cour Supérieure :—

“ La Cour, etc.....

“ Attendu que les demandeurs, en leur qualité de curateurs dûment nommés aux biens cédés en justice par Pierre Vallée, se pourvoient par saisie-revendication pour se faire remettre par le défendeur cinq livres de comptes dépendant de la faillite du dit Pierre Vallée, savoir : deux livres de vente ou *day books* et deux grands livres ou *ledgers* et un index à ces grands livres; les demandeurs alléguant que le défendeur détient illégalement ces livres et refuse de les leur remettre;

“ Attendu que le défendeur a plaidé, par une dénégation générale, et par une exception, dans laquelle il allègue que le 8 de mai dernier (1888), à Montréal, il a acheté à

février 1889.

GER.

e comptes—

ont autorisé vend à  
acheteur les livres  
à détails des divors  
vendiquer ensuite  
notes sous prétexte  
aucun intérêt à  
ment besoin de ces

encan public  
e Vallée. Les  
sion lui livrè-  
ût suivant, les  
ster des livres  
endre, prirent  
contesta cette

tion apparais-  
nt de la Cour

alité de cura-  
n justice par  
dication pour  
es de comptes  
savoir : deux  
vres ou ledgers  
urs alléguant  
vres et refuse

une dénega-  
elle il allègue  
il a acheté à

un encan public, fait par Marcotte et Ecrément, les dettes actives (book debts) du dit Pierre Vallée, qui avait fait cession de ses biens ; que les dits demandeurs avaient été nommés curateurs à cette faillite et que Marcotte et Ecrément agissaient comme leur encanteurs ; qu'immédiatement après la vente, les demandeurs livrèrent les dits livres au défendeur ; que ces livres étaient les seuls titres des créances achetées par le défendeur, et que sans ces livres ce dernier n'aurait pas acheté les créances, dont la collection lui aurait été presque impossible ; que c'est l'usage invariable dans le commerce que la vente des créances d'une faillite comprend les livres dans lesquels sont contenus les détails de ces créances, et qu'en loi la vente d'une créance comprend le titre de cette créance ;

“ Attendu qu'il résulte de la preuve faite en cette cause que la vente des créances ou dettes de livres de Pierre Vallée a été faite par l'encanteur sans faire mention des livres ;

“ Considérant qu'il paraît qu'alors les demandeurs, syndics aux biens du dit Pierre Vallée, entendaient vendre, avec les créances, les livres mêmes, et que le défendeur entendait les acheter, et que cela résulte plus particulièrement du fait que sur paiement du prix d'acquisition des créances les demandeurs ont livré au défendeur les dits livres, sans l'informer que c'était à titre de prêt comme ils le prétendent aujourd'hui, et qu'ils entendaient en garder la propriété ;

“ Considérant qu'il est prouvé, et admis même par les demandeurs que ces livres ne contiennent que les noms des débiteurs, du dit Pierre Vallée et le détail des comptes de ces débiteurs, et que les demandeurs n'ont établi aucun intérêt à retenir ces livres pour les créanciers de la faillite qu'ils représentent, non plus que pour Vallée, dont ils ont vendu toutes les créances ;

“ Considérant que le seul intérêt à avoir les dits livres, d'après la preuve faite au dossier, c'est le défendeur ;

“ Considérant que par l'article 18 du Code de Procédure Civile il est décidé que pour former une demande

1889.

Kent  
Granger.

1880.  
Kent  
v.  
Granger.

en justice, il faut y avoir intérêt, et qu'il résulte de cette disposition qu'en l'absence d'un intérêt quelconque celui qui réclame l'exécution d'une obligation est tenu d'établir son droit absolu;

" Considérant que les demandeurs n'ont pas établi leur droit aux livres par eux revendiqués en cette cause, non plus que l'intérêt des créanciers du dit *Pierre Vallée* à avoir les dits livres;

" Considérant que le défendeur a absolument besoin de ces livres pour faire la collection des créances qu'on lui a vendues et dont on ne lui a pas donné les comptes détaillés;

" Considérant que sous les circonstances spéciales de cette cause, constatées au dossier, les demandeurs ne peuvent être déclarés maintenant les propriétaires de ces livres et en obtenir la possession;

" Considérant que les défenses du dit défendeur sont bien fondées et que l'action et saisie-revendication des demandeurs sont mal fondées;

" A maintenu et maintient les défenses du dit défendeur et a renvoyé et renvoie l'action des demandeurs avec dépens, distraits, etc."

*Robidoux, Fortin & Rocher*, avocats du demandeur.

*P. B. Laviolette*, avocat du défendeur.

(J. J. B.)

16 février 1889.

Coram JETTÉ, J.

## GADBOIS v. LA CITÉ DE MONTRÉAL.

*Domages—Pompier—Négligence.*

Juré:— Que la cité de Montréal sera responsable des dommages que pourront causer les pompiers allant au feu dans leur voiture menée à toute vitesse, lorsque rien ne distingue ces voitures et qu'aucune cloche n'est sonnée pour mettre le public en garde.

Le 26 mai 1887, le chef des pompiers, Patton, se rendait à un incendie par la rue Craig, dans une voiture ordinaire que rien ne distinguait; la voiture était menée à une vitesse excessive par le pompier Ford, et aucune cloche ou aucun autre avertissement n'était donné au public.

Lorsque la voiture arriva près de la rue Campeau, elle frappa le demandeur qui traversait alors la rue Craig, le renversa, lui cassa la jambe et lui infligea des blessures graves qui l'empêchèrent de travailler durant plusieurs mois. De là l'action en dommage contre la défenderesse pour \$999.

La défenderesse plaida par une défense au fond en fait et une allégation de non-responsabilité.

La Cour a maintenue l'action pour \$450, par le jugement suivant:—

“ La Cour, etc.....

“ Attendu que le demandeur se pourvoit en dommages contre la cité en raison de ce que le 26 mai 1887, au moment où il traversait la rue Craig, près de la rue Campeau, une des voitures de la brigade du feu (qui est sous le contrôle de la défenderesse) conduisant le chef, Patton, se rendant à un incendie, l'a frappé et renversé, lui infligeant de graves contusions et lui brisant une jambe, ce qui l'a rendu incapable de travailler pendant plusieurs mois;

“ Attendu que le demandeur allègue spécialement que lors de cet accident la dite voiture n'était munie d'aucune

1888.  
Gadbois  
Cité de  
Montréal.

cloche ou autre appareil pouvant donner l'alarme, que le chef des pompiers conduisait son cheval à une vitesse excessive, dépassant de beaucoup celle permise par les règlements et sans prendre les précautions exigées par la loi et commandées par la prudence; et que par suite la défenderesse est responsable du tort subi par le demandeur;

"Attendu que la défenderesse conteste cette demande, niant les faits allégués et repoussant la responsabilité qu'on lui attribue;

"Attendu qu'il est établi en preuve que le demandeur a été renversé et blessé comme il le soutient, par la voiture conduisant le chef Patton; que cette voiture allait alors à toute vitesse; qu'elle n'était munie d'aucune cloche ou autre signal pour donner l'alarme et prévenir les citoyens d'avoir à lui livrer passage, et que rien dans l'apparence de cette voiture, qui n'était qu'une légère charrette ordinaire, n'indiquait sa destination, ni la qualité des personnes qui s'en servaient;

"Attendu que même en admettant le fait affirmé par le chef Patton et le pompier Ford, que lorsqu'ils sont arrivés à la rue Campeau une voiture de boulanger, qui traversait la rue Craig, les a forcés de ralentir l'allure de leur cheval et que cette voiture a dû leur cacher la vue du demandeur qui traversait cette rue en même temps, en sorte que lançant de nouveau leur cheval au moment où la voie était redevenue libre, ils se sont trouvés à ne pouvoir éviter de frapper le demandeur; cette circonstance ne saurait exonérer la défenderesse de la responsabilité lui incombant pour la conduite à une vitesse excessive de cette voiture dont rien n'indiquait la destination spéciale;

"Attendu qu'il est d'ailleurs admis par le témoin Ford lui-même qu'une cloche d'alarme aurait pu avoir pour effet d'attirer l'attention du demandeur, et par suite de prévenir l'accident dont il se plaint;

"Attendu qu'il y a dans cette circonstance négligence et faute de la part de la défenderesse et par suite responsabilité;

"Attendu que le demandeur a prouvé qu'il a été forcé de rester près d'un mois à l'hôpital, qu'il a été ensuite longtemps sous traitement et incapable de vaquer à ses affaires et à son commerce, et, qu'il est établi par les médecins qu'il s'écoulera de 6 à 8 mois avant que le demandeur puisse reprendre ses occupations ;

"Attendu qu'il appert aussi à la preuve que le demandeur faisait un commerce lucratif par l'achat et la revente de chevaux et qu'il y a lieu d'évaluer à \$50 par mois au moins le profit qu'il pouvait faire, ce qui, pour 8 mois, donnerait \$400 ; qu'il convient d'ajouter à cette somme \$25 pour frais du médecin et \$25 pour autres dépens ; formant en tout \$450 pour laquelle somme le demandeur était fondé à se pourvoir ;

"Renvoyant la défense, condamne la défenderesse à payer au demandeur la dite somme de \$450 courant avec intérêt du 1er septembre 1888, jour de l'assignation, et les dépens, distracts, etc."

*Geoffrion, Dorion, Lafleur & Poirier*, avocats du demandeur.

*Rouer Roy, C. R.*, avocat de la défenderesse.

(J. J. B.)

18 février 1889.

Coram JETTÉ, J.

GOULD v. LA CITÉ DE MONTREAL.

*Cité de Montréal—Trottoirs—Domage.*

JURÉ :—Que la cité de Montréal est responsable de l'état des trottoirs vis-à-vis des marchés publics, et que lorsqu'un accident arrive par le mauvais état de ces trottoirs qui ne seraient ni couverts de cendre, ni coupés de manière à les rendre non glissants, la cité de Montréal doit payer le domage qui en résultera.

La demanderesse allègue que le 3 janvier 1888, elle alla au marché St-Antoine, lequel est la propriété et sous le contrôle exclusif de la défenderesse, pour y acheter les

1889.  
Gadbois  
v.  
Cité de  
Montréal.



1888.  
Gould  
Cité de  
Montréal.

choses nécessaires à la vie ; qu'en passant sur le trottoir en face de ce marché, elle tomba et se fractura la clavicule et se contusionna à plusieurs endroits de son corps ; que depuis ce temps elle a été malade et sous les soins continuels d'un médecin, et qu'elle a souffert de grandes souffrances vu son âge avancé, ce qui lui a aussi occasionné des pertes pécuniaires ; que cette chute fut causée par le mauvais état du trottoir qui, quoiqu'il fut entre 9 heures et 10 heures du matin, n'était ni recouvert de cendre, ni taillé de manière à le rendre passable, qu'au contraire, il était glissant et dans un état dangereux. Elle réclame donc par son action \$5,000 de dommages.

La défenderesse plaida qu'elle n'avait jamais été notifiée du mauvais état du trottoir en question ; que vu la rigueur de la saison, il a été impossible, malgré tous les soins possibles, de tenir le dit trottoir en bon état ; que la demanderesse n'avait pas pris les précautions nécessaires pour se protéger contre les accidents auxquels sont exposés les piétons durant l'hiver, et la défenderesse n'est coupable d'aucune négligence.

La Cour a accordé \$200 de dommages à la demanderesse par le jugement suivant :—

“ La Cour, etc.....

“ Attendu que la demanderesse se pourvoit en dommages contre la ville de Montréal, à raison d'une chute qu'elle a faite le 3 janvier 1888 en passant sur le trottoir du marché St-Antoine, lequel est sous le contrôle et la garde des employés de la cité, chute dans laquelle elle s'est brisé la clavicule, ce qui l'a privée pendant longtemps de l'usage de ses bras, l'a empêchée de vaquer à ses occupations ordinaires et diminuée considérablement ses forces physiques ;

“ Attendu que la demanderesse attribue cet accident à la négligence de la défenderesse qui n'a ni fait mettre de la cendre, ni couper la glace qui couvrait ce trottoir ;

“ Attendu que la défenderesse conteste cette demande et repousse la responsabilité qu'on veut lui attribuer, disant que ce trottoir était, au jour indiqué, en bon état, que la défenderesse n'a pas été notifiée qu'il fut dange-

reux, et que s'il l'était cela était dû à des causes climatiques incontrôlables ;

" Attendu qu'il est établi en preuve, d'abord par le témoin Cossette pour la demande et plus particulièrement par le témoin Grôleau, examiné pour la défense, que lors de l'accident arrivé à la demanderesse, le trottoir près du marché où elle a passé, était fort glissant, que malgré qu'il fut alors neuf ou dix heures du matin, il n'y avait pas de cendre à cet endroit et que la glace n'y avait pas été coupée de façon à empêcher d'y glisser, que la demanderesse devait passer là pour traverser le marché et qu'en y passant elle est tombée comme elle l'affirme ; qu'après l'accident l'assistant clerk du dit marché est venu mettre de la cendre à cet endroit ; et ce vers onze heures du matin seulement ;

" Attendu que ce marché était sous le contrôle et la garde immédiate d'employés de la cité spécialement chargés de sa tenue et de l'entretien des trottoirs l'environnant, et que par suite aucun avis spécial n'était requis pour que la défenderesse fût en demeure de prendre les précautions ordinaires pour la protection des piétons à cette saison de l'année ;

" Attendu que la défenderesse n'a pas prouvé que l'état de la température fut tel qu'il eût été impossible de rendre cet endroit sûr, qu'au contraire la preuve démontre qu'il aurait pu l'être avant l'accident puisqu'il l'a été immédiatement après ;

" Attendu que dans ces circonstances la négligence et la faute de la défenderesse sont établies et qu'en conséquence la responsabilité s'impose ;

" Attendu que la demanderesse a prouvé qu'elle a considérablement souffert de cet accident et qu'elle en a subi une diminution de forces physiques qui, vu son âge, sera probablement permanente ; qu'elle a été longtemps sous les soins des médecins, et temporairement privée de l'usage de ses bras ;

" Apprécient les dommages à la somme de deux cents piastres ;

" Renvoie la défense et condamne la défenderesse à

1890.

Gould  
v.  
Cité de  
Montréal.



1888,  
Gould  
&  
Cité de  
Montréal.

payer à la demanderesse la dite somme de \$200 avec intérêt du 19 janvier 1888, jour de l'assignation, et les dépens d'une action de cette classe, distracts, etc."

*Cloran & Bédard*, avocats de la demanderesse.

*Rouer Roy, C. R.*, avocat de la défenderesse.

(J. J. B.)

25 février 1889.

*Coram* MATHIEU, J.

DESEVE v. FRÉDETTE.

*Vente—Délai—Livraison—Paiement du prix.*

*JURIS*:—1o. Qu'un vendeur qui n'a pas accordé aucun délai a, pour livrer les choses vendues, tout le délai que l'acheteur prend pour le payer et que l'obligation de délivrer ne naît qu'après le paiement ;  
2o. Que lorsqu'un vendeur n'est pas prêt à livrer la chose vendue dans le délai convenu, l'acheteur ne peut prendre avantage de ce défaut qu'après avoir fait des offres réelles du prix de vente.

Le demandeur allègue une vente, par acte notarié du 5 septembre 1888, d'une patente pour une planche à repasser, avec 100 planches à repasser faites suivant la dite patente, lesquelles devaient être livrées sous 15 jours, pour la somme de \$180 payables sur livraison, se déclarent prêt à lui livrer les choses vendues, et conclut à une condamnation pour le prix de vente, savoir, \$180 ; il alléguait, en outre, spécialement que le 21 septembre, le défendeur s'étant présenté pour prendre livraison, le demandeur se déclara prêt à lui livrer la dite patente, ainsi que la plus grande partie des planches, et que pour ce qui en restait, il le lui livrerait le soir même ou le lendemain, et que le défendeur, sans offrir aucun argent au demandeur, quitta immédiatement la maison du demandeur.

Le défendeur contesta l'action déclarant que le demandeur, par sa négligence, n'avait pu lui livrer les choses vendues dans le délai spécifié au dit contrat, et que maintenant, il ne pouvait plus rien exiger de lui ; que le défendeur avait le droit de faire résilier le dit contrat, qui,

d'ailleurs, vu sa nature commerciale, était résilié de plein droit; *Franchère v. Gordon*, 14 L. C. J. 152; *Parsons, on Sale*, vol. I, p. 532.

La Cour a maintenu l'action par le jugement suivant :

" La Cour, etc.....

" Attendu que le demandeur réclame du défendeur la somme de \$180, comme étant le prix stipulé dans l'acte passé le 5 de septembre 1888, devant M<sup>re</sup>. Garand, notaire, par lequel le demandeur vendit au défendeur une patente pour une planche à repasser, portant le No. 28,001, et datée du 12 novembre 1887, pour l'étendue de la province de Québec, avec des planches à repasser faites d'après la dite patente, des séchoirs et vingt-trois petites planches; la dite patente, les planches et les séchoirs livrables sous quinze jours de la date du dit acte, et payables au prix susdit, sur livraison ;

" Attendu que le dit demandeur allègue que le 21 de septembre dernier le défendeur se présenta chez le demandeur pour réclamer livraison des choses ainsi vendues ; que le demandeur se déclara prêt à lui remettre la dite patente et la plus grande partie des planches et séchoirs, disant que le reste serait prêt le lendemain au plus tard, les ouvriers ayant été empêchés de terminer les dites planches pour le jour même ; mais que là-dessus le défendeur, sans offrir aucun argent au demandeur, ou le mettre autrement en demeure, lui fit signifier un protêt ; que depuis le 21 de septembre dernier le demandeur a toujours été prêt à livrer les dits effets au défendeur et qu'il l'en a averti par protêt, se déclarant prêt à lui payer tous les dommages qu'aurait pu lui causer le retard de vingt-quatre heures dans la livraison d'une partie des dites planches ;

" Attendu que le défendeur plaide en substance que le demandeur ayant, par sa négligence, manqué d'accomplir les conditions du dit contrat, il ne peut rien exiger du défendeur, et que ce dernier a droit de demander la résolution de la dite vente, si toutefois elle n'est pas résolue de plein droit ; que de fait les effets susdits n'ont pas été

1889.  
Desève  
Frédette.

prêts à être livrés le 21<sup>e</sup> septembre dernier mais seulement le 29 septembre dernier, jour où il a protesté le défendeur ; que la vente de ces effets était faite pour un seul prix et que le défendeur avait droit de refuser d'accepter la livraison d'une partie d'iceux ; que le retard allégué, n'a pas été causé par force majeure, mais par la négligence du demandeur ;

“ Considérant qu'il est bien vrai et que le demandeur admet qu'il n'était pas prêt à livrer les choses vendues dans le délai fixé pour cette livraison, et lorsque le défendeur lui en a fait la demande, mais que par l'article 1496 du Code Civil le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose si l'acheteur n'en paye pas le prix, à moins que le vendeur ne lui ait accordé un délai pour le paiement ;

“ Considérant qu'il n'apparaît pas que le demandeur ait accordé un délai au défendeur pour le paiement du prix de la dite vente et qu'il était conséquemment, aux termes de cet article, tenu de payer le prix au demandeur avant d'exiger de ce dernier la livraison des choses vendues ;

“ Considérant que la mise en demeure faite au demandeur par le défendeur de lui livrer les choses vendues ne ne peut valoir, vu que dans le temps de cette mise en demeure le demandeur n'avait aucune obligation vis-à-vis du défendeur quant à la délivrance des choses vendues, vu qu'il n'avait pas été payé et que le défendeur ne lui offrait pas alors le prix de vente ;

“ Considérant que le vendeur a pour livrer les choses vendues tout le délai que l'acheteur prend pour le payer, et que l'obligation de délivrer ne naît qu'après le paiement ;

“ Considérant que les défenses du défendeur sont mal fondées et que l'action du dit demandeur est bien fondée ;

“ A renvoyé et renvoie les plaidoyers du dit défendeur et a maintenu et maintient l'action du demandeur, et a donné et donne au dit demandeur acte de sa déclaration qu'il est prêt à livrer la totalité des choses vendues, et a condamné et condamne le dit défendeur à payer au dit demandeur la dite somme de \$180, avec intérêt à compter

du 12 octobre dernier, date de l'assignation, et les dépens, distraits, etc."

*Monk & Raynes*, avocats du demandeur.

*David, Demers & Gervais*, avocats du défendeur.

(J. J. B.)

18 mars 1889.

Coram TASCHEREAU, J.

LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE ONTARIO  
ET QUÉBEC v. LES CURÉ ET MARGUILLIERS  
DE L'ŒUVRE ET FABRIQUE DE STE-ANNE DU  
BOUT DE L'ILE.

*Expropriation—Sentence arbitrale—Dépôt—Litispendance—  
Délai—Nullité.*

- Jugé:—1o. Que la contestation d'une requête demandant à être payé du montant d'une sentence arbitrale, à même le dépôt fait par une compagnie en expropriation, par cette dernière, n'empêche pas la compagnie de prendre une action en nullité de la dite sentence et d'y alléguer les mêmes moyens; qu'il n'y a pas alors litispendance.
- 2o. Que d'après l'Acte Refondu des chemins de fer (42 Vict., ch. 9), les arbitres ont le droit de prolonger eux-mêmes le délai fixé pour rendre leur sentence.
- 3o. Que l'on ne peut faire mettre de côté une sentence arbitrale parce que le montant accordé serait excessif, ou le résultat d'une appréciation fautive, ou reposant sur une fausse base.

La compagnie demanderesse fit faire son chemin de fer sur le terrain des défendeurs, et pour régler l'indemnité à leur être accordée, des arbitres furent nommés de part et d'autre, puis un tiers arbitre, et finalement la sentence arbitrale fut exécutée le 17 mars 1887, devant Marler, notaire, et elle fut signée par deux des arbitres, accordant la somme de \$12,066.80 pour le terrain exproprié et tout autre dommage.

La demanderesse institua alors une action pour faire annuler cette sentence arbitrale, se basant sur les faits suivants: 1o. qu'elle n'avait pas été rendue dans le délai fixé, mais trois mois après, sans que le délai eût été régu-

1889.

Desève  
V. Frédéric.

1880.  
Cie. C. F. O. & C.  
V.  
Les Curé, etc.

lièrement prolongé; que l'arbitre de la compagnie n'avait pas signé la sentence et n'avait pas été mis en demeure de la signer; qu'il ne paraît pas que la demanderesse ait été mise en demeure de faire sa preuve; qu'en outre, la sentence était basée sur une mauvaise appréciation des faits, et que les arbitres qui ont signé le rapport ont eu des consultations, communications et entrevues avec les défendeurs à l'insu de la compagnie; et par leur action cette dernière offrait \$1,270.

Les défendeurs plaident: 1o. litispendance, parce que la compagnie ayant fait un dépôt de \$15,000 pour prendre possession du terrain exproprié, les défendeurs auraient fait, le 30 mars 1887, une requête pour toucher le montant de la sentence arbitrale, et que la compagnie aurait alors contesté cette requête en alléguant les mêmes moyens que ceux invoqués dans leur action, et que cette requête serait encore pendante; 2o. que les procédés des arbitres étaient réguliers quant à la forme, et qu'ils avaient eux-mêmes, du consentement des parties prolongé le délai pour rendre leur sentence.

La Cour a maintenu la sentence des arbitres par le jugement suivant:—

“ La Cour, etc.....

“ Attendu, etc. (*faits de la cause*);

“ Considérant que le premier chef de la défense est mal fondée, qu'il n'y avait pas lieu, dans l'espèce, au plaidoyer de litispendance; que le fait que la compagnie demanderesse avait contesté la requête des défendeurs demandant le paiement de l'indemnité constatée par les arbitres ne pouvait empêcher la dite compagnie de porter la présente action dont l'objet est de faire annuler la sentence arbitrale même;

“ Considérant sur le deuxième chef de la défense, que la dite sentence arbitrale paraît revêtue de toutes les formalités requises et paraît avoir été régulièrement prononcée par les dits arbitres;

“ Considérant que par les dispositions de l'Acte Refondu des chemins de fer (42 Vict., ch. 9), il est donné pouvoir aux arbitres de prolonger le délai par eux origi-

nairement fixé pour la prononciation de leur sentence arbitrale ; que, dans l'espèce, les arbitres paraissent avoir régulièrement, et, du consentement des parties, prolongé tel délai ; et qu'en conséquence l'objection principale soulevée par la dite compagnie demanderesse à l'encontre de la dite sentence arbitrale, à savoir, qu'elle aurait été rendue après le délai briguinaire expiré ne peut être maintenue ;

" Considérant que les autres objections de la compagnie demanderesse ne sont fondées ni en fait, ni en loi ;

" Considérant que les défendeurs ont substantiellement établi en preuve les allégations de leur dit deuxième chef de défense ;

" Considérant que le montant accordé aux défendeurs par la dite sentence arbitrale ne peut être mis en question sur la présente action, et que ce montant, fut-il excessif, résultant d'une appréciation erronée ou reposant sur une fausse base, ce ne serait pas une raison en loi de demander la nullité de la sentence ;

" Maintient le dit deuxième chef de la défense et déboute la compagnie demanderesse de son action, avec dépens, etc."

*Abbotts & Campbell*, avocats de la demanderesse.

*Pagnuelo, Taillon, Bonin & Guin*, avocats des défendeurs.

(J. J. B.)

1880.  
Ch. C. F. O. & Q.  
Les Curé, etc.



April 20, 1889.

Coram TAIT, J.

RAVARY v. THE ONTARIO & QUEBEC RAIL-  
WAY CO.*Railway Act—Prescription—R. S. C., c. 109, s. 27.*

**Held:**—That the prescription of six months enacted in section 27 of the Railway Act R. S. C., cap. 109, is applicable to cases where damage is caused to land through a preliminary survey made with the object of locating the railway line over the land, where the line so surveyed was subsequently abandoned and a new location adopted.

In this case the plaintiff complained of having suffered damage caused by a surveying party sent out by the defendants to locate and report on a preliminary line for the railway through the parish of St. Clet; which damage, as he alleged, consisted of cutting down a large number of trees, breaking fences and trespassing upon his property.

To this action the defendants pleaded among other pleas, a prescription of six months (R. S. C., c. 109, s. 27), and alleged that the damage, if any, had been caused more than six months before institution of the action, and pleaded moreover that the engineers and employees, when on this survey, were not trespassing upon the plaintiff's property, but had a right to enter upon the land for this purpose under the powers granted to railway companies by the Railway Act.

The Court maintained the position taken by the defendants by the following judgment:—

“The Court, etc.....”

“Considering that plaintiff seeks to recover from the defendant the sum of \$100 for damages caused to his property in the parish of St. Clet during the winter of 1886 and 1887 by reason of the defendants' employees having trespassed thereon and committed *voies de faits* by cutting down trees and breaking fences;

“Considering that the defendant pleaded (1st) that if they went on the property they did so in virtue of the Rail-

way Act and caused no damage; (2nd) that if any damage was caused, any claim against defendants in respect thereof is prescribed; and (8) a general denial;

1889.

Railway

O. &amp; Q. Ry. Co.

"Considering that plaintiff has failed to prove that defendants did, at the date alleged, or at any time, trespass upon his property: that the proof established that in the summer of 1884, defendants, in order to lay out and construct the line of railway which they were authorized to lay out and construct by 46 Vict., c. 58, sec. 5, and acting under the authority of their charter and the amendments thereto and the Railway Act, surveyed a preliminary line across plaintiff's property, which line was subsequently abandoned; and that if defendants, upon going upon plaintiff's land for the purpose of such survey, caused any damage, it was of a very trifling character, for which plaintiff made no demand at the time;

"Considering that by section 27 of the Railway Act (R. S. O., c. 109) it is enacted that all actions for suits for indemnity for any damage or injury sustained by reason of the Railway, shall be commenced within six months next after the time when such supposed damage is sustained, or if there is a continuation of damage, then six months after the doing or permitting of such damage ceased, and not afterwards;

"Considering that any damage which plaintiff may have suffered by reason of the survey made across his property was sustained by him by reason of the railway, and any suit for indemnity therefor should have been instituted within six months next after such damage was sustained, and not afterwards;

"Considering that plaintiff's action was not instituted until the 12th of March, 1887, being long after the expiration of said six months, and that plaintiff's claim was then prescribed;

"Considering moreover that if said six months' prescription does not apply, the sole cause of action set forth in plaintiff's declaration is for damages for said alleged *voies de faits*, and that even if what defendants did in 1884 in and about said survey, could be held to justify a charge



1889.  
 Registry  
 O. & R. Co.

of having committed trespass and *voies de fait*, plaintiff's action for damages thereby occasioned was prescribed by two years under Article 2261 C. C., and was therefore prescribed at the date of the institution of the present action;

"Considering that plaintiff has failed to establish the allegations of his declaration, and that defendants' plea of prescription is well founded,

Doth dismiss plaintiff's action with costs *ad costam, etc.*  
*Archambault & Pelissier, attorneys for plaintiff.*  
*Roberts & Campbell, attorneys for defendants.*

9 mai 1889.

Coram. LORANGER.

POUDRIER v. BONIN DIT DUFRESNE.

*Cité de Montréal—Conseil-de-ville—Election municipale—  
 Qualification des contestants—Exception à la forme.*

- Juge.—1o. Que l'élection d'un échevin du conseil-de-ville de la cité de Montréal, ne peut être contestée que par des électeurs dûment inscrits et habiles à voter à cette élection;  
 2o. Que le défaut de qualification de la part des contestants peut être invoquée par exception à la forme.

L'élection du défendeur, J. M. Benoit dit Dufresne, comme échevin au conseil-de-ville de la cité de Montréal, du 1er mars 1889, a été contestée par le demandeur par une requête libellée contenant les moyens de contestation. Le bref a été émané sur l'ordre du juge, le 22 mars 1889.

Le défendeur fit une exception à la forme dans laquelle entr'autres raisons, il alléguait spécialement que les requérants en contestation, savoir les nommés Augustin Poudrier et Lévis R. Veilleur "n'étaient pas, lors de la dite élection, des électeurs habiles à voter à icelle et ne sont pas encore des électeurs de la cité de Montréal."  
 Les contestants répondirent généralement.

La contestation a été renvoyée sur cette exception à la forme dans les termes suivants :—

“ La Cour, etc.....

“ Considérant qu'aux termes de la section 25 de l'Acte 37 Vict., ch. 51, la contestation de l'élection d'un échevin au conseil de ville de cette cité, ne peut être faite que par des électeurs dûment inscrits et habiles à voter à cette élection ;

“ Considérant que le défendeur a nié, par voie d'exception préliminaire, que les demandeurs qui contestent son élection comme échevin du quartier Est de la dite cité, soient des électeurs habiles à voter à la dite élection ; que le défaut de qualité à poursuivre peut être invoqué par voie d'exception préliminaire ; que la prétention contraire n'a pas été soulevée par la réponse à la dite exception ; que loin de là, les demandeurs ont engagé contestation sur le mérite même ;

“ Considérant que les demandeurs n'ont pas prouvé qu'ils étaient lors de l'élection en question des électeurs habiles à voter à cette élection ;

“ Considérant que l'exception à la forme est bien fondée,

“ Maintient la dite exception et renvoie l'action avec dépens, distraits, etc.”

*Ethier & Pelletier*, avocats des requérants.

*Mercier, Beausoleil & Martineau*, avocats du défendeur.

(J. J. B.)

17 mai 1889.

Coram LORANGER, J.

LOWENSOHN v. CARDINAL ET AL., CORRIVEAU,  
opposant, et le DEMANDEUR, contestant.

*Opposition à jugement—Délai—C. P. C.; arts. 89 et 484:*

*Jugé:*—Qu'aucun délai n'est assigné pour faire une opposition à jugement, dans le cas de jugement rendu conformément aux dispositions de l'article 89 du C. P. C., cette opposition pouvant être faite en tout temps avant la vente.

Le 4 octobre 1886, le demandeur obtint jugement par

1889.  
Poudrier  
Bonin dit  
Dufresne.

1888.  
Lowensohn  
Cardinal.

défaut contre les défendeurs sur un billet promissoire pour \$106.25. Le 24 octobre 1888, le demandeur fit émaner un bref d'exécution *de bonis* en vertu duquel les biens meubles d'un des défendeurs furent saisis. Ce dernier fit une opposition à jugement contestant le mérite de l'action.

Le demandeur, contestant cette opposition à jugement, répondit en droit que l'opposition devait être renvoyée parce que "le dit opposant ne pouvait, lors de la saisie, se pourvoir contre le demandeur au moyen d'une opposition à jugement, vu que les délais accordés par la loi pour produire telle opposition étaient expirés depuis longtemps."

La Cour a maintenu l'opposition par le jugement suivant:—

"La Cour, etc....."

"Considérant que le jugement de cette Cour a été rendu conformément aux dispositions de l'article 89 du Code de Procédure Civile, et que son exécution peut être suspendue par opposition en tout temps avant la saisie ou avant la vente en justice en observant les formalités voulues;

"Vu l'article 484:—

"Renvoie la dite contestation en droit avec dépens, distraits, etc."

*Cholette & Héroux*, avocats du demandeur.

*Girouard, DeLorimier & DeLorimier*, avocats de l'opposant.

(J. J. B.)

18 mai 1889:

Caram WURTELE, J.

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE-FRANÇAISE DE CONSTRUCTION DE MONTREAL v. LAPOINTE.

*Sociétés de construction—Obligation—Légalité de leur constitution—Procédure.*

*Jurat*:—Que la légalité de la constitution d'une société de construction ne peut être contestée incidemment par exception péremptoire, dans une action basée sur un acte d'obligation.

L'action de la demanderesse était basée sur un acte d'obligation de \$2,000, sur laquelle on réclamait une balance de \$550.

Le défendeur plaida une défense en fait et quatre exceptions péremptoires. Dans sa quatrième exception, il alléguait que la demanderesse n'avait jamais été régulièrement organisée suivant la loi, et qu'elle avait fonctionné irrégulièrement; que par un système suivi de conspiration et de fraude certaines personnes s'étaient accaparées du contrôle de la société en rayant le nom des membres, en changeant les règlements et les bases de la société, sans droit et d'une manière illégale, et cherchant à s'emparer des appropriations de la société dans un but injuste et illégitime.

La demanderesse répondit en droit à cette exception en disant: "Qu'en supposant que toutes les allégations contenues en la dite exception seraient vraies (ce qu'elle nie formellement) le défendeur en cette cause ne peut opposer à l'encontre de l'action de la demanderesse les moyens invoqués dans la dite exception, et ce pour les raisons suivantes: 1o. Parce que le défendeur en cette cause n'a pas le droit de plaider à cette action d'une manière incidente comme il le fait, les allégations de sa dite exception, mais que tels moyens doivent être plaidés dans une procédure spéciale et non par une exception péremptoire; 2o. Parce que les allégations de la dite exception n'ont aucun rapport avec l'action dirigée contre le défendeur et lui sont

1889.

Soc. G.-F. de  
Construction  
v.  
Lapointe.

arrangés, et qu'elles sont trop vagues et indéterminées, et n'ont aucune portée légale.

La Cour maintint cette réponse en droit comme suit :—

" La Cour, etc... "

" Considérant que le défendeur n'est pas bien fondé à contester la légalité de la constitution de la demanderesse comme société de construction, ni à invoquer l'illégalité de l'administration de la dite société de construction incidemment, comme il le fait par exception péremptoire ;

" Maintient la dite réponse en droit, et renvoie la dite quatrième exception péremptoire, avec dépens, etc. "

E. Charpentier, avocat de la demanderesse.

Trudel, Charbonneau & Lamothe, avocats du défendeur.

(J. J. B.)

juin 1889.

Coram TASCHEREAU, J.

JACOTEL v. GALT.

*Bail—Maison inhabitable—Mur mitoyen—Résiliation.*

Jurk.—1o. Que la démolition du mur d'un des côtés d'une maison rend cette maison inhabitable ;

2o. Que le propriétaire ne peut, sous ces circonstances, faire débouter l'action en résiliation du locataire en établissant que ce mur avait été démolé par son voisin, exerçant ses droits de mitoyenneté, pour le réparer, et que dans le bail, le locataire s'était engagé à souffrir toutes les réparations nécessaires.

Les demandeurs alléguent qu'ils avaient loué du défendeur une maison située à Montréal, sur la rue St-Jacques, par bail authentique du 20 février 1888 ; qu'ils avaient pris possession de cette maison au 1er mai 1889, mais que dans le mois d'octobre suivant, la maison serait devenue complètement inhabitable, par le fait que le mur d'un des côtés de la maison aurait été démolé ; qu'ils avaient dûment protesté le défendeur, le propriétaire de cette maison et leur locateur, pour ce fait, et cela sans aucun succès, et les demandeurs demandaient la résiliation du bail.

Le défendeur répondit que dans le bail avec les demandeurs, il avait été spécialement stipulé qu'il ne serait tenu de faire aucune réparation, mais que si des réparations devenaient nécessaires, le locataire devrait les souffrir sans aucune rémunération ; qu'en outre, ce n'était pas lui qui avait démoli ce mur, lequel était mitoyen et avait été enlevé, par son voisin, M. M. Rolland, pour être immédiatement remplacé et que le défendeur n'avait aucun droit de s'y objecter suivant la loi.

La Cour admettant quand même la responsabilité du défendeur, et le droit qu'avaient, sous toute circonstance, les demandeurs de ne pas être tenus de demeurer dans une maison non habitable, maintient l'action par le jugement suivant :—

"La Cour, etc. ....

"Considérant qu'il a été admis par les parties à l'audience que la présente cause se trouvait réduite à une question de frais, le bail dont la résiliation est demandée par l'action étant maintenant expiré ;

"Considérant que lorsque les demandeurs ont porté leur action, ils étaient en droit de le faire, les lieux loués étant devenus complètement inhabitables par le fait de la démolition d'un mur mitoyen entre la maison voisine et celle contenant les dits lieux loués ;

"Rejette la défense, déclare que les demandeurs étaient bien fondés en leur action, les libère de toutes les charges du dit bail à compter du 1er novembre 1888, et condamne le défendeur aux dépens, distracts, etc."

*Leclair & Bergevin*, avocats des demandeurs.

*S. Cross*, avocat du défendeur.

(J. J. B.)

1889.

Jacobs  
&  
Galt.



31 mai 1889.

Coram GILL, J.

LA CANADIENNE—COMPAGNIE D'ASSURANCE  
SUR LA VIE v. PERRAULT.

*Assurance sur la vie—Police—Primes.*

- JURÉ.—1o. Qu'une compagnie d'assurance qui ne fournit pas à un applicant une police d'assurance conforme à l'application ne peut pas se faire payer les primes stipulées au contrat.  
2o. Que dans ce cas l'assuré a le droit de discontinuer le paiement des primes d'assurances convenues.

Le demandeur poursuit pour prime d'assurance sur la vie du défendeur pour \$135.43, alléguant que le 8 octobre 1887, le défendeur fit application pour une police d'assurance de \$5,000, dont la prime annuelle de \$264.25 devait être payable en deux paiements égaux de \$132 chaque; que le risque ayant été accepté après examen médical, la demanderesse émana une police en faveur du défendeur pour \$5,000, laquelle fut délivrée au défendeur le 10 octobre 1887, sur le paiement du premier versement de la prime; que maintenant le deuxième versement est dû, et le défendeur refuse de le payer.

Le défendeur plaida qu'il avait en effet fait application pour une police d'assurance dans la compagnie demanderesse, mais qu'il avait demandé une police payable dans 15 ans; que la demanderesse ne s'est pas conformé à sa demande, qu'au contraire, elle a émané et lui remis une police faite payable dans 25 ans; et qu'en outre, son application était pour une assurance de \$5,000, tandis qu'on ne lui en a donné une que de \$2,000; que c'est sous ces circonstances qu'il a discontinué de payer la prime réclamée; que d'ailleurs, la demanderesse, comme c'est la coutume de toutes les compagnies d'assurance, a discontinué l'assurance du défendeur aussitôt qu'il eut cessé d'en payer la prime, et n'a encouru aucune responsabilité.

La Cour a renvoyé l'action par le jugement suivant :—

“ La Cour, etc.....

"Considérant que d'après l'application du défendeur et le contrat intervenu entre les parties, la police devait être faite payable dans les 15 ans et non pas dans 25 ans ainsi que le comporte la police fournie ;

"Considérant que le défendeur n'ayant en sa possession aucune preuve quelconque propre à faire valoir ses droits après 15 ans ou pour faire rectifier la police, en sorte qu'il était entièrement à la merci de la demanderesse, et il a agi comme tout homme sensé et de bonne foi aurait fait en pareil cas, en discontinuant le paiement des primes sur une pareille police, et la demanderesse n'est plus recevable à forcer le défendeur à payer la prime en disant que la police n'a été ainsi faite que par suite d'une erreur cléricale qui ne tire pas à conséquence ;

"Considérant que la demanderesse n'ayant pu fournir au défendeur une police conforme au contrat, ne peut plus se faire payer la prime stipulée en la dite police ;

"Considérant encore qu'il y a plus d'une ambiguïté dans la dite police et notamment quant à savoir quel sera le montant payable à la veuve si l'assuré décède avant le terme fixé, de même que quant à savoir si la police doit prendre existence et effet tant que toute la prime de la première année n'a pas été payée, en sorte que la police n'aurait jamais existé d'après ses termes mêmes, puisqu'il n'y a eu que les six premiers mois qui ont été payés, et que si l'on prend la contre-partie en disant que la prime, ainsi que le comporte le dernier paragraphe de la police, n'était que pour six mois, et que les premiers six mois ayant été payés, la police existe, le défendeur répondra encore victorieusement en disant qu'elle n'a existé que pendant six mois, à l'expiration desquels il n'est pas tenu de continuer ses paiements ;

"En sorte que pour toutes ces raisons, la demanderesse n'est pas recevable dans sa présente demande en recouvrement des seconds six mois, et en conséquence elle en est déboutée avec dépens, distracts, etc."

*Robidoux & Fortin*, avocats de la demanderesse.  
*Archambault & Archambault*, avocats du défendeur.

(J. J. B.)

1880.  
Oie. Can-  
d'Assurances  
V.  
Perrault.



23 mai 1889.

Coram LORANGER, J.

LACAILLE v. BOUCHER, et DAME MORRISON,  
opposante.*Opposition—Timbres judiciaires—Motion.*

Jugé:—Qu'une opposition qui n'est pas revêtue des timbres judiciaires voulus par la loi est nulle et sera rejetée sur motion.

"La Cour, après avoir entendu les parties par leurs avocats sur la motion du demandeur pour faire renvoyer l'opposition, etc.

"Considérant que l'opposition a été rapportée devant cette Cour, et qu'elle n'est pas revêtue des timbres voulus par la loi;

"Maintient la motion et renvoie la dite opposition avec dépens, distracts, etc."

J. A. David, avocat de l'opposant.

Scittle &amp; Murphy, avocats du demandeur.

(J. J. B.)

31 mai 1889.

Coram GILL, J.

PACKARD v. THE CANADIAN PACIFIC RAILWAY  
COMPANY.*Compagnie de chemin de fer—Responsabilité—Commis-voyageur  
—Billets avec privilège.*

Jugé:—Que lorsqu'une compagnie de chemin de fer émet certains billets de passage à bon marché, et qu'elle met sur ces billets qu'en considération de ce privilège, elle ne sera pas responsable du dommage causé aux marchandises et effets que ceux qui se servent de ces billets portent avec eux, elle n'est pas responsable des échantillons de marchandises qu'un commis-voyageur aura fait entrer comme son bagage et qui seront perdus en route, d'autant plus que pour ces marchandises contrôlées (checked) comme bagage, le passager n'avait payé aucun fret.

L'action est en dommage pour la valeur de certains

échantillons reçus par la compagnie défenderesse sur son chemin de fer, pour être par elle transportée et qui se sont perdus en route. Le demandeur allègue qu'un de ses commis-voyageurs, le 3 octobre 1886, avait voyagé sur le chemin de fer de la défenderesse entre Montréal et Winnipeg; que suivant l'usage et la coutume établis, ce commis-voyageur aurait fait contrôler (checked) son bagage par les employés de la défenderesse, et que ce bagage consistait en grande partie en échantillons de marchandises, fait journalier et bien connu de la défenderesse; que ces échantillons ont été perdus et que la défenderesse n'a jamais pu les livrer au demandeur, à Winnipeg, lieu de leur destination, ni ailleurs, que par suite, la défenderesse est responsable de la valeur de ces marchandises.

La compagnie défenderesse a contesté l'action prétendant qu'elle n'était pas responsable: 1<sup>o</sup>. parce qu'il était illégal de la part de ce commis-voyageur de lui faire transporter des marchandises en les cachant sous le nom de bagage, et ainsi priver la défenderesse du prix du fret qu'elle aurait eu le droit de demander; 2<sup>o</sup>. parce que le billet de passage avec lequel voyageait ce passager était un billet réduit et privilégié qui, tel qu'il était imprimé sur le dos du dit billet, dégageait la défenderesse de toute responsabilité quant aux marchandises transportées, et qu'en outre avec ce billet, aucun commis-voyageur n'avait le droit de transporter des marchandises comme bagage.

Le demandeur répondit que son commis-voyageur s'était conformé à la coutume établie, et qu'il était aussi très-connu des employés de la défenderesse qui ignoraient pas non plus que ses valises contenaient des échantillons de marchandises.

L'action a été déboutée par le jugement rendu dans les termes suivants:—

"The Court, etc.....

"Considering there is no ground for a demurrer to the action as brought, doth dismiss the demurrer filed by defendant, with costs, and compensated *pro tanto* with the costs allowed against plaintiff;

1880.  
Packard  
C. P. R. Co.

"Considering that the plaintiff claims \$270 for the value of goods which were destroyed by fire whilst being conveyed on the defendants' railway ;

"Considering the said goods were not conveyed as merchandise and that no freight was paid for them, but that they were checked as baggage with no extra charges and no special declaration whatever ;

"Considering it is not claimed that any of the said goods or the trunk containing the same were part of the baggage of the commercial traveller who was travelling with them as samples, but on the contrary it is alleged that they did not belong to him ;

"Considering moreover the said traveller was travelling under a special rate allowed to commercial travellers under a ticket issued by the company defendant, with the condition written on the back of it, that in consideration of the privileges accorded to the passenger under said ticket, he agreed not to hold the company responsible for the loss or damage to goods or merchandise carried along with him, so that the defendant cannot, for those various reasons, be held responsible for the value of said goods ;

"Doth dismiss plaintiff's said action with costs, *dis-trails*, etc."

*Greenshields, Guerin & Greenshields*, avocats du demandeur.

*Abbotts & Campbell*, avocats de la défenderesse.

(J. J. B.)

Jugé  
b  
se  
fo  
20. Q  
se  
po  
de  
Le  
que  
terrai  
l'en fi  
assail  
le 14  
deur  
rait fi  
et de  
le ma  
renvoy  
deur d  
monta  
Le c  
la plai  
La C  
ges et  
"La  
"Co  
de sa c  
dans la  
fait sub  
eusatio  
magistr  
faute d  
"Con

9 avril 1889.

Coram GILL, J.

## FILIATRAULT v. PRIEUR.

*Assaut—Possession—Fausse arrestation—Dommages.*

Jugé.—1o. Qu'une personne qui prétend avoir des droits sur un immeuble ne peut de son chef exercer ces droits violemment, et que le possesseur de cet immeuble a droit de repousser cette violence par la force;

2o. Que sous ces circonstances si l'agresseur repoussé fait arrêter le possesseur de l'immeuble, après son acquittement, ce dernier a droit de poursuivre en dommages pour fausse arrestation; dans l'espèce, \$150 de dommages furent accordés.

Le demandeur poursuit pour \$500 de dommages et dit que vers le 12 novembre 1887, alors qu'il était sur son terrain, le demandeur, aidé d'autres personnes, vint pour l'en faire déguerpir de force, et qu'il l'aurait là et alors assailli et battu, par malice et esprit de vengeance; que le 14 novembre 1887, poussé par le même esprit, le défendeur l'aurait illégalement fait arrêter pour assaut et l'aurait fait conduire comme prisonnier au Coteau Landing et de là à Montréal, où il aurait subi son procès devant le magistrat de police; que la plainte du défendeur fut renvoyée avec dépens; que ce procès a causé au demandeur du trouble, des dépenses et du déshonneur pour un montant de \$500.

Le défendeur plaida cause probable, bonne foi, et que la plainte n'a été renvoyée que par défaut de juridiction.

La Cour a admis le droit du demandeur à des dommages et a accordé \$150.

“La Cour, etc....”

“Considérant que le demandeur a prouvé l'un des chefs de sa demande, à savoir, qu'en la circonstance articulée dans la déclaration le défendeur l'a fait arrêter et lui a fait subir un procès devant le magistrat de police sur l'accusation d'assaut et batterie, procès qui fut jugé par le magistrat en faveur du demandeur en renvoyant la plainte faute de juridiction;

“Considérant que le défendeur, sachant que le deman-

1890.  
Filiatrault  
v.  
Priour.

deur s'opposait à ce que le fossé projeté fût fait sur un certain terrain rapporté dont le demandeur était en possession à titre de propriétaire, s'est cependant rendu en force avec d'autres sous ses ordres dans le but de prendre forcément possession d'une partie du dit terrain et que, même si le demandeur n'avait pas droit à la dite partie de terrain d'après son titre et la largeur du chemin, cela n'autorisait pas le défendeur à l'en déposséder violemment ;

“ Considérant que le défendeur, après avoir été l'agresseur, a mis de la malice en portant sa dite action devant la Cour de police ainsi que dans la manière dont il a fait exécuter l'arrestation du demandeur ;

“ Considérant que le demandeur ayant eu à payer son avocat pour se défendre et à faire diverses dépenses en rapport avec le dit procès, a droit de recouvrer du défendeur des dommages réels à part les dommages auxquels il a droit comme répression de la fausse arrestation (fausse arrest) dont il a été victime ;

“ Considérant que quant au chef de la demande basée sur l'assaut, bien qu'il paraisse certain que le défendeur, se prétendant armé de l'autorité municipale, a empiété sur le terrain du demandeur ou tout au moins sur un terrain dont le demandeur était en possession et a été en cela l'agresseur, ainsi qu'en portant la main à la voiture dans laquelle le dit demandeur était installé, dans le but évident d'en déloger le demandeur, il est cependant démontré que le demandeur a immédiatement repoussé l'agression et avec une telle énergie qu'il est resté maître de la situation, et qu'il n'y a pas lieu de lui accorder des dommages de ce chef ;

“ Arbitrant les dommages d'après les circonstances de la cause, y compris les déboursés et dépenses du demandeur pour se défendre, condamne le défendeur à payer au demandeur la somme de \$150 avec intérêt de ce jour et les dépens, distracts, etc.”

*Ouimet, Cornéliet & Emard, avocats du demandeur.*  
*Géofrion, Dorjoh & Poirier, avocats du défendeur.*

(J. J. B.)



8 mai 1889.

Coram MATHIEU, J.

PELTIER, v. DAME LAMB ET VIR, et RODDEN, oppo-  
sant, et PELTIER, contestant.

*Locataire—Possession avant titre—Opposition—Minorité—  
Ratification—Procédures.*

- Jurés:—1<sup>o</sup>. Que le locataire d'une maison est présumé être le propriétaire des effets qui s'y trouvent, et en avoir la possession à titre de propriétaire; et que ce titre est suffisant pour faire maintenir une opposition, sauf preuve contraire;
- 2<sup>o</sup>. Qu'un mineur devenu majeur peut ratifier les procédures par lui faites pendant sa minorité, et ainsi les rendre valables.

Le demandeur ayant un jugement de \$381 contre la défenderesse, prit une action *de bonis* et fit saisir des meubles de ménage qui se trouvaient, suivant le procès-verbal de l'huissier saisissant, au domicile de la défenderesse, à Longueuil.

Wm. T. Rodden, le fils de la défenderesse, fit une opposition réclamant les meubles saisis comme sa propriété et alléguant qu'ils avaient été saisis chez lui, dans son domicile, à Longueuil, et non au domicile de la défenderesse; qu'il était lui-même le locataire de la maison où les biens meubles étaient lorsqu'ils furent saisis.

Le demandeur contesta cette opposition alléguant fraude et collusion entre la défenderesse et son fils. L'opposition fut maintenue par le jugement suivant:

"La Cour, etc.....

"Considérant que l'huissier qui a pratiqué la saisie dont il est question en cette cause déclare, dans son procès-verbal, qu'il a saisi les effets y mentionnés, comme appartenant à la demanderesse, mais ne déclare pas que ces effets étaient en sa possession;

"Considérant qu'il est prouvé que c'est l'opposant qui est le locataire de la maison où les effets saisis étaient, lors de la dite saisie, et que, par conséquent, c'est lui qui est présumé en être en possession;

"Considérant que par l'article 2268 du Code Civil, la

1880.  
Petitier  
Lamb.

possession actuelle d'un meuble corporel, à titre de propriétaire, fait présumer le titre ;

" Considérant que l'opposant a en outre prouvé qu'il avait acheté lui-même plusieurs des effets saisis ;

" Considérant que le dit opposant est devenu majeur depuis la production de son opposition, et qu'il a fait des procédés depuis sa majorité, ratifiant la procédure par lui faite dans sa minorité, et qu'il n'y a pas lieu de renvoyer son opposition pour cette raison ;

" Considérant que l'opposition du dit opposant est bien fondée et qu'il en a prouvé les allégations ;

" A maintenu et maintient la dite opposition, déclare la saisie faite en cette cause nulle, et en donne main-levée au dit opposant, avec dépens contre le dit demandeur, distraits, etc."

S. A. Lebourveau, avocat de l'opposant.

Préfontaine & Lafontaine, avocats du contestant.

(J. J. B.)

April 3, 1889.

Coram JETTÉ, J.

CRAWFORD ET AL. V. THE PROTESTANT HOSPITAL  
FOR THE INSANE.

*Action en dénonciation de nouvel œuvre—Establishment authorized by the legislature—Constructed on land owned by the establishment—Recourse of party injured by such establishment.*

Held:—That where a corporate body has been expressly authorized by the legislature of the province to construct and maintain a hospital, and for this purpose to acquire and own real estate, without any restriction or condition as to the locality to be chosen for such establishment, the Court will not interfere to prohibit the work of construction or order the suppression of the establishment, the only recourse of a party injured thereby being an action of damages.

JETTÉ, J. :—

Le litige soumis à ce tribunal résulte des faits suivants :

En 1881, une charte d'incorporation a été accordée par la législature à un certain nombre de citoyens de cette ville, qui s'étaient réunis pour fonder un hôpital protestant pour le soin et la guérison des aliénés. La corporation créée par cette charte fut autorisée à posséder les immenbles nécessaires et à faire les règlements requis pour la tenue et la conduite de cet hôpital. (44-45 Vict., ch. 50, sec. 2 et 5).

1889.  
Crawford  
v.  
The Protestant  
Hospital  
for the Insane.

Le 1er juillet 1887, cette corporation acquit, pour y ériger ses constructions, une ferme située dans les municipalités de Verdun et de la Côte St-Paul. Cette ferme se trouve contiguë à celle du demandeur Hadley et à une petite distance de celle du demandeur Crawford. Dans l'été de 1888, la corporation défenderesse a commencé la construction des bâtisses nécessaires pour l'établissement qu'elle veut fonder.

Les demandeurs, propriétaires voisins, se pouvoient maintenant devant cette Cour pour demander qu'il soit fait défense perpétuelle à la défenderesse de continuer ces travaux et d'établir son hôpital à cet endroit. Ils basent leur demande sur le dommage que leur causera le voisinage de cet hôpital dont l'existence, suivant eux, aurait pour résultat nécessaire de déprécier considérablement la valeur commerciale de leurs héritages et de les exposer eux-mêmes et leurs familles à des ennuis et des inconvénients nombreux et à un danger constant de maladies par suite de la corruption de l'air et de la souillure de l'eau des rivières St-Laurent et St-Pierre par les égouts de cet hôpital.

La défenderesse plaide, en substance :

1o. Qu'en érigeant les bâtisses qu'elle construit, elle ne fait qu'exercer un droit qui lui appartient, et que même si ces constructions avaient pour effet de diminuer la valeur commerciale des héritages des demandeurs, ce dommage ne peut être un motif suffisant pour justifier la demande.

2o. Qu'elle ne construit que pour atteindre le but pour lequel elle a été créée et ne peut en être empêchée ; que d'ailleurs elle a donné des contrats, après avis publics,



1889.  
Crawford  
v.  
The Protestant  
Hospital  
for the Insane.

pour une somme de \$96,000, que les travaux sont très avancés et qu'il serait ruineux de les arrêter; enfin qu'elle a pris toutes les précautions nécessaires pour éviter tout danger possible.

—La preuve est fort contradictoire.

Les demandeurs se sont surtout attachés à prouver que, comme règle, l'existence d'un asile d'aliénés a pour résultat nécessaire de diminuer considérablement la valeur commerciale des héritages voisins; que souvent des malades s'échappent de ces établissements et que leur seule présence, pendant ces moments de liberté temporaire, jette l'effroi et la terreur parmi les habitants des maisons voisines; qu'en dehors même de ces accidents le bruit que font ces aliénés, leurs cris de souffrance ou même de joie, troublent le repos et la tranquillité à laquelle ont droit les propriétaires des autres héritages; enfin que ces agglomérations de nombreux patients dans un même local, présentent un danger constant de maladies épidémiques.

Les défendeurs, de leur côté, ont contredit cette preuve, établissant que le préjugé populaire contre les asiles d'aliénés, constaté par les témoins de la demande est beaucoup moins répandu aujourd'hui qu'autrefois et qu'il tend à disparaître de plus en plus tous les jours; que quant aux dangers résultant de malades échappés, ou d'épidémies possibles, ce sont là des considérations purement hypothétiques, reposant uniquement sur la supposition d'une administration fautive et d'une installation défectueuse, et que les défendeurs ont pris toutes les précautions nécessaires et employé, dans leurs constructions, tous les perfectionnements que la science suggère, pour qu'aucun des inconvénients signalés ne puisse se produire. Enfin certains témoins ont aussi déclaré que loin de diminuer la valeur vénale des terrains voisins, les bâtisses que les défendeurs érigent seront un ornement pour la localité.

Tels sont, en résumé, la demande, la défense et la preuve, car la décision de la cause d'après la forme de la demande, n'exige pas, croyons-nous, une appréciation plus spéciale, ni plus complète de cette preuve.

Entrons maintenant dans l'étude des principes qui doi-

vent nous guider, afin d'en faire ensuite l'application aux faits de la cause. Puisés à une source commune—le droit romain—ces principes sont les mêmes d'ailleurs, en droit anglais qu'en droit français, et nous les trouvons aussi facilement reconnaissables dans l'ensemble de la jurisprudence anglaise que dans les textes précis de notre droit français. Je me contenterai donc, à raison de cette similitude, de ne référer qu'à quelques-unes des nombreuses autorités qui m'ont été citées. Toutes admettent les mêmes règles, ou à peu près; elles ne diffèrent généralement que dans l'application à des cas particuliers.

Comme nous l'avons constaté déjà, nous avons ici d'un côté les demandeurs qui se plaignent d'un préjudice que leur cause la défenderesse, et de l'autre côté, celle-ci, qui soutient qu'elle exerce un droit absolu et que même si le préjudice allégué existe, la demande telle que formulée n'est pas fondée.

Cette contestation nous conduit à l'examen des deux questions suivantes :

1o. Le droit de propriété reconnu par l'art. 406 du C. C. est-il restreint par les obligations du voisinage; et s'il l'est, quelle est à la fois la limite et l'étendue de cette restriction ?

2o. Quel recours la loi reconnaît-elle au voisin qui souffre préjudice de l'entreprise faite par le propriétaire sur son fonds ?

Et d'abord : Le droit de propriété reconnu par l'art. 406 du C. C. est-il restreint par les obligations du voisinage; et s'il l'est, quelle est à la fois la limite et l'étendue de cette restriction ?

L'art. 406 dit : " La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements."

Et l'art. 399 ajoute : " Les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent, sous les modifications établies par la loi."

Il semble donc que l'on pourrait conclure de ces textes, que du moment qu'un propriétaire ne viole aucune loi,

1900.

Crawford

The Protestant  
Hospital  
for the Insane.

1869  
Case No. 1  
The Protestant  
Hospital  
for the Insane.

ni aucun règlement, il peut faire sur son héritage tout ce qui lui plaît, sans s'occuper des ennuis, des inconvénients, ou même du préjudice qu'il peut causer à ses voisins. Mais cette conclusion serait trop absolue.

En effet, Pothier définissait la propriété: "Le droit de disposer d'une chose comme bon semble, sans donner atteinte aux droits d'autrui, ni aux lois;" et Laurent constate que si le Code français, que le nôtre a suivi, ne reproduit pas la restriction concernant les droits d'autrui, ce n'est pas qu'il la rejette, mais seulement parce qu'elle appartient à la doctrine plutôt qu'à la législation, et qu'il est très-difficile et partant très-dangereux de la préciser et d'en marquer la portée. (6 Laurent, No. 136).

Tous les auteurs admettent d'ailleurs cette restriction, que Pothier explique ensuite au No. 101 de son *Introduction générale aux coutumes*, en disant: "Ces termes de la définition, sans donner atteinte aux droits d'autrui, ne s'entendent pas seulement des droits que d'autres ont ou devront avoir un jour dans l'héritage, ils s'entendent aussi des propriétaires et possesseurs voisins. Quoique le domaine de propriété donne au propriétaire le pouvoir de faire ce que bon lui semble dans son héritage, il ne peut cependant y faire ce que les obligations du voisinage ne permettent pas d'y faire au préjudice des voisins."

Il faut donc dire, sur cette première partie de la question, que, nonobstant les textes, les obligations du voisinage imposent des restrictions au droit absolu de propriété.

Mais quelle est la limite et l'étendue de cette restriction du droit de propriété?

Pothier, dans la citation que nous venons de faire, semble dire qu'il suffit qu'il y ait préjudice pour le voisin pour que la propriété doive céder. Mais cette doctrine est encore trop absolue et Laurent la restreint et la précise en disant, qu'il ne suffit pas qu'il y ait préjudice, mais qu'il faut encore qu'il y ait dans l'acte préjudiciable *lésion du droit d'autrui*. "Si le propriétaire ne lèse pas le droit de son voisin, bien qu'il lui nuise, il n'est tenu à aucune réparation. (No. 136)."

Cette nouvelle formule, bien qu'elle nous fasse faire un pas considérable dans la voie de la solution que nous cherchons, n'est cependant pas encore complètement satisfaisante, car comme le dit Laurent lui-même : "La science du droit demande une précision aussi grande que le comporte l'importance." Il nous faut donc chercher à rendre encore plus clair.

Portalis, l'un des principaux auteurs du Code Napoléon, disait sur l'art. 544, que dans notre article 406 : "Le droit du propriétaire, quel qu'il soit, comporte quelques limites que l'état de la chose rend indispensables. Vivant avec nos semblables, nous devons respecter leurs droits, comme ils doivent respecter les nôtres. Nous ne devons donc pas nous permettre, même sur notre fonds, des procédés qui pourraient blesser le droit acquis d'un voisin ou de tout autre."

Et Laurent ajoute : "L'orateur se sert de l'expression de *droit acquis* pour marquer bien énergiquement, que le propriétaire lésé ne peut pas invoquer le seul préjudice qu'il éprouve ; il ne peut se plaindre du préjudice que lui cause son voisin que s'il a un droit certain qui est blessé." (No. 187).

Or, quelle est cette lésion du droit qui est nécessaire pour que le voisin soit admis à se plaindre ?

Demolombe, qui examine aussi la question, propose la distinction suivante :

"Ou l'entreprise qu'un propriétaire fait sur son fonds, n'a pour résultat que de priver le propriétaire du fonds voisin des avantages dont il avait joui jusqu'alors ;

"Ou elle a pour effet de lui causer véritablement un dommage.

"Dans le premier cas, notre avis est que le propriétaire peut faire, sur son fonds, tous les travaux que bon lui semble, lors même que ces travaux auraient pour résultat de priver le voisin des avantages dont il jouissait.

"Mon voisin avait un puits ou une fontaine ; et par des fouilles pratiquées chez moi, je coupe et je détourne les veines d'eau souterraines qui les alimentaient. Point d'action contre moi de la part du voisin.

"Ou bien sa maison avait une vue fort étendue sur

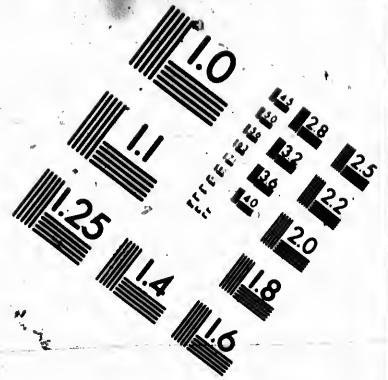
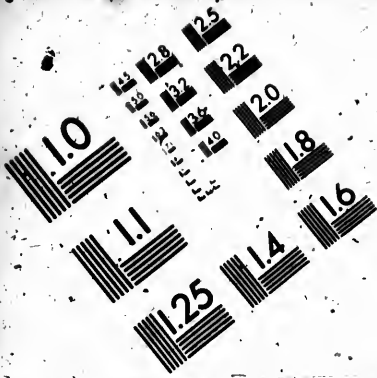
188.

Crawford

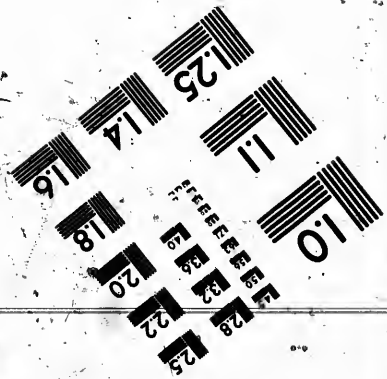
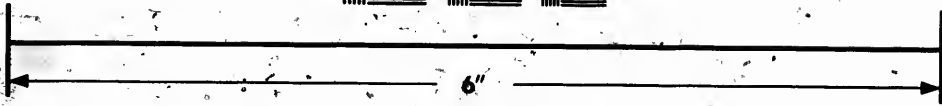
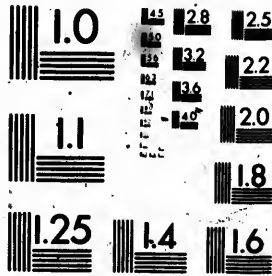
The Protestant  
Hospital  
for the Insane.







**IMAGE EVALUATION  
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic  
Sciences  
Corporation**

23 WEST MAIN STREET  
WEBSTER, N.Y. 14580  
(716) 872-4503



1.8  
2.0  
2.2  
2.5  
2.8  
3.2  
3.6  
4.0

1.0  
1.2  
1.5  
2.0



1889.  
Crawford  
v.  
The Protestant  
Hospital  
for the Insane.

mon héritage ; elle était saine et bien aérée ; et voilà que je construis, sur mon sol, un bâtiment qui obstrue ses vûes et qui rend sa maison sombre et humide. Pas d'action davantage.

“ Car je suis propriétaire du dessus et du dessous (C. C. 414) ; et soit que je creuse ou que j'édifie, je ne fais alors qu'user de ma propriété, chez moi, dans mes limites, sans atteindre la propriété voisine, et sans lui rien envoyer de nuisible ni de dommageable. Je n'tis donc creuser *par dessous* aussi bas, et édifier *par dessus* aussi haut qu'il me plait, sans que le voisin puisse se plaindre, *lors même que l'avantage et la valeur de sa propriété en seraient notablement amoindries.*” (12 Demolombe, No. 647).

Ce principe, formellement enseigné par les juriscultes romains, était aussi admis par les anciens juriscultes français et est encore aujourd'hui généralement reconnu.

Après avoir ainsi résolu la première partie de sa distinction, Demolombe examine la seconde.

“ Mais faut-il appliquer la même solution, se demande-t-il, dans le cas où les travaux qu'un propriétaire exécute sur son fonds, auraient pour résultat de transmettre au fonds voisin des substances ou des exhalaisons nuisibles, ou d'y causer un bruit intolérable ? ”

Sur ce point, trois opinions sont en présence :

La *première* soutient qu'il n'y a lieu, dans ce cas, à aucune action en dommages intérêts, ni pour le préjudice *matériel* qui résulterait de l'altération physique du fonds, ni pour le préjudice *moral* ou d'opinion qui résulterait de la dépréciation de la valeur foncière.

D'après la *seconde*, il faut distinguer entre le dommage réel, qui produit une altération physique ou une diminution effective de la chose, et le dommage moral, c'est-à-dire la dépréciation et la moins value qui résultent du voisinage même de l'établissement.

La première espèce de dommages est, dans ce système, la seule qui puisse ouvrir une action en dommages intérêts de la compétence de l'autorité judiciaire.

Quant au dommage moral il n'engendre aucune action en dommages intérêts.

Enfin la *troisième* opinion, qu'adopte Demolombe, enseigne que le propriétaire auquel un établissement industriel, même autorisé (par l'autorité administrative) causé un préjudice appréciable, de quelque nature d'ailleurs qu'il soit, peut réclamer des dommages intérêts, et que l'autorité judiciaire est, dans tous les cas, compétente pour statuer à cet égard.

Le droit à des dommages intérêts, en tel cas, découle de l'art. 1058, qui consacre cette grande règle d'équité que tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer.

Ainsi les principes sont bien définis, la règle est posée avec clarté et précision, et il serait facile d'en faire immédiatement l'application.

Mais bien que ces principes soient éminemment applicables à la contestation soulevée entre les parties, la forme de la demande, dans l'espèce, nous en dispense jusqu'à un certain point, et nous impose maintenant l'examen de la seconde question que nous nous sommes posée.

2o. Quel recours la loi reconnaît-elle au voisin qui souffre préjudice de l'entreprise ou de la construction faite par le propriétaire sur son fonds ?

Que ce voisin, lorsqu'il se trouve dans la seconde hypothèse examinée par Demolombe, ait un recours en dommages intérêts, c'est ce que l'auteur paraît établir bien clairement, sauf toujours, bien entendu, les circonstances particulières de chaque cas, car comme il le dit très-bien au No. 658 :

"Tels nous paraissent être, en droit, les vrais principes.

"Et maintenant, en fait, dans quels cas y aura-t-il lieu d'accorder des dommages intérêts ?

"C'est là principalement une *question d'espèce*, sur laquelle il appartient aux magistrats de prononcer, suivant les différentes circonstances de la cause."

Mais dans l'espèce actuelle, il n'y a aucune demande de dommages intérêts. Tout ce que requièrent les de-

1880.  
Crawford  
v.  
The Protestant  
Hospital  
for the Insane

186v.  
 Crawford  
 v.  
 The Protestant  
 Hospital  
 for the Insane.

mandeurs c'est une défense perpétuelle à la défenderesse de continuer ses constructions et de tenir son hôpital à l'endroit choisi. Et les dommages qu'ils allèguent ne sont pas invoqués comme base d'une compensation pécuniaire, mais simplement pour justifier l'intervention de la justice et obtenir l'injonction sollicitée.

Le recours adopté par les demandeurs est connu en droit sous le nom d'action en *dénonciation de nouvel œuvre*.

"Le droit romain, dit Cason, avait une action dite *dénonciation de nouvel œuvre*, dont l'objet était d'empêcher la continuation de travaux commencés dont un tiers prétendait souffrir ou craignait de souffrir préjudice. Il y avait lieu à cette action soit que le nouvel œuvre fut construit sur le fonds de celui qui le faisait élever, soit sur le fonds du dénonçant." (Actions possessoires, No. 39).

Et Aulanier ajoute: "Celui qui fait des travaux sur son propre héritage, peut nuire au voisin :

- 1o. En détériorant le fonds voisin;
- 2o. En s'attribuant sur ce fonds une servitude;
- 3o. En privant ce fonds d'une servitude exercée à son profit." (Act. pos., No. 200).

Et au No. 203: "Lorsque le trouble est causé par des travaux faits sur le fonds même de l'auteur du trouble, l'action prend le nom particulier d'action en *dénonciation de nouvel œuvre*."

Cette action qui était passée dans l'ancien droit français, a aussi été admise, malgré quelques controverses, sous l'empire du droit nouveau en France. Elle a aussi toujours été reconnue et pratiquée dans notre pays. Mais il est bien évident que ce recours dont les caractères avaient été singulièrement altérés en passant du droit romain dans l'ancien droit français, doit encore subir forcément les modifications qu'imposent les transformations progressives du droit.

Or, bien que cette action soit encore reconnue en France aujourd'hui, les auteurs cependant n'en admettent l'application qu'avec une distinction qui nous paraît des plus plausibles. Voici comment Laurent établit cette distinction: Au No. 150, il dit:

“ Les tribunaux peuvent-ils prononcer la suppression des établissements reconnus dommageables ? Il faut distinguer si ces établissements ont été autorisés ou non. S'ils ont été fondés avec autorisation, le juge ne peut pas en ordonner la suppression.

1880.

Crawford

The Protestant  
Hospital  
for the Insane.

“ Que faut-il décider si l'établissement n'a pas été autorisé ?..... D'après les principes généraux les tribunaux peuvent ordonner la suppression d'un fait qui est une cause permanente de dommage illicite.”

Mais si l'autorisation protège l'établissement autorisé contre la suppression, elle n'a aucun effet quant aux dommages qui peuvent toujours être réclamés.

Je n'ai certes pas l'intention de constater ici une similitude exacte entre la position d'un établissement industriel autorisé par l'administration en France, et l'hôpital dont il est ici question. Mais il y a cependant à considérer ici un fait d'une importance capitale, c'est que l'établissement de cet hôpital est autorisé par une loi formelle qui donne à la compagnie défenderesse le pouvoir d'acquérir des terrains pour y placer les constructions dont elle a besoin, et l'autorité de les y édifier, sans aucune restriction quant au lieu où cet établissement peut être fixé. N'y a-t-il pas là une autorisation encore plus formelle, et plus solennelle que celle que peut donner l'autorité administrative ou municipale ? Et en présence de cette loi formelle qui permet à la défenderesse d'acquérir et de construire, serait-il possible à ce tribunal de lui défendre précisément ce que la loi lui permet ?

Poser cette question c'est la résoudre.

Le juge ne peut pas s'insurger contre la loi et défaire ce que la législature a fait. Or, ici le pouvoir législatif a solennellement permis la construction de cet hôpital, sans aucune condition ou restriction quant au choix de la localité où il serait édifié. La demande de suppression de cet établissement que font les demandeurs (car leurs conclusions ne signifient pas autre chose), ne peut donc pas être accordée, et c'est la conclusion à laquelle je suis forcé de m'arrêter.

1890.

Crawford  
v.  
The Protestant  
Hospital  
for the Insane.

The judgment is as follows :—

“ La Cour, etc.....

“ Attendu que les demandeurs propriétaires d'immeubles voisins de celui que la compagnie défenderesse a acquis à Verdun, près Montréal, se pourvoient contre cette dernière pour demander qu'il lui soit fait défense de continuer des constructions qu'elle a commencées sur son dit terrain, pour l'établissement d'un hôpital pour les aliénés, alléguant que la construction et tenue de cet hôpital leur est préjudiciable, qu'il diminue considérablement la valeur commerciale de leurs terrains et les expose, eux et leurs familles à des ennuis et des inconvénients dans la jouissance de leurs héritages et à des dangers de maladies par l'agglomération d'un grand nombre de malades dans cet établissement, la corruption de l'air et la souillure de l'eau du St-Laurent et de la rivière St-Pierre par les égouts de ces bâtisses ;

“ Attendu que la défenderesse plaide en substance, qu'elle ne fait qu'exercer un droit qui lui appartient, et qu'en conséquence même si les constructions qu'elle édifie ont, pour effet de diminuer la valeur des héritages des demandeurs, ce dommage n'est pas un motif suffisant pour justifier la demande ; que d'ailleurs elle ne construit que pour atteindre le but pour lequel elle a été créée et qu'elle ne peut en être empêchée ; et qu'elle a pris toutes les précautions voulues pour ne causer aucun dommage aux voisins ;

“ Attendu que bien qu'en principe le droit de propriété soit restreint et limité par les obligations du voisinage et que les entreprises ou constructions du propriétaire sur son propre fonds puissent donner lieu à l'intervention des tribunaux, dans certains cas, cette intervention ne peut aller jusqu'à la suppression du fait préjudiciable ou de l'établissement qui cause le dommage, lorsque l'autorité municipale ou administrative en a reconnu et autorisé l'existence ;

“ Attendu que dans le cas où telle autorisation existe le seul recours ouvert à la partie lésée est la demande en dommages intérêts ;

"Attendu que dans l'espèce la compagnie défenderesse a obtenu de la législature de la province une charte d'incorporation lui permettant d'ériger et de maintenir l'hôpital qu'elle construit, et à cette fin d'acquérir et posséder le terrain nécessaire et ce sans aucune restriction quant à la localité où cet établissement pourra être fixé ;

"Attendu que cette autorisation législative doit être considérée comme étant, pour le moins, l'équivalent d'une autorisation administrative, et qu'en conséquence il n'y a pas lieu de prononcer la suppression de l'établissement commencé, ni de défendre la continuation des travaux entrepris ;

"Maintient les exceptions de la compagnie défenderesse et renvoie l'action des demandeurs, avec dépens."

Action dismissed.

*Lasleur & Rielle*, attorneys for plaintiffs.

*Géoffrion, Q.C.*, and *J. N. Greenshields*, counsel.

*Davidson & Ritchie*, attorneys for defendants.

(J. K.)

31 janvier 1889.

Coram TELLIER, J.

SHACKELL v. DRAPEAU ET AL.

*Maîtres—Ouvriers—Responsabilité—Dommages.*

- Jugé :—1o. Qu'un entrepreneur est responsable du fait, qu'une feuille de tôle mal placée sur une couverture, où ses ouvriers étaient à travailler, aurait été enlevée par le vent et serait venue frapper un passant dans la rue au-dessous ;
- 2o. Que dans ce cas, néanmoins, le maître n'est responsable que des dommages réels et directs.

Le jugement suivant explique suffisamment les faits :

"La Cour, etc....."

"Considérant que, dans la journée du 7 juin 1887, tandis que les ouvriers employés des défendeurs étaient occupés à réparer le toit d'une maison située en la cité de

Vol. V S. C.



1880.  
Shackell  
v.  
Drapeau.

Montréal, sur la rue St-Laurent, No. 18, une feuille de tôle de 18 pouces de largeur sur environ 30 à 36 pouces de longueur, et pesant de 2 livres à 2½ livres, est tombée sur la tête du demandeur, au moment où il passait dans la dite rue, déchirant et faisant tomber le chapeau qui le couvrait, et lui faisait en même temps une égratignure au cuir chevelu, près du front ;

“ Considérant que la chute de cette feuille de tôle a été déterminée par une cause que les dits ouvriers ne sont pas en état d'expliquer, mais qu'ils ont attribué au vent léger qui soufflait alors, ou au fait qu'ils ne l'avaient pas mise en équilibre sur le paquet de tôles où ils venaient de la déposer ;

“ Considérant que les ouvriers des défendeurs ont commis une imprudence en n'apportant pas l'attention que leur prescrivait les règles de la prudence pour déposer sur le paquet la dite feuille de tôle, et l'empêcher de tomber par elle-même ou d'être enlevé par le vent, et en négligeant d'avertir les passants, par un signe extérieur, du travail dangereux qu'ils exécutaient sur le toit de la dite maison ;

“ Considérant que les défendeurs sont civilement responsables de la faute commise par leurs ouvriers, dans l'exécution des fonctions auxquelles ces derniers étaient employés, et doivent, dès lors, indemniser le demandeur du préjudice qu'il a souffert par suite du dit accident ;

“ Considérant que si les défendeurs ont attribué le dit accident à un cas fortuit ou de force majeure, ils ont, néanmoins, fait tout en leur pouvoir, pour régler cette affaire à l'amiable, et toute leur conduite montre qu'ils n'ont jamais reculé devant la responsabilité que leur impose la loi ;

“ Considérant que le dit accident est le résultat d'une pure négligence ; qu'il n'y a eu qu'imprudence et non malice ; et que, dans l'espèce, les dommages-intérêts ne doivent comprendre que ce qui est une suite immédiate et directe du quasi-délit, et non ses conséquences secondaires et indirectes ;

“ Considérant qu'immédiatement après cet accident, le

1886.  
Shackell  
v.  
Drapson.

demandeur s'est rendu à la place d'affaires des défendeurs, pour faire sa réclamation, qu'il est allé ensuite à son goûter, puis à son bureau où il est resté jusqu'à trois heures et demie de l'après-midi, que les jours suivants il est revenu à son bureau, et que, s'il se plaignait de mal de tête et de malaise, il n'a songé à avoir recours à un médecin, pour le traiter, que le 12 juin 1887 ;

" Considérant que le demandeur n'a été retenu à sa maison que durant quelques jours et parties de journées ; que du 12 au 18 juin 1887, il a reçu les soins d'un médecin qu'il a ensuite consulté occasionnellement ; qu'il souffrait de débilité et de faiblesse qui l'empêchait de se livrer à travail régulier et assidu ; et que, s'il s'est plaint souvent de maux de tête, de nausées, d'insomnies, de vertiges et d'étourdissements, il n'y a pas d'autre preuve de ces maladies, souffrances et inconvénients que celle résultant de ses déclarations à cet égard ;

" Considérant que, si d'un côté, le médecin qui a soigné le demandeur, et qui lui a chargé \$25, a attribué l'état de ce dernier au dit accident, et que son opinion est corroborée par trois autres médecins entendus comme témoins de la part du demandeur, d'un autre côté, les trois médecins entendus comme témoins de la part du défendeur sont unanimes à affirmer que les maux dont le demandeur s'est plaint comme susdit, ne peuvent être attribués à cet accident ;

" Considérant que la preuve faite par le demandeur, et attribuant son état, ses souffrances, ses malaises et ses absences au travail, au dit accident, n'est pas conclusive ; qu'elle est contredite formellement et qu'elle laisse un doute qui doit tourner au bénéfice des défendeurs ;

" Considérant que le demandeur n'a pas subi de déduction dans son salaire habituel à raison de ses absences du bureau, ou de son manque d'assiduité au travail, après cet accident, et qu'il n'a pas prouvé d'autre préjudice, par suite de cet accident, que celui résultant de la perte de son chapeau, soit trois piastres, et des quelques légères souffrances physiques qu'il a pu endurer et dont il est en droit d'être indemnisé ;

1889.  
Shackell  
v.  
Drapeau.

" Considérant qu'à tout événement, en tenant compte de toutes les souffrances, malaises et inconvénients dont le demandeur s'est plaint après cet accident et en lui allouant les frais de son médecin, et le coût de son chapeau, les dommages du demandeur ne peuvent excéder la somme de cinquante piastres ;

" Considérant que les offres de \$50, faites au demandeur avant l'action et renouvelées par les défenses, sont suffisantes pour le compenser des dommages et des souffrances physiques qu'il a pu endurer, à raison de cet accident, déclare les dites offres bonnes, valables et suffisantes, et condamne les défendeurs conjointement et solidairement à payer en conséquence au demandeur, la dite somme de cinquante piastres courant, qui a été consignée de consentement, entre les mains de l'avocat des défendeurs, ordonne que la dite somme soit payée et remise au demandeur, pour lui tenir lieu de ses dommages-intérêts, et renvoie l'action du demandeur pour le surplus réclamé, le tout avec dépens, etc."

*Morris & Holt*, avocats du demandeur.

*M. DeBellefeuille*, C. R., avocat des défendeurs.

(J. J. B.)

25 mai 1889.

*Coram* JETTÉ, J.

**BARBEAU v. LA CORPORATION DU COMTÉ DE LAPRAIRIE.**

*Corporation municipale—Cours d'eau—Juridiction du conseil de comté—Procès-verbal et répartition—Juridiction de la Cour Supérieure.*

- Jugé :—1o. Qu'un cours d'eau qui traverse deux municipalités locales est un cours d'eau de comté, placé par la loi sous la juridiction originaire du conseil de comté ;
- 2o. Qu'un conseil de comté qui rend une décision relativement à un procès-verbal au sujet d'un pareil cours d'eau n'exerce pas une fonction judiciaire, mais simplement administrative ;

30. Que bien que le Code Municipal (art. 100) donne un recours devant la Cour de Circuit et devant la Cour de Magistrat pour la cassation de tout procès-verbal, rôle, résolution, etc., néanmoins la Cour Supérieure ne cesse pas d'avoir juridiction en ce cas vu le contrôle qu'elle possède sur toute corporation ou corps politique ;
40. Que dans tous procès-verbaux réglant les cours d'eau, tous les propriétaires intéressés doivent être assujétis aux travaux nécessaires dans la proportion de leur terrain égouté ; que dans le cas contraire, tout contribuable a droit de se plaindre.

1889.  
Barbeau  
v.  
Corp. de  
Laprairie.

Les faits de la cause et la contestation liée sont suffisamment expliqués dans le jugement de la Cour Supérieure cassant et annulant le dit procès-verbal.

Le demandeur cita : *Laviolette v. La corporation du comté de Napierville*, 31 L. C. J., p. 216 ; O. M., art. 877.

La défenderesse pour établir que dans les procès de ce genre, la partie défenderesse ne peut être que les intéressés dans le procès-verbal, cita : 7 L.N., *Corporation de la Pointe-aux-Trembles v. La corporation du comté d'Hochelaga*, p. 158 ; 7 R. L., pp. 417, 418, *Corporation de St-Alexandre v. Mailloux* ; 8 Leg. News, p. 110, *Viau v. Corporation de la Longue-Pointe & Le conseil du comté d'Hochelaga*.

Sur la question de la juridiction de la Cour Supérieure, elle cita : O. M., 1061 ; 12 *Rapports judiciaires de Québec*, p. 57 ; *Corporation du comté d'Arthabaska v. Putoine* ; 30 *Jurist*, p. 216 ; *Corporation du comté d'Yamaska v. Durocher*.

Sur les pouvoirs du conseil de comté, elle cita : 11 R.L., p. 133, et M. L. R., 1 Q. B., p. 200 ; *Reburn v. La Corporation de Ste-Anne* ; C. C. 506 à 509 ; 11 *Demolombe*, No. 298, 299, 304.

Voici le jugement rendu en faveur du demandeur :—  
" La Cour, etc.....

" Attendu que le demandeur se pourvoit en cassation d'un procès-verbal, en date du 7 octobre 1886, fait par un surintendant spécial nommé par le conseil de la corporation défenderesse et homologué par ce conseil le 9 décembre 1886, amendant un procès-verbal antérieur au sujet d'un cours d'eau passant par la concession de la Borgnasse dans la municipalité du village et de la paroisse de Laprairie ;

" Attendu que le demandeur soutient que ce procès-

\*

1888.  
Barbeau  
v.  
Corp. de  
Laprairie.

verbal doit être cassé : 1o. Parce que la répartition qu'il établit pour les travaux à faire à ce cours d'eau est injuste et irrégulière vu qu'elle n'est pas basée sur l'étendue de terrain égoutté par chaque propriétaire y assujéti, et qu'elle contient même des exemptions illégales en faveur de propriétaires qui devaient y contribuer ; 2o. Parce que la corporation du village de Laprairie qui égoutte au moins 12 arpents de terrain dans ce cours d'eau ne contribue cependant pas aux travaux ; 3o. Parce que ce cours d'eau est naturel, et que le conseil n'avait pas le droit de le changer ; 4o. Parce que ce procès-verbal n'indique pas les biens imposables des propriétaires appelés à contribuer aux travaux ordonnés ; 5o. Parce que ce procès-verbal n'a été demandé que par un seul contribuable, le nommé Edouard Hébert, et qu'il a été fait dans son seul intérêt ;

" Attendu que le demandeur allègue de plus spécialement :

" Qu'en homologuant le dit procès-verbal le conseil de la corporation demanderesse l'a amendé, et par cet amendement a ordonné la construction d'une digue dans le dit cours d'eau sur le terrain du demandeur, et d'un fossé partant de cette digue et allant jusqu'à l'endroit où le chemin de fer traverse ce terrain ; et que ce changement aggrave considérablement au préjudice du demandeur la servitude naturelle résultant du dit cours et diminue la valeur de son immeuble ;

" Attendu que la défenderesse conteste cette demande, alléguant :

1o. Que le demandeur est non-recevable à diriger son action contre la défenderesse, parce qu'en homologuant le procès-verbal en question, le conseil n'a fait qu'exercer des fonctions judiciaires à raison desquelles la défenderesse ne peut être prise à partie ;

2o. Qu'en homologuant ce procès-verbal, le conseil de la municipalité défenderesse est resté dans la limite de ses attributions, et qu'en conséquence le demandeur ne pouvait se pourvoir en Cour Supérieure, mais devait s'adresser à la Cour de Circuit par voie d'appel ou de cassation ;

1860.

Barbeau  
v.  
Corp. de  
Laprairie.

30. Que bien que par le procès-verbal antérieur (savoir, celui de 1862) il soit énoncé que le cours d'eau en question est destiné à égoutter certaines terres y indiquées, en fait il égoutte aussi une partie de la commune de Laprairie, c'est-à-dire, environ 500 ou 600 arpents de terrain, et qu'à certaines saisons le volume d'eau qui s'y écoule est si considérable qu'il déverse sur les terres Nos. 311 et 312 appartenant à Edouard Hébert et les inonde, et que pour éviter ces inondations, le surintendant spécial a cru devoir partager ce cours d'eau en deux parties, la première s'arrêtant sur la terre de Moquin (voisine du demandeur) à la ligne du chemin de fer et suivant ensuite le fossé de ce chemin, et la seconde partant de ce point d'arrêt et continuant dans l'ancien tracé pour l'égout des terres traversières jusqu'à la rivière St-Jacques ;

"Que le conseil de comté a adopté, en principe, cette proposition du surintendant spécial, mais qu'au lieu d'arrêter le cours d'eau sur la terre de Moquin, il a décidé de le fermer sur la terre du demandeur et de creuser ensuite sur cette terre un fossé de quelques arpents pour aller rejoindre le fossé du chemin de fer ; que ce changement était dans les attributions du conseil ; que ce cours d'eau est pour sa plus grande partie artificiel, et que le conseil ayant le pouvoir d'ordonner l'ouverture et le changement des cours d'eau a, conséquemment, la faculté d'établir des servitudes pour le passage de ces cours d'eau, servitudes qui, d'ailleurs, constituent l'état normal des propriétés ;

"Que dans l'espèce le cours d'eau devait passer, soit chez le demandeur, soit chez ses voisins, et que comme le demandeur y égoutte son terrain, c'est pour lui un avantage, et qu'en outre, les travaux additionnels ordonnés par l'amendement sont peu considérables et que le demandeur en est exempté ;

" Enfin qu'il est faux que ce cours d'eau soit établi dans l'intérêt de Hébert seul, que les propriétaires de la commune en profitent aussi, et que le demandeur est sans intérêt à se plaindre de la répartition des travaux, car il a moins à faire en vertu de ce second procès-verbal qu'il avait en vertu du premier ;



1889.

Barbeau  
v.  
Corp. de  
Laprairie.

“ Sur le premier moyen de défense :

“ Attendu que le cours d'eau régi par le procès-verbal attaqué traverse deux municipalités locales, qu'il est en conséquence un cours d'eau de comté et se trouve placé sous la juridiction originaire du conseil de comté ;

“ Vu l'art. 869 du Code Municipal :

“ Attendu qu'en statuant ainsi sur un procès-verbal par lui ordonné au sujet de ce cours d'eau, le conseil du comté de Laprairie ne remplissait aucune fonction judiciaire, mais agissait simplement dans l'exercice de ses pouvoirs administratifs, au même titre qu'un conseil local statuant sur un ouvrage local ;

“ Attendu, en conséquence, que la fin de non-recevoir en premier lieu plaidée par la défenderesse n'est pas fondée ;

“ Sur le deuxième moyen de défense :

“ Attendu que bien que l'article 100 du Code Municipal donne un recours devant la Cour de Circuit et devant la Cour de Magistrat pour la cassation de tout procès-verbal, rôle, résolution ou autre ordonnance d'un conseil municipal, la jurisprudence a reconnu que cette disposition n'a pas enlevé à la Cour Supérieure le contrôle qu'elle possède sur toute corporation ou corps politique, et qu'il y a encore lieu de recourir à son autorité lorsqu'un conseil municipal exerce illégalement les pouvoirs qui leur sont conférés ;

“ Attendu, en conséquence, que la seconde exception de la défenderesse est mal fondée en droit ;

“ Sur le fond du litige :

“ Attendu qu'en principe tout intéressé dans un ouvrage municipal peut valablement demander le changement du procès-verbal qui le régit, et que le conseil, s'il juge la demande fondée, peut y faire droit lors même que cette demande n'est faite que par un seul contribuable ;

“ Vu les articles 810 et 810a du Code Municipal ;

“ Attendu néanmoins que le conseil ne peut légalement venir au secours du contribuable qui se plaint qu'en observant strictement les formalités que la loi impose pour la protection de tous les intérêts, et que le pouvoir de



faire des procès-verbaux pour régler les cours d'eau n'est accordé que sous la condition que les propriétaires intéressés soient assujétis aux travaux dans la proportion de leur terrain égoutté ;

"Attendu que cette obligation est si rigoureusement formulée que la loi exige que la quantité de terrain égoutté soit établi au procès-verbal, et qu'elle déclare qu'il y a lieu de se plaindre pour toute erreur de plus de 10 pour cent ;

"Vu l'art. 887 du Code Municipal :

"Attendu que dans l'espèce, le procès-verbal dont la cassation est demandée, n'établit pas d'une manière certaine et suffisante la quantité de terrain égoutté par chaque contribuable assujéti aux travaux, qu'il est de plus prouvé que le nommé Hébert qui est complètement exempté de tous travaux dans la partie de ce cours d'eau appelé la *petite descente*, y égoutte cependant de 10 à 15 arpents de terrain ; qu'il est aussi exempté de travaux dans la moitié de la *grande descente* du dit cours d'eau, bien que la preuve établisse qu'il y égoutte au moins de 20 à 30 arpents de terrain ; que la commune de Laprairie n'est chargée que d'une proportion minime quoiqu'indéterminée de travaux dans la *petite descente* seulement, et sans que la quantité de terrain par elle égoutté soit aucunement mentionné, tandis que le témoin Brisson, produit par la défenderesse, et préfet du comté, affirme qu'elle y égoutte au moins mille arpents de terre ;

"Attendu que ces irrégularités du procès-verbal lui enlèvent toute valeur légale et sont suffisantes pour en faire prononcer la cassation ;

"Attendu en outre qu'il appert au dit procès-verbal et à la preuve que les nouveaux travaux ordonnés sur la terre du demandeur, savoir, l'érection d'une digue et l'ouverture d'une tranchée pour détourner le cours de l'eau et le diriger toujours sur la terre du demandeur, jusqu'au fossé du chemin de fer, aggrave considérablement la servitude qu'il subissait auparavant pour le simple passage de ce cours d'eau à travers sa terre ;

"Attendu que tout en ayant le pouvoir d'établir des

1886.  
Barbeau  
v.  
Corp. de  
Laprairie.

cours d'eau, les municipalités ne peuvent imposer sans indemnité, une charge plus considérable à un contribuable qu'à tous les autres ;

"Attendu que même s'il est vrai que les travaux imposés au demandeur, par ce nouveau procès-verbal sont moins que ceux auxquels il était tenu par l'ancien, il n'est pas établi qu'il y a la compensation suffisante pour l'aggravation de servitude sus-mentionnée et que cette aggravation suffit pour lui donner droit et qualité de se plaindre ;

"Considérant en conséquence que le demandeur a un intérêt clairement établi à se plaindre comme il le fait par sa présente demande, et que les raisons qu'il allègue au soutien d'icelle sont fondées ;

"Renvoie les exceptions et défenses de la défenderesse et faisant droit à la demande, casse et annule à toutes fins que de droit le procès-verbal fait le dit jour, 7 octobre 1886, par Cyprien Lefebvre, surintendant spécial, et homologué par le conseil du comté le 9 décembre suivant, et condamne la corporation défenderesse aux dépens, etc."

*Robidoux, Fortin & Rocher*, avocats du demandeur.  
*DeBelleville & Bonin*, avocats de la défenderesse.

(J. J. B.)

6 février 1889.

Coram MATRIEU, J.

DELLE DESJARDINS v. L'HON. BELLEROSE,  
ES-QUALITÉ.*Legs à des enfants à naître—Substitution—Possession  
des biens substitués.*

Juré:—Que dans le cas de legs à des enfants à naître d'une personne nommée et désigné, avec le droit de toucher aux sommes léguées lors de leur âge de majorité, le premier des enfants nés de la personne ainsi nommée, a droit, à son âge de majorité, de toucher sa part de l'héritage, sans attendre que tous les enfants à naître soient nés; dans ce cas, les enfants à naître lors du décès du testateur ne pourraient être qu'appelés de substitution dont les enfants nés seraient grevés envers eux, et le grevé de substitution a toujours droit d'être mis en possession des biens substitués.

Par son action la demanderesse, légataire de son grand père paternel, réclame du défendeur, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de son dit grand-père, la somme de \$1,591.71, étant sa part du dit héritage.

Par son testament en date du 28 décembre 1885, Charles Desjardins aurait fait les legs suivants: " Je donne et  
" lègue à tous mes petits-enfants tant ceux nés qu'à naître  
" du mariage de Magloire Desjardins, mon fils, que ceux  
" nés de la dite défunte Alzine Desjardins, ma fille, tout  
" le reste de mes biens de quelque nature qu'ils soient,  
" sans exception ni réserve, après que mon exécuteur  
" testamentaire ci-après nommé aura réalisé en argent mes  
" dits biens, de la manière et dans le délai fixé ci-dessus,  
" pour être séparés entre mes dits petits-enfants, par égales  
" parts et portions.

" Cependant la part de legs de mes petits-enfants nés  
" et à naître de mon dit fils, Magloire, sera déposée dans  
" une banque, ou placée sur hypothèque entre les mains  
" de particuliers ou en lieu sûr, pour en payer les inté-  
" rêts au dit Magloire Desjardins pendant la minorité de  
" ses enfants ou jusqu'à ce qu'ils soient pourvus par ma-  
" riage, ou qu'il en soit autrement ordonné en justice,

1886.  
Desjardins  
v.  
Bellerose.

" auquel temps, les dits mineurs auront droit à la possession de leurs parts de legs."

Le dit Charles Desjardins mourut le 28 septembre 1886. La demanderesse était la fille aînée du dit Magloire Desjardins.

Le défendeur *ès-qualité* ayant été menacé de poursuites judiciaires par Magloire Desjardins s'il payait à aucun de ses enfants leur dite part d'héritage, sous prétexte que le testament de feu Charles Desjardins créait une substitution, le défendeur *ès-qualité* refusa de payer à moins qu'il n'y fut condamné par un jugement de la Cour.

Ses prétentions sont résumées dans les " Propositions et autorités " suivantes qu'il a soumis à la Cour lors de l'audition au mérite :—

" Le défendeur *ès-qualité* s'en rapporte entièrement à justice. Tout ce qu'il désire c'est d'être protégé contre les réclamations futures des appelés,—si appelés il y a,— dans le cas où la demanderesse et ses frères et sœurs dépenseraient l'argent (car c'est de l'argent et non des immeubles) qu'ils demandent ;

" Le défendeur *ès-qualité* demande à la Cour de décider :

1o. Si le testament du grand-père de la demanderesse comporte son legs direct seulement, ou s'il comporte une substitution quant aux enfants à naître ?

2o. Si, dans le cas où il y aurait substitution en faveur des enfants à naître, le défendeur *ès-qualité* peut payer à la demanderesse sa part entière, en argent, sans s'assurer que les enfants à naître, s'il en naît, trouveront leur part conservée ;

3o. S'il ne faudrait pas, dans le cas où on trouverait substitution, que le curateur à cette substitution serait en cause, et surveillerait ce partage.

" Sur le premier point, il semble qu'il y a substitution —les appelés étant les enfants à naître après le décès du testateur, et les grevés étant les enfants nés lors de tel décès.—Magloire Desjardins, fils du testateur, paraît n'avoir qu'un simple usufruit.

" Voir sur la question de substitution : *Thémot D'Es*

saule (édition annotée par le juge Mathieu), Nos. 84, 100, 101, 102, 188, 206, 207, 208, 320, 321, 508; *Pothier, Substitution*, sect. 2, art. 2, donne un exemple semblable au cas présent, et appelle cela une *substitution tacite*.

Voir et comparer arts. 888, 984, 772, C. C.; *Ricard*, ch. 9, No. 629 et suiv.

"Si c'est un legs direct, il semble que les enfants nés lors du décès du testateur n'ont aucun droit. Art. 888, *Contra*, 5 L. N., p. 428, cause *Cupples v. Martin* où le juge Papineau considère une telle clause comme *legs*.

"2. L'exécuteur testamentaire a saisine, arts. 918, 921, C. C. Ses pouvoirs sont prolongés; et c'est autant pour l'avantage des appelés que des grevés. Les appelés, s'il en aait, ne pourront-ils lui réclamer leur part? attendu que c'était lui, l'exécuteur, qui était mis en saisine et possession et non les grevés? art. 913, dernier alinéa;

"L'art. 945, modifié par 38 Vict., ch. 13, semble exiger la présence en cause, d'un curateur à la substitution. Les appelés ne se trouvent pas représentés dans la présente cause."

La demanderesse prétendit qu'elle avait droit d'être mise en possession de sa part d'héritage, vu son âge de majorité, qu'il y a dans le testament de son grand-père soit un legs direct, soit une substitution:

C. C. 888, 891, 944.

*Cupples v. Martin*, 5 Leg. News, 428.

La Cour a maintenu l'action par le jugement suivant:

"La Cour, etc.....

"Attendu, etc. (voir citations ci-dessus du testament).

"Attendu que la demanderesse par son action intentée contre le défendeur nommé exécuteur testamentaire du dit Charles Desjardins par le dit testament, est une fille majeure née du légitime mariage du dit Magloire Desjardins, mentionné dans la disposition susdite du dit testament, et qu'elle était née lors du décès du dit Charles Desjardins, et elle conclut à ce que le défendeur es-qualités soit condamné à lui payer la somme de \$1591.71, représentant sa part dans la succession de son grand-père le dit Charles Desjardins;

1880.

Desjardins  
Belleroose

1888.  
Desjardins  
v.  
Bellerose.

" Attendu que le défendeur a produit une déclaration qu'il n'a aucun intérêt dans la présente cause; qu'il désire que les droits de chacun soient également sauvegardés, et qu'il est prêt à payer à la demanderesse tout ce qui peut lui être dû pourvu qu'il ne puisse être inquiété plus tard par aucun intéressé à propos de ce paiement; que le père de la demanderesse lui a fait défense à lui, le défendeur, de payer à la dite demanderesse à sa majorité, ou à aucun de ses frères ou sœurs leur part d'héritage, vu que d'après le testament de feu Charles Desjardins une substitution fut créée en faveur des enfants futurs de Magloire Desjardins; que le défendeur *es-qualité*, n'ayant aucun intérêt dans la présente cause déclare s'en rapporter à la justice et être prêt à se soumettre à la décision du tribunal;

" Considérant que les enfants à naître du dit Magloire Desjardins et qui n'étaient ni nés, ni conçus lors du décès du testateur ci-dessus mentionné, ne peuvent être légataires directs en vertu du dit testament, et que les seuls droits qu'ils pourraient peut-être réclamer seraient d'être considérés comme appelés à une substitution qui résulterait, des termes de ce testament;

" Considérant que même en cas de substitution, les enfants vivants lors du décès du testateur auraient le droit de recueillir comme grevés de substitution, à la charge de rendre à leurs frères ou sœurs qui naîtraient dans la suite;

" Considérant que dans tous les cas, le défendeur ne peut retenir les dits biens, et que l'action de la demanderesse est bien fondée;

" A maintenu et maintient l'action de la dite demanderesse, et a condamné le défendeur *es-qualité* à payer à la dite demanderesse la dite somme de \$1,591.71 et les dépens, distraits, etc."

*J. J. Beauchamp*, avocat de la demanderesse.

*Trudel, Charbonneau & Lamothe*, avocats du défendeur *es-qualité*.

(J. J. B.)

20 février 1889.

Coram WURTELE, J.

LECLAIRE ET AL. V. BEAULIEU.

*Billet promissoire—Election de domicile—Déclinatoire—  
Réponse en droit.*

JURÉ:—1<sup>o</sup>. Que lorsqu'un débiteur signe en dehors du district de Montréal un billet promissoire daté de Montréal et payable à Montréal, il fait une élection de domicile qui donne juridiction, en cas de poursuite sur ce billet à la Cour Supérieure de ce dernier district, quand même la dette aurait été contractée en dehors du dit district; 2<sup>o</sup>. Qu'une exception déclinatoire sous ces circonstances peut être renvoyée sur réponse en droit.

L'action est pour une balance de trois billets promissoires de \$200 chaque, datés à Montréal les 15 et 17 janvier 1888, et payables à la Banque du Peuple, à Montréal. Le défendeur produit une exception déclinatoire alléguant: 1<sup>o</sup>. Parce qu'il appert au bref que le défendeur a son domicile dans le district de Rimouski; 2<sup>o</sup>. Parce qu'il appert au bref que l'action n'a pas été signifiée personnellement au défendeur dans le district de Montréal; 3<sup>o</sup>. Parce que le droit d'action n'a pas pris naissance dans le district de Montréal, mais à Rimouski, où la vente des marchandises a été faite, où les marchandises ont été livrées et où les billets ont été signés.

Les demandeurs répondirent en droit à cette exception déclinatoire en demandant immédiatement le renvoi; 1<sup>o</sup>. Parce qu'il appert à la face même des billets qu'ils ont été faits, consentis et signés à Montréal; 2<sup>o</sup>. Parce qu'en signant les dits billets, le défendeur a, par là même, fait élection de domicile à Montréal, et que par cela, la Cour Supérieure du district de Montréal a pleine juridiction pour juger cette cause.

La Cour a maintenu cette réponse en droit et a renvoyé l'exception déclinatoire par le jugement suivant:—

"The Court, etc.....

"Seeing that the action in this cause is founded upon three promissory notes made by the defendant and pay-



1899.  
Leclaire  
Beaulieu.

able at Montreal; and purporting to have been signed at Montreal aforesaid, and that the declinatory exception alleges that the said promissory notes were in reality signed at Amqui, in the district of Rimouski, where the defendant is domiciled, and that consequently this Court sitting at Montreal has no jurisdiction to summon the defendant before it ;

"Considering that the answer in law assumes, for the purposes of the case, the truth of the allegations of the declinatory exception, and that it was therefore unnecessary to inscribe the cause for proof on the said declinatory exception ;

"Considering that in signing the said promissory notes as if they had been made and signed in Montreal, the defendant constructively made for the purposes thereof an election of domicile at Montreal and submitted himself to the jurisdiction of the Courts there ;

"Considering, therefore, that the answer in law to the said declinatory exception is well founded ;

"Doth maintain the said answer in law, and doth dismiss the said declinatory exception, with costs, of which distraction is granted, etc."

*T. C. DeLormier*, avocat des demandeurs.

*Sicotte & Murphy*, avocats du défendeur.

J. B.)

no  
ou  
ma  
le  
qu  
cui  
ma  
con  
sais  
dan  
gau  
par  
fair  
mou  
dest  
tout  
reco  
peur  
maît

7 octobre 1888.

Coram DOHERTY, J.

COALLIER v. THE DOMINION OIL CLOTH  
COMPANY.*Manufacturier—Responsabilité—Négligence—Machines—  
Maitres et serviteurs.*

- JURÉ:—1o. Qu'un manufacturier qui emploie un ouvrier pour faire un ouvrage dangereux, est tenu de prendre toutes les précautions possibles pour diminuer le danger, de manière à ne pas exposer l'ouvrier à un danger déraisonnable;
- 2o. Qu'un manufacturier est obligé de tenir ses machines et son mécanisme en bonne condition, et dans un état n'offrant pas de danger pour ses employés;
- 3o. Qu'un manufacturier qui emploie, ordonne ou permet à ses ouvriers de changer les courroies des poulies qui servent à faire mouvoir les machines de sa manufacture pendant que les essieux, les poulies et les courroies sont en mouvement, augmente imprudemment le danger auquel l'ouvrier est exposé, et est coupable de négligence et responsable des accidents qui peuvent arriver à son employé.

Le demandeur dans son action allègue que lui et un nommé J. B. Duclos, son compagnon, étaient chargés des ouvrages de menuiserie et réparations nécessaires à la manufacture de la défenderesse; que vers le 8 mars 1887, le surintendant de la manufacture lui donna ordre ainsi qu'à son compagnon de remplacer l'une des courroies de cuir servant à la distribution de la force motrice de la machinerie, et ce vers le soir alors que le crépuscule était commencé; que pendant qu'il était à cet ouvrage, il fut saisi entre la courroie et l'arbre de couche et emporté dans les révolutions du *shaft*, jusqu'à ce que son bras gauche fut complètement arraché; que ce malheur arriva par la faute de la défenderesse qui n'aurait pas dû faire faire cet ouvrage pendant que les machines étaient en mouvement; qu'en outre, il aurait dû y avoir des crochets destinés à immobiliser la courroie déplacée, comme dans toute manufacture bien tenue; que depuis la défenderesse, reconnaissant son erreur, fait toujours arrêter la vapeur au cas de réparation à faire. Le demandeur réclamait une indemnité de \$7,800.

1888.  
 Coallier  
 v.  
 Dominion Oil  
 Cloth Co.

La défenderesse a plaidé en niant sa responsabilité et en en rejetant la faute sur le demandeur.

Le demandeur obtint \$666, plus une pension de \$2.50 par semaine durant sa vie entière comme indemnité, par le jugement suivant :—

" The Court, etc.....

" Seeing that this is an action for damages by which plaintiff declares that he being hired and engaged by defendants to work for them at his trade, as a carpenter, and so hired as such, and whilst so working, he was ordered by them and their authorized agent to engage, temporarily, in other and different work for which he had not been so hired, or engaged, to wit: to assist in removing and replacing pulley belts (*courroies*) used in working and making oil cloth by machinery in their work, carried on for that purpose, and which other work was and is of an unusually dangerous nature as alleged by plaintiff, and of a kind to which he had not been accustomed, nor so engaged to do; that the machinery and appliances furnished by defendants for removing (taking off) and replacing of said belt were not properly adapted to his work, and dangerous in the use thereof for that purpose, and were so carelessly and negligently furnished by defendants, regardless of the safety of plaintiff and their other employees using the same, and that in using the same for the purpose aforesaid, the plaintiff became entangled therein and was carried and dragged over and around the revolving main shaft which carried and drove said works, and caught and held in one of the pullies thereon during ten or twelve revolutions, and until his left arm was torn from his body, when he fell to the floor, leaving his arm suspended in the pulley where it had been so caught;

" That by the negligence of defendants in failing to provide proper and safe means operating as aforesaid, and the incompetence (*imperitia*) of their préposé, Duclos, in the premises, the plaintiff was so terribly injured and crippled and disabled for life, being then a young man of thirty-five years of age, and suffered and still suffers

1898.

Coallier  
v.  
Dominion Oil  
Cloth Co.

excruciating pain of mind and torture of body, rendered incapable of earning a livelihood for himself and family of several children, and doomed to so suffer during the rest of his life, and plaintiff claims damages by reason of the premises in the sum of \$7,800 ;

"And seeing that defendants pleaded a general denegation, and that the injuries sustained by plaintiff were the result of his own carelessness and negligence, and non-responsibility on the part of defendants ;

"And considering that plaintiff hath proved the material allegations of his declaration, and more particularly that the means and appliances so furnished by defendants, consisting of a loose, light common ladder laid up on and against and resting on a round polished revolving main shaft which carried and operated by means of pulleys thereon defendants' works and machinery, and on which loose ladder resting on said revolving shaft, plaintiff was standing and obliged to stand in order to unlace and take off a six inch revolving belt from one of said pulleys at the time of said accident to plaintiff, were insufficient and inadequate to protect him from the risk and danger of such an operation under such circumstances, and that the same were positively insufficient and dangerous ;

"And considering that the master is bound not to expose his servant to unreasonable risks, and that ordering him to perform the work aforesaid under the circumstances was exposing plaintiff unnecessarily to danger and unreasonable risks ;

"And considering that the work in question being a work of danger, the master, the defendant, was bound to exercise due care in order to have his tackle and machinery in a safe and proper condition, so as to have protected plaintiff against unnecessary risks, and that defendant did not exercise such due care in this case, and that plaintiff hath suffered in consequence injuries, the possibility of which was not involved or contemplated in the nature of the service he was hired to perform, to wit, carpenter work as aforesaid ;

Qualifier  
 Dominion Oil  
 Cloth Co.

"Considering that the defendants in this cause were guilty of fault (*faute*) and negligence in ordering and permitting plaintiff to engage in the changing of said belts as aforesaid whilst the shaft, pulleys and belts were in motion, thus greatly increasing the distraction of plaintiff and the danger of the complicated operation he was so ordered to participate in performing at the time ;

"Considering, therefore, that the principal and determining cause of the injury to plaintiff and damages in question was the fault and negligence of the defendants as aforesaid, and as otherwise established by the proof of record, and that defendants have failed to establish the allegations of their pleas to this action,—dismissing the same said pleas and declaring plaintiff entitled to damages, and seeing the value of plaintiff's earning at the time of the said accident and the date thereof, to wit, the 8th of March, 1887;—Doth, for the amount of damages sustained by plaintiff up to the first of October, 1888, eighteen months and one half, by reason of said premises, adjudge and condemn said defendants to pay to said plaintiff the sum of \$666 for his damages since the date of the accident ;

"And considering that whilst plaintiff must continue during the rest of his life-time to suffer damages by reason of the premises, yet exact data in his behalf being wanting, upon which to grant any certain lump sum (*une fois payée*) ; the defendants are further condemned to pay to plaintiff during his life-time an annual life rent, *une rente annuelle et viagère*, of \$2.50 per week, not in all to exceed the whole amount claimed by this action ; with interest on said above first mentioned sum of \$666 from this day, and costs of suit, *distracts*, etc."

J. A. David, avocat du demandeur.

F. L. Béique, avocat de la défenderesse.

(J. J. B.)

4 octobre 1888.

Coram MATHIEU, J.

## TOMBYLL v. DAME SARAH O'NEILL.

*Action en nullité de mariage—Provision pour frais.*

*Juré*—Que la femme poursuivie en nullité de mariage a droit à une provision pour frais du procès, et que cette provision doit être proportionnée à ses besoins et aux facultés du mari.

Le 11 juin 1888, le demandeur intenta une action en nullité de mariage contre son épouse, alléguant que lors de leur mariage la défenderesse, qui s'était représentée comme veuve, ne l'était pas, et que son premier mari vivait encore.

La défenderesse comparut et plaida en droit et en fait.

Après la contestation liée, la défenderesse fit motion demandant à ce que le demandeur fût condamné à payer à ses avocats une somme de \$100 comme provision de frais, elle était trop pauvre pour pourvoir à sa défense; elle appuya sa motion d'affidavits, et le demandeur résista à cette motion avec des affidavits contraires.

La Cour accorda une provision de frais de \$100 comme suit:—

“ La Cour, etc.....

“ Attendu que le demandeur par son action, demande que son mariage avec la défenderesse soit déclaré nul;

“ Attendu que par sa dite motion, la défenderesse demande qu'il soit ordonné au demandeur de payer aux avocats de la dite défenderesse la somme de cent piastres comme provision de frais, pour l'aider à se défendre à la présente action, et à ce que tous les procédés en la présente cause soient suspendus jusqu'au paiement de cette somme;

“ Considérant que la femme poursuivie en nullité de mariage, a droit à une provision pour frais du procès, et que cette provision doit être proportionnée à ses besoins et aux facultés du mari;

“ Considérant qu'il est établi que la femme défende-



1886  
Tombyll  
O'Neill.

resse n'a pas les moyens de se défendre dans la présente cause, et que le mari n'a pas fait preuve d'une manière satisfaisante qu'il ne peut lui payer la somme demandée ;

"A accordé et accorde la motion de la dite défenderesse, et a ordonné et ordonne au demandeur de payer à la dite défenderesse, ou à ses avocats, la dite somme de \$100, et ordonne que tous les procédés en cette cause soient suspendus jusqu'au paiement de la dite somme."

*J. A. St-Julien*, avocat du demandeur.

*McGibbon, Major & Claxton*, avocats de la défenderesse.

(J. J. B.)

8 mai 1889.

*Coram* MATHIEU, J.

PERRAULT v. TESSIER.

*Vente de créances—Faillite—Encan public—Dol et fraude—Garantie—Nullité.*

**Juré** :—Qu'une personne qui a déjà acheté à l'enchère publique, d'un curateur à une faillite, les livres et créances du failli, et qui fait revendre ces mêmes créances à l'encan public par un encanteur, après avoir fait dans les livres des fausses entrées et avoir préparé une liste fausse, y incluant des comptes qui n'ont jamais existés ou qui avaient été payés, sur laquelle liste la vente publique aurait eu lieu, commet un dol suffisant pour entacher la vente de nullité ; et que cette vente sera annulée quand même il serait prouvé qu'elle a eu lieu sans garantie aucune, pas même de l'existence des créances.

Le demandeur allègue dans sa déclaration qu'il aurait, le 14 novembre 1884, acheté les créances du failli, Joseph Courtemanche, de Chambly, vendus par les comptables "Nelson & Dupuy" à la réquisition du défendeur, à raison de dix-sept centins dans la piastre, sur une liste de crédits s'élevant à la somme de \$2,826.71, pour laquelle il aurait payé \$480.54, outre une commission de \$4.81 ; qu'après avoir eu la possession des livres du failli, il aurait comparé la liste avec les dits livres et aurait découvert qu'elle était fausse, que les créances ne s'élevaient réellement qu'à la somme de \$926.20 ; que la balance n'ap-



1889.

Perrault  
Toussier.

parait pas du tout aux dits livres qu'y apparaissent comme payés, et que même diverses créances ont été entrées deux fois; que toutes ces fausses entrées avaient été faites par le défendeur qui d'abord avait lui-même acheté ces créances à dix centins dans la piastre, et qui, pour les revendre avec bénéfice, avait frauduleusement falsifié les livres, et fait la dite liste fausse pour tromper les acheteurs; qu'au moyen de ces artifices il avait en effet trompé le demandeur, qui n'aurait pas acheté s'il eût connu ces faits, et aurait bénéficié par sa susdite fraude. Le demandeur dans ses conclusions demandait la nullité de la dite vente et le remboursement de ses \$480.54 et \$4.81.

Le défendeur nia les faits, et plaida spécialement que la dite vente avait été faite sans garantie aucune, pas même de l'existence d'aucune des créances; que le demandeur avait acheté non pas nommément chaque crédit, mais avec l'espoir d'une spéculation plus ou moins aléatoire; que le défendeur connaissait lui-même les dits livres que très-imparfaitement et avait refusé lors de la vente de donner aucun renseignement ou garantie; et il alléguait en outre que la liste était correcte et que les marques et changements qui se voyaient dans les livres avaient été faits par le demandeur ou par ses employés.

Après l'audition de la preuve et le rapport d'un auditeur, la Cour a maintenu l'action par le jugement qui suit:—

“La Cour, etc.....

“Attendu que le demandeur allègue dans sa déclaration, que, le 14 novembre 1884, des nommés John Nelson et Dupuis, comptables de la cité de Montréal, suivant la réquisition du défendeur, firent vendre, à la criée publique, par Watt & Watt, encanteurs, suivant une liste de crédits alors exhibée, les livres du nommé Joseph Courtemanche, marchand failli, du village de Chambly, au montant de \$2,826.71, qui furent adjugés au demandeur, pour le prix de dix-sept centins dans la piastre, s'élevant à \$480.54, plus la commission des encanteurs \$4.81; que le demandeur fut ensuite requis de se présenter chez Nelson et Dupuis, avec un reçu du prix de

1880.  
Perrault  
v.  
Tessier.

vente, et un ordre des encanteurs pour avoir les livres ; qu'après avoir obtenu la possession des livres, le demandeur les compara avec la dite liste sur laquelle la vente avait été faite, et découvrit qu'elle était fautive, et que les crédits de la faillite Courtemanche ne s'élevaient qu'à la somme de \$926.20, et que cette liste, sur laquelle la vente avait été faite, comportait des créances au montant de \$1,900.58, qui n'apparaissent pas aux livres ou qui apparaissent payées ou acquittées ; que, de fait, cette liste comportait, comme crédits existants, diverses sommes s'élevant à \$988.21, bien que ces sommes apparaissent comme payées dans les livres de Courtemanche ; qu'elle comportait aussi comme crédits existants diverses sommes s'élevant à \$859.42, bien que ces sommes n'apparaissent même pas dans les dits livres ; qu'elle comportait encore divers crédits s'élevant à la somme de \$52.91 qui existent dans les livres de Courtemanche, mais qui ont été entrés deux fois dans la liste, ce qui en double le montant ; qu'ainsi les crédits existant dans les livres ne s'élèvent qu'à la somme de \$926.20, tandis que les crédits vendus par la liste s'élevaient à \$2,826.73 ; qu'avant d'encherir, le demandeur a examiné cette liste, et voyant les noms de plusieurs qu'il connaissait parfaitement solvables, et représentant un montant considérable de crédits, il les a achetés dix-sept centins dans la piastre ; mais qu'il appert aux livres mêmes que ces personnes solvables avaient payé leur compte ; que si le demandeur eût su que les entrées concernant ces personnes dans la dite liste, étaient fautes il n'aurait pas acheté ; que cette vente est entachée de fraude et de nullité ; que dans le but de faire enchérir le demandeur, et de lui faire acheter les livres, le défendeur a fait préparer cette fautive liste, sur des entrées fautes faites par lui-même, dans les livres de Courtemanche ; que ces fautes entrées se composent de comptes que le défendeur a tiré en partie des livres où ils apparaissaient comme payés et acquittés, et qu'il a aussi compris dans ces entrées, un grand nombre de comptes qui n'existaient pas dans les livres, et qu'afin de tromper les enchérisseurs, il n'a pas fait transporter les livres à la salle des encanteurs, où se

fi  
te  
li  
p  
pi  
cr  
n  
co  
pr  
en  
du  
les  
pla  
que  
auc  
Par  
cho  
con  
de b  
péri  
"   
sait  
ainsi  
laqu  
faite  
n  
ance  
vente  
créan  
" O  
des ex  
dernie  
pour  
du di  
" A  
donné  
livres  
vente

1889.  
Perrault  
v.  
Toussier.

faisait la vente, n'exhibant que la liste; que quelque temps avant cette vente, le défendeur avait acheté ses livres, sur une liste montrant les crédits à une somme de peu près \$1,000, et ce moyennant dix centins dans la piastre, et qu'il a ensuite collecté un grand nombre de ces crédits; et il conclut à ce que la dite vente soit déclarée nulle et entachée de fraude, et à ce que le défendeur soit condamné à lui rembourser la dite somme de \$480.84, prix de vente, plus \$4.81, montant de la commission aux encanteurs avec intérêt sur ces deux sommes, à compter du 14 novembre 1884, et les dépens, le demandeur offrant les livres en question;

"Attendu que le défendeur a, par un premier plaidoyer, plaidé que la vente a été faite sans garantie, et aux risques de l'acheteur, qui aurait été averti qu'il n'y avait aucune garantie, pas même que les créances existaient. Par un autre plaidoyer, le défendeur allègue, entre autres choses, que la liste sur laquelle la vente a été faite est conforme aux livres, et surtout que cette vente a été faite de bonne foi, et sans aucune garantie, et aux risques et périls de l'acheteur;

"Attendu qu'il a été prouvé que le défendeur connaissait parfaitement que la plupart des créances qu'il faisait ainsi vendre n'existaient point, et que cette liste sur laquelle la vente a eu lieu a été faite, sur des entrées fausses faites dans les livres par le défendeur lui-même;

En conséquence, que le demandeur en achetant ces créances avait raison de croire que la liste sur laquelle la vente avait lieu était faite de bonne foi, et comprenait des créances apparaissant vraiment dues dans les livres;

"Considérant qu'en faisant ainsi faire cette liste sur des entrées fausses, faites par le défendeur lui-même, ce dernier a trompé le demandeur, et que ce dol est suffisant pour faire annuler la dite vente, et renvoyer les défenses du dit défendeur;

"A maintenu et maintient l'action du demandeur, et a donné et donne à ce dernier acte de l'offre qu'il fait des livres de crédit vendus, et a déclaré et déclare la dite vente nulle, comme ayant été obtenue par dol et fraude,

1889,  
Perrault  
v.  
Tessier.

et a condamné et condamne le dit défendeur à rembourser au demandeur la somme de \$485.35 courant, savoir, \$480.54, prix de la dite vente, et \$4.81, montant de la commission payée aux dits encanteurs, avec intérêt sur la dite somme de \$485.35, à compter du 14 novembre 1884, et les dépens dont distraction est accordée, etc."

*Lacoste, Bisailon & Brosseau*, avocats du demandeur.

*A. Mathieu*, avocat du défendeur.

(J. J. B.)

27 mars 1889.

*Coram* WURTELE, J.

LALLEMAND, failli, STEVENSON, curateur, et  
SMITH ET AL., requérants.

• *Faillite—Vendeur non payé—Privilage—Délais.*

Jugé:—Que le privilège du vendeur d'être payé avant tout autre créancier à l'exception du locataire et du gagiste, sur le produit de la vente de la chose vendue par lui, lorsqu'elle est encore dans les mêmes conditions et qu'il n'est plus dans les délais pour la revendiquer, peut s'exercer même après les quinze jours qui suivent la vente, dans un cas de faillite.

Le requérant en cette cause est un vendeur non payé qui réclame le privilège d'être payé par préférence sur le produit de la chose vendue, suivant l'article 2000 du Code Civil.

La requête du créancier allègue que le 5 février 1889, le requérant vendit au failli certaines marchandises qu'il décrit au long; que le 27 février 1889, le failli aurait fait cession judiciaire de ses biens, sans avoir payé le prix de ces marchandises qui sont encore dans le même état que lorsqu'il les a délivrées, et que le curateur refuse de le considérer comme privilégié sur le produit de la vente de ces articles; il conclut à ce qu'il soit déclaré privilégié, et à ce que le curateur soit condamné à lui remettre les dites marchandises, ou à ce qu'elles soient vendues séparément, et à ce qu'il soit payé par préférence sur le produit d'icelles.

Le curateur répondit à cette requête en disant que les marchandises avaient été livrées le 4 février 1889, et que la cession de biens du débiteur avait été faite le 27 février 1889; que les effets étaient encore dans les mêmes conditions, mais que le vendeur n'avait plus de privilège sur eux, et concluait au renvoi de la requête.

La Cour, appliquant l'article 2000 du Code Civil, accorda la requête en ces termes :—

"The Court, etc...."

"Doth order that the goods which are agreed to be in the same condition as when delivered by the petitioners to the insolvent, are declared to be subject to the privilege mentioned in the latter portion of article 2000 of the Civil Code, and be sold separate, and said curator is ordered to keep a separate account of their proceeds, with costs against the said insolvent's estate, *distrains*, etc."

*Béique, Lafontaine & Turgeon*, avocats du requérant.  
*Atwater & Mackie*, avocats du curateur.

(J. J. B.)

3 mars 1889.

Coram TELLIER, J.

COLLETTE ET AL. V. LEWIS ET AL.

*Vente—Livraison—Dommages—Dannum emergens—Lucrum cessans—Perte de clientèle.*

- Jugé :—1o. Qu'un vendeur qui a accordé un délai pour payer ne peut pas refuser de livrer la marchandise vendue, à moins que l'acheteur ne soit devenu insolvable;
- 2o. Que s'il refuse d'en faire livraison, sans avoir cette raison, il sera responsable des dommages que l'acheteur en souffrira; et que ces dommages sont la perte des profits que l'acheteur avait déjà faits ou était de faire sur la vente de ces marchandises, mais qu'ils ne peuvent s'étendre à une prétendue perte de clientèle, plus ou moins certaine, et qui n'a pas été apprécié réellement pécuniairement.

En avril 1887, les demandeurs achetèrent des défendeurs des marchandises au montant de \$580, prix des factures faites en Allemagne, lesquels devaient subir ici

1889.  
Perrault  
&  
Toussier.

1889.  
Collette  
v.  
Lewis.

une avance de 65 pour cent pour fret, douane, assurance, échange, etc. ; les conditions de la vente étaient 6 mois de délai de la réception des factures.

Les vendeurs livrèrent aux acheteurs des échantillons des marchandises, sur lesquels ces derniers commencèrent à les revendre à un bénéfice de 25 p. c. Quelques mois plus tard, alors que la moitié des marchandises était vendue à l'avance, sur ordre, les dites marchandises arrivèrent d'Allemagne. Les vendeurs envoyèrent aussitôt aux acheteurs les factures, mais lorsque ceux-ci se présentèrent pour prendre livraison, les vendeurs refusèrent, à moins qu'on ne leur donna des garanties, ce que les acheteurs refusèrent.

De là une action de la part des demandeurs réclamant \$1,000 tant pour la perte du profit déjà fait et pour celui qu'ils auraient pu réaliser, que pour le dommage causé à leur réputation de marchand et à leur crédit, et pour la perte de clientèle.

Les défendeurs plaidèrent que les demandeurs avaient déjà fait des affaires avec eux, et qu'ils avaient difficilement rencontré leurs obligations ; qu'ils avaient renouvelé deux fois des billets promissoires avant de les payer, et que même pour en être payés, les demandeurs avaient dû aller plusieurs fois à la banque. Néanmoins, le plaidoyer n'alléguait ni l'insolvabilité des demandeurs, ni le danger de la part des défendeurs de perdre leur créance.

Les demandeurs répondirent en droit, et le plaidoyer des défendeurs fut rejeté.

La Cour accorda aux demandeurs leur demande quant aux dommages réels prouvés, mais n'accorda rien pour perte de clientèle ou dommage au crédit et à la réputation de marchand, la preuve en ayant été générale, et aucun dommage réel, spécial, n'ayant été prouvé.

Voici le jugement :—

“ La Cour, etc.....

“ Considérant que les demandeurs allèguent qu'en avril 1887, les demandeurs ont acheté des défendeurs, une certaine quantité de marchandises s'élevant, avec les frais de douane et de fret à plus de \$700, livrables plus tard et

pay  
ma  
me  
ma  
com  
que  
men  
une  
écha  
que  
dite  
en f  
qu'e  
fact  
avai  
était  
deur  
raiso  
men  
dise  
que  
livre  
possi  
avai  
de m  
deur  
réput  
faire  
che  
perdre  
faire  
et la c  
tainem  
fende  
et leu  
de mil  
deur  
cluent  
de dro



1880.  
Collette  
v.  
Lewis.

payables à terme, savoir: à six mois de l'envoi des dites marchandises; que les défendeurs devaient préalablement livrer aux demandeurs les échantillons des dites marchandises, afin de permettre à ceux-ci de les vendre comme cela se pratique, suivant la coutume du commerce; que vers le 1er juin suivant, les défendeurs ont effectivement livré aux demandeurs les dits échantillons, avec une facture au montant de \$84.87, détaillant les dits échantillons et mentionnant les conditions de la vente; que les demandeurs disposèrent d'une bonne partie des dites marchandises, et les revendirent à leurs pratiques, en faisant sur chacune d'elles, un bénéfice considérable; qu'en juillet ou août 1887, les demandeurs ayant reçu la facture des dites marchandises, leur annonçant qu'elles avaient été expédiées le 18 juin précédant et qu'elles étaient en douane, à Montréal, ont demandé aux défendeurs de les leur livrer, mais que ceux-ci, sans cause ni raison valable, injustement, illégalement et frauduleusement, ont refusé de ce faire, et gardé les dites marchandises qu'ils ont revendues depuis à d'autres personnes; que par suite des refus réitérés par les défendeurs de livrer ces marchandises les demandeurs furent dans l'impossibilité de les livrer aux pratiques auxquelles ils les avaient revendues; que les défendeurs, en agissant ainsi de mauvaise foi et par leur faute, ont causé aux demandeurs des dommages considérables, à leur crédit et à leur réputation, les privant des bénéfices qu'ils auraient pu faire sur les dites marchandises, les exposant aux reproches et aux poursuites de leurs pratiques, et leur faisant perdre les ventes futures qu'ils auraient pu et pourraient faire aux dites pratiques, et que le manque de confiance et la crainte d'être trompé de nouveau, empêcheront certainement à l'avenir; que les dits dommages que les défendeurs ont ainsi causé aux demandeurs par leur faute et leur mauvaise foi, comme susdit, s'élèvent à la somme de mille piastres que les défendeurs doivent aux demandeurs pour les raisons susdites; et que ces derniers concluent à ce que la dite vente soit résiliée à toutes fins que de droit, à ce que les défendeurs soient condamnés à leur



1880.  
Collette  
v.  
Lewy.

payer la dite somme de \$1,000, moins celle de \$34.87, valeur des susdits échantillons, et à ce que cette dernière somme soit déclarée éteinte et compensée par une somme égale à être déduite sur les susdits dommages dus aux demandeurs par les défendeurs, avec intérêt du 30 décembre 1887, et les dépens ;

" Considérant que les défendeurs ont vendu aux demandeurs des marchandises coûtant \$580 en Allemagne d'où elles provenaient, et valant à Montréal où elles étaient livrables, 65 pour cent de plus que ce prix, en y comprenant les frais de fret et d'assurance, et les droits de douane, qui étaient à la charge des demandeurs ; que cette vente a été faite à termes de six mois de l'envoi ; que les défendeurs ont livré des échantillons de ces marchandises pour un montant de \$34.87 à l'effet de permettre aux demandeurs d'en effectuer les placements ; qu'à l'arrivée de ces marchandises, à Montréal, les défendeurs, lorsqu'ils ont été sommés d'en effectuer la livraison aux demandeurs, ont subordonné, à tort et sans droit, cette livraison à la dation, par ces derniers, de sûretés pour l'acquit du prix à l'échéance, alors que les demandeurs avaient déjà revendu, sur échantillons, une bonne partie de ces marchandises et pouvaient facilement écouler le reste, avec des bénéfices nets d'au moins vingt-cinq pour cent sur leur valeur réelle ; et que par suite les demandeurs n'ont pu avoir ces marchandises, ni réaliser ces bénéfices, par la faute des défendeurs ;

" Considérant que de tous les faits de la cause naît la preuve que les défendeurs ont omis, par une simple prétention illégale, d'accomplir leur obligation ; mais que rien ne justifie que leur refus de livrer ces marchandises ait été déterminé par dol ou par fraude de leur part ;

" Considérant néanmoins que toute obligation en cas d'inexécution se résout en dommages intérêts qui sont une suite immédiate et directe de cette inexécution ; que les dommages intérêts doivent être de la perte faite et du gain manqué, et ceux qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir au temps où l'obligation a été contractée ;

" Considérant que les défendeurs doivent, dans les cir-

Dna.  
Collette  
Lewis.

constances, indemniser les demandeurs des bénéfices dont ils ont été privés, par leur faute; mais qu'il n'y a pas lieu, par la preuve, d'allouer à ces derniers des dommages intérêts pour une prétendue perte de clientèle qui n'est pas établie de manière à pouvoir être appréciée pécuniairement;

"Considérant qu'en raison de cette inexécution du contrat, et de l'époque à laquelle se placent les dites marchandises, il convient de prononcer la résiliation demandée, en déterminant les dommages intérêts auxquels les demandeurs peuvent avoir droit;

"Considérant que des faits sus-énoncés il y a lieu de fixer à \$209.87 les dommages intérêts dus aux demandeurs pour le gain dont ils ont été privé, et dont les défendeurs doivent être tenus à leur égard; et qu'en comprenant ces dommages-intérêts jusqu'à concurrence de \$84.87, valeur des dits échantillons, les demandeurs restent créanciers des défendeurs pour la balance, savoir, \$175; déclare la dite vente de marchandises résiliée à toutes fins que de droit, condamne les défendeurs à payer aux demandeurs la dite somme de cent-soixante-quinze piastres, courant, à titre de dommages-intérêts pour réparation du préjudice résultant de privation de bénéfices qu'ils leur ont occasionné par le défaut de livraison des dites marchandises, dit qu'il n'y a pas lieu à dommages-intérêts pour prétendue perte de clientèle, renvoie la demande pour le surplus réclamé, et condamne les défendeurs aux dépens, dont distraction est accordée, etc."

*J. J. Beauchamp*, avocat des demandeurs.  
*Macmaster, Hutchinson & Weir*, avocats des défendeurs.

(J. J. B.)

18 mai 1889.

Coram TASCHEREAU, J.

DEVIN v. DAME E. VAUDREY ET VIR.

*Femme séparée de biens—Marchande publique—Action qui tam*  
—Art. 981, C. P. C.

- JURÉ :—1o. Que dans une action *qui tam*, l'allégation que le défendeur a fait commerce depuis le mois de juillet au 30 septembre 1877, est suffisante quant à la description du commerce fait et à la date où ce commerce a été fait; il n'est pas nécessaire d'indiquer des faits particuliers;
- 2o. Que l'article 981 du C. P. C. s'applique aussi bien aux femmes contractuellement séparées de biens qu'à celles qui le sont judiciairement, et qu'il n'a pas été abrogé par 48 Vict., ch. 29;
- 3o. Que la déclaration exigée par cet article doit être faite sans délai;
- 4o. Qu'une action *qui tam* intentée sous le Statut Refondu exigeant l'enregistrement de toute société commerciale est distincte d'une action *qui tam* sous l'article 981 C. P. C., et que les deux actions peuvent être intentées contre la même personne si elle ne s'est pas conformée à la loi ni dans l'un ni dans l'autre cas.

L'action est portée tant au nom de la Couronne que personnellement en recouvrement de la pénalité de \$200 contre la défenderesse, femme contractuellement séparée de biens de son époux, pour avoir, depuis le mois de juillet 1887 jusqu'au 30 septembre 1887 fait commerce, à Montréal, sans avoir fait enregistrer ni au greffe de la Cour Supérieure, ni au bureau d'enregistrement, une déclaration suivant l'article 981 du Code de Procédure Civile, obligeant toute femme séparée de biens et qui fait commerce comme marchande publique de faire ces déclarations.

La défenderesse plaida en droit :

- 1o. Qu'aucune date fixe n'était alléguée du temps que la défenderesse aurait fait commerce; 2o. Qu'aucun acte spécial de commerce n'est allégué, ni décrit; 3o. que l'article 981 du Code de Procédure Civile, s'applique seulement aux femmes séparées de biens judiciairement, et non aux femmes contractuellement séparées de biens; 4o. que cet article a été rappelé par 48 Vict., ch. 29, savoir, le ch. 65 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada; 5o.

que la défenderesse avait 60 jours pour faire enregistrer sa raison sociale et qu'il ne paraît pas par la déclaration que ce délai fut expiré lorsqu'elle a fait commerce. En fait, la défenderesse plaida que le demandeur avait intenté une autre action *qui tam* pour la même pénalité de \$200 parce que la défenderesse avait fait seule affaire, sans produire de déclaration suivant la loi, sous la raison sociale de "Victor Olivon et Cie." qu'il y avait litispendance, cette dernière cause étant encore pendante.

La Cour a maintenu l'action par le jugement suivant :—  
"La Cour, etc.....

"Attendu que la défenderesse, Dame Marie Elizabeth Vaudrey, *alias* Vaudry, épouse contractuellement séparée de biens du défendeur Victor Olivon, est poursuivie par le demandeur qui réclame d'elle, par la présente action *qui tam*, la pénalité de \$200 édictée par l'article 981 du Code de Procédure pour avoir, la dite défenderesse, en contravention au dit article, en juillet, août et septembre 1887, avant d'avoir remis au protonotaire du district de Montréal, et au régistrateur de la division d'enregistrement de Montréal-Est, où elle faisait le dit commerce, une déclaration ainsi qu'exigé par le dit article ;

"Attendu que la défenderesse a plaidé en droit les divers moyens qui suivent et qui ont été réservés au mérite de la cause, savoir : Insuffisance des allégations de la déclaration quant à la date de l'infraction reprochée à la défenderesse et quant aux actes particuliers de commerce qu'elle aurait fait en contravention à la loi ; la non application de l'article 981 du Code de Procédure au cas de la défenderesse, cet article ne s'appliquant qu'aux femmes séparées judiciairement ; abrogation du dit article rappelé par l'acte 48 Victoria, chapitre 29 ; délai de soixante jours accordé par la loi à la défenderesse pour faire enregistrer la raison sociale sous laquelle elle devait faire commerce, rien dans la déclaration ne faisant voir que la défenderesse n'était pas dans ce délai lorsque les actes de commerce qu'on lui reproche ont pu avoir été commis ; illégalité des conclusions, en autant que le de-

1888.  
Devlin  
v  
Vaudey.

mandeur conclut à ce que moitié de la pénalité lui soit payée, et l'autre moitié à une personne qui ne poursuit pas ;

" Attendu que la défenderesse plaide en outre litispendance, alléguant que par action portée devant cette Cour sous le No. 1781 des dossiers d'icelle, le demandeur a poursuivi la défenderesse pour recouvrer la même pénalité de \$200 " pour avoir, à partir du 1er juin 1887, à venir au 30 septembre 1887, fait affaire pour les fins du commerce à Montréal, dans le district de Montréal, seule, mais en se servant pour sa raison sociale d'une désignation autre que son propre nom; savoir, celle de " Victor Olivon et Cie," indiquant par là une pluralité de membres dans la dite raison sociale et ce, avant d'avoir remis au protonotaire de cette Cour et au régistrateur de la division d'enregistrement de Montréal-Est, où elle faisait affaires dans les soixante jours de la date de l'emploi pour la première fois de la dite raison sociale, une déclaration par écrit, signée par elle et contenant ses nom, prénoms, qualité et résidence et la raison sociale sous laquelle elle faisait ou avait l'intention de faire des affaires, et mentionnant en sus qu'aucune autre personne n'était associée avec elle, contrairement aux dispositions de l'acte 48 Vict., ch. 29 ;

" Attendu que le demandeur produit des réponses qui équivalent à des réponses et répliques générales ;

" Considérant que les moyens de droit invoqués par la défenderesse sont mal fondés ; que la déclaration énonce suffisamment la période de temps pendant laquelle la défenderesse aurait fait commerce contrairement aux dispositions de l'article 981 du Code de Procédure, qu'il n'était pas nécessaire d'indiquer des faits particuliers de commerce de sa part ; que le dit article 981 s'applique aussi bien aux femmes contractuellement séparées de biens qu'à celles qui le sont judiciairement ; que le dit article n'est abrogé ni formellement ni tacitement par l'article 48 Victoria, chapitre 29 ; que le dit article n'accorde pas un délai de soixante jours pour opérer l'enregistrement requis, et que les conclusions de la déclaration sont suffi-

santes et légales et sont celles requises dans les actions  
qui l'on ;

1888.  
Davis  
Vandrey.

"Considérant que le plaidoyer de litispendance est aussi mal fondé, l'action No. 1781 ayant été portée subsequmment à l'émission du bref d'assignation en la présente cause, et ayant pour objet le recouvrement d'une pénalité différente, encourue à raison d'une infraction qui n'est pas la même que celle reprochée à la défenderesse par la présente action ;

"Considérant que le demandeur a établi en preuve les allégations de sa déclaration et le fait de l'infraction reprochée à la défenderesse ;

"Considérant que l'enregistrement opéré le 30 septembre 1887 par la défenderesse de la déclaration exigée par le dit article 981, n'a pas eu l'effet de l'absoudre de l'infraction commise par elle durant les trois mois antérieurs, pour laquelle infraction elle est demeurée passible de l'amende édictée par le dit article et réclamée par la présente action ;

"Rejette les défenses et condamne la défenderesse à payer, par voie de pénalité, la somme de \$200, moitié à notre souveraine Dame la Reine, et moitié au demandeur, et les dépens, distraits, etc."

*Leboef & Dorval*, avocats du demandeur,  
*Augé & Lafortune*, avocats des défendeurs.

(J. J. B.)

1

8

1



6 mai 1889.

Coram WURTELE, J.

LA REINE v. ST-HILAIRE ET AL., et BLANCHARD,  
requérant.

*Juge des sessions de la paix—Certificat—Authenticité—Preuve  
testimoniale—Inscription en faux.*

Jugé:—Que le certificat donné par le juge des sessions de la paix, constatant qu'un caution pour la comparution d'un prisonnier avait été forfait par la non-comparution de ce dernier, est un acte authentique qui ne peut être contredit que par la voie de l'inscription en faux.

Le 18 janvier 1889, le demandeur obtint jugement contre le requérant pour \$100, montant d'un cautionnement donné devant le juge des sessions de la paix pour la comparution d'un prisonnier du nom de St-Hilaire. Le défendeur Blanchard, condamné avec le prisonnier St-Hilaire et l'autre caution comme susdit, se pourvoit par requête contre ce jugement, alléguant erreur, et que chaque fois que le dit St-Hilaire a été appelé en Cour il a répondu à son nom et n'a jamais fait défaut.

Après la contestation liée sur cette requête, lors de l'enquête, le requérant fit la question suivante au dit St-Hilaire :

" Q.—N'est-il pas vrai que vous étiez présent à la Cour de Police lorsque vous avez été appelé ? et que le certificat du juge Desnoyers qui constate que vous avez fait défaut, n'est pas exact ? "

" Objecté à cette preuve par le demandeur, parce qu'on ne peut prouver par témoin des faits de cette nature. "

" Objection renvoyée par la Cour. " (Johnson, J.)

Le 4 avril, le demandeur fit motion à la Cour Supérieure pour faire réviser ce jugement du juge à l'enquête, alléguant que la preuve testimoniale ne pouvait être admise pour contredire un acte authentique ; que la question du requérant était illégale et n'aurait pas dû être permise par le juge.

Par le jugement suivant, la Cour a renvoyé le jugement du juge à l'enquête et a maintenu l'objection :

" La Cour, etc.....

" Considérant que la question tend à contredire le certificat du juge des sessions de la paix, Desnoyers, déclarant forfait le cautionnement dont il est question en cette cause ;

" Considérant que les certificats de cette nature sont déclarés par l'article 2606 des Statuts Refondus de la province de Québec, et aussi par la section 22 du chapitre 179 des Statuts Refondus du Canada avoir force probante, faire foi de l'infraction et de la confiscation, et par conséquent qu'ils ne peuvent être contredits que par la voie de l'inscription en faux ;

" Renverse la dite décision à l'enquête et maintient la dite objection avec dépens, distraits, etc."

*L. P. Brodeur*, avocat de la demandresse.

*Augé & Lafortune*, avocats de l'intimé.

(J. J. B.)

6 mai 1889.

*Coram WURTELE, J.*

ACER, appelant, v. DEMONTIGNY, magistrat, et LA  
CITÉ DE MONTREAL, intimée.

*Cité de Montréal—Taxation—Manière de taxer—Termes généraux—Délégation de pouvoir.*

- Jugé:—1o. Que la cité de Montréal, lorsqu'elle exerce le droit qu'elle a, par sa charte, d'imposer des taxes par règlement, doit le faire en désignant d'une manière claire, déterminée et spécifique, quelle classe de personnes elle entend taxer ;
- 2o. Que la cité de Montréal ne peut pas imposer une taxe par des termes généraux, et ne peut pas non plus déléguer ses pouvoirs de manière à permettre aux cotiseurs d'inclure pour la taxe d'affaires certaines classes de personnes non spécialement désignées dans le règlement.

La cité de Montréal a passé un règlement imposant une taxe d'affaires, comme suit :

" Une taxe annuelle, dite 'taxe d'affaires,' est par le présent imposée et sera prélevée sur tous marchands,

1889.

Reg.

St. Hilaire

&  
Blanchard.

1888.  
Acer  
v.  
De Montigny  
&  
Cité de  
Montréal.

“ commerçants, manufacturiers, banques, banquiers, cour-  
“ tiers et changeurs, encanteurs, épiciers, boulangers, bou-  
“ chers, regrattiers, prêteurs sur gages, loueurs de che-  
“ vaux, tanneurs, inspecteurs d'alcalis, de lard, de bœuf,  
“ de farine, de beurre ou autre produit, ou leurs agents ;  
“ sur les compagnies de chemin de fer, de télégraphie,  
“ d'assurance, de bateaux ou vaisseaux à vapeur, ou leurs  
“ agents, faisant des affaires en la dite cité ; sur les pro-  
“ priétaires ou gérants de théâtres, salles de billards, jeux  
“ de quille ou autre jeux de ce genre ; et généralement  
“ sur tous commerces, manufactures, occupations, affaires,  
“ arts, professions, ou moyens de profit ou subsistance,  
“ qu'ils soient énumérés ci-dessus ou non, qui sont main-  
“ tenant ou qui seront par la suite faits, exercés ou en  
“ opération dans la dite cité ; laquelle dite taxe sera au  
“ taux de sept et demi pour cent sur la valeur annuelle  
“ des lieux occupés par les dites parties dans la dite cité  
“ dans lesquels elles font affaires ou exercent tels com-  
“ merces, manufactures, occupations, affaires, arts, profes-  
“ sions ou moyens de profit ou de subsistance.”

Les cotiseurs, se basant sur cette section du règlement, mirent le nom de l'appelant sur le rôle de cotisation comme sujet à la taxe d'affaires parce qu'il tenait un *rond de course*. La cité de Montréal poursuit l'appelant pour cette taxe, \$87.50, devant la Cour du Recorder le 7 février 1888. Ce dernier plaida par écrit qu'il n'était pas propriétaire du rond de course en question, mais il fut condamné par jugement de la Cour du Recorder le 11 avril 1888.

L'appelant se pourvoit par *certiorari*, alléguant que la cité de Montréal ne pouvait imposer des taxes par des termes généraux, qu'elle ne le pouvait faire que par un règlement décrivant spécifiquement quelle classe de personnes elle voulait taxer ; que les cotiseurs n'avaient aucun droit d'insérer le nom de l'appelant sur le rôle de cotisation, et que la Cour du Recorder avait excédé sa juridiction, puisque l'imposition de cette taxe était illégale.

Sur motion de l'appelant, le jugement de la Cour du Recorder fut cassé et annulé dans les termes suivants :—

“ The Court, etc.....

"Seeing, etc. (*facts of the cause*).

"Considering that in the case of municipal taxation, power must first be conferred upon the council of the municipality, and the council must then expressly legislate in virtue of such grant of power ;

"Considering that there must be a clear, express and specified legislative imposition of every tax to authorize its levy ;

"Considering that under the above recited section of the said amendment to the charter, the council of the city of Montreal had the power to impose a business tax on the persons engaged in the particular trades, occupations or business therein specially designated, and also on all other trades, occupations, business and means of profit, livelihood or gain which were carried on or exercised in the city, but that such tax had to be imposed specifically on each class of persons carrying on or exercising such other occupations, business or means of profit, livelihood or gain ;

"Considering that the council of the city could only use its power of taxation with respect to the business tax by express and specific legislative enactment, and could not by the use of general terms delegate a power to the assessors to impose taxation by inserting in the assessment rolls classes of persons not specifically mentioned in the by-law ;

"Considering that the by-law above mentioned on which the judgment or conviction is founded, does not impose the business tax, which the council was authorized to impose and levy, upon any such class of persons as keepers of face-courses ; and that such persons were, therefore, not subject to and liable for such business tax, and that the assessors had no authority to insert them in the assessment rolls, and that their insertion therein by the assessors without municipal legislative authority could not render them liable therefor ;

"Considering consequently that there is error in the judgment or conviction of the recorder ;

"Doth reject the said motion of the respondent and

1880.

Acer

De Montigny

&amp;

Cité de

Montréal.

1889.  
Acer  
v.  
De Montigny  
&  
Cité de  
Montréal.

doth maintain the said writ of *certiorari*, and quash and annul the said judgment or conviction, with costs, of which distraction is granted to, etc."

*Chapleau, Hall, Nicolls & Brown*, avocats de l'appelant.  
*Rouër Roy, C.R.*, avocat de l'intimée.

(J. J. B.)

5 avril 1889.

Coram WURTELE, J.

MARSAN v. MANDEVILLE.

*Jurisdiction—Retraxit—Déclinatoire.*

JURIS.—Que dans une action intentée au montant de \$200, lorsque le demandeur produit un *retraxit* de \$149.21, ne laissant qu'une balance réclamée de \$50.79, la Cour Supérieure n'a pas de juridiction, et l'action peut être renvoyée sur exception déclinatoire.

L'action était sur compte, *assumpsit*, au montant de \$200. Six jours après le retour de l'action le demandeur produisit un *retraxit* par lequel il se désistait de sa demande en partie, déclarant ne la continuer que pour \$50.79, et il fit avec ce désistement un dépôt de \$2.00 pour couvrir les frais de l'avocat du défendeur.

Le défendeur plaida par exception déclinatoire, alléguant qu'il avait été mal propos assigné devant la Cour Supérieure parce que par le susdit désistement du demandeur, il appert que la réclamation de ce dernier n'est que de \$50.79, et que la Cour de Circuit a seule juridiction au-dessous de \$100.

Le demandeur répondit que c'est le montant de la demande, et les conclusions de la déclaration qui déterminent la juridiction de la Cour; que la Cour ne peut prendre connaissance du *retraxit* qu'au mérite de l'action.

La cause ayant été inscrite sur l'exception déclinatoire, la Cour la maintint, et renvoya l'action par le jugement suivant:—

"La Cour, etc....."

"Considérant qu'il appert par le compte produit par le demandeur au soutien de sa demande que sa réclamation ne se montait, lors de l'institution de son action, qu'à la somme de \$50.79, et que partant, ce tribunal n'était pas compétent dans l'espèce ;

"Maintient la dite exception déclinatoire, et renvoie les parties avec dépens, etc., sauf au demandeur de se pourvoir."

*Adam & Duhamel*, avocats du demandeur.

*Gagnon & Bruchési*, avocats du défendeur.

(J. J. B.)

1889.  
Marsan  
v.  
Mandeville.

9-mai 1889.

Coram MATHIEU, J.

FULLER v. MOREAU.

*Vente par correspondance—Livraison—Domage.*

- Jurés.—1o. Qu'une carte postale adressée à un commerçant, annonçant qu'on a une certaine quantité de marchandises à vendre, à un prix désigné, est une offre de vendre, qui, si elle est acceptée de suite, rend le contrat de vente parfait ;
- 2o. Que le refus de livrer la marchandise vendue sous les circonstances ci-dessus donne à l'acheteur une action en dommage contre son vendeur pour les profits qu'il a manqué de faire ; et qu'il n'est pas nécessaire pour l'acheteur de mettre le vendeur en demeure d'exécuter son contrat ou de lui faire des offres réelles avant d'intenter l'action en dommage.

Le demandeur se plaint dans son action que le 20 juillet 1887, le défendeur lui aurait vendu 200 boîtes de fromage de 60 livres chacune, à raison de 9½ centims la livre ; que cette vente aurait eu lieu comme suit : le 19 juillet, le défendeur envoya au demandeur, de St-André d'Argenteuil, la carte-poste suivante : " *I have about two hundred boxes cheese ready to ship, nine and one-half cents per pound wanted. Reply by return mail and oblige, etc.* " que cette offre fut acceptée par la réponse télégraphique suivante du demandeur : " *Will take your cheese at nine and a half.* " que, sub-  
séquentement, le défendeur refusa de lui livrer le dit fro-



image, ce qui causa au demandeur un dommage au montant de \$195, savoir, la différence entre le prix du marché alors et celui du contrat.

Le défendeur nia qu'il y eût un contrat de formé par la dite correspondance, prétendant que le défendeur avait seulement fait connaître à Fuller qu'il avait du fromage à vendre, et s'enquérant en même temps du prix du marché, mais qu'il attendait une réponse du demandeur avant de conclure avec lui aucun contrat; que dans tous les cas, le demandeur n'avait aucun droit contre le défendeur, même en admettant qu'il y eût contrat, sans une mise en demeure régulière et sans des offres réelles du prix de vente.

Le demandeur répondit au plaidoyer que le défendeur ayant par carte-poste positivement refusé de lui livrer le fromage vendu, il avait été inutile de faire aucune mise en demeure; que toutefois, il y avait eu mise en demeure suffisante; qu'il avait été impossible au demandeur de faire des offres vu que la vente avait eu lieu à 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> centimes la livre, il aurait fallu peser préalablement le fromage pour savoir ce que le demandeur devait offrir, mais qu'il a offert de payer ce qu'il pouvait devoir au défendeur.

La Cour a rendu jugement en faveur du demandeur comme suit:—

“ La Cour, etc.....

“ Attendu que le demandeur réclame du défendeur la somme de \$195, étant pour dommages représentant les profits qu'il aurait fait sur une certaine quantité de fromage que le défendeur lui aurait vendu et qu'il a refusé ensuite de lui livrer;

“ Attendu que le défendeur a plaidé à cette action qu'il n'avait jamais vendu la quantité de fromage au demandeur; mais qu'il s'était seulement informé à lui s'il pourrait avoir un prix mentionné dans la carte-poste alléguée par le demandeur;

“ Considérant que la carte-poste du 11 juillet 1887, produite en cette cause et écrite par le demandeur, contient une offre de vendre, et que cette offre a été acceptée de suite par le demandeur avant que le défendeur la rétracta;

“ Considérant que par cette acceptation le défendeur

Juor  
  
L  
conv  
de \$  
land  
déch  
fret  
de \$  
L'  
cont  
deux  
été f  
spéci



était tenu de lui livrer le dit fromage, ce qu'il a refusé de faire;

"Considérant qu'il est prouvé que le demandeur aurait réalisé sur la quantité de fromage que le défendeur lui a ainsi vendu une somme de \$150, et que cette somme représente les dommages que lui doit le défendeur;

"A renvoyé et renvoie les défenses du dit défendeur et a maintenu et maintient l'action du demandeur, et a condamné et condamne le dit défendeur à payer au dit demandeur la dite somme de \$150, avec intérêt sur cette somme à compter du 5 octobre 1887, date de l'assignation, et les dépens, distracts, etc."

*Doherty & Doherty*, avocats du demandeur.

*R. P. DeLaronde*, avocat du défendeur.

(J. J. B.)

13 mars 1889.

Coram MATHIEU, J.

VARIEUR v. RASCONY.

*Voiturier—Fret—Droit de rétention—Déchargement.*

JURIS.—Qu'un voiturier qui transporte du bois dans son chaland, a droit de rétention tant qu'il n'a pas été payé de son prix de transport, et il conserve ce privilège même après qu'il a déchargé le bois et l'a mis sur les quais.

Le demandeur poursuit en recouvrement de \$100, prix convenu pour le transport d'une charge de bois de sciage de St-Thomas de Pierreville à Montréal, à bord du chaland "*l'Hirondelle*," arrivé à Montréal, le bois ayant été déchargé sur les quais, le défendeur refusa de payer le fret convenu, ce qui cause au demandeur un dommage de \$20 qu'il réclame en outre des \$100.

L'action était accompagnée d'une saisie conservatoire contre le bois transporté. L'action fut rencontrée par deux plaidoyers : le premier alléguait que le contrat avait été fait pour le compte d'un tiers ; le second se rapportant spécialement à la saisie conservatoire, alléguait que le

1889.  
Fuller  
v.  
Morcon.

7

1899.  
Varieur  
v.  
Rascony.

demandeur avait perdu la possession du bois qui avait été livré sur les quais à la société Thibaudéau, Beliveau et Archambault.

Le demandeur répliqua que le bois avait été déchargé et cordé sur le quai, mais que le demandeur en avait toujours retenu la possession.

Le jugement suivant a maintenu l'action du demandeur :—

“ La Cour, etc.....

“ Attendu que le demandeur réclame du défendeur la somme de \$120, dont \$100 pour fret d'une charge de bois de sciage qu'il a transporté à bord de son chaland, de St-Thomas de Pierreville à Montréal, suivant prix convenu entre eux, et \$20 pour dommages résultant du retard que le défendeur lui a fait éprouver, à Montréal, lors du déchargement de ce voyage, en négligeant de le payer, aussitôt après ce déchargement, et qu'il a accompagné sa demande d'une saisie-conservatoire, mettant sous la main de la justice le bois ainsi transporté par lui ;

“ Attendu que le défendeur a plaidé à cette action, d'abord par une défense en fait, puis par deux autres plaidoyers, alléguant que le transport de ce bois n'avait pas été fait pour le défendeur, mais pour Charles Rascony, et qu'au moment de l'émanation du bref de saisie-conservatoire émané en cette cause, le demandeur s'était déposé du bois en question qui était alors en la possession de la société Thibaudéau, Beliveau et Archambault ;

“ Considérant que le défendeur n'a pas prouvé ses défenses, et, notamment, n'a pas prouvé que le demandeur ait transporté ce bois pour Charles Rascony ; mais qu'au contraire il est établi que c'est le défendeur qui a requis les services du demandeur, et que ce voiturage a été fait à sa réquisition et pour son profit et avantage, et pour le prix de \$100 convenu entre le demandeur et le défendeur ;

“ Considérant que le défendeur n'a pas non plus prouvé que, lors de la saisie-conservatoire pratiquée en cette cause, le bois fut en possession de la société Thibaudéau, Beliveau et Archambault, mais qu'au contraire il appartient par

la preuve que, lors de la saisie, le bois avait été déchargé par le demandeur de son chaland, et mis sur un quai, à Montréal, et qu'il était encore en la possession du demandeur ;

1890.  
Varieur  
v.  
Burgony.

“ Considérant que, par l'article 1679 du Code-Civil, le voiturier a droit de retenir la chose transportée jusqu'au paiement du voiturage ou du fret, et que cette disposition autorisait le demandeur à faire émaner la saisie-conservatoire par lui pratiquée en cette cause, pour retenir le bois ainsi transporté par lui, jusqu'au paiement de son fret ; et que l'action du demandeur est bien fondée, pour le montant de \$100, montant du fret, et que la saisie-conservatoire par lui pratiquée sur le bois susdit doit être maintenue ;

“ Mais considérant que, par l'article 1077 du Code Civil, dans les obligations pour le paiement d'une somme d'argent, les dommages-intérêts résultant du retard, ne consistent que dans l'intérêt, au taux légalement convenu entre les parties, ou, en l'absence de telle convention, au taux fixé par la loi, et qu'il ne peut y avoir d'autres dommages, s'ils n'ont été convenus ;

“ Considérant que le demandeur n'a pas prouvé que le défendeur ait promis lui payer aucun dommage, pour retard dans l'exécution de son obligation de lui payer le fret susdit, et qu'il s'en suit que cet article 1077 doit recevoir son application ;

“ Considérant que rien n'empêchait le demandeur de partir, avec son chaland, aussitôt après la décharge de ce bois, et qu'il n'est pas prouvé que le défendeur l'ait en aucune manière retenu ;

“ A maintenu et maintient les défenses du défendeur jusqu'à concurrence de la somme de \$20, et renvoie ses défenses pour le surplus, et a maintenu et maintient l'action du demandeur pour la dite somme de \$100, et a condamné et condamne le dit défendeur à payer au dit demandeur la dite somme de \$100 avec intérêt sur icelle, à compter du 9 août 1888, date de l'assignation, et les dépens d'une action de ce montant, et a déclaré et déclare la dite saisie-arrêt conservatoire pratiquée en

1889.  
Varietur  
v.  
Rascony.

cette cause, légale et la maintient, et a condamné le demandeur à payer au défendeur la différence des frais de contestation, d'entre une action de \$100 et l'action telle qu'intentée, lesquels dépens sont compensés jusqu'à due concurrence, et distraction est accordée aux avocats du demandeur, pour la différence."

*Archambault & Pélissier*, avocats du demandeur.

*Jules Allard*, avocat du défendeur.

(J. J. B.)

22 mars 1889.

Coram MATHIEU, J.

VARIETUR v. RASCONY.

*Tarif—Honoraires des avocats dans les jugements pour la somme de \$100 précises.*

*Jugé (en confirmation du jugement du protonotaire) :—*Que dans les causes où le jugement est de \$100 précises, les honoraires des avocats doivent être taxés comme dans une cause appellable de \$100 à \$200.

PER CURIAM :—

Le tarif de la Cour de Circuit, dans les causes au-dessus de \$60, classe les honoraires des avocats dans deux catégories comme suit : 1o. au-dessus de \$60 à \$100 ; 2o. au-dessus de \$100. Dans laquelle de ces catégories faut-il placer les honoraires des avocats dans les causes de cent piastres précises ?

D'après les règles ordinaires d'interprétation, les causes de \$100 ne se trouvent pas comprises dans les mots "de \$60 à \$100."

D'ailleurs on ne peut raisonnablement supposer que les auteurs du tarif aient voulu attacher aux causes de \$100, qui sont aussi appelables et soumises aux mêmes règles de procédure que les causes de \$200, les mêmes honoraires qu'aux causes non-appelables au-dessus de \$60.

Il n'y a pas lieu de supposer non plus que les auteurs du tarif aient voulu laisser les causes de cent piastres précises sans honoraires.

L'omission des causes de \$100 précises dans le tarif est due à une pure inadvertance cléricale; et dans les jugements pour la somme précise de \$100, les honoraires des avocats, à défaut de dispositifs contraires, doivent être comme dans les autres causes appelables de \$100 à \$200.

La motion du défendeur pour faire réviser la taxation du mémoire de frais par le protonotaire est renvoyée avec dépens.

*Archambault & Pélissier*, avocats du demandeur.  
*Jules Allard*, avocat du défendeur.

(J. J. B.)

9 mars 1889.

Coram TACHELREAU, J.

LA COMPAGNIE DU CAP GIBRALTAR v.  
LALONDE.

*Compagnie incorporée—Désorganisation et déconfiture—Droit de poursuivre—Autorisation.*

- Jurés:—1o. Qu'une compagnie incorporée ne peut poursuivre un de ses actionnaires pour le montant ou partie du montant qu'il a souscrit dans le fonds capital, sans avoir été dûment et préalablement autorisée à le faire.
- 2o. Que quoi qu'une compagnie incorporée tombée dans un état complet de désorganisation et de déconfiture conserve toujours, tant que la corporation d'est pas éteinte, son existence légale, néanmoins elle ne peut poursuivre comme susdit sans être dûment et régulièrement autorisée.

La demanderesse poursuit un de ses actionnaires, pour recouvrer le prix total des actions qu'il avait souscrites dans le fonds capital de la compagnie, au montant de \$1,174.20.

Le défendeur plaide que la compagnie défenderesse était en faillite, en déconfiture et dans un état complet de désorganisation; qu'il n'y avait ni président ni directeurs; qu'il n'y avait eu aucune assemblée depuis plusieurs années, et que la demanderesse n'avait jamais été régulièrement autorisée à intenter la présente action; que d'ail-

1889.  
Varieur  
v.  
Haccony.

le de-  
rais de  
n telle  
à due  
ats du

889.

somme

causes  
ats doi-  
00.

dessus  
x caté-  
10. an-  
fait-il  
e cent

causes  
s "de

ue les  
\$100,  
les de  
raires

s au-  
t plas

1880.  
Ole. Cap  
Gibraltar  
V.  
Lalonde.

leurs la présente action n'était pas intentée dans l'intérêt de la compagnie, mais pour le bénéfice de quelques spéculateurs qui cherchaient à exploiter les actionnaires de la compagnie défenderesse.

La demanderesse répondit en niant les accusations de fraude, et en maintenant que la présente action était dûment autorisée par les derniers électeurs élus qui devaient rester en charge tant qu'ils ne seraient pas remplacés par les actionnaires.

La Cour a maintenu qu'il fallait une autorisation régulière, et qu'il n'y en avait pas eu dans cette cause.

L'action a été renvoyée par le jugement qui suit :—

" La Cour, etc.....

" Considérant que lorsque la présente action a été instituée au nom de la compagnie demanderesse, cette dernière était depuis plusieurs années dans un état de complète désorganisation, n'ayant ni président, ni secrétaire-trésorier, ni bureau de direction, la seule personne prétendant avoir droit d'agir pour elle étant le prétendu secrétaire-trésorier qui lui-même n'était même plus, depuis longtemps actionnaire ou membre de la dite compagnie, et le président et les autres prétendus directeurs indiqués par le dit secrétaire-trésorier dans son témoignage, répudiant eux-mêmes les qualités de président, de directeurs et même d'actionnaires, et ayant en effet depuis longtemps disposé de leurs parts dans la dite compagnie ;

" Considérant que le défendeur avait le droit de mettre en question, comme il l'a fait par ses défenses, le fait que la présente action eût été autorisée par des directeurs compétents à agir ;

" Considérant que bien que la dite compagnie eût encore une existence légale et corporative, n'ayant pas été dissoute, aucune action ou procédure ne pouvait être prise en son nom sans être autorisée par des personnes responsables ayant droit d'agir pour elle, et considérant que telle autorisation n'a pas été donnée et ne pouvait l'être ;

" Considérant que la compagnie demanderesse n'ayant

pas  
aux  
san  
(  
A  
  
HU  
  
Com  
L  
  
Jug  
o  
P  
2o. Q  
et  
de  
ce  
3o. Q  
pe  
  
Le  
saisie  
juge  
avril  
Le  
ou ne  
l'avai  
sousc  
l'exco  
de la  
que ce  
Le  
moyen  
fonds



pas autorisé la présente action, ne peut être condamnée aux frais de la contestation du défendeur;

"Maintient sur ce point la défense et renvoie l'action sans frais, sauf ceux déjà adjugés pendant l'instance."

*Ouimel & Cornellier*, avocats de la demanderesse.

*Duhamel, Rainville & Marceau*, avocats du défendeur.

(J. J. B.)

1880.  
Ole. Cap  
Gibraltar  
v.  
Lalonde.

9 mars 1880.

Coram TASCHEAU, J.

HUGHES ET AL. v. LA COMPAGNIE DES VILLAS DU  
CAP GIBRALTAR, et LALONDE, tiers-saisi.

*Compagnie incorporée— Désorganisation de la compagnie—  
Déconfiture— Actionnaires— Actions non payées— Intérêt.*

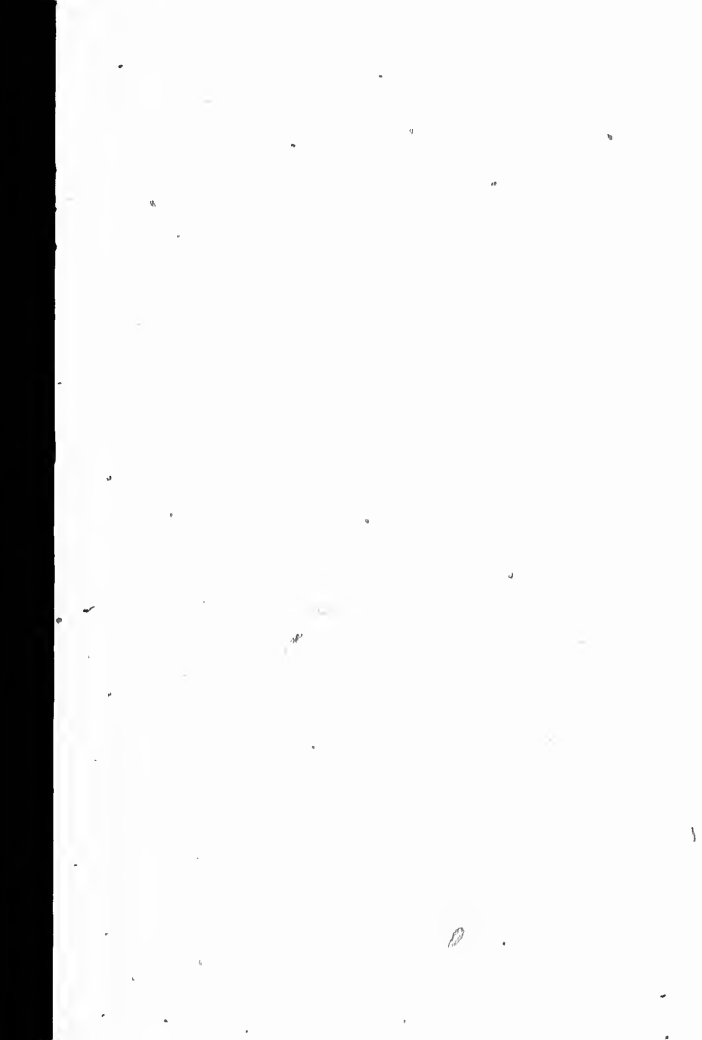
- JURÉ:—1o. Que quelque soit l'état de désorganisation dans lequel une compagnie incorporée est tombée, les créanciers de cette compagnie peuvent toujours exercer leurs droits contre elle et ses actionnaires.
- 2o. Que les actionnaires ne sont pas par le seul fait de la désorganisation et de la déconfiture de la compagnie déchargés de leurs obligations de payer le montant ou la balance de leurs actions dans le fonds capital.
- 3o. Que le statut qui régit les compagnies de société de construction ne permet pas d'exiger l'intérêt sur les parts non payées.

Le 19 novembre 1887, le demandeur ès-qualité prit une saisie-arrest entre les mains du tiers-saisi, en vertu d'un jugement obtenu contre la compagnie défenderesse le 29 avril 1881 pour la somme de \$8,920.28.

Le tiers-saisi déclara qu'il ne pouvait dire s'il devait ou ne devait pas à la défenderesse. Que cette dernière l'avait déjà poursuivi pour \$1,174.20, pour une prétendue souscription d'actions que Napoléon Lalonde, dont il était l'exécuteur testamentaire, aurait fait dans le fonds capital de la dite compagnie; qu'il avait contesté cette action, et que cette action était encore pendante.

Le demandeur contesta cette déclaration, et, comme moyen, alléguait que le dit Lalonde avait souscrit dans le fonds capital de la compagnie défenderesse un certain





1899.  
Hughes  
v.  
Cle. des Villas  
du Cap  
Gibraltar.

montant d'actions s'élevant à la somme de \$1,204.18, dont \$875 étaient échus lors de l'émanation de la saisie-arrêt en cette cause ; que les défenses plaidées à l'action à laquelle la déclaration du tiers-saisi réfère ne sont pas sérieuses et ne peuvent être opposées au demandeur contestant.

Le tiers-saisi répondit en opposant l'état actuel de la compagnie défenderesse, laquelle serait dans un état de désorganisation et de déconfiture complète ; les officiers, les directeurs et les actionnaires l'ayant abandonné et s'étant dispersés ; depuis plusieurs années, la compagnie aurait été sans bureau de direction, sans élections et sans assemblés. En outre, il alléguait qu'il avait été trompé et qu'il n'avait souscrit qu'à la condition que la compagnie ferait construire un certain nombre de *cottages* au lac Memphremagog pour être tirés au sort entre les actionnaires, ce qu'elle n'a pas fait.

Le demandeur *ès-qualité* répliqua spécialement en fait.

La Cour, tout en admettant comme prouvées les allégations de la réponse du tiers-saisi, alléguant la désorganisation et la déconfiture de la défenderesse, maintint la contestation de la dite saisie-arrêt par le jugement suivant :—

“ La Cour, etc.....

“ Considérant que le demandeur *ès-qualité*, créancier de la compagnie défenderesse, a obtenu jugement contre elle pour la dette, les intérêts et les frais mentionnés au bref de saisie-arrêt émané en cette cause ;

“ Considérant que quelque fût l'état de désorganisation dans lequel la dite compagnie défenderesse fut tombée depuis le dit jugement, rien n'empêchait le demandeur *ès-qualité* d'exercer tous les recours que la loi mettait à sa disposition pour faire exécuter son dit jugement, et qu'en particulier la voie de la saisie-arrêt entre les mains des actionnaires de la dite compagnie lui était ouverte à cette fin ;

“ Considérant que la dite compagnie, quoique désorganisée, a encore une existence légale et corporative, et qu'il est encore au pouvoir de ses actionnaires de faire revivre son organisation, s'ils le désirent ;

“ Considérant que les dits actionnaires ne sont pas, par suite du dit état de désorganisation, relevés de leur obligation de payer le montant ou la balance de leurs parts dans le fonds social de la dite compagnie ;

“ Considérant que le tiers-saisi *ès-qualité* d'exécuteur testamentaire de feu Napoléon Lalonde devait à la compagnie défenderesse, à l'époque de la signification de la saisie-arrêt en cette cause, une somme de \$875 pour versements alors échus sur ses parts ou actions dans la dite compagnie, suivant le compte exhibit No. 8 du demandeur contestant, mais que le dit tiers-saisi ne doit pas la somme de \$329.18 réclamée pour intérêts, ni aucune somme à cet égard, le statut sous l'empire duquel la dite compagnie est incorporée et les règles et règlements qui la régissent ne lui permettant pas d'exiger de ses actionnaires des intérêts à compter de l'échéance des versements dus par eux ;

“ Considérant que le demandeur contestant a établi en droit et en fait les allégations de sa contestation, de la déclaration du dit tiers-saisi jusqu'à concurrence de la dite somme de \$875, et que les réponses du dit tiers-saisi à la dite contestation ne sont fondées ni en droit ni en fait ;

“ Rejette les dites réponses, maintient la dite contestation jusqu'à concurrence de la susdite somme, et en conséquence déclare bon et valable pour autant l'arrêt pratiqué *ès-mains* du tiers-saisi *ès-qualité*, et le condamne à payer au demandeur *ès-qualité*, sous quinze jours de la signification du présent jugement, la dite somme de \$875, qui devra être imputée en déduction, 1<sup>o</sup>. de la somme de \$3,920.28, avec intérêt sur icelle à compter du 14 novembre 1879, à huit pour cent, due en vertu du jugement rendu en cette cause en faveur du demandeur *ès-qualité* le 29 avril 1881, 2<sup>o</sup>. de la somme de \$128.45, frais taxés sur le dit jugement et distraits, etc. ; et 3<sup>o</sup>. des frais de la dite saisie-arrêt, auxquels la Cour condamne la défenderesse ; et condamne de plus le dit tiers-saisi *ès-qualité* aux dépens de la dite contestation de sa déclaration, distraits, etc. ;

“ Et au paiement de la dite somme de \$875, des dits

1880.

Hughes  
Cie. des Mines  
du Cap  
Gibraltar.

1889.

Hughes  
Cte. des Villas  
du Cap  
Gibraltar.

frais moins \$4.50, sa taxe, sera le dit tiers-saisi ès-qualité, tenu et contraint par toutes voies que de droit, et en ce faisant valablement déchargé."

*Ouimet & Cornellier*, avocats du demandeur ès-qualité et contestant.

*Duhamel, Rainville & Marceau*, avocats du tiers-saisi.

(J. J. B.)

18 mars 1889.

Coram LORANGER, J.

DUBÉ v. CORESTINE

*Arbitres et amiables compositeurs—Complétion du rapport—Formalités.*

Jugé :—Que la Cour peut, sur motion, ordonner à des arbitres et amiables compositeurs de compléter leur rapport, en y ajoutant le récit des formalités qu'ils ont remplies, d'expliquer davantage la nature de certaines parties de leur rapport, et d'y annexer le certificat de leur assermentation et autres documents.

L'action du demandeur sous la forme *assumpsit* était pour \$326.75 pour réparations faites à une bâtisse appartenant au défendeur.

Le défendeur plaida que les prix chargés étaient exorbitants, il offrit une certaine somme, \$188.92 qu'il déposa en cour; il plaida également compensation. En outre, le défendeur fit une demande incidente, prétendant que le demandeur lui devait une somme pour dommages faits à sa propriété.

Le demandeur répondit en fait à ces plaidoyers.

Après contestation liée, la cause fut renvoyée à des arbitres et amiables compositeurs du consentement des parties.

Le 10 juillet 1888, les arbitres par acte notarié, devant Maître C. Cushing, firent leur rapport dont copie fut produite en cette cause. Le rapport est comme suit :

"We, the undersigned arbitrators, hereby declare that we have heard evidence and carefully and deliberately

examined the matter in dispute between (*noms des parties*), and in compliance with the terms of the judgment rendered by the Honorable Marcus Doherty, one of the judges of the Superior Court for Lower Canada, in and for the district of Montreal, on the ninth day of April last (1888), in cause No. 2677 of the records of said Court, do hereby make an award as follows:—

1888.  
Dabé  
Corcstine.

Ce rapport fut produit le 11 juillet 1888.

Le 14 mars 1889, le demandeur fit motion : “ Qu'attendu qu'il n'apparaît pas au dit rapport qu'ils (*les dits experts*) ont été assermentés, qu'ils ont fait l'examen des lieux ; qu'ils ont donné avis aux parties de comparaître devant eux ; que les dites parties ont fait entendre des témoins ; qu'attendu qu'il n'apparaît pas quels ont été les frais encourus pour cette enquête ; attendu qu'ils mentionnent une somme de \$30 pour changement et reconstruction d'un conduit de cheminée, et qu'il n'apparaît pas aux procédures en cette cause qu'une somme quelconque ait été demandée par le défendeur comme dommages pour tel changement et reconstruction de cheminée, et qu'en conséquence telle matière leur ait été soumise, ordre soit donné par cette Cour aux dits arbitres et amiables compositeurs de compléter, sous un délai de 15 jours, leur dit rapport par un rapport complémentaire ou une addition à icelui, déclarant, etc.”

Cette motion fut contestée, mais la Cour l'accorda par le jugement qui suit :—

“ La Cour, etc.,.....

“ Accorde la dite motion et ordonne aux arbitres et amiables compositeurs, MM. Daniel Wilson et Daniel Harvey, de compléter, sous un délai de quinze jours, leur rapport du 10 de juillet dernier par un rapport complémentaire ou une addition à icelui déclarant s'ils ont été assermentés, s'ils ont donné avis de leurs procédés aux parties ; si les parties ont comparu devant eux ; s'ils les ont entendus, elles et leurs témoins ; s'ils ont fait la visite des lieux ; si des frais d'assignation de témoins et de taxes d'iceux ont été encourus et payés par les parties ; enfin, si les \$30 qu'ils accordent au défendeur pour changement

1889.  
Dubé  
Corsetine.

et reconstruction d'un conduit de cheminée, sont des dommages réclamés par la demande incidente du dit défendeur, et de plus, ordonne aux-dits arbitres et amiables compositeurs d'annexer, à leur dit rapport leur certificat d'assermentation, les procédures qu'ils ont eues en mains, les subpoenas qui ont pu être nécessaires pour faire venir les témoins, et enfin tous autres documents en leur possession relatifs au dit arbitrage, s'il en existe quelques-uns, dépens réservés."

*Archambault & Archambault, avocats du demandeur.*

*Dunlop, Lyman & Macpherson, avocats du défendeur.*

(J. J. B.)

26 mars 1889.

Coram MATHIEU, J.

DUQUETTE v. MAJOR.

*Action en réparation—Terme "dénoncateur"—Injure—  
Dompage.*

**JURÉ:**—Que personne n'a le droit d'appliquer à une autre personne des termes qui n'ont rien en eux-mêmes d'injurious, mais qui par l'interprétation qu'en font les personnes à qui on s'adresse, constituent une injure; que le terme de "dénoncateur" quelque permis que soit en loi la dénonciation, est humiliant dans l'opinion publique et une cause de reproche qui donne ouverture à l'action en réparation.

L'action était pour \$1,000 de dommages. La déclaration allégué que le défendeur a injurié le demandeur en l'appelant *un informer, un sans cœur, un cochon*, voulant par la première de ces épithètes l'accuser de lui avoir fait payer l'amende; que ces injures l'ont blessé dans son honneur, sa réputation et sa sensibilité, et lui ont causé des dommages considérables.

Contre une dénégation générale, le défendeur plaida qu'aucun des termes mentionnés dans la déclaration ne sont injurieux, et que le demandeur n'avait souffert aucun dommage.

La Cour a accordé \$15 de dommages par le jugement suivant :—

" La Cour, etc.....

" Considérant que le demandeur a prouvé que le défendeur, à plusieurs reprises et devant plusieurs personnes, l'a accusé d'être le dénonciateur pour lui faire payer une amende pour infraction à la loi des licences ;

" Considérant que si la dénonciation est permise et le terme de dénonciateur reconnu par la loi, il n'en est pas moins constant que dans l'opinion publique, l'accusation de dénonciateur est une cause de reproche et tend à humilier celui qui en est l'objet ;

" Considérant qu'on n'a pas droit d'appliquer à une personne des termes qui n'ont rien en eux-mêmes d'injurieux, mais qui, par l'interprétation qu'en font les personnes à qui on s'adresse, constituent une injure ;

" Considérant qu'il résulte de la preuve que le défendeur, en portant ces accusations contre le demandeur, agissait avec malice et dans le but de déprécier ce dernier, et qu'il doit être condamné à des dommages que cette Cour évalue à la somme de \$15 ;

" A renvoyé et renvoie les plaidoyers du défendeur jusqu'à concurrence de la dite somme de \$15, et les maintient pour le surplus, et a condamné et condamne le défendeur à payer au demandeur la dite somme de \$15 avec intérêt de ce jour, et les dépens d'une action de ce montant, et l'a renvoyé et renvoie pour le surplus de la demande du dit demandeur, et a condamné et condamne ce dernier à payer au défendeur la différence des frais de contestation d'entre une action de \$15 et l'action telle qu'intentée, lesquels dépens sont compensés jusqu'à concurrence, et distraction en surplus de ces dépens est accordée aux avocats des parties."

*Bourgouin & Pelland, avocats du demandeur.*

*Augé & Lafortune, avocats du défendeur.*

(J. J. B.)

1889.

Duquette

Major.

ont des  
dit dé-  
miabiles  
certificat  
mains,  
e venir  
posses-  
nes-uns,

ur.  
eur.

1889.

ure—

sonne des  
par l'inter-  
tuent une  
soit en loi  
une cause

déclara-  
deur en  
lant par  
voir fait  
ans son  
nt causé

plaida  
ation ne  
t aucun



June 22, 1889.

Coram WURTELE, J.

BENNING ET AL. VS. QUAL V. THE ATLANTIC  
AND NORTH-WEST RAILWAY CO.

*Expropriation under Railway Act (R. S. C., cap. 109)—Requirements of arbitrators' award—Inadequate compensation amounting to fraud—Objections to arbitrators.*

- HELD:—1. The Railway Act (cap. 109, R. S. C.) only requires that the award in expropriation proceedings should state clearly the sum awarded and the property for which such sum is to be the compensation; it does not require that the award should mention the person to whom the award is to be paid, nor what amount is to be paid for land, and what amount for buildings to be taken, nor what amount has been deducted for increased value to be given to the remnant of the property.
2. The Act in question does not require that the award should show on its face that a day had been fixed on or before which the award had to be made, or that it was made within the time so fixed; it is sufficient that it should be proved that as a matter of fact such time was fixed and that the award was made within the delay.
  3. When the arbitrators in the record of their proceedings make a minute of the sum to be awarded as compensation, and agree that the award shall be in notarial form, and such award is afterwards drawn by a notary and signed by all three arbitrators, and duly served on the parties, such notarial award is the true award and is valid.
  4. The party expropriated cannot object to the arbitrator named by the company on the ground of his relationship to the surveyor whose certificate accompanies the offer made by the company, nor on the ground of alleged inexperience, especially when these facts were known to the proprietors before the appointment of the third arbitrator.
  5. The fact that the third arbitrator in the expropriation proceedings has, since the award, represented the company in other similar proceedings, forms no legal ground of objection to such third arbitrator.
  6. When all the requirements of the law have been observed, the award made by the arbitrators, or any two of them, is final and conclusive; and the compensation awarded is entirely within the discretion of the arbitrators in the absence of fraud on their part, and is not in such case subject to review by the courts.
  7. Inadequacy in the sum awarded may be such as in itself to constitute proof of fraud on the part of the arbitrators, and in such a case the Court may annul and set aside such award by reason of such fraud; but to justify such action by the Court, the sum awarded must be so grossly and scandalously inadequate as to shock one's sense of jus-

lice—which was not the case in this instance, the arbitrators having acted in good faith and with proper discrimination.

8. The principle to be followed by arbitrators in making such an award is that the proprietor shall be left in the same position, financially, as he was before his property was expropriated, without allowing any *prix d'affection*; and therefore, when, as in this case, the evidence of the proprietors' witnesses proves that the value of the remnant of the property, added to the sum awarded as compensation, is greater than the price for which the proprietors were willing to sell the whole property before the expropriation, the award must be held to be reasonable and adequate.

1899.

Bonning  
v.  
Atlantic and  
North-West  
Ry. Co.

The facts of the case are fully set forth in the remarks of the Court in rendering judgment :

WURTELE, J. :—

This action is brought to set aside an award of arbitrators rendered under the provisions of the Railway Act, as contained in the Revised Statutes of Canada, cap. 109.

The defendants, having occasion to expropriate the plaintiffs' property for railway purposes, served upon them the notice required by the Act, offering them the sum of \$3,701 for the value of the property taken and damages caused, and naming Mr. Norman Rielle as their arbitrator, in case this offer was not accepted. The plaintiffs refused this offer and named Mr. Jos. Barsalou as their arbitrator. The two arbitrators were unable to agree on a third, and the parties petitioned the Court to appoint a third arbitrator, but subsequently, after deliberation, agreed on Mr. J. M. M. Duff. These three arbitrators proceeded to hold meetings and hear witnesses, and finally, by a decision of a majority, awarded \$5,000 to the plaintiffs, Mr. Barsalou dissenting.

The plaintiffs now ask that this award be set aside.

Before considering in detail the allegations on which the plaintiffs base their demand, I must call to mind that by the provisions of the Railway Act contained in the Revised Statutes, the award of the arbitrators or of any two of them, is "final and conclusive," but by the Railway Act substituted by subsequent legislation for that Act, an appeal has been granted from awards of arbitrators on questions of fact; and on such appeals the Court

1889.

TIC

9)—Re-  
compensation

that the  
by the sum  
to compen-  
the person  
e paid for  
at amount  
emnant of

d show on  
award had  
; it is suf-  
time was

a minute  
the award  
rawn by a  
ved on the

ed by the  
y or whose  
nor on the  
facts were  
third arbi-

dings has,  
ar proceed-  
rator.

the award  
conclusive;  
cretion of  
d is not in

o constitute  
a case the  
uch fraud;  
must be so  
use of jus-

1888.  
Benning  
v.  
Atlantic and  
North-West  
Ry. Co.

examines the evidence taken before the arbitrators. This amendment is, however, later than the proceedings in question in this cause, and the Court has, therefore, no power to interfere with the award, by either increasing or diminishing the amount which has been fixed by the discretion of the arbitrators. The Court under the previous Act can, however, set aside an award in the following cases:—

10. When proof is made of illegality or irregularity in the proceedings;

20. When it can be proved that the arbitrators proceeded in defiance of some general and recognized principle of law; and,

30. When the proceedings are tainted with fraud.

It is alleged in a general way in the declaration that the defendants examined no witnesses. This constitutes no reason to set the award aside, as the Railway Company had a perfect right to rely on the evidence produced by the proprietors, if they were satisfied with it.

I now pass to the reasons specially alleged for the setting aside of the award by the Court.

10. It is alleged that the arbitrators, in coming to a decision, assumed that the Railway Company would undertake not to interfere with certain water-pipes laid in plaintiffs' property, and also that the Company would erect a station in the vicinity of his property. No undertaking on the part of the Company is proved on either point. There is no proof that the arbitrators considered or took into account any such undertaking as to these water-pipes. As to the station, it is proved that in discussing the award, the arbitrators contemplated the probability that the Company, in their own interest, might erect a station somewhere in Côte St. Antoine, but in this there is no illegality and certainly nothing to impair the award.

20. The arbitrators who rendered the award are alleged to have received secret instructions from the Company. There is not a word of proof of this charge, nor of the allegation that these arbitrators had discussions relating to the award, apart from the proprietors' arbitrator.

1899.

Bonnin  
v.  
Atlantic and  
North-West  
Ry. Co.

By the terms of the old Railway Act (R. S. C., ch. 109, s. 8, §21) it was provided "that the arbitrators should take into consideration the increased value that would be given to any lands through or over which the railway would pass, by reason of the passage of the railway through or over the same, or by reason of the construction of the railway, and should set off the increased value that would attach to the said lands or grounds against the inconvenience, loss or damage that might be suffered or sustained by reason of the Company taking possession of or using the said lands as aforesaid." It is contended by the plaintiffs that the arbitrators, in arriving at their decision, set off the enhanced value which they considered would be given to the remainder of the property, not only against the damage which such remainder would sustain, but against the actual value of the property taken, thus depriving the proprietors of part of the price of the property taken from them. That this was not the case is shown by the value set by the plaintiffs' own witnesses on the property expropriated. These witnesses estimate the land (14,680 feet) at 25c per foot, which is equal to \$3,670, and adding thereto the value of the buildings, which they place at \$1,200, we have a total sum of \$4,870, as the very outside value which was demanded for this property. The award is \$5,000, and it is consequently clear that the enhanced value was only considered to offset the depreciation which the balance of the property might suffer; and by the section above cited, the arbitrators are not only permitted, but are enjoined, to deal with the enhanced value, if any there be, in this manner.

40. The award is alleged not to detail the items of damage allotted to proprietors. This is not required by the law, which only demands two essentials in an award:

1. A clear statement of the amount awarded.
2. A clear statement of the property for which such amount is to be a compensation.

The notarial award, signed by the three arbitrators,

1890.  
Benning  
v.  
Atlantic and  
North-West  
Ry. Co.

gives both the precise amount awarded and a complete and exact description of the property expropriated.

50. It is pretended that the arbitrators' functions ceased with the signing of the minute containing their agreement or decision as to the award. A document has been filed by the plaintiffs, headed "duplicate," which is really a copy of the minute of the last meeting of the arbitrators, and which was given to the proprietors' arbitrator for the information of his principals. The plaintiffs pretend that there are two awards in this case, one contained in this minute, and the other in the notarial act signed by all the arbitrators on the same day as the minute. As a matter of fact the arbitrators followed the usual mode of proceeding in these cases, and they certainly did nothing which would call for the intervention of the Court. At their last meeting they came to a determination, and made a minute of the sum which the majority agreed to award in their record of proceedings, and it was agreed that the formal award should be made in notarial form and be signed by the three arbitrators. The award was then drawn up by the notary, and was duly signed by all three arbitrators. Had it not been so signed, there might perhaps have been some ground of objection, but all three actually signed it, and the notarial deed which was duly served on the parties is really the award in the case. I may add that the notarial award is in strict conformity with the deliberation recorded in the minute of the last meeting of arbitrators.

66. The arbitrators are alleged not to have been sworn. The record of the proceedings declares, on the contrary, that they were each of them duly sworn, and no evidence tending to contradict this statement was given.

70. It is stated that the award does not show on its face that it was rendered before the day fixed for rendering the same. This is not required by law; and it is sufficient to show that it was, if the fact is controverted. In this case the minutes of proceedings, a copy of which is filed, show that, in accordance with the law, the arbitrators duly fixed a date on or before which the award



should be rendered, and that the award was duly rendered within this delay.

80. Mr. Barsalou, the proprietors' arbitrator, is alleged to have consented to the appointment of Mr. Duff, without knowledge of Mr. Duff's alleged unfitness for his position as such arbitrator. Mr. Duff is not proved to have been in any way unfit for this position, and, as I have said, Mr. Duff was neither chosen by the arbitrators nor named by the Court, but his nomination was suggested and agreed on by the parties, after due consideration, and he was thereupon named by the other two arbitrators without any possibility of surprise to the plaintiffs' arbitrator.

90. Other objections are made by the plaintiffs to the arbitrators who rendered the award, Mr. Duff being alleged to have been a secret agent and employee of the Company, and Mr. Rielle to have been young and inexperienced and to be the son of the surveyor whose certificate was attached to the offer made by the Company to the proprietors. As to Mr. Duff, it appears that that gentleman had been employed on several occasions, previous to the award in question, as arbitrator on behalf of various proprietors, but never on behalf of the Company. After this award he represented the Company as arbitrator in several cases, one of which he settled amicably. There is certainly nothing in this to justify any such charge against Mr. Duff; and the employment of a person as arbitrator does not constitute such person a secret agent of the party he represents.

As to Mr. Rielle's position, the Act provides expressly that the person offered or appointed as a valuator or as sole arbitrator shall not be disqualified because he is professionally employed by either party, and it is therefore difficult to see how the fact of relationship to one employed by a party could be urged as a ground of objection to an arbitrator. It is also provided in the Act that no cause of disqualification shall be urged against any arbitrator appointed by either party after the appointment of a third arbitrator. Mr. Rielle's relationship to the sur-

1880.

Benning

Atlantic and  
North-West  
Ry. Co.

1880.  
Benning  
Atlantic and  
North-West  
Ry. Co.

veyor Rielle was known to the plaintiffs and to their arbitrator before the appointment of Mr. Duff as third arbitrator. The plaintiffs also knew that Mr. Rielle represented the Company as arbitrator in nearly every case of expropriation in the neighbourhood of their property, and could have objected to him at that time, if they thought themselves likely to suffer from his alleged inexperience. As a matter of fact, however, the Company were not obliged to consult the plaintiffs in choosing their arbitrator, and there is no law which compels a Company expropriating to select their arbitrator from a select circle of individuals who are supposed by the proprietors expropriated to be persons of experience.

10c. Mr. Rielle is specially alleged to have had secret instructions and limitations imposed on him by the Company.

There is absolutely nothing in the record to support this charge. The only private instructions given to any of the arbitrators were those given to Mr. Barsalou, which, as he said, would not allow him to go below \$18,000 as the award.

11c. I now have to consider the final and, legally, by far the most serious argument urged by the plaintiffs. It is submitted by the plaintiffs that proof of fraud is, under any circumstances, sufficient ground to set aside an award; that the inadequacy of the amount awarded may be such as in itself to constitute fraud; and that this is the case in the present instance. I consider the proposition of law above stated to be correct, and I allowed all the evidence taken before the arbitrators to go into this record, not in order to revise the arbitrators' award, which is, as I have stated, final and conclusive, but in order to ascertain whether the award was sufficiently inadequate to be a fraud upon the plaintiffs. The arbitrators met regularly, heard all the witnesses, took careful note of their views, and when discussing their award Mr. Rielle gave \$4,000 as his figure, while Mr. Barsalou claimed \$18,000. It is evident that there was no possibility of reconciling these two views. Mr. Duff then named \$5,000 as his sugges-



tion, and invited the other arbitrators to discuss their views. What was Mr. Barsalou's action at this point? Mr. Barsalou, who seems to have thought that for the nonce he possessed a monopoly of the knowledge of real estate, turned his back on the other arbitrators, and would not even deign to discuss the matter. Thereupon Mr. Rielle, after endeavouring to lower Mr. Duff's figure, joined with him in an award of \$5,000.

The main principle in making such an award is that the proprietor shall be left in the same position, financially, as he was before the property was expropriated, without allowing any profit. In this case, taking the highest figures of the proprietors' witnesses, we have the following results: The property is in two parts, divided by a steep hill, along the brow of which the railway passes. The property below the hill was not considered to be damaged, and this land, about 65,000 feet in area, the proprietors estimated at 10c. per foot, or \$6,500. The property left above the hill is about 30,000 feet in extent and this the proprietors claim was worth 25c. per foot, and was damaged to the extent of 50 p. c. The value of the land on the upper level after the passage of the railway is therefore \$3,750. There remains the house, which is not taken by the railway, worth about \$8,000, and on which the proprietors claimed a damage of 60 p. c., leaving it worth \$3,200.

Adding these items together, we have a total of \$13,450, which is the value of the property left to the plaintiffs, according to their own showing. Now it is admitted, and was proved before the arbitrators by Mr. Simpson, one of the plaintiffs, that the plaintiffs held the property, previous to the arbitration, at \$18,000. The result of the arbitration, which awarded \$5,000 to the plaintiffs, was to leave them a few hundred dollars better off than they were before. It is true however that the plaintiffs received less than other proprietors in the neighbourhood, and that the arbitration was not, as is often the case, an eminently successful speculation for the expropriated proprietors. Had I been one of the arbitrators, I might, and very pro-

1880.

Bonning  
v.  
Atlantic and  
North-West  
Ry. Co.

1880.

Benning

Atlantic and  
North-West  
Ry. Co.

bably should have felt like allowing the proprietors about a thousand dollars more than has been awarded to them, as a solatium for taking the property against their will, but they have received all strict justice required, as the award gives them something over what they would have voluntarily sold for.

Now the Court is asked to declare this award, which leaves the proprietors in the same financial position, to be grossly and fraudulently inadequate. The circumstances are not such as would justify the Court in interfering in any way with this award, for to justify the Court in setting an award aside, there must be such inadequacy as to shock one's sense of justice, and this is certainly not the case here.

The award in this case was made after careful and prolonged consideration, is based on undisputed figures, and on the admissions of the plaintiffs, and works no injustice to the plaintiffs. The Court cannot interfere with the arbitrators, in what is a fair exercise of their lawful discretion.

The plaintiffs' action must be dismissed.

The formal judgment of the Court was as follows:—

“The Court, etc.....

“Seeing that the plaintiffs seek to have the award made on the 26th July, 1887, establishing the compensation to be paid to them by the Company defendant, for the land to be taken from their property for its railway, declared illegal, fraudulent and void, and to get it set aside and annulled for the following reasons:

1st. Because the said award is so grossly and scandalously inadequate as to be a fraud on the plaintiffs, and the result of partiality on the part of the two arbitrators who made the same.

2nd. Because the said two arbitrators in making their award assumed as a fact that the Company defendant were going to erect and maintain a station at or near to the plaintiffs' property, and that the company defendant would permit the plaintiffs to place pipes through the land to be expropriated, for water and drainage.

1889.  
Bennig  
v.  
Atlantic and  
North-West  
Ry. Co.

3rd. Because the said two arbitrators took into consideration secret instructions imparted to them by the Company defendant and its officers.

4th. Because the said two arbitrators took into consideration the increased value alleged to be given to the remainder of the plaintiffs' property by the construction of the railway, and set it off not only against the inconvenience, loss and damages to be suffered by the plaintiffs' using the land to be expropriated, but also in deduction of the value of the land and buildings to be taken.

5th. Because the award does not indicate what amount is for land and buildings taken, and what amount is for damages caused, nor what amount has been deducted for increased value to be given to the rest of plaintiffs' property, nor to whom the compensation is to be paid.

6th. Because the arbitrators were not sworn.

7th. Because the award does not show that a day had been fixed on or before which the award should have been made, or that it was made within the time fixed.

8th. Because Joseph Barsalon, the plaintiffs' arbitrator, consented to the nomination of John M. M. Duff as third arbitrator by surprise and error, not being aware of his unfitness.

9th. Because the said John M. M. Duff was the secret agent and employee of the Company defendant, and employment had been promised to him by it, and

10th. Because Norman T. Rielle, the Company defendant's arbitrator, had instructions and limitations imposed on him which rendered him incapable of acting on his own judgment.

"Considering that it has not been proved that the said two arbitrators who made the award had assumed as a fact, that the Company defendant had promised to erect and maintain a station at or near to the plaintiffs' property, or to allow the plaintiffs to place pipes through the land to be expropriated ;

"Considering that it has not been proved that any secret or other instructions had been given by the Com-

1880.  
Benning  
v.  
Atlantic and  
North-West  
Ry. Co.

pany defendant or any of its officers to the said two arbitrators ;

" Considering that it has been proved that the said two arbitrators in taking into consideration the increased value which they were of opinion that the construction of the railroad would give to a certain portion of the remainder of the plaintiffs' property, set it off against the depreciation which they were also of opinion would be caused to another portion of such remainder by the construction of the railway, and that it has not been proved that such increased value or any part thereof was deducted from the value of the land and buildings to be taken ;

" Considering that paragraph 29 of sect. 8 of chap. 109 of the Consolidated Statutes of Canada, under the provisions of which the proceedings in the expropriation in the present matter were conducted, only requires that an award should state clearly the sum awarded and the property for which such sum is to be the compensation, and that it does not require that the person to whom the compensation is to be paid should be mentioned in the award, and that the award in this matter states clearly the sum awarded and mentions the property to be expropriated, and also the persons to whom the compensation awarded is to be paid, and that it was not required by law to indicate what amount was for the land and what amount was for the buildings to be taken, nor what amount was deducted for increased value to be given to the remnant of the property ;

" Considering that what the plaintiffs call an award under private signature was in reality only a minute entered on the record of the proceedings of the arbitrators of the decision at which after deliberation and consultation together, they had arrived, and that it was then and there agreed that a notarial award should be forthwith prepared and signed by them in accordance with the terms of the said minute, and that in fact such notarial award was so prepared and was signed by all three of the arbitrators on the same day and contains all the essentials required by law, and that such notarial award was

me  
cer  
bec  
law  
on  
wa  
pro  
tha  
"  
M.  
the  
par  
in f  
othe  
of th  
"  
John  
the  
to b  
"  
Norri  
pose  
him  
"  
law  
trato  
that  
discr  
their  
the C  
"  
been  
powe  
to set  
and o  
"  
C  
estab

made and signed before the arbitrators' functions had ceased and is valid ;

" Considering that it appears that the arbitrators had been duly sworn before acting ;

" Considering that it was not required by law that the award should show on its face that a day had been fixed on or before which the award had to be made, or that it was made within the time so fixed, but that it has been proved that as a matter of fact such time was fixed and that the award was made within the delay ;

" Considering that it has not been proved that John M. M. Duff was unfit for the office of third arbitrator, nor that there was any surprise or error in his nomination on the part of Joseph Barsalou, the plaintiffs' arbitrator, and that in fact the said John M. M. Duff was appointed by the other two arbitrators with the consent and at the request of the parties ;

" Considering that it has not been proved that the said John M. M. Duff was the secret agent and employee of the company defendant, nor that he had been promised to be employed by it ;

" Considering that it has not been proved that the said Norman T. Rielle had instructions and limitations imposed on him by the company defendant, which rendered him incapable of acting on his own judgment ;

" Considering that when all the requirements of the law have been observed, the award made by the arbitrators, or any two of them, is final and conclusive, and that the compensation awarded is entirely within the discretion of the arbitrators in the absence of fraud on their part, and is not in such case subject to review by the Courts ;

" Considering however that in the case of fraud having been practised by the arbitrators, the Courts have the power, not to revise the discretion of the arbitrators, but to set the award aside and to annul the same by reason and on account of such fraud ;

" Considering that the award in this case has not been established by the proof adduced to be so grossly and

1890.

Benning

Atlantic and  
North-West  
Ry. Co.



1889.  
 Benning  
 v.  
 Atlantic and  
 North-West  
 Ry. Co.

scandalously inadequate as to shock one's sense of justice and to constitute of itself a proof of fraud on the part of the two arbitrators who made the award ;

" Considering that on the contrary the said two arbitrators appear to have acted in good faith and with proper discrimination, and that their award appears from the calculations given by them in their evidence and which they founded on the data furnished by the plaintiffs, to be reasonable and adequate ;

" Considering on the whole that the plaintiffs have not shown any illegality or irregularity in the appointment or proceedings of the arbitrators, or in the award made in this matter, nor that the said award is tainted with fraud, and that they are therefore unfounded in their demand for the setting aside and annulling of the said award ;

" Doth dismiss the action in this cause with costs, of which distraction is granted to Messrs. Abbotts & Campbell, the defendant's attorneys."

Action dismissed.

*Trenholme, Taylor & Buchan*, attorneys for plaintiffs.

*Béique*, Q. C., counsel.

*Abbotts & Campbell*, attorneys for defendant.

(J. K.)

June 22, 1889.

*Coram* JETTÉ, J.

SMITH v. THE ATLANTIC & NORTH-WEST  
 RAILWAY CO.

*Farm crossings—Railway cutting—Damages—Prescription—  
 Deed of discharge—Rev. Stat. Can., cap. 109, secs. 27  
 and 54.*

The defendants, a railway company subject to the provisions of the Dominion Railway Act (R. S. C., cap. 109), purchased a strip of land running through the centre of a farm leased by the proprietor to the plaintiffs. The plaintiffs were indemnified for the loss of this strip during the unexpired term of their lease, and on receiving this in-

HELL  
 v.  
 a  
 2. Th  
 t  
 n  
 3. Th  
 h  
 th  
 4. Th  
 /  
 5. Th  
 se  
 us  
 w  
 ex  
 Th  
 1876  
 plain  
 tion  
 grant  
 " dem  
 " said  
 " in c  
 " resu  
 " pect  
 " pan  
 right  
 the pr  
 along  
 tiffs' f  
 other  
 from t

demnity released the company "of all claims and demands whatsoever that they might have against the said company for the loss of occupation of the premises in question, and generally of all rights and privileges resulting in their favour from the said lease, with respect to the portion of said farm required by said company for their railway." The company shortly after proceeded to construct the railroad, and in so doing made a deep cutting along the strip so acquired, preventing access from one part of the farm to the other. No bridge or crossing was made to connect the severed portions of the farm for nearly two years during which the construction of the road went on.

1880.  
Smith  
Atlantic and  
North-West  
Ry. Co.

- Held:**—1. That the railway company were bound to furnish the lessees with proper bridges or crossings even during the progress of the work, and that in default of so doing they would be liable in damages.
2. That the defendants were not absolved from this obligation by the terms of the deed of release above cited, as these only covered indemnity for the loss of the strip taken by the railway.
3. That as the damages in this case were continuous, and as the action had been commenced within six months from the cessation thereof, the claim was not prescribed under section 27 of the Railway Act.
4. That such damages were not limited to the period of six months next preceding the institution of the action.
5. That as the plaintiffs had not been totally deprived of access to the severed portion of their farm, but could communicate therewith by using their neighbours' bridges and crossings, moderate damages would be allowed, representing the loss of time and extra labour and expense incurred by such difficulty of access.

The defendants, a railway company, had purchased in 1876 a strip of land forming part of a farm leased by the plaintiffs, who had been indemnified for loss of occupation during the unexpired term of their lease, and had granted the company a discharge from "all claims and demands whatsoever that they might have against the said company for the loss of occupation of the premises in question and generally of all rights and privileges resulting in their favour from the said lease, with respect to the portion of said farm required by said company for their railway." Shortly after acquiring the right of way the railway company found it necessary, for the purpose of laying their road, to make a deep cutting along the strip so purchased, so that the whole of plaintiffs' farm was divided, and access from one half to the other entirely prevented. Action for damages resulting from the company's neglect to furnish plaintiffs with a

of jus-  
the part

two arbi-  
with pro-  
from the  
d which  
intiffs, to

have not  
pointment  
made in  
with fraud,  
demand  
ward;  
costs, of  
& Camp-

missed.  
ntiffs.

2, 1889.

WEST

cription—  
9, secs. 27

sions of the  
strip of land  
rior to the  
of this strip  
ing this in-



1890.  
Smith  
Atlantic and  
North-West  
Ry. Co.

bridge or other farm crossing. The plaintiffs claimed \$4,000, alleging that they had been deprived of access to the further portion of their farm during two years and had in consequence lost their pasturage and crops for two consecutive seasons. The plaintiffs also alleged that the company's repeated promises to erect a bridge across the cutting had prevented them from endeavouring to lease other land to replace the portion of which they were thus deprived.

The defendants were not liable and had never undertaken or promised to erect such bridge; that by the terms of the discharge above quoted they were released from such obligation, if it ever existed, the plaintiffs' compensation including the claim now set up; that plaintiffs had suffered no damage as alleged; and that any damages or injury sustained by reason of the railway were prescribed by the six months prescription established by Rev. Stat. Can., cap. 109, sec. 27.

The action was instituted on the 19th October, 1887, and it was proved that the company erected a permanent bridge only towards the end of July, 1887. It was also proved that during the seasons of 1886 and 1887, the plaintiffs had not been entirely unable to communicate with the isolated portion of their farm, but had been able to cross the cutting by using a bridge constructed on a farm at some distance further down the cutting. Letters from the company were produced, acknowledging their liability to connect the severed portions of plaintiffs' farm.

*E. Lafleur*, for the plaintiffs :

The defendants were bound by law, independently of any undertaking, to provide adequate farm crossings. *Rev. Stat. Can., 1886, cap. 109, sec. 54; Canada Southern Ry. v. Clouse, 13 Can. S. O. R. 139; Canada Southern Co. v. Erwin, 13 Can. S. O. R. 162.* The discharge invoked by defendants only covered indemnity for loss of the land, and could not be extended to the damages resulting from their obligations under the Railway Act, consequent upon their acquiring such land. As to the prescription of six months, sec. 27 of the Act provides

that when there is a continuation of damages, the action need only be taken within six months from the time when the damage ceased. In this case the damages were clearly continuous, and the action was taken about three months after the cessation of the damages. As to the quantum of damages the proof showed that there was a partial, not a total, deprivation of the use of one-half of the farm, but the inconvenience and loss of time in making a long *détour* had been considerable.

*Heneker and Meredith*, for the defendants :

The company is not bound under sec. 27 of the Railway Act (R.S.O., cap. 109) to erect and maintain a farm crossing during the continuance of their work in constructing the railway. As soon as the cutting was completed in July, 1887, a permanent bridge had been built. Moreover, the compensation received by the plaintiffs included any damages arising from the present claim, and the language of the deed of discharge (above cited) covered all possible claims in connection with the strip taken for the right of way. The defendants further contend that the plaintiffs could only recover damages for the six months next preceding the institution of the action, under sec. 27 of the Railway Act. The jurisprudence has been settled in this sense in Ontario by the decision in *McGillivray v. The Great Western Ry. Co.* (25 U. C. Q. B. 69), which was based on a statute (C. S. C., cap. 66, sec. 83) identical with the Act now invoked. The holding in *Pigeon v. City of Montreal* (9 L. C. R. 334) does not apply, as in that case the action had been brought more than six months after the cessation of the continuing damages.

On the 22nd June, 1889, the following judgment was rendered :

“ Attendu que les demandeurs, locataires d'une ferme située au Côteau St-Pierre, dans la paroisse de Notre-Dame-de-Grâces, se pourvoient en dommages contre la défendresse, alléguant qu'à raison des travaux par elle faits pour la construction de son chemin à travers la ferme des demandeurs, et de la négligence de la défendresse de procurer à ces derniers un pont au passage pour joindre les

1889.

Smith  
v.  
Atlantic and  
North-West  
Ry. Co.

1889.  
Smith  
v.  
Atlantic and  
North-West  
Ry. Co.

deux parties de leur dite ferme séparée par une coupe profonde au fond de laquelle est établie la voie ferrée de la défenderesse, les demandeurs ont été privés pendant les deux saisons de culture de 1886 et 1887 de tout accès à la moitié de leur dite ferme, et ont par suite subi des dommages considérables, perdant entièrement leurs récoltes pour ces deux années, dommages qu'ils évaluent à la somme de \$4,000 ;

"Attendu que la défenderesse a contesté cette demande, niant d'abord tout dommage, puis alléguant que, le 10 août 1886, les demandeurs, par acte avec la défenderesse, avaient consenti à recevoir \$700 comme indemnité pour tout dommage pouvant leur résulter de la construction de ce chemin, et que par suite leur demande actuelle n'était pas fondée; et enfin soutenant que si toutefois il y avait lieu à des dommages, toute réclamation à cet égard se trouvait prescrite par une période de six mois écoulées avant l'institution de l'action ;

"Attendu que l'acte du 10 août 1886, passé entre les parties ne couvre que les dommages devant résulter au demandeur de la privation de la lisière de terre acquise par la compagnie pour l'établissement de sa voie ferrée, et ne contient aucune décharge ou remise des dommages maintenant réclamés ;

"Attendu que l'obligation de la défenderesse de fournir aux demandeurs un moyen de communication entre les deux parties de leur ferme, est établie par la loi elle-même, que la défenderesse ne l'a d'ailleurs jamais nié, et qu'elle l'a même reconnu formellement dans diverses lettres de ses employés supérieurs adressées aux avocats des demandeurs, en réponse aux demandes de ces derniers de procurer aux demandeurs les moyens de communication requis ;

"Attendu que les dommages réclamés résultent de l'inexécution par la compagnie défenderesse de cette obligation à elle imposée par la loi, et que pendant les deux années consécutives de l'établissement et construction de la dite voie ferrée il y a eu continuité des dommages éprouvés par les demandeurs par la faute de la défende-

resse; que ce n'est qu'à la fin de juillet 1887 que ces dommages ont cessé par la construction par la défenderesse d'un pont reliant les deux parties de la ferme des demandeurs, et que l'action de ces derniers ayant été ensuite intentée en octobre 1887, il n'y a pas lieu à la prescription invoquée;

"Vu l'art. 27 de l'Acte des Chemins de Fer, ch. 109 des Statuts Révisés du Canada;

"Attendu qu'il résulte de la preuve faite que pendant la période écoulée de mai 1886 au mois d'août 1887, les demandeurs, s'ils n'ont pas été complètement privés de communication avec une moitié de leur ferme, ont cependant été considérablement gênés pour y parvenir, étant obligés de traverser sur des ponts établis chez leurs voisins à une certaine distance et d'allonger considérablement leur trajet en traversant les terres de ces voisins; que cet état de choses leur a imposé des dépenses additionnelles et les a privés d'une jouissance aussi avantageuse de leur terre qu'ils l'auraient eue autrement, et que cet inconvénient s'est surtout fait sentir au sujet du pâturage de leurs bestiaux; et que pour ces diverses raisons ils sont fondés à demander des dommages;

"Attendu néanmoins que les demandeurs n'ayant pas été complètement privés de voie de communication entre les deux parties de leur ferme, ils ne sauraient être admis à réclamer la perte de récoltes qu'ils auraient pu cueillir en se donnant plus de trouble et même en s'imposant plus de labeur et plus de dépenses;

"Appréciant les dommages d'après les considérations ci-dessus et les réduisant à une somme de \$400, qui paraît suffisante pour couvrir les pertes de pâturages et les inconvénients et troubles résultant de communications plus difficiles et plus longues;

"Renvoie les exceptions et défenses de la défenderesse, et la condamne à payer aux demandeurs une somme de \$400 avec intérêts, etc."

Judgment for plaintiffs.

*Lafleur & Rielle*, attorneys for plaintiffs.

*Abbott, Campbell & Meredith*, attorneys for defendants.

(E.)

1886.

Smith

Atlantic and  
North-West  
Ry. Co.

4 juin 1880.

Coram MATHIEU, J.

## LAPIERRE v. DAME GRANGER.

*Séparation de corps—Adultères—Détails de noms et de circonstances.*

**Jurés:**—Que dans une action en séparation de corps pour cause d'adultères, la défenderesse accusée de ce délit peut obtenir, par motion, que le demandeur lui fasse connaître les endroits, les circonstances des adultères, et les noms de ceux qui les auraient commis avec elle.

Le demandeur alléguait des adultères de son épouse commis en 1882 et en 1883, sans en donner d'autres détails.

La défenderesse, sans parler de son plaidoyer de réconciliation, avait intérêt à se défendre contre cette accusation grave.

De là sa motion pour particularités.

La jurisprudence ne semblait pas avoir déjà sanctionné une telle demande.

Pourtant le rejet d'une telle requête exposait l'accusée à une défaite presque certaine.

La coutume du sénat et de la chambre des lords, quand ils siègent comme cours de divorce, d'exiger ces particularités, paraît être un bon exemple à suivre.

Le demandeur répondait que cette demande était oiseuse, et que surtout la révélation des noms des co-auteurs des adultères de sa femme l'exposerait à des poursuites en dommages.

L'on verra comment la Cour répond à ces objections.

Voici le jugement:

"Considérant que la défenderesse a intérêt à connaître les circonstances des délits d'adultère dont on l'accuse, pour se mettre en position de se défendre contre ces graves accusations;

"Considérant qu'il ne peut y avoir d'objection, quant aux tiers qui seraient impliqués, à les mentionner maintenant, vu que la preuve devra toujours révéler leurs noms;



"A accordé et accorde la motion de la dite défenderesse, et a ordonné et ordonne au demandeur de fournir, sous six jours de cette date, à la défenderesse des particularités indiquant les endroits et les circonstances des adultères dont il l'accuse et les noms de ceux avec qui elle aurait commis ces adultères; les dépens devant suivre le sort du procès."

Z. Renaud, procureur du demandeur.

David, Demers & Gervais, procureurs de la défenderesse.

(J. J. B.)

June 28, 1889.

Coram DAVIDSON, J.

LOISELLE v. MUIR ET AL.

*Master and servant—Public carter—Negligent driving—Accidental employment—Responsibility—Art. 1054, C.C.*

The defendants, a firm of coal merchants, were in the habit of hiring public carters, carrying the corporation license, for the cartage and delivery to customers of their coal, such carters being paid so much per load, and being free to take one or more loads as they pleased. It appeared that one of these carters, while carrying a load of defendants' coal to a customer, had, through negligent driving, inflicted severe bodily injuries on the plaintiff.

Held:—That such carter was not a servant of the defendants or one for whom they were responsible under Art. 1054, C. C., but an independent contractor in the nature of a private carrier.

The facts of the case are sufficiently stated in the judgment.

*St. Pierre*, for the plaintiff, contended that as the proof established that the cart which had injured the plaintiff was loaded with defendants' coal, there was a presumption of ownership against them, which was not sufficiently rebutted by proving their custom of employing public carters for the work in question. Besides, even if the driver were a public carter, employed at so much a load, the defendants were liable for their negligence in select-

1890.  
Lefebvre  
v.  
Muir.

ing an incompetent person to do their work. Under the French authorities the employer's liability exists whether the employee works by the job or by the day (*à la tâche ou à la journée*), *Sourdat, Responsabilité*, Vol. II, §889; *Toullier*, Vol. 11, §284.

*E. Lafleur*, for defendants:—

The defendants delivered their coal to customers through licensed public carters whom they took from a stand or in the street, and paid by the load. They could exercise no control over men who might carry one load and never come to them again. If they were held responsible for the negligence of such drivers, it might *a fortiori* be contended that a person hiring a cab to drive him would answer for the careless driving of his cabman, for in the latter case the person hiring the cab would be present at the accident. But the accidental employment of a cabman has never been regarded as involving any responsibility on the part of the passenger, unless the latter should contribute to the accident by particular directions. It would be impossible to require the public to exercise discretion or care in their selection of drivers for a casual and temporary hiring of this kind, especially when such drivers carry corporation licenses. *Sourdat, Responsabilité*, Vol. 2, §894; *Addison on Torts* (Wood's Ed.), §550, p. 589, note 1; *New York, etc., Ry. Co. v. Steinbrenner*, 54 Am. Rep. 126, and authorities there cited.

DAVIDSON, J.:—

The plaintiff claims that while seated at his work in the yard of Belding, Paul & Co., in whose employ he was, a cart laden with coal and in charge of an inexperienced boy, was backed up against him, causing him severe injuries and damages to the extent of \$399; and he charges that the accident resulted through the incapacity and negligence of a servant for whom defendants are responsible.

Apart from a general denial of these charges, defendants plead that the driver complained of was not their em-



ployee or a person for whom they were in any wise responsible.

The defendants were delivering a quantity of coal to Belding, Paul & Co. in October, 1887, and as one of the carts was being backed up it struck plaintiff, injuring him to an extent that laid him up for two or three weeks. There would seem to be no doubt that the accident occurred through negligence or inexperience on the part of the boy in charge of the cart. To whom it and the horse belonged is a mystery. Neither one nor the other had name or number upon them, so far as the several witnesses were able to say. Being, however, defendants' coal and delivery, they start upon their defence with a presumption of ownership against them. Their firm has twelve or thirteen horses, but these are invariably engaged in delivering hard coal to retail customers, while the load in question was of soft coal, and part of a wholesale order. Their carts are numbered with the corporation numbers and have the name of the firm in large letters upon them. Then, too, they never employed boys as drivers. Patrick O'Neill, public weigher, has the impression that the cart had no number but only a chalk cross upon it to identify it with the weigh ticket issued by him. Defendants never even heard of the accident until notice of the action was given some four months after its occurrence. Their practice was hire, licensed carters for delivery of soft coal and to issue a *bon* for the carriage of each load, which any person might obtain the cash for on presentation to their cashier. These carters were free to accept as few or as many loads as they liked.

Facts of this kind overthrow the adverse presumption and prove defendants not to have been the owners of the cart. This being so, the person delivering the coal was not a servant of the defendants, but a contractor in the nature of a private carrier. From the standpoint of responsibility the *louage d'ouvrage* dominated and effaced that of *mandat*. The general rule is that responsibility does not reach back to the *commettant* unless his *preposé* is subject to his instructions and orders, and to his surveillance

1889.  
Lafolle  
v.  
Muir.

1889.  
Loiselle  
Muir.

in the execution of the *mandat*. 2 Sourdat, No. 885. Such was not the case here, as the carrier had right to come and go as often and how he liked. One is not responsible for a person employed accidentally and hired by the person with whom one contracts. For example, says Sourdat (No. 894) in the case of an accident caused by a hired vehicle, it is the person furnishing the horse and coachman who is responsible and not he who hires it. It is quite certain that the boy who drove in the present instance had another master than defendants, and that it was to this master that the cart and horse belonged. For this person's acts or defaults the defendants cannot be held, and I must dismiss the action with costs.

Action dismissed.

*St-Pierre, Globensky & Poirier*, attorneys for plaintiff.

*Lasleur & Rielle*, attorneys for defendants.

(E. L.)

June 28, 1889.

Coram DAVIDSON, J.

MUIR ET AL. v. PROVIDENCE INSURANCE CO.

*Expertise in foreign country—Arts. 322-340, C. C. P.*

The plaintiffs moved that an *expertise*, ordered by an interlocutory judgment, be referred to experts in England, on the ground that competent experts could not be obtained in Canada or the United States. HELD:—That apart from the inconvenience and expense of such a reference, the requirements of articles 325, 333 and 334, C. C. P., appear to place insuperable difficulties in the way of executing an *expertise* abroad.

*E. Lasleur*, for plaintiffs, contended that as the uncontradicted affidavit filed in support of the motion, established that neither the competent experts nor the requisite tests for carrying out the *expertise* ordered could be obtained in Canada or the United States, the Court should *ex necessitate rei* refer the matter to skilled persons elsewhere.

*Pothier*, Proc. Civ., No. 140; compare form 31 under Art. 330 C. C. P.

*Bioche*, Dict. de Proc. Civ., vol. 3, p. 748; vo. 'Expert, Expertise,' No. 61.

*Code de Commerce*, Arts. 414 and 416, compared with our Art. 2558 C. C.

*Hutton*, Q. C., contra, relied on Arts. 325, 333 and 334 C. C. P., contending that their provisions were incompatible with the carrying out of an *expertise* beyond the jurisdiction of the Court. He also quoted *Skead v. McDonnell*, 3 R. C. 43.

DAVIDSON, J. —

In this case the plaintiff's right to recover upon a marine policy depends upon whether the disaster occurred through a peril insured against or the imperfect condition of the steamship's shaft.

At the trial I came to believe that an examination of the shaft—which lies stored here—by experts, would greatly assist the Court and I so ordered. Plaintiff now moves that such expertise be referred to one of Lloyd's surveyors at London, England, on the ground that competent experts and machinery to test a shaft of this size cannot be had either in Canada or the United States. One of the plaintiffs makes affidavit of the truth of these allegations. I am unable at the moment to concur in them. The examination needed is not such a search for hidden flaws as might need peculiar facilities for their discovery. The shaft is broken in two and the faces of the fracture are fully exposed. It must be a simple matter for experts to speak of the quality of the iron, and whether or no there are proofs of a previous defect. Apart, too, from the inconvenience and expense of shipping the pieces of the shaft to England, I find that our procedure interposes very great, if not insuperable difficulties. If the parties do not concur upon three experts, the Court must appoint them (C. P. 325); the parties are entitled to notice of the place and time of the meetings of the experts (C. P. 333); and to produce witnesses and to make arguments (C. P.

1889.

Muir

Providence  
Ins. Co.

5. Such to come. respon- nired by ple, says sed by a orse and es it. It present d that it red. For cannot be

missed. ntiff.

1889.

E CO.

C. P.

tutory judg- d that com- nited States uch a refer- ., appear to an *expertise*

ae uncon- on, estab- r the re- red could the Court ed persons

1889.  
Muir  
Providence  
Ins. Co.

334). These and other like rights and restrictions seem insuperable. There is one case, and perhaps others, in which a foreign expertise is permissible. In cases of average contribution, for example, the goods lost as well as those saved are estimated at the port of discharge. C.O. 2258. But this does not create a general principle, simply providing as it does for proof of a fact local to a foreign place.

Motion rejected with costs.

*Lasfleur & Rielle*, attorneys for plaintiffs.

*Hatton & McLennan*, attorneys for defendant.

(E. L.)

May 16, 1889.

*Coram* WURTELE, J.

EX PARTE THE CITIZENS' LEAGUE OF MONTREAL.

*Licenses—City of Montreal—1 R.S.Q. 843, §13—Authority of License Commissioners—Second application by same person.*

Held:—The enactment contained in 1 R.S.Q., Art. 843, § 13, that the decision of the license commissioners, either granting or refusing the confirmation of a license certificate, is final, does not preclude the reconsideration by them of an application, or the consideration by them of a new application, by the same person in the current license year. The decision of the commissioners is "final" only in the judicial sense that it is not subject to appeal or to Review.

WURTELE, J.:—

In this matter an application has been made by the petitioners for a Writ of Prohibition, to restrain the license commissioners from proceeding on the application of one James McKeever, for the confirmation of a certificate for obtaining a license to keep a hotel in this city.

In the month of April last Mr. McKeever applied to the commissioners for the confirmation of a certificate, but they refused to confirm it and rejected his application. He has since obtained the necessary number of signatures

to another certificate for the same hotel, and has given notice that he will apply for its confirmation.

The petitioners now apply for a Writ of Prohibition to prevent the license commissioners from taking his second application into consideration. They contend that, having refused to confirm a certificate for the current license year, the commissioners have spent their power and cannot entertain another application by the same person for the same year. They invoke paragraph 18 of Article 843 of the Québec License Law, which reads as follows: "The granting of the confirmation of the certificate or the refusal thereof, for any cause whatever, is discretionary with the said authorities,.....and their decision is final." They maintain that under this enactment the decision of the commissioners in refusing to confirm Mr. McKeever's certificate was final, and that they have no power to go back on their decision and confirm a second certificate for the same place for this year.

The whole case lies in the interpretation to be given to the phrase: "Their decision is final."

The license law contains certain provisions, in the interest of public morals, for the regulation of the sale of intoxicating liquors and for the granting of licenses for its sale; but the primary object of that law is the raising of revenue for provincial purposes.

The law of the land does not prohibit, except in certain cases, the sale of intoxicating liquors, but on the contrary, outside of these particular cases, allows it, subject to the obtaining of a license and the payment of the duties imposed.

The granting of the license is entrusted in the City of Montreal to a Board composed of the two Judges of the Sessions of the Peace and the Recorder; and, on the fulfilment of certain formalities by an applicant, it is discretionary with them either to grant or to refuse it. They have to decide on the application, and their action in deciding on it is judicial. The discretion vested in them is, therefore, judicial, and it must consequently not be arbitrary, fanciful or capricious, but must be exercised for

1889.

Ex parte  
The Citizen  
League  
of Montreal.



1880.

Ex parte  
The Citizens'  
League  
of Montreal.

substantial reasons, according to the facts and circumstances of each case.

The license law allows the majority of the municipal voters in each polling district in Montreal to object to the granting of a license to any applicant; and in such case it cannot be granted. But in all other cases the commissioners exercise their discretion. In the exercise of their discretion they have no right to refuse a license, merely because they should be of opinion that the number of licenses should be limited; that is a legislative and not a judicial question, and one which appertains either to the legislature or to municipal councils when the legislature has delegated legislative powers in that respect to them. In the exercise of their discretion the commissioners have the right to enquire, (and indeed it is their bounden duty to do so,) whether the applicant is a person of good moral character, whether he is fit to be allowed to sell intoxicating liquors, whether the house in which he intends to sell liquor complies with the requirements of the license law, and lastly whether the license sought for is or is not required, where the house is situated, for the accommodation or the wants of the public.

When a statute declares that a judgment or decision in certain proceedings shall be "final," the word must be construed and taken in its technical sense, as precluding an appeal. (See *Endlich* on the interpretation of statutes, secs. 74 and 149.) The decision of the commissioners is a judicial one, and there can therefore be, under the provisions of the license law, no appeal from the exercise of their legal discretion; their decision cannot be reviewed and annulled under a Writ of Certiorari, nor can they be coerced in the exercise of their discretion by a Writ of Mandamus. Their decision is "final" in a judicial sense, but that is to the extent just indicated and no further. The enactment that the decision of the commissioners is final, does not, therefore, preclude the reconsideration by them of an application or the consideration by them of a new one. The conditions which existed when a license was refused may change, a man might alter his house and

bring it within the requirements of the law, or other hotels or restaurants might cease to be kept in the neighbourhood, and a house which before was not wanted might be needed, or at least not be too much; and in such cases there can be no technical and arbitrary reason why a license should not be granted. Besides, as the primary object of the license law is to provide revenue for provincial purposes, whenever there are no grounds, after due enquiry, to refuse a license in the exercise of the judicial discretion conferred upon the commissioners, an applicant should not be prevented from obtaining one on pure technical reasons.

I must, therefore, refuse to order the issue of a Writ of Prohibition in this case; and I reject the petition asking for one, but without costs.

The judgment is, as follows:—

"I, the undersigned Judge of the Superior Court, having taken communication of the petition of the Citizens' League of Montreal, asking for the issue of a Writ of Prohibition to restrain the license commissioners of the City of Montreal, to wit:—Mathias C. Desnoyers and C. Aimé Dugas, Esquires, the Judges of the Sessions of the Peace, and Benjamin A. T. de Montigny, Esquire, the Recorder, from taking any action upon the application of one James McKeever for the confirmation of a certificate for the obtaining of a license to keep a hotel at No. 2059 on Notre Dame Street, in the City of Montreal, having heard the petitioner, by its counsel, and L. O. David, Esquire, advocate, on behalf of the license commissioners, and having deliberated;

"Seeing that the petitioner represents that the said James McKeever had previously applied for the confirmation of a certificate for a license for the current license year to keep a hotel in the same house, and that the confirmation thereof had been refused, and contends that the decision refusing the granting of a license for the said house is final under the provisions of paragraph 13 of Article 848 of the Revised Statutes of Quebec, that the said

1880.  
Ex parte  
The Citizens'  
League  
of Montreal.



1889.

Ex parte  
The Citizens'  
League  
of Montreal.

James McKeever is debarred from making any other application for the current year, and that the license commissioners have no power to entertain and grant his second application ;

"Considering that a decision of the license commissioners is final only in the sense that it is not subject to appeal or to review, but that it is not final to the effect that the license commissioners have no power after rendering it to consider and adjudge upon a second application by the same person for a license for the same place and year ;

"Considering that the license commissioners have the power to entertain the second application made by the said James McKeever, and that the petitioner is unfounded in its pretensions ;

"Do refuse to order the issue of the Writ of Prohibition asked for, and do reject the petition praying for the same, but without costs."

Petition dismissed without costs.

S. A. Lebourveau, attorney for petitioners.

L. O. David, for License Commissioners.

(J. K.)

May 17, 1889.

Coram WURTELE, J.

EX PARTE FOSTER, petitioner, and THE CITY OF MONTREAL, respondent.

City of Montreal—Widening of St. Lawrence Street—52 Vict. ch. 79, s. 243.

Held :—That under 51-52 Vict. (Q.) ch. 79, s. 14, as revised and consolidated by 52 Vict. (Q.) ch. 79, s. 243, the portion of the indemnity payable by the city, for the expropriation of the property required for the widening of St. Lawrence Street, may properly be paid out of the capital funds of the city, and not out of the annual revenue.

WURTELE, J. :—

Under the authority of the Statute 51-52 Vict., ch. 79, the City of Montreal commenced and is now carrying on

the necessary proceedings for the expropriation required for the widening of St. Lawrence Street to a width of sixty-seven feet. The city attorney presented the report of the Commissioners for homologation on the 14th May instant, and the report was homologated on the 16th. Under the Charter, the Corporation of the city has to deposit the aggregate amount allowed to the expropriated parties in the hands of the Prothonotary within thirty days from the homologation of the report.

The petitioner, who is a municipal elector and a ratepayer of the city, now applies for a writ of injunction to restrain the Corporation from depositing such indemnity, on the ground that by the statute authorizing the widening, one-half of the indemnity was made payable by the city out of its general revenues, that the general revenues are insufficient to pay such half of the indemnity, and that the required amount would be illegally taken from the capital funds of the Corporation.

The 14th section of the statute 51-52 Vict., ch. 79, which was an amendment to the charter, certainly provides that the indemnity shall be paid for "one-half by the City of Montreal out of the general revenues of the city," but the charter was revised and consolidated in the last session of the Legislature, and the consolidated and amended charter suppresses the words "out of the general revenues of the city," and simply enacts, in section 243, that the one-half of the cost of the improvement shall be borne by the city. Then sections 128, 129 and 130 of the consolidated and amended charter authorize the issue of permanent debenture-stock and the using of a portion of the proceeds for street opening or widening. Under the existing law, the indemnity for the expropriation of the property required for widening St. Lawrence Street, has not, therefore, to be provided out of the general revenues of the city, but out of its capital funds.

The petitioner declares that the general revenues of the city have been appropriated and cannot provide funds for the payment of the indemnity, that the Corporation is now about to deposit the amount, and that the money

1892.

Ex parte  
Foster and City  
of Montreal.her ap-  
pmiss-  
secondommis-  
ject to  
ect that  
dering  
tion by  
d year  
ve the  
he said  
ded inhibition  
e same,

costs.

1889.

Y OF

-52 Vict.

nd consoli-  
indemnity  
ty required  
paid out of  
venue.t., ch. 79,  
rying on

1889.  
Ex parte  
Foster and City  
of Montreal.

is to be taken from the capital funds of the city, and he alleges that this course is illegal and asks for an injunction to restrain the Corporation of the city from pursuing it. But what the petitioner says is illegal is not so, and the course which he wants to prevent the Corporation from following is, on the contrary, the one provided by law; and the matter is so clear, that there cannot be even the suspicion of a doubt as to the legality of the action to be taken by the Corporation in respect to the deposit to be made.

The petitioner having failed to establish the illegality of the act which he wants to prevent, or even to raise a doubt as to its legality, I must refuse the writ of injunction applied for; and I reject his petition, with costs in favor of the respondent.

Injunction refused.

*Lacoste, Bisailon, Brosseau & Lajoie*, attorneys for petitioner.

*R. Roy, Q.C.*, for the city.  
(J. K.)

[IN CHAMBERS.]

June 3, 1889.

Coram WURTELE, J.

GUERIN v. PROCTOR ET AL, and  
THE CITY OF MONTREAL, *nise en cause*.

*Mandamus—Expropriation—Commissioners whose powers have lapsed*

Commissioners appointed for expropriation have two duties, (1) to appraise and determine the indemnity for each property required, and to make and deposit a report of their appraisements; and (2) to apportion the cost among those who are to bear it.

Held, That when the Commissioners have made and deposited the report of their appraisements, or when the delay for the completion of their work of appraisal and for the deposit of their report has expired without such deposit being made, all their powers as experts for the purposes of valuation cease, and a writ of mandamus will not then lie, to compel them to proceed (as they were by law bound

to do) to value the residue not exceeding fifty feet in depth of a property taken for the improvement.

1880.

Guerin  
Proctor.

WURTELE, J. :—

The petitioner is the owner of two lots of land on the S. W. side of St. Lawrence Street, of which the front portions have been expropriated by the city for the widening of the street. The remaining portions do not exceed fifty feet in depth, and under the provisions of the Charter he had the right to compel the city to take the residue and have it valued with the portions required for the improvement. In order to exercise this right he had to give notice in writing to the city clerk of his option before the day fixed for the valuation of the property to be expropriated. The petitioner alleges that the day fixed for the valuation of one of his properties was the 18th March last, and that he gave the notice to the city clerk on the 16th, and that the day fixed for the valuation of the other property was the 20th March, and that the notice was given on the 19th; but that the commissioners took no cognizance of these notices, and did not determine the value of the residue of his properties. He now asks for a Writ of Mandamus to compel the commissioners to value, and the city to take the residue of his properties.

The commissioners, by their counsel, allege that the day appointed on which to proceed to the valuation of the properties which were required for the widening of the street and which had to be expropriated was the 18th January, that the petitioner had failed to give his notice before that day, and that he had therefore forfeited the right to compel the city to take the whole of his two properties.

In ordinary cases of the expropriation of property, required by the city for public improvements, notice is given to the parties to be expropriated for the appointment of commissioners to value the properties to be taken, by both special and public notices. The commissioners first determine who are to be specially assessed for the cost of the improvement, and give public notice to such

1880.  
Guerin  
v.  
Proctor.

parties to enable them to stop the improvement should a majority of them oppose it. When a majority does not oppose the improvement, the commissioners fix a day to proceed to the valuation of the properties to be expropriated, and give public notice of the day so appointed; they then proceed to appraise and determine the indemnity for each property, and when they have completed the appraisements, they make and sign a report and deposit it in the office of the city clerk on the day fixed for that purpose by the Court or by one of the Judges.

Special provisions were, however, made by the Legislature for the widening of St. Lawrence Street. The charter decides who are to bear the cost of the improvement, and enacts that the above mentioned provisions requiring the commissioners to determine who should do so, and to fix a day to proceed to the valuation and give public notice thereof, would not apply to the expropriation for such improvement.

The commissioners appointed for expropriations under the Charter are vested with the same powers and are entrusted with the same duties as common experts. By Article 338 of the Code of Civil Procedure, experts are required to fix the time and place at which they will proceed with their investigation, and to notify the parties, with a delay of three days. The notice so required is a special one. In ordinary cases of expropriation this provision is superseded by the provision contained in the Charter, directing the commissioners to fix a day to proceed to the valuation and to give a public notice to the parties interested. But in the case of the widening of St. Lawrence Street, as this provision does not apply, the commissioners had to be guided by the rules laid down for common experts, and had to apply Article 338 and, therefore, to give a special notice to each party to be expropriated.

Such being the case, the notices given by the petitioner that he required the city to expropriate and take the whole of his two properties, were given in due time, and the city was bound and can be compelled to do so.



1888  
Guerin  
v.  
Proctor

But is a Writ of Mandamus addressed to the commissioners and the city, the proper remedy?

Commissioners appointed for expropriations have two distinct things to do. They are to value and determine the indemnity for each property to be taken, and to make and deposit a report of their appraisements, and the other is to apportion the cost of the expropriation to be borne by the owners of the property. When the commissioners make and deposit the report of their appraisements, the delay fixed for the completion of their work of appraisement and for the deposit of their report expires without such deposit being made, all their powers as experts for the purposes of valuation lapse; when they have not reported, their powers both as experts and as assessors cease, but when they have reported, then their powers as experts cease and their duties as assessors commence.

New in the present instance, the commissioners deposited their report on the 1st May, being some days before the day to which the delay for depositing the same had been extended, and the extended delay has long since expired. Such being the case, their powers for the appraisement of property have lapsed, and they remain absolutely without any right and, therefore, under no obligation to proceed to any further valuation. Under these circumstances, it is evident that a Writ of Mandamus against the commissioners to enjoin them to value the residue of the petitioner's two properties, would be fruitless, and that it does not lie.

I must, therefore, refuse to order the issue of the Writ of Mandamus prayed for, and leave the petitioner to seek his proper remedy; and I reject the petition, with costs in favor of the respondents.

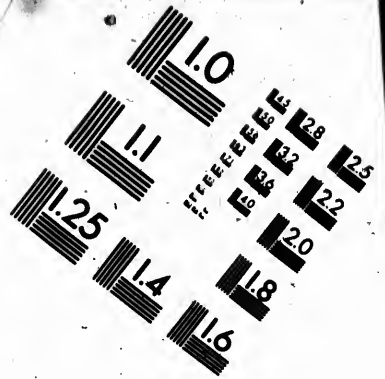
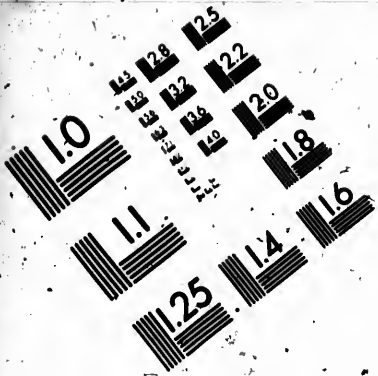
As I have decided the application on its merits, I need not discuss the contention raised by the respondents, that in any event a Writ of Mandamus would not lie against commissioners for the purpose of expropriations.

Judgment: "Having heard the parties by their counsel upon the petitioner's petition for writ of *mandamus* against the defendants as Commissioners for the expropriation of

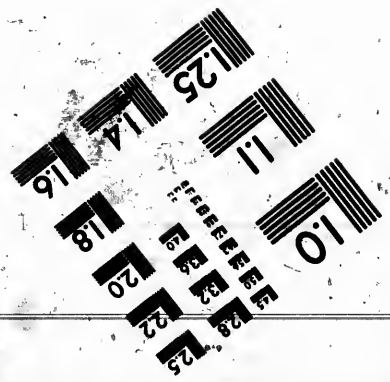
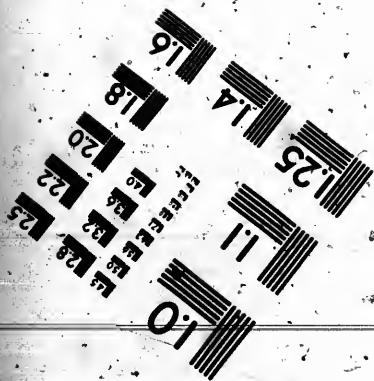
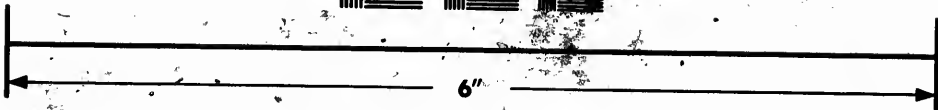
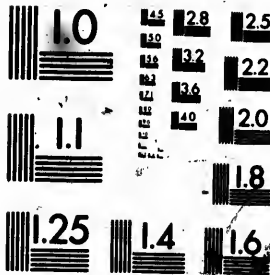








**IMAGE EVALUATION  
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic  
Sciences  
Corporation**

23 WEST MAIN STREET  
WEBSTER, N.Y. 14580  
(716) 872-4503

LE 28 25  
LE 32 22  
LE 20 18  
LE 18

1.0

1889.  
Guerin  
v.  
Proctor.

St. Lawrence Street, etc., I, the undersigned Judge, do refuse the writ of *mandamus* asked for in said petition, with costs against petitioner in favor of defendants."

Mandamus refused.

*Greenshields, Guerin & Greenshields*, attorneys for petitioner.

*Rouër Roy, Q.C.*, attorney for defendants and *mise en cause*.

(J.K.)

June 22, 1889.

Coram DE LORIMIER, J.

RIDDELL ES-QUAL. V. GOOLD.

*Bill of exchange—Accommodation bill—Insolvency—Compensation.*

On the 25th June, 1888, the defendant accepted *G's* accommodation draft for \$249.75 at three months. On the 24th July, 1888, the defendant purchased goods from *G* to the amount of \$215. On the 28th July, 1888, *G* made a judicial abandonment for the benefit of his creditors. On the 28th Sept., 1888, defendant paid the accommodation draft.

In a suit by the curator to *G's* estate for the recovery of the \$215, price of goods, defendant pleaded that he was entitled to compensate this sum with the amount he had paid on the draft for *G's* accommodation:

- Held:—1. That the judicial abandonment definitively settles the relative positions of the insolvent and his debtors and creditors;
2. That from the date of the abandonment, all the unsecured creditors acquire the right to be paid by contribution out of the proceeds of the debtor's estate;
3. That compensation cannot take place to the prejudice of rights acquired by the insolvent's creditors by reason of the abandonment, and therefore that creditors are without right of compensation for claims maturing after the abandonment.

DE LORIMIER, J.:—

This is an action instituted by A. F. Riddell, Esq., in his quality of curator duly appointed to the insolvent estate of James Guest, of Montreal, trader.

Plaintiff alleges: That defendant, on the 25th July, 1888, was indebted to said James Guest, in the sum of

1888.  
Riddell  
Good.

\$215, as per invoices and statements (plaintiffs' ex. Nos. 1 and 2), for price and value of merchandises and effects sold by said James Guest to said defendant on the 24th of July, 1888. Plaintiff further alleges that on the 26th of July, 1888, said James Guest made a judicial abandonment of his estate, and that plaintiff was duly appointed curator according to law.

Defendant pleaded to this action, firstly, by an exception to the form, on the ground that the cause of action was not legally set forth in the declaration, but this exception has been withdrawn by consent.

Upon the merits of the demand defendant denies owing anything to plaintiff *es-qual.*, and sets up a plea of payment and compensation. He alleges that all liability of defendant to plaintiff *es qual.* was paid, extinguished and compensated by a bill of exchange for \$249.75, dated at Montreal, 25th June, 1888, drawn by said James Guest upon said defendant, and by the latter duly accepted and paid in the ordinary course of business. He alleges by another exception that the said Jas. Guest, since the year 1885, has been doing business with the said defendant, and that they never settled nor balanced their accounts. That defendant purchased goods from said Guest and was also in the habit of importing goods through him, which latter goods were generally left in bond in Montreal and shipped to defendant only as he required them. That on the arrival of said goods in Montreal, said Guest would draw a bill of exchange upon defendant, according to a custom that grew between them, for the value of the goods, and defendant would only receive them subsequently to his acceptance of said bill of exchange, according as he required them, the duty of customs and the local freight being charged to him by said Guest ;

That defendant never having received a complete statement of his transactions with said Guest, was in ignorance of how the account stood on the 28th June, 1888, when a draft or bill of exchange for \$249.75 was presented to him, drawn by said Guest, and which, according to the custom aforesaid, he duly accepted ;



1888.  
Riddell  
v.  
Goold.

That said bill of exchange was duly paid by defendant when the same matured. That defendant was unaware of Guest's insolvency, and that he accepted said draft in good faith, believing himself indebted to said Guest as well on past transactions as for goods ordered and expected to arrive to the full extent of said draft. That the transactions between defendant and said Guest ended by the latter forwarding to defendant the goods and merchandises mentioned in the statements and invoices in question in this cause;

That on the 25th of July last, defendant received a statement marked A, showing a credit due him by Guest, and that on the 21st of August last he was notified by plaintiff es-qual. (exhibit B) that he was indebted to said estate in a small sum, he being credited with the amount of the above draft.

Plaintiff es-qual. filed an answer to defendant's pleas alleging that the draft of the 25th June last and pleaded in compensation, was unmatuured at the time of Guest's failure; that it became due only on the 28th day of September now last, that is to say after the receipt by defendant of the goods sued for by this action, and long after the abandonment made by Guest of his property for the benefit of his creditors. That plaintiff es-qual., as representing said creditors, cannot be affected by the pretended custom, as claimed by defendant in his pleas, even if it existed. That if defendant had not received any statement or balanced his account with said Guest at the date of said draft, 25th June, 1888, the same was due to defendant's own neglect, and that in accepting said draft he expressly confessed to have received value and consideration therefor given at the date of its acceptance;

That even if defendant was not indebted to said Guest and had received no consideration for said draft at the time of his acceptance of the same, which is denied, the said draft thereby became an accommodation acceptance by defendant for Guest's benefit; that this draft which did not mature until after Guest's insolvency cannot be

offered in compensation of his indebtedness, as claimed by plaintiff *es-qualité*;

1888.  
Riddell  
v.  
Goold.

That the credit balance as shown by defendant is based upon a compensation of the said draft, as against the liability of defendant to said Guest, which compensation cannot be effected as against plaintiff *es-qualité*. That the notice *B*, sent through plaintiff's office, was but a formal notice taken from the books before investigation, and cannot prejudice the creditors' rights.

The only question at issue is really whether the draft of the 25th June was an accommodation draft, or whether it was really drawn by Guest and accepted by defendant under a certain custom between them for goods to be delivered after said acceptance; if so, were the goods shipped on the 24th July sent as the consideration or value of said draft? Should the draft be declared an accommodation draft? Is there a right for defendant to plead the same in compensation against plaintiff's claim, said draft having matured only subsequently to the date of Guest's abandonment?

Defendant, examined as a witness by plaintiff *es-qual.*, admits having received the goods, the value whereof is claimed by the present action and he admits this, that the value of said goods is correctly set forth in plaintiff's statements and invoice. Guest's insolvency is admitted by the parties as well as the fact of his judicial abandonment on the 26th July, 1888.

Defendant has examined two witnesses, Messrs. George Rawlings and L. O. Wilson. It is proved that defendant was in the habit of buying goods sometimes from Guest's stock and sometimes direct from Europe through Guest, the latter was in the habit of drawing for the amount of the imported goods so soon as he would receive the European invoice. Defendant's acceptance was credited to him and he would then take delivery of the goods at his own convenience. This was undoubtedly the fact for the draft marked *V* of the 30th April, 1888, at six months, for \$227.67. These goods were invoiced to defendant on the 22nd May following only. But defendant's own witness Rawlings

1889.  
Riddell  
Goold.

says that apart from the transactions of goods sold and delivered for which drafts were drawn on defendant by Guest, the latter was also in the habit of drawing upon defendant for accommodation. As regards the draft of the 25th June, in question in this cause, this witness answers as follows:—

Witness produces copy of letter of the 25th June, 1888, accompanying draft of same date:

Q. Who was that letter signed by? A. By myself.

Q. As attorney for Mr. Guest? A. Yes.

Q. You had full power of attorney for Mr. Guest? A. Yes.

Q. As a matter of actual fact, was that draft of \$249.75 drawn upon Mr. Goold by Mr. Guest on his behalf, purely for Guest's accommodation? A. When Guest was hard up, he drew on lots of people in just the same way.

Q. Then, it was an accommodation draft? A. For Mr. Guest, yes.

Q. That was the date you drew it? A. Yes.

Q. Do you find any mark opposite it in the ledger to indicate its character? A. I find the letters "A O" in pencil in my handwriting, to show it was an accommodation for Mr. Guest.

This witness says, p. 14 :

Q. Could there have been any outstanding amounts for which no drafts had been drawn on Mr. Goold? Have they always been covered by drafts? A. Always.

At p. 20:

Q. So that the accommodation transactions were running on separately from the transactions for value? A. There were not many, but such as there were they were running on independently altogether.

The defendant produced another witness, Wilson, who endeavoured to prove that defendant had in June, previous to his acceptance of the draft in question, given orders to Guest for goods, which were to be delivered in the future on defendant's demand, but this witness is not positive, neither as to the date nor as to the identity of the goods; see p. 5 (bottom) and p. 11; his evidence would amount only to this, "that it might *possibly* be a

1888.  
Riddell  
Hooid.

draft for goods to be delivered in virtue of orders taken by him in June." Rawlings' evidence is fully corroborated by that of plaintiff's witness McGregor, and the latter files a statement marked F, which clearly proves that the draft in question was a mere accommodation for Guest's benefit. The principal facts which show this draft was an accommodation, are, amongst others, the following :

10. On the 17th of April, 1888, Guest drew on defendant an accommodation draft for \$280.60. This is proved to be an accommodation by defendant's own letter dated the 16th June, 1888, three days before it matured. When Guest requested this accommodation he wrote to defendant as follows : " Being short to-day to pay sterling draft, I have drawn as above. Kindly accept on presentation, which will be paid at maturity." When Guest wrote to defendant about the draft of the 25th June, he wrote as follows : To draft \$249.75. Dear Sir,—Kindly oblige by accepting above draft, as I was short to-day to meet some large payments. See Rawlings' deposition, p. 15. As these two letters run in the same style, and the latter draft follows closely the maturity of the first one, there is a strong presumption that they are both accommodation drafts.

20. Witness Rawlings swears positively the draft in question was an accommodation for Guest ; he himself wrote the letter and drew the draft of the 25th June in question in this cause. Witness McGregor swears that having examined carefully the accounts between the parties in this cause, and having prepared statement marked F, there can be no question whatever that this draft was an accommodation for Guest's benefit.

30. In defendant's bill-book words or letters have been erased exactly under the draft of the 25th of June. Defendant says he erased the word *paid* to put *renl.* for renewal. But he is not very positive, he swears to the best of his belief. A noticeable fact is that the word *accommodation* is written in the same bill-book under the draft of the 17th April.

It is evident that the credit balance A filed by defendant,

1880.  
Riddell  
v.  
Goold.

is based upon a compensation of said draft as against the liability of defendant to said Guest, and that this compensation, on the very eve of Guest's abandonment, cannot be effective as against plaintiff *es-qualité*. It is also established that the notice B sent to defendant through plaintiff's office, was but a formal notice taken from the books and before any investigation, and cannot prejudice the creditors' rights.

But it is proved that defendant is entitled to a credit of \$87.78 for goods returned, as per defendant's statement marked R, and credit for this amount has been omitted in Guest's ledger. Deducting this amount from that claimed by this action, a balance of \$127.60 remains due plaintiff *es-qual*.

The only point which now remains to be examined is whether under the circumstances defendant has a right to plead compensation and offset this amount by that of the accommodation draft which he paid for Guest on the 28th September, 1888.

The principles regulating the right of compensation are determined by Articles 1188 and 1196 of our Civil Code as regards the questions in issue in this cause.

Art. 1188 is as follows: Compensation takes place by the sole operation of the law between debts which are equally liquidated and demandable, and have each for object a sum of money, or a certain quantity of indeterminate things of the same kind and quality.

Art. 1196 is as follows: Compensation does not take place to the prejudice of rights acquired by third parties.

Let us now apply these principles to the questions raised in this cause. On the 26th July, 1888, Guest became insolvent. Defendant was then indebted to him in the amount above mentioned and claimed by this action. Guest's draft on defendant and by the latter accepted for \$249.75 was not then matured; it became due only on the 28th of September, 1888; was defendant then in a position to oppose compensation? Even as against Guest himself, was defendant then in a position to plead com-

compensation as against a demand by Guest for the amount of these two invoices?

Compensation is nothing else than a payment of a debt by another debt. The first element in the law of compensation is clearly the mutuality of debts, the simultaneous existence in the two parties of the respective quality of creditor and debtor of each other. This is what is meant by Article 1188, when it says that the two debts must be equally *demandable*. It is impossible not to admit that in this cause defendant's debt was *demandable* and exigible, whilst the latter's claim for the accommodation draft had not yet matured, and therefore was not yet exigible.

But it may be urged that by reason of Guest's insolvency, he was, under Art. 1092 of our Civil Code, deprived of the benefit of the term, so that the defendant became his creditor from the date of his insolvency, for the amount of the accommodation draft. The law says: "The debtor cannot claim the benefit of the term when he has become a bankrupt or insolvent."

It is true that insolvency deprives a debtor of the benefit of the term for the payment of his debt, which becomes exigible, but this means only a *forced exigibility* for the sole purpose of the equal distribution of the assets; it is not the exigibility of a debt in the ordinary sense of its maturity. Guest, at the time of his failure, had delay for the payment of the draft until its maturity, and the defendant would have had no right, even by paying then the amount of said draft, to oppose compensation to the prejudice of rights acquired by Guest's creditors by reason of the latter's insolvency, under Art. 1196, C. C. Defendant in such a case would have been simply entitled to rank as an ordinary creditor on Guest's estate, for the amount so paid for Guest's accommodation, but this would not have entitled defendant to plead compensation to a demand of the amount he owed Guest prior to the latter's insolvency.

Pardessus, vol. 1, No. 234; Toullier, vol. 7, No. 381.

Beaudry-Lacantinerie, Droit Civil, vol. 2, No. 1119.—



1880.  
Riddell  
v. Gould.

"Les dettes non encore échues d'un débiteur failli, sont rendues immédiatement exigibles par le jugement déclaratif de la faillite. Mais cette exigibilité qui a principalement pour but de faciliter la liquidation de la faillite n'équivaut pas, au point de vue de la compensation, à celle qui résulterait de l'échéance du terme; elle ne rend pas compensable une dette du failli qui ne l'était pas encore. Bien plus, la compensation ne pourra plus désormais se produire, lorsque l'échéance du terme arrivera. La raison en est que le jugement déclaratif de la faillite fixe irrévocablement le sort de tous les créanciers du failli, et fait obstacle à ce que l'un soit payé au détriment des autres; ce résultat ne peut pas plus être obtenu par voie de compensation que par voie de paiement, à bien prendre d'ailleurs, la compensation est un paiement."

Not only were these two debts not equally demandable, but they were not equally *claires et liquides*. The law of cession and abandonment is in effect an insolvent law, it is enacted with a view of affording relief to a debtor and of realizing and distributing as promptly as possible his available assets among his creditors. The object of the law would be defeated if, after an abandonment, each creditor was to remain entitled to the full amount of his debt; no distribution of assets could be possible. It is therefore evident that from the date of the abandonment all the unsecured creditors acquire the right—but that right alone—to be paid by contribution out of the proceeds of the debtor's estate, without right of compensation or preference between them for causes maturing since the abandonment. The creditors' rights are by the fact of the insolvency finally settled in the sense of a right of contribution merely. It is therefore evident that the amount to which each creditor shall become entitled is yet uncertain and contingent on the amount to be realized out of the assets in proportion to the whole of the estate's liabilities. In this cause defendant paid the accommodation draft long after Guest's insolvency, so that he became Guest's creditor only after the latter's abandonment. This is sufficient to prove beyond doubt that, at

the time of Guést's abandonment, the two debts were not equally *claires et liquides*. Dalloz, vo. Faillite, No. 251, p. 105. 1 Renouard, Faillite, p. 821. 1 Bedarride, p. 120.

As to the right of defendant to offer compensation against the estate, the law as settled by Art. 1196 of our C. C. is equally clear and equitable: Compensation cannot take place to the prejudice of rights acquired by third parties. Creditors are here third parties entitled by law to the immediate realization and distribution of the assets of their insolvent debtor.

Larombière, under Art. 1291, C. N., No. 27, §2, says: "La faillite déclarée fixant irrévocablement le sort de tous les créanciers, la *compensation* légale ne peut plus s'opérer au profit d'un seul, puisqu'elle aurait lieu au préjudice des droits acquis en faveur des autres. Et à cet égard, il n'y a aucune distinction entre les dettes commerciales et les dettes non commerciales"—and again, §4: "Quant à la cession de biens, judiciaire ou volontaire, elle empêche la *compensation de droit*, lorsque les éléments n'en ont été réunis qu'après l'abandonnement des biens faits par le débiteur. Elle n'aurait lieu, en effet, qu'au préjudice des droits acquis aux autres créanciers dont la cession de biens a définitivement fixé la position."

Toullier, vol. 7, No. 381, §7, also says: "Mais la *compensation* n'est point admise en faveur de celui qui, étant créancier ou débiteur du failli avant l'ouverture de la faillite est devenu depuis son débiteur ou son créancier, de quelque manière que ce soit."

Sirey, 1842, 1, 80 note: "Il n'est donc pas plus douteux, aujourd'hui qu'autrefois, que la règle en vertu de laquelle aucun paiement valable ne peut être fait après la faillite, s'oppose également à la *compensation*, qui est un mode de paiement et qui, aussi bien qu'un paiement, aurait pour effet de rompre l'égalité sous le niveau de laquelle tous les créanciers doivent passer."

See also 5 Pardessus, No. 1125—2 Aubry et Rau, p. 449—Merlin, Rép., vo. Compensation, §2, No. 5—2 Mourlon on Art. 1278, C. N.—6 Quebec Law Reports, p. 78.

Under the circumstances of the cause, judgment must

189.  
Riddell  
v. Gould.

be given in favor of plaintiff *ex-qual.* for \$127.60, interest, and costs as in an action of this amount.

The judgment is as follows:—

“The Court, etc.....

Considering that plaintiffs *es qualita* as curators duly appointed to the insolvent estate of Mr. James Guest, claim from defendant the sum of \$215.38, for goods sold and delivered and monies advanced by said Mr. Guest to said defendant;

“Considering that said defendant has pleaded that he is not indebted to plaintiffs *es qualita*, having paid the amount claimed by the present action by a draft for \$249.75, of date the 25th June last (1888), drawn by said Mr. James Guest upon defendant, and by the latter accepted and duly paid at maturity thereof; and moreover that the amount claimed in this cause was, at the time of the institution of the present demand, fully paid, extinguished and compensated by the aforementioned amount of \$249.75 so paid by defendant for the benefit of said Mr. James Guest;

“Considering that it has been proved by legal evidence that said draft or bill of exchange of the 25th June last, was in fact an accommodation for the benefit of said Mr. Guest, and that the latter had been in the habit of so drawing on the defendant for his own accommodation;

“Considering that said draft was so paid by defendant at the maturity thereof, to wit on the 28th September last (1888), and that said Mr. James Guest had made a regular abandonment of his estate on the 26th of July preceding (1888);

“Considering that under Arts. 1188 and 1196, C. C., there can be no compensation of a debt due to an abandoned estate at the time of abandonment, by an unprivileged claim for an accommodation draft drawn on the debtor by the insolvent, prior to his insolvency, said draft maturing only after the abandonment”;

“Considering that the rights of creditors and debtors are finally settled from the moment of the judicial aban-

document, and that compensation cannot take place to the prejudice of rights acquired by creditors in virtue of such abandonment;

"Considering that defendant hath failed to prove his pleas to said action, doth dismiss the same;

"Considering that the plaintiffs *es qualite* have proved the material allegations of their declaration and demand, that the amount of \$215.38 was really due by defendant to said estate, at the time of the institution of the present demand;

"Considering, nevertheless, that it has been proved, that defendant is entitled to a credit of \$87.77 for returned goods, as admitted and shown by a statement furnished by said Mr. James Guest to defendant, of date 15th September, 1887, and which credit had been omitted in said insolvent's ledger,—thus leaving a balance of \$127.60 due by defendant to said plaintiffs *es qualite*;

"The Court doth condemn the defendant to pay to said plaintiffs *es qualite* the said sum of \$127.60, with interest from the 23rd November last, date of service of the present action; and costs to be taxed against defendant as in an action for \$127.60, *distracts, etc.*"

Judgment for plaintiffs.

*Atwater & Mackie*, attorneys for plaintiffs.

*W. A. Weir*, attorney for defendant.

(J. K.)

1886  
Riddell  
Gould.

June 28, 1889.

Coram TAIT, J.

## DAME CECILIA SIMMONS ET VIR V. ELLIOTT.

*Lessor and Lessee—Obligations of lessor—Arts. 1613, 1614, 1641, C.C.—Damage caused by fall of leased premises  
—Art. 1055, C.C.—Married Woman—Action for  
personal injuries.*

**HELD:**—In an action brought by a married woman in this province, it will be presumed that she is common as to property with her husband, in the absence of proof of her matrimonial domicile or of the law which regulates it.

2. (Following *Waldron & White*, M.L.R., 3 Q.B. 375,) A married woman common as to property, may bring an action in her own name, authorized by her husband, for personal injuries.
3. The owner of a building is responsible for damages caused by the falling or giving way of a portion of it, where the accident occurs either from want of repairs, or from a defect in its construction.
4. The obligation of the lessor towards the lessee is similar to that of the owner.
5. The wife of the lessee is entitled to invoke the conditions of the lease, or the obligations arising from the relation of lessor and lessee, in an action for personal injuries suffered by her from the defective condition of the leased premises.

TAIT, J. :—

The female plaintiff seeks by this action to recover damages suffered by her, occasioned by her falling off a gallery of a house leased by her husband from defendant. She describes herself as separated as to property from her husband, and he is made a party to the suit as authorizing her for the purposes thereof.

She alleges, in substance, that she was married at St. John's in the Province of Newfoundland, without antenuptial contract, and that by the law of that province she is separate as to property from her husband; that in February, 1888, defendant leased to her husband for his use and the use of his wife and family, the dwelling house known as second floor of east side of building No. 693, Lagachetiere street, of which defendant was and still is

1890.  
Simmons  
v.  
Elliott.

owner; that he was bound to deliver the premises in good order, and the lease declares them to be so; that the approach to the premises is by a stairway leading up from the yard in front to a gallery extending across the front of the building at a height of twenty-five feet from the ground; that on the 6th of June, 1888, (while the lease was in force and plaintiff and his family occupying thereunder) the female plaintiff was standing upon the said gallery, when suddenly the railing being insecure and rotten gave way, and she was precipitated a distance of twenty-five feet to the ground and thereby sustained severe injuries; that defendant had been informed and knew the railing was insecure and dangerous; that her fall was owing to his neglect in not renewing it, and resulted in a fracture of the bones of the right foot and a severe sprain of the ankle joint, bruises of the thigh and back, and serious internal injuries to the lungs and other organs, as well as a severe nervous shock, by which she was incapacitated from performing her household duties, and is obliged to walk with crutches, which she will have to use for the rest of her life, and that she will never regain the complete use of her limbs. She details special expenses for medical attendance, etc., amounting to \$108.75, and claims \$5,000 damages.

The defendant filed two pleas. By the first, after denying the plaintiff's allegations, he alleges he is not guilty in manner and form as alleged, and by the second he says, if she suffered any damage, she was herself the cause of the accident and suffered through her own negligence.

By defendant's affirmative answers to the plaintiff's second and third articulation of facts he admits that he leased the male plaintiff the premises in question for the use of himself, his wife and his family, that he was bound to deliver them in good order and condition, and that by the lease he warranted and declared them to be in good order and condition. All other facts are denied.

The first question to be considered is the right of female plaintiff to sue. She specially alleges that she was

28, 1889.

ELLIOTT.

1613, 1614,  
premises  
ion for

is province, it  
with her hus-  
nicile or of the

married woman  
er own name,

caused by the  
accident occurs  
struction.

imilar to that of

ns of the lease,  
ad lessee, in an  
fective condi-

to recover  
falling off a  
n defendant.  
rty from her  
as authoriz-

married at St.  
without ante-  
province she  
at in Febru-  
for his use  
elling house  
ng No. 693,  
and still is



1880.  
Simmons  
v.  
Elliott.

married in Newfoundland; that by the law of that province she is separated as to property from her husband. She has made no proof of either of these allegations, and she must, therefore, be considered as being in community of property with her husband. *Vide Brodie v. Cowan*, 7 L.C.J. 96; *Rogers v. Rogers*, 3 L.C.J. 64; art. 6, C.C.) This being the case, has she a right to institute an action with the authority of her husband to recover damages for personal injuries?

In the case of *Waldron & White* (M.L.R., 3 Q.B. 375) a judgment of the Superior Court, Montreal, by which the appellant Waldron was condemned to pay her mother, the respondent, \$200 for slander, was confirmed. In that case the respondent (plaintiff in the court below) alleged that she was married in Ireland, and was by the law of that country separated as to property from her husband. She proved the place of her marriage, but did not prove the law of Ireland. According to the report of the case, the point was specially raised in the Superior Court that the respondent had no right of action, but that it belonged to the husband as head of the community. The judgment does not refer to it. In appeal it was again urged, and authorities cited, and it was answered by the respondent, who cited Art. 200 of the "Contumé d'Orléans," which is as follows: "Femme mariée peut intenter et poursuivre en jugement sans son mari l'injure dite ou faite à elle; et aussi peut être convenue pour l'injure qu'elle aurait faite ou dite à aucun." Also Art. 176, C.C. 7 Pothier de la puissance du mari, pp. 24-25. The Court of Appeal, as far as the report shows, did not, in confirming the judgment, allude to this point. There can, however, be no other conclusion drawn from the report than that the Court of Appeal recognizes the right of the wife, in cases where she sues for damages for personal wrongs and injuries, to sue in her own name with the authority of her husband even when she is in community with him. Such right is not inconsistent with Art. 176, C.C., which only deals with the authority of the husband, which has been given in this

1880.

Simmons  
v.  
Elliott.

case. It seems reasonable and right that she should have a right to recover for damages personally suffered by her, arising either from bodily injuries or assaults upon her character. I think, therefore, the action is well taken.

Next as to the responsibility of defendant. If the female plaintiff can avail herself of the contract of lease, the defendant is responsible under Arts. 1618, 1614 and 1641, last clause. The defendant, by law and by the terms of the lease, had to deliver these premises in good order and condition. He stated in the lease they were in good order. He was also obliged to warrant the lessee against all defects and faults in the thing leased. And Art. 1641 (3) gives an action to the lessee to recover damages for violation of the obligations of the lease or from the relation of lessor and lessee. The plaintiffs went into occupation about the first day of May, and on the 6th June, that is within six weeks, the accident happened. It results from the proof that the accident happened from the unsound and insecure condition of the railing of the gallery and its supports, and seeing how soon the accident happened after possession was taken, the condition of the railing must have been the same at the time of taking possession as at the time of the accident. The defendant admits the premises were let for the use of the male plaintiff, his wife and family, and I think the female plaintiff has a right in this case to invoke the lease, and to claim damages for the violation of the obligations arising therefrom.

If, however, there is any doubt as to the defendant's responsibility under the contract of lease, he is certainly responsible under Arts. 1058 and 1055. By the latter article the owner of a building is made responsible for the damage caused by its ruin, where it has happened from want of repairs or from an original defect in its construction. I do not think this is to be restrained to the absolute ruin of a building. That is specially mentioned because of its importance, but the principle of responsibility in such cases is governed by article 1058 (see Larombière, art. 1886, No. 10; 20 Laurent, 640, 644; 5 Marcadé,

1880.  
Simmons  
Elliot.

art. 1886. p. 288; Sirey, Rec.Gen., 1871, part 2, p. 254. I assess the damages at \$500.

The judgment of the Court is as follows:—

“The Court, etc. ....”

“Seeing that the female plaintiff authorized by her husband seeks to recover from defendant, damages for personal injuries suffered by her through falling off a gallery attached to a dwelling house leased to her husband by defendant, owing to the railing of said gallery being rotten and insecure;

“Seeing defendant pleads denying the allegations of plaintiff's declaration, and alleging that if she suffered any damage she was herself the cause of the accident and suffered through her own negligence;

“Considering that it is proved that on the 15th of February, 1888, defendant leased to the male plaintiff the premises in question for one year from the 1st May then next, by written lease herein filed; that defendant admits, by his affirmative answers to plaintiff's second and third articulation of facts, that he leased said premises to the male plaintiff for the use of himself, his wife and family, and that he warranted and declared them to be in good order and condition;

“Considering that the male plaintiff, his wife and family entered into occupation of said premises under said lease about the said 1st of May, and that on the 6th of June following, while female plaintiff was in the gallery of said house hanging out some things on a clothes-line, the railing of said gallery and posts supporting the same gave way, owing to their being insufficiently and insecurely fastened, and the woodwork being rotten and decayed, and she was precipitated a considerable distance into the yard beneath, fracturing the bones of her foot, by which she was unable to put her foot to the ground for two or three months, and was for a long time unable to attend to her household duties, and suffered great pain, and will continue to feel the effects of said fracture for a long time, and was put to considerable expense for medical attendance, and that the Court is

justified in assessing the loss and damages suffered by female plaintiff, as the result of said accident, at the sum of \$500;

1880.

Simmons  
v.  
Elliott.

"Considering that said female plaintiff, although she has not proved that she is separated as to property from her husband, is, nevertheless, entitled to institute the present action authorized by her husband, (*Waldron & White, M.L.R., 3 Q.B. p. 375*);

"Seeing articles 1613, 1614 and 1641 (3), Civil Code, and considering defendant was by law and the terms of said lease bound to deliver said premises in good order and condition, and is obliged to warrant the lessee against all defects and faults which prevent or diminish its use, whether known to him or not; that said premises were leased, as defendant admits, as a dwelling house for the male plaintiff, his wife the female plaintiff, and his family, and that female plaintiff is entitled to invoke the said lease, and to claim damages from defendant for violation of the obligations arising therefrom, or from the relation of lessor and lessee;

"Considering that said accident happened within six weeks after plaintiffs took possession of said premises, and that it results from the proof that the said railing was in the same condition at the time such possession was taken, as it was at the time of the accident, and that if defendant had delivered said railing in good order and condition, instead of delivering it in an unsafe and insecure condition, said accident would not have happened;

"Considering, therefore, that defendant is responsible under said lease, and as lessor, for the loss and damage so suffered by female plaintiff;

"Seeing also articles 1053 and 1055 of the Civil Code;

"Considering that owing to the negligence of defendant, the railing of said gallery was, at the time of said accident, in an unsafe and insecure condition, arising from age, and want of proper repairs which defendant should have made before delivering said premises, and that said accident was the result of such negligence, and that defendant as proprietor of said house is liable for the loss

1888.  
 Simmons  
 v.  
 Elliott.

and damage occasioned female plaintiff by said accident (Sirey, 1871, part 2, p. 254) ;

"Considering that defendant hath not established his plea that said accident was the fault of female plaintiff ;

"Doth adjudge and condemn the said defendant to pay to said plaintiff Dame Cecilia Simmons, the said sum of \$500, with interest thereon from this day, and costs *dis-trails*, etc."

Judgment for plaintiff.

*Maclaren, Leet, Smith & Smith*, attorneys for plaintiff.

*M. J. F. Quinn*, attorney for defendant.

(J.K.)

---

[IN REVIEW.]

December 22, 1888.

*Coram* TASCHEREAU, WURTELE, TAIT, J.J.

MEYER TRESTER v. HENRY TRESTER.

*Sale—Goods consigned as samples to test market—What constitutes acceptance.*

**Held:**—That where goods are forwarded without order from the consignee, but along with goods ordered by him—the object of the consignor being to test the market, the evidence necessary to establish acceptance by the consignee must be much clearer and more positive than if the goods had been consigned to order in the usual way. So, where two cases of accordions were consigned without order, but amongst other goods ordered ; and the consignee paid the freight bill upon the whole consignment, but complained of the price and quality of the accordions, and declined to accept, unless certain deductions were made for broken articles (which offer was not accepted by the consignor), it was held that the payment of freight and the opening of the cases were not sufficient to constitute acceptance of goods not specially ordered.

The case was inscribed by the plaintiff, in Review of a judgment of the Superior Court, Montreal, (DAVIDSON, J.), June 28, 1888.

DAVIDSON, J. (in Superior Court):—

To this action of assumpsit for \$263.23, the defendant pleads:—That in the month of January, 1887, he ordered from plaintiff, carrying on business in Hamburg, certain merchandise, amounting with shipping and other charges to 1,927.30 marks, whereof defendant paid all but 469.66 marks; that with the same consignment plaintiff shipped to defendant, on approval, two cases of merchandise numbered 1637 and 1638, which defendant declares he never accepted, and tenders back with his action; that he paid charges on these two cases amounting to \$52.80, and deducting this from \$112 (469.66 marks), leaves a balance of \$59.70, which he claims to have tendered before action, and deposits with his plea.

It is answered on the part of plaintiff that these two cases were duly consigned to and accepted by defendant; that on the 16th June, several months after their receipt, he made objection, but only to an alleged overcharge of 36.75 marks, leaving an acknowledged balance of \$250.25, which plaintiff now offers to accept.

The whole issue is practically limited to the question: Did defendant accept the two cases which he now puts at the disposal of plaintiff?

The correspondence opens with a letter dated 5th April, 1887, from plaintiff to defendant, advising of the shipment of three cases of accordeons, and he adds: "I also have much pleasure to hand you invoice of Nos. 1637 and 1638; two cases of accordeons amounting to 617.65 marks, and I trust these accordeons will open to your entire satisfaction and lead to large orders. The accordeons are regularly ordered by my other friends, which proves that they suit their trade, and so I took occasion to send you those two cases as samples."

The five cases arrived at Montreal and formed two separate items in a single bill of lading.

On the 9th of May the plaintiff again wrote, giving a statement of account and showing a balance in his favor of 1088.51 marks. The defendant asserts that he also wrote upon this date, and moved for a commission to

1888.  
Trestor  
v.  
Trestor.

aid accident

ablished his  
le plaintiff;  
adant to pay  
said sum of  
d costs dis-

for plaintiff.  
plaintiff.

r 23, 1888.

JJ.

TER.

—What con-

r from the con-  
ject of the con-  
ary to establish  
d more positive  
usual way. So,  
out order, but  
the freight bill  
rice and quality  
tain deductions  
accepted by the  
nd the opening  
ce of goods not

Review of a  
DAVIDSON, J.),



1888.  
Trestler  
v.  
Trestler.

procure the original. Plaintiff's attorneys cabled for information and filed a declaration stating that, "although "due search has been made, no letter from the said defendant of the 9th of May, 1887, could be found, and "that he had no knowledge of any such letter." Mr. Boyce, a merchant, however, swears that he was present on or about the 9th of May, when defendant enclosed and posted a letter of which his exhibit 3 is a copy, and I am disposed to accept this as being in fact the copy of a letter posted by defendant on that date. It is a reply to plaintiff's letters of the 5th, 9th and 12th of April (the two latter not produced), and of an invoice for "2 cases of consigned accordions." He complains of their quality and price, says part of them are unsalable here, and adds: "I have never asked you to send the two cases, you will "please take notice that I will have nothing to do with "this consignment, and that the goods remain here entirely at your own risk. Please let me know whether or not you wish me to dispose of the goods at a reduction; in the meantime they remain at your disposal as "before mentioned."

Admitting this as a *bona fide* letter, and had defendant stayed his hand here, his position would have been impregnable, for plaintiff does not pretend that the two cases were ordered, or sent as other than a venture, or that defendant can be held except upon acceptance by him. But defendant is not silent, and on the 16th of June proceeds to acknowledge plaintiff's letter of the 9th May, in a fashion that gives his consignor a means of attack. It is a confused and ungrammatical production in German, which has given the translator some trouble to put into English. Reading it, with great care, I am not able to find it amounts to an acceptance of the two cases. Plaintiff's statement of the 9th of May, shows a balance, inclusive of the two cases, of 1088.31 marks. In defendant's letter of the 16th of June there is nowhere any admission of liability to this extent. He complains of six broken accordions and of fancy prices being charged, encloses a statement showing the deductions that ought

1888.  
Trestler  
v.  
Trestler.

to be made, amounting to 45.98 marks, and says plaintiff can if he likes draw for the difference, 1042.88 marks, in full settlement. This offer plaintiff never accepted until by his answer to plea he offers to take it. On the 21st of June he advised drawing for the full amount, but defendant refused, and the goods are now in a warehouse awaiting plaintiff's disposal.

It is argued that the defendant's payment of freight and the opening of the cases operated a delivery from which he cannot escape.

In the first place the freight bill was upon the whole consignment of five cases and could not be divided, and in the second it was only by examination of the goods that he could determine as to quality and price. Mere holding of a number of samples in his shop, even if to test the market, did not commit defendant. The plaintiff's case needs much stronger proof of a completion of the bargain than if the goods had come out under specific order. He cannot by inferences or weak presumptions convert into a sale a consignment of samples made for his own convenience and at his own peril, without some act on the part of defendant amounting to an express assent.

The balance due on the undisputed account is \$112. From this he is entitled to deduct freight and charges paid for plaintiff's account on the two cases \$52.80, leaving a balance of \$59.70, which he tendered before action and deposits with his plea. He is entitled to a dismissal of plaintiff's action with costs.

The judgment of the Superior Court was in the following terms:—

"The Court, etc.....

"Seeing that the plaintiff, by his action of assumpsit, claims \$268.28;

"Seeing the defendant pleads that, in the month of January, 1887, he ordered from plaintiff, carrying on business in Hamburg, certain merchandise amounting, with shipping and other charges, to 1927.<sup>10</sup> marks, whereof

1888.  
Trestor  
v.  
Trestor.

defendant has paid all but 469. $\frac{11}{16}$ ; that with the same consignment plaintiff shipped the defendant on approval two cases of merchandise, numbered 1687 and 1688, which defendant declares he never accepted, but held at the risk of plaintiff, and tenders back with action; that he paid charges on these two cases amounting to \$52.80, and deducting this from \$112 (469. $\frac{11}{16}$  marks), leaves a balance of \$59.70 which he claims to have tendered before action, and deposits with his plea;

" Seeing that plaintiff answers that said two cases were duly consigned to and accepted by defendant; that on the 16th of June, several months after their receipt, he made objections on only the alleged overcharge of 86. $\frac{11}{16}$ , leaving an acknowledged balance of \$250.25, which plaintiff now offers to accept;

" Considering that the whole issue between the parties is practically limited to the question, Did the defendant accept the two cases which he now puts at the disposal of plaintiff;

" Considering that by plaintiff's letter of 5th April, 1887, whereof defendant's exhibit No. (1) is a copy, he writes as follows:—[See letter quoted in opinion];

" Considering that the five cases referred to in said letter arrived at Montreal, and formed two separate items in a single bill of lading;

" Considering that plaintiff again wrote on the 9th (plff.'s exhibit A2); enclosing statement of account showing, inclusive of the two cases, a balance in his favor of 1088.81 marks;

" Considering the evidence of John R. Boyce, a witness examined on behalf of defendant, discloses that in the said month of May, defendant also wrote and posted to plaintiff a letter whereof defendant's exhibit No. 8 is a copy, and that in the said letter he acknowledges the invoice for two cases consigned accordions, complains of their quality and price, says part of them is unsalable, refuses to have anything to do with them, and informs plaintiff that they remained here entirely at his own risk;

1888.  
 Trester  
 v.  
 Trester.

" Considering that defendant, on the 16th June, further wrote another letter (plaintiff's exhibit No. 2 is a translation), which plaintiff wrongly pretends contains an acceptance of the said two cases; and that said letter does not admit liability to the extent of the prices attempted to be charged by plaintiff for said two cases: on the contrary, that whereas the balance due plaintiff according to his prices is 1088.31 marks, defendant is only willing to take them at a reduction of 45.93 marks, leaving 1042.38 marks, which defendant is willing plaintiff should draw for, but plaintiff never thereto consented;

" Considering that defendant never expressed, nor did any act to show willingness to accept said two cases, unless a reduction of 45.93 marks were allowed to him, and that it is only by his answer to plea, when too late, that plaintiff declares he is ready to allow the same;

" Considering, as to the payment by defendant of the freight of said two cases, that he could not have obtained delivery from the ship of any of the cases mentioned in the aforesaid bill of lading without paying freight upon the whole consignment;

" Considering further that defendant was entitled to open and examine the contents of said two cases, and even to test the market as to the possibility of their being salable here, without such acts operating an acceptance;

" Considering that the said two cases were shipped by plaintiff at his own risk and peril, and simply as samples, and that the defendant cannot be held to have accepted said unsalable consignment without proof of some express consent on his part to convert said unordered consignment into a purchase;

" Considering that the said two cases were stored in the warehouse of Samuel W. Boyd, on the 6th of July, 1887, and still lie in the said warehouse at the disposal of the plaintiff, and that the action was only instituted on the 30th September;

" Considering that the balance due on the undisputed account is \$112, and that from this the defendant is en-

1889.  
Trestor  
v.  
Trestor.

titled to deduct freight and charges paid for plaintiff's account on said two cases, amounting to \$52.80, leaving a balance of \$59.70 which he duly tendered before action, and hath deposited the same with his plea;

"Doth declare and adjudge said tender good and sufficient, and doth dismiss the plaintiff's action with costs, *distracts*, etc."

The above judgment was unanimously affirmed by the Court of Review.

Judgment confirmed.

*Carter & Goldstein*, attorneys for plaintiff.

*C. H. Stephens*, attorney for defendant.

(J.K.)

[IN REVIEW.]

April 23, 1889.

*Coram* JETTÉ, WURTELE, DAVIDSON, JJ.

BRITISH AMERICAN LAND CO. v. YATES ET AL.

GAUDRY v. GAUDRY.

BULGER ET UX. v. BULGER ET AL.

*Procedure—Review—Deposit—Art. 497, C. C. P.—Defendants uniting in one inscription—Petitory Action.*

HOLD:—1. Several defendants may inscribe in Review by one inscription, though they pleaded separately in the Court of first instance.

2. In such case, they are only obliged to make a single deposit in Review.

3. If the defendants have pleaded separately and the plaintiff inscribes in Review, he is obliged to make a separate deposit for each contestation, unless the defendants have united in a single appearance before the Court of Review, in which case only one deposit is necessary.

4. In a petitory action a deposit of forty dollars is required, whatever may be the amount sought to be recovered.

DAVIDSON, J. :—

Each of these cases comes up on a motion to compel

the inscribing party—who with one deposit and by one inscription seeks a revision of the judgment complained of—to make a double deposit, seeing that the defendants pleaded separately.

It is well that the question, which is not of infrequent occurrence, should be settled with some degree of definiteness. Art. 497, C. P., enacts that review cannot be obtained until the party demanding it has deposited in the office of the prothonotary of the Court which rendered the judgment a sum of \$20, if the amount of the suit does not exceed \$400, or of \$40 if it exceeds \$400 or if it be a real action.

In *Spelman et al. & Robidoux*, 12 L. C. J. 227 (1868), one of the appellants had pleaded that he had not received value for the note sued upon, and the other by a separate defence that his endorsement was a forgery. Having been beaten, they joined in one writ, and it was held good by the Queen's Bench in the face of a motion that they should have taken separate appeals. The same Court affirmed a like principle in *Dionne & Ross*, 8 Leg. News, 299 (1880), where the appellant had filed two oppositions in the Court below, one claiming part of the property by one title, and the other claiming the balance by another title.

At Quebec it is the practice, where defendants have pleaded separately, to compel the plaintiff, if he is the inscribing party, to make as many deposits as there are separate contestations, *Pednaud v. Perron*, 7 Q. L. R. 319 (1881), but to allow defendants, who, although pleading separately, have been condemned by one judgment, to reunite in their inscription in review. *Villeneuve v. Coude* and *Pelletier v. Bouchard*, 15 Q. L. R. 8 (1889).

In this Court the practice is not yet made certain. In *Clement v. Blouin et al.*, 16 L. C. J. 156 (1870), and *Morrison v. Wilson & e. contra*, 16 L. C. J. 196 (1872), it was held that where an inscription in review is made by defendant, of a judgment deciding at once the merits of a principal demand and of an incidental demand, only one deposit is necessary. The reverse was decided in *Allaire v. Allaire*,

1909.

R. A. Land Co.  
v.  
Yates.



1897.  
B. A. Sand Co.  
Yates.

M. L. R., 2 S. C. 252 (1886), and this conflict of authority is the more striking, as the late Mr. Justice Torrance sat in all three cases.

Of more pertinent local decisions there are the following: Where two defendants had raised separate contestations in the Superior Court, and in Review made one inscription and one deposit, held, that on plaintiff's motion a double deposit would be ordered. *Leuvitt v. Moss*, 16 L. C. J. 156 (1868).

In *Lacombe v. St. Marie*, 15 L. C. J. 268 (1871), the defendants, who expressed a desire to continue separate defences, were allowed to exact separate deposits from the inscribing plaintiff.

Like decisions were given in *McNamee v. Jones et al.*, 4 Leg. News, 102 (1881), and the unreported case of *Reed v. Perrault*. In *Tremblay v. Nolet*, also unreported, the defendants' motion to compel a double deposit was rejected on the ground that they had re-united their interests by filing one appearance in Review.

The apparent confusion of these authorities is, perhaps, not so great as at first sight appears. The Queen's Bench decisions are not largely analogous, because in that Court the bail bond covers all costs, while here the adverse party has only the security of a fixed deposit. Nor do the conflicting decisions as to incidental demands come fairly within the present discussion. We have to consider the question from two points of view—the rights or privileges of the attorney and the interests of the suitor. Now the mandate of the attorney ends with the judgment attacked, and no continuing rights exist to be asserted, whether the same or another lawyer appears. Therefore, this feature need not disturb us. Nor does a plaintiff seem to have any right to exact a separate deposit. His demand is one as against the defendants, and by his one original writ he makes it jointly against them. It appears to us that they alone, if a single judgment be rendered, have a *prima facie* right to determine whether their interests may be best served by uniting or again fighting separately in Review. If that right be abused or use-

lessly exercised, the plaintiff might, as in other cases, obtain a fusion of the proceedings. This principle carries with it the alternative duty on the part of the plaintiff to make a deposit against each defence.

The learned President of the Court will give the details affecting the several cases before us.

WURTELE, J. :—

The points now before us are governed by Article 497 of the Code of Civil Procedure, and all we have to do is to apply it to the cases. The article requires that a party demanding a review should make a deposit, which, it says, "is intended to pay the costs of the review incurred by the opposite party, if the Court should grant them." We have only to see what costs the inscribing party might be condemned to pay, and we find the marks to guide us to a solution in each case which may present itself.

When there are several defendants, and they have severed in their defence, and the plaintiff inscribes for a review, he may have to pay a separate bill of costs to each defendant, and he should therefore make a deposit to secure the payment to each defendant of the costs to which he may become entitled. When the defendants, having severed in their defence, inscribe separately, they may each become individually liable for costs to the plaintiff, and each should give to him the security required by the article. When, however, the defendants, after having severed in their defence, join in one inscription, there is only one review, and as there is only one case, the plaintiff can only have one bill of costs against all the defendants, jointly and severally, and he is consequently only entitled to one deposit.

JETTÉ, J. :—

La question que nous avons à décider, dans ces trois causes, n'est que d'une importance secondaire, car aucun principe n'est en jeu, et, que la règle que nous avons à appliquer soit dans un sens ou dans l'autre, les conséquences ne peuvent être bien graves. Cependant quelle

1889.

B. A. Land Co.  
v.  
Yates.

1889.  
B. A. Land Co.  
v.  
Yates.

que soit cette règle, il est désirable qu'elle soit uniforme, et surtout stable, afin que les parties sachent à quoi s'en tenir. Me plaçant à ce point de vue, je n'hésite pas, bien que je sois loin d'être satisfait de la logique des précédents cités, à me soumettre à la règle qui paraît obtenir l'assentiment du plus grand nombre et par suite conduire le plus sûrement à l'uniformité.

Les arrêts rapportés dans nos recueils judiciaires paraissent avoir établi les trois propositions suivantes :

1o. Lorsque l'inscription, en révision vient de défendeurs qui ont séparé leur défenses en Cour Supérieure, ces défendeurs peuvent cependant se joindre dans une seule demande de révision et ne faire qu'un seul dépôt.

2o. Si, au contraire, c'est le demandeur qui inscrit en révision d'un jugement qui a donné gain de cause à des défendeurs qui avaient plaidé séparément, ce demandeur sera tenu de faire autant de dépôts qu'il y a de contestations distinctes.

3o. Enfin, même dans le cas d'inscription en révision par le demandeur, si les défendeurs, qui avaient plaidé séparément, se sont réunis en révision par une seule et même comparution, le demandeur ne sera pas forcé de faire plus d'un dépôt.

Dans la première des causes qui nous sont soumises, celle de la *British American Land Co. v. Yates et al.*, les deux défendeurs, après avoir plaidé séparément, se sont réunis pour demander la révision du jugement qui a porté contre eux une seule et même condamnation. La demanderesse, par deux motions distinctes, demande le rejet de cette inscription :

1o. Parceque les défendeurs ayant contesté séparément, ils ne pouvaient se réunir pour demander la révision et ne faire qu'un seul dépôt ;

2o. Parceque ce dépôt n'est que de \$20, et que l'action étant réelle, il aurait dû être de \$40.

Appliquant à ces motions la première règle établie par la jurisprudence, comme je viens de le constater, nous devons dire que le premier motif invoqué par la demanderesse n'est pas fondé, puisque les défendeurs pouvaient

se réunir pour ne faire, qu'une seule demande de révision et un seul dépôt. Quant au second moyen allégué au soutien de la demande de rejet de l'inscription, l'insuffisance du dépôt, vu la nature de l'action, la demanderesse a raison. L'action est pétitoire et par conséquent réelle, et la loi, dans ce cas (C. P. C. Art. 497), exige un dépôt de \$40. La demanderesse doit donc avoir gain de cause sur ce second point, mais suivant en cela la pratique invariable de cette Cour, en pareil cas, nous accordons huit jours de délai aux défendeurs pour compléter leur dépôt, et comme la demanderesse aurait pu atteindre son but par une seule requête, au lieu de deux, les défendeurs paieront à ses avocats les frais d'une motion seulement.

Dans les deux autres causes : *Gaudry v. Gaudry et al.* et *Bulger v. Bulger et al.*, ce sont les demandeurs qui inscrivent en révision. Or dans les deux cas les défendeurs ont plaidé séparément, et en révision ils produisent des comparutions distinctes et requièrent des demandeurs double dépôt pour garantir les frais sur chaque contestation.

La seconde règle posée ci-dessus s'applique donc à ces deux causes et les demandeurs devront faire le double dépôt demandé dans le même délai de huit jours.

Completion of deposits ordered.

*Hall, White & Cate* for B. A. Land Co.

*J. L. Terrill* for Yates.

*L. Laflamme* for Gaudry, plff.

*Judah, Branchaud & Bauset* for Gaudry, deft.

*Seers & Co.* for Bulger et ux.

*J. K. Elliott, Q.C.*, for Bulger et al.

(J. K.)

1880.

B. A. Land Co.  
v.  
Yates.

16. septembre 1889.

*Coram WURTELE, J.*BEAUDREAU ET VIR v. JARRET, et JARRET v.  
BEAUCHAMP.*Demande en garantie—Contestation—Réponse en droit.*

**JURÉ.**—Que lorsque le défendeur en garantie refuse de prendre le fait et cause du demandeur en garantie, il ne peut lui opposer que des moyens qui auraient pour effet de le décharger de la garantie, et qu'une défense contenant des moyens qui tendraient à faire renvoyer l'action principale sera rejetée, quant à ces moyens, sur réponse en droit.

Les demandeurs principaux avaient sous-loué du défendeur principal, demandeur en garantie, un magasin que ce dernier avait lui-même loué du défendeur en garantie. Pendant la nuit du 28 février au 1<sup>er</sup> mars, l'eau provenant de la fonte des neiges avait pénétré dans ce magasin et y avait causé des dégâts considérables. Le défendeur Jarret, se voyant poursuivi à raison de ces faits, appela en garantie son locateur Beauchamp, alléguant que les dommages avaient été causés par l'état défectueux du toit du magasin.

Le défendeur en garantie Beauchamp, sans intervenir et prendre le fait et cause du demandeur en garantie, contesta la demande en garantie, prétendant, 1<sup>o</sup>. que Jarret n'avait pas le droit de sous-louer et que par conséquent il n'était pas tenu de le garantir contre l'action de son sous-locataire; 2<sup>o</sup>. que si on avait éprouvé des dommages, c'était uniquement parce qu'on avait négligé d'enlever la neige, le toit ayant été refait en neuf peu auparavant.

Le demandeur en garantie rencontra ce second moyen par une réponse en droit où il demandait le rejet de cette allégation de la défense, " parce que dans la dite défense, " le défendeur en garantie refuse de se porter garant du " demandeur en garantie et de prendre le fait et cause de " ce dernier, et qu'il ne peut, par conséquent, invoquer

"d'autres moyens que ceux qui tendraient à le décharger  
"de sa garantie."

A l'argument, le demandeur en garantie cita les autorités suivantes :

*Pigeau*, Procédure Civile, tome 1er, pp. 168-9 ;

*Lamarche v. La Banque Ville-Marie*, M.L.R., 1 S.C. 203-210.

La Cour a soutenu les prétentions du demandeur en garantie, et a maintenu sa réponse en droit par le jugement suivant :

"La Cour après avoir entendu le demandeur en garantie et le défendeur en garantie, par leurs avocats respectifs, sur la réponse en droit partielle à la deuxième exception en droit, et sur la réponse en droit partielle à la défense en troisième lieu plaidée par le défendeur en garantie, avoir examiné la procédure et particulièrement les dites exception et défense et les dites réponses, et avoir délibéré ;

"Considérant que le demandeur en garantie est bien fondé dans ses dites réponses en droit, et que les allégations des dites exception et défense auxquelles il s'objecte, exposent des matières qui peuvent être plaidées en réponse à l'action principale, mais point à l'action en garantie ;

"Maintient les dites réponses en droit avec dépens, distraits, etc."

Réponse en droit maintenue.

*Archambault, Bergeron & Mignault*, avocats du demandeur en garantie.

*Girouard & deLorimier*, avocats du défendeur en garantie.

(P. B. M.)

1890.

Beaudreau  
v.  
Jarret,  
et  
Jarret  
v.  
Beauchamp.

re 1889.

RET v.

n droit.

ndre le fait et  
oser que des  
garantie, et  
aire renvoyer  
r réponse en-

s du défen-  
gasin que  
a garantie.  
au prove-  
magasin  
défendeur  
uits, appela  
nt que les  
eux du toit

ntervenir  
a garantie,  
at, lo. que  
par consé-  
l'action de  
ré des dom-  
égligé d'en-  
peu aupa-

ond moyen  
ejet de cette  
ité défense,  
r garant du  
et cause de  
t, invoquer



[IN REVIEW.]

December 29, 1888.

Coram JOHNSON, TASCHEREAU, WURTELE, JJ.

SCOTT v. McCAFFREY ET VIR, and DEFENDANTS,  
opposants.*Taxation of Costs—Notice to adverse party—Art. 479, C.C.P.*  
*—Execution for part of debt—Art. 581, C.C.P.*

- HELD:—1. That the practice under the ordinance of 1667, tit. 33, requiring notice to the adverse party of taxation of costs, was not affected by the passing of 20 Vict., ch. 44, s. 90, (C.S.L.C. ch. 83, s. 151), reproduced in Art. 479, C.C.P., and such notice is still required.
2. That an execution must be issued for the whole debt due under the judgment, and when it is illegally issued for part it is bad for the whole: and so where an execution issued for debt, interest and costs, and it appeared that the costs had not been legally taxed, the execution was annulled on opposition *afin d'annuler*.

The inscription in Review was from a judgment of Superior Court, district of Bedford (TAIT, J.), October 24th, 1888.

JOHNSON, J. (*diss.*):—

Execution issued for debt, interest and costs in this case, the costs having been taxed by the prothonotary without notice to the opposite party of presentment for taxation. The defendant (*femme séparée*) filed her opposition *afin d'annuler* against the seizure on two grounds: 1. That the costs had not been taxed *contradictoirement*. 2. Informality respecting the appointment of a guardian to the seizure. The plaintiff contests generally as to fact and as to law.

The case is not without importance in practice. There are several questions to be looked at: 1. Have the statute of 1849 and the Code (art. 479) changed the law, which before then certainly required notice of taxation? I incline to think they have not, particularly in view of the decision in *Lewis et al. v. McGinley et al.*, in Review at Quebec (6 Q. L. R. 61), where the judgment of Ch. J.

Meredith and Casault and Caron, JJ., unanimously held that the power given to the prothonotary under art. 479 was the same as that previously exercised by the court before the statute of 1849.

1868.  
Scott  
McCauley.

I do not think, either, that we need trouble ourselves about the practice which was very extensively contrary to that view of the law, and is expressly admitted in the record to have been the practice in the district of Bedford.

The real questions with me are different: admitting the law to be as stated in *Lewis et al. v. McGinley*, and in a previous case of *Audet v. Asselin, & Asselin*, opposant (15 L. C. R. p. 272, before the Code, when there could really be no question about it), our first duty, I think, is to apply the law to the facts of this case. The ordinance of 1667, the old rule of practice requiring notice, the present law, if rightly declared in *Lewis v. McGinley*, must all have some reason—some sense and meaning with a view to an object. The reason of the rule appears plain. It exists to protect the party from injustice. It is of course the debtor's interest to see that the costs are rightly taxed, and that he is not made to pay too much. The purpose and reason of the rule was to secure that and nothing more.

In the present case the opposant does not even allege, nor is it even in any way suggested that the costs are wrongly taxed as regards amount. Every cent of them may be rightly due, for aught that the opposant says to the contrary. In other words, the reason of the law entirely fails. The opposant has no grievance; no interest she asks us to protect, or to which we can apply the law in her favor: and if we did so, we should be holding that the law required a useless notice; and in all cases (even where the amount was admitted) we should have to disregard the rule—*cessante ratone, cessat ipsa lex*.

In the case of *Audet v. Asselin* the opposant expressly alleged what his interest was: He said the costs were excessive and he did not owe them; and I feel very sure that without that allegation his opposition would not have been entertained.

1868.  
Scott  
v.  
McCaffrey.

But whether the costs are rightly or wrongly taxed, or not taxed at all, what has that to do with the debt for which the execution principally issued? The opponent does not oppose only for the overcharge, nor ask to the extent of the costs, the diminution of the whole sum to be levied by the writ, which might and ought to have been done under Art. 581, C. C. P., which provides for opposing a sale for more than is due. The position taken by the debtor here is quite different from that; what he says is simply: "The costs are not legally taxed and therefore not legally executory; and the consequence of that is "you can't recover your debt." I know no law, and I recognize no reason for that. In the case of *Lewis v. McGinley*, the execution issued for costs only; but it could not be supposed that if the debt had been included in the writ, what was only a good answer as to costs would have stopped a levy for debt and interest.

In *Audet v. Asselin* the execution was for both debt and costs, and the opposition was maintained on the single ground that the costs had not been duly taxed; but the reasoning of the learned judge and the authority of the ordinance of 1667, which he cited (Art. 2, title 33), seem to me to be at variance with each other, and the text would lead me to an opposite conclusion. The text is: "Les saisies et exécutions ne se font que pour chose certaine et liquide," from which it was deduced that the debt was not a thing certain, because the costs were not ascertained. If that case is to be held to decide that an opposition would not lie as against costs alone, I totally dissent from it, as plainly against the Art. 581, which lays down in express words that if part only of the debt is not due, the opposition has the effect of preventing the sale for more than is due. But in truth it decided nothing of the kind; but only that execution could not issue separately for different parts of a judgment. In my opinion the execution for the debt was not vitiated by the addition of something else that was not due. The contrary seems to me, with all respect for those who hold it, a wrong application of a technical rule—a case of *summum jus summa injuria*.

What more than anything else probably gave rise to the practice, as far as it has gone, of not giving notice of taxation was the provision in article 479, giving the right to get taxation revised within six months. That was, I think, an erroneous view, and at any rate was open to great abuse, as a party might without notice get his bill taxed, and then wait till the six months expired before taking his execution. In the present case, however, the opposant was exposed to no injustice on account of the costs; the six months had not expired, and when the writ stated what the costs were, there was the recourse by revision if it was wrong; or by opposition to the extent of the costs only under article 581.

1888.  
Scott  
v.  
McCauley.

The second ground of the opposition, as to the name, domicile and quality, etc., of the guardian not being mentioned in the *procès-verbal*, I hardly look upon as serious—but if it were, the facts disclosed in the *faits et articles* which are confessed, would meet the requirements of the law.

There is one other observation I ought to make. A judgment of a court of justice is entitled to respect, and to execution. If there is one thing more than another that is a drag upon commercial credit, it is the practical worthlessness of judgments whose execution can be indefinitely delayed on technical pretences. We all see it. Nobody doubts it; and yet it is, although most abusively practised, entirely against the spirit of our law; for while actions are presumed to be in good faith, oppositions are not: on the contrary, their good faith must be shown, and even sworn to. I cannot hold as in good faith (I use a legal term merely, for the opposant, of course, acted on advice), a proceeding which delays execution of judgment for a debt and costs, the first of which is authenticated beyond dispute, and the second not even denied.

I would therefore hold: 1st. that you cannot oppose the execution of a judgment for more than is due without alleging that the excess is not due and owing. 2nd, that you cannot oppose at all the execution of a judgment for a debt, by alleging merely want of due and formal taxa-

1888.  
Scott  
v.  
McCaffrey.

tion of costs. To say that an execution issued in part for what is not due is bad *in toto* (as in the present case) seems to me saying that the law expressed in Art. 581 is useless, for it applies expressly and exclusively to such a case.

Of course I agree that you cannot multiply executions; but that would only mean that after the costs were taxed you could not execute for them at the expense of the defendant.

I would therefore dismiss this opposition.

TASCHEREAU, J. :—(Delivering judgment for the majority of the Court) :—

This cause was inscribed by the plaintiff in review of the final judgment rendered by the Superior Court sitting in the District of Bedford on the 24th of October last, maintaining the opposition of the opposants with costs against plaintiff. The facts may be stated in short as follows :—

On the 13th of June, 1888, the plaintiff caused an alias writ of execution *feri facias de bonis* to be issued for the recovery of the amount of his judgment in principal, interest and costs in this cause, which was a contested cause, directed to the sheriff of the district of Bedford.

On the same day, the said sheriff, by virtue of the said writ of execution, made a seizure of the goods and effects of the female opposant.

On the 16th of the same month, the opposants filed an opposition *afin d'annuler*, alleging for *moyens* in said opposition among other things the following :—

Firstly,—That plaintiff's costs in this cause, for the recovery of which, together with the amount of the said judgment in principal and interest, the said execution had been issued and the said seizure made, had not at the time of the issue of the said writ of execution and of the making of the said seizure, nor had ever been, legally liquidated and taxed *contradictoirement* after notice to the said defendants now opposants as required by law, and that the said plaintiff had never given any notice of

his application for the liquidation and taxation of said costs to the said defendants and opposants in the manner required by law, nor in any manner whatever.

Secondly,—That the *procès-verbal* or inventory of the said seizure does not show nor contain the residence or domicile, nor the quality, occupation or description of the person appointed by said sheriff as judicial guardian (*gardien d'office*) to the goods and chattels so seized as aforesaid, neither does it contain the names of the person so appointed judicial guardian.

The plaintiff contested the said opposition, stating in substance that the allegations thereof were ill founded in fact and in law, and that all the plaintiff's proceedings in the premises were regular.

At *enquete* the opposants, to save costs of *enquete*, admitted that in the district of Bedford, notice is not generally given to the opposite party's attorney, of the presentation of bills of costs for taxation, but that bills of costs are usually taxed by the prothonotary *ex parte* upon presentation of the bill by the party claiming taxation.

And on his part, to save costs of *enquete*, the plaintiff contesting admitted that no notice of the application for the taxation of the plaintiff's costs in said cause, which are included in the writ of *fiert facias de bonis* under which the seizure opposed in this cause by opposants was made, nor of the taxation of said costs, was ever given to defendants or their attorney.

The majority of the court being of the opinion that the judgment appealed from should be confirmed upon the first point raised by opposants, it will be needless to examine whether the second pretension is well founded or not.

It has uniformly been held that a judgment awarding costs is executory only after liquidation or taxation of such costs, made *contradictoirement* or after notice to the party condemned, see 15 Lower Canada Reports, p. 272, *Audet v. Asselin*, 3 Revue Légale, p. 447, *Langevin v. Martin*, and 6 Quebec Law Reports p. 61, *Lewis v. McGinley*.

Before taxation, a condemnation in costs is uncertain,

1866.  
Scott  
v.  
McCaffrey.



1866.  
Scott  
v.  
McCaffrey.

vague, and cannot be enforced. Taxation is the natural sequel to the trial. Both parties are interested in it, and if the party mulcted with costs has contested the demand, he has the same right to be heard upon the taxation of costs as upon the merits of the case, when the amount in issue was being determined by the court.

Up to the passing of 20 Vict. ch. 44, sect. 90, reproduced in the Consolidated Statutes of Lower Canada in chap. 83, sect. 151, the costs were liquidated and taxed by the Judge, upon the application of the party claiming them, after due notice to the adverse party, title 31 of the Ordinance of 1667 specially requiring said notice.

That statute provides that the prothonotary of the Superior Court and the Clerk of the Circuit Court shall have full powers to tax the costs in their respective courts, and that such taxation shall be made *in the same manner, and subject to the same rules, and shall be to the same effect as if made by a Judge of the Court*, except that it shall be subject to revision, &c., in the manner set forth in said statute. Evidently the mode and rules of taxation, and the necessity of the previous notice required to be given to the adverse party, remained in force and were even confirmed by that statute. Article 479 of our Code of Procedure simply reproduces the enactment of the statute, and although not requiring expressly a notice, does not repeal the previous law making it compulsory. Besides, is not the necessity of such notice made evident by Article 16 of the Code of Procedure, which says: "No judicial demand can be adjudicated upon unless the party against whom it is made has been heard or duly summoned." A demand of taxation surely, is a judicial demand. Moreover, Article 462 requires every written *proceeding* in a case to be served upon the opposite party, *otherwise it is not deemed to be regularly filed*. I have already shewn, I think, that the taxation of costs is a necessary *proceeding* in the case: therefore it must follow a notice. See also *Pigeau*, p. 869-*et seq.* and p. 872.

The plaintiff contends that because a practice seems to have prevailed in the district of Bedford of taxing bills of

costs in contested cases without previous notice to the adverse party, he was not obliged to give such notice in this cause. No practice can be made available when it is contrary to express law and to an uniform jurisprudence.

1888,  
Scott  
v.  
McCaffrey.

It is also contended, on the part of the plaintiff, that the existence of a tariff and the right to a revision by the Judge, within six months, of the taxation of the prothonotary, should dispense the party claiming taxation from the necessity of a notice. But the opposite party has still an interest that the divers items be properly taxed in the first instance under the proper article of the tariff, and that no wrong items should be included in the bill. The right to a revision would be illusory if no notice was given of the application for taxation, for to apply for a revision, the party must know of the taxation, and how is the party to know if no notice is given? He would naturally learn of the taxation when he is seized, but what good would that do him if the execution was, for instance, taken out more than six months after the taxation?

The plaintiff contestant says, moreover, that opposants fail to show any prejudice by not being present at the taxation, and are without any interest in questioning such taxation now. The answer is that opposants were not called upon to question the merits of a taxation which was clearly null and void *ab initio*.

Lastly, the plaintiff submits that in any event, the seizure ought not to have been quashed entirely, but should have been maintained for the amount of the principal of the judgment with interest thereon. This pretension is also ill-founded. A judgment creditor has no right to take out an execution against his debtor for one part of the judgment only, reserving a further recourse. The costs, as necessary accessories, are part of the judgment, and unless they be due alone, cannot be levied otherwise than by virtue of a writ of execution for the whole debt for which judgment is recorded, including principal, interest, and costs duly taxed.

1888.

Scott

McCaffrey.

The majority of the court is of opinion to confirm the judgment.

WURTELE, J. :—

In the district of Quebec it has been the practice to require notice of taxation, while in those of Montreal, Ottawa and Bedford, notice has not been insisted on. The effect of the present judgment will be to establish a uniform practice.

An execution can issue only where the debt is established. It must issue for the whole debt due under the judgment; and when it is issued illegally for part it is bad for the whole. The costs are only exigible after they are duly taxed. The presentation of the bill of costs for taxation is a proceeding in the case, and the law requires that notice shall be given to the adverse party of every proceeding. None having been given in this case, the taxation was illegal, and the writ of execution founded in part upon such illegal taxation is irregular and null.

I cannot see that the last paragraph of Art. 581 applies in this case. It applies where part of the debt has been extinguished and a balance remains. But if the judgment in this case were reversed we would hold the execution good, not for a balance, but for a part of an existing debt, for the capital of the judgment and its accessory, the costs of the suit, form but one debt.

Judgment confirmed, Johnson, J., *diss.*

*T. Amyrault* for defendant and opposant.

*Baker & Martin*, for plaintiff contesting.

(J.K.)

June 28, 1889.

Coram TAIT, J.

## REBURN v. ONTARIO &amp; QUEBEC RAILWAY CO.

*Railway—Expropriation—2 R. S. C. ch. 109, s. 8,  
s.s. 33, 36, 37—Interest.*

Held:—That where a railway company obtained possession of land on making a deposit, and the arbitrators subsequently made an award of a sum of money for the value of the land, and "in full payment and satisfaction of all damages resulting from the taking and using of the said piece of land for the purposes of said railway," the Company is liable for interest on the amount of the award only from the date thereof, and not from the date when the Company obtained possession of the land. It will be presumed that the arbitrators included in their award compensation for the Company's occupation of the land prior to the date of the award.

TAIT, J.:—

The defendants took proceedings under the Railway Act, R. S. C., ch. 109, for the expropriation of certain lands belonging to plaintiff, and offered him a certain sum as compensation, which he refused to accept.

Arbitrators were appointed to ascertain the compensation to which plaintiff was entitled, and pending the proceedings, defendants, upon application to that effect, and upon establishing that they had made a deposit in money, as required by the Act, obtained an order to be put in immediate possession, and they thereupon took possession.

Afterwards, on the 12th November, 1887, the arbitrators completed their investigation, and the majority of them awarded to plaintiff \$4,500, which, in the award, they state to be "as and for the value of the above described piece of land (being the property in question), and in full payment and satisfaction of all damages resulting from the taking and using of the said piece of land for the purposes of said railway," which sum the defendants paid to plaintiff on the 25th January, 1888, with interest thereon from the date of said award, plaintiff reserving his recourse, if entitled to any, for the

1880.  
Reburn  
Ont. & Que.  
R. Co.

recovery of a further sum for the interest on the sum so awarded from the date when defendants deposited the plan and book of reference with the Clerk of the Peace on the 12th May, 1886, up to the date of the award.

Plaintiff seeks by this action to recover such last mentioned interest, and he claimed at the trial that if he is not entitled to interest from the date of the deposit of the plan, he is from the 22nd June, 1886, date of the notice of expropriation, or if not from the latter date, then from the 21st July, 1886, date when defendants took possession of the land.

Defendants plead that the sum so paid plaintiffs was the full amount of the award, with interest thereon from its date, and was and is the total amount in capital and interest which they owed to plaintiff under said award, and that the amount of compensation awarded by law, included all damages, as well as interest from the date of the rendering of the award, and that they are not indebted as alleged.

By s. 8, s.s. 13 of the Act, it is enacted that all questions which arise between the owners of land and the railway company touching such lands, or the compensation to be paid for the same, or for the damages, shall, in case of disagreement, be settled in the manner pointed out in the following sub-sections of the Act. The arbitrators who are named under the provisions of such following sub-sections are authorized to ascertain such compensation in such way as they or the majority of them deem best, and it is enacted that the award made shall be final and conclusive.

There is nothing in the Act to prohibit or prevent the arbitrators from including in their award compensation to the owner of land for the use and occupation of such land by the company previous to the award, or from arriving at the amount of such compensation in such way as they deem best, and it must be presumed against plaintiff that the arbitrators in this case did allow compensation to plaintiff for defendants' use and occupation of the land prior to the date of the award.

The interest referred to in s.s. 33, 36 and 37 is interest subsequent to the date of the award. There is no mention of interest—as such—to be allowed the owner of land expropriated previous to the award, on the amount of compensation to be thereby afterwards determined.

The compensation to which an owner is entitled for the expropriation of his land by the company under the Act, must be ascertained in the manner pointed out by the Act. In my opinion, it is not open to plaintiff to accept the amount awarded and afterwards obtain additional compensation, by way of interest for what occurred previous to the date of the award. The award, so long as it remains in force, is, I think, conclusive against the owner that he has received all the compensation to which he is entitled up to the time of the rendering of the award.

Art. 1534, C. O., does not appear to me to be applicable to the present case.

The action must be dismissed with costs.

The judgment is as follows:—

“The Court, etc.....

“Seeing that defendants took proceedings under the Railway Act (R. S. Canada, ch. 109) for the expropriation of certain lands belonging to plaintiff and described in his declaration, and offered plaintiff a certain sum as a fair compensation for the land or damage, which plaintiff refused, and that arbitrators were named to ascertain the compensation to which plaintiff was entitled, and that pending said proceedings, to wit, on the 21st of May, 1886, defendants, upon application to this Court to that effect, and upon establishing that they had made a deposit of money as required by said Act, obtained a judgment ordering defendants to be put in immediate possession of said lands, and that defendants did forthwith take possession thereof;

“Seeing further that afterwards, on the 12th of November, 1887, the said arbitrators completed their proceedings, and the majority of them awarded to plaintiff the sum of \$4,500 currency, which in the said award they

1889.

Roberts  
Ont. & Que.  
R. Co.



1869.  
Reburn  
Out. & Que.  
R. Co.

stated to be 'as and for the value of the above described 'piece of land' (being the land described in plaintiff's declaration,) 'and in full payment and satisfaction of all damages resulting from the taking and using of the said piece of land for the purposes of said railway,' which sum of money the defendants paid to the plaintiff on the 25th of January, 1888, with interest thereon from the date of said award, plaintiff reserving his recourse, if entitled to any, for the recovery of a further sum for the interest on the sum so awarded from the date when the defendants deposited their plan and book of reference with the Clerk of the Peace on the 12th of May, 1886, to the date of said award;

"Seeing that plaintiff seeks by this action to recover such last mentioned interest, and that he claimed at the hearing of this cause that if he is not entitled to interest from the date of the deposit of such plan, he is from the 22nd of June, 1886, date of the notice of expropriation, or, if not from the latter date, then from the 21st of July, 1886, date when the defendants took possession;

"Seeing that the defendants plead that the sum so paid plaintiff on the 25th of January, 1888, was the full amount of the award with interest thereon from its date, and was and is the total amount in capital and interest which they owed to the plaintiff under said award, and that the amount of compensation awarded by said arbitrators by law included all damages as well as interest from the date of the rendering of said award; and that they are not indebted as alleged;

"Considering that by said Act, sect. 8, sub-sect. 13, it is enacted that all questions which arise between owners of land and the railway company touching such lands or the compensation to be paid for the same, or for the damages, shall in cases of disagreement be settled in the manner pointed out in the following sub-sections of said Act;

"Considering that the arbitrators named under the provisions of such following sub-sections are authorized to ascertain such compensation in such way as they, or

1889.

Reburn

Ont. &amp; Que.

R. Co.

the majority of them deem best, and that it is enacted that the award made shall be final and conclusive ;

“Considering that there is nothing in said Act to prohibit or prevent said arbitrators from including in their award compensation or damages to the owner of land for the use and occupation of such land by the railway company previous to the award, or to arrive at the amount of such compensation or damages in such way as they may deem best ; and that it must be presumed against plaintiff that the arbitrators in this case did allow compensation or damages to plaintiff for defendants' use and occupation of said land prior to the date of the award ;

“Considering that the interest referred to in sub-sections 83, 86 and 87 of said section 8, is interest subsequent to the date of the award, and that there is no mention in the Act of interest to be allowed the owner of land expropriated previous to the award on the amount of compensation to be thereby afterwards determined ;

“Considering that the compensation and damages to which an owner is entitled for the expropriation of his land under said Act must be ascertained in the manner pointed out by said Act ; that it is not open to plaintiff to accept the amount awarded and obtain additional compensation by way of interest for what occurred previous to the date of said award, by proceedings outside the provisions of said Act, and that said award, so long as it remains in force, is conclusive against him that he has received all the compensation to which he is entitled up to the date of said award ;

“Considering that Article 1534 of the Civil Code is not applicable to the present case ;

“Considering that plaintiff has failed to establish that the defendants are indebted to him as alleged in his declaration ;

“Doth dismiss plaintiff's action with costs.”

Action dismissed.

*Laflamme, Laflamme, Madore & Cross*, attorneys for plaintiffs.

*Abbotts, Campbell & Meredith*, attorneys for defendants.  
(J. K.)

November 2, 1889.

Coram DE LORIMIER, J.

DAME M. PEPIN ET VIR V. SEGUIN.

*Sale of immoveables—Pourparlers—Remedy of vendor—  
Folle-enchère.*

HOLD:—Where the conditions of a sale of immovable property have been settled or practically settled by *pourparlers* between the parties, but the interval between the *pourparlers* and the preparation of the deed of sale is so long as to change these conditions, there is no longer the consent necessary to complete the contract of sale.

*Semble*, that a vendor of immovable property, on the refusal of the buyer to carry out the contract, cannot sell the property at the *folle-enchère* of the buyer, and claim the difference of price from such buyer as damages.

The facts of the case are simple, and are clearly set forth in the remarks of the Court.

DE LORIMIER, J.:—

L'action des demandeurs est instituée en recouvrement d'une somme de \$122.50 que les demandeurs prétendent réclamer du défendeur à titre de dommage, à raison du refus de la part de ce dernier d'avoir complété une vente de propriété immobilière. Ils allèguent qu'ayant vendu une propriété immobilière au défendeur pour le prix de \$1,900, ce dernier aurait ensuite refusé de signer le contrat de vente, et qu'après protêt ils auraient revendu cette propriété à vente privée au prix de \$1,700; qu'ils souffrent ainsi une perte de \$200 dans la différence de ces prix de vente, plus \$26 pour frais de protêt, etc.; en déduisant un contre-compte ils réclament du défendeur la somme de \$122.

Les allégations de l'action et les faits établis par l'enquête font voir qu'en 1886 les parties ont été en pourparler au sujet de la vente en question. Dans le cours de l'été 1886 après plusieurs entretiens, les parties parurent s'entendre, ils se rendirent chez M. le notaire Longtin, ce dernier prit des notes au crayon contenant, dit-il, à peu

près les conditions de la vente que les demandeurs se proposaient de faire au défendeur. Mais après que ces notes furent prises le notaire Longtin, qui agissait pour le défendeur, exigea que la demanderesse, qui était de fait la partie vendeuse, lui remit son contrat de mariage avec un certificat constatant l'enregistrement de cet acte. Les demandeurs y consentirent, mais il est évident que pour se procurer ce document cela leur a pris un temps considérable. Le notaire Longtin dit même que les demandeurs ne lui ont jamais montré ce certificat. On voit cependant que le notaire Doucet fut chargé de préparer un projet d'acte basé sur les notes fournies par le notaire Longtin. Enfin, le 21 octobre 1886, on voit que la demanderesse fit protester le défendeur d'avoir à se rendre chez le notaire Doucet et à signer l'acte en question. Il est en preuve que le défendeur, en réponse à ce protêt, se rendit au bureau de M. Doucet, accompagné de M. le notaire Longtin, et qu'ils y rencontrèrent le demandeur; il est douteux si la demanderesse y était. Là de nouvelles discussions s'engagèrent tant au sujet du contrat de mariage de la demanderesse que du chiffre du prix de vente. Il n'y a rien d'étonnant à cela. Le projet d'acte de vente avait été préparé longtemps avant et l'on y voit que le prix était de \$1,900, dont \$1,000 comptant, et \$900 à la société Loan & Mortgage avec intérêt à 7 p. c.; le premier paiement d'intérêt devenant dû le 1er janvier 1887. L'acte contient aussi une disposition à l'effet que l'acheteur (le défendeur) prenait possession immédiate des immeubles vendus. Il est évident que les retards apportés par les demandeurs à terminer cette vente avaient complètement changé les termes de la convention originale, quant aux intérêts et quant à la prise de possession lorsque les parties se rencontrèrent chez M. Doucet dans le mois d'octobre. Les circonstances étaient alors changées; puisque le défendeur n'avait pas eu la possession de la propriété aux termes du projet d'acte, il fallait bien changer sa responsabilité quant au paiement des intérêts sur les \$900, balance de son prix de vente; il ne pouvait accepter l'acte tel que préparé. La chose eût été facile à

1880.

Papin  
v.  
Seguin.

1886.  
Popin  
v.  
Seguin.

régler entre des personnes de bonne volonté, mais il est bien évident que la discussion a été acrimonieuse et finalement, le notaire Doucet dit : les parties se séparèrent *sans rien conclure*, je restai, dit-il, sous l'impression que le défendeur ne voulait plus acheter. Mais, de son côté, le notaire Longtin dit aussi ceci : le défendeur voulait sérieusement acheter, mais il était fatigué des retards occasionnés par les demandeurs. Ces derniers, dit-il, n'ont fait aucune diligence, pas même les diligences de simple convenance, pour terminer cette affaire, et bien que l'achat fût avantageux au défendeur, je lui dis, en partant de chez M. le notaire Doucet, laissez donc là cette affaire, ce sont des personnes avec lesquelles on ne peut s'entendre. Ainsi chaque notaire rejette le blâme sur la partie adverse, mais ce qui est important c'est que leur conclusion est la même, *rien n'a été conclu, rien n'a pu se terminer faute d'entente*. Le défendeur, examiné comme témoin, jure positivement qu'il n'a pu s'entendre sur le prix, et de plus il prétend que quelques jours après l'entrevue chez M. Doucet il s'est rendu avec une personne chez les demandeurs, pour savoir enfin si cette vente était pour avoir lieu ou si elle était définitivement abandonnée. Il jure que le demandeur a dit alors, que la vente ne se ferait plus ; qu'il avait un autre acheteur, et qu'il allait lui vendre. Ce fait est pleinement corroboré par le témoignage du témoin Scheid, qui établit qu'en effet le défendeur et lui sont allés chez le demandeur au sujet de la vente en question, et que ce dernier a formellement déclaré au défendeur qu'il ne voulait plus vendre, qu'il allait vendre à un autre. Ce témoignage n'est pas contredit, mais au contraire on voit que la chose est tout-à-fait vraisemblable si on examine les documents au dossier. Le 21 octobre 1886, les demandeurs firent protester le défendeur, que s'il ne terminait pas la transaction ils vendraient la propriété à la folle enchère du défendeur. Ce procédé, tout-à-fait inusité en pareille matière, donne naturellement à penser que les demandeurs avaient alors un autre acheteur en perspective. L'entrevue dont parlent le défendeur et le témoin Scheid aurait eu lieu quelques jours

1889.  
 Popin  
 v.  
 Seguin.

seulement après le protêt, et en effet on voit que quelques jours après ce protêt, le 28 octobre 1886, les demandeurs vendent cette propriété au notaire Marion pour le prix de \$1,700. De tous ces faits la Cour en est venue à la conclusion qu'il n'y a pas eu de vente de la propriété en question par les demandeurs au défendeur, et qu'il n'y a pas eu de consentement sur le prix.

*Pothier*, Vente, No. 31 (Ed. Bugnet), exprime clairement la nature du consentement quant au prix en matière de vente: "Le consentement des parties contractantes qui est de l'essence du contrat de vente, consiste dans le concours de la volonté du vendeur de vendre telle chose à l'acheteur pour un tel prix, et de celle de l'acheteur d'acheter de lui la dite chose pour le dit prix;" ainsi s'il n'y a pas de concours de volontés sur un prix clairement déterminé, il n'y a pas de vente.

Troplong—Vente No. 4, 37 et seq.

Marcadé—Tome 6, sur Arts. 1582-83, C. N.; Art. 1472, C. O. B. C.

Une question sur laquelle la Cour n'est pas appelée à se prononcer directement (puisque la preuve de la vente n'est point faite) et qui se serait présentée en cette cause, est celle de savoir si les demandeurs avaient le droit de revendre la propriété à la folle-enchère du défendeur, sans autorisation de justice, et réclamer sous forme de dommages la différence entre les deux ventes. L'action n'offre point la propriété, et ne demande pas même la résolution de la première vente au défendeur. Il est permis d'exprimer de graves doutes sur la légalité de telles prétentions. Le Code (Art. 1544) contient une disposition qui permet la revente d'effets mobiliers, sans poursuite judiciaire, et le recours en dommage pour la différence; mais cette disposition déroge à l'ancien droit, c'est du nouveau droit, et on ne trouve aucune disposition semblable quant aux immeubles. Les commissaires dans leur rapport sur cet article de notre Code déclarent que ce droit nouveau, quant aux meubles, n'a été introduit que pour suppléer aux besoins du commerce moderne. Autrefois, même en fait de meubles, il fallait une



1890.  
 Papin  
 v.  
 Seguin.

poursuite judiciaire pour pouvoir revendre un meuble à la folle-enchère du premier acheteur.

*Typolong*, Vente, No. 678.

12 *Déc. des Trib.*, p. 108, S. C., Québec, *Jackson v. Fraser*.

De même en matière de vente de meubles aux enchères, par encan, la revente ne s'en fait aux risques du premier acheteur que parce que l'article 1568 du Code contient une disposition expresse à cet effet.

Rien dans le Code ne semble autoriser l'extension de ces dispositions exceptionnelles aux ventes d'immeubles; au contraire, l'esprit du Code y paraît opposé. L'article 1472 déclare la vente parfaite lorsqu'il y a consentement sur les choses essentielles à la vente, *res, pretium, et consensus*, la propriété est transférée de plein droit, sans tradition à l'acheteur. Le vendeur seul pourra-t-il se constituer juge de la *résolution* de cette vente, effectuer lui-même cette résolution d'un contrat synallagmatique, et sans poursuite judiciaire, revendre de son propre gré, à vente privée l'immeuble de l'acheteur, puis le poursuivre pour la différence du prix? Le Code est cependant bien sévère quant à la résolution de la vente, puisque même avec un titre, signé et parfait, le vendeur ne peut faire résoudre la vente faite de paiement, que dans les cas où une clause résolutoire est contenue dans l'acte de vente. Art. 1586.

Ainsi on voit que l'esprit du Code, loin d'être favorable aux prétentions du demandeur, paraît au contraire bien opposé à l'exercice d'une résolution sommaire de la vente, droit qu'il n'a accordé que quant aux meubles et pour des motifs exceptionnels. A tout événement la Cour n'est pas appelée à se prononcer sur cette question, vu que l'action doit être renvoyée plutôt sur le motif que les demandeurs n'ont point prouvé l'existence de la vente qu'ils allèguent avoir terminée et conclue avec le défendeur de la propriété en question en cette cause:

The judgment is as follows:—

“La Cour etc.....”

“Considérant que les demandeurs n'ont point établi les allégations de leur demande à l'effet qu'ils auraient

meuble à  
vendu les propriétés y mentionnées au défendeur en cette cause;

1880.  
Popin  
v.  
Seguin.

"Considérant que la preuve au dossier établit au contraire clairement que les dites parties ne se sont point entendues sur le prix de la vente ainsi projetée et après plusieurs entrevues, se sont séparées sans rien conclure;

"Considérant qu'il est établi que les demandeurs eux-mêmes ont reconnu non-seulement que la dite vente n'était pas terminée ni conclue, mais même ont informé le défendeur qu'elle ne pouvait plus avoir lieu, vu qu'ils se proposaient de vendre la propriété en question à un autre acheteur;

"Considérant que de fait les demandeurs ont eux-mêmes annulé tous pourparlers de vente entre eux et le défendeur par le fait qu'ils ont, sans aucune poursuite judiciaire contre le défendeur, vendu de leur propre gré et volonté la dite propriété à un autre acheteur, ainsi qu'il est établi par la preuve et les documents au dossier;

"Considérant que sous ces circonstances les demandeurs n'ont aucun droit aux dommages qu'ils réclament du défendeur en cette cause;

"Considérant que les défenses du défendeur sont au contraire légalement établies et bien fondées;

"La Cour maintient les dites défenses et déboute l'action des demandeurs avec dépens distraits etc."

Action dismissed.

*Geoffrion, Dorion & Allan* for plaintiffs.  
*Lafleur & Rielle* for defendant.

(N. T. R.)

point établi  
ils auraient

June 30, 1888.

Coram GILL, J.

IN RE McDougall, Logie & Co., Insolvents ;  
 RIDDELL, Curator ; & LEYENDECKER ET AL.,  
 Claimants ; & THE SAID CURATOR, Contesting.

*Insolvency—Unpaid Vendor—Privilege—Delays—Arts. 1998,  
 2000, C. C.*

Held:—That the privilege granted to the unpaid vendor by Art. 2000, C.C., can be exercised only within fifteen days from the date of sale, in cases of insolvency.

The facts of the case and the claims of the parties appear fully by the judgment which is in the following terms :—

“The Court, etc.....

“Considering that the claimant sold to the insolvent a quantity of orange mineral, which was ordered through an agent in Montreal in March, 1887, and shipped by the claimant to the insolvents on the 25th of May, 1887, from Cologne in Germany to Montreal, and taken possession of by the insolvents on arrival in Montreal at a date not apparent in the record, so that for all the purposes of this cause it must be taken that the sale was made on the 25th of May :

“Considering that by the first days of July, 1887, the said McDougall, Logie & Co. were insolvent, that a demand of abandonment was served upon them on the 7th of July, and that on the return of the said demand on the 18th of July, 1887, they made the said abandonment into court ;

“Considering that the said W. Leyendecker, the vendor of said orange mineral, took out on the said 18th July, 1887, a *saisie-arrest conservatoire*, or revendication, of a certain number of casks containing about five tons of said orange mineral, pretending that he had that right, as the goods were sold without term and were still in the same condition as when sold, and he now claims, under the

last paragraph of article 2000 of the Civil Code, to be paid in preference on the proceeds of said goods, because at the time of said insolvency and when seized in this cause they were still in the same condition as when delivered to said insolvents ;

" Considering that said Art. 2000, C. C., does not apply to cases of insolvency, which are governed by the special ruling of Art. 1998, C.C., stating that in such cases the right of revendication or of preference on the price can be exercised only within fifteen days from the date of sale ;

" And considering that the claimant has in the present case taken out his seizure, and made his claim long after the expiration of the delay of fifteen days from the date of sale ;

" Doth maintain the contestation made by the curator of the said privilege, claimed by said W. Leyendecker, of being paid by preference on the proceeds of five tons of orange mineral which have been seized in this matter, and doth declare the said privilege unfounded, and say that the said claimant can only be collocated and paid *au marc la livre* with the other creditors of the insolvents, and doth condemn the said claimant to pay the costs of this present contestation, *distrails, etc.*"

*Abbotts & Campbell*, attorneys for Claimant.

*Robertson, Fleet & Falconer*, attorneys for Curator contesting.

(A. F.)

October 15, 1889.

*Coram DE LORIMIER, J.*

YOUNG v. ACCIDENT INSURANCE CO. OF N. A.

*Costs—Taxation of Counsel fee on Commission Rogatoire.*

HELD:—That a fee paid to counsel for examining witnesses under an open commission issued from the Superior Court to a foreign country, cannot be taxed against the losing party as costs in the cause. The only fee established by the tariff as regards the examination of witnesses on *Commissions rogatoires* is fixed by No. 80, and allows \$2 to the attorneys of record for the examination and cross-examination of each witness.

1889.

Young  
v.  
Accident Ins.  
Co.

DE LORIMIER, J. :—

The plaintiff obtained a judgment maintaining his action against the defendant, with costs, and now applies for the taxation of these costs. One of the items to which the defendant objects is a fee of \$25 paid by the plaintiff to a barrister in Simcoe, Ontario, for examining witnesses under a commission issued to that place. By the consent of the parties the commission was an open one, no written interrogatories having been previously prepared and settled, and the witnesses were consequently examined and cross-examined *viva voce* by counsel on either side. The plaintiff contends that from the very nature of this commission, the employment of counsel was necessary, and therefore this expense should be included in the taxed costs.

However useful and legitimate the employment of counsel may be in such cases, I find nothing in the tariff which justifies me in allowing this item. A similar application was refused in the case of *Fraser v. Bonner, & Canada Shipping Co.*, which does not appear to have been reported, but in which the question was thoroughly discussed. As regards counsel fees for examining witnesses on *Commissions Rogatoires*, I find no other article of the tariff, except No. 80, which allows \$2 for the examination and cross-examination of each witness, but this fee can only be allowed to the attorneys of record. There is nothing in the tariff for allowing travelling expenses or fees paid to foreign counsel. This item of \$25 has therefore to be struck off the bill.

*Lafleur & Rielle*, for Plaintiff.

*Hatton & McLennan*, for Defendant.

(E. L.)

[IN REVIEW.]

January 31, 1889.

Coram TASCHEREAU, WURTELE, DAVIDSON, JJ.

ROBINSON v. CANADIAN PACIFIC RAILWAY CO.

*Injury resulting in death—Claim of widow—Prescription—  
Arts. 1056, 2261, 2262, 2267, C.C.—Verdict—Damages.*

The husband of the plaintiff was injured while engaged in his duties as defendants' employee, and the accident resulted in his death about fifteen months afterwards. No action for indemnity was instituted by him during his lifetime. In an action for compensation brought by his widow within one year after his death:

- Held:**—1. (Wurtele, J., *disc.*) That the action of the widow and relations under Art. 1056, C.C., in a case where the person injured has died in consequence of his injuries without having obtained indemnity or satisfaction, is prescribed only by the lapse of a year from the date of death; and the action lies even supposing that at the date of death the injured person's action was prescribed by the expiration of one year from the date of injury—the fact that prescription had been acquired against the injured party not being equivalent to his "obtaining indemnity or satisfaction" within the meaning of Art. 1056.
2. (Taschereau, J., *disc.*) That the prescription of one year under Art. 2262, C.C., applies to all actions for bodily injuries.
3. (Wurtele, J., *disc.*) That it was necessary to plead prescription in this case, the prescription invoked by the defendants at the argument not being one against the plaintiff's action, and not falling under the provisions of Art. 2267, C. C., but being the consequence of another prescription acquired against a third party, whose legal representative the plaintiff was not. Further, that the defendants had waived any pretension they might have had to invoke prescription by their failure to raise the point during a protracted litigation of five years.
4. (Davidson, J., *disc.*) Where on a former trial the jury awarded the plaintiff \$3,000 damages, but the verdict was set aside by the Supreme Court on ground of misdirection, and on the second trial the jury allowed \$6,500 damages: that the amount was not so excessive that the Court should set aside the verdict and order a new trial.

The action was instituted on the 17th of May, 1884, by the plaintiff, acting as well for herself as in her capacity of tutrix to her minor daughter, then a child of about eight years of age, to recover damages consequent on the death of Patrick Flynn, the husband of the plaintiff and



1890.  
Robinson  
C. P. R. Co.

father of her minor child, which death had been caused by the fault and negligence of the defendants.

The declaration alleged:—

The plaintiff was lawfully married and was the widow of the late Patrick Flynn, who died on the 18th November, 1883. That there was born of the marriage one child, then surviving, aged about eight years, named Agnes Mary Flynn, to whom the plaintiff had been duly appointed tutrix.

That Patrick Flynn was in the employ of the defendants in August, 1882, at their workshop and yard situate at Hochelaga; that on the morning of the 27th August, 1882, he was ordered by defendants' officers to assist in unloading a large iron machine from a waggon in defendants' premises; that while obeying these orders the machine fell upon him, crushing both his legs; that he was so badly injured that it was found necessary to amputate one of his legs, which was done at once, but his injuries were so serious that he died from the effect thereof at the General Hospital in Montreal, on the 18th November, 1883.

That the accident was caused solely by the negligence of the defendants, and the insufficiency of the means employed by them, and their want of care in unloading the machine.

That the plaintiff and her minor child were solely dependent upon Flynn for support, of which they were deprived by reason of said accident and death.

The declaration concluded by praying for a condemnation of \$10,000 damages in favor of the plaintiff individually, and as tutrix for her minor child, and declaring option of trial by jury.

The defendants pleaded that the accident was not caused by any negligence or carelessness on their part, or on the part of any one in their employ; but that it was caused through the negligence and inattention of Patrick Flynn himself. That every possible means to prevent any accident was used by defendants' employees at the time in question.

Issue having been joined and the facts to be submitted to the jury having been fixed, the case came on for trial before Doherty, J., and a special jury, on the 27th and 28th April, 1885, and a verdict in favor of the plaintiff was rendered, awarding her the sum of \$2,000 in her individual capacity, and \$1,000 in her capacity as tutrix for her minor child, in all \$3,000.

The plaintiff then moved before the Superior Court, sitting in Review, for judgment in her favor upon the findings of the jury. At the same time the defendants moved for a new trial, setting up several reasons, among which were, that at the trial the judge refused to admit the evidence of a witness who only appeared in court after the case was closed and when counsel were addressing the jury; and on the ground of misdirection by the judge in stating to the jury, that in assessing the damages they had a right to and might consider the nature of "the anguish and mental sufferings of the widowed mother and orphaned child."

A majority of the Court of Review rendered judgment, on the 30th June, 1885, dismissing the plaintiff's motion for judgment upon the findings of the jury, and granting the motion of defendants for a new trial, on the ground that the evidence of the witness referred to had been improperly excluded, but dismissing all the other points urged by the defendants.

From this judgment the plaintiff appealed to the Court of Queen's Bench, which rendered judgment on the 16th January, 1886, unanimously reversing the judgment of the Court of Review, and granting the plaintiff's motion for judgment upon the findings of the jury, awarding her damages as aforesaid. (See M. L. R., 2 Q.B. 25.)

From that judgment the defendants appealed to the Supreme Court of Canada, which, on the 20th June, 1887, rendered judgment in favor of the defendants, granting them a new trial on the ground that the judge had misdirected the jury in telling them that "they had a right to and might consider the nature of the anguish and mental suffering of the widowed mother and orphaned child." (See 10 Leg. News, 241.)

1886.  
Robinson  
C. P. R. Co.

1880.  
Robinson  
C. P. R. Co.

After these proceedings the plaintiff moved for the fixing of a day for the new trial, and for the summoning and striking of another jury. At this stage the defendants moved to be allowed to plead a new and additional plea. The plaintiff unsuccessfully resisted this application, and the defendants were permitted to plead the following plea:—

“And without waiver of the foregoing pleas, for further plea to the plaintiff's action and demand, the defendants say:—

1.—“That the deceased, Patrick Flynn, was not injured through any fault or neglect of the defendants, or of any of their servants, and was not, at the time of the accident wherein he received the injuries set forth in the plaintiff's declaration, acting under the orders or instructions of any of the officers or servants of the company defendants.

2.—“That the machine which fell upon the said deceased Patrick Flynn was not, at the time of the said accident, in their possession or under their power or control, but was the property and in the possession of one Charles Scott, of Philadelphia, in the United States of America—and the wagon upon which the same was being moved was hired and leased by, and under the control of, the said Charles Scott—and the deceased, and the other his fellow workmen engaged in moving the said machine were specially employed and paid for so doing by the said Scott.

3.—“That the said deceased Patrick Flynn voluntarily and without any orders from the defendants or their officers, assisted with other his fellow workmen in moving the said machine into the shops of the company defendants, where the same was to be tested and experimented upon for the benefit and advantage of the said Scott:—and the said deceased Patrick Flynn accepted all the risks of such employment, and any injury he received therefrom resulted from his own acts and the acts of his fellow workmen engaged with him in the same employment.”

Th  
facts  
son,  
the  
By  
on th  
on fe  
Th  
Nov  
again  
awar  
in he  
as af  
Th  
jury,  
1.—  
of th  
mont  
2.—  
the 2  
irga  
same  
Flynn  
3.—  
acting  
in obe  
so, sp  
obedi  
and u  
Or (e)  
with c  
said m  
4.—  
injury  
gence,  
Flynn  
ployed  
—No.  
author

The filing of this plea rendered a new assignment of facts for the jury necessary, which were fixed by Davidson, J., with consent of parties, by judgment rendered on the 11th of November, 1888.

1888.  
Robinson  
C. P. R. Co.

By this judgment the new trial was ordered to be held on the 28th of November, 1888; and on that day it came on for trial before Davidson, J., and a special jury.

The trial was continued on the day following (29th November), when the case was concluded by the jury again finding in favor of the plaintiff, and this time awarding her \$4,500 in her individual capacity, and \$2,000 in her capacity of tutrix for her minor child, in all \$6,500 as aforesaid.

The following were the questions submitted to the jury, with the answers thereto:—

1.—Was the late Patrick Flynn, the deceased husband of the plaintiff, in the defendants' employ during the month of August, 1882? *Ans.*—Yes.

2.—Was the said Patrick Flynn injured on or about the 27th of August, 1882, by the falling upon him of an iron machine, while engaged in assisting to unload the same from a truck or waggon, and did the said Patrick Flynn die from the injuries thus received? *Ans.*—Yes.

3.—Was the said late Patrick Flynn so injured: (a) While acting of his own motion? *Ans.*—No. Or (b) While acting in obedience to the orders of defendants' officers? and if so, specify what officers? *Ans.*—Yes, while acting in obedience to the orders of the officers of the defendants, and under the instructions of a foreman or other official. Or (c) Was the said late Patrick Flynn specially employed with other his fellow workmen, in assisting to move the said machine, by the owner thereof? *Ans.*—No.

4.—Did the falling of the said machine and the said injury to the said Patrick Flynn result from the negligence, want of skill or fault, (a) Of the said Patrick Flynn? *Ans.*—No. Or (b) Of the fellow workmen employed with him in unloading the said machine? *Ans.*

—No. Or (c) Of the defendants and of persons placed in authority over him by the defendants? *Ans.*—Yes, it

1880.  
Robinson  
C. P. & Co.

resulted from the negligence of the defendants and persons placed in authority by them.

5.—Was the said accident caused by the insufficiency of the means employed in unloading the said machine from the waggon, or how? *Ans.*—Yes, it was caused by the insufficiency of the means employed.

6.—In whose possession and under whose power and control was the said machine at the time of the said accident? *Ans.*—In the possession and control of the defendants.

7.—Under whose charge or control was the waggon upon and from which the said machine was being moved at the time of the accident? *Ans.*—The defendants'.

8.—Was the plaintiff and her minor child, Agnes Mary Flynn, solely dependent for maintenance and support upon the said late Patrick Flynn, and is the plaintiff now obliged to support herself and maintain and educate her said child by her own labor? *Ans.*—Yes.

9.—What amount of damage occasioned by the death of the late said Patrick Flynn, if any, has been suffered? (a) By the plaintiff? *Ans.*—\$4,500. (b) By the said minor Agnes Mary Flynn? *Ans.*—\$2,000.

Upon these findings of the jury the defendants presented three motions to the Superior Court sitting in Review, (1) for judgment in their favor *non obstante veredicto*, (2) for ~~arrest~~ arrest of judgment, and (3) for a new trial.

The plaintiff also moved for judgment in her favor on the findings of the jury.

The first two motions of the defendants, namely, for judgment *non obstante veredicto*, and in arrest of judgment, were based upon practically the same reasons, the principal reason being that the rights of the plaintiff had been prescribed and extinguished before the institution of the action, the said Patrick Flynn having been injured on the 27th August, 1882, and died on the 18th November, 1883, and the action of the plaintiff not having been instituted until the 17th May, 1884.

This was an entirely new pretension, not pleaded in



defence of the action, or raised during any previous argument in the case.

The reasons urged in the motion for a new trial were, that the weight of evidence was in favor of defendants, that Flynn was injured, not while acting in obedience to orders, but of his own motion, and through his own negligence. It was also urged that the verdict was informal and defective, inasmuch as the answers were vague and uncertain and contradictory, and that the amount awarded the plaintiff was excessive.

DAVIDSON, J. :—

A jury has awarded \$6,500 in favor of plaintiff, and the defendant meets her motion for judgment upon the verdict by motions (1) for judgment *non obstante veredicto*; (2) or alternatively for arrest of judgment; (3) or further alternatively for a new trial.

The jury found that Patrick Flynn, plaintiff's late husband, on the 27th of August, 1882, being then in defendant's employ, and while acting in obedience to the orders of its officers, received injuries while engaged in unloading an iron machine from a truck, from which he died; that the accident resulted from the negligence, want of skill, or fault, not of Flynn or of his fellow-workmen, but of the company, and of persons by it placed in authority over him; that plaintiff and her minor child Agnes were solely dependent upon him for support, and that the resulting damages were \$4,500 to the mother and \$2,000 to the child. The questions to which these findings were answers represent the leading issues between the parties.

But at the arguments upon the motions now under consideration, a new ground of defence not before urged, and, if discussable upon the record as it now stands, of a serious character, was raised on behalf of defendant for the destruction of plaintiff's action. It is asserted with great earnestness that at the date of her action, plaintiff, through lapse of time, had lost her right by an absolute prescription.

1880.  
Robinson  
C. F. & Co.



1880.  
Robinson  
C. P. R. Co.

The point as raised has not been before discussed, and its details represent a legal flank movement of so ingenious a kind as to invoke the anxious consideration of the Court. I quote the articles of the Code which are applicable:—

1056. "In all cases where the person injured by the commission of an offence or quasi offence dies in consequence, without having obtained indemnity or satisfaction, his consort, and his ascendant and descendant relations have a right, but only within a year after his death, to recover from the person who committed the offence or quasi offence, or his representatives, all damages occasioned by such death. . . . In all cases no more than one action can be brought in behalf of those who are entitled to the indemnity, and the judgment determines the proportion of such indemnity which each is to receive."

2261. "The following actions are prescribed by two years:—

"2. For damages resulting from offences or quasi offences, whenever other provisions do not apply.

2262. "The following actions are prescribed by one year:—

"2. For bodily injuries, saving the special provisions contained in Article 1056 and cases regulated by special laws."

2188. "The Court cannot of its own motion supply the defence resulting from prescription, except in cases where the right of action is denied."

But, by Art. 2267, "in all the cases mentioned in Articles 2261, 2262 (cited above) the debt is absolutely extinguished and no action can be maintained after the delay for prescription has expired."

Now, says the defendant, Flynn never took proceedings, the prescription of one year provided by Art. 2262 came into force as against him, and therefore, upon his death, no right of action existed in favor of plaintiff.

To all this it is answered: 1. That plaintiff's right of action does not of necessity cease to exist, even if pre-

scription has arisen as against her husband. 2. That according to the original French version of the Code, what is prescribed by Art. 2262 is "injures corporelles," and the word "injures" means only injuries inflicted with malice, to wit, "an offence," whereas the hurt done to plaintiff was without malice, to wit, a quasi offence, and so his rights were covered by Art. 2261 and only prescriptible by two years, within which he died. 3. That the point should have been pleaded.

The majority of the Court have arrived at the conclusion that this last objection ought to prevail, and as a consequence we are not called upon to offer an opinion as to what might have resulted had the defendant pleaded prescription.

In support of the second objection the learned counsel for the defence cites *Morrison v. Mullins* and *Morrisette v. Catudal*, decided respectively by the Superior Court and the Court of Review, 16 R.L., pp. 114, 486. I have with me my brother Würtele in dissenting from those decisions. Only very strong convictions, resulting from an earnest investigation of the point, could induce me to believe, in opposition to the opinions of the learned judges who have decided otherwise, that all bodily injuries, whether coming from offences or quasi offences, are governed by a common prescription of one year. But my other views upon the present case make more detailed reference to this point unnecessary.

Why, then, according to the majority of the court, is the prescription now invoked one which cannot be supplied without a special defence? We are all agreed that if it were one which came within Art. 2267, the objection would have to prevail, at any stage of the case, and whether pleaded or not. We also agree that there was only one right of action, and that arising out of the original accident. In further respects I speak only for the majority of the court. During his lifetime Flynn could have sued for damages resulting from his injuries and his sufferings, while to his widow was left an action, not for these, but for the loss "occasioned" to her by his

1886.

Robinson  
C. P. R. Co.

1889.  
Robinson  
C. P. R. Co.

death. Thus while grafted upon an old right it represents an essentially new cause of action, not existing during his life time, and only created by his death. If, however, Flynn had obtained "indemnity and satisfaction," then, according to Art. 1056, no separate or further claim could be urged by her. Well, persists plaintiff, is not the prescription equivalent to "indemnity and satisfaction?" Certainly not, according to the strict principles which governed the origin of this law, for the codifiers tell us in their report (p. 485) that it is founded on "the higher reason of public policy," and not on such a presumption of payment as, for example, prescribes promissory notes in five years. There is no doubt that if Flynn had, after the creation of a legal prescription against him, taken an action, the defendant might successfully urge the objection, even without a plea. Here, however, the company is arraigned, not by the husband, but by the wife. Personally she has permitted no prescription to run against her, because she is within the year given to her by Art. 1056. It will be admitted that we ought to handle words and principles with great precision when a law of such severity is in question, and when we are dealing with a litigation which has lasted over four years, which has passed through all the tribunals of the province to the Supreme Court, which has witnessed two trials by jury, and in which, up to this moment, the plaintiff's right of action has never been challenged, although the defendant has by special pleas pleaded every supposed ground of defence.

What in strictness, then, the defendant declares, is not that there is prescription as between it and the plaintiff, but that her action does not lie, because at Flynn's death his right of action had ceased to exist by reason of a prescription acquired against him. The position might be different were she suing as an heir or an assignee, for in either case she would be representing, not only the same right, but the same cause of action as the testator or the assignor. In a word, the defendant, in order to sustain its position, has to assert facts not arising out of any act

or default of the plaintiff, but collateral to and independent of her own doings. We therefore hold that the issue now raised is a *fin de non recevoir* which needed to be specially pleaded, so that she might have opportunity of answering in avoidance. Although not invoked or urged, we have not overlooked what a simple general denial is, by the Railway Act, supposed to include.

1880.

Robinson  
Q. P. R. Co.

[After discussing at length the proof made with respect to negligence and the source of the orders under which Flynn was acting at the moment of the injury, his Honor continued: ]—

The jury found that there was insufficiency in the means employed to unload the machine, for which the Company, and not Flynn or his fellow-workmen, were responsible. Defendant further complains that the death did not in fact result in consequence of the injury. Proof of the fact is needed to enable the widow to sustain her action. Her husband lived for sixteen months after he was disabled, and the immediate cause of his death was erysipelas. Under the criminal law, a person is not deemed to have committed homicide when the death takes place more than a year and a day after the injury causing it. We have not been referred to any like rule, if it can be called one, as existing in cases like the present. It is beyond dispute that erysipelas does frequently follow serious wounds; it is a consequence, always looked for and always to be guarded against. In Flynn's case, one leg was amputated, but it was considered advisable not to risk a double operation, and the other, although severely shattered, was treated in the hope that it might recover. No attempt has been made to prove any specific external cause for this disease. It developed about the wound, and beyond all question was one of its results. He was confined in Notre Dame hospital for eleven months, then he was taken to St. Bridget's asylum, then to his home, and then to the General Hospital, where he died. Now, although the erysipelas might from time to time have been suppressed, its exciting cause remained

1889.  
Robinson  
C. P. R. Co.

active; his illness was continuous; and, to use the words of Taylor (1 Medical Jurisprudence, 605), "The medical facts that the person assaulted has never recovered from the effects of the violence, and that the inflammation set up has suddenly assumed an erysipelatous character, are sufficient to establish this connection with the original injury." In one of the cases cited (*McCarthy v. Travellers' Insurance Co.*, 8 Bissett's Rep. 366) the following language is used:—"The application of the principle relating to proximate cause is not necessarily controlled by time or distance, but by the succession of events." I notice by the *Times'* reports that the Queen's Bench division, on the 19th of this month, in a case of *Isitt et al. v. The Railway Passengers Assurance Co.*, judged upon the doctrine of secondary causes of death. The insurance company was to be liable if the insured person "die from the effect of such injury." The insured fell and dislocated his shoulder, and before his recovery was found to be suffering from pneumonia. In a case stated, it was asserted that his catching cold and the final effects of the cold were both due to the condition of health to which he was reduced by the accident. The Court held the accident to be the proximate cause of death, and that a natural intervening consequence should be noticed. The cold which resulted in pneumonia was considered a natural consequence and not anything external of an exceptional description. A man, the judgment proceeds, who lives some time after an accident cannot avoid being exposed to some external conditions. Here we have a broader principle than needs to be applied to this case.

With reference to the facts so far stated, we have also to remember that the Queen's Bench has confirmed a like verdict in this case, but only to the extent of \$8,000, and that Judge Strong, apparently with the consent of his brother judges, said "they (the men) were acting under the immediate directions of Oliver, as foreman of the gang, who was himself acting in obedience to the orders of his superior officer." And again, "there was ample



"evidence of negligence which was entirely a matter for the consideration of the jury."

This Court, and, without dissent, as a consequence, cannot consider that in these respects the verdict is against the evidence.

Speaking for myself, I have to believe the amount awarded to be greatly excessive. Here is a man who was a fishmonger and became bankrupt. He came to this country by himself, and at the end of six months was working at the rate of about a dollar a day as an assistant journeyman in defendants' boiler shops. The Supreme Court has laid down an exact basis upon which to base these awards; they must not include a quantum for mental sufferings; yet, excluding this, the last jury only awarded \$6,500; they must present "actual real damages," and they must not be assessed to an amount out of proportion "with the actual pecuniary loss"—14 Supr. Ct. Rep., pp. 110, 128. I am not prepared to permit a widow to turn over her husband, when killed by an accident, at so enormous a profit as that which this verdict of \$6,500 represents. I would compel plaintiff to accept a reasonable amount, which I would be prepared to name, or submit to a new trial.

TASCHEREAU, J. :—

The plaintiff's husband, Patrick Flynn, died on the 18th November, 1888, from the result of injuries received in the company's service on the 27th August, 1882, and she took the present action on the 17th May, 1884, that is within a year from her husband's death. The jury on the second trial rendered a verdict in plaintiff's favor for \$6,500. Before this Court the defendants now resist her motion for a judgment on this second verdict by a motion for judgment dismissing the action notwithstanding the verdict, because, as they now for the first time urge, more than a year had elapsed between the injury to Flynn and his death, without any action having been taken by him, and because in consequence of such lapse of time, his action, they say, was prescribed under article 2262 of

1880.

Robinson  
C. P. & Co.



1880,  
Robinson  
C. P. R. Co.

the Civil Code, and all right of action against the company was absolutely extinguished at the time the writ was taken. Now the first question to consider is whether such prescription comes under the article 2261, which lays down the general rule that "actions for damages resulting from offences or quasi offences are prescribed by two years," or whether the next article 2262 applies, which provides that "actions for bodily injuries (*injuries corporelles*), saving the special provisions of 1056, are prescribed by one year." I adopt the view that the prescription mentioned in the latter article does not apply to the action that the deceased Flynn had. The "bodily injuries" spoken of in that article are not such injuries as Flynn suffered in consequence of the accident which happened through defendants' negligence. What is meant by "bodily injuries" in the article are injuries resulting, for instance, from an assault or a wrongful overt act, and this interpretation is borne out by the French version of the article 2262, which speaks of "*injuries corporelles*;" the French version does not say *dommages corporels*, but it makes use of the word *injuries*. And so this Court has already decided in the case of *Morrisette & Catudal*, and Mr. Justice Mathieu in another case has decided the same way. That this is the true meaning of the article will be seen on reference to the definitions given of the word *injury*. See *Dénisart, verbo injury*, and *Domat*, p. 217, where the three kinds of *injury* are defined. In this opinion, which I hold very strongly, I am however in the minority.

Then the next question is whether, if the shorter prescription applies to Flynn's action, it should have been pleaded as against the action taken by his wife. The general rule is that prescription must be specially pleaded; that is the rule of Art. 2188 C. C. To this 2267 C. C. is an exception, providing that "in all cases mentioned in 2262 *et al.* the debt is absolutely extinguished, and no action can be maintained after the delay for prescription has expired." However, it is of importance to remark that the plaintiff's action does not result from any cause of action mentioned in C. C. 2262; but that it is given to

1880.

Robinson  
C. P. & Co.

the wife expressly by Article 1056, C. C. It is a special right given to her by this article, not as her husband's heir, nor as his representative, exercising his rights but given to her personally by this special legislation, and, therefore, it is difficult to understand that the present case comes within the exception of C. C. 2267, which does away with the necessity of pleading prescription in the special cases mentioned in Arts. 2262 *et al.*, since the present case is an action which owes its existence to Article 1056, and not to any of the cases mentioned in Art. 2262. The difficulty I feel in coming to any other conclusion is not lessened by the fact that the defendants have had every opportunity to avail themselves, and have fully availed themselves very ably of every plea, and urged every defence to the action, saving that of prescription, and now, after the case has been nearly five years in court, we are asked to decide, what was never urged before, that the plaintiff had no action whatever, that it was prescribed, though this was not pleaded. The decision of the majority of the Court on this point is that this exception, now for the first time relied on, should have been pleaded in writing.

It has been argued that the lapse of one year from the accident causes the presumption that there was indemnity and satisfaction given by the Company to Flynn. But this proposition is untenable. But if it did make such proof, if such a presumption did arise from the delay, then the more clear is the reason for requiring such lapse of time to be specially pleaded, for the plaintiff should have had an opportunity to answer, and it would have been a good answer to say and prove that during that time there were negotiations between deceased and the Company for a settlement of his claim, and that there was interruption of prescription, but there was no such plea, and it would be unjust to refuse his wife an opportunity of availing herself of such an answer. To decide otherwise would be, on the part of the Court, supplying of its own motion, a defence which the Company when pleading did not make.

1880.  
Robinson  
v.  
C. P. R. Co.

But I am inclined to go further in this sense than the majority of the Court. I say that the defendants cannot at the present stage of this protracted case invoke this prescription, because by their action they have renounced it. I would decide this, notwithstanding the English case referred to by my brother Wurtele. When this action was taken, now several years ago, the defendants pleaded to it very fully, but not one word did they say about this prescription. On these pleas they were given a first trial with a verdict against them for \$3,000 as a result. From this they came to this Court of Review, where they urged a variety of motions against the verdict, and succeeding on one, the case was brought to the Court of Appeal, which maintained the verdict. However, they succeeded at last in the Supreme Court in having this judgment reversed, because the trial Judge had told the jury that they might include in the damages a *solutium* to the widow for injury to her feelings. The Supreme Court on this ground granted defendants a new trial, and thereupon they applied to the Court for leave to amend their pleas; this leave was granted, but still they kept back, or at least did not mention, this prescription. It is only now, after all these proceedings, after the second trial and a second verdict, that the defendants for the first time, having failed on every other ground, pretend that the action is prescribed. Surely all these acts, this long delay on the part of defendants, amount to a renunciation on their part of the benefit of any such plea. I could cite French authorities to show that renunciation of this kind results from such procedure.

Another branch of defendants' argument was that the wife's right of action was extinct at the time she instituted the present suit, because by lapse of time her husband had forfeited all right of action against defendants. There can be no doubt whatever that where a personal right of action is lost, the heirs of the person do not become invested with rights which their *auteur* had not. No argument is necessary to sustain this proposition, which, however, has no bearing on the present

1889.

Robinson  
C. P. & Co.

case. In this case, as has already been remarked, the wife does not claim the right because, it belongs to her husband's succession; it is not as his heir or as being in his rights that she claims. Her action is given her by Art. 1056, C. C., apart and aside from any such successive rights she might have. Bearing in mind, then, that she claimed, not his right, but her own, will it be pretended that the husband, having lost his right by prescription, that is, in a manner other than by obtaining indemnity and satisfaction, the legal consequence of his forfeiture is that the wife, who does not appear to be his representative, who does not claim as exercising his rights, will be debarred from the action expressly given to her by law? *Contra non valentem agere nulla currit prescriptio*. This would be a very evident *non sequitur*. Moreover, this forfeiture of the husband's right is as regards his wife's action a collateral fact, and since it is neither her own act nor the act of her *auteur*, then it must be considered the act of a third party, which should have been pleaded, for in that case she might have answered it successfully.

The judgment is, therefore, that the defendants' three motions, for new trial, in arrest of judgment, and for judgment *non obstante veredicto*, are dismissed with costs, and plaintiff's motion for judgment on the verdict is granted.

I may remark as to the amount of damages, seeing the amount awarded by the first verdict, they are, perhaps, a little large, but they are not so exorbitant as to allow the discretion of the Court to override the discretion of the jury.

WURTELE, J. :—

Although I have the utmost sympathy for the unfortunate plaintiff in this cause, my interpretation of the law causes me to differ from my learned colleagues.

I believe that in law she has no action, and that she should therefore, be dismissed from Court, notwithstanding the verdict which has been given in her favour.

Previous to the passing of the Act 10 & 11 Victoria,

VOL. V, Q. B.

1889.  
Robinson  
v.  
Q. P. R. Co.

chap. 6, there were in Lower Canada, where the civil law prevailed, two actions in the case of an accident resulting in death. The party injured had the right to bring an action for compensation for the injury suffered; and if he died from the effects of the injury, his widow and his parents and children had a right of action in consequence of the damage suffered by his death. The common law did not give the latter action; but by the statute just mentioned, the common law was changed, and one rule was established for the whole of the Province of Canada. The Act was framed on what is called the Campbell Act. As in countries where the common law ruled, no action was allowed to the widow or to parents and children for the death of a husband or of a son or of a father resulting from an accident, the statute was passed to remedy that state of things in Upper Canada, and to assimilate the law in the two sections of the province.

What I have to look for, is to see what rights the plaintiff had when she brought her action under the law introduced by that statute; and that law is to be found in Article 1056 of the Civil Code, which now replaces the statute, and in chapter 78 of the Consolidated Statutes of Canada which reproduced it. This Article reads as follows:—"In all cases where the person injured by the commission of an offence or a quasi-offence dies in consequence, without having obtained indemnity or satisfaction, his consort, and his ascendant and descendant relations have a right, but only within a year after his death, to recover from the person who committed the offence or quasi-offence; or his representative, all damages occasioned by such death." The Article declares that if the person injured dies without having obtained indemnity or satisfaction, his consort and his ascendant and descendant relations have a right, but only within a year after his death, to recover all damages occasioned by his death, and thus enacts as positive law in the Province of Quebec a rule which has grown up and only exists by jurisprudence in England and in the



Province of Ontario, for this limitation is not to be found in the Campbell Act, nor in our Act founded on it, nor in the chapter of the Consolidated Statutes reproducing it. It has become the jurisprudence in England and in Ontario, that if the party injured has received, after the accident, an indemnity or satisfaction for the injury suffered, the widow and parents and children are thereby deprived of all action; the principle is that where the husband or son or father has been satisfied, and therefore ceased to have an action, none can exist in favor of his consort or of his parents or children after his death. The cause of action, whether the action is brought by the injured party, or after his death by his consort or his parents or children; is the offence or quasi-offence which caused his death, although the estimation of damages may be different. There may be one estimation if he sues himself, and another and even a higher one if the widow or parents or children sue; but if the cause of action has ceased during the injured man's life, there can be no action after his death.

Under our Code there are two prescriptions with respect to damages resulting from offences or quasi-offences, and they are to be found in Articles 2261 and 2262. The first of these Articles provides that actions "for damages resulting from offences or quasi-offences, whenever other provisions do not apply, are prescribed by two years, and the other Article enacts that actions "for bodily injuries, saving the special provisions contained in Article 1056 and cases regulated by special laws," are prescribed by one year. It is the last-mentioned of these two prescriptions which must be applied to cases such as the present one.

It has, however, been pretended that this prescription does not apply to cases of bodily injury, and it has been held that it merely applies to acts which, although affecting the body, are at the same time an outrage or insult to the person injured. This has been implied from the French version, which renders the words "bodily injuries," not by the words "blessures corporelles," but by



1880.  
Robinson  
v.  
C. P. R. Co.

the words "injures corporelles." These words "injures corporelles" are certainly not the French equivalent for "bodily injuries," and in modern times the French word "injure" only means an insult, or an outrage by word or deed, although in older times it was also used to imply bodily hurt; but there is no ambiguity whatever in the English version, for "bodily injury" can only mean some hurt inflicted on, or harm done to a person's body. I am therefore of opinion, with my brother Justices, that the prescription which applies to cases like the present one is the prescription of one year enacted by Article 2262. In this case, by an accident caused by the fault of another, a grievous bodily injury was done to the plaintiff's husband, which afterwards caused his death, and it seems to me that there can be no doubt but that this prescription is the one which should rule it. The very wording itself of the Article, which says that actions for bodily injuries are prescribed by one year, "saving the special provisions contained in Article 1056," which relates to cases where a person has died in consequence of an injury inflicted on his person by the wrongful act of another, shows that it really contemplates and applies to bodily injuries and not to bodily insults and outrages.

The special provisions contained in Article 1056, and alluded to in Article 2262, are that after the death of the injured party, the widow and the ascendant and descendant relations have one year within which to bring their action. I read the two Articles together to mean that the widow's and the relations' action is prescribed by one year from the date of the injured party's death, when he died within the year after the injury was inflicted and thus before the right of action had expired. In the present case, the action was brought fifteen months after the injury which caused the husband's death. Certainly, as far as he himself was concerned, the action was prescribed by the lapse of one year, and it had been extinguished for three months before the widow brought her suit. Article 2267 enacted in the cases mentioned in Article 2262 the debt is absolutely extinguished, and that

1886.  
Robinson  
O. P. R. Co.

no action can be maintained after the delay for prescription has expired; therefore, when this action was brought, the husband, if living, would have ceased to have any action against the Company. Under these circumstances, has the widow any action? The cause of action is the same whether the action be brought by the injured party or by his widow or relations, and that cause is the injury resulting from the wrongful act of another which caused his death. It must be borne in mind that the Article on which the action in this case is founded is taken from an Act of our Legislature which was copied from the Campbell Act. Now it is the rule that whenever a Provincial Legislature adopts an English statute, the interpretation of the statute can be sought for in the jurisprudence of England and should be governed by it.

And referring in the present matter to English authorities, here is what I find:—Underhill on the Law of Torts, page 174: "The personal representatives can only maintain the action in those cases in which, had the deceased lived, he himself could have done so. If the deceased had obtained compensation during his lifetime, no further right of action accrues to his representatives on his decease."

Saunders on the Law of Negligence, page 229: "An action upon the statute can only lie in cases where the deceased himself could, if alive, have maintained the action."

Smith on the Law of Negligence, page 171: "If the party injured receive compensation in satisfaction of all claims before his death, an action will not lie after his death, but his death does not create a fresh cause of action."

Endlich on Statutes, No. 468: "Where a statute creates a right, and limits the time for bringing an action upon it, if the limitation is suffered to expire without any action, the right itself is gone and cannot be revived by being claimed in another proceeding."

I would also refer to the authority quoted by defendant's counsel; at the argument, from Pollock on the Law

1880.  
Robinson  
C. P. R. Co.

of Torts, page 61: "The injury sued on, must, in the words of the Act, be such as would, if death had not ensued, have entitled the party injured to maintain an action and recover damages in respect thereof: and this must mean that he might, immediately before his death, have maintained an action, which, if he had already recovered or accepted compensation, he could not do."

The cause of action having ceased to exist before the death of the party injured, no action remains to be exercised by his widow and his parents and children after his death.

In this case, three months before his death, Flynn had ceased to have a right of action. He could not himself have brought an action against the Company; and consequently, his widow had no action when she brought the present suit after his death.

The next difficulty is whether the prescription which was invoked at the argument could be pleaded at that stage? I am of opinion that it could be, because its effect was to absolutely extinguish the right of action and to leave nothing on which to rest a judgment. A judgment must be founded on a right of action, and here it appears by the record that the one set forth in the declaration had ceased to exist before the suit was brought; and the jurisprudence of our Courts maintains me in my contention. It was held, in the case of *Grenier v. The City of Montreal*, reported in 21 L. C. J., page 215, that in actions for damages in cases where the right of action is extinguished by Article 2267, the Court had to dismiss them even in the absence of a plea of prescription, and after issue has been joined on the merits. In the present case no plea of prescription has been filed, but at the argument, the prescription of one year contained in Article 2262 of the Civil Code was invoked; and I think that we are bound, even at this stage of the proceedings, to take notice of it and to apply it.

The express terms of our Code, as I read it, show that the right of action in this cause had expired before the suit was instituted; and there being no right of action,

the motion for judgment, notwithstanding the verdict, should in my opinion be granted and the action be dismissed. I therefore have to enter my dissent to the judgment on the verdict to be rendered by the majority of the Court.

The judgment is as follows:—

"The Court having heard the parties by their respective counsel:—

"1st.—Upon the defendants' motion for judgment *non obstante verdicto* :

"2nd.—Upon the said defendants' motion in arrest of judgment :

"3rd.—Upon the said defendants' motion for a new trial ;

"4th.—Upon plaintiff's motion for judgment according to verdict ; Examined the record and the proceedings in this cause and deliberated :

"Adjudicating firstly and secondly upon the motion of the said defendants that notwithstanding the said verdict, judgment be rendered in favour of the defendants, and upon the motion of the said defendants in arrest of judgment :

"Considering that even in the supposition that the prescription established by Art. 2262 of the Civil Code, had extinguished Patrick Flynn's personal action for the injury caused by the accident complained of, and that in consequence the plaintiff's own right of action would have been extinguished, such a prescription should have been specially invoked and pleaded, said prescription not being one against the plaintiff's action and not falling under the provisions of Art. 2267 of Civil Code, but being the consequence of another prescription acquired against a third party whose legal representative the plaintiff is not ; and considering that the said defendants have pleaded and invoked several other means of defence, submitted to two jury trials, gone to appeal in the Court of Queen's Bench and to the Supreme Court of Canada upon the first verdict without invoking in any way said pre-

U. P. R. Co.

ception, which they have for the first time brought under the notice of this Court by these motions; and considering that this pretension must now be considered as waived by all the proceedings in this case, and considering, moreover, that in principle (Art. 2188 C. C.) prescription is specially pleaded by the party invoking it, and that the only exception to this rule is when the law denies the right of action, which is not the case with the plaintiff's action based upon Art. 1056 of the Civil Code, and specially excepted by Art. 2262 from the provisions of said Article and of Article 2267;

"Doth dismiss the said motions of defendants for judgment *non obstante veredicto* and in arrest of judgment, with costs *distrains*, etc. (Mr. Justice WURTELE dissenting.)

"Adjudicating thirdly upon the motion of the said defendants for a new trial:—

"Considering that the verdict of the Jury in this case is supported by proof, and in conformity with the weight of the evidence adduced, that the answers of the said Jury to the questions submitted are sufficient and such as to justify the Court in rendering judgment on the verdict; that the amount awarded is not excessive, and that it does not appear that the jurors must have been influenced by improper means or led into error; that there is no injustice in said verdict;

"Doth dismiss the said motion with costs, *distrains*, etc. (Mr. Justice DAVIDSON dissenting.)

"And finally adjudicating fourthly upon the motion of the plaintiff for judgment upon and in accordance with the verdict of the jury in this cause;

"That said motions have been dismissed,

"Doth grant said plaintiff's motion with costs, and in consequence doth condemn the defendants to pay to the plaintiff in her own personal name the sum of \$4,500 and to the said plaintiff in her quality of tutrix to her minor child, Agnes Mary Flynn, the further sum of \$2,000, with interest on both sums to be computed from this day, in accordance with said verdict, as damages accruing to said



plaintiff and to said minor child from the death of Patrick Flynn, plaintiff's husband, who died on the 18th of November, 1888, from the effects of the injuries he received on the 27th August, 1882, while in the service and employ of the defendants, and by the fault and carelessness of the defendants and persons employed by them.

"And the Court doth further condemn the defendants to all costs of suit, contestation and jury trial not already adjudicated upon by former judgments of this Court and of courts of appellate jurisdiction, *distrains*, etc."

Judgment for plaintiff.

*J. C. Hatton, Q.C.*, for plaintiff.

*Abbotts & Campbell* for defendants.

(J. K.)

October 29, 1887.

*Coram* TASCHEREAU, J.

BOURGEAULT v. LA COMPAGNIE DU GRAND  
TRONC DE CHEMIN DE FER DU CANADA.

*Railway—Risk incidental to employment—Discharge.*

HELD:—1. A railway company is not responsible for injury sustained by an employee, whose foot was caught in a frog, where it appears that there was no negligence or fault on the part of the defendants, and the accident was owing to a risk incidental to the plaintiff's employment as a brakeman.

2. Where the plaintiff, as a member of an insurance society in connection with the defendant company, received a sum of money from the society, in compensation of injuries, and in consideration of such payment signed a release and discharge of defendants "from all claims for damages, indemnity, or other form of compensation, on account of said accident," that he was precluded from asking for any further compensation.

Action claiming \$10,000 damages for personal injuries. The plaintiff alleged that on the 6th March, 1885, while in the employment of the defendants and coupling cars at Brockville, he had his right leg broken, his foot having caught in a frog. It was alleged that the accident

1888.  
Robinson  
O. P. & Co.



1887.  
Bourgeois et  
G. T. & Co.

occurred in consequence of the frog not being in proper order.

The defendants denied that the frog was out of order, and further pleaded that the accident was due to the plaintiff's negligence, and was a risk incidental to his employment as a brakeman.

By another plea the Company alleged that the plaintiff was a member of the Grand Trunk Railway Insurance and Provident Society, the object of which is to provide allowances to members when rendered incapable of working, by illness or bodily injury; that the plaintiff had received \$31 for the injury sustained by him, and had given a receipt "in full of all claims against said society, on account of amputation of thigh;" and further, "in consideration of the receipt by me of the said sum of \$31, I do hereby release and forever discharge the Grand Trunk Railway Company of Canada from all claims for damages, indemnity, or other form of compensation, on account of said accident."

The defendants further pleaded that more than six months had elapsed after the accident before the suit was instituted, and that the claim was barred.

The plaintiff answered specially that the discharge was obtained by fraud and misrepresentation.

The judgment of the Court was as follows:—

"La Cour, etc....."

"Considérant que l'accident arrivé au demandeur à Brockville, province d'Ontario, sur la ligne du chemin de fer de la compagnie défenderesse, le 6 mars 1885, n'est pas attribuable à la faute ou à la négligence de la dite Compagnie défenderesse ou d'aucun de ses employés, ni au mauvais état ou arrangement défectueux des rails à l'endroit précis de l'accident, mais résulte plutôt de l'imprudence du demandeur lui-même;

"Considérant que le demandeur a depuis le dit accident, formellement, expressément et par écrit renoncé à tout recours qu'il aurait pu exercer contre la dite compagnie défenderesse à raison du dit accident, et qu'il n'est pas en

preuve que cette renonciation du demandeur ait été obtenue de lui, ainsi qu'il l'allègue, par fraude et fausses représentations;

"Maintient, pour ces raisons, la défense de la dite Compagnie défenderesse, et déboute le demandeur de son action, avec dépens."

Action dismissed.

*Oscar Gaudet*, attorney for plaintiff.

*G. Macrae, Q.C.*, for defendants.

(J. K.)

June 8, 1889.

Coram LORANGER, WURTELE, DAVIDSON, JJ.

CURRAN v. GRAND TRUNK RAILWAY CO.

*Railway—Highway crossing—Negligence—Verdict against evidence—New trial.*

THE husband of plaintiff was struck by an outgoing train and killed, while attempting to cross the tracks where the highway was intersected by the railway. The evidence was to the effect that he persisted in crossing notwithstanding the warning of the guardian; the gate was closed; there was day-light; the bell of the engine was ringing; and the approaching train could be seen for three-quarters of a mile from the place of the accident. The jury found for the plaintiff.

Held:—That the verdict was against evidence, it being clearly proved that the deceased had not exercised ordinary care; and, a new trial was ordered.

DAVIDSON, J. :—

The jury assigned to find upon the facts in this cause returned a verdict in favor of plaintiff for \$4,000.

The plaintiff now moves for judgment, and the defendant for a new trial on the two principal grounds that the verdict is against the evidence and that the damages awarded are in any event excessive.

The action is taken by a widow, to recover \$10,000 as the loss sustained by the killing of her husband, Edward

<sup>1</sup> See also *Witt v. C.P.R. Co.*, 12 Leg. News, 17.

1880.  
Curran  
G.T.R.

Lapointe, by one of defendant's locomotives at the Canning street crossing on the 9th July, 1888. Between 7 and 8 o'clock of the evening of that day, it being still clear daylight, Lapointe, in company with a man named Clermont, approached the crossing from Notre Dame street, that is from the south, and on the west side of the street. At the moment, a passenger train was coming from the west on the north track, and a locomotive from the east or city side on the southern track. The gate, extending across the street from a post on the outer side of the footpath, was down, and Moquin, the guardian, stood on the footpath, near the post. When still some sixteen or eighteen feet distant, the men, or one of them, saluted him. He answered and they spoke a few words together. The passenger train was just clearing the road when the men started to cross. Moquin cried, "Look out, look out." They broke into a run. He sprang after them, again crying, "Look out," caught Clermont by the shoulder, and in the same instant he was borne to the ground, as the engine struck both Lapointe and Clermont, killing them instantly.

This is in brief the story of the gatekeeper—of course a largely partial witness. But he is corroborated in almost every word by the evidence of two completely independent onlookers, called by plaintiff herself. Thus Harris was standing on the platform before the gateman's shanty, and he says:—"He (Moquin) was standing between the post of the fence and the post of the gate (that is on the sidewalk) . . . the engine almost met them.

"When he said 'hold on' they were not quite to the gate.

"Q.—Well, then, when he shouted 'hold on, hold on' what did they do? A.—They made a quick step toward the gate.

"Q.—Did they turn to look at the engine coming toward them? A.—Moquin shouted to them to 'hold on, hold on, and they just looked like that (making a half turn) . . . he ran towards them and shouted 'hold on, hold on, and with that they made a quick hop and the engine was upon them."

Thomas, another spectator, swears:—"He said 'hold on' and they turned round as if to see where the engine was. . . . I said that he said 'hold on' in the first place, and as he turned round to prevent the men from crossing he said 'hold on' again.

Q.—If they had regarded that 'hold on' (the first) and remained quiet, would they have been killed?

A.—No. . . . They acted as though they were determined in their mind; as though they were determined to go over in spite of anybody, and when he shouted a second time, seeing that they were determined as though they would go over, he put out his hand to stop them."

Bonaventure station, from which the train was coming, was three-fourths of a mile distant, and, at the gate in question, this whole distance stood in plain view. It is, moreover, distinctly proved that the bell was rung from the moment the engine started. When the men refused to stop at the first warning, the locomotive must have actually been upon the crossing—"the engine almost met them," as Harrison forcibly put it—it was in fact so close that they had not time to take even two paces before it was upon them. They turned toward it, both Harrison and Thomas swear. The gate-keeper had his gate down, and almost lost his own life in trying to protect them from their mad attempt; yet in the face of all this, the jury found that plaintiff's husband was not guilty of even contributory negligence. They say he was deceived by the incoming train having cleared the crossing, and although he may have seen the locomotive, he miscalculated the speed at which it was running. What the speed was is variously estimated by the witnesses at from four to twenty miles. It is only, as a general rule, in cases where the track is not protected, that speed becomes of importance. The law gives the alternative, in populous places, of having a gate or running at a low rate of speed. I charged the jury that if the gate, which in this case existed, were down and a guardian upon the sidewalk to warn foot passengers, a limit of speed of six miles an hour was not com-

1880.  
Circuit  
G. T. R.

1889.  
Carran  
G.T.R.

pulsory. I also charged them that a person on approaching a railway crossing was bound to exercise the two senses of sight and hearing and to exercise due caution. By the exercise of ordinary care they might have, beyond all question, avoided the accident. Lapointe became the immediate cause of his own injury. In *Carrigan v. G.T.R. Co.*, 20 Ont. C.L.J. 286, a person approached a dangerous crossing in his waggon and did not look to see if a train were coming. The jury found for him. It was held that there was evidence of contributory negligence, and a new trial was ordered.

In both respects this full Court approves of the law as laid down by me. When subjected to these principles, the facts proven called for different answers from the jury on the questions relating to negligence, and especially as to contributory negligence. This latter formed an essential element in deciding upon the question of damages, even if counter negligence existed on the part of the plaintiff. 5 Larombière, p. 706, No. 28; 1 Sourdat, No. 660; 20 Laurent, 517; *Moffette v. G.T.R.*, 16 L.C.R. 231; *Dussault v. G.T.R.* (judgment 30th April, 1889.)

The judgment is as follows:—

The Court after having heard the parties by their counsel, as well upon the motion of the plaintiff for judgment on the verdict returned by the jury in this cause, as upon the motion of the defendant for a new trial, having examined the proceedings, etc.

“Considering that the verdict of the jury made and rendered in the above cause on the 8th of March, 1889, is contrary to law and the evidence adduced in said cause;

“Considering that plaintiff's late husband attempted to cross the defendant's tracks at Canning Street, when the gates were down, in defiance of the guardian's warning, and in resistance of his attempt to stop her said late husband and his companion;

“Doth grant the said motion for a new trial, and a new trial of the issue joined between the parties is hereby ordered, costs of the trial in which said verdict was given



to be costs in the cause; and doth condemn the plaintiff to costs on both the said motions."

New trial ordered.

*Vandal & McLean*, attorneys for plaintiff.

*George Macrae*, Q.C., for defendant.

(J.K.)

1889.  
Curran  
G.T.R.

October 29, 1889.

*Coram* JETTÉ, J.

BEAUMONT v. CANADIAN PACIFIC RAILWAY CO.

*Carrier—Bill of lading—Condition.*

**Held:**—That the condition on the back of a through bill of lading, relieving a railway company from responsibility as soon as goods entrusted to them for carriage have been delivered to the next succeeding carrier at the extremity of the line of the railway company issuing said bill of lading, is a legal and reasonable condition, and is binding on the shipper who either has, or from the circumstances is presumed to have, knowledge thereof, and to have accepted the contract subject to such condition.

This action arose out of a contract to carry goods from Montreal to Michipicoton, a construction post of the Canadian Pacific Railway on the north of Lake Superior. The goods were shipped from Montreal on the 15th October, 1884, and the shipper's clerk or agent, Beecher, signed the ordinary requisition of shipping bill, requesting the Company to undertake the carriage of the goods to the destination, above mentioned. On the other half of the shipping bill the Canadian Pacific Railway's agent signed a receipt for the goods, undertaking on behalf of the Company their carriage; and both halves of this document contained the same conditions, subject to which the Railway Company undertook the carriage of the goods.

Condition No. 10 reads as follows:—"That all goods addressed to consignees at points beyond the places at which the Company have stations, and respecting



1882.  
Beaumont  
C. P. R.

" which no direction to the contrary shall have been received at those stations, will be forwarded to their destination by public carrier or otherwise, as opportunity may offer, without any claim for delay against the Company for want of opportunity to forward them ; or they may, at the discretion of the Company, be suffered to remain on the Company's premises or be placed in a shed or warehouse (if there be such convenience for receiving the same), pending communication with the consignees, at the risk of the owners as to damage thereto from any cause whatsoever. But the delivery of the goods by the Company will be considered complete, and all responsibility of the said Company shall cease, when such other carriers shall have received notice that the said company is prepared to deliver to them the said goods for further conveyance ; and it is expressly declared and agreed that said Canadian Pacific Railway Company shall not be responsible for any loss, mis-delivery, damage or detention that may happen to goods sent by them, if such loss, mis-delivery, damage or detention occur after the said goods arrive at said stations, or places on their line nearest to the points or places they are consigned to, or beyond their said limits."

The goods were forwarded to Owen Sound on the Georgian Bay, and thence *via* the Owen Sound Steamship Company through the Georgian Bay, Sault Ste. Marie and Lake Superior to Michipicoton, there being no other communication with Michipicoton at that time, as the main end of the C. P. R. was not constructed beyond Sudbury.

The goods arrived at Owen Sound on the 25th October, and were transferred in good order to the Steamship "Africa," of the Owen Sound Steamship Company with whom the C. P. R. Company had a connection for the carriage of passengers and freight to points on the lakes.

The goods appear to have been lost after leaving Owen Sound on the Steamship Africa.

The plaintiff claimed by his action the value of the goods from the C. P. R., as he alleged the latter had con-

1889.  
Beaumont  
C. P. R.

tracted to carry the goods to the destination mentioned on the shipping bill, and that failing to make delivery as covenanted, they were responsible.

The defendants pleaded among other things the above mentioned clause No. 10 on their shipping bill.

The plaintiff met this plea by alleging that the plaintiff signed this shipping bill in error; did not read the conditions; never agreed to them; and was not bound by them.

*Crankshaw* for plaintiff, contended that the C. P. R. Company was bound, when issuing a through bill of lading, to carry the goods safely to destination, and were responsible for any loss, damage, injury or neglect during transit by which the shipper would suffer either loss or damage; and that under the circumstances, the goods not having been delivered at destination as covenanted, the defendants were responsible to the plaintiff as he contracted with no other line than that of the defendants.

*H. Abbott, Q.C., and Heneker* for defendants, contended that as common carriers they were responsible only as far as the limits of their own line for every loss which did not come within the terms of article 1675; but they did not undertake and were not responsible as common carriers for the safety of goods beyond the limits of their own line, and that in contracting to forward goods to any point beyond such limit, they would only contract subject to the condition pleaded in this case, and which was a reasonable condition, and under the circumstances did not come under the prohibition of clause 246, section 3, of the Railway Act, as the negligence or omission which might cause the damage would not be that of any of their own servants, and that consequently the shipper was bound by this condition, of which he had a perfect knowledge, having by his agent signed the shipping bill containing it with a full knowledge of what he was doing.

The defendants cited *Chartier v. G. T. R.*, 17 L. C. J. 26; *Pratt v. G. T. R.*, 1 Leg. News, p. 69; *Robichaud v. C. P. R.*

1880.  
Beaumont  
C. P. R.

8 Leg. News, p. 314; *Dionne v. C. P. R.*, M. L. R., 1 S. C. 168, (confirmed in review); *Hutchison on Carriers*, §§ 225-7, 229, 237-8, 240-41, 265.

The judgment dismissing the action is as follows:—

“ Sur le fond :

“ Attendu que le demandeur se pourvoit contre la compagnie défenderesse en recouvrement d'une somme de \$450, valeur d'une caisse de marchandises confiée à la défenderesse le 15 octobre 1884, pour la transporter à un endroit appelé Michipicoton, et que la défenderesse a ensuite failli de livrer et remettre au dit demandeur ;

“ Attendu que la défenderesse conteste cette demande, disant :

Que par le contrat intervenu entre le demandeur et elle, lorsque le transport de ces marchandises lui a été demandé, il a été spécialement convenu que la défenderesse ne serait pas responsable des marchandises perdues, à moins qu'elles ne fussent adressées à une des stations de la compagnie, et que dans tous les cas la responsabilité de la compagnie cesserait lorsque les marchandises seraient arrivées aux endroits devant être atteints sur le chemin de la défenderesse, et que toutes marchandises adressées à des endroits au-delà de ceux où la compagnie avait des stations, seraient expédiées à leur destination par des voituriers ou entrepreneurs de transport ordinaires ; et que la responsabilité de la compagnie cesserait quand les marchandises auraient été livrées à ces voituriers ; enfin que la compagnie serait affranchie de toute responsabilité, pour perte de marchandises survenue au-delà de la limite de son parcours ;

Que lors de l'expédition de ces marchandises, le demandeur savait que le chemin de la compagnie défenderesse, ne se rendait pas jusqu'à Michipicoton, que la défenderesse ne pouvait transporter ces marchandises qu'à Owen Sound, et là les confier à un autre voiturier pour les faire parvenir à destination ;

Que la défenderesse a, en effet, transporté ces marchandises à Owen Sound, et là les a livrées le 25 octobre, aux employés du bateau à vapeur *Africa*, appartenant à la

1890.

Beaumont  
C. P. R.

"Owen Sound Steamship Co." qui a entrepris de les transporter à Michipicoton; qu'en conséquence la livraison que la défenderesse devait en faire se trouvait complète, et que si les dites marchandises ont ensuite été perdues, la défenderesse n'en est pas responsable;

"Attendu que le demandeur répond à cette exception, qu'il n'a jamais consenti aux conditions invoquées par la défenderesse, que ces conditions sont illégales et nulles, qu'elles n'ont jamais été lues au demandeur ou à son agent, et qu'elles ont été signées par ce dernier par erreur; et ne peuvent lier le demandeur;

"Attendu que le contrat entre les parties résulte d'écrits échangés entre Bècher, l'agent du demandeur et un préposé de la défenderesse, le premier requérant la compagnie de transporter les dites marchandises, aux conditions énoncées au dit écrit, qui sont celles sus-rapportées, et la compagnie livrant au dit agent du demandeur, sur cette demande, une lettre de voiture restreignant sa responsabilité dans les mêmes termes;

"Attendu qu'il n'est pas prouvé que l'agent du demandeur ait signé, par erreur, la demande d'expédition des dites marchandises (shipping bill) sujettes aux conditions invoquées; qu'au contraire, il est établi que lors de ce contrat le demandeur et son agent savaient que le chemin de fer de la compagnie défenderesse, n'atteignait pas Michipicoton, que le point extrême de la dite voie ferrée était Owen Sound, et que de là le trajet devait se faire par bateaux-à-vapeur; que le demandeur et son dit agent avaient déjà expédié des marchandises par cette voie, et avaient eux-mêmes fait ce trajet à plusieurs reprises; que d'ailleurs ce document émanant du dit agent du demandeur, la compagnie n'était pas tenue de le lui faire lire, et qu'il déclare lui-même dans sa déposition qu'il ne désirait pas qu'on le lui lut, et que dans ces circonstances il doit être présumé en avoir pris connaissance et accepté les conditions au nom du demandeur;

"Attendu que les restrictions de responsabilité que contient la lettre de voiture, dans l'espèce, sont parfaitement plausibles, et qu'elles sont légales;

1889.  
Beaumont  
C. P. R.

“Vu l'article 1676 du Code Civil ;

“Attendu qu'il est prouvé que la défenderesse a transporté en bon état à Owen Sound les marchandises à elle confiées par le demandeur comme susdit, et là les a livrées en bonne condition le 25 octobre 1884, au bateau-à-vapeur *Africa* de la Owen Sound Steamship Company, avec laquelle la défenderesse avait un contrat pour le transport de son fret et de ses passagers; mais que le demandeur n'allègue pas avoir été sous le contrôle de la défenderesse, et que par cette livraison celle-ci a entièrement acquitté son obligation envers le demandeur et s'est trouvé affranchie de toute responsabilité ultérieure ;

“Considérant en conséquence que la demande ne saurait être accueillie ;

“Maintient l'exception de la défenderesse, et renvoie et déboute l'action du demandeur avec dépens, distraits, etc.”

Action dismissed.

*J. Crankshaw*, attorney for plaintiff.

*Abbotts & Campbell*, attorneys for defendant.

(J. K.)

December 14, 1889.

*Coram* JETTÉ, J.

THE PICTOU BANK v. ANDERSON, AND DEFENDANT, *Opposant*.

*Costs—Commission Rogatoire—Fees of Solicitors on open Commission.*

Held:—That where the parties consent to the substitution of an open commission for the examination of witnesses at a distance, in lieu of a commission in the ordinary form, the fees of counsel conducting the *enquête* before the commissioner will be taxed as costs in the case.

The opposition of defendant was dismissed with costs. The pro had been taken at Pictou under an open commission, issued in that form by consent of parties. Plain-



tiff's accountors at Pictou rendered their account as follows:—

1889.  
Pictou Bank  
v.  
Anderson.

Costs and charges for attendance and services at Pictou, before Commissioner:

To 7 days' attce. at Pictou before Commissioner... \$70.00  
To expenses, 7 trips to Pictou, &c..... 8.89  
To correspondence, obtaining instructions, &c..... 5.00

\$83.89

Plaintiffs presented this account as part of their bill for taxation, supported by an affidavit that the charges were the customary and usual charges for such services in Nova Scotia, and the bill was taxed. Opposant moved to revise, and the motion was heard before Mr. Justice Jetté in Chambers.

*Hague*, for opposant, submitted that the items should be disallowed, as there was no provision for such charges in the tariff.

*Falconer*, for plaintiffs contesting, submitted that the case was outside the tariff; that the Code made no provision for an open commission, and that the consent of the parties to such a commission carried with it submission to the customary necessary expenses of the *enquête*.

Motion dismissed with costs.

*Abbotts, Campbell & Meredith*, attorneys for opposant.

*Robertson, Fleet & Falconer*, attorneys for plaintiff contesting.

(A. F.)



November 14, 1889.

Coram WURTELE, J.

CONNECTICUT FIRE INSURANCE COMPANY  
v. KAVANAGH.*Principal and Agent—Fraud—Transfer of fire insurance—  
Agent, Powers of—Art. 1785 Q. C.*

The defendant, an insurance broker, was the agent of two insurance companies, one of which instructed him to cancel a certain risk in Montreal. After asking for a reconsideration, and the order being repeated, he complied, and then transferred the insurance to the other company for which he was agent. He did this without the knowledge of the insured. The same day a fire occurred, and the loss was paid by the company to which the insurance was transferred. In an action by the latter against the agent, for fraudulently making them responsible for the loss:

HELD:—That the transfer of the insurance was made by the defendant in good faith, and in accordance with the custom of insurance brokers in Montreal, and although not authorized by the insured, it was competent for the agent to act as the mandatary of the company and of the insured.

WURTELE, J.:—

This action is brought to recover from the company plaintiffs' former agent, the amount of a loss paid on a certain policy of insurance, under the charge that he had committed a fraud upon his principals, in accepting the risk.

The precise charge of fraud against the defendant is that, on the 14th of July last, with the view of relieving and discharging the Scottish Union & National Insurance Company from the payment of a loss which had then occurred, and of thereby relieving himself from the responsibility which he had incurred by neglecting to cancel the policy which he, as their agent, had granted in favour of one Warden King, he did fraudulently pretend that the policy had been cancelled, and that the risk had been transferred, previously to the fire, to the company plaintiffs, of whom he was also the agent.

This accusation against the defendant is set forth in

the declaration at pages 6 and 7, in the following words:—

"That at the time of the said fire, to wit, on the 14th day of July last, the said defendant was aware that the insurance effected by him and on behalf of the Scottish Union & National Insurance Company on the property of the said Warden King had never been cancelled or annulled, and was then in full force and effect, and that no insurance had ever been effected by him on the said property for and on behalf of the said company plaintiffs. That nevertheless on the day of the fire, to wit, the 14th day of July last, and after the said fire, the said defendant, with the view as aforesaid of relieving and discharging the Scottish Union & National Insurance Company from the payment of the said loss and damage to the said Warden King, and of discharging and relieving himself from the responsibility towards the said insurance company for his negligence and failure as aforesaid to carry out their instructions and orders to cancel and annul their insurance on the said property, did fraudulently, knowing that no such insurance ever existed, send to the company plaintiffs the above mentioned report purporting that on the 8th day of July last, he the said defendant had insured the property in the company plaintiffs to the amount of \$5,500."

Now if this had been proved, not only would the plaintiffs have been entitled to a judgment, but the defendant would be utterly unworthy of ever afterwards occupying any position of trust. If it had been proved that after the loss had taken place, for the sake of protecting one company, and, to use a common expression, of unloading upon another company, he did what is charged, he would have committed and have been liable for the consequences of a gross fraud. But the facts proved do not show that such was the case. The facts are these:—

On the 7th of July, 1888, Warden King's broker effected an insurance to run from the next day with the defendant, who was an insurance broker and was at that time

1888.  
Connecticut  
Fire Ins. Co.  
Kavanaugh.

14, 1889.

COMPANY

insurance—

two insurance  
a certain risk in  
the order, being  
insurance to the  
this without the  
occurred, and the  
insurance was trans-  
acted, for fraudu-

the defendant in,  
insurance brokers  
insured, it was  
of the company

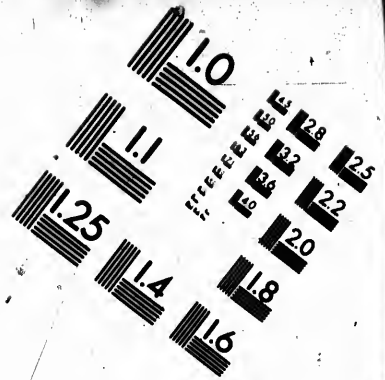
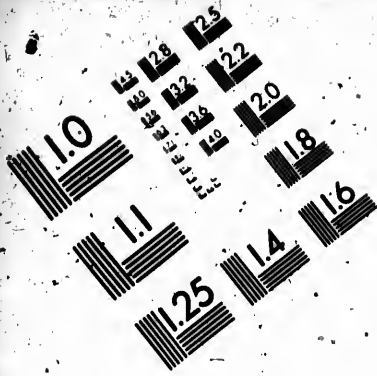
the company  
was paid on a  
charge that he  
in accepting

defendant is  
of relieving  
National Insurance  
which had then  
from the result-  
ing to cancel  
granted in fa-  
vour pretend that  
risk had been  
any plaintiffs,

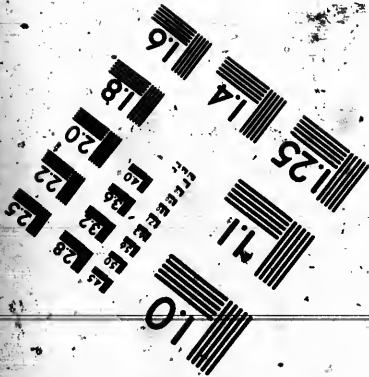
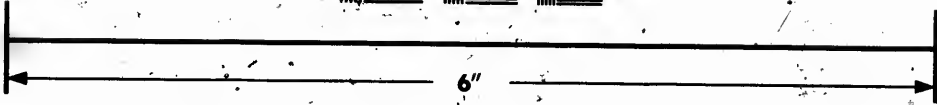
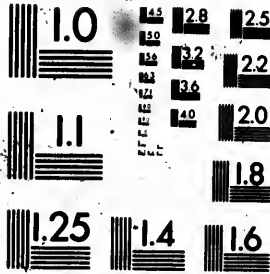
set forth in







**IMAGE EVALUATION  
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic  
Sciences  
Corporation**

23 WEST MAIN STREET  
WEBSTER, N.Y. 14580  
(716) 872-4503

EEEF 28 25  
E 32 22  
E 20  
1.8

1.0



1890.  
Connecticut  
Fire Ins. Co.,  
v.  
Kavanagh.

the agent of the Scottish Union & National Insurance Company and of the Connecticut Fire Insurance Company. The insurance had been previously carried for several years in the British American Insurance Company, and for reasons of their own, but which had nothing to do with the man who was insured, the company had refused to continue the risk. Mr. King's broker then effected the insurance with the Scottish Union & National Insurance Company, and he received an interim receipt and delivered a cheque in payment. On the 10th, the defendant received a letter from the company, instructing him to cancel the policy on the ground that the risk was an undesirable one. The defendant, who, in good faith, thought the risk a fair one, asked the company to reconsider their decision and pressed them to keep it. On the 12th, however, notwithstanding his remonstrance, they wrote again, instructing him in a peremptory manner to cancel the insurance. On the day on which the letter was received, he was absent, and it was sent to him at Vaudreuil; but when he arrived at his office, at nine o'clock, on the morning of the next day, the 14th July, the first thing he did was to direct his chief clerk to cancel the policy in the Scottish Union & National Insurance Company, and to transfer the insurance to the Connecticut Fire Insurance Company. This was done between nine and ten o'clock. One of his clerks swears that he wrote the risk with the Connecticut Fire Insurance Company in the books kept for that purpose, and that he made out the daily report before twelve o'clock. The defendant left the office for the day at about one o'clock in the afternoon. The alarm of the fire was sounded at half-past two. At that time the daily report advising the head office of the insurance was in its envelope, and the letter was given to a clerk called Normandin to be mailed as he went to see where the fire was. Normandin swears that when he left the office with the letter neither Mr. Stanger, the chief clerk, nor anyone else in the office knew where the fire was, and that he mailed the letter

1888.

Connecticut  
Fire Ins. Co.  
v.  
Kavanagh.

before he himself learned where it was. When the letter was received at the head office on Monday, the 16th July, the company plaintiffs accepted the risk and re-insured a portion of it with two other companies. It was only after this had been done that they were notified of the loss in the afternoon. The transfer of the insurance was made without Mr. King's knowledge, but when his son, who was charged with the management of his insurances, was told of it, he did not object, and he afterwards, on Monday, the 16th July, signed an arbitration bond with the Connecticut Fire Insurance Company for the adjustment of the loss. The loss was adjusted at \$2902.24, and was paid by the Company plaintiffs on the 3rd August, 1888.

Now it cannot be pretended that the defendant, when he transferred the insurance, wanted to unload a loss, as is charged, from the Scottish Union and National Insurance Company upon the Company plaintiffs. He was only carrying on his ordinary business and he was under the belief that the risk was a good one, and as a matter of fact, the fire only occurred several hours afterwards. It was his duty towards the Scottish Union and National Insurance Company to cancel their policy, having been ordered by them to do so, and it was equally his duty towards the Connecticut Fire Insurance Company, being of opinion that the risk was a good one, to give it to them, binding them, however, only until they might cause it to be cancelled, if they did not like to keep it. His power of attorney gave him that right, saving the case of fraud and collusion with the insured. Had the defendant known at that hour that there was going to be a fire in the afternoon of that same day on the premises insured, he would have hastened to simply cancel the insurance with the Scottish Union and National Insurance Company which would have relieved him from all responsibility, without it being necessary to effect another insurance with the Connecticut Fire Insurance Company.

The charge is that the defendant pretended to effect the insurance with the company plaintiffs and sent the daily report advising them of it, for the express purpose

1889.  
Connecticut  
Fire Ins. Co.  
v.  
Kavanagh.

of relieving the Scottish Union and National Insurance Company,—not from the risk, because it was not necessary to write the risk in another company to relieve the company from it, but to relieve them from a loss which had occurred. The defendant cannot be convicted of that, for no loss had occurred when in the ordinary course of business he wrote the risk in the Connecticut Fire Insurance Company. Shortly after doing so, he left his office for the day, intending to go to Vaudreuil to join his family. He however remained in town that afternoon, and the next day, which was Sunday; but for private reasons he stated and caused it to be inferred by the officers of the company plaintiffs that he had been during that time at Vaudreuil with his family. When this misrepresentation was discovered, it seems to have aroused suspicion, which resulted in this suit and in causing everything to be thoroughly ventilated in a court of justice.

The facts have now all come to light, and the misrepresentation above mentioned and the misrepresentation of certain other immaterial and trifling facts have been explained; but these misrepresentations however, until this was done, were of a nature to throw suspicion on the transaction and gave probable cause for colour for the action.

It clearly results from the proof that the charge brought against the defendant is unfounded. It is not true that he re-insured the risk in the Connecticut Fire Insurance Company for the purpose of unloading a loss which should have been borne by the Scottish Union and National Insurance Company. He did not transfer the insurance for that purpose, but really did so in the ordinary course of his business, and in good faith.

It has been argued that the payment of the loss was made without cause, because at the time of the loss and at the time of the payment the insurance of the Scottish Union and National Insurance Company was still in force, that in order to have effected a cancellation it was necessary to have served a written notice upon the

insured, that until that had been done the contract of insurance remained in force, and that the defendant had no power to write the insurance in the Connecticut Fire Insurance Company without first obtaining the consent of Warden King. American authorities have been quoted in support of this last contention. These authorities are worthy of all respect, but in administering justice here, we are bound, while giving them due weight, to follow the positive enactments of our own law.

In interpreting the conditions of a policy of insurance in an American company, which has been granted at the Home Office, we look to American law because the contract is deemed to have been made in the United States; but when we have to consider and to judge on the conduct of an agent here, we have to apply the rules of our own law as to his liability for his acts of administration. Now, what was the respective position of the parties? The defendant was an insurance broker, and he was also the agent of two insurance companies. It has been said that the American rule is that no man occupying the position of an insurance agent can act as the agent for both parties,—that he cannot act as the agent for the company and as the agent of the insured at the same time. That may be the law in the United States; but, notwithstanding that, the Connecticut Fire Insurance Company have laid down a rule for themselves, and we find in the form of their policies of insurance, in clause five, that they recognize such a state of things as their agent acting for them and being at the same time the representative of the insured. It is a part of their contract that:—

“Any person other than the duly authorized agent of this company, who may have procured this insurance to be taken by this company, shall be deemed to be the agent of the assured and not of this company under any circumstances whatever.”

They thus recognize that their agent can be at the same time the agent of the insured when he procures an insurance for them. But passing this, Article 1735 of the Civil Code reads as follows:—“A broker is one who

1880.

Connecticut  
Fire Ins. Co.  
v.  
Kavanaugh.

1889.  
Connecticut  
Fire Ins. Co.  
v.  
Kavanagh.

" exercises the trade and calling of negotiating between parties the business of buying and selling, or any other lawful transactions. He may be the mandatary of both parties and bind both by his acts in the business for which he is engaged by them."

Any one who is a broker, can therefore act as the agent, at the same time, as well of an insurance company as of the insured, unless the company who employs him makes it a condition of its employment that he cannot act for both parties. He has the right to do so if he be not so prohibited, and if his services are required by both parties.

In this case it is true that Warden King had not authorized the defendant to act for him, but he took upon himself to do so.

If, when authorized, he had the right as a broker to act for both parties, he equally had the right as a broker, when authorized by one, to enter into the quasi-contract of *negotiorum gestio* on behalf of the other. As the *negotiorum gestor* of Warden King, the defendant effected the insurance for him, and the contract was binding on the company. It was, however, within the power of Warden King to repudiate it. On the Sunday after the fire, Mr. King's son, who was his agent for all his insurance business, was told for the first time that the insurance had been transferred to the Connecticut Fire Insurance Company. The defendant says that then Mr. King's son told him it was "all right." Mr. King's son says that the words which he used were: "Well, I look to you to keep me right." On the Monday, Mr. King's attorney, instead of repudiating the transaction, signed an arbitration bond with the Connecticut Fire Insurance Company, and the fact of his signing it was an acceptance on Mr. King's part of the insurance and a ratification of the defendant's act in effecting it for him. By accepting that insurance, knowing that a transfer of insurance had been made, he also, although he retained the interim receipt of the Scottish Union & National Insurance Company, discharged the latter's liability.

What was the effect of this ratification? We find in Pothier's Treatise on Obligations, at No. 75, these words:

"Si je contracte au nom d'une personne qui ne m'avait point donné de procuration, sa ratification la fera pareillement réputer comme ayant contracté elle-même par mon ministère; car la ratification équipolle à procuration, *ratihabitio mandato comparatur.*"

Pothier there lays down positively the doctrine that when a contract, which has been agreed to by the *negotiorum gestor*, has been ratified, the effect of that ratification retroacts to the moment at which the contract was entered into. Consequently, when on the Monday Mr. King's attorney signed the arbitration bond, the effect of his ratification was to make the contract entered into by the broker on his behalf as valid and binding as if he himself had made it at nine o'clock on the morning in question, and it also had the effect of discharging the Scottish Union & National Insurance Company from the risk.

Another pretention of the Company plaintiffs is that the insurance of the Scottish Union & National Insurance Company was still in force, that the insurance of the Connecticut Fire Insurance Company was never validly substituted for it, and consequently that the Scottish Union & National Insurance Company alone was responsible. But even supposing that the insurance of the latter company had been in force, would the present action be well founded? Had the two insurances been in force, what would have been the position of the parties? One of the conditions of the form of the policies of the Connecticut Fire Insurance Company is that a policy is forfeited if the assured does not disclose pre-existing insurances, and we must suppose their pretention to be that their insurance was null because of the existence of the insurance of the Scottish Union & National Insurance Company. But could that pretention avail in this case? The defendant was the agent of both companies, and if the insurance in the Scottish Union & National Insurance Company did exist, he knew it on behalf of the other company as its agent; and consequently the recourse of

1869.

Connecticut  
Fire Ins. Co.  
v.  
Kavanaugh.



1889.  
Connecticut  
Fire Ins. Co.  
v.  
Kavanaugh.

the Company plaintiffs would only be to exact contribution. If the two insurances were in force, each being for the same amount, each company would be responsible for half of the loss; and it would not then be a question of fraud against the defendant, but one of contribution between the two companies.

A great deal of stress has been laid upon the misrepresentations which the defendant admitted in the box to have made, and they have been referred to as elements of the fraud alleged to have been perpetrated. What constitutes a fraud is the artifice which induces a party to contract. Now these misrepresentations, which were incidental and immaterial, in no way contributed to induce the Connecticut Fire Insurance Company to accept the risk. The daily report or notice of the insurance was received by them on the 16th; and instead of refusing it, they on that same day, accepted it and re-insured a portion of the risk in two other companies. We find in pencil on the back of the original daily report a memorandum of these re-insurances made on the 16th, which shows that they had then accepted the risk. It was therefore not these misrepresentations, which had not then been made, which induced the company to accept the risk; they accepted it in the ordinary course of their business, as an every day transaction. Although the defendant is to blame for having misrepresented certain facts, which really have no bearing on the matter, and has thus involved himself in an immense amount of trouble, still, those misrepresentations were not the cause which induced the company to contract and to accept the risk.

I allowed evidence to be given as to the usual course of business in the city of Montreal in matters similar to the present one, because I considered that, although the evidence could not establish a rule of law, still, if the witnesses establish a habitual course of business, it would have a material bearing in the consideration of the defendant's acts in the transaction which led to the present suit, in connection with the allegation of fraud.

It is proved that what he did, although it may not be regular, has been a matter of daily occurrence with insurance men in the city of Montreal, and that where an agent represented two or three companies, such agent has been in the habit, when one of these companies might order a cancellation, of transferring the policy into another of his companies without giving immediate notice of the cancellation, and even without giving notice of the cancellation until the new policy was delivered,—and that in such cases it has always been considered that the first company was discharged and that the second company was bound from the moment of the making of the entries. In acting therefore as he did, the defendant only did what was done daily by other men in the same business. Tröplong, in his Treatise on Mandate, at No. 412, in discussing the liability of agents for fraud and fault, says:—

“La faute du mandataire s'estime suivant l'usage des lieux. Ainsi, il n'y a pas de reproche à faire au commissionnaire qui a procédé conformément aux pratiques usitées sur la place à laquelle il appartient.”

And Boileux, on Article 1992 of the Code Napoléon, at page 587, says:—“La faute du mandataire s'estime en égard aux circonstances et suivant l'usage des lieux.”

In accusations of fraud and of fault, if it is proved that the agent, although it may not be strictly regular, did a thing which is according to the usage of the locality where he carries on his business, he cannot be deemed guilty of fraud or of fault by reason of his action in that respect.

In this case it has not been proved that the defendant made a transfer for the purpose of defrauding his principals. It is proved, on the contrary, that he did it in the ordinary course of business and in good faith. He wished to give to the Connecticut Fire Insurance Company a risk which he considered a desirable one, for although the Scottish Union and National Insurance Company did not consider it such, it is shown that he really did.

I hold that the Company plaintiffs have not proved

1880.

Connecticut  
Fire Ins. Co.  
v.  
Kavanagh.

1888.  
Connecticut  
Fire Ins. Co.  
v.  
Kavanaugh.

the allegations of their declaration, and that the defendant is blameless of the accusation of fraud and of fault brought against him; and I therefore dismiss the action with costs.

The judgment of the Court is as follows:—

"The Court, after having heard the parties, by their counsel, upon the merits of the cause, having examined the proceedings and the written evidence produced, and having heard the witnesses in open court;

"Seeing that the company plaintiff alleges that the defendant, who was its agent, and also the agent of another company called the Scottish Union and National Insurance Company, did fraudulently pretend to effect an insurance with the company plaintiff, on or about the 14th of July, 1888, on the property of one Warden King, after a fire had occurred in the building, for the purpose of relieving and discharging the other company, in which the defendant had previously insured the said property, from the payment of the loss occasioned by the said fire, and of relieving himself of the responsibility which he had incurred towards the said other company by reason of having neglected to cancel the insurance on the said property, as he had been instructed to do;

"Seeing that the company plaintiff further alleges that in consequence of the fraud so practised on it by the defendant, it was induced to pay and did in fact pay to the said Warden King the sum of \$2902.24 for the damage done to his said property by the said fire, and that the defendant is liable by reason of his fraud to indemnify the company plaintiff and repay the said sum;

"Seeing that it appears by the evidence (*giving the facts above mentioned, and finishing with the statement*) that the course pursued by the defendant in transferring the insurance, while cancelling the first one effected, was that usually followed by insurance agents in the City of Montreal, who represent at the same time two or more insurance companies;

"Considering that the said transfer of insurance was made by the defendant in good faith, and that thereby

\*

the Scottish Union and National Insurance Company was discharged from all liability, and the company plaintiff became responsible for the insurance in question;

"Considering that the company plaintiff has failed to establish that the defendant fraudulently pretended to have insured the property of the said Warden King with the company plaintiff after the fire which caused the loss had occurred, for the purpose of discharging the Scottish Union and National Insurance Company, and that, on the contrary, it has been established that the insurance was effected in the usual course of business and in good faith;

"Considering that the company plaintiff has not proved the allegations of its declaration, and that the defendant is blameless of the charge of fraud and of fault brought against him;

"Doth dismiss the action in this cause, with costs, etc."

Action dismissed.

*Duhamel, Q. C., & Marceau*, for plaintiffs.

*Henry J. Kavanagh* for defendant, with *Chas. J. Doherty, Q. C.*, as counsel.

(J. K.)

1888.  
Connecticut  
Fire Ins. Co.  
v.  
Kavanagh.

[IN REVIEW.]

June 22, 1889.

Coram JOHNSON, DAVIDSON, DE LORIMIER, JJ.

McCONNELL ET AL., petitioners, v. LA CORPORATION DE LA VILLE DE LACHUTE, respondent, AND LA CORPORATION DU COMTÉ D'ARGENTEUIL, mise en cause.

*Review—Town Corporations—Judgment on petition to annul resolution of County Council—R. S. 4376, 4614.*

**Held:**—That a judgment of the Superior Court, under the Town Corporations General Clauses Act, 40 Vict. c. 20, s. 200, (R. S. 4376) upon a petition to set aside a resolution of a County Council on the ground of illegality, is a judgment respecting municipal matters, and is not susceptible of revision before three judges (R. S. 4614).

INSCRIPTION in Review by the petitioners from a judgment of the Superior Court, district of Terrebonne (TANCHEREAU, J.), Feb. 12, 1889, which was in the following terms:—

“ La Cour ayant entendu les parties, etc., sur le mérite de la présente cause et de la requête libellée des requérants, demandant l'annulation et cassation d'une certaine résolution passée par le Conseil de l'intimée, le 7 décembre 1887, et de procédés subséquents relatifs à un rôle de perception préparé en conformité de la dite résolution, ayant de plus examiné la procédure, etc.....

“ Considérant que la dite résolution de l'intimée a été passée pour mettre à effet certains règlements du Conseil du comté d'Argenteuil, au sujet de l'érection d'un palais de justice et d'un bureau d'enregistrement, pour le comté d'Argenteuil ;

“ Considérant que toutes les municipalités situées dans le dit comté, y compris celle de l'intimée, doivent, par loi, contribuer aux frais de telle érection, dans la proportion de leurs évaluations respectives ;

“ Considérant que la dite résolution de l'intimée et ses dits procédés subséquents, y compris le rôle de perception

June 22, 1880.

MIER, J.J.

LA CORPORATE, respondent,  
TÉ D'ARGEN-

petition to annul  
4376, 4614.

for the Town Corpora-  
00, (R. S. 4376) upon  
ty Council on the  
municipal matters, and  
R. S. 4614).

ers from a judg-  
errebbonne (TAN-  
n the following

... aur le mérite  
ellée des requé-  
d'une certaine  
née, le 7 décem-  
ils à un rôle de  
dite-résolution,

...  
l'intimée a été  
ents du Conseil  
tion d'un palais  
, pour le comté

és situées dans  
doivent, par  
dans la propor-

l'intimée et ses  
e de perception

attaqué en cette cause, étaient devenus nécessaires en conséquence des dits règlements du Conseil de Comté, et vu les obligations de l'intimée imposées par la loi; et considérant qu'ils sont inattaquables en loi, et que les requérants n'en ont pas établi l'illégalité;

" Considérant que la mise en cause a établi la légalité de ses propres règlements et procédés, mis en question par les requérants;

" Maintient les défenses de la corporation intimée et celles de la corporation mise en cause, et renvoie la dite requête libellée des requérants avec dépens, etc."

The respondent objected to the inscription on the ground that the case was not susceptible of being reviewed. The action was by petition, and complained of a certain resolution passed by respondent's Council, Dec. 7, 1887, and of a collection roll prepared in virtue of it, imposing a direct tax of \$3094.43 on the immovable property of the rate-payers of the Town. The respondent submitted that the cause of action was one respecting municipal matters, and the right of appeal from a judgment of the Superior Court in matters such as those involved in the case is expressly taken away by sect. 489 of 40 Vict. ch. 29.

DAVIDSON, J. (in Review):—

1. Is there any appeal from the judgment rendered in this cause? 2. Has the County Council of Argenteuil the right by by-law to include the town of Lachute, which exists under a special charter, in an assessment for the cost of a court house and jail? 3. If so, ought the Town council to have proceeded to apportion and levy the tax by resolution, as it has done, or by by-law, as the petitioners claim was its only correct way? Such are the issues which this case creates.

The County council, on the 15th of August, 1887, passed a by-law levying a direct tax of \$11,850.69, "on all the local corporations and the Lachute town corporation... in the same proportion toward one another, in accord-

1880.  
McConnell  
Corp. de  
Lachute.



1889.  
 McConnell  
 v.  
 Corp. de  
 Lachute.

"ance, however, with the total amount of the valuation of their taxable property and the valuation rolls now in force. The Lachute town corporation, valued at the sum of \$429,735.50, according to the authentic certificate of the valuation of its taxable property furnished to this council by the secretary-treasurer thereof, shall pay the sum of \$2,814.76."

In accordance with the terms of this tax, the Town council, on the 7th of December following, resolved "that the secretary-treasurer is hereby authorised to proceed at once to levy the assessment for our share of the tax for the building of the court house and registry office," and to add 10 p.c. thereto. Thereupon the secretary drew up a collection roll based on a valuation of \$441,970.

By Lachute's Act of incorporation, the Town Corporations General Clauses Act (40 Vict. c. 29) was, saving a few excepted sections, made applicable to the town charter. Sec. 200 (R. S. 4376) of the General Act gives the Superior Court authority to set aside any *procès-verbal*, roll, resolution or other order of the council by reason of illegality, "in the same manner, within the same delay and with the same effect as a by-law of the council." It is under this section that the present action was brought. Then s. 46 of the Town Charter enlarges the power of judicial reference by enacting that all proceedings which may be had before the Superior Court of the district or the prothonotary thereof, under this or the General Act, may be also had before the Circuit Court of the County. Turning to the provisions having reference to the amendment of by-laws, sec. 214 *et seq.* (R. S. 4889 *et seq.*), we find that the recisory proceeding is taken by means of a petition served eight days before being presented to the Court, and that the rules prescribed in certain stated articles providing for contestation of the elections of mayor and councillors are to apply. Among these is sec. 107 (R. S. 4284), which requires the Court to proceed in a summary manner to hear and decide the contestation, and it provides that the evidence may be taken orally or in writing, in whole or in part, as the Court or judge or

1888.  
 McConnell  
 v.  
 Corp. de  
 Lachute.

ders. The sittings have to continue from day to day, even into vacation until final judgment is delivered. Appeals lie to the Superior Court from judgments rendered by justices of the peace or a district magistrate, sec. 426 (R. S. 4601), but, says sec. 439 (R. S. 4614): "No appeal lies under the provisions of this chapter, from any judgment respecting municipal matters rendered by any judge of the Superior Court." Does this section bar petitioner from obtaining revision of a judgment rendered as the present one is by the Court *in banc*?

In these proceedings the words "court" and "judge" are used as alternative terms—either one or the other having power to hear and determine under secs. 106 and 107 (R. S. 4283-4), and such powers appear to be concurrent. It could not, for example, be argued that a judgment by a judge, quashing a resolution or by-law, could, by way of appeal, get before the Superior Court *in banc*.

The judgment in question is certainly respecting municipal matters, and it was rendered under the provisions of the chapter mentioned in section 439. It is so purely a summary proceeding that the judge is not even bound to take notes. How can an appeal lie where the law dispenses with the maintenance of a record of what evidence the judgment was founded upon? Giving the Circuit Court equal jurisdiction is another proof of the intention of the law. While litigation is recognized as a necessity in connection with municipal matters, delays are legislated against, proceedings are made summary, trials must go on from day to day, and from day to day the Court must be adjourned until final judgment. The whole spirit of the Act is against appeals. Arriving, as we do, at the conclusion that the inscription for review must be struck, we have no jurisdiction to enter or express an opinion upon the merits of the case.

Inscription dismissed with costs.

J. Palliser, attorney for petitioner.

R. P. de la Ronde, attorney for respondent.

J. A. N. Mackey, attorney for *mise en cause*.

(J. K.)

[IN REVIEW.]

June 22, 1889.

Coram JOHNSON, DAVIDSON, DELORIMIER, JJ.

RIBNDEAU v. TURNER ES QUAL.

*Interdiction for prodigality—Goods supplied to interdict without authority of curator—Arts. 384, 987, C. C.—Lesion.*

HELD:—1. That when a person has been interdicted for prodigality according to law, every one is presumed to have knowledge thereof; and a tradesman who continues to supply goods on credit to the interdicted person, without the sanction of the curator, and to an extent greatly in excess of what the means of the interdicted person would justify, cannot recover from the curator the value of such goods, even when they are household supplies,—especially, where the curator has otherwise provided for the subsistence of the interdicted person.

2. A plea which amounts to lesion is sufficient, though lesion be not alleged *nominatim*.

INSCRIPTION by the plaintiff, in Review of a judgment of the Superior Court, Montreal (WURTELE, J.), Jan. 16, 1889, maintaining the defendant's tender, and dismissing the action as to the balance.

To an action by the plaintiff, a grocer, for the price of goods supplied to an interdicted person, the curator pleaded as follows:—

“Qu'avant la date de l'interdiction de dame H. C. Greene, pour prodigalité, il était son agent et chargé d'affaires;

“Que constatant qu'il ne pourrait la restreindre dans ses dépenses au montant de ses revenus, et que son capital était fortement entamé, il obtint la réunion d'un conseil de famille qui demanda son interdiction;

“Que cette interdiction fut demandée et obtenue afin d'empêcher cette dite dame Greene de contracter sans l'autorisation de son curateur;

“Que le dit défendeur confiant dans cette garantie que lui donnait la loi, paya tout l'argent dont il pouvait raisonnablement disposer pour le maintien et subsistance de la dite dame H. C. Greene et sa famille;

1889.

Riendeau  
Turner.

“ Que le dit demandeur ne peut être reçu à plaider ignorance de cette dite interdiction qui a été régulièrement affichée selon la loi ;

“ Que pendant tout le temps durant lequel court le compte du demandeur, la dite dame Greene a dépensé le double de ses ressources, en dehors de ce dit compte ;

“ Que si le demandeur a jugé à propos d'avancer à la dite dame Greene des marchandises et effets à crédit, il l'a fait à ses risque et péril.”

The judgment of the Court below was in the following terms :—

“ La Cour, etc.....

“ Attendu que le demandeur réclame du défendeur *es qual.* la somme de \$80.42 pour le prix d'épiceries et autres effets vendus et livrés à dame Harriett C. Greene avant le 20 janvier 1887, et la somme de \$186.37 pour de semblables marchandises vendues et livrées à la même entre le dit 20 janvier 1887, et le 5 juin 1887 ;

“ Attendu que le défendeur *es qual.* plaide que la dite dame Harriett C. Greene aurait été interdite pour prodigalité le dit 20 janvier dernier, et qu'elle ne devait alors au demandeur que la somme de \$73.02 que le défendeur *es qual.* lui aurait offerte avant l'institution de l'action et qu'il a consignée avec son plaidoyer ;

“ Considérant qu'il appert que la dite dame Harriett C. Greene ne devait, lors de son interdiction, au demandeur que la somme de \$72.02, et que l'offre du défendeur *es qual.* était suffisante, et qu'il est constaté par la preuve que le défendeur *es qual.* avait fourni à la dite dame H. C. Greene entre le 20 janvier et le 5 juin 1887, mensuellement une somme suffisante pour pourvoir raisonnablement à son entretien, d'où il résulte que les avances faites par le demandeur à la dite dame H. C. Greene n'étaient pas indispensables pour ses besoins ;

“ Considérant que l'action est mal fondée ;

“ Déclare la dite offre bonne et valable, ordonne au protonotaire de remettre la somme de \$73.02, consignée entre ses mains, au demandeur pour acquit de ce qui lui

1880.  
Blondeau  
v.  
Turner.

était dû le dit 20 janvier 1887, et déboute l'action pour le surplus, avec dépens."

The plaintiff, in Review, submitted:—

L'interdiction pour prodigalité a pour effet de placer ceux qui la subissent dans la même condition que les mineurs. Arts. 384, 987, C. C. Un contrat passé avec un mineur ou un interdit pour prodigalité n'est pas nul de plein droit. La simple lésion peut cependant en être une cause de nullité (Arts. 987, 1002, C. C.) Mais la lésion doit être plaidée.

DAVIDSON, J. (in Court of Review):—

The whole question involved in this case is as to plaintiff's right to recover \$186.37 for household supplies sold to dame Harriett C. Greene—whose curator defendant is—after her interdiction for prodigality on the 20th of January, 1887. At that date a balance of about \$78.02 was due on the then current account, and this amount, tendered before action, he now deposits with his plea.

The plaintiff alleges that he was wholly ignorant of the interdiction, that he continued to supply her in good faith, and that the things sold to her were necessary for her subsistence and in accordance with her means.

The defendant, *inter alia*, pleads that, in the belief that as curator, all accounts had to be incurred through him, he paid out all Mrs. Doutré's means would afford, that the interdiction was duly posted, and that plaintiff was bound to know of it.

Judgment went against plaintiff as to everything bought after interdiction.

It is useless for defendant to plead ignorance of the interdiction. There is no denial that the judgment was inscribed on the roll kept for that purpose, and publicly exposed in the office of the Court, as required by Art. 333 of the Code. Of the names put upon this list, every person is supposed to have knowledge, and plaintiff cannot escape from this legal result. He has still the law and the facts of the case to appeal to, and these, he urges, are in any event, sufficient to give him judgment. Acts

1886.

Blondin  
v.  
Turner.

done subsequent to his interdiction by a person interdicted for imbecility, madness or insanity, are, says Art. 884, null. But it adds that the acts done by any one to whom an adviser has been given, without the assistance of such adviser, are null, *if injurious to him*, in the same manner as those of minors and of persons interdicted for prodigality according to Art. 987, and this Article enacts that the incapacity of the prodigal is established in his favor. Here, says plaintiff, is the exercise of a discretion provided for as contrasted with the absolute nullity existing in favor of the minor. The account in question began on the 17th of August, 1886, and at the date of the interdiction—nine months afterwards—it amounted to about \$140, less \$68 paid on account. From that time to the 5th of June, 1887, the purchases amounted to \$186.87, or over \$40 per month, and during the whole interval not a six pence was paid on account. Mrs. Doutré's income was \$80 per month, and the curator was paying her \$75, so trenching to the extent of the difference upon her capital. With this allowance there was certainly no need of want, and while the articles furnished by plaintiff may have been necessities they were certainly, in the present case, not necessary or indispensable to life. No attempt has been made to prove that the account existed because of actual want. To let it run for five months, without a payment, and to so large an amount, does not betoken diligence. The defendant had a right to believe that he knew of and was controlling all the expenses of his ward to which he could be held responsible. Any other view, with the present facts, would be to make the interdiction an idle form.

Our one grave difficulty in the case was as to whether defendant's plea was ample enough to include a pretension of lesion. We think it is. It alleges that the interdiction was obtained because she could not be restrained to keep her expenses within her revenue, and to prevent her contracting without the authorization of her curator; that he, as curator, confiding in this legal guarantee, paid all he reasonably could for her maintenance, and that



1888.  
Blondeau  
v.  
Turner.

during all the time of the account she spent double her revenues. Surely this amounts to lesion, although the word is not used *nominatim*.

So, even with the exercise of a discretion such as plaintiff urged, and the application of his principle as to pleading, we have to believe that the judgment was right, and defendant must go free, with costs in his favor.

Judgment confirmed.

*Ouimet, Cornellier & Emard*, attorneys for plaintiff.

*R. Dandurand*, attorney for defendant.

(J. K.)

June 28, 1888.

Coram DAVIDSON, J.

DAVIDSON ET AL. V. FRECHETTE ET AL.

*Limited Partnership — Certificate — False statement — Insufficiency of certificate — Arts. 1871-1877, C.C.*

- Held:—1. That the contributions of special partners to a partnership *en commandite*, or limited partnership, must be in cash, paid in at the date of formation of the partnership. (Art. 1872, C.C.)
2. That in order to obtain the privilege of a limited partnership, the formalities of the special laws relating thereto must be strictly complied with, and a statement in the certificate (dated Oct. 30) which persons contracting such a partnership are bound to sign: to the effect that a special partner had brought \$1,000 into the capital of the firm, whereas this sum was not paid in until Dec. 31 following: was a "false statement" within the meaning of Art. 1877, C. C., and rendered the special partners liable for the obligations of the firm in the same manner as ordinary partners.
3. That a certificate which does not mention the period at which the limited partnership is to terminate, is insufficient, and the partners are liable as ordinary partners.

DAVIDSON, J. :—

Plaintiff is a creditor of the firm of Fréchette & Co. and seeks a judgment against defendants as having been its members. Trottier alone contests, and alleges that he is not liable for the general liabilities of the business, seeing

that he was only a limited partner, or partner *en commandite*, to the extent of \$1,000.

Plaintiff answers that Trottier is not entitled to the benefit claimed, because no proper certificate of the partnership as required by law was filed, that the certificate alleged to have been filed contained false statements, and that no capital, as therein alleged, was contributed by Trottier. At the argument, the further ground was taken that the registered certificate did not contain a date at which it was to end.

By Article 1875 of the Code, persons contracting limited partnerships are bound to make and severally sign a certificate containing, among other things, the amount of capital stock contributed by each special partner, and the period at which the partnership begins and ends. If any false statement be made in the certificate, all the persons interested in the partnership are liable for its obligations in the same manner as ordinary partners under a collective name. (C. C. 1877.) Trottier was admitted to the then existing firm of Fr chettes & Co., on the 30th of October, 1884, and in the deed it is declared that he would put in \$1,000 as his contribution to the firm's capital, within a month. The certificate of this proposed special partnership is of the same date, was registered on the 10th of November, and declared, "ces deux derniers (Laboire and Augustin Trottier), ayant apporté chacun une somme de mille piastres au fonds social de la dite société, laquelle société commence ce jourd'hui, et est contractée pour un temps ind fini."

As a matter of fact, at the date of that certificate, which is the date of the partnership, Trottier had not brought in his capital, his final receipt therefor being only dated on the 31st of December following.

What is the effect of this false statement, whether made inadvertently or not? According to Art. 1872, the special partners must contribute in cash payments a specific sum or capital to the common stock, and by Art. 1877 already quoted, a false statement in the certificate deprives him of his privileges, and converts him into a general partner.

1884.

Davidson  
v.  
Fr chettes.

ent double her  
though the word

tion such as  
principle as to  
judgment was  
h costs in his

at confirmed.  
plaintiff.

ne 28, 1884.

E ET AL.

ment — Insuffi-  
C.C.

a partnership en  
h, paid in at the  
(C.)

partnership, the  
t be strictly com-  
nd Oct. 30) which  
sign: to the effect  
capital of the firm,  
ving: was a "false  
and rendered the  
firm in the same

iod at which the  
and the partners

te & Co. and  
ving been its  
res that he is  
usiness, seeing

1880.  
Davidson  
v.  
Frobotta.

The general rule of the law is that each partner is to contribute *in solido* for its debts. This rule is only relaxed to the rigid extent of the conditions of, and within the limitations prescribed by exceptional laws. A special partner who violates or ignores the special provisions attached to his privilege does so at his peril. Existing since 1678 in France, the law relating to partnerships *en commandite* was transplanted to Louisiana, thence spread over the several States, was introduced into Ontario, and its statute was, later on, re-enacted for this province. We need not look for English precedents, since the law of England does not admit of private partnerships for trade with a limited responsibility of one or more partners toward the public. Both in the States and here, the essential principles of this form of partnership are taken from the French commercial code, and the jurisprudence has been the same everywhere in the way of holding the special partner to a strict observance of the law.

In *Pierce v. Bryant*, 5 Allen, 91, it was held that the actual cash payment must be made prior to publication of the certificate, and is not complied with by delivery of promissory notes. It is not necessary, laid down the Court, for the creditor to prove that he has suffered any special loss, or that the special partner has been guilty of bad faith.

In *Whittemore v. Macdonnell et al.*, 6 U. C. C. P. 547, it was held, under provisions similar to ours, that when a special partner paid his share by bills of exchange, instead of cash, he became liable for the debts of the firm.

In *Durant v. Abendroth*, 69 N. Y. 148, the partnership was to begin on the 1st Jan., 1871. A gave his cheques, which were paid on the 2nd. The Court held that the certificate was false in declaring that the sum contributed "had actually and in good faith been paid in cash;" that neither good faith nor honest intention, nor the consideration that no injury resulted to any creditor, could remedy the defect, and that A. had become a general partner. A like doctrine is asserted in *Linceweaver v. Slagle*, 54 Am. Rep. 776, where a number of cases may be found cited.

1888.  
Davidson  
Proctor.

It may be said that Trottier fulfilled the terms of his contract with his partners. But with this the public has nothing to do. It is entitled to rely upon the registered declaration, and this is not promissory but executory. Defendant did not declare that he was to pay, but that he had paid. If a delay in the payments of one month is not fatal, at what time would it become so? I must take care not to replace the law with a discretion of a judge; and I have to hold that Trottier made a false statement in declaring that he had brought in \$1,000 capital, which by the law means a cash payment—and that he thereby became liable *in solido*.

In still another respect—were this not sufficient—I have to think the certificate was fatal to his privilege. It declares that the partnership was constituted for an indefinite time. But the law requires it to state the period at which the partnership commences and that of its termination, and a form is provided by the Statute, O. S. L. C. cap. 60, now R. S. 5640. Here, unless interrupted by death, its existence was to depend upon the daily caprice of the partners. What the deed might stipulate is of no consequence.

Deloison's *Sociétés Commerciales*, p. 257, says that without registration all are reputed equal, as there is no proof to the contrary. The nullity resulting by the code is as between the partners, they cannot plead it as against partners. Thus: Dolez—*Etude sur la société en commandite*, declares, p. 52: "Malgré cette difficulté nous croyons que la nullité est encourue dans les deux cas, aussi bien dans l'hypothèse d'une simple inexactitude ou irrégularité commise dans l'extrait que dans celle d'absence totale de publicité."

Troubat, on limited partnerships, at page 85, cites the celebrated case of the Florentine limited partnership, in relation to which Fierli asserts that if a limited partnership be carried on that has not been registered in the prescribed terms and forms according to the statute, there is no doubt but that the special partners become liable to creditors for all the debts of the firm.

1888.  
Davidson  
v.  
Fréchette.

I hold, therefore, in respect of this point as well, that Trottier violated the law under which he wished to find protection. He must therefore be condemned as being in law a general partner.

The judgment is as follows:—

"The Court, etc.....

"Seeing plaintiffs are creditors of the firm of Fréchette & Cie., and seek a judgment against defendants as having been its members;

"Seeing that Trottier alone contests, and alleges that he is not liable for the general liabilities of the business, because he was only a limited partner to the extent of \$1,000;

"Seeing that plaintiffs answer that Trottier is not entitled to the benefit claimed, because no proper certificate of the partnership as required by law was filed, that the one deposited contained false statements, that no capital as therein alleged was contributed by Trottier;

"Considering that persons contracting limited partnerships are bound to make and severally sign a certificate containing among other things the amount of capital stock contributed by each special partner, and the dates at which the partnership begins and ends (Art. 1875, C. C.);

"Considering that if any false statement be made in the certificate, all the persons interested in the partnership are liable for its obligations in the same manner as ordinary partners under a collective name (Art. 1877, C. C.);

"Considering that defendant Augustin Trottier was admitted to the then existing firm of Fréchette & Cie., on the 30th of October, 1884, that the registered certificate, which is of like date, declares "ces deux derniers (Liboire et Augustin Trottier) ayant apporté chacun une somme de \$1,000 au fonds social de la dite société, laquelle société commence ce jourd'hui," whereas at said date, or even, so far as appears, at the date of the registration on the 10th of November following, no such sum had been brought into said firm;

"Considering that the contributions of the special partners must be in cash (Art. 1872, C. C.);

"Considering that said certificate does not contain the periods at which said partnership was to begin and end, and is not in the form provided by the Consolidated Statutes, Ch. 60;

1888,  
Davidson  
Fréchette.

"Considering that the general rule of the law as to solidarity of partners is only relaxed to the rigid extent of, and within the limitations prescribed by the special laws enacted as to partnership *en commandite*;

"Considering that a special partner is bound to conform to all the requirements of, and forms required by said special laws;

"Considering that said certificate contains a false statement, and is moreover insufficient, illegal and not in accord, or substantial accord, with the form in such case made and provided (C. S. C. ch. 60, s. 6, and R. S. 5640), and that defendant A. Trottier hath become liable for the obligations of said firm in the same manner as ordinary partners under a collective name;

"Considering that plaintiffs have proved the allegations of their declaration and answer;

"Doth condemn the said defendant A. Trottier jointly and severally with the other defendants, Fréchette and Brunelle, already condemned by judgment rendered in this cause *ex parte* on the 8th of January last past, to pay to plaintiffs the sum of \$458.45 due and composed as follows: [details of claim] with interest on the said sum of \$458.45 from service of process, and costs of suit *distrains*, etc."

Judgment for plaintiffs.

Archibald McGoun, Jr., attorney for plaintiffs.

Eugène H. Godin, attorney for defendant Trottier.

F. L. Sarrasin, attorney for defendants Fréchette and Brunelle.

(J. K.)



[IN REVIEW.]

December 11, 1889.

GROSS GILL, WURTELE, TAIT, JJ.

## THE EASTERN TOWNSHIPS BANK v. PARENT.

HART v. PARENT.

*Capias—Secretion—Disappearance of assets.*

Held (affirming the decision of Brooks, J.):—That a debtor, who in April, 1889, prepared and furnished to his principal creditors a detailed statement of his affairs, showing a surplus of upwards of \$15,000, and who subsequently, in October of the same year, made an abandonment of his property, with a statement showing a deficit of \$20,500, and who failed, at a meeting of his creditors, to give a satisfactory explanation as to the discrepancy, may be arrested on *capias* for secretion, and he is bound to give reasonable explanation as to the difference exhibited by the statements, failing which, his petition for discharge will be rejected.

The inscription in Review was by the defendant, in two cases, commenced by *capias*, from judgments of the Superior Court, St. Francis (Brooks, J.), Nov. 8, 1889.

BROOKS, J. (in Superior Court):—

These are two actions involving the same questions. Plaintiffs commenced action by *capias*, under which defendant was arrested. The action of the Eastern Townships Bank is for \$5,864.14, founded upon four promissory notes, dated respectively, Victoriaville, May 1st, Turgeon to Sampson, payable at Bank of Jacques Cartier, in five months, for \$1,000; second note, dated June 1st, Hall & Co., to defendant, payable in four months, \$2,000; third, dated August 1st, B. Hall & Co., payable in three months, \$1,850; and fourth, Turgeon to defendant, two months, dated August 31st, \$1,000, amounting to \$5,864. Hart claims on promissory notes for \$20,518.57.

Plaintiffs, the Eastern Townships Bank, by affidavit of their manager, swear that since the creation of the debt, defendant has secreted and made away with his property

and effects, and is secreting and making away with his property and effects, with intent to defraud plaintiffs in particular, and his creditors in general. A *capias* issued, and defendant is now incarcerated under it, as well as under a similar writ, issued at the instance of the plaintiff in the other case, Thomas Hart.

On the 15th October, he presented petitions for release from arrest, denying secretion; and admitting indebtedness. Respondents answer generally, re-affirming the statements of the affidavit upon which the *capias* issued, and by special answer say, that during the last seven months, petitioner has secreted and is secreting his property and effects, amounting to upwards of \$80,000. That on the 1st April, 1889, he owned property, according to his own statement, amounting to upwards of \$73,573; owing \$58,300, and leaving a clear surplus of \$15,273. That within ten days, petitioner has made a statement, by which he pretends to be insolvent, offering 25c. on the dollar, and showing a deficiency of \$20,500, which, added to the surplus represented to be owned by him in April, makes upwards of \$35,000, which he has made away with within seven months.

Petitioner replies to this, it is not true; he had no such property, and made no such statement in April; that whatever statement he then made was erroneous and incorrect; that it is not true that he made such a statement within ten days, as is alleged in plaintiffs' special answer, and he has not secreted his property.

Upon this, the parties went to proof. Petitioner examined three witnesses, Edward Pruneau and A. Lepage, bark measurers, who were employed by defendant petitioner—Lepage at Warwick, Lyster at Hall's Siding and St. Julie, and Pruneau at Danville, Watkins' Mills and Hall's Siding, who say that, so far as they know, there was no secretion. One Renaud was examined, but proved nothing.

Respondents then examined defendant, Ball, Farwell and Bonneville, the insurance agent, and they establish

1888  
 E. T. Bank  
 v.  
 Parent.

these facts: In April, 1889, somewhere between the 1st and the 15th, petitioner, at the request of the said Thomas Hart, who was a director of the Eastern Townships Bank, and who had endorsed for them to the extent of some \$80,000, went to the bank at Richmond, and presented a statement of his affairs, in which he represented that he had and owned a surplus of over \$15,000, representing his real estate at \$8,350, and as having 10,500 cords of bark in different localities, at \$5.50 per cord, making \$57,750, expenses connected with bark, \$1,041, cash in bank, \$3,232.31, and open accounts, \$3,200—in all making \$78,573.31. He represented his debts then as being \$58,300, leaving a surplus of \$15,273. That on the 9th of October he made a statement to his creditors in Montreal, in which he claimed that he was owing \$52,375, and had in property only \$31,500: that is, in six months his debts had diminished \$6,000 and his assets \$42,000; and he offered 25c. on the dollar as a settlement. When questioned closely by plaintiffs as to the discrepancy, a paper, respondent's exhibit B, was produced by him, showing amount of \$40,970, bad debts and money paid out since in business, to wit:—

Gagnon,	\$ 2,000	loss. In fact this was in 1888.
Plamondon,	2,000	This was for bark sold in 1888.
Daigneault,	10,000	That Daigneault had had no business transactions with him since Feby., 1889, when petitioner took his note for \$4,000.

Interest ac.  
 for last 3

years 7,970

Morin,	1,000	This was for bark sold in March, 1886.
--------	-------	--

Wood,	1,000	This was for bark sold in 1886.
-------	-------	---------------------------------

Pd. T. Hart,	2,500	This was paid in 1887.
--------------	-------	------------------------

Family and travelling expenses,	7,500
Salaries	6,000
Insurance,	1,000

---

\$40,970

---

All of which (except proportion for six months for travelling expenses, salaries and insurance) was expended prior to April, 1889, which proportion for six months, taking the five years he had been in business, would be \$1,450, instead of \$14,500.

1889.

E. T. Bank  
v.  
Parent.

By presenting this statement at the meeting of creditors, the petitioner recognized his liability to account, but failed to do so satisfactorily.

Petitioner then put in evidence in rebuttal, by which he proves that he had not the quantity of bark mentioned in his statement. There was shown to be a deficit of 1750 cords or thereabouts. That he paid in August last \$10,000 to Thomas Hart. That he paid or renewed sundry notes and claims, and petitioner produces notes to the Eastern Townships Bank, which had been signed by him and Nicholson to the amount of \$7,200; notes to Hall & Co., to the amount of \$10,200; G. B. Hall & Co., \$3,000; and plaintiffs, \$2,000; and there is no doubt but that large sums were paid to certain creditors, but while no bark was bought in the interval, and a large quantity sold, we find that these payments have not diminished the liabilities, except, according to his own statement, by the sum of \$6,000. According to petitioner's statement, furnished in this cause by his attorneys, he has had since, in April, in cash \$27,880, proceeds of 5,060 cords of bark, at \$5.50 per cord. Amount in Eastern Townships Bank, \$3,232, open accounts, \$3,200, making \$34,262. Has paid, though not proved, \$35,752, but still owes as much as he did, less \$6,000.

How was this indebtedness created, and what is there to represent it, and is the petitioner called upon, under the circumstances of the case, to account for his affairs? As to the question of accounting, the plaintiffs commenced

1880.  
E. T. Bank  
v.  
Parent.

action by affidavit for *capias*, alleging secretion. A petition was then filed, denying the allegations of the affidavit. Under Art. 819, C. C. P., it was incumbent upon petitioner to show that the essential allegations of the affidavit were untrue.

How does he do this? By bringing two of his employees, who simply speak as to the bark and furniture (for these were the only movables he had), and who say that the petitioner was not, to their knowledge, secreting. But in answer to the petition, plaintiffs declare this: You, petitioner, in April last, made a statement by which you declared that you had a surplus of \$15,000. In October, six months after, you say you are insolvent, with a deficit of \$20,000. Your debts have diminished \$6,000, and your assets have diminished \$40,000. This is a cause for alleging secretion, unless you explain. Petitioner says, the April statement was incorrect, and attempts to show it. He succeeds to a certain extent, but giving him the benefit of all his claims, fails so far as \$17,000. Is he now, being an insolvent, and offering 25c. on the dollar, bound to make some reasonable showing as to how this came to be?

I find a decision rendered in the Court of Appeal, September 20, 1875 (Ramsay Appeal Cases, 107), *Downey & Winning et al.* "A *capias* against an insolvent may be "maintained for secreting his property, and this charge "will be sustained by evidence to show that large sums, "sufficient to account for the insolvency, have been made "away with, and not accounted for."

Now in this case, petitioner has said, I have so much, and owe so much in April, and in October the same thing, except that between these dates, there is a deficiency of \$35,000, that is, according to his own figures. There was so much which has disappeared from his estate. Is he not bound to show us how this has occurred? Plaintiffs say, you have secreted so much, and you have in some way, that must be held to be illegal secretion, put it beyond the reach of your creditors, or, as Chief Justice Dorion, in *Cartier & Molson*, 25 L. C. J., p. 79, says: "It

"is secreting in the eye of the law when a debtor, unable to meet his liabilities, fraudulently puts his property, or any appreciable portion of it, beyond the reach of his creditors."

1889.

E. T. Bank  
v.  
Parent.

Now, in April, petitioner admittedly made a false statement. He says so himself. He says, "I have so much, and I owe so much." In October he made a different statement, showing \$25,000 less. What made the difference? When called upon, he produces exhibit B, all of which, except what I have referred to, \$1,450 at most, was long prior to April, 1889. He attempts to account for the difference. He fails except as to about one-half. He is not here for obtaining money under false pretences, and as his own evidence as to what he had and what he has is the best evidence attainable, I think it throws upon him the burden of proof as to what he has done with the large sum of \$17,000, which he has entirely failed to do.

He produces his books and they show nothing. They throw no light whatever upon the matter. All the circumstances of the case must be considered, and it resolves itself into this, according to his own showing: Petitioner had so much; it has disappeared; it is beyond the reach of his creditors, and he does not account for it.

I think the whole case most clearly shows a cause for issuing a *capias*, from which he could easily have released himself by explaining the disappearance. But no, he says, "I will not explain, and you must show a particular case of secretion." If this were law, creditors would be more in the power of debtors than ever. Arrested under our Abandonment Act, he can obtain his release by complying with Art. 793, C. C. P. It is possible that under Art. 793 more proof may be required than on the petition to quash *capias*. That, however, is to be considered hereafter.

Petitions rejected with costs.

The above judgment was unanimously confirmed in Review.

*Panneton & Mulvena* for petitioner.

*Hall, White & Cate* for respondents.

(J. P. W.)



[IN REVIEW.]

April 30, 1889.

Coram JOHNSON, LORANGER, WURTELE, JJ.

PRENTICE v. STEELE.

*Avoidance of contract made in fraud of creditors—C. C. Arts. 1032, 1034—Assignment of life insurance by a person notoriously insolvent—Rights of creditors.*

- HELD:—(Affirming the decision of DAVIDSON, J., M. L. R., 4 S. C. 319),
1. That the assignment of a policy of life insurance is governed by the law of the place where the assignment is made, and not of the place where the policy was issued, or where it is payable.
  2. Where a person notoriously insolvent transfers a policy of life insurance to a creditor as collateral security for a pre-existing debt, and the amount of the insurance is received by such creditor after the death of the assignor, any other creditor may bring an action in his own name against such assignee, to set aside the assignment, and compel him to pay the money into Court for distribution among the creditors generally.

INSCRIPTION by the defendant, in Review of a judgment of the Superior Court, Montreal (DAVIDSON, J.), maintaining the plaintiff's action. The judgment of the Court below is fully reported in M. L. R., 4 S. C. 319—323.

The defendant's counsel contended as follows:—

There was no obligation on the part of Rice to insure his life for the benefit of his creditors. Any creditor, however, could have insured Rice's life to secure his individual debt, and supposing that the plaintiff had effected such insurance, Rice's creditors might, if the plaintiff's pretention were to be upheld, have likewise taken an action against the plaintiff.

Under our law a person may insure his life for the benefit of his wife or children, and it is only in the event of the premiums of such insurance being paid in fraud of creditors, that such creditors have the right to recover such premiums, but not the insurance. A similar provision exists in Ontario, ch. 136, R. S.

Had Rice effected an insurance upon his life, and then transferred such insurance to any creditor, and within a short time of doing this become insolvent, the case would have been entirely different. But he had been insolvent for months, the debt of the defendant was continuing, and he was receiving from the defendant board and lodging for himself and his wife.

1888.  
Prentice  
&  
Steele.

April 30, 1889.

TELE, J.J.

ors—C. C. Arts.  
nce by a person

L. R., 4 S. C. 319),  
nce is governed by  
de, and not of the  
payable.

a policy of life in-  
a pre-existing debt,  
such creditor after  
y bring an action in  
the assignment, and  
tribution among the

view of a judg-  
(DAVIDSON, J.),  
ndgment of the  
R., 4 S. C. 319

ollows:—

Rice to insure  
Any creditor,  
to secure his  
e plaintiff had  
might, if the  
have likewise

his life for the  
is only in the  
e being paid in  
ve. the right to  
nce. A similar

For the plaintiff (respondent in Review) it was submitted:—

The plaintiff bases his action specially on articles 1032, 1035 and 1036 of the Civil Code.

The assignment in question, taking the most favorable view of it which is possible, that is, that it is an onerous contract, the consideration given being a past due debt, made by an insolvent debtor in favor of a creditor knowing his insolvency, clearly falls under the terms of the articles cited. The right of Rice's creditors, to compel the defendant to restore to Rice's estate the sum of \$2,000 which he fraudulently received from it, is undoubted. The French authors cited under the articles of our Code are emphatic in support of this pretension.

In France there have been a large number of cases dealing with the disposition of an insurance on the life of an insolvent, and upholding the principle for which we contend, viz., that the moment the insurance is effected it becomes a part of the insolvent's estate and is the common pledge of all his creditors.

JOHNSON, J.:—

The judgment of the Court below now before us condemned the defendant to pay into the hands of the officer of the Court \$1,750, with interest, for distribution among the creditors of the late Walter M. Rice, who, in his lifetime, had effected an insurance on his own life for \$3,000, and had afterwards assigned the policy to his son-in-law, the defendant, in alleged security of a past due debt. After Rice's death, the defendant had accepted from the

1886.  
Prentice  
v.  
Steele.

insurers \$2,000 in settlement of his claim; and the plaintiff, a judgment creditor of Rice, long before the assignment, alleged the latter's insolvency to the knowledge of the defendant when the assignment was made, and also that it was without consideration and in fraud of the creditors' rights.

The plea to the action was that the policy had been taken at the defendant's instance, and that he had paid the premiums; that it had been assigned as collateral security, in good faith; that the law of New York governed the obligations of the parties (the contract of insurance having been made with a New York company), and that the defendant had to pay the funeral and some other expenses for Rice.

The judgment held that the law of the place where the assignment was made was to prevail; that it had been made, not for value received at the time, but as collateral security for a debt long past due; that Rice was notoriously insolvent at the time, and the defendant well knew it; and that it was in fraud of Rice's creditors. It also allowed the funeral and last sickness expenses to be deducted from the \$2,000 received by the defendant, and ordered the balance to go to the creditors in the way I have mentioned.

The inscribing party now urges that there was no fraud in the assignment, and he argues that if Rice had wished to defraud his creditors, he had an easy way of doing it by simply assigning the policy to his daughter under the statute, which would have been unassailable. But this is not a question of individual intent as a fact; it is a mere question of law. Could Rice, insolvent as he was to the knowledge of the defendant, and his debtor, as well as the debtor of the plaintiff, assign to him, nevertheless, what might otherwise have been eventually an asset of the estate, without violation of his creditors' rights under the law (Arts. 1035 and 1036, C. C.)? We are unanimously of opinion to sustain the judgment, and to hold that this policy was an asset of Rice's estate; and was assigned contrary to law; and the proceeds of it,

upon which the insurer and the assignee agreed, belong to the creditors.

Judgment confirmed.

*Holton, McCorkill & Oughtred*, attorneys for plaintiff.  
*Carter & Goldstein*, attorneys for defendant.

(J. K.)

January 12, 1889.

*Coram* JOHNSON, J.

HON. F. X. A. TRUDEL v. LA COMPAGNIE D'IMPRI-  
MERIE ET DE PUBLICATION DU CANADA.

*Libel—Plea of justification—Truth of matters alleged—Com-  
pensation of wrongs.*

- Held:—1. That a plea of partial prescription to an action of damages for libel, is not demurrable on the ground that the matters sought to be prescribed were not alleged as charges of libel, but to show animus;—that being matter of fact, and not of law.
2. That the defendant in an action of damages for the publication of a libel, may lawfully plead the truth of the alleged libel, and that it was published in the interest of the public, and concerning matters of public import; and such allegations if duly established constitute a sufficient defence in such case.
3. The defendant may oppose to a demand for damages for libel or slander, the fact that the plaintiff on his part libelled defendant, and that there is *compensation d'injures*, where the attack and defence are alleged to have been simultaneous, as in a discussion between the editors of two newspapers in the columns of their respective journals.

The action was by a member of the Senate of Canada, and editor of *L'Etendard*, a daily newspaper, against the publishers of *Le Monde*, another daily paper.

JOHNSON, J.:—

The case comes up on law issues.

The action is for damages for libel, against a newspaper publisher. The libels are alleged to be a series extending over many months. I will summarize the declaration, because in the reasons of demurrer, the plaintiff has espe-

1888.  
 Trudel  
 v.  
 Cie. d'Imp'rie

cially, referred to the terms of the declaration, which he had no right to do; but I am unwilling to decline any labor the plaintiff thinks for the interests of his case to impose on me.

[After setting out at length all the allegations of libel, his Honor continued as follows:]

The plaintiff alleges in all this a determined hatred and malice, particularly in the person of Mr. Vanasse, said to be the *directeur* of *Le Monde*.

The action was served on the 30th August, 1888, and on the 16th November the defendants pleaded:

1. A *defense en fait*.

2. Prescription of one year against the articles mentioned in the plea, and said to have been published more than a year before action brought.

3. A plea of justification,—the articles complained of being all alleged to be true and to have been published in the public interest, and of and concerning a public man, a senator and a political journalist.

4. Another plea of justification, alleging that the plaintiff had been actively engaged in politics, maintaining extreme individual opinions, and treating his opponents with the bitterest contempt.

The plea then goes on at great length, and in detail, to describe his public career and public acts, and professions of opinion on political, social and religious matters; his publication of a pamphlet signed 'Castor'; his project of publishing *L'Etoile du Matin*, and his solicitation of aid from the clergy and others both within and beyond the country, and the circular of Monseigneur Fabre putting an end to the project; whereupon the plaintiff set up *L'Etendard* instead of the *Morning Star*. The plea then goes on to give the prospectus of "*L'Etendard*," and alleges that the stipulation to exempt the plant of the concern from seizure for the debts of those concerned in its management, was inserted to protect the plaintiff, insolvent at that time, as well as when he qualified as a senator.

The plea then proceeds to signalize and point out a

number of instances of conduct and public utterance by the plaintiff, as tending more or less to prove the truth of the main accusations contained in the libels complained of, in respect of the plaintiff's attitude towards the clergy; instancing what he wrote about M. l'Abbé Verreau, and about his having been to the *folies bergères*; his criticisms about the origin of Laval University; and what he said about the Rev. Curé Labelle, and Dr. Howard, the "Loterie Nationale," and the journal *Canada Français*; and in fact what he wrote and said and did about almost every person and every thing, mentioned in the articles of *Le Monde*, including His Holiness the Pope, Cardinal Taschereau, Bishops Fabre, Taché, Gravel, Lafleche, and other eminent persons, embraced in the imputation of disrespect to the clergy; and it further proceeds to perform the same office of pointing out in detail what are the foundations of the assertions made by *Le Monde* in respect of political matters; and as to the affair of the "folies bergères," and the misuse of funds at Nicolet, the plea alleges that the plaintiff owes it entirely to himself and to his own account of it in his paper, if any importance attaches to his visit to a place of amusement; and that he has not given a correct version of the Nicolet affair.

The fifth plea is one of *compensation d'injures*, alleging grounds of complaint against the plaintiff, which are set up operating compensation.

The defendants conclude their pleas by asking for a jury trial.

To the plea of partial prescription the plaintiff answers by a demurrer, and urges as grounds of demurrer that the matters sought to be prescribed were advanced in the declaration, not as substantive charges of libel committed by the defendant, but to show the animus actuating *Le Monde* in a long series of persecutions.

The defendants reply, by what they call an answer in law, to this demurrer.

The defendants' third and fourth pleas (justification) and the fifth plea (compensation) are also demurred to.

1888.

Trudel

Cte. d'Impr. r. c.



1888.  
Trudel  
Gle. & Imp. r. 10.

I must express my regret at the confusion of the principles of pleading in this case. First, as to the prescription. The plaintiff's answer which he treats as raising a question of law, does nothing of the kind; it only says that the intention (which is fact, not law), was not to make these matters to which prescription is pleaded charges of libel; but merely to advance them as evidence of malice. I cannot enter into that; it is fact, not law, and I am upon a demurrer to a plea. The plea says, so and so in the declaration is prescribed, because it occurred more than a year before action. I must take that averment merely, and assuming it for the purposes of the demurrer to be fact, I must apply the law; and I must say that if that is true, the things mentioned in the plea demurred to are prescribed. Again, the plaintiff argued that prescription can only apply from the time of his knowledge of the libels; but that again is matter of fact, not of law.

Therefore the answer to the demurrer is maintained, and the demurrer to the partial prescription pleaded is dismissed with costs.

I come, secondly, to the plaintiff's demurrers to the two pleas of justification.

I have taken the trouble to summarize the allegations of the declaration in deference to the express invitation contained in the reasons of demurrer, not because I was in any way bound to do so, but because I do not wish to refuse attention to any aspect of his case that he wishes me to notice. He referred me to the terms of his declaration to see that the libels complained of are all matters affecting private character. But these demurrers are plaintiff's demurrers to defendants' pleas, and all I have got to do is to look at the pleas, and see whether they are demurrable on the face of them. The state of the record is just this: The plaintiff says the things charged are a malicious libel on his private character. The defendant denies it, and further maintains that they are all fair comment on the acts of a public man; true in fact, and published for the good of the community. It is not for me to decide, upon demur-

rer, which of them is right in those contrary contentions. I can only pass upon the question of law presented by the plea, assuming what it says to be true for the purpose of applying the law. If I had to try this case on the merits I could use the declaration, and see and judge for myself whether from their nature and their terms the things charged tended to affect private or public character. At present I decline to say either the one or the other: the more especially as the pleas declare the option of the party to go to a jury. Besides, even if I could do it, it would be useless to look at the declaration for the purpose of deciding this demurrer to a plea. If I did so, I could only see, not the fact itself, but merely what one party states to be the fact, and the other denies; and this would not help me in the least to decide whether by law the allegations made in the plea that the charges are true, that they concern a public man, and are made for the public good, (if it should all be established) constitute a good defence or not. I must look to the plea alone for that. I looked at the declaration, because the plaintiff specially referred me to it, as I have already said, in his reasons for the demurrer. It is certain that the plaintiff insists that the whole thing is merely slander of a private man; but that would not make it so; and the defendant says just the reverse. Who, then, is to judge what is true; what relates to the plaintiff as a public man; or what is matter of public, or merely of private interest? Can I do that upon demurrer to a plea? It seems clear that it must be for a jury under proper instruction to do that, in case I should hold, as matter of law, that justification can be pleaded upon the grounds alleged, viz., the truth, the public benefit, and the public character of the person aspersed. What, however, the plaintiff apparently wishes me to decide is not only whether, as matter of law, justification of libel can in the case alleged by the defendants, be pleaded; but whether upon the facts, merely as he, the plaintiff, states them, justification is rightly pleaded in this case. The one I must do, the other I cannot.

1888.

Trudel

Cl. d'Imp'rie.

1888.  
Tudet  
Ch. d'Imp'r'rie.

Therefore the question, however important, is plain, and has nothing new in it; for it has been decided in favor of the defendants' view in a large number of cases that have been cited, and in others that have not. I do not propose here to re-open a discussion which, if our courts have any authority, would be both pedantic and useless. I will say, however, that the plaintiff seems to me to put his case (if all this should turn out to be ordinary journalistic warfare in relation to politics and political men) upon a narrow and erroneous view of the law in such cases, when he cites as the foundation of it the article of the civil code 1058, as to the responsibility for *délits* and *quasi délits*: "Every person capable of discerning right from wrong is responsible for the damage caused by his fault to another, whether by positive act, imprudence, neglect or want of skill." But the rights and liberties of the people of Canada completely take out of the category of wrong-doing or fault (*culpa*), to which alone the article relates, the performance of a public duty in a truthful and honest manner, which is the defendants' case as they put it; and if their case is not that, then they have no case at all.

This is the law of England, and even of modern France, and to challenge it at the present day, after the continuous authority of our decisions in this country almost ever since the recognition of our constitutional liberties, appears to me to be out of the question.

Of course, I am not dealing with the facts, but merely with the allegations; and I see alleged a right of truthful and honest discussion by a public journal, of what it says are public acts and utterances of a public man—a member of one of the houses of Parliament and himself a journalist. Well, I say the defendants have a right to make out the case they allege if they can; and though I think the mere question of law is beyond all reasonable discussion, I like to fall back, as I have done before now, on the earliest, the simplest, and, I will add, the noblest ruling on the subject that I know of in this country. It is the case of *Gugy v. Hincks*

(1848), and Judge Rolland was the judge, and I was present. His Honor said: "I am prepared to express an opinion as to our law of libel; and that opinion is that what we read of the doctrine of that country from which we have our civil law: that is inconsistent with the liberty of the press, as understood in England, is to be modified so as to leave intact that constitutional principle; that this boon, so much and so deservedly valued by a British subject, necessarily exists in all British colonies; that it is unimpaired by existing legislation at the time they became part of the realm (being part of the public law)."

Besides the numerous other cases cited before me at the hearing, this case of *Gugy v. Hincks* was cited as law by the late Mr. Justice Mackay in the case of *Moussaux v. Dougall* in 1871, 5 R.L. 446. I take without the slightest misgiving as law what Judge Rolland laid down, and Judge Mackay acted upon as law. Comment would savor of presumption, but I may allow myself to say that I certainly understood from the time of Judge Rolland's ruling, and have ever since held, that this liberty is part of our law, as necessarily incident to our political constitution, which itself is surely part of our law, and without this liberty and this law we could not use our constitution. But while I say this is our right by law—law of the highest order—the law of our very political existence, I am far from ignoring that it extends only to such cases as are stated in this plea, and if it can be shown that the things published by the defendants are not true, and are not for the public good, they must lose the benefit of their plea of justification; for private slander or libel admits of no excuse or justification whatever; and the only true modern application of the old saying, "the greater the truth, the greater the libel," consists in the personal and private nature of the thing charged, the publication of which becomes the grosser offence in proportion to the mere personal and private character of the act or the infirmity which the victim has a right to withhold from the public gaze. In such cases it was recently and truly said by the

1848.

Trade

Ch. d'Imp'rie.

1880.  
Trudel  
v.  
Cie. d'Imp'rie

foremost organ of liberal opinion in England, that libel is the foulest offence of the age.

I have treated the right of pleading justification as applying to both demurrers—that to the third as well as that to the fourth plea. But as regards the last there is one other point. The demurrer seeks to reject all the reasons urged for their justification by the defendants. In my opinion they are not scientifically included in a plea, but they do not vitiate the plea, though there is no necessity if you say you are justified, for stating all the reasons why you are so. The plaintiff at all events cannot complain if the defendants see fit, though unnecessarily, to tell him in advance all they rely upon to support their plea of justification. They are perhaps surplusage, but cannot be rejected on a demurrer to the whole plea. The issues of law, therefore, upon the sufficiency of the allegations of the third and fourth pleas, are decided in favor of the defendants.

There remains still another demurrer to the plea of compensation. I understand the objection to be to two points: First, that as regards the compensation of debts, they must be *claires et liquides*, and that the same rule applies to *compensation d'injures*; and, secondly, that the latter can only take place when both injuries occur at the same time.

As to the first objection, Art. 1188 says not that the amounts must be clear and liquidated; but that they must be debts which are equally liquidated—one of the same character as the other.

Upon the second ground, the Court thinks that this newspaper battle, as regards both attack and defence, as appears sufficiently by the plea demurred to, though the fire on both sides may have been furious, it was also simultaneous, and the causes of compensation alleged are not remote so as to exclude the operation of the law. Under these circumstances, the wounds inflicted on both sides should be mutually consoling. This last demurrer is dismissed, therefore, with costs. (1)

(1) The plaintiff moved, Jan. 23, for leave to appeal from the above interlocutory judgment. The motion was dismissed, March 27. See 5 Q.B.



The judgment is as follows :—

" The Court having heard the parties upon the several law issues, to wit :

1st. The plaintiff's demurrer to the plea of partial prescription filed by the defendants, and the defendants' answer in law thereto ;

2nd. Upon the plaintiff's demurrer to the plea of justification by defendants filed as their third plea ;

3rd. Upon the plaintiff's demurrer to the defendants' plea of justification by them filed as their fourth plea ;

4th. Upon the plaintiff's demurrer to the defendants' plea of *compensation d'injures* ;

" Considering that the reasons assigned in support of the demurrer firstly mentioned, are insufficient and are reasons of fact, and not of law, and considering that plaintiff's answer to the first mentioned demurrer is sufficient in law ; and that the allegations of the said plea of partial prescription are sufficient, and such as to maintain the conclusions of the said plea, if the said allegations are true in fact, doth dismiss the said plaintiff's first mentioned demurrer ; and maintain the said answer thereto with costs ;

" And as regards the said plaintiff's demurrer secondly mentioned, and also the plaintiff's demurrer thirdly mentioned, considering that the allegations of the defendants' two pleas of justification are sufficient in law, and further considering that by law, in an action of damages for publication of a libel, the defendant may lawfully plead the truth of the alleged libel, and that it was published in the interest of the public, and concerning matters of public import ; and that such allegations if duly established constitute a sufficient defence in such case ; doth dismiss the said two demurrers pleaded to the defendants' pleas of justification thirdly and fourthly pleaded by them, with costs ;

" And further considering that the demurrer filed by the plaintiff to the defendants' plea of *compensation d'injures* by them fifthly pleaded in this cause is insufficient,



1889.  
Trudel  
Cie. d'Imprimerie.

and that the allegations of the said last mentioned plea are sufficient to maintain the conclusions thereof, doth dismiss the said last mentioned demurrer with costs, *distrains*, etc."

Plaintiff's demurrers dismissed.

*Trudel, Charbonneau & Lamothe*, attorneys for plaintiff.

*Girouard & de Lorimier*, attorneys for defendants.

(J.K.)

May 14, 1889.

Coram LORANGER, J.

LA COMPAGNIE DE JÉSUS v. THE MAIL PRINTING CO., AND HON. A. TURCOTTE, ATTY.-GEN.,  
*intervenant.*

*Procedure—Exception to the form—Power to strike out allegations on motion—Indefinite allegations.*

- Held:—1. That vague and indefinite allegations in an exception to the form may be rejected on motion of the adverse party,
2. That the allegations of a pleading must be sufficiently clear and distinct to enable the opposite party to reply thereto. And so where an exception to the form alleged that the Act incorporating the plaintiffs was *ultra vires*, because the persons incorporated were incapable of exercising any civil rights in the province by reason of the vows which they had taken—without specifying the vows—and because the objects of their Society were the promulgation of doctrines contrary to Imperial statutes, set forth in certain works filed as exhibits—without specifying the doctrines objected to,—these and other like allegations were rejected as vague and lacking precision.

The case came up on a motion to strike out certain allegations of an exception to the form, as vague and insufficiently *libellées*.

The action was brought by *La Compagnie de Jésus*, against the Mail Printing Company, of Toronto, to recover \$50,000 damages for libel. The plaintiff is described in the writ as "*La Compagnie de Jésus, corps politique et incorporé ayant son principal établissement en la cité et le district de Montréal.*"

The defendant pleaded an exception to the form, (April 29, 1888.), denying the quality assumed by the plaintiff, and disputing its right to sue as a body politic and corporate for the reasons enumerated at length in the exception, which allege the plaintiff's Act of incorporation, 50 Vict. Ch. 28, (Q.), to be unconstitutional and *ultra vires* of the legislature of the Province of Quebec. The exception to the form was as follows, the portions in italics being those which were struck out by the judgment:—

"The said defendant, without entering into the merits of the present action and demand, for exception to the form, saith: that the summons and declaration in this cause are irregular, informal, null and void, and ought to be so declared by this Honorable Court and be set aside, and the defendant freed from further answering the same, for the following among other reasons:

1. Because the said plaintiff, the so-called *Compagnie de Jésus*, or Society of Jesus, is not a body politic and corporate as is falsely alleged in the writ and declaration in this cause.
2. Because said Society hath no right to and cannot appear in this Court and plead in said name of *Compagnie de Jésus*.
3. Because the Act of the legislature of this province (50 Vict. ch. 28), under which alone the said plaintiff can make any pretence to be a corporation, was and is *ultra vires* of the said legislature, and was never of any legal force or effect.
4. Because all the members of the said Society, whom the said Act purports to erect into a corporation, are, by the laws of the British Empire in force in this province, and by the laws of the province, absolutely without civil rights, and by the solemn vows which they have taken as such, including a vow of unconditional, absolute, and passive obedience, to the General or Superior of their order or Society, and by the rules and regulations of their Society, they are incapable of exercising any civil rights in this Province, or of performing any of the necessary functions of members of an aggregate corporation such as the said Act purports to create, and the said legislature

1889.

Cie. de Jésus  
"Mail"  
Printing Co.

mentioned plea  
thereof, doth  
er with costs,  
s dismissed.  
for plaintiff.  
ndants.

ay 14, 1889.

AIL PRINT-  
ATTY.-GEN.,

Strike out allega-  
ons.

an exception to the  
y.  
ntly clear and dis-  
And so where an  
ating the plaintiffs  
were incapable of  
ason of the vows  
ows—and because  
of doctrines con-  
s filed as exhibits  
ee and other like  
cision.

ut certain alle-  
ne and insuffi-

gnie de Jésus,  
nto, to recover  
s described in  
s. politique et  
nt en la cité et

1883.  
Oie. de Jésus  
"Mail"  
Printing Co.

is incompetent to constitute them a corporation, or declare them a corporate body in this province.

5. *Because the rules and regulations of the said Society, to which the said Act purports to give the force of law, and the ecclesiastical rules binding upon said Society, and all the members thereof, prevent the said Society or any of its members from holding property or exercising any of the functions or franchises which the said Act purports to confer upon them.*

6. *Because the said Act is repugnant to Imperial statutes and laws having the force of law in this province, and inter alia to the statutes relating to and affecting said Society, and to the statute relating to the Queen's Supremacy (1st. Elizabeth, Ch. 1.) and to the Quebec Act (George III, Ch. 83), and in effect purports to give the force of law to rules and regulations of the said Society which require all the members thereof to give primary allegiance and obedience to a foreign power and authority, to wit, to the General of their Order and to the Pope.*

7. *Because the said legislature has only the right to incorporate "Companies with provincial objects," and the objects of the said Society are not provincial.*

8. *Because the said legislature, not having the general right to incorporate companies or to create corporations, but only the above mentioned limited or restricted right, the objects of corporations purporting to be created by it should appear in the act or instrument of incorporation; and the said Act (50 Vict., Ch. 28) does not disclose, define or set forth the objects of the said Society, and does not in any way restrict it to provincial objects, but on the contrary, impliedly purports to authorize it to follow and pursue objects that are not provincial.*

9. *Because the said Act purports to declare a foreign and alien Society whose objects are necessarily extra provincial, a corporate body.*

10. *Because the objects of the said Society are not provincial, but extend beyond the Province of Quebec and even beyond the Dominion of Canada and the British Empire, into every quarter of the globe, and the said Society by its constitution and the rules which govern its very existence has a solidarity among its*

members throughout the world, and an indivisibility which prevents its being in any sense "provincial" within the meaning of the British North America Act. And the said Society and every member thereof, by solemn vows and obligations, and all that it or they can possess, are unconditionally subject to a head or General who is an alien, and not resident within this province or the British Empire, and who under the rules and regulations of said Society, could not become a British subject, or conform himself to the laws of the Empire in force in this province.

11. Because the constitution and objects of the said Society are inconsistent and incompatible with the constitution of this province and of the Dominion of Canada, which is similar in principle to that of the United Kingdom of Great Britain and Ireland.

12. Because the objects of the said Society are the teaching, promulgation and propagation of the following doctrines and principles, which are inconsistent and incompatible with, and contrary to and subversive of the constitution of this province, and of the Dominion of Canada, and of the United Kingdom, and of the supremacy and prerogative of the Queen, and which said legislature is not competent to authorize, that is to say, *inter alia* :—

(a.) That the Church of Rome is superior to the State, and that the legislature of Quebec has no right to legislate upon all the subjects assigned to it by the British North America Act and the constitution, without the permission and consent of the authorities of the said Church.

(b.) That the Pope of Rome has the right to depose Sovereigns, and that he has the right to absolve subjects from their allegiance.

(c.) That the legislature of this province has not the exclusive right to make laws as to "The Solemnization of Marriage in this Province" as assigned to it by the British North America Act, but that it is subject with respect thereto to the Church and the Pope of Rome.

(d.) That the legislature of this province has not the exclusive right to make laws relating to civil rights in this province subject to the constitution of this province

1898.

Cie. de Jésus  
"Mail"  
Printing Co.

1890.  
 Cie. de Jésus  
 "Mail"  
 Printing Co.

and of the Dominion of Canada, and that, so far at least as affects the rights of those professing the Roman Catholic religion, and especially the clergy of said Church and the members of said Society, the said legislature is subject to said Church and to the Pope.

(e.) That the legislature of this province has not the exclusive right to make laws for the said province relating to education, subject only to the provisions of the constitution, and specially to section 98 of the British North America Act, but that it is still further subject with respect thereto to the said Church and to the Pope.

(f.) That the Dominion Parliament has not the exclusive legislative authority to make laws for Canada as to "Marriage and Divorce," but that it is subject with respect thereto to the said Church and to the Pope.

(g.) That in case of conflict between the civil laws in force in this province and those of the said Church, the latter must prevail.

(h.) That to the subjects mentioned in the foregoing clauses—c, d, e and f, the authority of the said Church and the Pope is above that of the civil power, and is supreme, and in so far as the legislation of the latter conflicts with the former it is not legally binding.

(i.) That in case of conflict or dispute between the civil power and the said Church as to their respective domains or jurisdictions, the said Church and the Pope have authority to decide such conflict or dispute, and such decision is binding upon the civil power.

(k.) That the said Church has the right and power to avail herself of force, and to apply external coercion, to enforce the foregoing subjects, doctrines, and principles.

18. *Because the objects of the said Society are the teaching and promulgation throughout the world of the doctrines and principles set forth and animadverted upon in the printed works, defendants' exhibits A, B, C, D, & E, herewith filed, which said four last mentioned exhibits entitled "Compendium Theologiae Moralis," and "Casus Conscientiae," were and are a recognized guide and text-book of said Society everywhere, and said doctrines and principles were and are contrary to the Imperial*



*Statutes: 1 Elizabeth, Ch. 1: 14 George III, Ch. 88, the British North America Act, and other Imperial Acts and laws in force in this province; and are moreover subversive of the rights and prerogatives of Her Majesty the Queen, and of all moral principles which form the foundation of civil society and laws.*

"Wherefore defendant prays that the said pretended Act of Incorporation, 50 Vict. Ch. 28, be declared *ultra vires* of the legislature of the province of Quebec, and null and void, and that defendant's present exception be maintained, and the plaintiff's action hence dismissed, with costs, etc."

The plaintiff moved that allegations 4, 5, 6, 10, 11 and 13 of the exceptions to the form, together with the exhibits produced in support of the latter allegation, should be struck out and rejected from the record as informal, irregular, vague, indeterminate and not sufficiently *libellés*. The judgment, rendered on the 14th May, granted this motion and struck out the allegations objected to, with the exception of the opening sentences of allegations 4 and 6, which were allowed to remain.

LORANGER, J. :—

La demanderesse poursuit la défenderesse Cie. d'Imprimerie, propriétaire du journal le *Mail*, pour dommages résultant d'un libelle publié par ce journal.

Cette dernière plaide, par voie d'exception à la forme, que la demanderesse est sans droit d'ester en justice, attendu qu'elle n'a point d'existence légale en ce pays; que l'acte de la législature provinciale, 50 Vict., chap. 28, en vertu duquel elle est incorporée, est *ultra vires*.

Les griefs au soutien de l'exception sont formulés dans 13 chefs distincts.

La demanderesse fait une motion pour faire rejeter les 4, 5, 6, 10, 11 et 13 chefs qui se lisent comme suit: [*See allegations above.*]

La demanderesse demande le rejet de ces allégués parce qu'ils sont informes, irréguliers, vagues, indéterminés et non suffisamment libellés.

1890.  
Cie. de Jéras  
"Mail"  
Printing Co.



1889.  
 Cie. de Jésus  
 "Mail"  
 Printing Co.

La défenderesse comme réponse préliminaire à cette motion, oppose d'abord l'art. 144, C. P. O., qui déclare que nulle formule n'est requise pour les plaidoiries, et prétend en second lieu que la demanderesse est non recevable à attaquer l'exception à la forme par une motion.

Quant à l'objection tirée de l'art. 144 elle n'est pas sérieuse. Cet article ne s'entend que de la forme même de la plaidoirie, mais ne dispense pas la partie de l'obligation d'énoncer clairement ses droits et ses moyens de défense.

La demanderesse au lieu d'engager contestation sur l'exception à la forme par une réponse en droit, a employé la procédure plus sommaire de la motion. Je crois qu'elle peut être admise à le faire, si comme on le prétend, les allégués de l'exception sont vagues, indéfinis et incertains. Ce mode est maintenant admis et passé dans la pratique du barreau de Montréal, et ne comporte rien qui répugne aux règles de la saine procédure. Il importe pour l'expédition des causes, que la Cour soit mise en position de juger sommairement les procédures qui, à leur face, sont frivoles ou inutiles et peuvent nuire à l'instruction du procès.

Ici il n'y a qu'une question en litige, savoir: que l'acte de Québec 50 Vict., chap. 28, est inconstitutionnel, et tout ce qui ne tend pas évidemment à le démontrer, doit être considéré comme un élément étranger au procès. Il en est de même des allégations vagues et indéfinies, qui laissent la partie adverse dans l'incertitude sur le choix des moyens à opposer en réponse, et ne lui permettent pas d'asseoir sa défense avec sûreté. De plus il s'agit dans l'espèce d'une exception à la forme où l'on met en question la qualité de la demanderesse à ester en justice, et il est de rigueur que tout ce qui se rattache à la qualité de la partie, lorsqu'elle est niée, soit spécifiquement dénoncé.

Les propositions de la défenderesse quoique formulées de différentes manières, se réduisent en réalité à une seule, savoir: que l'acte d'incorporation de la demanderesse est inconstitutionnel et *ultra vires*. En dehors des

1888.  
 Cie de Jésus  
 "Malt"  
 Printing Co.

trois premiers allégués qui énoncent clairement cette proposition, le reste de l'exception n'est que de l'argumentation. Ce sont autant de propositions étayées sur des faits que la demanderesse émet au soutien de sa prétention. Je vais les prendre dans l'ordre dans lequel elles ont été proposées, pour voir si elles sont suffisamment libellées pour que la demanderesse puisse y répondre.

La première partie de la quatrième proposition n'est pas susceptible d'objection. Il n'y a que celle qui se rapporte aux vœux que prononcent les membres de la Compagnie de Jésus et aux règlements de cette société, qui le soit.

La défenderesse allègue généralement que ces vœux et règlements, s'opposent à ce que les membres de cette Compagnie possèdent aucun droit civil dans la province, et fassent partie d'une société incorporée par les lois de ce pays.

Quels sont ces vœux ? Quels sont ces règlements ? En quoi sont-ils incompatibles avec l'acte qui a constitué la société en corporation, ou avec les devoirs et fonctions des membres de cette corporation ? Voilà ce que la défenderesse a omis de dire et ce que la demanderesse a certainement le droit de savoir, pour pouvoir se défendre sûrement.

On a prétendu que la demanderesse est tenue de connaître ses règlements, et l'on a admis également que tous n'étaient pas mauvais et incompatibles avec le statut de Québec. Il est vrai que la demanderesse est tenue de connaître ses règlements ; mais la défenderesse est aussi tenue de lui indiquer ceux de ces règlements qu'elle dit être contraires à la loi, surtout quand elle admet que tous ne le sont pas. L'allégation d'un vœu d'obéissance absolue et passive au Supérieur-Général, ne comporte rien dans son énoncé, qui répugne aux pouvoirs que possède la législature d'incorporer la demanderesse ; et fût-il vrai, ainsi que la défenderesse l'admet, que les membres de la société ne possèdent aucun droit civil dans cette province, il ne ressort pas de là, que la législature a excédé ses pou-

1888.  
 Oe. de Jésus  
 "Mall"  
 Printing Co.

voirs en leur accordant à leur propre demande, le droit d'en acquérir et posséder à l'avenir.

A moins de déclarer expressément en quoi ces vœux et règlements sont contraires à la loi du pays, il était inutile de faire cette allégation qui, à sa face même, est insuffisante pour soutenir la proposition principale de la défenderesse. L'Acte de Québec est la loi du pays et doit être reconnue telle jusqu'à ce que les tribunaux en aient jugé autrement. La défenderesse l'attaque comme étant *ultra vires*, et il lui incombe d'énoncer clairement ses moyens, surtout quand ces moyens reposent en partie sur des matières de fait.

Le même raisonnement s'applique au 5me allégué en entier et à la dernière partie des 6me et 10me allégués, en ce qui concerne les règlements de la société.

Pour la même raison, le 11me allégué doit être rejeté en entier, comme étant vague, indéfini et ne particularisant pas les fins de la Compagnie.

Par le 13me allégué on dit que les fins de la société sont l'enseignement et la promulgation par le monde des doctrines et principes mentionnés dans certains livres, au nombre desquels se trouve "La Morale des Jésuites," de Paul Bert.

Dans notre système d'instruction, les pièces au soutien des procédures sont censées faire parties des plaidoiries elles-mêmes, et lorsque ces pièces sont pertinentes, les parties sont mises en demeure d'y répondre par le seul fait de leur introduction au dossier; mais il en est de ces pièces de conviction comme des plaidoiries elle-mêmes, elles doivent être en entier pertinentes, et il incombe à la partie qui les produit de le démontrer. Il ne suffit pas de dire: je vous accuse, et vous trouverez la preuve de mon accusation dans tel livre ou document que je dépose au soutien de ma plainte; à moins que ce livre ou document ne contienne à sa face l'énoncé entier, clair, défini et dégagé de toute ambiguïté, de l'offense reprochée, le document sera mis hors du dossier sur motion.

Dans l'espèce, on a produit cinq livres, dont l'un, "La Morale des Jésuites," n'est qu'une refonte en un seul livre

des traités que renferme les quatre autres, sauf certaines additions importantes au point de vue de la question de procédure qui est soumise à la Cour.

L'auteur déclare qu'il se trouve parmi les textes qu'il a reproduits, un grand nombre de propositions auxquelles il est prêt à souscrire. Il a ajouté au texte que renferme son livre, un certain nombre de notes destinées, dit-il, à montrer l'accord persistant de la doctrine actuelle, exposée par Gury, avec les principes des anciens Jésuites; de plus, un ouvrage répandu dans le midi de la France et destiné à compléter sur un point l'œuvre des Jésuites. C'est une dissertation par l'abbé Rousselot, sur les 6me et 9me préceptes du Décalogue. Ce livre contient, en outre, les discours prononcés par l'auteur au cours de la discussion devant le corps législatif en France, en 1879, sur la liberté d'enseignement supérieur.

La demanderesse est appelée à se défendre à ce livre comme à ceux qui l'accompagnent. On reproche à la demanderesse d'enseigner les doctrines énoncées dans ces livres, doctrines que l'on dit être contraires aux lois de l'Empire et du pays, et subversives de la morale et des principes fondamentaux de toute société civile et sociale; et cela pour prouver que l'Acte de Québec est inconstitutionnel.

Quelles sont ces doctrines et où faut-il les trouver? Est-ce dans le livre de Paul Bert, ou dans le texte de Gury que l'auteur a traduit et résumé? Si c'est dans le livre de Paul Bert, la demanderesse a certainement le droit d'exiger qu'on lui indique clairement la doctrine condamnable, puisque ce livre contient des traités étrangers au texte traduit, entr'autres les doctrines soutenues par l'auteur lui-même et qu'il admet être une condamnation de ce texte. La demanderesse ne peut pas être appelée à se défendre contre les discours de Paul Bert devant le Parlement de France, et c'est pourtant la virtuellement ce qu'on lui demande, en les introduisant au dossier comme pièces de procédure.

Si c'est au texte même de Gury que la demanderesse doit répondre, elle a également le droit de demander

1880.  
Ofo. de Jérous  
"Mail"  
Printing Co.

1900,  
 Cie. de Jésus  
 "Mall"  
 Printing Co.

qu'on lui indique quelles sont les doctrines subversives de la morale et des lois du pays que cet auteur enseigne, et que la Compagnie de Jésus a acceptées comme base de son propre enseignement. Toutes ne sont pas condamnables; Paul Bert l'admet et se déclare prêt à souscrire à plusieurs d'entr'elles!

Quelles sont donc les doctrines répudiables? La défenderesse est tenue de le dire, sans quoi on ne sait pas où est l'offense, et la demanderesse ne peut pas être appelée à se défendre à une accusation qui n'est pas définie. L'introduction de ces livres au dossier, sans explication autre que l'assertion vague et générale qu'ils contiennent des doctrines contraires aux lois et à la morale publique, est une procédure tout à fait irrégulière et contraire à la pratique.

La Cour n'a, pour le moment, à juger qu'une question de procédure qui n'implique en aucune manière le mérite de la question. La défenderesse a le droit de plaider par exception à la forme l'inconstitutionnalité de l'acte d'incorporation de la demanderesse; et la Cour maintient cette partie de l'exception, et celle par laquelle elle allègue que l'Acte de Québec est contraire aux lois de l'Empire en force dans ce pays et à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord; mais elle rejette, comme étant à leur face, vagues, incertaines, indéfinies, sans précision et frivoles, en ce qui concerne le 18ème chef, les allégations qui se rapportent aux vœux et règlements de la demanderesse et aux livres produits au soutien de l'exception. Le jugement est préparé à cet effet.

. The judgment is as follows:—

"La Cour après avoir entendu les parties par leur procureurs respectifs sur la motion produite le six de mai courant par la demanderesse, pour faire rejeter les allégations portant les numéros 4, 5, 6, 10, 11 et 13 de l'exception à la forme de la défenderesse comme étant vagues et indéterminées, avoir examiné la procédure et délibéré:

"Accorde la dite motion, rejette la partie de l'allégation numéro 4 de la dite exception à la forme qui se lit comme suit: 'And by the solemn vows which they have taken



'as such, including a vow of unconditional, absolute and passive obedience to the General or Superior of their order or society, and by the rules and regulations of their society they are incapable of exercising any civil rights in this province, or of performing any of the necessary functions of members of an aggregate corporation such as the said Act purports to create;" rejette en entier l'allégation numéro 5 de la dite exception à la forme ainsi que la partie de l'allégation numéro 6 qui se lit comme suit: 'and in effect purports to give the force of law to rules and regulations of the said society which require all the members thereof to give primary allegiance and obedience to a foreign power and authority, to wit, to the General of their order and to the Pope;' et rejette en entier les dites allégations 10, 11 et 13 de la dite exception à la forme, avec dépens distraits, etc."

Motion granted in part.

*Trudel, Charbonneau & Lamothe*, attorneys for plaintiffs.

*J. J. Curran, Q.C., C. A. Geoffrin, Q.C., C. J. Doherty, Q.C., and J. N. Greenshields*, counsel for plaintiffs.

*Maclaren, Leet, Smith & Smith*, attorneys for defendants.

*Hon. R. Lafamme, Q.C., and N. W. Trenholme*, counsel for defendants.

*F. L. Béique, Q.C.*, for the Attorney-General, P. Q., intervenant.

(J. K.)

1880.  
Geo. de Jéssé  
"Mail"  
Printing Co.



[IN REVIEW.]

November 30, 1889.

Coram JOHNSON, GILL, WURTELE, JJ.

VINETTE v. PANNETON, and JONES, *mis en cause*.*Lessor and Lessee—Privilege of Lessor—Sub-lease—Saisie-Gagerie.*

The lessee of premises under a written lease for one year, which prohibited sub-letting, continued to occupy them for a second year under a verbal agreement to pay an increased monthly rental, and with some modification as to the premises leased. In the course of the second year the lessee sub-let the premises and removed the greater part of his effects to other premises. The lessor having seized the effects removed, by *saisie-gagerie par droit de suite*, there being at the time no rent due and exigible :

- Held** :—1. That the privilege of the lessor for the unexpired period of the lease extends to the effects of the lessee, and also includes the effects of the under-tenant in so far as he is indebted to the lessee; and so long as the under-tenant has sufficient effects upon the premises to secure the rent payable by him to the tenant, and the tenant leaves sufficient effects to secure the difference, the principal lessor has no right to issue a *saisie-gagerie* for rent not due and exigible.
2. Even where the under-tenant has bound himself to pay the tenant monthly in advance, it is sufficient if there are enough movables upon the premises, including those of the under-tenant to the extent of his obligation to the lessee, to secure the whole rent for the remainder of the lease.

*Seemle*, That where there is a written lease, with prohibition to sub-let and the lessee remains in the premises after the term of the original lease, the parties agreeing verbally to certain modifications, the stipulation against sub-letting still applies, and the effects of a sub-tenant who enters in contravention of such stipulation, become subject to the principal lessor's privilege in the same manner as those of any other third person. (1)

**INSCRIPTION** in Review, by the plaintiff, from a judg-

(1) Both parties seem to have considered that the stipulation against sub-letting ceased to have effect after the expiration of the first year. The decision of the question whether the under-tenant was in the position of an ordinary third party, however, was not necessary in the present case, inasmuch as both Courts held that the goods of the under-tenant were *gages* to the full amount of the rent which she had agreed to pay, and that the principal tenant had left upon the premises sufficient effects to secure the difference between the rent payable by the under-tenant and that payable by himself.

ment of the Superior Court, Montreal, (TELLIER, J.), Sept. 27, 1889, quashing a *saisie-gagerie par droit de suite*.

The judgment of the Court below was as follows :—

“ La Cour, etc.....

“ Attendu que le demandeur a loué au défendeur, pour une année à compter du 1er mai 1887, les prémisses mentionnées dans la déclaration, savoir : un logement portant le numéro 535 de la rue St-Laurent, à Montréal, au prix de \$11 par mois, et un magasin portant le numéro 537 de la même rue, au prix de \$9 par mois, suivant baux signés par les parties, le 6 juillet 1887, et produits en cette cause ; que ce loyer était payable à l'expiration de chaque mois ; qu'il fut stipulé aux dits baux que le défendeur ne pourrait céder ses droits aux dits baux, ni sous louer en tout ou en partie, les dites prémisses, sans le consentement exprès et par écrit du demandeur ; que le défendeur a pris possession des dites prémisses ainsi louées, en vertu des dits deux baux, dès le mois de mai 1887, et les a habités depuis lors jusqu'au mois de mai 1888, époque à laquelle les dits baux furent continués pour l'espace d'une autre année, aux mêmes termes et conditions, si ce n'est que le loyer des dites prémisses a été élevé à \$25 par mois, que le demandeur s'est réservé le hangar faisant partie de la cave se trouvant au-dessous du dit magasin et réservée l'année précédente ;

“ Attendu que le défendeur a occupé les dites prémisses louées depuis le 1er mai 1888, jusqu'au 26 octobre suivant, temps où, contre le gré et la volonté du demandeur, il en a enlevé la plus grande partie de ses meubles meublants et effets mobiliers et toutes ses marchandises qui les garnissaient, et les a transportés dans un magasin et un logement situés sur la rue St-Laurent, à Montréal, et portant les numéros 531 C. et 531 B. de la dite rue ;

“ Attendu que le défendeur a sous-loué les dites prémisses qu'il tenait du demandeur, pour le remplacer et jusqu'à l'expiration de son bail, à une Dame Mary Jane Cameron qui y a apporté ses meubles meublants, effets

1889.  
Vinette  
v.  
Fanneton.

1888.  
Vinette  
v.  
Fanneton.

mobiliers et marchandises, à raison de \$18 par mois de loyer payable chaque mois et d'avance ;

“ Attendu que par notification signifiée par Maître Bédard, notaire, le 28 septembre 1888, le défendeur notifia le demandeur de son intention, nonobstant sa nouvelle location, de continuer à occuper les prémisses louées du demandeur, et d'y laisser des meubles meublants et effets mobiliers suffisants pour garantir le loyer tel que requis par la loi, et en cas de sous-location de sa part de payer régulièrement son loyer, et de garnir les prémisses pour garantir le loyer d'icelles jusqu'au 1er mai dernier (1889) ;

“ Attendu que le demandeur, par son action intentée le 29 octobre dernier, et accompagnée de saisie-gagerie, a fait saisir dans les prémisses appartenant au mis en cause et occupées par le défendeur, les meubles, effets et marchandises qu'il y avait transportés et qui avaient garni les lieux loués par le demandeur au défendeur, pour la somme de \$175, étant pour le loyer à échoir, pour les mois d'octobre à avril derniers ; et qu'il demande que le défendeur soit condamné à lui payer la dite somme de \$175 au fur et à mesure qu'elle deviendrait due, avec intérêt et dépens ;

“ Attendu que le défendeur a contesté l'action et la saisie-gagerie du demandeur, et qu'il prétend, dans son plaidoyer, que les prémisses louées du demandeur étaient, lors de la dite saisie-gagerie, et sont restées, garnies de meubles, effets et marchandises appartenant tant à lui qu'à la sous-locataire Dame Mary Jane Cameron, en quantité plus que suffisante pour garantir le loyer du demandeur jusqu'au 1er mai dernier ; et que le 2 novembre dernier, il a payé au demandeur \$25 pour le loyer d'octobre dernier ;

“ Considérant que le défendeur a justifié, par la preuve, les allégations de son plaidoyer ;

“ Considérant que le privilège du demandeur, lors de la dite saisie, s'étendait sur les meubles meublants, effets mobiliers et marchandises du défendeur qui avaient été laissés dans les prémisses louées ; et que ce droit s'étendait aussi aux effets de la sous-locataire

Dame Cameron, jusqu'à concurrence de ce qu'elle devait au défendeur ;

" Considérant que, lors de l'action, la dite Dame Cameron devait au défendeur \$126, pour prix de sa sous-location ; et que les biens meubles que le défendeur avait alors dans les prémisses louées du demandeur, étaient plus que suffisants pour garantir la différence entre le prix de la sous-location et le montant réclamé en cette cause ;

" Considérant que le demandeur n'a pas justifié, par la preuve, son allégation qu'il n'y avait pas, lors de son action, assez de meubles garnissant les lieux loués, pour en garantir le loyer tel que requis par la loi, maintient le plaidoyer du défendeur, et en conséquence renvoie l'action du demandeur, casse et annulé le bref de saisie-gagerie par droit de suite émané et exécuté en cette cause, et accorde au défendeur main-levée de la dite saisie, le tout sans dépens, etc."

The plaintiff submitted in Review :—

" Le défendeur ayant, dans sa déposition, déclaré qu'il occupait depuis le 1er mai 1888, en vertu d'un bail verbal, il avait évidemment le droit de sous-louer, et par conséquent les meubles du sous-locataire ne se trouvaient responsables que jusqu'à concurrence du montant qui pouvait être dû par le sous-locataire au moment de la saisie. (Art. 1689, C. O.) Mais le défendeur avait bien pris la précaution de voir à ce que son sous-locataire ne vint jamais lui devoir. En effet, pour montrer sa malice et sa mauvaise foi, après avoir refusé l'offre du demandeur, par lequel il voulait reprendre sa maison et décharger le défendeur de son loyer, savoir : \$25 par mois, ce dernier loue les mêmes prémisses au taux de \$18 par mois, avec stipulation que le loyer serait payable d'avance."

The defendant submitted :—

" Le demandeur sous serment admet que lors de la sai-

1889.  
Vinetto  
v.  
Panneton.

sie le défendeur ne lui devait rien. Que fait Panneton avant de déménager ? Il a la prudence de notifier le demandeur de son intention de déménager ; qu'il continuera à payer régulièrement son loyer comme par le passé. Il met un sous-locataire à sa place, ce sous-locataire entre pour au-delà de \$400 de meubles, effets et marchandises, Panneton lui-même laisse par prudence pour au-delà de \$400 de marchandises.

" Le demandeur prétend que le loyer de la sous-locataire étant payable, d'avance chaque mois, ses meubles n'étaient pas responsables pour le loyer du demandeur.

" Mais non, ses meubles étaient responsables vis-à-vis le demandeur jusqu'à concurrence du montant du loyer qu'elle payait, c'est-à-dire \$18 par mois. Et ceci est si vrai qu'au cas de saisie-gagerie par le demandeur contre les effets du défendeur et ceux de la sous-locataire, cette dernière n'aurait pu demander exemption en sa faveur que pour un mois de loyer, le mois courant lors de la saisie, et encore si elle l'eût payé d'avance.

" Du moment que le demandeur avait une garantie suffisante pour tout son loyer à échoir jusqu'à l'expiration du bail, il ne pouvait légalement exiger d'avantage."

JOHNSON, J. (in Review):—

This action was taken on the 29th October, 1888, with process of *saisie gagerie par droit de suite*, for \$175, being for the rent not yet due, but to come due monthly from October to April. The defendant had removed his effects from the premises he had rented from plaintiff, to the premises of the *mis en cause*, where they were seized. There is no doubt that at the time of this seizure, the premises leased from plaintiff remained simply furnished with household effects and with merchandise belonging as well to the defendant as to his sub-tenant, Mrs. Cameron, and sufficient to secure the plaintiff's rent up to 1st May, 1889.

The tenant of a house must furnish it sufficiently to secure the rent. That is the general principle, no doubt;



fait Panneton  
notifier le de-  
qu'il continuera  
ar le passé. Il  
locataire entre  
marchandises,  
pour au-delà de

de la sous-locat-  
s, ses meubles  
demandeur.  
sables vis-à-vis  
tant du loyer  
Et ceci est si  
mandeur contre  
locataire, cette  
a en sa faveur  
t lors de la sai-

une garantie  
usqu'à l'expira-  
er d'avantage."

ber, 1888, with  
\$175, being for  
thly from Octo-  
his effects from  
to the premises  
There is no  
premises leased  
with household  
as well to the  
erson, and suffi-  
1st May, 1889.  
t sufficiently to  
iple, no doubt;

and this obligation of course includes the other general one not to take the effects away. But the meaning and object of the law are not to deprive the tenant of all disposition of his effects; but merely to secure the landlord; and it is not necessary that the value of the things put into the house should be equal to the whole amount of rent for the entire term agreed on.

"Les lieux sont suffisamment garnis," says Bourjon (II, liv. 4, tit. 4, ch. 8, sec. 8, No. 31), "lorsqu'ils sont meublés suivant la condition du locataire, quoique les meubles ne montent pas à la valeur des loyers qui écherront pendant tout le cours du bail; c'est au propriétaire à veiller par terme." Les auteurs modernes partagent cette opinion; suivant eux, il suffit en général que les meubles puissent répondre du terme courant, de celui à échoir et des frais de vente judiciaire. (17 Duranton, 157; 4 Duvergier, 15 et 16; 2 Troplong, 581; Agnès, 291, etc.).

The reason of the thing is still more plainly stated by Marcadé, vol. 6, Art. 1752, No. 1: "Le locataire doit, à peine de voir prononcer la résolution du bail, garnir les lieux de meubles suffisants. Mais quand les meubles seront-ils réputés suffisants? Faut-il, parce que l'art. 2102, 1o, donne privilège au bailleur pour tout ce qui est échu et tout ce qui est à échoir, dire que le mobilier doit être assez considérable pour répondre de toute la durée de la location? Evidemment non, car le propriétaire n'est nullement forcé de laisser accumuler tous les loyers; et s'il est raisonnable qu'il n'agisse pas rigoureusement à défaut de paiement d'un seul terme, il est raisonnable aussi qu'il n'attende pas trop longtemps, et il ne peut pas se plaindre quand le mobilier du locataire est suffisant pour produire, par la vente qui en serait faite, le montant de deux ou trois termes en sus des frais de vente."

Duvergier and Troplong are still more favorable to the tenant, as regards the quantity of effects necessary to be kept in the house: "Il suffit qu'ils soient d'une valeur propre à répondre du loyer pendant le terme courant, et le terme prochain, avec frais, etc."

1889.  
Wiggle  
Panneton.



1880.  
Vinette  
v.  
Panneton.

Now, the effects which defendant left in the first house as belonging to himself, were not of themselves sufficient to secure all the rent; but when the seizure was taken the sub-tenant owed \$126; that is to say, she would be liable for that under the whole of her term, less, however, the sum of \$18 which the defendant remitted. Therefore, she owed \$108, which being by her agreement with defendant payable in advance, were not then exigible.

The only question here now, then, is whether these effects of the sub-tenant were subject to the landlord's privilege; because if they were, there was an end of his recourse by *droit de suite* in the other premises. By his lease the defendant bound himself not to sub-let. It is very true that he pleads there was no *tacite reconduction*; but a new verbal lease not prohibiting him from sub-letting; but he proves nothing of the kind; he only proves an alteration of \$5 in the rent, and the addition of something else to the premises leased; but in all other respects the old lease remained the same. By our jurisprudence, and by the commentators upon Art. 162 of the *Coutume de Paris*, it would not be the Articles 1621 nor 1689 of our code that would apply to the position of the sub-tenant in the present case; but it would be Articles 1619, 1620, 1622, 1994 and 2005 C. C., that would apply, and that the plaintiff might invoke against her.

The action was taken on the 29th of October, 1888, and at that date, the defendant had received nothing from his sub-tenant. She only made her first payment on the 1st of November; and it is proved that the defendant on the 2nd November paid the plaintiff \$25 for the rent of the month of October then due.

I will not now review the Articles of our Code, nor the commentaries on the French Code *in pari materia*. All that has been done over and over again in this Court with the result of placing beyond doubt, first (Art. 1619 and 1620, C. C.) that the lessor has a privileged right upon the movable effects found upon the property leased: a general right irrespective of the particular owners, and subject to exception in cases of ownership by mo-

1869,  
Vigette  
v.  
Panneton.

mentary or transitory lodgers. Article 1621 extends this right to the effects of sub-tenants to the extent of their indebtedness to the principal tenant. Art. 1638: The tenant has the right to sub-let, in the absence of contrary stipulation between him and his lessor. Art. 1639: The sub-tenant is held to the principal lessor for the amount only of the rent which he may owe at the time of seizure; and he cannot set up payments made by anticipation. Anticipation, however, does not mean stipulated payment in advance; the article expressly says so. Arts. 1638 and 1639 of our Code are identical with Arts. 1717 and 1758 C. N.

When there is prohibition to sub-let, the under-tenant is placed as regards the principal lessor in the position of any ordinary third party. See Lorrain, Code des loc. et loc. p. 178, No. 474; and also Agnel, 550. Ferrière, commenting on Art. 162 Cout. de Paris, says precisely the same thing. (See Ferr. comm. pp. 1060 *et seq.*) It stands to reason that if a sub-tenant can only get back his effects by paying the price for his occupation, he could not oppose to the principal lessor payments already made to the sub-lessor. A principal lessee cannot liberate the effects of his under-tenant by violating the stipulation that he shall not sub-lease. (Agnel, Manuel des Prop., p. 247, No. 550.) And this was held in *Arnold v. Grumard*, (5 R.L. 748, October, 1874.) There are numerous other reported cases throwing clear light on the points of this case; but I will only cite one more, viz., that of *Boyer v. McIver*, 21 L. C. J., p. 160, decided by the late Mr. Justice Dorion, and unanimously confirmed in review by Mackay, Torrance and Rainville, JJ. I have a very long list of the reported cases in the same sense, and I only find one where the contrary was held by a judge sitting alone, the case of *Barry v. Bowker*, and *Crawford et al.*, opposants, reported in 14 R. L., p. 289. There were probably some peculiar circumstances in that case to take it out of the general rule, and which do not appear in the report, for it seems difficult to give a sub-tenant the benefit of Articles 1621 and 1639, when he is neither recognized by the law, nor by the parties to the lease.

1888.  
*Vinette*  
 v.  
*Panneton.*

In the present case the action of the plaintiff was met by the defendant admitting the lease, and alleging that since May, 1888, he had leased at \$25 a month by verbal agreement, and had a right to sub-let. That at the time of the seizure there were enough effects of the defendant's and the sub-tenant's to secure the rent; and that he had notified the plaintiff in September, 1888, that he had sub-let, and intended to remove; but would leave plenty to answer for the rent. The truth of this plea, with the exception I have noted, is proved; and under the facts and the law of the case, the Court below found that the plaintiff's privilege extended to all the effects in the premises, including those of the sub-tenant to the extent of her debt to her immediate lessor. It further found that at the time of the seizure the sub-tenant owed \$126, from which \$18 must be deducted, and that for the balance, there was more than sufficient. The plaintiff contends that in reality the sub-tenant owed nothing because she was to pay monthly in advance. This is certainly not law. She owed under her contract in the manner stipulated, that is to say monthly in advance, though of course it is true that nothing was exigible at the time of seizure. She had only promised to pay.

Judgment should be confirmed with the exception of the *motif* that makes the sub-tenant's debt \$126 instead of \$108.

GILL, J., observed that he would not enter a dissent, but that he had considerable difficulty in accepting the conclusion at which the Court had arrived in this case.

The judgment in Review is as follows:—

“Considering that there is no error in the judgment, save and except as to the reason or *considérant* thereof, which erroneously states that at the time of the action the sub-tenant owed \$126, instead of \$108, which was the amount really due by said sub-tenant;

“Doth confirm, etc.”

Judgment confirmed.

*Loranger, Beaudin & Cardinal*, for plaintiff.

*G. A. Morisson*, for defendant.

(J. K.)

25 novembre 1889.

Coram PAGNUELO, J.

BARNES v. COUSINEAU.

*Action qui tam—Enregistrement d'une raison sociale—Suffisance de l'affidavit—Identification de l'action—Conséquences de l'abrogation, par les Statuts Refondus de la Province de Québec, du Statut 48 Victoria, chapitre 29, concernant l'enregistrement des raisons sociales.*

JURÉ :—1<sup>o</sup>. Que lorsque, dans une action *qui tam* pour le recouvrement de la pénalité de \$200.00 pour défaut d'enregistrement d'une raison sociale, l'affidavit requis par la loi se trouve au bas du *stat*, il n'est pas nécessaire que le défendeur soit décrit dans l'affidavit par ses noms et prénoms. Il suffit de référer au "défendeur sus-nommé ;"

2<sup>o</sup>. Que l'action est suffisamment identifiée quand l'affidavit se trouve au bas du *stat* et qu'on y déclare que le défendeur est personnel pour n'avoir pas fait enregistrer sa raison sociale.

Dans l'espèce, le demandeur allègue que le défendeur a encouru la pénalité de \$200.00 pour n'avoir pas fait les déclarations exigées par le Statut 48 Victoria, chapitre 29, concernant l'enregistrement des raisons sociales :

JURÉ :—3<sup>o</sup>. Que ce Statut ayant été abrogé, avant les dates mentionnées à la déclaration, par la mise en vigueur des Statuts Refondus de la Province de Québec, le défendeur n'a encouru aucune pénalité, et l'action du demandeur doit être déboutée.

Le demandeur en cette cause réclamait du défendeur une pénalité de \$200.00 pour avoir fait commerce sous le nom de J. B. A. Cousineau & Cie., sans avoir fait enregistrer sa raison sociale. L'affidavit requis par la loi se trouvait au bas du *stat* ; il exposait ainsi la cause de l'action : "That in instituting and prosecuting the present action against the above named defendant, being a *qui tam* action for the recovery of a penalty of two hundred dollars for non registration of the firm of J. B. A. Cousineau & Co." etc. La déclaration annexée au bref alléguait que le 29 mai 1889, le défendeur avait fait commerce à Montréal sous le nom de J. B. A. Cousineau & Cie. sans avoir fait enregistrer : "a declaration in writing, signed by the said defendant in the terms of schedule A annexed to the Act of Québec, 48 Victoria, chap-

1880.  
Barnes  
v.  
Cousineau.

" ter 29, or any declaration whatsoever, either within  
" sixty days of the time of first using the said style of J.  
" B. A. Cousineau & Co., or at any time subsequent there-  
" to, whereby the said defendant has failed to comply  
" with the provisions of said Statute, and has rendered  
" himself liable to a fine of two hundred dollars."

Le défendeur oppose à cette action une exception péremptoire en droit fondée en substance sur les griefs suivants :

1o. L'affidavit ne donne pas les noms et prénoms du défendeur.

2o. Il ne désigne pas suffisamment la cause d'action.

3o. Il indique une autre cause d'action que la déclaration, car tandis que celle-ci parle du défaut d'enregistrement d'une raison sociale, l'affidavit se rapporte au défaut d'enregistrement d'une société, " the firm of J. B. A. Cousineau & Co."

4o. L'affidavit réfère à l'action comme existante, " the present action," tandis que l'action n'a été réellement intentée que le lendemain.

5o. Ainsi qu'il appert à la déclaration, le demandeur poursuit le défendeur pour n'avoir pas fait les déclarations requises par le Statut 48 Victoria, chapitre 29; or, aux dates mentionnées à la déclaration, ce statut n'avait plus force de loi et se trouvait abrogé par la mise en vigueur des Statuts Refondus de la Province de Québec.

Les parties ayant inscrit sur cette exception péremptoire en droit, la Cour a trouvé mal fondée les quatre premiers griefs ci-dessus se rapportant à l'insuffisance de l'affidavit, mais elle a renvoyé l'action sur le 5e moyen invoqué.

PER CURIAM :—

Le but de la loi, en exigeant une déposition sous serment, est de s'assurer que le poursuivant n'agit pas collusionairement avec le défendeur et que l'action n'est pas prise dans le but d'empêcher le défendeur d'être poursuivi par d'autres. Pour cela, il suffit que l'action soit clairement identifiée, et qu'il ne puisse y avoir de doute



quant à l'action qui a été prise. Dans le cas présent, l'affidavit est au bas du *stat*. Il est donc inutile de nommer de nouveau le défendeur qui est désigné par ses noms et prénoms au *stat*. Les parties et la cause sont parfaitement identifiées. Quant à la nature de la demande, il suffit de dire que le demandeur réclame la pénalité de \$200.00 pour le défaut d'enregistrement de la raison sociale de J. B. A. Cousineau & Cie.; les détails précis se trouveront dans la déclaration du demandeur, et cette déclaration dira si Cousineau faisait affaires seul ou avec d'autres sous cette raison sociale.

Mais la dernière objection du défendeur est fatale. Le défendeur est poursuivi parce qu'il n'a pas fait les déclarations requises par le Statut 48 Victoria, chapitre 29. Or, aux époques mentionnées à la déclaration, à savoir le 29 mai 1889, ce statut n'était plus en vigueur. En effet, l'acte concernant les Statuts Refondus de la Province de Québec, 50 Vict., chap. 5, sect. 5, §2, déclare qu'à compter de l'émanation de la proclamation mettant en vigueur les Statuts Refondus de la Province de Québec, toutes les dispositions contenues dans les différents actes et parties d'actes, mentionnés dans l'appendice A annexé, seront abrogées. Or, le Statut 48 Vict., chap. 29, est mentionné à l'appendice A. Ce statut est donc abrogé depuis la date de la proclamation qui a mis en vigueur les Statuts Refondus de la Province de Québec, à savoir depuis le 1er janvier 1889. Le défendeur n'a pu donc, à la date mentionnée à la déclaration, 29 mai 1889, encourir aucune responsabilité pour ne s'être pas conformé aux dispositions d'une loi abrogée.

L'action du demandeur a été déboutée par le jugement suivant :

“ La Cour, après avoir entendu les parties par leurs avocats sur l'exception péremptoire en droit produite par le défendeur, examiné la procédure et délibéré ;

“ Considérant que le demandeur réclame du défendeur la somme de \$200.00 comme pénalité pour n'avoir pas, le 29 mai 1889, enregistré au greffe, ni au bureau d'enregistrement la déclaration de société requise par le Statut 48

1889.

Barnes  
&  
Cousineau.



1889.  
Barnes  
v.  
Cousineau.

Vict. ch. 29, de Québec, quoiqu'il fit affaires sous le nom de J. B. A. Cousineau & Cie., à la dite date, et plus de soixante jours auparavant ;

" Considérant que le dit Statut de Québec 48 Vict. ch. 29, avait été rappelé par les Statuts Refondus de Québec depuis le 1er janvier 1889, date de la mise en force par proclamation des dits Statuts Refondus de Québec, et que par conséquent le défendeur n'était pas tenu, le 29 mai 1889, de se conformer au Statut de Québec 48 Vict. ch. 29, et n'a pu encourir aucune pénalité pour défaut de s'y conformer ;

" Maintient l'exception péremptoire en droit du défendeur, et renvoie la présente action, avec dépens distraits, etc."

Action renvoyée.

*Busteed & Lane*, avocats du demandeur.

*Archambault, Bergeron & Mignault*, avocats du défendeur.

(P. B. M.)

February 27, 1889.

Coram TAIT, J.

EX PARTE HAMILTON, petr. for writ of *certiorari*, and  
C. A. DUGAS, Esq., respondent.

*Certiorari—Judgment of inferior jurisdiction—Arts. 1220, 1221,  
C.C.P.—Mens rea.*

Held:—Where a magistrate dismissed a charge of selling intoxicating liquors to minors, on the ground that the complainant had not proved that the defendant knew the persons to be minors; that this was not a case for the issue of a writ of *certiorari* under § 1 or 3 of Art. 1221, C.C.P., there being neither want or excess of jurisdiction, nor any gross irregularity in the proceedings.

TAIT, J.:—

The petitioner moves for a writ of *certiorari*, in order that this Court may revise a judgment of Judge Dugas,

rendered on the 14th of January last, dismissing a complaint made by petitioner against one Cyrille Jodoin, of Longueuil, charging that he, having a license to keep a hotel, and therein to sell intoxicating liquors, did, on the 2nd day of November, 1888, sell intoxicating liquors in his said hotel to minors, to wit, to William Corbeille and Thomas W. Gales, contrary to the statute.

The affidavit of circumstances, amongst other things, sets forth that it was proved that the liquor had been sold to these parties, and that they were at the time minors, but that Judge Dugas had held that complainant (petitioner) had not proved that the defendant knew that they were minors, and that such proof not having been made by complainant, the complaint had to be dismissed.

The petitioner further alleges in his affidavit that this holding was a gross irregularity in the proceedings, and that he believes that justice has not been done, and will not be done, and further, that Judge Dugas, in holding that complainant was obliged to make this proof, and in dismissing the complaint because he had not made it, exceeded his jurisdiction.

Section 91 of the License Act of 1878, as amended by Section 12 of the Act of 1888, is as follows:—

"Intoxicating liquors shall not be sold therein, at any time, to drunken persons, nor to minors, nor, after eight o'clock at night, to soldiers, sailors, apprentices or servants, known as such by the master of the house."

I might here remark, *en passant*, that there is a marked difference between the punctuation of this clause in the English and French versions. In the English there is only a comma between the words "minors" and "nor," so that the words "known as such by the master of the house" would appear to dominate the whole clause, while in the French version there is a semicolon, which would appear to restrict the application of these words to "soldiers, sailors, apprentices or servants." The same difference of punctuation has been carried into the Revised Statutes of Quebec, Section 921. The English ver-

1888.

En parte  
Hamilton.

1880.  
Ex parte  
Hamilton.

sion, which is supposed to be declaratory of the law as it existed in the English statute, reads as follows:—

“Intoxicating liquors shall not be sold therein, at any time, to drunken persons, or to minors, or after eight o'clock at night, to soldiers, sailors, apprentices or servants, known as such by the master of the house.”

The petitioner contends (1) that knowledge on the part of defendant, that the persons he sold to were minors, was not essential to the commission of the offence; and (2) that if it was, he (complainant) was not bound to prove that defendant had such knowledge, but that the latter was bound to prove mistake of fact. Upon this branch of the case his proposition as given to me, was *verbatim* as follows:—

“When an act is prohibited absolutely, as in this case, and the law is silent as to knowledge or intent, knowledge or intent is not essential to the commission of the offence;” and he cited a number of authorities as supporting this view. Without venturing an opinion as to the correctness of this proposition, I may be permitted to say that, assuming as it does that our law is silent as to knowledge or intent, it does not appear to me to fairly meet the present case, seeing the language of our statute, “known as such by the master of the house,”—assuming, as I think I have a right to do, that the defendant is entitled to the benefit of the English version of the statute, which is more favorable to him.

Taking the proposition as it stands, however, and conceding that there are decisions to support it, there is this much farther to be said, that there are decisions and authorities the other way when it comes to be applied to a case like the present.

Bishop on Statutory Crimes says the true doctrine is this: “Mere proof by the defendant that he did not know of the intoxicating quality of the liquor, or of the adulteration of the milk, would not necessarily be adequate on defence; for if, on all the facts as they should appear from the evidence produced on the one side and on the other, the jury should be satisfied the defendant

of the law as it  
says:—

therein, at any  
or after eight  
rentices or ser-  
e house.”

ge on the part  
re minors, was  
e; and (2) that  
to prove that  
the latter was  
s branch of the  
*verbatim* as fol-

as in this case,  
intent, knowl-  
mission of the  
morities as sup-  
n opinion as to  
be permitted to  
is silent as to  
to me to fairly  
of our statute,  
e,”—assuming,  
efendant is en-  
of the statute,

however, and con-  
it, there is this  
decisions and  
o be applied to

ue doctrine is  
e did not know  
or of the adul-  
ily be adequate  
s they should  
e one side and  
the defendant

“was lacking in good faith, or did not care, or was wil-  
fully blind, or was negligent in his examinations and  
inquiries on the question of adulteration or the intoxi-  
cating quality, he would be responsible, though in a  
certain sense he was mistaken. And the reason is, that  
carelessness or negligence, for example, is criminal, as  
well as the more specific intent to violate the law.  
But further the general doctrine does not go. Accord-  
ing, therefore, to the general doctrine, as elsewhere held,  
and according to sound reason, a prohibition of a thing,  
in mere unlimited words, no more implies a legislative  
intention to overturn the principle of the common law  
that a defendant must be judged by the facts, as he  
honestly believes them to be, than to overturn the prin-  
ciple that, to be responsible he must be of sound mind.”

And at Section 1021 he says: “For example, in Indi-  
ana ‘the Statute,’ as the Court observed, ‘prohibits the  
sale of liquor to a minor, and authorises the sale to  
adults.’ Under this it is held, that, *prima facie*, the  
knowledge of the seller must be presumed to accord  
with the fact; yet he may show in his justification,  
that, the person being unknown to him, he looked like  
or represented himself to be an adult, or that the per-  
son’s family or the community treated him as of age.  
Of course, to make such a defence available, the defend-  
ant must have acted in good faith, and with due care  
and caution. And where this good faith and due care  
do exist, and there is no fault or carelessness of any  
kind, and what is done is such as would be proper and  
just were the fact what it is thus honestly believed to  
be, there is no principle known to our criminal juris-  
prudence by which this morally innocent person can be  
condemned because of the existence of a fact which he  
did not know and could not ascertain. On the other  
hand, to condemn him would be to violate those princi-  
ples which constitute the very foundation of our crimi-  
nal jurisprudence. Honest error of fact is as universal  
an excuse for what would otherwise be a criminal act as  
“insanity.”

1890.

Ex parte  
Hamilton.

1880.  
Ex parte  
Hamilton.

Endlich, in his recent work on the interpretation of Statutes, Section 132, says: "But how far ignorance or erroneous belief of a fact which is essential to the offence is material, is a question which has given rise to some controversy and conflict of decisions. It seems that where the act done is one *prima facie* or usually lawful, calling for no explanation or excuse, and is unlawful only under exceptional circumstances, ignorance or erroneous belief regarding those circumstances, is to be regarded as establishing the absence of *mens rea*."

Then at the next Section he says: "On the other hand, where the act done is in its nature a breach of the law by the person who does it, and is divested of that character only when a certain fact exists, the person who does the act in ignorance of that fact, or in erroneous belief respecting it, cannot be said to do it innocently, and is not excused by his ignorance or mistake."

The sale of intoxicating liquor by the defendant was usually and *prima facie* lawful, and was unlawful only under exceptional circumstances—that is when sold to minors. It would appear, according to Endlich, that ignorance or erroneous belief regarding the fact that they were minors, would be regarded as establishing the absence of *mens rea*. If such is the case when the statute is silent regarding knowledge, it can easily be seen how much the defendant's position is improved if the words "known to be such by the master of the house," are to be taken into consideration. I may say, however, that I have gone into this part of the case more with a view of shewing the nature of the question the Court below had to decide, than of expressing an opinion upon it, for the first question which I have to decide is whether I have any power to revise the judgment in question.

The License Act contains special provisions for recourse by *certiorari*, but these only apply to cases where the defendant has been convicted. The present application is based upon the articles of the code of procedure.

Art. 1220 provides that "in all cases where no appeal



"is given from the inferior courts above mentioned, the case may be evoked before judgment, or the judgment may be revised, by means of a writ of *certiorari*, unless this remedy is also taken away by law." And Art. 1221 enacts that the remedy lies, nevertheless, *only* in the following cases :

"1. When there is want or excess of jurisdiction ;

"2. When the regulations upon which a complaint is brought, or the judgment rendered are null or of no effect ;

"3. When the proceedings contain gross irregularities, and there is reason to believe that justice has not been or will not be done."

The petitioner tries to bring this case within Sub-Sections 1 and 3 of Art. 1221. As already pointed out, he says in his affidavit, (1) that the magistrate in holding that the complainant (petitioner) was bound to prove that the defendant knew that the parties he sold the liquor to were minors, and that in dismissing the complaint because such proof was not made, the magistrate exceeded his jurisdiction; and (2) that this holding was a gross irregularity, and he, petitioner, believes justice has not been and will not be done.

I have been referred to several English cases which I understood were cited not only as supporting the proposition laid down by him and already discussed, but also as sustaining his contention that this was a proper case for a writ of *certiorari*.

The four principal cases cited were *Fitzpatrick v. Kelly*, 44 L. J. Rep. M.C. 132; *Reg. v. Prince*, 44 L. J. Rep. M.C. 122; *Reg. v. Bishop*, 49 L. J. Rep. M.C. 45; *Cundy v. Lecocq*, 53 L. J. Rep. M.C. 125. None of these were cases in which a writ of *certiorari* issued. The first and third came before the Superior Court upon cases stated under 20 and 21. Vict. (Imperial), cap. 43, which makes provision for obtaining the opinion of the Superior Court on questions of law which arise in the exercise of summary jurisdiction by justices of the peace; under which, upon a case being stated, the higher court, after hearing, reverses,

1880.

Ex parte  
Hamilton.



1889.  
Ex parte  
Hamilton.

affirms or amends the determination in respect of which the case has been stated, etc.

The other two were Crown Cases Reserved.

I find myself unable to concur in the view that this is a case in which I should order a *certiorari* to issue. In my opinion, this is neither a case where there has been excess of jurisdiction nor where gross informalities have been committed.

The magistrate had undoubted jurisdiction to try the case. He heard all the evidence. He saw the young men who bought the liquor. He held that the offence had not been proved. If a magistrate, having jurisdiction to sit, holds that, in a statutory case like the present, certain evidence is necessary to establish guilt, or, upon certain facts and circumstances being proved before him, holds that defendant is not guilty owing to the absence of *mens rea*, have I under our Code, which expressly limits the writ to certain cases, a right to order the revision of such a judgment? I think not.

In England they have, as already pointed out, a special mode of obtaining the decision of the Superior Court. I am bound by our own Code, which says the remedy lies only in certain cases. This application does not disclose one of those cases. The magistrate, in a matter in which he had jurisdiction, decided a delicate and perhaps difficult point according to the best of his ability, and I hold I have no power to order his decision to be revised.

The motion for a writ must, therefore, be rejected, with costs.

Motion dismissed.

S. A. Lebourveau, for petitioner.

Jodoin & Jodoin, for respondent.

(J. K.)

October 9, 1889.

Coram PAGNUELO, J.

MOFEE v. GENDRON.

*Declinatory Exception—Completion of cause of action in contract for sale—Contract by telegram and delivery.*

**Held:**—That where a merchant domiciled at S., asks by telegram from a merchant domiciled at M., for a quotation of certain goods to be delivered at S., to which the merchant at M. telegraphs in reply offering certain quantities at certain prices, and the merchant at S. thereupon responds accepting the prices but changing the quantities, upon which the merchant at M. ships in accordance with the last telegram, no complete right of action arises in the District of M., and an action brought in such District is dismissed.

Declinatory exception by defendant, a merchant residing and trading at Sherbrooke, District of St. Francis, to action brought in District of Montreal by plaintiff, a merchant of Montreal, to recover price of goods sold and delivered.

On May 9, 1889, defendant telegraphed from Sherbrooke to plaintiff at Montreal:—"Quote bottom price for good "white seed oats delivered here." Plaintiff replied by telegram on same day:—"Three hundred seed barley, "fifty-six per fifty pounds, balance car seed oats, thirty-six per thirty-two there." Defendant telegraphed plaintiff in answer:—"Message received—ship at once two "hundred bushels seed barley, balance seed oats." Without further correspondence, plaintiff shipped the goods in accordance with this telegram. Defendant refused to pay for a portion of the goods, which, he claimed, were not according to order; hence the action.

*Fleet, for plaintiff:—*

The right of action arises where the cause of action becomes complete. The contract of sale is complete between the parties when the purchaser has communicated to the vendor his acceptance of the offer of sale.

*Benjamin on Sales, (3rd ed.) pp. 40, 48, 49.*

The terms of sale were contained in the plaintiff's

1889.  
McFARLANE  
v.  
Gendron.

telegram from Montreal, accepted by defendant's telegram to Montreal. The cause of action therefore arose here.

A. B. Major, for defendant:—

The defendant's last telegram from Sherbrooke is not an acceptance of plaintiff's telegram, because it is not identical as to quantities.

*Massé, Droit Commercial*, No. 579.

The whole cause of action did not arise in the District of Montreal.

*Mass v. Rouleau*, M. L. R., 3 S. C. 424.

It is the right of action that determines the jurisdiction, and the right of action arises, not where the cause of the contract is complete, but where the breach of the contract takes place. The breach here is the non-payment at Sherbrooke.

*Davidson & Laurier*, 1 Dor. Q. B. 366, (remarks of Ramsay, J., concurring.)

PAGNUELO, J. :—

Le défendeur se plaint, par exception déclinatoire, d'avoir été assigné à Montréal, lorsqu'il est domicilié à Sherbrooke, dans le district de St. François, où l'action lui a été signifiée, et où, dit-il, la créance a été contractée. La question à juger en cette cause est de savoir si la créance a pris naissance à Montréal, ou à Sherbrooke.

Il s'agit d'une vente de grain par télégraphe. Par un premier message envoyé de Sherbrooke à Montréal, le défendeur demandait le prix de l'avoine et de l'orge livrées à Sherbrooke. Le demandeur donna les prix demandés pour le grain livré à Sherbrooke. Là-dessus, le défendeur télégraphia de Sherbrooke à Montréal dans les termes suivants :— "Message reçu; envoyez de suite 200 minots d'orge de semence, et la balance d'avoine de semence."

Le demandeur réclame \$1200 du grain envoyé au défendeur sur ce dernier télégramme.

Cette cause est différente de celle où la vente a lieu par un commis-voyageur, telle que dans la cause de *Gault*.

& *Bertrand*, 25 L. C. J. 340, jugée par la Cour d'Appel le 22 novembre 1881, où la vente avait été faite sur échantillons, à l'Isle Verte, dans le district de Kamouraska, par un commis-voyageur, sauf ratification à Montréal par Gault que représentait le commis-voyageur. La Cour d'Appel a jugé que la vente avait eu lieu dans le district de Kamouraska, la ratification remontant au jour où le commis-voyageur avait vendu au défendeur.

La cause actuelle diffère aussi du cas d'une souscription au fonds social d'une compagnie commerciale, faite par le défendeur chez lui, et accepté par les directeurs dans le district où est le siège d'affaires de la compagnie. Tel est le cas de la cause de la *National Insurance Co. & Paige*, 24 L. C. J. 187, dans laquelle la Cour d'Appel, en 1879, a jugé que le défendeur ne pouvait être distrait de son district et assigné à Montréal, parce que toute la cause d'action n'avait pas originé dans le district de Montréal.

Dans ces deux cas, le défendeur doit donner son consentement verbalement à l'agent du vendeur ou de la compagnie. Il s'agit ici d'une vente par correspondance, et l'on demande si la vente doit être considérée comme faite dans le lieu où la proposition a été faite, ou dans celui où elle a été acceptée. "C'est une question," dit Massé, *Droit Commercial*, 1er vol., No. 579, "qui a de tout temps excité l'attention des auteurs, que celle de savoir quelle loi doit régir un contrat par lettres écrites de lieux soumis à des lois différentes. Sa solution dépend évidemment du point de savoir dans quel lieu le contrat est devenu parfait, et c'est précisément là que git la difficulté. .... Le marchand qui écrit à son correspondant pour lui proposer une affaire, n'est obligé par sa proposition, qu'autant qu'il ne l'a pas rétractée avant l'acceptation. J'écris le 1er janvier à un négociant, dit M. Toullier, (t. VI, no. 23, note 1) pour lui demander une partie de marchandise à tel prix. Le 5 il me répond qu'il accepte ma proposition, et qu'il m'expédie les marchandises. Sa réponse m'arrive le 8, mais le 7 j'avais écrit pour révoquer la demande. L'acceptation en étant alors inconnue, la révocation est-elle valide? Elle l'est sans doute

1880.  
McFee  
Gendron.

1869.  
McFee  
v.  
Gendron.

" dans la rigueur des principes. C'est là une proposition  
" mise dans tout son jour par M. Merlin (Répert. vo. vente,  
" § 1, art. 3) et par M. Troplong (De la vente, t. I, No. 22  
" et suiv., et du Louage, No. 105, à la note) qui prouve très  
" bien que cette faculté de rétractation, jusqu'à l'arrivée  
" de la lettre qui contient l'acceptation, se fonde sur les  
" principes les plus exacts, puisque le contrat par lettres  
" ne peut se former, comme tout autre contrat, que par le  
" concours de deux volontés, que tant que la volonté de  
" l'acceptant n'est pas connue du proposant, si n'y a pas  
" concours de volonté, et que jusque là le proposant peut  
" retirer une offre qui n'a encore engendré aucun lien de  
" droit.

" Par la même raison, le correspondant qui accepte peut  
" rétracter son acceptation, tant qu'elle n'est pas parvenue  
" à celui qui lui a fait la proposition, puisque l'acceptant  
" ne peut être lié tant que le proposant lui-même n'est  
" pas lié.

" Il résulte de là que le contrat ne devient parfait que  
" dans le lieu d'où est partie la proposition et où est  
" arrivée l'acceptation, parceque c'est alors seulement que  
" les parties ne peuvent plus rétracter leurs consente-  
" ments, et que se forme par conséquent le concours de  
" deux consentements irrévocables."

Voir aussi Bédarride, — des achats et ventes, Nos. 100  
et seq.; Pothier, vente, No. 82.

La proposition contraire a cependant été soutenue autre-  
fois en disant que la personne qui a écrit la lettre était  
supposée présente pour faire sa proposition là où elle était  
reçue.

" Mais," ajoute Massé, " la fiction est ici contredite par  
" le fait même qu'il s'agit d'expliquer; on ne peut sup-  
" poser que celui qui écrit une lettre est présent au lieu  
" où la lettre est adressée, alors qu'il n'écrit que parce  
" qu'il n'est pas présent: *Per litteras absens absentem dicitur*  
" *alloqui.* De même donc qu'il n'y a de proposition faite  
" au correspondant que lorsque la lettre du proposant lui  
" est parvenue, de même aussi il n'y a d'acceptation que  
" lorsque la lettre qui la contenait a été reçue par le pro-



“ posant. D'où il faut conclure que le contrat est parfait  
 “ au lieu d'où la proposition est partie, et où l'acceptation  
 “ est arrivée, et conséquemment que le contrat est régi  
 “ par la loi de ce lieu.”

D'après cette doctrine, si le marchand offrait par lettre  
 sa marchandise et qu'elle fut acceptée par lettre, la vente  
 serait considérée être faite au lieu où demeure le mar-  
 chand vendeur, puisque c'est le lieu d'où la proposition  
 est faite et où l'acceptation est reçue. Dans le cas actuel,  
 la vente aurait été faite à Sherbrooke et non pas à  
 Montréal.

En effet, le premier télégramme du défendeur demande  
 les prix, le demandeur répond en donnant les prix courants  
 purement et simplement. Là-dessus, le défendeur envoie  
 un ordre par télégramme. Le demandeur aurait pu refu-  
 ser cet ordre à la rigueur, mais il l'a accepté en expédiant  
 la marchandise.

D'après les principes posés plus haut, l'acceptation  
 n'ayant pas eu lieu, par lettre reçue, mais seulement par  
 l'expédition des marchandises, le demandeur aurait pu  
 arrêter les marchandises avant leur arrivée à Sherbrooke,  
 et par là retirer son acceptation, qui n'était pas encore  
 connue du défendeur, comme il aurait pu rétracter son  
 consentement par lettre expédiée avant la réception de  
 celle qui contenait son acceptation.

L'acceptation se faisant par la livraison des marchan-  
 dises à Sherbrooke, c'est là que le contrat a reçu sa per-  
 fection, comme il l'aurait eue à Sherbrooke par la réception  
 de la lettre du demandeur, s'il lui avait signifié par lettre  
 qu'il consentait à lui vendre aux prix mentionnés.

Voilà quels me paraissent être les vrais principes sur la  
 matière; mais nous devons aussi tenir compte de la juris-  
 prudence de nos tribunaux, et principalement de celle de  
 la Cour d'Appel, sur le droit de distraire un défendeur de  
 son juge naturel. L'article 84 du Code de Procédure porte  
 qu'en matière personnelle le défendeur peut être assigné

1<sup>o</sup>. Devant le tribunal de son domicile, et c'est là la  
 règle générale;

1880.  
 McFee  
 Gendron.



1880. 20. Devant le tribunal du lieu où la demande lui est  
 MeFee personnellement ;  
 Gendreau devant le tribunal du lieu où le droit d'action a  
 pris naissance.

Les tribunaux du pays ont jugé constamment que pour distraire le défendeur de son juge naturel, c'est-à-dire pour l'assigner dans un district autre que celui de son domicile, il faut que toute la cause de l'action ait originé dans le district étranger où il est appelé à comparaître. Or, lorsque la dette est créée par correspondance les parties étant dans des lieux différents, ont de fait donné leur consentement dans des lieux différents. Le Juge Papineau en concluait dans la cause de *Gault v. Bertrand*, en Cour Supérieure (24 L. C. J. 13), que le droit d'action n'a pris naissance complètement dans ce cas ni dans un district ni dans l'autre, mais partiellement dans chacun, et alors, ni l'une ni l'autre des parties ne peut réclamer le privilège d'assigner son adversaire hors le tribunal de son domicile.

On trouvera une revue de toute la jurisprudence sur cette question au 15 R. L. 380. On verra que cette jurisprudence paraît maintenant fixée dans le sens que le concours des deux parties doit avoir été donné par des personnes présentes au lieu où l'action est portée. La Cour d'Appel a même jugé dans la cause d'*Archambault & B.duc*, le 29 novembre 1881, 2 Déc. Cour d'App. 110, que le défendeur domicilié à Bedford, ne pouvait être assigné à Montréal dans une poursuite pour dommages-intérêts, résultant d'une plainte criminelle faite à Montréal, parce que l'arrestation avait eu lieu dans le district d'Iberville, et parce que le demandeur se plaignait d'avoir été diffamé par le défendeur dans deux ou trois districts différents. La Cour a posé en principe qu'il fallait que toute la cause d'action eût pris naissance dans le district de Montréal.

Il ne faut pas oublier que la question traitée par les auteurs est celle de savoir "quelle loi doit régir un contrat conclu par lettres écrites de lieux soumis à des lois différentes," suivant les expressions de Massé. Dans ce cas, la question porte sur les droits même des parties, les

1888.  
McFee  
v.  
Gendron.

quels peuvent être différents, suivant le lieu où le contrat a été conelu ; la question devient alors internationale et doit être décidée strictement d'après les principes du droit, tandis que, sur une question de juridiction, où il s'agit seulement de savoir si le défendeur sera poursuivi dans le district de son domicile, suivant la règle générale, où s'il peut en être distrait, les tribunaux doivent maintenir la règle du domicile qui est favorable au défendeur, à moins que l'exception ne soit clairement établie ; ils ont alors raison d'être sévères et d'exiger que toutes les transactions qui ont donné naissance à l'action soient accomplies dans le district où l'on appelle le défendeur.

Pour ces raisons, je maintiens l'exception déclinatoire, et donne congé de l'assignation, sauf recours devant le juge du domicile du défendeur.

Le jugement de la Cour Supérieure dans la cause de *Gratton v. Brennan*, 15 R. L. 718, (Mathieu, J.) paraît au premier abord contredire les principes de droit posés plus haut, mais en examinant l'autorité de Pardessus, sur laquelle il est basé, on voit que Pardessus a parlé d'un mandat et non d'une vente. Sans doute, si A écrit à B de lui acheter du grain et de l'expédier, B pourra poursuivre chez lui A, son mandant, parceque la cause de la vente est un contrat de mandat fait au domicile de B, où l'ordre a été reçu, et où il a été exécuté. Bien différent est le cas d'une vente par correspondance faite par B à A comme nous l'avons vu.

The judgment is as follows :—

"La Cour, parties ouïes sur l'exception déclinatoire produite par le défendeur, ayant examiné la procédure et les pièces produites et délibéré :

"Considérant que le défendeur est domicilié à Sherbrooke dans le district de St. François, et que l'assignation lui a été donnée à Sherbrooke ; que le contrat sur lequel est basée l'action, a eu lieu par correspondance, savoir : par télégrammes expédiés par le défendeur de Sherbrooke à Montréal, et par le demandeur de Montréal à Sherbrooke ; que par un premier télégramme le défendeur s'est enquis

1880.  
McFee  
v.  
Gaudron.

du prix de l'orge et de l'avoine de semence livrées à Sherbrooke; qu'en réponse le demandeur lui transmet les prix demandés, sur quoi le défendeur télégraphia de lui expédier une certaine quantité d'orge et d'avoine de semence, que le demandeur lui a en effet expédiée par chemin de fer;

" Considérant que le second télégramme du défendeur était une proposition d'achat qui a été acceptée par le demandeur, en expédiant la marchandise demandée; que l'acceptation du demandeur n'a été signifiée au défendeur que dans la ville de Sherbrooke, par la livraison des marchandises, comme elle aurait pu l'être par message; que le contrat n'est devenu parfait que par la réception du grain à Sherbrooke, équivalant à signification du consentement du demandeur; que partant le contrat a été conclu à Sherbrooke, lieu d'où la proposition est partie et où le consentement du demandeur a été transmis, et où eut lieu le concours des deux volontés;

" Considérant que le droit d'action n'a pas pris naissance dans le district de Montréal;

" Vu l'article 84 du Code de procédure civile;

" Déclare le défendeur mal assigné dans le district de Montréal, lui donne congé de la dite assignation, et renvoie le demandeur de sa présente action, sauf à se pourvoir devant le tribunal compétent, avec dépens distracts, etc."

Exception maintained.

*Robertson, Fleet, & Falconer*, attorneys for plaintiff.

*Macmaster & McGibbon*, attorneys for defendant.

(A. B. M.)

[IN REVIEW.]

June 12, 1886.

Coram DOHERTY, PAPINEAU, LORANGER, JJ.

MILLER ES QUAL. V. LÉPITRE ET AL.

*Review of Judgment—Examination of defendants.*

**Held:**—That where it appears to the Court sitting in Review of a judgment of the Superior Court, that the defendants, in the special circumstances of the case, should have been examined on oath in the cause in the court below, it may reverse the judgment, and order the transmission of the record to the court below, in order that such examination may take place.

The action was brought by the tutor to an illegitimate child, against the heirs of the father, for maintenance. The father had died before the birth of the child, and the defendants had accepted his succession. The action was dismissed by the Superior Court at Sherbrooke.

In Review this judgment was set aside, and the following judgment rendered:—

“ La Cour etc.....

“ Vu que par la nature particulière du litige, et des circonstances révélées au cours du procès, il importe que les défendeurs soient examinés sous serment;

“ Considérant que tel examen n'a pas eu lieu; que la cour de première instance a erré en n'ordonnant pas que les dits défendeurs comparaissent devant elle pour subir tel examen;

“ Considérant que dans l'état actuel du dossier il ne peut être convenablement adjugé sur le mérite du litige, casse et infirme le jugement de la cour de première instance, rendu le 30 nov. 1885; et procédant à rendre le jugement interlocutoire que la dite cour aurait dû rendre, ordonne que les défendeurs soient assignés à comparaître devant la dite cour de première instance pour être examinés sous serment, et ordonne en conséquence la transmission du dossier en cour de première instance,

1886.  
Miller  
v.  
Lépitre.

chaque partie payant ses frais sur la présente inscription en révision."

Judgment reversed.

*M. F. Hackett and H. B. Brown, Q.C.*, for plaintiff.  
*Panneton & Mulveza*, for defendants.

(J. K.)

[IN REVIEW.]

May 31, 1889.

Coram JETTÉ, GILL, MATHIEU, JJ.

MILLER ES QUAL. V. LÉPITRE ET AL.

*Illegitimate child—Claim for maintenance—Art. 240, C.C.—  
Evidence of filiation—Art. 232, C.C.—Commencement  
of proof in writing—Obligation of heirs of  
parent deceased.*

The tutor to a natural child whose reputed father died before the birth of the child, sued the heirs of the deceased for maintenance. The heirs (father and mother, and brothers and sisters of deceased) had received \$1200 in all from the succession. The action was dismissed by the Court below for want of proof, whereupon the Court of Review reversed this judgment, and ordered the examination of the defendants on oath. It was elicited from them that the deceased, shortly before his death, declared himself to be the father of the child, then unborn.

HELD:—1. That the admissions of the defendants, showing that the deceased acknowledged the paternity of the child, were equivalent to a commencement of proof in writing, and established the filiation of the child; and this evidence, which was expressly authorized by the previous judgment of the Court of Review, was legal.

2. That although the defendants inherited their respective shares before the birth of the child, the obligation of the father for maintenance (Art. 240, C.C.) devolved upon them as his heirs, and as having accepted his succession.

3. That their obligation in this respect was not joint and several.

4. (MATHIEU, J., *diss.*) That the obligation to furnish aliment does not extend beyond what the heirs respectively have received from the succession.

Inscription in Review of a judgment rendered by the Superior Court for the district of St. Francis (Brooks, J.), April 30, 1888.

U. W. C. 1200



The judgment of the Court below was in the following terms:—

The Court having heard the parties, plaintiff and defendant, upon the merits of this cause, and pursuant to the order of the Superior Court sitting as a Court of Review at Montreal, of date the 12th June, 1886, examined such of the defendants as reside in the province of Quebec, and notably the father and mother of the late Michael Lépitre, examined the proceedings, pleadings and evidence, and deliberated;

“Considering that under the provisions of Art. 241, C.C., an illegitimate child has the right to establish his claim of paternity, but that the proof thereof must be in writing, or testimony under the conditions and restrictions set forth in Articles 232, 233 and 234 of the Civil Code, and that by the provisions of these articles, verbal proof can only be admitted when there is a commencement of proof in writing, or when the presumptions or indications resulting from facts then ascertained, are sufficiently strong to permit its admission, and that these facts must be ascertained *before* verbal testimony can be admitted;

And considering that the plaintiff in this cause has failed to make any *commencement de preuve par écrit*, and that the same has not been supplied by the evidence of the defendants, and that he has not shown or established any facts ascertained *before* verbal proof was made, and that there has been produced in this cause only verbal proof which is illegal, and that the statements of the defendants, who had and have no knowledge of the facts, have not attested or furnished legal evidence of the facts alleged as to the paternity of the child of Ann Jane Smith, which testimony was by the said Court of Review declared insufficient; and consequently that plaintiff has failed to prove by any legal evidence the allegations of his declaration, and that such legal evidence has not been obtained by the examination of defendants;

“Doth, in consequence, dismiss plaintiff's action, *sans a se pouvoir*, with costs distracts, etc.”

1886.

Miller  
Lépitre.



1880.  
MIRer  
v.  
Lepitre.

The plaintiff in Review submitted :—

This is an action brought by the tutor of an illegitimate child, to establish her paternity, and recover an alimentary allowance for her support and education up to the age of fourteen.

The action is directed against the father and mother, and the brothers and sisters, as the *heirs* who have accepted the succession of the reputed father Michel Lepitre, who died about two months before the birth of the child (Mathilde Lepitre). The alimentary allowance demanded is \$150 a year, an amount quite commensurate with the value of the succession of the deceased, and upon which succession it is the first charge.

The defendants plead, firstly, a demurrer, setting up that no action to establish the paternity and to recover maintenance can lie *against the heirs* of the reputed father; and further, that if the action lies, no joint and several condemnation can be obtained.

The demurrer was dismissed by the Court below, and no appeal taken by the defendants.

Two questions are raised by the law issue: (1) Does the action lie *against the heirs*? (2) Is their liability joint and several, or merely joint?

The first of these questions seems hardly to be debatable. The Code (Art. 235) says that the action of a child to establish his status is imprescriptible. The status of a child whether legitimate or illegitimate, is *hors du commerce*, and cannot form the object of a contract or transaction. Being *hors du commerce*, the action to establish the status cannot prescribe. Laurent, Vol. 4, Nos. 23, 24.

Guyot, Répert. *Vo. Alimens*, pp. 318, 319, says :—“Le père ou ses héritiers, et subsidiairement la mère du bâtard lui doivent des aliments, etc.” Fournel, *Traité de la séduction*, pp. 55, 59, 115, 116, 199, 213.

It is quite evident that the defendants have confounded the action of damages by the mother, for seduction, with the action of the child to establish its paternity, and recover maintenance. Fournel, p. 81. In the present case, as the child was posthumous, she never had any action

MONTREAL LAW REPORTS

to establish her paternity, if the theory of the defence is correct.

The next point to be considered is whether the defendants are holden jointly and severally.

The action for the support and education of the child is indivisible. Arts. 1121, 1124, 1126, 1127, C.C. Fournel, pp. 83, 84, 193. Toullier, Vol. 6, No. 799. *Lauzon v. Connaissant*, 5 L.C.J. 99; *Valiquette v. Valiquette*, 8 Leg. News, 61.

There are authorities, however, both ways, on this point. The question does not go *au fond* of the action, and is not ground for a demurrer. If the Court is of opinion that there is no joint and several liability, it can condemn the defendants jointly. *Ranger v. Chevalier*, 5 L.C.R. 180.

On the merits, the Court below has dismissed the action, not for want of proof, but because the proof adduced is inadmissible.

The facts are briefly these: The mother, Anne Jane Smith, lived with her parents, on a farm in the township of Stanstead. Owing to the ill health of the parents, the management of the farm was entrusted to the daughter, apparently an only child, and to the deceased Michel Lepitre, who for five years lived in the same house with the Smith family and was the daily companion of the daughter, to whom he was engaged to be married, and with whom he had for a long time, in common parlance, "kept company." On the 10th of November, 1882, he came home at night somewhat under the influence of liquor, and going into the bedroom of Anne Jane Smith, found her in bed, when, after some struggling, he had connection with her. According to the girl's testimony, this was repeated at the barn. Some little time after, evidences of pregnancy showing themselves, the deceased went to see Dr. Burke about it, admitting that he had had connection with the girl. A few days after this, the deceased took Anne Smith with him to Dr. Burke who, in presence of deceased, questioned her about her condition. As pregnancy was then not far advanced, Michel Lepitre asked

1880.  
Miller  
v.  
Lepitre.

1880.  
Miller  
v.  
Lepitre.

the doctor to give her something to relieve her, and to bring on premature confinement. The doctor says that, pretending to accede to the request, he gave them a harmless prescription.

Subsequently, about the month of February, 1883, Michel Lepitre and Anne Smith went together to the house of the Roman Catholic priest, to whom the position was explained, the deceased admitting himself to be the father of the child then unborn. This visit was brought about by the desire of the deceased that his intended bride might take the necessary steps to join the Roman Catholic faith, to which end he gave her a catechism and Catholic instructor. Admissions were also made by the deceased openly to the witnesses Bissonette, Cowan, and George Burke.

In April, 1883, Michel Lepitre was taken suddenly ill, and died on the 7th of that month. On his death bed, he requested his mother to take care of the child when born. On the 22nd of June, 1883, the child was born prematurely, being a seven months' child. The mother, Anne Smith, was very ill and not expected to live, whereupon Dr. Conles, being a justice of the peace, took her declaration under oath, establishing the paternity of the child. On the 22nd of July, 1883, the child was baptised by Father McAuley, the certificate being accompanied with a statement under oath, establishing the maternity, and providing that the child should be brought up in the Roman Catholic faith.

There have been few cases of this description where the proof was of so convincing and satisfactory a nature as this, but the judge has found it impossible to evade the authority of the decision of the Court sitting in Review in Quebec, in the case of *Turcolte v. Nacké*, 7 Q.L.R. 196. Here it was held that "dans la recherche de la paternité par l'enfant naturel, la preuve testimoniale ne peut être admise que lorsqu'il y a un commencement de preuve par écrit, ou des présomptions ou indices résultant de faits constatés avant l'enquête, etc." Chief Justice

Meredith states that he concurs in this judgment *with much hesitation*.

So far as the present case is concerned, there is no difficulty about the sufficiency of the presumptions and indications: they are overwhelming. The sole difficulty lies in that part of the decision cited, which requires that these presumptions and indications shall be *constatés avant l'enquête*.

The Code (Art. 232) uses the words "dès lors constants," then ascertained."

Laurent, Vol. 3, No. 418, says: "La loi veut que les présomptions résultent de faits dès lors constants, c'est-à-dire de faits prouvés lors de la demande, soit que les parties les reconnaissent, soit qu'ils résultent des documents du procès; peu importe, dit Rigot Préamaneu, comment ils sont établis, pourvu que leur existence soit démontrée aux parties autrement que par l'enquête demandée." The same author, Vol. 3, No. 421, says: "La maternité est prouvée. Est-ce que l'enfant peut invoquer la présomption de l'article 312? (218 in our Code) Aura-t-il pour père le mari de la mère, sauf désaveu? La preuve de la maternité entraîne indirectement celle de la paternité."

All the authors on the Code Napoléon, in treating of this subject, have in view the filiation only of legitimate children, the *recherche de paternité* of illegitimate children being prohibited, except in the case of "enlèvement" (C. N. 340), and the *recherche de maternité* being allowed only where there is a *commencement de preuve par écrit*. (C.N. 341.) In this respect the modern French law differs widely from our Code, which allows an illegitimate child to establish his paternity or maternity as freely as the legitimate child. (C.C. 241.)

In the present case the maternity is proved by the mother's express recognition in the baptismal certificate and accompanying declaration. There was also the affidavit of the mother made at the time of confinement in anticipation of death, unfortunately lost, but the contents of which are proved.

1880  
Miller  
v.  
Leipziger.

1880.  
Miller  
v.  
Lepitre.

Do not these acts establishing the maternity, and indicating the father, open the door to testimony at the *enquête*, to prove the connection and familiarity existing between the mother and the reputed father of the illegitimate child, and to prove his own formal and repeated confession to the priest and to others, that he was the father of the child then about to be born? Were not the facts *constatés* to the defendants *avant l'enquête*, by these declarations, and by the dying request of the deceased to his mother to care for the child?

Again, the doctrine laid down in *Turcotte v. Nacké* does not appear to have been adopted in any other case, though a large number of similar cases have been decided in our courts since the Code. See *Kingsborough & Pound*, 4 Q.L.R. 11. In this case, although not stated in the heading of the report, the sufficiency of the proof was expressly in issue; and the judgment is based entirely on indications, presumptions and facts proved at the *enquête*, presumptions and facts infinitely less conclusive than those established in the present case. See also *Lizotte v. Descheneau*, 6 Leg. News, 170; and *Denault v. Bauville*, 7 Leg. News, 149.

The heirs of the deceased cannot be in any better position than he would occupy if alive. As regards him, the presumptions and indications were *constatés avant l'enquête*. He himself took the mother of the child, when pregnant, to a doctor for the purpose of bringing about a miscarriage. He induced her to promise to change her religion, and to bring up the child in the Roman Catholic faith. He procured for her a Roman Catholic catechism and "instructor," which are produced. He openly declared himself the father of the child then unborn, and declared that he was going to marry the mother. He was the only man on terms of familiarity with the mother. He, at the time of the pregnancy, lived in the same house with her. Whenever she went from home, he went with her. In fact, the maternity of the child being established, the presumption of paternity is almost as strong as though de-



1890.  
Miller  
v.  
Lepitre,

ceased and the mother of the child had been actually married. O.C. 218.

Finally, we have no system of procedure, in this province whereby the facts can be "démontrés au juge avant l'enquête."

One of the authorities cited by Mr. Justice Casault in the case of *Turcotte v. Nacké* (viz. Rolland de Villargues, No. 66) says: "Les présomptions ou indices dont parle notre article doivent être nécessairement acquis *avant* le jugement qui permet la preuve testimoniale."

In this province we have nothing which corresponds to the "appointment à vérifier" in France. There the contested facts are articulated and replied to. The judge, before allowing evidence, decides on the admissibility and pertinency of the facts. It is at this incidental proceeding in the case that the *présomptions et indices* are "démontrés au juge," and after that, the *enquête* is ordered. Pothier, Proc. Civ. No. 158.

It is submitted that Mr. Justice Casault erred in laying down as a rule of procedure *in this country*, that the presumptions and indications must be ascertained *before the enquête*. It is manifest from the report of the Commissioners that they contemplated no change either in law or procedure. We quote from their report as follows:—

"For this purpose, Art. 26 (Art. 241 C.C.) permits the natural child to have it declared judicially who is his father or who is his mother. This is what our article means by *establishing* his claim of paternity and of maternity, which being permitted at all times in the old French jurisprudence, has been abolished in the Code Napoléon which, in Art. 340, by declaring that such claim is forbidden, puts an end to the action in acknowledgment of paternity so well known to our law, which in this respect *it is not thought expedient to change.*"

Under the old law and the jurisprudence of this province, both before and since the Code, the present action is well founded, and the evidence legal.



1880.  
Miller  
v.  
Lepitre.

The defendants submitted, in Review :—

C'est la deuxième fois que cette cause est portée en Révision. La première fois, le 12 juin 1886, la Cour, ne trouvant pas la preuve suffisante, a renvoyé le dossier à Sherbrooke pour que les défendeurs fussent examinés sous serment. Ces derniers ont été examinés. La Cour n'a trouvé dans les dépositions des défendeurs aucune chose qui puisse servir de commencement de preuve par écrit, et a débouté l'action une seconde fois. De là la présente inscription.

Les défendeurs déclarent tous, les uns après les autres, ne rien connaître des faits allégués par le demandeur. La mère du défunt Michel Lepitre, dit que la veille ou le jour même de sa mort, Michel, après lui avoir dit qu'il voyait une grande dame blanche entrer par le chassis, lui dit qu'il était le père de l'enfant de Jane Smith. Il est mort des fièvres. Deux ou trois membres de la famille Lepitre étaient malades des fièvres en même temps que lui. La folie qui troublait son verveau, comme le démontre sa vision, doit ôter toute valeur à son admission dans cette circonstance, et c'est la seule fois qu'il ait fait une admission à un membre de sa famille. D'ailleurs cette admission n'est pas un fait dans le sens de l'art. 232, C. C. Puisque cette honorable Cour a déjà décidé que la preuve faite avant que les défendeurs fussent examinés, n'était pas suffisante pour maintenir l'action, nous ne pouvons apercevoir quoi que ce soit dans la preuve faite depuis qui puisse suppléer à ce défaut de preuve.

Par la plaidoirie, les défendeurs ont soulevé deux questions de droit importantes : 1o. Les héritiers peuvent-ils être tenus en loi au maintien de l'enfant né après la mort de Michel Lepitre ? 2o. Les défendeurs peuvent-ils être condamnés conjointement et solidairement au paiement d'une pension alimentaire au dit enfant ?

A l'appui de notre prétention que l'obligation du défunt Michel Lepitre de maintenir cet enfant, si cette obligation a jamais existé, est entièrement personnelle au défunt, meurt avec lui, et ne passe pas à ses héritiers, nous citons Laurent, vol. 3, No. 48 ; Demolombs, vol. 4,

MONTREAL LAW REPORTS

Nos. 40, 41, 42 ; Vergé & Massé, Traduction de Zacharie, vol. 1, p. 122, note 6. Laurent et Demolombe exposent leur théorie le plus clairement et d'une manière concluante. D'après eux, même s'il y avait un jugement condamnant une personne à payer des aliments, cette obligation ne passerait pas à ses héritiers. Vazeille, vol. 2, Nos. 525 et 526, donne à cette obligation le caractère de transmissibilité que lorsqu'il y a eu jugement contre la personne débitrice avant son décès. Marcadé, Comm. sur l'art. 207, sec. 6, dit que la dette passe aux héritiers et légataires, dès qu'elle a existé avant la mort de ce débiteur, et sec. 7, que la dette existe par cela seul que le parent ou l'allié est dans le besoin.

Or, dans le cas actuel, le besoin n'existait pas lors de la mort de Michel Lepitre, puisque l'enfant n'était pas né.

Duranton, vol. 2, No. 407, dit : "Ce n'est pas, sans doute, par l'effet des rapports qui existent entre ces héritiers et l'ascendant, mais c'est parce que l'obligation de se fournir mutuellement des aliments est contractée entre l'ascendant et le descendant au moment de la naissance de celui-ci."

Ainsi, nûe partie des auteurs, tels que Laurent, Demolombe, etc., refusent tout caractère de transmissibilité à l'obligation de fournir des aliments. C'est une obligation purement personnelle qui s'éteint à la mort du débiteur. Marcadé, Duranton, etc., admettent qu'elle est transmissible si le besoin a existé du vivant de celui dont on a hérité.

L'article 240 de notre Code, qui donne aux enfants naturels le droit à des aliments contre leurs père et mère, les assimile sous ce rapport aux enfants légitimes qui ont un droit semblable par les articles 166 et 168. L'article 166 est celui qui établit l'obligation des enfants envers leurs parents, et 168 rend l'obligation réciproque. Or l'article 166 dit que "les enfants doivent des aliments à leurs père et mère et autres ascendants qui sont dans le besoin." Le besoin est donc la base de l'obligation. Comme c'est une obligation purement légale, elle n'existe que dans les conditions voulues par la loi. Or cette obliga-

180.  
 Michel  
 Lépitre.

est-il existé que lors de la naissance de l'enfant si alors l'auteur des jours de cet enfant existait. Les défendeurs ont accepté la succession avec les obligations qui la grevaient lors du décès de Michel Lépitre. Le besoin n'était pas alors né, l'obligation non plus.

La deuxième question de droit est : Les défendeurs peuvent-ils être condamnés conjointement et solidairement au paiement d'une pension alimentaire à cet enfant ?

Il faut bien remarquer, et c'est là la distinction essentielle dans cette cause, que les défendeurs ne sont pas poursuivis comme obligés par la loi au maintien de cette enfant, mais simplement comme héritiers de la personne obligée par la loi à la soutenir. C'est la loi qui oblige les enfants à maintenir leurs père et mère. Ils sont obligés conjointement et solidairement; *Lauzon v. Connaissance*, 5 L. C. J. 99. Ils ne sont pas libres de répudier cette obligation. Dans le cas actuel, les défendeurs auraient bien pu renoncer à la succession de Michel Lépitre, et par là se libérer de toute obligation, s'il y en a, et le demandeur eût eu aucun droit d'action contre eux par la loi. La solidarité peut exister en loi entre ceux directement obligés à la pension, mais pas entre les personnes qui ne succèdent qu'à une des parties solidaires. Ainsi, dans la présente cause, les frères et sœurs ne sont pas obligés par la loi de soutenir leur sœur. Ce serait simplement parce qu'ils se seraient portés héritiers qu'ils le seraient. Mais un héritier n'est tenu que de sa part des dettes du *de cuius*. Maintenant ce serait une injustice criante que de forcer des héritiers qui ont accepté la succession de Michel Lépitre sans pouvoir connaître une obligation qui n'aurait, en supposant qu'elle eût existé du tout, existé que plusieurs mois plus tard, à payer une obligation subéquente qui est peut-être plus onéreuse que la valeur de la succession, et ils n'ont aucun moyen de s'en libérer.

La deuxième défense est en fait. Nous avons simplement les aveux faits par le défunt à des témoins qui viennent déposer durant l'enquête. Est-ce une preuve légale telle que le requiert l'art. 232? La preuve ver-

MONTREAL LAW REPORTS

bala d'un aveu n'est pas plus admissible que la même preuve de tout autre fait. Il n'y a dans cette cause aucune présomption ou indice résultant de faits, des lors constants, assez graves pour déterminer l'admission de la preuve verbale ainsi que le requiert l'article 232. Voir *Turcotte v. Nucké*, 7 Q.

1888.  
Miller  
v.  
Lepitre.

"The judgment of the Court in the above case is as follows:—  
"La Cour, après avoir entendu les plaidoiries contradictoires des avocats des parties sur la demande de révision du jugement rendu en cette cause le 30 avril 1888, par la Cour Supérieure du district de Saint-François, renvoyant l'action du demandeur *ès-qualité*, avoir pris connaissance des écritures, etc. ;

"Attendu que le demandeur, tuteur à Mathilde, enfant mineure, issue hors mariage, des rapports de Michel Lepitre, maintenant décédé, et de Ann Jane Smith, se pourvoit *ès-qualité* contre Pierre Lepitre et Marguerite Lamère, sa femme, père et mère du dit feu Michel Lepitre, Pierre Lepitre, jeune, George Lepitre, F.-X. Lepitre, Mary Lepitre, Marguerite Lepitre, Lena Lepitre, Olive Lepitre et Euphémie Lepitre, frères et sœurs du dit Michel Lepitre, ces dernières autorisées de leurs maris, et tous héritiers du dit feu Michel Lepitre, pour demander :

1o. Que le dit feu Michel Lepitre soit déclaré être le père de la dite enfant mineure; 2o. Que les défendeurs soient condamnés à payer à cette enfant une pension alimentaire de \$12.50 par mois; 3o. A ce qu'ils soient condamnés à donner caution au demandeur pour le paiement de cette pension, si non à en payer incontinent le capital, savoir, la somme de \$1,200 *oyant*;

"Attendu que les défendeurs contestent cette demande :

1o. Par une exception péremptoire en droit (intitulée *défense en droit*) soutenant :

Que leur qualité d'héritiers du dit Michel Lepitre, ne les soumet pas à l'obligation de la dette alimentaire en faveur d'un enfant naturel; et que cet enfant n'a pas

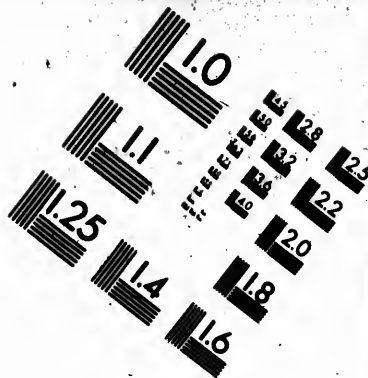
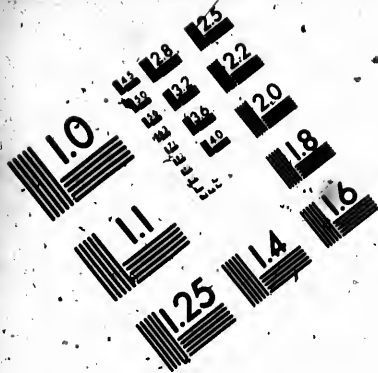
f being re-  
explained of  
ouncil, Dec.  
virtue of it,  
veable pro-  
respondent  
respecting  
om a judg-  
s those in-  
y sect. 489

ndered in  
Argenteuil  
Lachute,  
sment for  
ought the  
and levy  
w, as the  
Such are

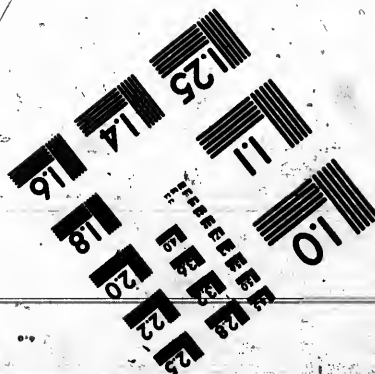
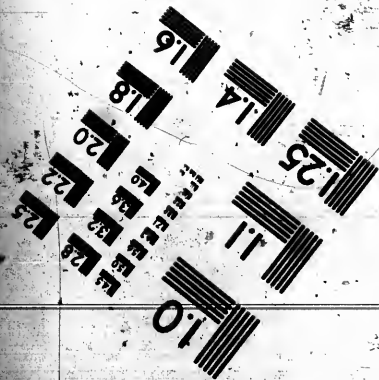
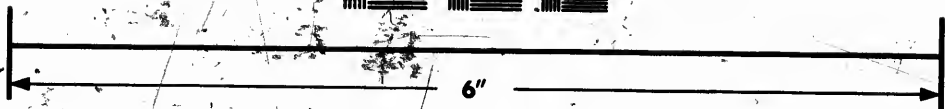
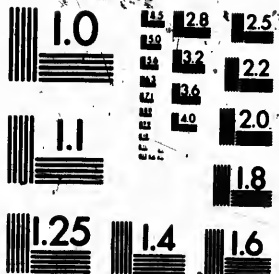
7, passed  
n all the  
ration....  
accord-







**IMAGE EVALUATION  
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic  
Sciences  
Corporation**

23 WEST MAIN STREET  
WEBSTER, N.Y. 14580  
(716) 872-4503

E 28  
E 32  
E 25  
E 22  
E 20  
E 18

10

1880.  
Miller  
v.  
Lepitre.

d'action pour se faire déclarer membre de la famille des défendeurs ;

20. Par une défense en fait, niant que Michel Lepitre fut le père de la dite enfant et niant les autres allégations de la demande ;

" Attendu que par un premier jugement rendu par la Cour Supérieure du district de St-François, le 30 novembre 1885, il a été déclaré qu'aux termes des articles 232, 233 et 234 du Code Civil, la preuve de la paternité ne peut se faire par témoins que lorsqu'il y a un commencement de preuve par écrit, ou des présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants, assez graves pour en déterminer l'admission, et qu'aucun tel commencement de preuve par écrit n'ayant été invoqué et aucuns faits de nature à faire naître les présomptions requises n'ayant été prouvés, la demande devait être renvoyée ;

" Attendu que sur demande de révision de ce jugement, cette Cour par un interlocutoire en date du 12 juin 1886, a ordonné avant faire droit sur le fond que les défendeurs fussent examinés sous serment, et a renvoyé le dossier à la Cour Supérieure pour y être procédé à cet examen ;

" Attendu qu'après tel examen des dits défendeurs, la dite Cour Supérieure de St-François a de nouveau prononcé sur le fond de la demande le 30 avril 1888, déclarant que la réponse des défendeurs sous serment, n'ayant pas suppléé à l'absence de commencement de preuve par écrit, et la preuve faite par témoins étant en conséquence illégale, l'action du demandeur devait de nouveau être renvoyée ;

" Attendu que le demandeur es-qualité se plaint maintenant de ce dernier jugement ;

" *En fait :*

" Attendu qu'il est établi en preuve par les admissions sous serment du père et de la mère de feu Michel Lepitre, de sa sœur Olive, et de son beau-frère Vallier, que le dit Michel Lépitre a reconnu sur son lit de mort, et un jour ou deux seulement avant son décès, que l'enfant dont Ann Jane Smith était alors enceinte, était à lui et qu'il a demandé à sa mère de prendre le dit enfant et de l'élever

MONTREAL LAW REPORTS

1888.  
Miller  
v.  
Lepitre.

dans la religion catholique ; que ce n'est qu'après le décès du dit Michel Lepitre qu'Ann Jane Smith est accouchée de l'enfant dont le demandeur est maintenant tuteur, et que se conformant au désir du père, elle a fait baptiser cet enfant par un prêtre catholique ;

“ Attendu que cette preuve établit formellement la paternité du dit feu Michel Lepitre, et qu'elle est légale et concluante à l'encontre des défendeurs ;

“ Attendu en outre qu'il est prouvé que la dite enfant mineure est dans le besoin, qu'une somme de \$1,200 lui est nécessaire pour sa subsistance et son éducation jusqu'à ce qu'elle soit en état de gagner sa vie ; et que la succession du dit feu Michel Lepitre s'est soldée à son décès par un surplus, toutes autres dettes payées, de pareille somme de \$1,200.

“ *En droit :*

“ Attendu que si en principe l'enfant naturel n'a pas de recours personnel pour dette alimentaire contre les parents de son père ou de sa mère, ce droit ne peut lui être nié contre son père même et contre sa mère vivants, et qu'au décès de ceux-ci il forme une dette de leur succession que l'enfant est fondé à réclamer de préférence à tous légataires ou héritiers ;

“ Attendu que l'étendue de cette créance est déterminée par le besoin de l'enfant et la fortune du père ;

“ Attendu que dans l'espèce ainsi que sus-énoncé il est établi que le besoin de l'enfant s'élève à la somme capitale de \$1,200, et que la fortune du père s'élève à cette même somme libre de toutes dettes et charges ;

“ Attendu que les défendeurs s'étant emparés des biens composant la succession du dit feu Michel Lepitre, et en ayant réalisé la dite somme de \$1,200, le demandeur est-qualité, à titre de créancier de cette succession, est fondé à se pourvoir contre eux pour se faire payer de sa dite créance, dans la proportion pour laquelle chacun des défendeurs a profité de la dite somme, mais non au-delà ;

“ Attendu en conséquence que l'action du demandeur est-qualité est bien fondée, et qu'il y a erreur dans le jugement du 30 avril 1888 qui l'a renvoyée ;

1880.  
Miller  
v.  
Lepitre.

" Casse et annule le dit jugement, et procédant à rendre celui que la Cour Supérieure du district de Saint-François aurait dû rendre, renvoie les exceptions et défenses des défendeurs et maintenant pour autant les conclusions de la demande, condamne les défendeurs à payer au demandeur la dite somme de \$1,200 dans les proportions suivantes, savoir :

1o. Le défendeur Pierre Lepitre, père, \$300.

2o. La défenderesse Marguerite Lamère, \$300.

Les autres défendeurs, Pierre (jeune), George, François-Xavier, Mary, Marguerite, Lena, Olive et Euphémie Lepitre, chacun une somme de \$75. Les dites sommes à être payées au demandeur es-qualité, en par lui donnant au défendeur (suiwant l'offre qu'il a fait par ses conclusions) caution pour le remboursement de toute somme qui pourrait ne pas être requise pour les besoins de la dite mineure, tel remboursement devant se faire dans les mêmes proportions que sus établies pour le paiement par les défendeurs, et condamne les dits défendeurs aux dépens tant de la Cour de première instance que de cette Cour, toujours dans les proportions sus-établies.

" M. le juge Mathieu concourt dans le dispositif de ce jugement, mais il exprime l'opinion que l'obligation des héritiers du père de l'enfant naturel de fournir des aliments à cet enfant, n'est pas limitée à ce qu'ils reçoivent de sa succession, mais est aussi étendue que celle du père, et que le seul moyen pour eux de s'y soustraire est de renoncer à la succession."

Judgment reversed.

*M. F. Hackett*, attorney for plaintiff in Court below.

*H. B. Brown, Q. C.*, for plaintiff in review.

*Panneton & Mulvena*, attorneys for defendants.

(J. K.)

U. W. C. LAW

2 novembre, 1889.

Coram PAGNUELO, J.

ROY v. LA CORPORATION DE LA VILLE DE STE-CUNÉGONDE, ET BERGER, *mis en cause.**Injonction—Pouvoirs des corporations municipales.*

Juré :—1o. Que la corporation de Ste-Cunégonde, autorisée à acheter l'aqueduc de Ste-Cunégonde et St-Henri pour une somme de \$400,000, par un statut passé alors que l'un des deux propriétaires de l'aqueduc était interdit pour démence, ne pouvait acquérir la part de l'interdit que judiciairement; en conséquence elle pouvait acquérir privément l'autre moitié à un prix n'excédant pas la moitié de \$400,000; sans à acquérir l'autre moitié lorsqu'elle sera vendue judiciairement, soit à la poursuite des créanciers de l'interdit, ou sur licitation provoquée par l'un des co-propriétaires.

2o. Qu'il doit être laissé au Conseil de ville une discrétion raisonnable dans une transaction de ce genre, et que la Cour n'interviendra pas pour l'empêcher d'acquérir la moitié de l'aqueduc, lorsqu'il prétend que c'est le seul mode pratique d'arriver à l'acquisition du tout, et qu'il est constant qu'il est de l'intérêt de la ville d'acquérir l'aqueduc.

Le jugement est comme suit :

“ La Cour ayant entendu le demandeur et la Ville de Ste-Cunégonde défenderesse, tant sur la défense en droit produite par cette dernière, qu'au mérite de la présente demande, les autres défendeurs et le mis en cause s'en étant rapporté à justice, examiné la procédure, entendu les témoins et délibéré ;

“ Considérant que le demandeur par sa requête libellée demande qu'il soit fait défense à la dite ville de Ste-Cunégonde et à Louis H. Hénault, maire, et George N. Ducharme, secrétaire-trésorier de la dite ville, les défendeurs en cette cause, de signer ou compléter un acte d'achat par la dite ville de Ste-Cunégonde, de la moitié indivise du mis en cause Chs. Berger, dans l'aqueduc de Ste-Cunégonde et St-Henri, et d'émettre des débentures au montant de quatre cent mille piastres conformément au règlement passé par le Conseil de la dite ville de Ste-Cunégonde, le 2 octobre courant, ratifié par les propriétaires d'immeubles le 16 du même mois ;



1880.

Roy  
v.  
Corp. de la  
ville de  
Ste-Cunégonde.

" Considérant que le demandeur invoque à l'appui de sa requête les moyens suivants, savoir : que la ville de Ste-Cunégonde ne peut en vertu de la loi et du dit règlement acquérir une partie indivise du dit aqueduc, et qu'il ne lui est permis d'acquérir que l'aqueduc entier ; en outre que l'achat de la moitié indivise du dit Chs. Berger ne forme point partie d'un plan pour acheter tout le dit aqueduc, et que la ville de Ste-Cunégonde n'a fait aucun arrangement avec les autres propriétaires du dit aqueduc pour acquérir leurs parts indivises dans le dit aqueduc, et qu'il n'y a aucune certitude que la ville de Ste-Cunégonde pourra acheter les parts de ces derniers avec la balance des quatre cent mille piastres qu'elle est autorisée par la loi à dépenser pour l'achat du tout ; qu'il est contraire aux intérêts de la dite ville d'acheter une part indivise seulement, se mettant par là à la merci des autres co-propriétaires pour l'achat de leurs droits, dans cet aqueduc ; et que la dite ville en devenant co-propriétaire du dit aqueduc avec d'autres personnes, s'exposerait aux dangers et aux dépenses d'une propriété conjointe et aux procès qui peuvent en résulter ;

" Considérant que par le Statut de Québec, 52 Vict., chap. 84, section 4, il est déclaré que l'achat de l'aqueduc de Ste-Cunégonde et de St-Henri, serait avantageux à tous les points de vue à la ville de Ste-Cunégonde, et que les habitants et contribuables de la dite ville de Ste-Cunégonde désirent opérer cet achat, qu'en conséquence la corporation de la dite ville est autorisée par son Conseil à acquérir des propriétaires du dit aqueduc tous les droits et privilèges qu'ils possèdent dans le dit aqueduc tant dans la ville de St-Henri que dans la ville de Ste-Cunégonde, et les municipalités environnantes, et à faire à cet effet avec les dits propriétaires et avec la dite ville de St-Henri et les autres municipalités environnantes, tous les contrats nécessaires ; que pour obtenir le montant nécessaire à l'achat du dit aqueduc la ville pourra contracter un emprunt et émettre des obligations sur le crédit de la ville de Ste-Cunégonde au montant de quatre cent mille piastres, et les négocier aux conditions à elle fixées par

W. W. C. LAW  
1880

règlement et conformément à la loi générale pour les vil-  
les ; et dans le cas où le produit des obligations ou *dében-*  
*tures* serait plus que suffisant pour solder le prix d'achat  
du dit aqueduc, le surplus serait affecté à des fins d'inté-  
rêt public, dans la dite ville suivant le règlement ;

“ Considérant qu'il est en preuve que le dit aqueduc a  
été construit par le mis en cause Charles Berger et feu  
J. B. Alphonse Béique, en vertu du Règlement No. 12  
passé par le Conseil du village de Ste-Cunégonde, re-  
présenté aujourd'hui par la ville de Ste-Cunégonde, en  
juillet 1278 ; que lors de la sanction du Statut de Québec,  
52 Vict., chap. 84, le dit J. B. A. Béique était interdit pour  
folie et représenté par un curateur, et qu'il est décédé de-  
puis ; que la moitié indivise qu'il avait à l'origine dans le  
dit aqueduc appartient maintenant, savoir : une moitié à  
Dame F. L. Béique, et une moitié à la succession du dit  
J. B. A. Béique, laquelle a été acceptée par ses héritiers  
sous bénéfice d'inventaire ;

“ Considérant que la corporation de la ville de Ste-Cuné-  
gonde autorisée par le dit Statut à acquérir par son Con-  
seil des propriétaires du dit aqueduc tous les droits et  
privilèges qu'ils possédaient dans le dit aqueduc, et à si-  
gner à cet effet avec eux tous les contrats nécessaires, ne  
pouvait acquérir la part du dit J. B. A. Béique, alors in-  
terdit pour folie, qu'au moyen d'une licitation judiciaire,  
à l'enchère publique et en suivant les formalités pour la  
vente des biens des mineurs et autres incapables ; (Art.  
1278 C. P.) ; et qu'elle ne peut aujourd'hui acquérir les  
mêmes droits de la succession du dit J. B. A. Béique, ac-  
ceptée sous bénéfice d'inventaire comme susdit, qu'en sui-  
vant les mêmes formalités, sur l'avis des créanciers ordi-  
naires et du consentement des créanciers hypothécaires  
(art. 6020 S. R. Q.), à défaut de quoi la dite vente ne  
pourrait être faite que par décret judiciaire ; qu'il suit de  
là que l'autorisation d'acheter le dit aqueduc, qui ne pou-  
vait être vendu que par parties, est censée avoir été don-  
née de l'acheter par parties, en l'absence de disposition  
expresse dans le Statut, déterminant que le dit achat ne  
pourrait être fait que pour le total (Pothier, “ *Mandat,*”

1880.

Roy

Corp. de la  
ville de  
Ste-Cunégonde.

1880.  
Roy  
v.  
Corp. de la  
ville de  
Ste-Cunégonde.

No. 95) ; de plus que les droits de tous les acquéreurs conjoints dans le dit aqueduc ne pourraient être acquis par un seul et même acte qu'au moyen d'une licitation qui peut être remise indéfiniment ;

" Considérant que l'acquisition de la moitié du dit aqueduc par la corporation de Ste-Cunégonde lui fournira le moyen d'acquérir le tout, et qu'il doit lui être laissé une discrétion raisonnable pour acquérir successivement les parts des propriétaires de la manière et dans le temps qu'elle jugera le plus utile, dans les intérêts de la ville ;

" Considérant que la moitié indivise du dit aqueduc que la Corporation se propose d'acheter du mis en cause, Charles Berger, pour une somme de \$164,000, est d'une valeur égale à la moitié indivise non achetée, et qu'il n'y a pas lieu de présumer que la Corporation paiera pour cette dernière moitié plus qu'une somme de \$164,000, ni qu'elle paiera plus que \$400,000 pour le tout ;

" Considérant que le Statut limite l'emprunt à \$400,000 sans dire que le prix d'achat n'excédera pas cette somme et que ce prix est laissé à la discrétion du Conseil de ville, créancier de Berger et Béique pour une somme de plus de \$40,000, balance des \$72,000, prêtées aux dits Berger et Béique par la ville de Ste-Cunégonde pour faciliter la construction du dit aqueduc en 1878, et dont une partie seulement a été remboursée ;

" Considérant que la Cour ne peut intervenir dans tout ce qui est matière de discrétion et d'administration, et que le Conseil de la dite ville est seul juge de ces matières ; et qu'il pourrait résulter des dommages considérables à la ville de Ste-Cunégonde si elle était empêchée d'acquérir la part du dit Charles Berger dans le dit aqueduc pour la somme de \$164,000 ;

" Considérant qu'aucune loi ne défend aux corporations municipales d'acquérir des parts ou intérêts indivis dans une entreprise de ce genre ; qu'il est même permis aux corporations municipales, rurales ou de ville, de prendre et souscrire des actions dans une compagnie formée pour établir des ponts, chaussées, quais, chemins macadamisés,

MONTREAL LAW REPORTS

chemins de fer ou d'autres travaux publics, ou tout établissement industriel situé en tout ou en partie dans la municipalité ou dans les environs, lorsque le Conseil et les contribuables désirent le faire dans l'intérêt commun de la municipalité ;

" Enfin, considérant que l'achat du dit aqueduc a été déclaré avantageux à tous les points de vue à la ville de Ste-Cunégonde, et que tous les habitants et contribuables de la dite ville désirent opérer cet achat, aux termes du Statut, que le règlement pour l'emprunt de \$400,000 a été sanctionné par les propriétaires aussi bien que par le Conseil de ville, et que la Cour en accordant la requête du demandeur entraverait l'action du Conseil pour acquérir le dit aqueduc de la seule manière que la chose paraît possible dans les circonstances ;

" Renvoie la dite requête libellée avec dépens dont distraction, etc."

Requête renvoyée.

*Trenholme, Taylor & Buchan*, avocats du demandeur.

*David, Demers & Gervais*, avocats du défendeur.

*Geoffrion, Dorion & Allan*, avocats du mis en cause.

(P. B. M.)

1880.

By

V.  
Corp. de la  
ville de  
Ste-Cunégonde.

29 novembre, 1889.

Cecum PAGNUELO, J.

## DECARY v. POMINVILLE.

*Compensation — Pension — Nullité des arrangements durant le mariage au sujet des droits des époux — Arts. 1188, 1204, 1265, C. C. 1.*

- Juré :—1. Qu'une dette non liquide peut quelquefois être opposée en compensation, quand elle est facilement liquidable, comme le prix d'une pension et entretien, et lorsqu'elle est liée à la créance réclamée par le demandeur, laquelle est elle-même contestée.
2. Que la convention entre le mari et le beau-père, que le mari et la femme vivraient séparés, et que la femme ne poursuivrait point son mari en séparation de corps et de biens, et ne réclamerait point les droits lui résultant du mariage, et notamment sa part de communauté est nulle; le mari, pour suivi en séparation de corps et de biens, peut réclamer du beau-père les biens mobiliers qu'il lui avait abandonnés lors de l'arrangement à la condition que sa femme ne le poursuivrait point; mais dans ce cas, le beau-père peut lui opposer en compensation la valeur de la pension et entretien de la femme.

PAGNUELO, J. :—

Le demandeur a produit une réponse en droit au deuxième plaidoyer du défendeur: C'est cette réponse en droit qui m'a été soumise. La présente action est d'un caractère tout particulier. Le demandeur allègue que par un arrangement du 19 mars 1885, entre le demandeur et Gilbert Pominville, il fut fait les conventions suivantes au sujet de la femme du demandeur, qui était la fille du dit Gilbert Pominville. Celle-ci, après quelques mois de mariage, avait poursuivi son mari en séparation de corps et de biens; il fut entendu entre le mari et le beau-père qu'elle discontinuerait son action et qu'elle continuerait à vivre chez son père le dit Gilbert Pominville; qu'elle ne troublerait jamais le demandeur pour avoir vécu séparé d'elle, ni pour aucun droit lui résultant de son mariage, et notamment de la communauté de biens existant entre eux; le demandeur fit en même temps abandon au dit Gilbert Pominville de certains biens mobiliers et articles de ménage, pour en jouir en toute propriété; si en aucun

U. W. O. LAW

temps l'épouse du demandeur, ou ses représentants pour-  
suivaient ce dernier pour avoir vécu séparé d'elle, ou ré-  
clamaient quelques droits lui résultant de son mariage,  
dans ce cas le dit Gilbert Pominville et ses héritiers se-  
raient tenus de payer au demandeur la somme de \$895.75,  
valeur des biens mobiliers abandonnés par le demandeur  
au dit Gilbert Pominville.

1980.  
Décary  
Pominville.

Les époux ont ainsi vécu séparément jusqu'au mois de  
mai dernier, date du décès de Gilbert Pominville, père de  
Madame Décary. Le 27 juillet 1889, Madame Décary a  
poursuivi son mari en séparation de corps et de biens, ré-  
clamant tous les droits qui lui appartiennent en vertu de  
son mariage et de la communauté de biens qui existait  
entre eux. Le demandeur réclame à son tour du défen-  
deur, héritier pour un tiers de feu Gilbert Pominville, la  
part dont il est tenu dans la dite somme de \$895.75, sa-  
voir, la somme de \$298.55.

Par un premier plaidoyer, le défendeur attaque la léga-  
lité de cet arrangement comme étant contraire à l'ordre  
public et aux bonnes mœurs, nul et de nul effet. Par un  
deuxième plaidoyer il dit que, un mois après son mariage,  
le demandeur a abandonné son épouse et l'a chassée du do-  
micile conjugal, la forçant de résider chez son père, où  
elle a vécu jusqu'au mois de mai dernier, date du décès  
du dit Gilbert Pominville; que durant tout le temps qui  
s'est écoulé depuis février 1885 jusqu'au décès de Gilbert  
Pominville, le demandeur n'a pourvu en aucune manière  
aux besoins de son épouse, ni à sa pension, ni à son en-  
retien; mais c'est le dit Gilbert Pominville qui a rempli  
les obligations du demandeur envers son épouse, et lui a  
fourni la nourriture et l'entretien; que la valeur des soins,  
de la nourriture et de l'entretien ainsi fournis est d'au  
moins la somme de \$1,500.00, dont il offre un tiers en  
compensation de la réclamation que le demandeur lui fait.

Le demandeur répond en droit que la compensation ne  
peut pas être admise: 1o. Parce que si l'arrangement est  
valide, le défendeur ne peut réclamer la pension de sa  
femme, et s'il est nul le défendeur n'est pas son plus re-  
cevable à offrir la compensation.



1880.  
Désary  
v.  
Pominville.

Je ne puis saisir la force de ce raisonnement. S'il est vrai que le demandeur a chassé sa femme, qu'il n'a jamais payé sa pension chez Gilbert Pominville, où elle a vécu pendant au-delà de quatre ans, et s'il peut se faire remettre la valeur des effets qu'il avait donnés à Gilbert Pominville, lorsque celui-ci s'est chargé de loger, nourrir et entretenir la femme du demandeur, il me semble qu'il est tout-à-fait raisonnable et juste que le demandeur paie la pension de sa femme; en effet l'action du demandeur est basée sur le fait que l'arrangement entre les époux n'a pas été exécuté et qu'il est nul; dans ce cas les droits des parties doivent se régler comme si l'arrangement n'avait jamais existé; il doit être annulé dans toutes ses parties.

20. Le demandeur prétend que la créance du défendeur n'est ni claire ni liquide, tandis que la sienne est claire et liquide. Il est vrai que l'art. 1188 C. C. dit: "la compensation s'opère de plein droit entre deux dettes également liquides et exigibles," mais l'interprétation constante donnée à cet article est qu'on peut opposer en compensation une dette non liquide si elle est facilement liquidable, eu égard à la nature de la réclamation du demandeur.

*Pothier, Obligations No. 628.* "Il faut que la dette qu'on oppose en compensation, soit liquide, *L. fin: §1, cod. de compensatione.*

"Une dette est liquide lorsqu'il est constant qu'il est dû, et combien il est dû, *cum certum est in et quantum debeat.*"

"Une dette contestée n'est donc pas liquide, et ne peut être opposée en compensation, à moins que celui qui l'oppose n'en ait la preuve à la main, et ne soit en état de la justifier promptement et sommairement.

"Quand même il serait constant qu'il est dû, tant qu'il n'est pas constant combien il est dû, et que la liquidation dépend d'un compte pour lequel il faille une longue discussion, la dette n'est pas liquide, et ne peut être opposée en compensation."

*Demolombe, Contrats, Vol. 5, No. 511, p. 378.* "Dans le

U. W. C. LAW  
LIBRARY

" système romain, la compensation était judiciaire; et on comprend pourquoi l'Empereur recommandait au juge de ne l'admettre qu'autant qu'elle ne devait pas compliquer le procès, ni retarder la décision. Ce qu'il voulait empêcher, c'est que la mauvaise foi ne cherchât à s'en faire un moyen précisément pour retarder cette décision, en jetant au milieu de l'instance une autre demande, en quelque sorte, à titre de représailles; cela est si vrai que la liquidité, que la constitution exigeait, n'était pas absolue; mais seulement relative; et que lors même que la dette n'était pas liquide, il suffisait qu'elle fût facilement liquidable. " ... *non nullis ambagibus innotata, sed possit judici facilem exitum sui prestare.*"

1880.  
Désary  
v.  
Pominville.

No. 525. La réclamation du médecin pour les visites qu'il a faites, celles d'un officier ministériel, d'un avoué, d'un avocat, ont été admises en compensation d'une créance liquide.

No. 527. Deux entrepreneurs avaient fait des travaux l'un pour l'autre. L'un d'eux tombe en faillite avant que le règlement de ces travaux respectifs ait été fait, et ses syndics assignent l'autre en paiement. Celui-ci oppose la compensation, répondant que s'il est débiteur du failli, le failli est lui-même son débiteur. Mais de combien étaient, de part et d'autre, ces dettes réciproques? Il ne pouvait pas le fixer, puisque le règlement des travaux respectivement exécutés n'était pas fait.

La compensation a été admise par un arrêt de la Cour de Paris, confirmant un jugement du Tribunal de commerce de la Seine.

" Attendu que les travaux avaient été exécutés respectivement et en même temps par les deux parties; que le prix en était dû simultanément, et que si leur montant définitif n'était pas arrêté entre les parties, il était facile à constater par le règlement des travaux...." (5 mai 1830, Letrosne, D. 1830, II. 253.)

No. 528, p. 392. " Les juges exercent, en ce qui concerne la condition de liquidité, une certaine appréciation discrétionnaire.

1880.  
Décary  
v.  
Pominville.

" Cette appréciation s'exerce avec plus ou moins de latitude, suivant les circonstances de chaque espèce, surtout " eu égard à la forme du titre dont le créancier est muni."

" Au No. 518, il disait : " Ce n'est pas seulement non plus " d'une manière absolue que la condition de liquidité est " appliquée sous notre code, mais d'une manière relative " eu égard aux faits et aux circonstances de chaque es- " pèce."

Notre jurisprudence est conforme à celle de la France, et à cette autorité de Demolombe. On trouve une grande variété d'arrêts qui paraissent au premier abord assez difficiles à concilier, mais en les examinant plus attentivement on voit que les faits et les circonstances les justifient généralement. Il est inutile d'y référer plus spécialement ; on les trouvera rapportés sous l'art. 1188, C. C. Editions *Sharp et de Bellefeuille*.

Appliquant ces principes à l'espèce, je trouve que la réclamation du demandeur est contestée. La convention que la femme ne poursuivrait point en séparation de corps et de biens, et qu'elle ne réclamerait point les droits qui lui sont acquis par le mariage, est sans aucun doute illégale. Cette illégalité permet au demandeur de réclamer la valeur des biens qu'il avait donnés au père de sa femme, lors de cet arrangement, à la condition que la femme ne le poursuivrait point en séparation de corps et qu'elle ne réclamerait point les droits qui lui appartiennent en vertu du mariage ; cet abandon a une cause illégale. Quoiqu'il en soit, le mari réclame des héritiers Gilbert Pominville, la valeur des effets mobiliers qu'il a abandonnés à ce dernier ; s'il a droit de le faire, il n'y a aucun doute pour moi que les héritiers Gilbert Pominville ont le droit de se faire payer la pension de la femme du demandeur. Les deux dettes ont une grande connexité entr'elles.

Quant à liquider le prix de la pension et de l'entretien de la femme, je crois que la chose est assez facile à faire. Il a été jugé par la Cour de Révision, que l'on peut opposer en compensation d'une obligation notariée, la valeur d'une pension fournie. *Desjardins & Massé*, 2 L. C. L. J.

L. W. O. LAW

p. 88, 30 avril, 1866, (Smith, Monk et Berthelot, juges.) L'entretien comprend, je suppose, l'habit et peut-être les frais du médecin ; le montant est assez facile à établir, et n'exige pas une *longue discussion*.

1880.  
Décary  
Pominville.

Pour ces raisons, je renvoie la réponse en droit avec dépens.

Voici le jugement :—

“ La Cour, parties ouïes sur le mérite de la réponse en droit faite et produite en cette cause, et après avoir examiné la procédure, et délibéré ;

“ Considérant que le défendeur poursuivi comme héritier de feu Gilbert Pominville, sur un arrangement entre ce dernier et le demandeur, en date du 19 mars 1885, pour le paiement de sa part héréditaire dans la somme de \$895.75 valeur de certains biens mobiliers abandonnés par le demandeur au dit feu Gilbert Pominville pour les considérations et aux conditions mentionnées au dit arrangement, plaide que la considération du dit arrangement était la suivante, savoir : que le demandeur ayant épousé la fille de feu Gilbert Pominville, en décembre 1884, l'a, un mois après son mariage, abandonnée et chassée de son domicile, la forçant à se réfugier chez son père où elle a vécu jusqu'au mois de mai dernier, date du décès de celui-ci ; que pendant cet intervalle, le demandeur n'a pourvu en aucune manière aux besoins de son épouse, ni à sa pension, ni à son entretien, mais que le dit feu Gilbert Pominville a pourvu à sa nourriture et entretien, et que la valeur de ces soins, nourriture et entretien est d'au moins \$1,500, dont il offre le tiers en compensation du tiers de la dite somme de \$895.75 réclamée de lui par le demandeur ;

“ Considérant que le défendeur conteste en outre la demande du demandeur comme basée sur une considération illégale et contraire à l'ordre public, en tant que l'arrangement en question tendrait à une renonciation par la femme aux droits qui lui résultent du mariage et de ses conventions matrimoniales ;

“ Considérant que la réponse en droit du demandeur suppose admis tous les faits consignés au dit plaidoyer,

1880.  
Démery  
v.  
Pominville.

et que ces faits justifieraient le dit plaidoyer en compensation ; que dans les circonstances, vu la nature de la demande, qui est elle-même contestée, la réclamation du défendeur pour la pension, entretien et soins de l'épouse du demandeur par feu Gilbert Pominville, qui est facilement liquidable, peut être valablement opposée en compensation à la dite demande du demandeur, contre lui ;  
" Renvoie la dite réponse en droit avec dépens, distraits, etc."

Réponse en droit renvoyée.

*David, Demers et Gervais*, avocats du demandeur.

*Duhamel & Marceau*, avocats du défendeur.

(P. B. M.)

November 16, 1888.

Coram TAIT, J.

SCHWERSENSKI v. VINEBERG.

*Witness—Religious belief—Art. 259, C.C.P.*

The testimony of a witness who declares that he does not know whether there is a state of rewards and punishments after death, is inadmissible.—Art. 259, C. C. P.

Adolphe Kelson, of the City of Montreal, a Pole, aged 41 years, was called as a witness for the plaintiff in rebuttal.

The following examination on *voir dire* took place:—

" Q. Croyez-vous que vous serez récompensé, ou puni pour vos bonnes ou mauvaises œuvres, dans ce monde-ci ou dans l'autre ?

" R. Oui, sans doute.

" Q. (*Par l'avocat du défendeur*). Croyez-vous à la vie future ? Croyez-vous aux récompenses ou aux châtiements après cette vie ?

" R. Cela je ne puis pas vous répondre là-dessus.

" Q. (*Par le Protonotaire*). Croyez-vous en Dieu ?

" R. Sans doute que je crois en Dieu.

U. W. O. LAW

" Q. Croyez-vous à des récompenses ou à la punition, après la mort ?

" R. Je ne le sais pas.

1888.

Schweizenski  
v.  
Vineberg.

*Transquestionné sur voir-dire.*

" Q. Vous avez répondu que vous croyez à l'Être Suprême ?

" R. Oui, monsieur.

" Q. Je désire savoir de vous maintenant, si vous croyez à une vie future quelconque de la part des mortels ?

" R. Je ne suis pas capable de vous répondre à cela ; je ne sais pas cela. J'ai bien compris la question qu'on m'a faite tout-à-l'heure.

" Q. Et vous ne savez pas si vous croyez, ou si vous ne croyez pas ?

" R. Je ne sais pas.

" Q. C'est-à-dire, vous n'avez pas d'idée définie de ce qu'adviendra de vous après votre mort ?

" R. Oui.

" Q. Dois-je comprendre que vous n'avez aucune idée arrêtée sur ce que pourra advenir de vous ?

" R. Je vous ai répondu que je crois à Dieu, et à toutes les autres conséquences, je ne sais pas.

" Q. Vous ne savez pas ce qu'adviendra, après la mort ?

" R. Non.

" Q. Mais comme croyance, croyez-vous que quand vous mourrez tout ne sera pas éteint en vous, comme croyance, comme conviction ?

" R. Suis-je forcé de vous répondre à cela ? Je ne voudrais pas répondre à cette question ; c'est une question philosophique, et je voudrais bien éviter cette question, mais si je suis forcé de vous répondre je répondrai.

" Q. Vous ne pouvez pas être témoin sans croire à une vie future quelconque ?

" R. J'ai répondu que je crois à Dieu, c'est suffisant. Pour une vie future, je ne puis rien croire.

" Q. Vous croyez à Dieu ?

" R. Oui.



1888.  
Schwersenski  
v.  
Vineberg.

" Q. Comme croyance ?

" R. Comme croyance, oui.

" Q. Et quant à la vie future vous n'avez aucune idée arrêtée ? Niez-vous la vie future ?

" R. Je demanderai encore une fois, est-ce que je ne puis pas éviter cette réponse ?

" Q. Puisque je vous dis que vous ne pouvez pas être témoin sans déclarer deux choses, d'abord que vous croyez à Dieu et ensuite, qu'il faut croire à une vie future quelconque, il faut croire que les bonnes et les mauvaises œuvres seront récompensées ou punies, dans un autre monde ?

" R. Je ne puis pas croire à cela."

The defendant having objected that the witness could not be allowed to testify, seeing the terms of Art. 259, C. C. P.,

The Court maintained the objection, and held that the witness could not be sworn.

*Cooke & Brooke*, for plaintiff.

*Macmaster, Hutchinson & Maclellan*, for defendant.

(J. K.)

May 13, 1889.

*Remise*  
*de l'acte*  
Coram WURTELE, J.

BARNARD v. MOLSON.

*Privilege—Attorney's Costs—Art. 1994 C. C.*

HELD:—That the only privilege which exists in respect to counsel fees, and attorney's costs is the one which relates to costs and expenses incurred in the interest of the mass of the creditors, either to enable them generally to obtain payment of their claims, or for the preservation of their common pledge; and that costs incurred in the exclusive interest of one individual, and with the object of withdrawing certain revenues of this person from the reach of his creditors, are not entitled to the privilege created by Arts. 1994-1996, C. C.

WURTELE, J.:—

The plaintiff has attached a sum of \$13,712.50 in

the hands of the prothonotary, which had been deposited by the defendant's tenant, on whom the rents had been garnisheed. The Privy Council decided that the leased property was substituted in favor of the defendant's children, and that the property and its rents and issues, were, while in the defendant's possession, exempt from seizure and in the nature of alimony. The attachment of the rents in the hands of the tenant was therefore quashed and the money deposited has remained in the hands of the prothonotary, and until paid to the defendant is, under the judgment of the Privy Council, exempt from seizure.

1889.  
Barnard  
v.  
Molson.

The plaintiff does not pretend to have attached the money in the hands of the prothonotary by way of an ordinary attachment before judgment; he has not produced an affidavit, alleging in terms of Art. 834, C. C. P. that the defendant was absconding or about immediately to leave the old province of Canada, or that he was secreting his property with intent to defraud, or that he was a trader and had ceased his payments and refused to make an assignment, and is therefore unable to avail himself of that remedy.

He contends that his debt is for costs incurred for the defendant's benefit, and, in the first place, that he has a privilege upon all the defendant's property to secure the payment of such costs, and, in the next place, that he has a right of retention on the sum attached, inasmuch as his debt was created to save it from the defendant's creditors for the alimentary requirements of the defendant and his family; and he seeks to exercise these rights by a conservatory seizure.

Our civil code lays down that the privilege for costs must be established by special enactment; it cannot therefore be created by the agreement or will of the parties. Art. 1983 C. C. It is created by Arts. 1994, 1995, 1996 and 2009, C. C. But the privilege is given for costs and expenses incurred for the common interest of the creditors, or to enable the creditors generally

aucune idée

que je ne puis

ne pouvez pas être  
que vous croyez  
le future quel-  
les mauvaises  
dans un autre

witness could  
ns of Art. 259,

held that the

defendant.

May 13, 1889.

A. C. C.

ct to counsel fees,  
sts and expenses  
, either to enable  
, or for the preser-  
rred in the exclu-  
ct of withdrawing  
s creditors, are not  
C. C.

\$13,712.50 in

1889.  
Barnard  
v.  
Molson.

to obtain payment of their claims, or for the preservation of their common pledge.

In the present case the costs claimed were incurred, not in the interest of the defendant's creditors, but in maintaining a contention which was adverse to their interest, and which, far from preserving their debtor's property for distribution in payment of their claims, put it beyond their reach. The plaintiff has therefore no privilege for the payment of his costs, and he cannot have a conservatory seizure to exercise a privilege which does not exist. His only recourse is a personal one, with a right of execution after judgment only.

The plaintiff next contends that he was the defendant's mandatary, and that having by his labor saved the money now attached from the defendant's creditors, he has a right of retention for the payment of his costs under Arts. 1713, 1722, and 1723, C. C. But under these articles the right is one which is exercised upon moneys or things which the mandatary has received in the execution of his mandate and which he is in actual possession of. This is expressly laid down in Art. 2001 C. C.

In the present case the plaintiff never received the moneys now in the prothonotary's hands, and he cannot therefore claim a right of retention or a right of preference for payment out of the same, and consequently cannot exercise a conservatory process to exercise such pretended but non-existing right.

I would refer counsel to the following authorities :

On the privilege,—Troplong, Privilèges Art. 2101, No. 121. Pont, Privilèges, Art. 2101, No. 67. 29 Laurent, No. 322.

On the right of retention,—3 Aubry & Rau, p. 114. 29 Laurent, Nos. 293-296.

The judgment is as follows:—

"The Court, after having heard the parties, by their counsel, upon the merits of the petition to quash the writ of attachment by garnishment before judgment in this cause issued, having examined the proceedings, etc.

"Seeing that the plaintiff's demand in this cause is for

U. W. O. LAW

1890.  
Barnard  
v.  
Moison.

counsel fees and attorney's costs, which he claims for professional services rendered by him to the defendant and to his wife and children, in connection with the suit, and divers proceedings, instituted by one John Thorold Carter against the defendant, for the recovery of the amount due to him under a certain obligation granted by the defendant to him, and for which the defendant had hypothecated certain real estate situated in the City of Montreal, which said real estate and the revenues thereof have been declared by her Majesty in her Privy Council to be exempt from seizure and in the nature of aliment;

"Seeing that the plaintiff alleges that his claim is secured by a privilege and by a right of retention, upon the sum of \$13,712.50, which had been deposited in the hands of the prothonotary of this Court by the tenant of the said real estate, upon whom the rent thereof had been garnisheed by the said John Thorold Carter, but which rent was afterwards declared by her Majesty in her Privy Council to be exempt from seizure, and the attachment thereof by garnishment was consequently quashed, and that the plaintiff, during the pendency of this suit, has sued out a writ of attachment before judgment, to attach by conservatory process in the hands of the prothonotary of this Court and of the Provincial Treasurer, the said sum of \$13,712.50, for the protection and preservation of the privilege and right of retention which he alleges to have thereon;

"Seeing that the plaintiff has garnisheed the said sum of \$13,712.50 under the said writ of attachment before judgment, which said sum belongs to the defendant as the owner, subject to a substitution in favor of his wife and children, of the real estate above mentioned, and which said real estate is held by him as aliment and is exempt from seizure, as is likewise its revenue;

"Seeing that the defendant has contested the attachment before judgment of the said sum of \$13,712.50 by a petition to quash, and alleges that the plaintiff has no privilege nor right of retention on the said sum of \$13,712.50 for his said claim, and that the plaintiff has not

1894.  
Barnard  
v.  
Molson.

affirmed in his affidavit that the defendant had absconded, or was about immediately to leave the Province, or had secreted, or was about to secrete, his property, nor has he made any of the other allegations, by reason of which a creditor has the right before obtaining judgment to attach the goods and effects of his debtor ;

“ Considering that a privilege is a right to be preferred to other creditors, which results from the nature of a creditor's claim, and that it must be established by a specific enactment, and cannot be created by the agreement or the will of the parties ;

“ Considering that the only privilege which exists in respect to counsel fees and attorney's costs is the one which relates to costs and expenses incurred in the interest of the mass of the creditors, either to enable them generally to obtain payment of their claims or for the preservation of their common pledge ;

“ Considering that the counsel fees and attorney's costs claimed by the plaintiff were not incurred to enable defendant's creditors to obtain the payment of their claims, nor for the preservation of their common pledge, nor in any way in the interest of the mass of his creditors, but were incurred on the contrary in the exclusive interest of the defendant, and to subtract the above-mentioned real estate and the revenues thereof from the reach of his creditors ;

“ Considering, therefore, that the privilege created by Articles 1994, 1995 and 1996 of the Civil Code does not attach to the plaintiff's claim against the defendant for counsel fees and attorney's costs, and that no other law exists which establishes a privilege for claims of that nature ;

“ Considering that the right of retention and the privilege created by Articles 1713, 1722 and 1723 of the Civil Code, in favor of mandataries, only exists over moneys and things which have been received by them or placed in their hands in the execution of their mandate ;

“ Considering that the said sum of \$13,712.50 was never received by the plaintiff, nor placed either really or con-

U. W. O. LAW

1880.  
Barnard  
&  
Molton.

structively in his hands, and that he has therefore neither right of retention nor privilege thereon for the payment of his claim, for the expenses and charges incurred in the execution of the mandate committed to him by the defendant, or for the counsel and other fees to which he may be entitled ;

" Considering that the plaintiff had consequently no right to attach the said sum of \$13,712.50 before judgment by conservatory process ;

" Considering that the plaintiff has not alleged in his affidavit the absconding of the defendant or the secreting by him of his property, with the intent to defraud, or that he is a trader and has ceased his payments, and refused to make an assignment of his property for the benefit of his creditors ;

" Considering therefore that the plaintiff was not entitled to an ordinary attachment by garnishment before judgment ;

" Considering that the plaintiff is unfounded in his pretensions, and that the writ of attachment by garnishment before judgment obtained by him, and the attachment, whether conservatory or ordinary, of the said sum of \$13,712.50, made thereunder, are illegal and null ;

" Doth declare the writ of attachment by garnishment before judgment in the hands of the prothonotary of this Court and the Provincial Treasurer to be illegal, and doth annul the same and the attachment by garnishment made thereunder of the said sum of \$13,712.50, and doth release the said sum from the said attachment, and doth discharge the said prothonotary, Arthur B. Longpré, Esq., and the said Provincial Treasurer, the Hon. Joseph Shehyn, from the attachment effected in their hands under the said writ of attachment by garnishment before judgment, with costs."

Attachment quashed.

*Doherty & Doherty*, for plaintiff.

*Robertson, Fleet & Falconer*, for defendant.

(J. K.)



[IN REVIEW.]

October 31, 1889.

Coram JOHNSON, GILL, WURTELE, JJ.

OGILVIE v. FARNAN.

*Capias—Judicial Abandonment, Effect of—Imprisonment.*

HELD:—That the effect of a judicial abandonment made by a debtor imprisoned under a *capias* is to entitle the debtor to his liberation; and where the abandonment, on the contestation thereof by the plaintiff, is declared fraudulent and insufficient, the Court has no power under the existing law; after the debtor has undergone the term of imprisonment not exceeding one year, to which he may be condemned under Art. 770, C. C. P., to sanction his further detention under the *capias* until he discloses assets alleged to have been fraudulently secreted.

INSCRIPTION in Review, by the plaintiff, from a judgment of the Superior Court, Montreal, (MATHIEU, J.), Oct. 11, 1889, in the following terms:—

“ Attendu que les faits suivants apparaissent au dossier :

“ Le 14 février 1889, John Farnan fit une cession de biens, sous les dispositions des articles 768 et suivants du Code de Procédure Civile, sur la réquisition de Patrick J. Darcey, son beau-frère.

“ Le 18 février dernier, le demandeur poursuivit le défendeur, pour la somme de \$707.15, et accompagna son action d'un bref de *capias ad respondendum*. La déposition sur laquelle le bref de *capias* est émané alléguait que le défendeur avait caché et soustrait, et était sur le point de cacher et soustraire ses biens et effets, avec l'intention de frauder ses créanciers en général, et le demandeur en particulier. En vertu de ce bref de *capias*, le défendeur fut arrêté le 19 février, et emprisonné dans la prison commune du district de Montréal.

“ Le 28 février, le défendeur fit une requête, sous les dispositions de l'article 819 du Code de Procédure Civile, demandant son élargissement, en alléguant que les alle-

U. W. O. LAW

1880.  
Ogilvie  
v.  
Farnan.

gations essentielles de la déposition sur laquelle reposait le *capias* étaient fausses et insuffisantes.

“ Le 15 mars dernier, cette Cour a renvoyé cette requête déclarant que le défendeur n'avait pas établi l'insuffisance ni la fausseté des allégations de la déposition sur laquelle avait émané le bref de *capias*. Le 2 avril dernier, le défendeur fit une nouvelle cession de ses biens, sous les dispositions des dits articles 763 et suivants du C.P.C. Le 8 avril dernier, jugement fut rendu sur le mérite de cette cause, condamnant le défendeur à payer au demandeur la somme de \$707.15, pour marchandises vendues et livrées, le 18 décembre dernier, avec intérêt et les dépens, et maintenant le *capias ad respondendum* émané contre lui ;

“ Attendu que le demandeur a, le 12 avril dernier, contesté le bilan produit par le défendeur, avec sa cession de biens du 14 février, alléguant l'omission de mention de certains biens, savoir : d'une somme de \$1,250, de deux chevaux, d'un livre de compte et autres effets ; le recel, par le défendeur, dans l'année précédant immédiatement la poursuite, de la dite somme d'argent et des dits chevaux et effets, et, depuis, d'autres effets, dans la vue de frauder ses créanciers, et que le recel de la dite somme de \$1,250, des dits chevaux et du dit livre de compte, avait été constaté, par le jugement sur la requête faite par le défendeur pour casser le *capias* ;

“ Attendu que, le 10 mai dernier, le demandeur a fait une autre contestation du bilan produit par le défendeur, avec sa seconde cession de biens par lui faite le 2 avril dernier, basée cette contestation sur les mêmes moyens que la contestation du bilan du 14 février dernier ;

“ Attendu que, par jugement de cette Cour, en date du 4 juin dernier, il a été constaté que, dans l'année précédant immédiatement la poursuite du demandeur, le défendeur avait recelé partie de ses biens, dans la vue de frauder ses créanciers, et les dites contestations des dits bilans ont été maintenues, et les dits bilans ont été déclarés faux et insuffisants, et le défendeur a été condamné à être emprisonné dans la prison commune de ce district,

1860.  
Guthrie  
v.  
Farnan.

pour le terme de quatre mois, à compter de la date du dit jugement ;

" Attendu que, le 5 octobre courant, le défendeur a présenté une requête, alléguant qu'il a fait cession de ses biens, comme susdit, avant l'émanation du dit bref de *capias*, et que, depuis son emprisonnement, il a fait, de nouveau, un abandon entier de tous ses biens ; que, par le dit jugement du 4 juin dernier, il a été condamné à quatre mois d'emprisonnement, par son délit de dissipation et de recel allégués tant sur le bref de *capias* que sur la contestation de son bilan ; que ces quatre mois sont expirés, et que le geôlier de la prison refuse de le mettre en liberté, et concluant à ce qu'il soit ordonné au dit geôlier de l'élargir immédiatement ;

" Attendu que le dit demandeur a contesté cette requête, alléguant que le dit *capias* avait été maintenu, parce que le défendeur avait soustrait une somme de \$1,200, en argent, deux chevaux de la valeur de \$100 chacun, et des livres de compte et autres effets, avec l'intention de frauder ses créanciers en général, et le demandeur en particulier, que le défendeur n'a jamais abandonné cette somme d'argent et les dits chevaux et livres de compte, et qu'il les soustrait encore avec la même intention ; que les dites cessions de biens ne sont pas complètes et légales, et qu'elles ont été déclarées fausses et insuffisantes par jugement de cette Cour ; que la condamnation à l'emprisonnement de quatre mois était une punition infligée au défendeur pour avoir refusé de céder tous ses biens à ses créanciers, mais que cette condamnation n'affecte en rien la détention du défendeur, en vertu du bref de *capias* qui a été maintenu ;

" Considérant que, par la section 3 du chapitre 42 des Statuts de la province de 1849, 12 Vict., il fut décrété que tout défendeur arrêté sur *capias* serait mis en liberté, s'il donnait bonne et suffisante caution qu'il se remettrait sous la garde du shérif, aussitôt qu'il en recevrait l'ordre, ou sous un mois après la signification de tel ordre faite à lui ou à ses cautions ;

" Considérant que, par la section 4 du dit Statut, il fut

U. W. O. LAW

1899.  
Ogilvie  
v.  
Farman.

statué que, s'il était rendu jugement, pour une somme de vingt louis ou au-dessus, contre un défendeur qui aurait été ainsi arrêté et qui aurait donné caution en la manière, ci-dessus prescrite, alors tel défendeur serait tenu, sous trente jours, à compter de celui où le jugement aurait été prononcé, de faire et filer, dans le bureau du protonotaire, un état assermenté de ses biens et de ses créanciers, avec une déclaration qu'il consentait à abandonner à ses créanciers les biens meubles et immeubles mentionnés dans cet état, et que s'il négligeait de filer cet état, comme susdit, ou, si, en aucun temps dans les deux ans qui suivraient l'enfilure de tel état, le demandeur établissait que, lorsque l'état a été ainsi filé, le défendeur était propriétaire de biens et effets, terres et tenements de la valeur de vingt louis courant, et qu'il a volontairement omis d'insérer dans le dit état, ou qu'en aucun temps, entre le jour où l'action a été intentée, et celui de la date du dit état de la part du défendeur, ou dans les trente jours qui auraient précédé immédiatement celui où l'action aurait été intentée, le défendeur avait caché aucune partie de ses biens et effets, avec l'intention de frauder ses créanciers, ou qu'il avait donné un état faux, à l'égard de ses créanciers ou de leurs réclamations, alors, la dite Cour, en vacance, ou tout juge d'icelle ordonnerait que le défendeur soit emprisonné dans la prison commune du district, pour un temps qui n'excéderait pas une année, en punition de l'offense pour laquelle le juge ou la Cour aurait trouvé le défendeur coupable :

" Considérant que, par la section 5 de ce même statut, il est décrété qu'il serait loisible à tout défendeur, arrêté comme susdit, et emprisonné, de faire et filer un état de ses meubles et immeubles et de ses créanciers, tel que ci-dessus mentionné dans la dite section 4, avec une déclaration qu'il consent à abandonner à ses créanciers les meubles et immeubles indiqués dans le dit état, et que, si le demandeur, dans les quatre mois, à compter de la signification à lui faite ou à son procureur d'une copie de tel état et déclaration, établissait que, lorsque l'état a été ainsi filé, le défendeur était propriétaire de quelques

1880.

Ogilvie  
Farman,

biens et effets, terres et tenements de la valeur de vingt louis courant, qu'il avait volontairement omis d'insérer dans le dit état, ou qu'on aucun temps, entre l'institution de l'action et la date du dit état présenté par le défendeur, ou dans les trente jours qui auraient précédé immédiatement l'institution de l'action, le défendeur avait caché aucune partie de ses biens et effets dans l'intention de frauder ses créanciers, ou que le défendeur avait donné un état faux de ses créanciers ou de leurs réclamations, alors la dite Cour ou un juge d'icelle en vacance, ordonnerait que le défendeur soit emprisonné dans la prison commune du district, pour un temps n'excédant pas une année, en punition de l'offense dont le défendeur aurait été trouvé coupable, mais que, s'il n'était point établi qu'une omission semblable avait été faite dans l'état ainsi fait et filé par le défendeur, ou que le défendeur eut caché aucune partie de ses biens ou effets, entre la dite période, et dans l'intention susdite, alors il serait loisible à la dite Cour, ou à tout juge d'icelle en vacance, à l'expiration de la dite période de quatre mois, d'ordonner la mise en liberté du défendeur ;

" Attendu que les dispositions des sections 3, 4 et 5 du dit Statut ci-dessus mentionnées son reproduites dans les sections 10, 11, 12 et 13 du chapitre 87 des Statuts Refondus du Bas-Canada et dans les articles 825, 763, 764, 766, 767, 773, 774, 775, 776 et 777 du C. P. C. ;

" Considérant que le *capias ad satisfaciendum* a été aboli par la première section du chapitre 42 des Statuts du Canada de 1849, 12 Victoria ;

" Considérant que le *capias ad respondendum* n'est qu'une mesure provisionnelle, comme l'indique le titre premier du livre deuxième de la seconde partie du Code de Procédure Civile ;

" Considérant que le *capias ad respondendum* a pour but de mettre la personne du débiteur sous la main de la justice pour le forcer à répondre aux accusations de fraude qui sont portées contre lui par son créancier, et le punir s'il en est trouvé coupable ;

" Considérant que le débiteur qui est emprisonné sur

U. W. O. LAW

1860.  
Ogilvie  
v.  
Farnan.

*capias* peut en être libéré en produisant un bilan comme susdit et une déclaration qu'il consent à abandonner ses biens à ses créanciers ;

" Considérant que le défendeur a produit ce bilan et cette déclaration et qu'il a ainsi acquis le droit d'être libéré de ce *capias* ;

" Considérant que, par la cession de biens, le curateur a droit de toucher, percevoir et recouvrer tous les biens appartenant au débiteur, et que ce dernier n'a pas inclus dans son bilan, et que la cession n'est pas affectée par la soustraction que le débiteur peut faire ou par la fausseté du bilan ;

" Considérant cependant que, si le débiteur a soustrait ses biens, avec l'intention de frauder ou a produit un état faux, comme susdit, il doit en être puni par un emprisonnement de pas plus d'une année ;

" Considérant que le défendeur arrêté sur *capias* et qui a donné cautionnement comme susdit, et qui a fait une cession de ses biens, comme sus-mentionné, ne peut en vertu du *capias* être emprisonné de nouveau, même s'il est prouvé qu'il a recelé ses biens ou qu'il a produit un bilan faux, mais ne peut être emprisonné que pour subir la peine à laquelle il est condamné pour avoir commis ce recel ou cette omission dans son bilan ;

" Considérant que le premier emprisonnement sur le *capias* a lieu dans le but de s'assurer de la personne du débiteur pour lui faire faire une cession de biens et le punir s'il a fraudé, et que le dernier emprisonnement qui ne commence que lorsque la première détention est terminée, a lieu comme punition de la fraude ;

" Considérant que lorsque le débiteur est puni, comme susdit, le but du *capias* est rempli ;

" Considérant que, quant à ce dernier emprisonnement, le débiteur qui a été élargi sur cautionnement est sur le même pied que le débiteur qui est emprisonné ;

" Considérant que si le débiteur qui n'a pas été élargi sur cautionnement et qui est emprisonné, pouvait être détenu en prison au-delà du temps pour lequel il est con-



1890.  
Ogilvie  
v.  
Farnan.

damné à l'emprisonnement sur la contestation du bilan, il s'en suivrait que sa position serait pire que celle du débiteur qui aurait été élargi sur cautionnement qui lui ne pourrait être emprisonné que pendant le temps pour lequel il est condamné sur la contestation du bilan ;

“ Considérant que le débiteur arrêté sur *capias* ne peut être détenu en prison après qu'il a fait une cession de biens, si ce n'est pendant le temps indiqué par la loi pour la contestation du bilan, et ensuite pendant le temps fixé par la Cour pour son emprisonnement, comme punition de la soustraction de ses biens ou de l'omission d'une partie de ses biens dans son bilan ;

“ Considérant que le tribunal qui a condamné le débiteur à l'emprisonnement peut ordonner sa mise en liberté sur requête, lorsqu'on le détient au-delà du temps fixé, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours au bref *d'habeas corpus* ;

“ Considérant que la réponse à la dite requête est mal fondée, et que la dite requête est bien fondée, a accordé et accorde la dite requête et ordonne au geôlier de la prison commune du district de Montréal, d'élargir immédiatement le dit John Farnan, sous toutes peines que de droit.”

JOHNSON, J. (in Review) :—

The facts of this case are that the defendant, a baker, was indebted to the plaintiff and others; and a fire occurred on his premises on the 11th February, 1889.

A few days afterwards (14th February) he made a judicial abandonment of his property under the 763rd and following articles of the Code of Procedure, upon the demand of his brother-in-law.

On the 18th February the defendant was arrested at the suit of the plaintiff under a *capias ad respondendum* for a debt of some seven hundred dollars, the affidavit alleging fraudulent secretion; and he was taken to prison the following day. The defendant contested the truth of the facts alleged in the affidavit; and on the 15th March, the Court dismissed his application to be liberated, holding

U. W. C. LAW

1889.  
Ogilvie  
v.  
Farnan.

that he had not established those allegations of the affidavit to be unfounded. On the 2nd April the defendant made another abandonment. On the 8th of April, judgment was given for plaintiff for the debt, being the price of flour sold in December previous, and for interest and costs, and also maintaining the *capias*.

On the 12th April, the plaintiff contested the defendant's first statement of abandonment, on grounds of suppression and fraudulent non-disclosure of property; and that contestation was maintained; and on the 10th of May the plaintiff further contested the second abandonment, and his contestation to that was also maintained, and both abandonments were therefore held fraudulent and insufficient; and the defendant was condemned to an imprisonment of four months.

On the 5th of October the defendant petitioned for his liberation from prison, alleging the expiration of the term of four months, and his compliance with the law by making the two abandonments, the one before, and the other after his imprisonment. This petition was also contested by the plaintiff, alleging that the *capias* had been maintained, because of the defendant's fraudulent secretion of a large sum of money and of valuable effects; that neither the money nor the effects had been abandoned, but still remained secreted; and therefore there had in reality been no valid or sufficient abandonment; but, on the contrary, false and insufficient abandonments so called only; and that the imprisonment of four months was a punishment for his neglect and refusal to deliver up his property; but in no way affected the defendant's detention under the *capias* which had been maintained by the Court.

The main question arising from all this is one of considerable importance; and I don't know that it has come up before in this Court. What is the effect to the debtor, of an abandonment accompanied by fraud and secretion?

The contention of the plaintiff is that such abandonments as these, which have been declared insufficient

1869.  
Ogilvie  
v.  
Farnan.

and fraudulent, are to be considered as no abandonments at all, and that the case is to be looked at as if none whatever had been made.

This contention was enforced by argument derivable from the underlying principle of the statute, which undoubtedly is, as stated in the preamble, "to soften the rigor of the law in cases where fraud is not imputable to the debtor;" and at the hearing, some of the arguments impressed me very strongly, the gist of the contention being that in case of an abandonment accompanied by fraud there is no relief afforded to the debtor at all, except by a full disclosure and restitution. But the case cannot be confined to the consideration of intention, as declared in the preamble, only; it carries us over the whole ground of the law since the statute of 1849, and the articles of the Code reproducing its provisions; and we have to examine the precise enactments themselves, and give them effect, without, however, by any means losing sight of the principle invoked.

First, then, what is the effect of an abandonment? All that the conclusions of the contestation asked was that the statement might be declared false, insufficient and fraudulent, and that the defendant might be condemned to imprisonment for one year; and these conclusions were granted, the imprisonment, however, being limited to four months.

The first thing that strikes me here is that there was nothing in the contestation, and nothing in the judgment, to set aside or annul the act of abandonment. All that was contended for was partial fraud, and secretion, and, as a consequence, punishment, which was inflicted; but the abandonment of property, whether entire and in good faith, or partial and fraudulent, *i. e.* the act of abandonment itself—the *cessio*—remained. It was the statement which is a necessary part of it, and must accompany it, that was deficient.

The *cessio* itself beyond doubt vests the curator not only with the property disclosed in the statement, by the express terms of art. 771, but by art. 772, the curator

U. W. O. LAW

has likewise the right to receive all property belonging to the debtor, and, which the latter has failed to include in his statement, or *bilan*. Therefore the property he has secreted can be dealt with by the curator if it can be found. It belongs to the debtor's estate. He has parted with it, for by articles 778 and 779, the abandonment deprives the debtor of his property, and discharges him only to the extent of the amount which his creditors are paid out of the proceeds of the sale of such property.

It is clear, then, that this man has made an abandonment in which the statement of his property was insufficient and fraudulent, and for his fraud he has been punished. If the contesting party had failed to establish fraud, the debtor would have been discharged at once under article 777. But if the creditor does succeed, as he has done here, and the fraud is established, what then? The only direct consequence, according to the statute and the Code, is imprisonment, which in the present case had been suffered when the petition for the defendant's liberation was presented. The same consequence would follow from his refusal to make any abandonment at all (art. 776, as amended by 48 Vict., c. 22).

But art. 798 enumerates all the cases where a debtor may obtain a discharge. They are six in number. None of them need be mentioned here but No. 4, which in express terms instances the abandonment of his property; and that this is a ground of discharge by petition such as was made in this case, is evident from article 792, which says that the debtor may, if he has grounds for so doing, seek redress against imprisonment by petition served upon the creditor, and then immediately proceeds to enumerate what are the grounds for discharge—the abandonment in No. 4 being one of them.

Here, then, we have a case where an abandonment has been made, but accompanied by secretion which has been punished; where the creditors or the curator, which is the same thing, have already got all that has been disclosed; and where they have the right to get the rest when they can discover it. - The term of imprisonment

1889.  
Ogilvie  
Farnan.

1869.  
Ogilvie  
v.  
Farnan.

for the debtor's misconduct being past, is there any power of coercive imprisonment beyond that? I think not. I can discover none in the law. There was once indeed under the old law to "mitigate the rigor" of which the statute of 1849 was passed, the *capias ad satisfaciendum*; and the debtor, whether fraudulent or not, had no possible means of release till he was 70 years of age, unless he paid his creditor in full, or paid the debt of nature itself. But that was expressly abolished by the first section of the Act; and it appears certain to me, after a careful examination of the whole case, that unless we are to disregard the statute and the code, and to revive under another name the inhumanity which it was one of the objects of the new law to remove, we must give to that new law the effect which the very title of the statute seems to indicate. It is a law intituled "An Act to abolish imprisonment for debt; and for the punishment of fraudulent debtors." I say one of the objects of the law, because the other is equally plain, and in my opinion equally satisfied. That other was the punishment of fraudulent debtors. It is not the punishment of the old law—imprisonment for life; it is the punishment of the new: imprisonment not exceeding a year, and that punishment to the extent it was inflicted has been endured in the present case.

The answer that could be made on this part of the case is plausible but, I think, not sound. It may be said that there is no necessary, prolonged coercion by the imprisonment. The debtor is no longer required to remain in prison till he pays, which, perhaps, he might never be able to do; but only till he disgorges, which he can do when he pleases.

Without discussing whether in all cases of sequestration, particularly in this one, a debtor can readily disgorge what is perhaps entirely beyond his reach, the answer to that observation is this:—There is, of course a true distinction between the two conditions of imprisonment; but the difficulty is that you must have authority to keep the debtor in prison. Where do you find authority to

U. W. O. LAW

1880.  
Ogilvie  
v.  
Farnam.

is there any that? I think there was once the rigor" of *capias ad satisfactum* or not, had 70 years of age, the debt of named by the first to me, after a that unless we are to revive unt was one of the ust give to that of the statute ed "An Act to the punishment e objects of the d in my opinion punishment of ment of the old ishment of the r, and that pun- s been endured

imprison him until he discloses? I see, as I have said, none in the Act, nor in the articles of the Code. On the contrary, I see he is discharged by abandonment; and he is to be punished if there is fraud in that abandonment. I think we cannot go beyond that, and punish or imprison him in any other manner, or for any further term than one year, and all the objects of the law as they are stated in the preamble seem to me to be attained. The preamble recites the expediency of softening the rigor of the law in cases where fraud is *not* imputable to the debtor. Where there is no fraud, the object of the law is, of course, attained at once by the abandonment. Where there is fraud, the object of the law is equally attained by specific punishment—a great mitigation in both cases, of the old law. But the question is, what has the present law done where fraud is imputable, beyond enacting the year's imprisonment. If it has stopped short there (and after the best consideration I can give the case, I think it has), we have no power to go any further. It does not appear to me to follow that because fraud is imputable to a debtor, and a specific punishment has been provided for it, the objects of the law, which were to remedy the position of honest debtors, and to punish dishonest ones, can be said to be in any way impaired.

I do not shut my eyes to the argument that this construction of the law may enable an unprincipled debtor to a considerable extent to keep in his possession means that ought to go to his creditors; but we have only the option between making the law of *capias* possibly inoperative in some extreme cases which might probably be sufficiently met by the powers of the curator, and practically holding that we still have the imprisonment for life. Under the old law, also, a debtor could undoubtedly keep his money, and remain in jail till he brought his creditor to terms. So that upon the whole it seems to me that both objects of the modern law are effected, viz: the mitigation of its former rigor in the case of honest debtors, and in the case of fraudulent debtors, the substi-



1889.  
Ogilvie  
v.  
Farnan.

tution of punishment by imprisonment for a determinate instead of an indeterminate time.

Judgment confirmed.

*Maclaren, Leet, Smith & Smith*, for plaintiff.

*Augé & Lafortune*, for defendant.

(J. K.)

December 19, 1889.

Coram DAVIDSON, J.

THE LAND & LOAN CO. v. FRASER.

*Fraud and deception—Land and loan company—Purchase of speculative claim.*

- Held:—1. Where a signature to a covenant of sale was obtained by deception and misrepresentation, by pretending that a condition previously objected to by the party signing had been removed from the agreement, that the agent who procured the signature was not entitled to recover the commission stipulated in such agreement.
2. That a company incorporated as a land and loan company cannot lawfully purchase or deal in claims of the above nature.

DAVIDSON, J.:—

The plaintiff, as transferee of C. G. Jones, real estate agent, claims \$275, amount of commission due on a sale of certain real estate belonging to defendant.

The pleas allege that the plaintiff had no power to buy or enforce the claim in question; that the covenant of sale relied upon was obtained by fraud and deceit; that the transfer was of a notoriously litigious right, and was collusive and without consideration.

The plaintiff relies upon an offer of purchase for \$11,000, dated Sept. 23, 1887, among the conditions of which was one to the following effect:—"The stone store and dwelling to be continued under lease to present tenant at \$600 per annum, and in addition he to pay all assessments on the said store and dwelling." Upon the face of this offer is written:—"I accept this offer for

" my principal, Wm. Fraser, commission to me of 2½ per cent. payable by him.

" (Signed),

C. G. JONES, Agent.

" I ratify this agreement,

" (Signed),

WM. FRASER.

" September 27, 1887."

Defendant protests that this ratification was obtained from him by fraud and deceit. The whole controversy circles about the warranty that the store and dwelling would be continued under lease to the then tenant at \$600 and taxes. It is agreed that the covenant of sale was an immediate outcome of two interviews had between the parties on the 23rd and 27th September, 1887. What then occurred is the subject of violent contradiction on the part of witnesses. According to Jones, the defendant never objected to the stipulation as to an assured rental of \$600 and taxes; and he swears that the only element of difference at the first conversation, and the only cause of further negotiation arose out of Fraser's refusal to include the fixtures. At both conversations defendant's brother was present, and here is his account of the interview: " Mr. Jones began to read the contract about the price of the property, and when he came to the five years' lease at six hundred dollars and assessments, my brother said 'Stop, Mr. Jones, I will have nothing to do with that contract.' My brother then turned around and told him to take the contract back to Mr. Foster and get it altered; that he would not sign any contract like that. Then Mr. Jones turned round to me and asked me if I would remain there, if Mr. Foster would buy the property, at \$600 and assessments, for five years longer, at this same interview, and I said no, as I was going out of business I would have nothing to do whatever with signing a lease."

The witness proceeds to tell how Jones later on returned and unsuccessfully sought to have him sign the required lease, and how,—to repeat his words,—“ On the

1888.  
Land & Loan  
Co.  
v.  
Fraser.

1880.  
Land & Loan  
Co.  
v.  
Fraser.

" 27th of September, my brother William and myself  
" were sitting in the front store in the afternoon when  
" Mr. Jones came in, and my brother asked him if he had  
" got the contract rectified. 'Yes, Mr. Fraser,' he said,  
" 'it is all right; it is ready for your signature; just  
" come into the office and sign it.' Well, my brother  
" went into the office, taking his word, and signed the  
" contract without reading it."

Statements so absolutely opposed to each other, call for the closest possible scrutiny of circumstances and details. Whether the document read at the first interview was written by Foster or Jones is uncertain, for it is not forthcoming. Asked if it contained any reference to fixtures, Jones answers, "No." I have been unable to find any reasonable answer to the enquiry—Why should the defendant have been unwilling to accept the writing first offered if it was as silent with reference to fixtures as is the one now invoked. What change, then, was made in the conditions first expressed? Plaintiff's case affords no explanation, but defendant's does. A. B. Fraser tells us of a stipulation about a five years' future lease, while the present contract contains no reference to time. It is not unreasonable to believe that this was, in fact, the change which seemed to Mr. Jones to justify the statement that the conditions had been rectified. At least no other alteration is proven by evidence or made possible even by inference.

Turn to another feature of the case. At the time of these conferences A. B. Fraser was standing under a rental of \$500 and no taxes. He strenuously asserts that he would not sign a lease beginning on the 1st of May next following, for \$600 and taxes, or on any other terms, because he was going out of business. As a matter of fact, he did retire from business. It is not pretended that the lease stipulated for by the purchaser was other than that of the then lessee. How is it possible to imagine that defendant would have knowingly made himself responsible for a contract which the party concerned refused to

U. W. O. LAW

execute or even think of? There is nothing in the rebuttal evidence to disturb this position.

Whether or no the document presented and signed at the second interview, and now sued upon, was really read over to defendant is, of course, a matter of essential importance. Fraser's denial, as shown by his already quoted evidence, is positive and unqualified. Let us contrast it with Mr. Jones' statements upon this point:—

Q. Now, did not Mr. William Fraser say to you, "Have you got the contract rectified" or altered?" A. Mr. Fraser said when I came in, "Have you got that all right?" and I said, "Yes, it is all right." Then he said, "I wish you would read it."

Q. And did you not add that "it was all right for your signature." A. I said "it is all right" I forget whether I said "it is all right for your signature." I may have said that.

Q. That letter was not read on that occasion to Mr. Fraser? A. Well, it was read.

Q. You swear that positively? A. Well, yes; and I must now correct my testimony that I gave the first time. I was not positive when the case came up some time ago that I had read the letter; but it has occurred to me since that I did not do myself justice on that occasion for this reason: Mr. Fraser, I recollect, asked me if I had got it all right, and I said "it is all right and ready for your signature," or something to that effect, and then he said, "I wish you would read it." This occurred in the office, and Mr. Adam B. Fraser went outside to serve a customer, and I read the document over to him, and it is well known to him that I did, and then Mr. Fraser said, "There is nothing in that as to fixtures; I will sign it." So he signed it and put the date to it.

Now, I take that to be a very unsatisfactory answer. The Land & Loan Company took action to enforce its contract, and called Jones as a witness. It is to his own evidence in the first case that he makes reference. I cannot let this later statement, whether or not it is the result of an involuntary or of an artificial revival of memory, displace Fraser's consistent account, in that case as in this, of what took place. He, at least, has no forgetfulness to excuse or assertions to correct. Other circumstances make strongly in defendant's favor. He at once took down his titles to the notary, and again and again pressed for the completion of the sale. Somewhere late in October all the parties met to sign the deed. The moment it was read out that there was to be a guarantee of a

1900.  
Land & Loan  
Co.  
v.  
Fraser.

1899.  
Land & Loan  
Co.  
v.  
Fraser.

lease for \$600 and taxes, defendant protested, and would not sign unless the clause was stricken out. All this is in support of his desire to sell, of his acceptance of price and condition of payment, of his ignorance that he was to be bound as to any warranty for the future revenues of the property, and of his willingness to complete the contract were this difficulty removed. Vendors, as a rule, do not guarantee the existence of other than actually existing leases. It has, moreover, to be remembered that Jones is intensely interested in this judgment. His assignment to plaintiff guarantees his claim. Judgment for the defendant means judgment against him. Defendant, called to the box by plaintiff, swears that the agreement was not read and that he was deceived. In coming to judgment, I do not let his evidence weigh with me, but it may, at least, be said that he has no greater interest in the result of this action than has Jones himself. If the one is in fact, the other is in ultimate legal responsibility, also a party in the cause.

Question of the purchase of a litigious right has also arisen. My judgment on the merits makes its discussion unnecessary, but it does not create sympathy with the plaintiff to know that the assertion in the assignment and the allegation in the declaration that \$275 was paid for the claim, is not in accordance with fact, as the company's outlay was only \$100.

I am also with defendant in believing that the plaintiff has not, under the limited powers given by its charter, authority to deal in speculations of this character.

The judgment is as follows:—

"The Court, etc.....

"Seeing plaintiff, as transferee of C. G. Jones, real estate agent, claims \$275, amount of commission due on a sale of certain real estate belonging to defendant;

"Seeing defendant pleads that plaintiff had no power to buy up or enforce the claim in question; that the covenant of sale relied upon was obtained by fraud and deceit; that the transfer was of a notoriously litigious right, and was collusive and without consideration;

U. W. O. LAW

" Considering plaintiff relies upon an offer of purchase for \$11,000, dated Sept. 23, 1887, among the conditions of which was the one following: 'The stone store and dwelling to be continued under lease to present tenant at \$600 per annum, and in addition he to pay all assessments on the said store and dwelling';

" Considering that upon the face of said offer appears written: 'I accept this offer for my principal Wm. Fraser, commissions to me of 2½ p.c., payable by him (signed) C. G. Jones, agent.' 'I ratify this agreement, (signed) Wm. Fraser, Sept. 27, 1887';

" Considering defendant protests that this acceptance was obtained from him by fraud and deceit, and that he never intended or agreed to warrant a future lease for \$600 and taxes;

" Considering that said alleged covenant of sale was an immediate outcome of interviews had between the parties on the 23rd and 27th of September, 1887;

" Considering the admission of Jones that the proposed agreement of the 23rd September was, equally with that invoked, silent as to fixtures, the inclusion of which fixtures, according to said witness, was the only cause of difference, and that no explanation is given of why defendant should have refused to sign the first agreement;

" Considering it is proved that defendant's objection to the first proposed agreement was that it made him guarantee a future lease for \$600 and taxes; that he instructed Jones to see Foster and have this rectified; that on the 27th September Jones returned and stated that the objection had been removed, and thereupon presented the offer of sale now in question, for acceptance; that defendant relying upon said statement signed said document without the same being read over to him, and in the belief that it did not bind him to any future lease;

" Considering that defendant, after the signing of said acceptance and until the discovery of the clause so objected to, pressed for the completion of the sale and in all his acts showed good faith;

1887  
Land & Loan  
Co.  
Fraser.



1889.  
Land & Loan  
Co.  
v.  
Fraser.

"Considering that at the date of said acceptance the store in question was not leased, and had no prospect of being leased, for \$600 and taxes;

"Considering that Jones' assignment to plaintiff was with warranty, and that he is a deeply interested witness;

"Considering that plaintiff did not, as is alleged in the deed of transfer and in the declaration, pay Jones \$275 for his claim;

"Considering that plaintiff is not by its charter authorized to deal in claims of this kind;

"Doth dismiss plaintiff's action with costs, etc."

Action dismissed.

*Archibald, Lynch & Foster*, for plaintiff.

*Bethune & Bethune*, for defendant.

(J. K.)

October 30, 1889.

Coram DAVIDSON, J.

AMERICAN BAG LOANING CO. v. STEIDLEMAN.

*Contract—No term fixed—Default.*

Held:—Where a contract of hire of grain bags, for a voyage, did not fix the time when the bags should be returned, but stipulated only that bags not returned should be paid for at a fixed rate; that the lender was bound to put the party hiring the bags in default to return them, before he could sue for the price; and that a tender of the bags was a good defence to the action.

DAVIDSON, J. —

The defendant is captain of the steamship "Gleniffer," and he has to defend himself against a claim for \$630.50, value of 6,305 grain bags alleged to have been delivered to him on hire and never returned. It is pleaded that the bags were re-delivered at New York, as soon as practicable, but this the company denies.

The contract, which was made at New York on the 28th of September, 1887, reads as follows:—

U. W. O. LAW

acceptance the  
no prospect of

o plaintiff was  
interested wit-

is alleged in the  
ay Jones \$275

charter autho-

sts, etc."  
on dismissed.

ber 30, 1889.

STEIDLEMAN.

ull.

voyage, did not fix  
stipulated only that  
ate; that the lender  
ault to return them,  
ler of the bags was

ip "Gleniffer,"  
im for \$630.50,  
been delivered  
is pleaded that  
as soon as prac-

y York on the

"The bags are hired by the American Bag Loaning Company, Limited, for the use of said vessel on her present voyage, and are to be used only for the purpose of carrying grain, and on the discharge of the cargo at Lisbon are to be emptied aboard ship. . . . The bags are to be delivered in like good order and condition, as when received, ordinary wear and dangers of the seas excepted, to the said company or their agents at Lisbon, free of all liens or charges thereon, on discharge of cargo. It is agreed that the value of each bag is 10 cents, and all bags not accounted for or which are damaged beyond ordinary wear, shall be paid for in accordance therewith.

"The master is given the option of keeping the bags aboard ship when emptied and returning them to New York, Philadelphia, Baltimore, Newport News or New Orleans, subject to freight of  $\frac{1}{2}$  cent per bag, but must at port of discharge notify company's agent of intention to do so, and endorse it hereon."

The ship sailed from New York, and reached Lisbon about the 18th of October; there the captain endorsed on the company's receipt—I suppose as a voucher to the local agent—"bags kept on board to be returned"; and then he sailed for Bilboa, thinking to load at that port for New York and be able to carry back the bags himself, so earning the freight of half a cent per bag. However no cargo offered, and the bags, according to the captain, were not then and there transferred to another ship because of tremendous local duties. So he journeyed on to Civita Vecchia, thence to the Black Sea, thence to Antwerp, and made the port of Montreal about the 14th of May, 1888. This writ went out on the 28th, and on the 2nd of June 6,223 of the bags were shipped to New York, and there refused by the company, but afterwards taken into store under protest. I find the number claimed to have been so sent, fairly proved, and that apart from the deficiency of eighty-two, about fifty were returned damaged, making a total to be accounted for of 132, which, at ten cents, would come to \$13.20. Against this,

1889.  
American Bag  
Loaning Co.  
v.  
Steidleman.

1880.

American Bag  
Loaning Co.  
v.  
Steidleman.

defendant puts his return freight of one half cent per bag, amounting to over \$30.

At the moment that the writ was served the bags were being counted and packed for re-delivery. The captain complains that he was never put in default to hand them back, and that seems to be true. After the arrival of the ship here, Mr. Bigelow, the plaintiffs' then employee, made a demand for the contract value of the bags, and defendant, who had already paid 5 cents for their hire, wouldn't agree. He said he was going to re-deliver, but Bigelow would not consent to anything save payment of \$630. On a previous voyage a like loan had seen the bags returned in four months without objection. Here eight months elapsed. Upon what day or at what place did plaintiff's obligation to receive back the bags become converted into a right to demand their price instead? It appears to me to have been a duty precedent of the company to create the facts which would make a certain answer to that question possible. The declaration asserts not only a neglect but a refusal to deliver back, yet no such refusal is proven unless it is to be presumed from the lapse of time alone, and what delay would create such a presumption does not appear from anything of record. There was no time of performance fixed, and the debtor could not, as a consequence, be put in default by the mere lapse of time. (C. C. 1069.) In an alternative obligation the option belongs to the debtor, unless it has been expressly granted to the creditor. (C. C. 1094.) I cannot condemn the defendant to pay for the price of the bags, when he has opted—tardily it may be, but still before default was made against him—to return the bags, and they are even now lying in plaintiff's premises at New York. What shortage there was is more than compensated by the return freight, and I dismiss the action, reserving to plaintiffs, perhaps unnecessarily, any claim for additional rental that the company may choose to pursue.

The judgment is as follows:—

"The Court, etc.,...."

U. W. O. LAW

"Seeing that the plaintiff claims \$630.50, value of 6,305 grain bags delivered to the steamship 'Glennifer,' whereof the defendant is master, on hire, and which, as alleged, he has neglected and refused to return ;

1880.

American Bag  
Lending Co.  
Steidliaman.

"Seeing that defendant pleads that the bags were re-delivered at New York as soon as practicable, and this the company denies ;

"Considering that the contract, which was made at New York on the 28th Sept., 1887, reads as follows : [See contract above] ;

"Considering that the ship sailed from New York in due course, and reached Lisbon about the 18th of October, 1887, that there the defendant endorsed on said receipt (plffs.' Ex. No. 1), 'Bags kept on board to be returned,' and then sailed for Bilboa, thinking to load at that port for New York, and be able to carry back the bags himself, so earning the freight of one half cent per bag ;

"Considering that no freight offered there, and the defendant did not transfer the bags to another ship sailing for the United States, because the transfer would have entailed the payment of high local duties ;

"Considering that the defendant sailed thence to Civita Vecchia, thence to the Black Sea, thence to Antwerp, and thence to this port, where he arrived about the 14th of May, 1888 ;

"Considering that the present writ is dated the 28th of May, that when served, the bags were being counted and packed for re-delivery ; that they were shipped to New York about the 2nd of June (as appears by the shipping bill deft.'s ex. X), tendered to plaintiff and refused acceptance, but afterwards, under protest, taken into the company's premises where they now lie ;

"Considering that in a previous voyage the defendant kept bags for four months without dispute, and that it does not appear what exact time would have been an unreasonable delay in the present case ;

"Considering that the number so shipped was 6,228, being eighty-two short of the number received, and that

1889.  
American Bag  
Leasing Co.  
v.  
Steidleman.

said re-shipment included fifty damaged bags, making a total shortage of 132, of the value of \$13.20, to wit, an amount less than, and more than compensated by, a sum of over \$80 freight earned by defendant;

"Considering that after arrival here, the price of said 6,305 bags was demanded of defendant, that he replied that he was about to return the bags, that he was never called upon to re-deliver, or otherwise lawfully put in default;

"Considering that there was no time of performance fixed in said contract; that defendant could not as a consequence be put in default by the mere lapse of time, and that the option of returning or paying for the bags was never taken from him (Arts. 1069, 1094, C. C.);

"Doth dismiss the plaintiff's action with costs, *distracts*, etc."

Action dismissed.

*Abbotts & Campbell*, for plaintiffs.

*Dunlop, Lyman & Macpherson*, for defendant.

(J. K.)

March 29, 1889.

Coram JOHNSON, J.

AYLWIN v. CITY OF MONTREAL.

*Contract for prolongation and opening of streets—Breach—Measure of damages.*

The municipality of H. (whose obligations were subsequently assumed by defendants), in consideration of the gratuitous cession of land by plaintiff, agreed to prolong a certain street through plaintiff's lots; at a width of 100 feet, and to open two other streets through his property. The street first referred to was afterwards homologated at a width of 60 feet only, and the defendants delayed to complete the other two streets.

Held:—That the measure of damages in respect of the street homologated at a width of 60 feet, was the value of the 40 feet taken by defendants and not retroceded, and the depreciation in value of the rest of plaintiff's property in consequence of the loss of frontage on

the street as prolonged. And as to the breach of contract respecting the other two streets, the measure of damages was the interest (computed from the time when the streets could reasonably have been completed) on the capital represented by the increased value which the plaintiff could have got for his lots if the streets had been made as agreed.

1880.  
Aylwin  
v.  
City of  
Montreal.

*E. Lafleur* appeared for the plaintiff.  
*Ethier*, for the defendants.

JOHNSON, J.:—

When the municipality of Hochelaga was merged in the city of Montreal, there were two deeds to which the former was party of the one part, and the plaintiff of the other part.

The first of these is the deed of the 28th November, 1880, between the plaintiff and the then municipality of the village. The second was the deed of the 22nd November, 1883, between him and the then town of Hochelaga.

By the first deed, as the plaintiff in his declaration alleges, he ceded gratuitously to the corporation of the village of Hochelaga a strip of his land 100 feet wide (described in the deed) for the prolongation of Ontario Street. This cession was on the express condition that the corporation should immediately macadamize the street at their own expense, and continue to maintain it ever after in good order, and place sidewalks on each side.

Immediately afterwards, the corporation of Hochelaga took possession of the land ceded, and fenced it in; but does not appear to have done anything else. Since the annexation to the city, the latter, by the terms of the statute, stands in Hochelaga's shoes; and the plaintiff alleges that notwithstanding numerous letters and petitions, the city has neglected to proceed with the work of converting the land ceded into a street, as required by the deed; and, in fact, that they have made matters worse; and instead of making a street as was stipulated, they have made excavations and removed quantities of sand; and, further still, it is alleged that the city has violated the provisions of the deed of 1880, by homolo-

bags, making a  
3.20, to wit, an  
sated by, a sum

the price of said  
that he replied  
at he was never  
lawfully put in

of performance  
uld not as a con-  
e lapse of time,  
ng for the bags  
094, C. C.);

with costs, *distracts*,

on dismissed.

tant.

March 29, 1889.

MONTREAL.

streets—Breach—

subsequently assumed  
us cession of land by  
rough plaintiff's lots;  
eets through his pro-  
s homologated at a  
yed to complete the

of the street homolo-  
the 40 feet taken by  
ation in value of the  
loss of frontage on



1880.  
Aylwin  
City of  
Montreal.

gating Ontario Street to a width of 60 feet instead of 100, as called for by the deed; thus leaving a strip of 40 feet still owned by the city in front of the plaintiff's lots. This strip is not to be used as a street, and is not retroceded to plaintiff, so that his lots no longer front on Ontario Street, and are consequently greatly depreciated in value—Ontario Street being a great thoroughfare. Owing to this default and neglect, plaintiff has been unable to sub-divide or sell his land to advantage, and the Ontario Street lots are permanently depreciated by the narrowing of the street from 100 to 60 feet. The damages claimed for the violation of stipulations of the deed of 1880 are \$5,000.

Then, as regards the deed of the 22nd November, 1883, (Lécours, N. P.), the plaintiff ceded to the town of Hochelaga two strips of his land for the opening of Logan and Prefontaine Streets; and this cession also was made on the express condition that the corporation of Hochelaga should immediately, and with all the diligence possible, proceed to open these streets and macadamize them, and place them in first-class condition; and the grantees took possession, as before, but never made the streets; and by reason of the annexation, the city which is under the same obligations with respect to the second deed, as to the first, is alleged in like manner to have neglected its duty, whereby \$5,000 damages have been caused to the plaintiff, his property having been rendered unsalable.

The sole plea of the defendant to all this is a mere general denial.

I do not know, and do not ask why the plaintiff did not demand under the circumstances, the retrocession of the 40 feet on the line homologated as Ontario Street, and which now intercepts his access to it; nor why the defendant does not offer it back, in reduction of damages. It is unquestionable that if the city had made the street as the plaintiff contends it ought to have been made, it would not have been an unconditioned advantage to him, for he would have had to contribute to the cost of drains, and so forth; but the parties of course can present their

U. W. O. LAW

1880.  
Aylwin  
v.  
City of  
Montreal.

case in the way they like best, and I have only to deal with it as it is presented. It appears to me, therefore, to be only a question of the amount of damages; for the obligation of the city to do what Hochelaga was bound to do is unquestionable; and the obligation of Hochelaga to macadamize and make sidewalks on, and to the full extent of, the width ceded is equally so. The repeated *mises en demeure*, and the neglect to make the streets effectively at all; and as regards Ontario Street, the plain indication that the city does not intend to make the street to the width ceded, are all clearly proved, and it only remains to ascertain the resulting damage to the plaintiff.

First, then, as to Ontario Street: The damage contended for by the plaintiff is put as arising from three sources. There is the value of the 40 feet he gave as part of the 100 feet for the street, and which is still the property of the city, over which, at present, he has no power whatever, and has not only lost completely, unless they choose to give it back; but which has been made an inconvenience and a hindrance to him. Then he contends for a right to recover the loss on the value of his lots that would have fronted on Ontario Street, if the city had performed their part of the bargain; but which must now be made to front on another street, by which he cannot get as many lots as he could on the other plan; and finally he asks for the amount of depreciation in the value of lots on both sides of Ontario Street from its being homologated at 60 instead of 100 feet in width.

There is an important variation between the two principal witnesses for the plaintiff on these heads of damage, Mr. Walbank and Mr. Stevenson; the former making the value of the 40 feet alone \$2,500, and the latter giving only that amount for all damage arising from the three sources claimed. I think I am bound to take the lowest estimate of the plaintiff's own witness, and to restrict the damage as to Ontario Street to \$2,500.

Then, as regards damage from the breach of contract respecting Prefontaine and Logan Streets, the same wit-

1880.  
Aylwin  
City of  
Montreal.

nesses are also at variance—their position being, however, reversed, Mr. Stevenson's being the highest estimate as regards this part of the case. They both, however, base their estimate on a principle, or an idea, that is inadmissible. They take the view of speculators in real estate, and they seem to say that if the streets had been made, the plaintiff might have got so much more for his lots. Walbank puts the loss, or the failure to gain, at 10 to 15 per cent. on these lots, or from \$3,900 to \$5,940. Stevenson puts it higher, viz., at from \$6,000 to \$7,000. The mean between these estimates would be about \$5,000.

But I say this is a principle of estimate that I cannot admit. There is no permanent depreciation of the value of these lots. Their selling value now is less without the streets, than it will be, when the streets are completed; and they are, though not in anything like a complete state, in process of completion; and when finished, the higher price will be obtainable. What the plaintiff has lost is the interest on the money the lots would have fetched if the streets had been completed. The deed was passed on the 22nd November, 1883, and by its terms the making of these streets was to have been proceeded with at once, and with all diligence; and giving the corporation the whole of the following open season, that is up to November, 1884, there would be from that time up to the action in October, 1887—say three years' interest on \$5,000.

Judgment will, therefore, go for plaintiff for the \$2,500 for Ontario Street, and for \$900 damages arising from non-completion of Logan and Prefontaine Streets, and costs.

The judgment is as follows:—

“The Court, etc.....”

“Whereas the plaintiff declares upon two deeds executed between him and the municipality of Hochelaga, the first being of the 28th Nov., 1880, and the second of the 22nd Nov., 1883, whereby the said municipality, in consideration of the free grant by plaintiff of certain land

U. W. O. LAW

the said two deeds described, undertook to make certain streets in the said deeds described;

"And whereas the several undertakings of the said municipality in the said deeds contained, were assumed by the defendants upon and by reason of the subsequent annexation of the said municipality to the said city;

"And whereas the plaintiff alleges that by the said first-mentioned deed, he gratuitously granted a certain extent or strip of real estate to him belonging (and described in the said deed), for the prolongation of Ontario Street, which consisted of part of several lots and had a width of 100 feet, the whole extent whereof in width and in length the said municipality bound themselves to macadamize and make into a street at their own expense immediately after the execution of the said deed, and to maintain it ever after in good order, and place side-walks on each side; and thereupon the defendants took possession thereof and fenced it in;

"And whereas neither the said municipality of Hochelaga, nor the said defendants, though frequently thereunto required by the plaintiff, have ever fulfilled the obligations resting upon them by the said deed; but on the contrary, the defendants have violated the provisions of the deed of 1880, by homologating Ontario Street to a width of 60 feet only, and thereby leaving a strip of 40 feet still owned by the city in front of the plaintiff's property, which said strip, neither made into a street, nor retroceded to plaintiff, is a nuisance and a hindrance to him, and prevents his access to Ontario Street; and also prevents his lots from having a frontage on Ontario Street;

"And whereas by the second mentioned deed of the 22nd of November, 1883, the said plaintiff ceded to the said municipality of Hochelaga, now represented as aforesaid by the defendants, two strips of land for the opening of two streets, viz., Prefontaine Street and Logan Street, as in the said last mentioned deed described, and the said grantees took the same upon the express condition that they should immediately and with all diligence

1880.  
Aylwin  
v.  
City of  
Montreal.

1889.  
Aylwin  
v.  
City of  
Montreal.

possible, proceed to open the said two streets and macadamize and place them in a first-class condition, and further they took possession; but neither the grantees aforesaid nor the present defendants, although frequently thereunto required, have performed their undertakings with respect to said streets, but on the contrary they have neglected to place them in first-class condition;

"And whereas the plaintiff, by reason of the premises, asks that the defendants be condemned to pay damages to him for the breach of the said several covenants and obligations under the said two deeds;

"And whereas the evidence shows that the plaintiff has suffered damage to the extent of \$2,500, being the value of the piece of land 40 feet wide, which intercepts his access to Ontario Street as the same has been homologated contrary to the stipulations of the first-mentioned deed; and the evidence further shows that under the stipulations of the second deed, the plaintiff has since the making of that deed (22nd November, 1883) up to the bringing of the action, been prevented from selling his lots to the best advantage; but this is not a permanent depreciation, and the plaintiff is only entitled to interest at 6 per cent. upon the capital represented by the increased value of the lots, that is to say, for three years from the time the defendants or their predecessors could reasonably have completed the said streets, which the Court holds to be one year from the passing of the said deed of 1883 up to the bringing of the action, which would, on \$5,000 (the proved increased value if the streets had been made), amount to \$900;

"Doth condemn the said defendants to pay and satisfy to plaintiff the said two sums of \$2,500 and \$900, making \$3,400, with interest thereon from the 21st Oct., 1887, and costs of suit."

Judgment for plaintiff.

*T. C. Aylwin*, attorney for plaintiff.

*R. Roy, Q.C.*, for defendants.

(J. K.)

U. N. C. LAW

19 novembre 1889.

Coram PAGNUELO, J.

LA CORPORATION DES HUISSIERS DU DISTRICT  
DE MONTREAL V. BOURASSA.

*Jurisdiction disciplinaire de la Cour sur les huissiers—Livre de ventes—Achat pour l'huissier par personnes interposées d'effets vendus par lui dans l'exercice de ses fonctions—Absence de procès-verbal de vente—Suspension d'huissier.*

- Judic:—1o. Que le défendeur, huissier du district de Montréal, doit se soumettre aux réglemens de la Cour et tenir un registre des ventes par lui faites ;
- 2o. Que la vente d'un objet par un huissier à son recours, à vil prix, et en l'absence d'enchérisseurs, sera réputée faite à l'huissier lui-même, et que l'huissier pourra être condamné à remettre cet objet à la personne sur qui il l'a vendu ;
- 3o. Que l'huissier sera considéré favoriser ses parents ou employés dans la vente et l'adjudication des effets vendus par lui, s'il est dans l'habitude de leur adjuger aux ventes judiciaires faites par lui.

Le jugement rend suffisamment compte des questions débattues en cette cause.

“ La Cour ayant entendu les parties sur la requête de la requérante demandant la destitution du défendeur comme huissier, examiné la procédure, les pièces produites, entendu les témoins cour tenante, et délibéré ;

“ Considérant que la dite destitution est demandée, 1o. pour le refus du défendeur de se conformer aux réglemens de la Corporation des Huissiers du District de Montréal, savoir de se pourvoir du livre avec pages numérotées consécutivement, scellé du sceau de la corporation, dans lequel seraient entrées lisiblement et à l'encre, au fur et à mesure, les détails des ventes par lui faites comme huissier, conformément à l'article 12, paragraphe 8 des réglemens de la dite corporation ; 2o. pour avoir, contrairement à l'art. 41 des dits réglemens, contracté un engagement à prix réduit, pour ses services tant avec des avocats qu'avec des particuliers ; 3o. pour avoir, dans la cause de Sicard v. Laurin, No. 1067 de la Cour de



1888.  
Corp. des  
Huissiers  
v.  
Bourassa.

Circuit, vendu illégalement le 11 septembre dernier, une chienne pour vingt-cinq centins, à son recours, J. H. Pilon, sans autre enchérisseur présent ; 4o. pour avoir acheté par des personnes interposées à des ventes par lui faites comme huissier ; 5o. pour savoir à peine écrire et pour le faire d'une manière incompréhensible ;

" Considérant que le deuxième et le cinquième moyens ne sont pas prouvés, qu'il est établi que le défendeur a une bonne écriture et qu'il n'a été prouvé aucun arrangement par le défendeur pour ses services à prix réduits qui soit dérogoire à la profession d'huissier ;

" Sur le premier grief :

" Considérant que le livre requis par le dit règlement est prêt depuis le mois de juillet 1888, et que le défendeur a constamment refusé de se conformer au dit règlement ;

" Considérant qu'il est prouvé que le défendeur est dans l'habitude de vendre comme huissier sans dresser le procès-verbal énoncé à l'art. 592, C. P. C. ; qu'il ne fait lors de la vente que des mémoires au crayon sur des feuilles volantes, qu'il ne fait pas même le procès-verbal subseqüemment à la vente, et qu'il ne produit avec son rapport de vente et ne rapporte avec l'exécution qu'un état non authentique et informe du résultat de la vente ; que de plus il a changé dans certains cas le nom de l'adjudicataire en mettant à la place du nom de son père, aussi huissier, celui du demandeur dans la cause ;

" Considérant que le défendeur a prétendu suppléer à l'absence du livre requis par le dit règlement au moyen d'un livre qu'il a produit en cette cause et qui contient une liste des ventes et des articles vendus par lui ; mais qu'il appert à la face même de ce livre qu'il a été fait après coup et longtemps après les ventes faites ; que ce livre n'indique pas la résidence des adjudicataires et qu'il ne peut en aucune manière remplacer le livre officiel requis par le dit règlement ;

" Considérant que ces procédés du défendeur sont irréguliers et contraires à la loi, et que le défendeur s'est obstiné mal à propos à ne point se pourvoir du livre

U. W. O. LAW

1890.

Corp. des  
Huissiers  
v.  
Bourassa.

officiel, dont l'objet est justement de prévenir les illégalités et irrégularités dont le défendeur est dans l'habitude de se rendre coupable ;

" Sur le troisième grief :

" Considérant qu'il est prouvé que le défendeur a, le 11 septembre 1889, fait une vente dans la paroisse du Sault-aux-Récollets, au domicile du défendeur dans une cause de Sicard v. Laurin, que le seul objet à vendre était une chienne prouvée valoir au moins vingt-cinq piastres, qu'il n'y avait présents à la vente que le défendeur et sa femme et le clerc du défendeur, J. H. Pilon, qui lui servait de recors, ce dernier étant engagé chez le défendeur à une piastre et demie par semaine et sa pension ; que la dite chienne a été adjugée au dit Pilon, seul enchérisseur, pour le prix de vingt-cinq centins ; que ce dernier doit être considéré comme personne interposée achetant pour le défendeur contrairement à la loi, qu'il a refusé de remettre la dite chienne sur le remboursement des vingt-cinq centins, que cette conduite du défendeur est reprehensible et condamnable ;

" Sur le quatrième grief.

" Considérant qu'il est établi en preuve que le défendeur a adjugé en différentes circonstances des effets par lui vendus, à son père, à son frère Alphonse Bourassa, et à son dit clerc Pilon, et qu'il y a lieu de croire que ces adjudications ont quelquefois été faites dans le but de favoriser ses parents et son employé, et que la conduite du défendeur est encore reprehensible à ce sujet ;

" Considérant cependant que le défendeur ne jouit point d'une mauvaise réputation, qu'il est même recommandé favorablement par un grand nombre d'avocats comme étant sobre, honnête et consciencieux, et s'acquittant bien de ses fonctions d'huissier ;

" Usant d'indulgence envers le dit défendeur qui a paru agir de bonne foi dans quelques-unes des dites circonstances et dans l'ignorance de ses devoirs ;

" Suspend le dit défendeur de ses fonctions d'huissier jusqu'au premier janvier prochain (1890), et ordonne qu'il ne reprendra ses fonctions à cette époque qu'en produi-

1889.  
Corp. des  
Huissiers  
v.  
Bourasse.

sant au Greffe de cette Cour un certificat du secrétaire de la Corporation des Huissiers de Montréal, qu'il s'est pourvu du livre officiel requis par le dit règlement, et qu'il a payé tous les frais encourus sur la présente requête; lesquels il est condamné et sera contraint de payer par toutes voies que de droit;

"Condamne de plus le dit défendeur à remettre la dite chienne à son propriétaire, Désiré Laurin, sous un délai, de huit jours, la Cour se réservant d'ordonner ce que de droit au cas où le défendeur ne se conformerait point à cette dernière injonction."

*Champagne & Lefebvre*, avocats de la requérante.

*Bourgouin & Pelland*, avocats du défendeur.

(P. B. M.)

14 novembre 1889.

Coram PAGNUELO, J.

*Ex parte* SENÉCAL, requérant *certiorari*, et LES COMMISSAIRES POUR LA DÉCISION SOMMAIRE DES PETITES CAUSES POUR LA PAROISSE DE LONGUEUIL.

*Certiorari*—*Cour des Commissaires*—*Arts. 1206, 1214, 1221, C. P. C.*

*Objet*:—Que l'opposant à une saisie n'est pas tenu de procéder le jour du rapport de l'opposition à la Cour des Commissaires, et que le renvoi de l'opposition, le jour qu'elle est rapportée, faite par l'opposant de procéder, constitue un excès de pouvoir et donne lieu à l'émanation du *certiorari*.

Voici le jugement :

"La Cour ayant entendu les parties sur la demande du dit requérant pour l'émanation d'un bref de *certiorari*, à l'encontre du jugement rendu par la Cour des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de Longueuil, le 7 octobre dernier, entre Charles Poirier, demandeur, et Alfred Sénécal, défendeur,

et Edouard Senécal, opposant afin de distraire, examiné la procédure, les pièces produites et délibéré :

“ Considérant que l'opposition du dit requérant a été rapportée le 7 octobre dernier, et qu'elle a été renvoyée le même jour, faute par l'opposant de se présenter et de procéder sur icelle ;

“ Considérant qu'au cas où le demandeur entendait contester la dite opposition, la cause ne pouvait être instruite qu'à un jour ultérieur, à moins du consentement de l'opposant et du demandeur ;

“ Considérant que le demandeur, s'il ne contestait pas la dite opposition, n'en pouvait demander le renvoi ;

“ Considérant que la dite Cour des Commissaires, en renvoyant la dite opposition le jour du rapport sans fixer un jour ultérieur pour la preuve, a commis une illégalité et une injustice à l'égard du dit opposant ;

“ Vu les arts. 1206, 1214 et 1221, C. P. C. ;

“ Accorde la dite requête, et ordonne en conséquence qu'il émane un bref de *certiorari*, adressé à la dite Cour des Commissaires, leur enjoignant de rapporter, etc., dépens réservés.”

*Jodoin & Jodoin*, avocats du requérant.

(P. B. M.)

1889.

Ex parte  
Senécal.

du secrétaire  
al, qu'il s'est  
règlement, et  
sente requête ;  
de payer par

mettre la dite  
sous un délai,  
ner ce que de  
crerait point à

rante.

r.

embre 1889.

et LES COM-  
SOMMAIRE  
AROISSE DE

6, 1214, 1221,

procéder le jour du  
et que le renvoi  
par l'opposant de  
ou à l'émanation

r la demande  
f de *certiorari*,  
des Commis-  
saires causes  
dernier, entre  
al, défendeur,

12 novembre 1889.

Coram PAGNUELO, J.

EVANS ET VIR. V. EVANS.

*Partage de meubles—Saisie-conservatoire—Compte de tutelle—  
Union de causes.*

Jugé:—1o. Qu'un co-proprétaire par indivis a droit de saisir par voie de saisie-conservatoire des meubles que son co-proprétaire a commencé à vendre, et que le compte de tutelle que le défendeur doit rendre à la demanderesse ne peut empêcher cette dernière de demander le partage des meubles et d'accompagner cette demande de mesures conservatoires;

2o. Que l'union d'une cause avec une autre cause entre les mêmes parties ne peut être accordée lorsqu'elle aurait l'effet de compliquer inutilement la procédure et de retarder l'instruction;

3. Que le mari peut plaider à cette demande en partage qu'il avait fait don à sa femme, durant le mariage, des dits meubles par une donation interposée, et que cette donation est nulle, et par conséquent les meubles n'ont cessé de lui appartenir.

Le jugement expose suffisamment la question en litige.

"La Cour ayant entendu les parties, tant sur la défense en droit du défendeur que sur la réponse en droit du demandeur, et sur leur motion pour unir cette cause à la cause No. 805, pendante devant cette Cour entre les mêmes parties, ayant examiné la procédure, et délibéré:

1o. Sur la défense en droit du défendeur,

"Considérant que la présente action en partage et licitation des meubles de la succession de feu Dame Mary Ann Hird, épouse séparée de biens du défendeur, est portée par la demanderesse comme co-proprétaire des dits meubles, conjointement avec le défendeur, invoquant comme titre sa qualité d'héritière de sa mère pour partie, et celle d'héritière de Alfred Rorke Evans et Clarence Edward Evans, ses frères décédés en minorité; ces deux derniers ayant hérité chacun d'un tiers indivis des dits meubles conjointement avec la demanderesse comme seuls héritiers de leur défunte mère;

"Considérant que le défendeur est poursuivi comme

U. W. O. LAW

1880.  
Evans  
v  
Evans.

co-propriétaire indivis pour trois-huitième dans les dits meubles comme héritier des ses enfants Alfred Burke Evans et Clarence Edward Evans, conjointement avec la demanderesse propriétaire pour cinq-huitième des mêmes meubles;

"Considérant que la demanderesse allègue que le défendeur a, sans le consentement de la demanderesse, vendu une partie des dits meubles, et qu'elle craint qu'il n'en vende le restant et lui en fasse perdre le prix, et que le défendeur a refusé de procéder à un partage à l'amiable des dits meubles;

"Considérant que dans les circonstances la demanderesse était justifiable de prendre une saisie-conservatoire des meubles indivis non encore vendus par le défendeur et de conclure à un partage des dits meubles soit en nature, soit par licitation;

"Considérant que le compte de tutelle que le défendeur doit rendre à la demanderesse ne peut empêcher celle-ci de prendre des mesures conservatoires et de demander le partage des dits meubles entre les co-propriétaires indivis, et qu'au cas où le défendeur aurait un droit de rétention ou autre sur les dits meubles, il pourra le faire valoir en temps et lieu;

"Renvoie la dite défense en droit avec dépens;

2o. Sur la motion pour unir la dite cause,

"Considérant que l'union de cette cause avec la cause No. 805, entre les mêmes parties, cette dernière étant une action en reddition de compte par la demanderesse contre le défendeur, son ex-tuteur, ne serait pas utile dans l'état actuel de la procédure et pourrait retarder l'instruction de la présente cause; mais que cette union pourrait être utile et désirable si les meubles en question ne sont pas partagés en nature, mais sont vendus par licitation, la Cour s'abstient d'adjuger pour le présent, sur la dite demande, sauf à y avoir plus tard tel égard que de droit, à la diligence des parties, lorsqu'il y écherra.

3o. Sur la réponse en droit.

"Considérant que le troisième plaidoyer du défendeur serait bien fondé s'il est vrai, tel qu'allégué, que les meu-

tembre 1889.

apte de tutelle—

se saisir par voie de  
établie a commencé  
leur doit rendre à  
re de demander le  
mande de mesures

les mêmes parties  
compliquer inutile-

age qu'il avait fait  
bles par  
ar consé

stion en litige.  
ant sur la dé-  
ponse en droit  
uir cette cause  
te Cour entre  
cédure, et dé-

partage et lici-  
e Dame Mary  
défendeur, est  
ropriétaire des  
eur, invoquant  
re pour partie,  
s et Clarence  
rité; ces deux  
ndivis des dits  
e comme seuls

rsuivi comme



1889.  
Evans  
Evans.

bles mentionnés en la déclaration des demandeurs n'ont jamais appartenu à la femme du défendeur, qu'ils étaient la propriété du défendeur, qui les aurait fait passer à sa femme durant le mariage par l'intermédiaire d'un tiers sans considération valable et légale ;

“ Considérant que l'inscription de faux n'est qu'un mode de preuve ;

“ Renvoie la dite réponse en droit avec dépens.”

*D. R. McCord*, avocat du demandeur.

*Morris & Holt*, avocats du défendeur.

(P. B. M.)

[IN CHAMBERS.]

April 13, 1889.

*Coram* GILL, J.

W. D. McLAREN v. J. R. McLAREN ET AL.

*Procedure—Service of summons.*

HELD:—That where it is shown that a defendant locks his doors to evade service of a writ of summons, an order will be granted authorizing the bailiff to use force to open them to effect such service, or to serve the writ after seven o'clock p. m.

PER JUDICEM:—“ Vu les faits articulés dans la requête ci-dessus et les affidavits l'accompagnant, il est permis à l'huissier chargé de la signification de l'exploit d'ajournement, et il est autorisé à entrer dans le domicile du défendeur en ouvrant forcément les portes pour y faire la dite signification ; on pourra encore faire la dite signification en dehors du dit domicile personnellement après sept heures du soir.”

*Chapleau, Hall, Nicolls & Brown*, for plaintiff.

*S. Pagnuelo, Q. C.*, for defendant J. R. McLaren.

(A. J. B.)

November 21, 1889.

Coram GILL, J.

LA CORPORATION DE LA PAROISSE DE STE-GENEVIEVE, petitioner, v. LA COUR DE CIR-  
 CUIT, and BOILEAU, *mis en cause.*

*Prohibition—Circuit Court—Jurisdiction—Art. 1031, C. C. P.*

Held:—1. That a writ of prohibition will not lie to the Circuit Court, it not being a Court of inferior jurisdiction within the meaning of Art. 1031, C. C. P.

2. That the Circuit Court having jurisdiction under R. S. C. 6218 (4), to hear appeals from decisions of local municipal councils respecting valuation rolls, there was no excess of jurisdiction in the circumstances.

The petitioner applied for a writ of prohibition, to prevent the execution of a judgment of the Circuit Court, Montreal (PAGNUELO, J.), Sept. 30, 1889. By this judgment the appeal of Boileau, from the refusal of the municipal council of the parish of Ste-Genevieve to add certain names to the valuation roll, was maintained. See report of case *Boileau v. La Corporation de la paroisse de Ste-Genevieve*, 18 Leg. News, 426.

GILL, J., held that the Circuit Court is not a Court of inferior jurisdiction, and the application was refused.

The judgment is as follows:—

“La Cour, ayant entendu la plaidoirie contradictoire des avocats des parties sur la requête présentée ce jour, demandant qu’il émane un bref de prohibition adressé à la Cour de Circuit, et délibéré;

“Considérant que d’après l’article 1031 du Code de Procédure Civile, le bref de prohibition s’adresse à tout tribunal de juridiction inférieure (Courts of inferior jurisdiction) qui excède sa juridiction;

“Considérant qu’aux termes des articles 1053 et suivants du dit Code de Procédure Civile, la Cour de Circuit n’est pas un tribunal de juridiction inférieure, mais que

1880.  
Corp. de la  
Paroisse de  
Ste-Genevieve  
v.  
Boileau.

d'après le dit Code, les tribunaux de juridiction inférieure sont ceux mentionnés au livre V de la deuxième partie, article 1188 et suivants ;

" Considérant au surplus que la dite demande de bref de prohibition est dans une cause entendue en appel devant la dite Cour de Circuit, cause dans laquelle la dite Cour avait juridiction pour entendre le dit appel ainsi qu'appert à la face même de la présente requête ;

" Rejette la dite requête avec dépens, distracts, etc."

Petition rejected.

*Prévost & Bastien*, for petitioner.

*F. D. Monk*, for G. Boileau, *mis en cause*.

(J. K.)

[IN REVIEW.]

October 31, 1889.

*Coram* JOHNSON, GILL, WURTELE, J.J.

SINGER ES QUAL V. LÉONARD.

*Druggist—Error—Pharmaceutical Act—Label.*

The plaintiff claimed damages from a druggist, for an alleged error of his apprentice in giving plaintiff's messenger "carbolic acid," instead of "carbolic oil," which was asked for. It appeared that carbolic acid was given, but the evidence of the messenger that she asked for carbolic oil was contradicted by that of the apprentice, who testified that carbolic acid was asked for. It also appeared that the bottle was merely labelled 'poison', instead of being labelled with the name of the substance it contained as required by the Pharmaceutical Act, 48 Vict. (Q.) ch. 36, s. 24, (now R. S. Q. 4039).

**Held:**—That the action being for damages, and not for a penalty under the Pharmaceutical Act, and there being no evidence that the injury complained of resulted from the insufficiency of the label, this circumstance would not justify a judgment against the defendant.

INSCRIPTION in Review, from a judgment of the Superior Court, Montreal, (MATHIEU, J.), April 27, 1889, in the following terms:—

" La Cour, etc.....

1889.  
Singer  
v.  
Léonard.

"Attendu que le demandeur allègue dans sa déclaration qu'il a été nommé tuteur à son fils mineur Alexander, et que l'acte de tutelle a été enregistré, que le défendeur est pharmacien et fait affaire comme tel à Ste-Cunégonde; que le 18 décembre 1887, le demandeur a envoyé acheter chez le défendeur, à Ste-Cunégonde, de l'huile carbolique, une préparation composée d'huile et d'acide carbolique; que quoique le messager ainsi envoyé par le demandeur ait demandé de l'huile carbolique, on lui remit de l'acide carbolique sans mettre d'écriteau sur la fiole, indiquant la nature du contenu; que cette huile carbolique fut mise sur le cou et l'estomac du dit enfant mineur du demandeur, et lui causa des souffrances considérables et une plaie qui prit longtemps à guérir, causant ainsi au demandeur des dépenses considérables pour soins de médecin et autres; que le défendeur emploie dans sa pharmacie des commis incompetents et non enregistrés; que l'acide carbolique est un poison et ne doit pas être vendu sans un écriteau sur la fiole le contenant, afin qu'on ne se trompe pas sur sa nature; qu'en remettant ainsi de l'acide carbolique au lieu de l'huile carbolique, le défendeur s'est rendu coupable de négligence grossière et même de malice, et a causé au demandeur tant personnellement que comme tuteur à son enfant mineur, des dommages au montant de \$500 qu'il réclame;

"Attendu que le défendeur a d'abord plaidé par une défense en fait, et par un autre plaidoyer dans lequel il allègue qu'une jeune fille d'à-peu-près 14 ou 15 ans, venant de la part du demandeur, a demandé à la date mentionnée dans la déclaration du demandeur, à la pharmacie du défendeur, au commis en charge de cette pharmacie, de l'acide carbolique, que le commis lui remit en mettant sur la bouteille l'écriteau 'poison'; qu'il lui remit la dite bouteille en lui demandant si on savait comment s'en servir, et que la jeune fille lui répondit qu'elle n'avait pas besoin d'explication ayant l'habitude de s'en servir; que l'acide carbolique ainsi vendu est connu dans le commerce sous le nom de 'Calvert's Carbolic Acid No. 5'; qu'il est très répandu dans le commerce,

ction inférieure  
uxième partie,

emande de bref  
endue en appel  
laquelle la dite  
dit appel ainsi  
équète;

trahits, etc."  
tion rejected.

tober 31, 1889.

LE, JJ.

ARD.

Act—Label.

An alleged error of his  
colic acid," instead of  
ed that carbolic acid  
that she asked for car-  
rentice, who testified  
eared that the bottle  
abelled with the name  
e Pharmaceutical Act,

t for a penalty under  
evidences that the in-  
ency of the label, this  
inst the defendant.

gent of the Supe-  
pril, 27, 1889;

1880.

Singer  
v.  
Léonard.

et est généralement employé comme désinfectant; que le défendeur ne s'est ainsi rendu coupable d'aucune faute, et qu'il ne doit rien au demandeur;

" Attendu que le demandeur a répondu au deuxième plaidoyer du défendeur, que même si on eut demandé de l'acide carbolique, le défendeur n'a pas agi avec précaution et prudence en le livrant par l'entremise d'un commis non licencié;

" Attendu que le demandeur a fait entendre au soutien de sa demande, Margaret Bedford, femme mariée, âgée de 24 ans, qui dans la circonstance mentionnée dans la déclaration du demandeur, est allée chercher cette préparation, et que la dite Margaret Bedford jure positivement qu'elle a demandé de l'huile carbolique et non de l'acide carbolique;

" Attendu que de son côté le défendeur a fait entendre Urgèle Paiement, âgé de 28 ans, commis du défendeur, qui a vendu cette préparation au demandeur par l'entremise de la dite Margaret Bedford, et que le dit Urgèle Paiement jure positivement que la dite Margaret Bedford ne lui a pas demandé de l'huile carbolique, mais qu'elle lui a demandé de l'acide carbolique qu'il lui a livré, en lui déclarant que cet acide carbolique était un poison, et qu'il lui a demandé alors si elle savait comment s'en servir, lui recommandant d'être prudente dans l'usage de cette préparation, mais que la dite Margaret Bedford n'a pas voulu entendre les recommandations qu'il lui faisait, déclarant qu'elle en avait fait usage, et qu'elle savait comment s'en servir; que malgré la persistance de la dite Margaret Bedford, à dire qu'elle savait comment faire usage de cet acide, le dit Urgèle Paiement apposa sur la fiole qu'avait apporté la dite Margaret Bedford pour avoir cet acide, un écriteau contenant le mot 'poison' et sur lequel était une tête de mort qu'il colla sur la fiole, couvrant une partie d'une prescription qui était déjà sur la fiole;

" Considérant que ces deux témoins ont à peu près le même intérêt, la dite Margaret Bedford, à soutenir qu'elle n'a pas fait d'erreur dans la commission qu'on lui avait

U. W. O. LAW

1890.  
Singer  
v.  
Leonard.

donnée, et le dit Urgèle Paiement, à soutenir qu'il lui a livré l'article qu'elle lui a demandé ;

" Considérant qu'en face de cette contradiction, le tribunal ne peut accorder de préférence au témoignage de la dite Margaret Bedford, et qu'il y a lieu de déclarer que le demandeur n'a pas prouvé d'une manière satisfaisante qu'il avait envoyé acheter de l'huile carbolique au lieu de l'acide carbolique ;

" Considérant que le fait que le dit Urgèle Paiement n'aurait pas indiqué sur la fiole la nature de la substance qu'il y mettait, ne paraît pas avoir été la cause de la méprise, et qu'il n'y a pas lieu pour cette raison de condamner le défendeur à des dommages, qui dans tous les cas, paraissent par la preuve, être fort peu considérables, s'il en existe ;

" Considérant que le demandeur n'a pas prouvé les allégations de sa déclaration ;

" A maintenu et maintient les défenses du défendeur, et renvoie l'action du demandeur avec dépens, etc."

The plaintiff's counsel submitted in Review :—

" According to the Pharmaceutical Act, 48 Vict. (Q.) ch. 36, a licensed clerk only is allowed to sell crude carbolic acid, one of the drugs mentioned in schedule B of the said Act, unless it is sold in bottles ready put up and properly labelled with the name and nature of the drug. Henry Gray, a chemist of 29 years' standing, testifies that the mixture sold in the present case (Calvert's mixture, No. 5) is known to the trade as crude carbolic acid ; that the acid was in his opinion put up in a careless manner inasmuch as there was no label to show what the contents of the bottle were."

JOHNSON, J., (in Review) :—

The plaintiff sues for damages in his own name, and also on behalf of his minor child about two and a half years of age ; and he alleges that he sent a messenger to the shop of the defendant, a licentiate of pharmacy, to get some carbolic oil, which the messenger asked for ; but by the fault and negligence of the defendant, acting



1890.  
Singer  
v.  
Leonard.

through his apprentice, got carbolic acid instead, and that this acid, being applied to the child's throat and breast, caused it great suffering, as well as distress, and expense to the parent.

The defendant's plea, shortly stated, is that the messenger asked for carbolic acid, and got it in a bottle labelled 'poison.' This bottle is produced, and is labelled 'poison,' and has besides a death's head and cross bones on the label which has been pasted upon an old label previously used on the same bottle. There was evidence also to show that the person who sold the contents of the bottle to the messenger was not a certified clerk under the statute; but merely a certified apprentice who under section 22 of the statute had no right to dispense the things mentioned in schedule A, except in strict accordance with section 22, *i. e.*, under the immediate supervision of a licentiate. But carbolic acid is not one of the things mentioned in that schedule; it is only mentioned in schedule B, along with epsom salts, cream of tartar, castor oil and so forth.

It was insisted, however, at the hearing, by plaintiff's counsel, not only that a certified apprentice had no right to dispense the things mentioned in schedule B, but that even if he had the right, yet that under section 21, he failed in his duty in not labelling the bottle with "the name of the substance" it contained, — the word "poison" being only generic, and not meeting the requirement of section 24. We give no opinion upon that, for the reason that this action is not to recover any of the penalties in the Act; but is the action of a party seeking redress in damages because, as he says, he asked for one thing and, by the fault of the druggist, got another. There is no pretension in the case, whatever may have been the thing asked for, that injury was caused by the defective form or description on the label. Therefore the plaintiff is limited by what he alleges, and the case is reduced to the question of evidence as to what it was that was asked for, and what it was that was got. As to the latter there can be no doubt. It is admitted in the defendant's plea

U. W. C. LAW

that he gave the acid: but where is the evidence on the plaintiff's side that it was the oil that was asked for? There is nothing but the evidence of the messenger, contradicted flatly by that of the apprentice.

The Court below held, and I think quite rightly, that there was no evidence to maintain the action, the interest of both witnesses being the same, to cover any mistake that may have been made by either. The judgment which dismissed the action is therefore maintained, with costs.

Judgment confirmed.

H. A. Hutchins, for plaintiff.

J. A. St-Julien, for defendant.

(J. K.)

[IN REVIEW.]

June 8, 1889.

Coram LORANGER, WURTELE, DAVIDSON, JJ.

CHARLEBOIS v. BOURASSA.

*Libel in pleading—Pertinency of allegations—Malice.*

Held:—(Reversing the decision of OUMET, J., M. L. R., 4 S. C. 424), That the pertinency of a libellous allegation in a pleading is a justification only when the allegation is made in good faith, with probable cause, and without intention to injure; and the proof of these facts is incumbent on the party making such allegation; and in the absence of evidence of the truth of the allegation, or of probable cause, malice will be presumed. And so where the plaintiff in an action to annul an election, alleged subornation of perjury and other offences against the defendant, and made no proof in support of the charges, he was condemned to pay \$100 damages.

INSCRIPTION from a judgment of the Superior Court, Montreal, (OUMET, J.), Dec. 29, 1888, reported in M. L. R., 4 S. C. 424.

The judgment of the Court of Review is as follows:—

“ La Cour, etc.....

“ Attendu que le défendeur, électeur qualifié du comté

1889.

Singer  
&  
Léonard.

1880.  
Charlebois  
v.  
Bourassa.

de Laprairie, a contesté l'élection du demandeur comme député de ce comté à l'Assemblée Législative de Québec, et porté contre le demandeur dans sa pétition d'élection des accusations graves et propres à nuire à sa réputation et à son caractère comme citoyen et homme public ; notamment qu'il a accusé le demandeur d'avoir commis le crime de subornation de parjure durant la dite election, d'avoir commis l'offense de supposition de personnes, et d'avoir violé le secret du scrutin en ouvrant les boîtes qui contenaient les bulletins de votation ;

" Attendu que la pétition d'élection a été déboutée faute de preuve, et que le demandeur poursuit maintenant le défendeur en dommages, en raison des accusations ci-dessus, qu'il allègue avoir été portées par malice sans cause probable ;

" Attendu que le défendeur plaide qu'il a reçu, de personnes dignes de foi, les informations sur lesquelles il a porté les accusations en question ; qu'il a communiqué ces renseignements à ses procureurs *ad litem*, leur laissant le soin d'en déduire les conséquences légales qui pouvaient en résulter quant à la validité de l'élection ; que ces renseignements ont été donnés de bonne foi et sans malice ; qu'ils portent sur des faits pertinents à la pétition d'élection, et qu'en conséquence il n'y a pas lieu à l'action en dommages ; qu'au reste le demandeur n'a prouvé aucuns dommages ; que ces allégations sont communes d'usage mêmes dans toutes les contestations d'élection, et que personne n'en a jamais pris ombrage ;

" Considérant que la pertinence d'une allégation libel-  
leuse, au cours d'une pièce de procédure, n'est une excuse que lorsqu'elle a été faite de bonne foi, avec cause probable et sans intention de nuire ; qu'il appartient à celui qui l'a fait, d'en prouver la vérité, ou du moins sa bonne foi, et cause probable ; que la malice s'infère de la nature comme de la fausseté de l'allégation, et que s'il y a absence totale de preuve de l'accusation ou de cause probable, la partie qui l'a proférée est présumée avoir agi avec malice ;

" Considérant que le défendeur n'a pas même essayé de

U. W. O. LAW

1888.  
Charlebois  
v.  
Bourassa.

prouver la source des informations qu'il dit avoir reçues, ni la vérité de ses accusations, ni même qu'il était justifiable de les porter; qu'au contraire il est en preuve qu'il les a portées témérairement et sans renseignements préalables, et sur l'avis de ses procureurs *ad litem* qui lui ont dit qu'elles étaient indispensables pour les fins de la pétition d'élection;

" Considérant que le demandeur eût-il suivi l'avis de ses procureurs *ad litem*, ce ne serait pas une excuse pour se soustraire aux conséquences de son imprudence et de sa témérité, car c'est à lui qu'il appartenait de vérifier, avant de les porter, l'exactitude et la vérité de ses accusations ;

" Considérant que le défendeur a souscrit sans cause et sans justification à un acte libelleux contre le demandeur, et qu'il est en conséquence présumé l'avoir fait avec malice ;

" Considérant qu'il est établi en preuve que le demandeur en a été vivement affecté dans sa sensibilité, et que les accusations en question ont été de nature à nuire à sa réputation et à son caractère d'homme public ;

" Considérant que le demandeur est décédé au cours du procès et que sa veuve a repris l'instance ainsi qu'elle y est autorisée en loi ;

" Considérant que sous les circonstances de la cause, il y a lieu de réduire les dommages réclamés à la somme de \$100 courant ;

" Considérant qu'il y a erreur dans le jugement de la Cour en première instance du 29 décembre dernier (1888);

" Cassé et annule le dit jugement, et procédant à rendre celui que la dite Cour aurait dû rendre ;

" Condamne le défendeur à payer à la demanderesse par reprise d'instance la somme de \$100, avec intérêt de ce jour, et les dépens de l'action telle qu'intentée, tant ceux de la Cour de première instance que de cette Cour, distraits, etc."

Judgment reversed.

*Pagnuelo, Taillon, Bonin & Dufault, for plaintiff*

*Adam & Duhamel, for defendant.*

(J. K.)

30 décembre 1889.

Coram PAGNUELO, J.

JOHN STEPHEN, failli, & FAIR, syndic, & SEATH,  
réclamant, & HAGAR, contestant.

*Prescription—Interruption par la faillite—Arts. 2224, 2282  
C. C.—Acte de faillite 1864.*

Jugé :—Que la faillite du débiteur en juillet 1865, accompagnée d'un bilan où la créance est portée par le failli, mais avec le nom d'un créancier, autre que le créancier véritable, suspend la prescription durant tous les procédés en liquidation forcée, et que le créancier véritable, ou son cessionnaire, peut en 1885, vingt ans plus tard, et vingt-deux ans après l'existence de la dette prescriptible par cinq ans comme dette commerciale, mais avant la liquidation finale de la faillite, produire valablement une réclamation qui lui permette d'être colloqué avec les autres créanciers.

PAGNUELO, J. :—

Le failli Stephen a fait cession de biens le 22 juillet 1865. Le 30 avril 1872, il obtint sa décharge de la Cour, sans le concours de ses créanciers, parce qu'il s'était écoulé plus d'un an depuis sa cession. Une opposition avait été faite à cette décharge, mais abandonnée.

Le 1er avril 1879, la majorité des créanciers accepte la proposition du failli, de lui rétrocéder ses biens sur le paiement de dix centins dans la piastre.

Le 17 avril 1879, la Cour Supérieure ordonna au syndic de rétrocéder les biens au failli conformément à cette résolution des créanciers. Charles Hagar, l'un des créanciers, contesta cette résolution ainsi que le jugement en dernier lieu mentionné, et en demanda l'annulation pour fraude. Sa requête est datée du 29 mai 1883, et par un jugement du 20 décembre 1884, la Cour Supérieure annula le dit acte de rétrocession et le jugement qui l'autorisait.

Plus tard, des biens étant survenus au failli par succession, ainsi que les parties l'ont déclaré à l'audience, Robert Seath, l'un des créanciers de John Stephen, qui avait déjà produit une réclamation et été colloqué par le syndic, produisit une nouvelle réclamation le 20 octobre

U. W. C. LAW

1885, par laquelle il se prétend créancier du failli pour la somme de \$3,645.58, savoir, \$3,384.90, montant de marchandises consignées et livrées par Frank Stephen au failli, et \$260.68 pour primes de l'assurance des dites marchandises.

Cette créance avait été transportée au réclamant par le dit Frank Stephen, par un acte passé le 24 mars 1881, devant Kittson, notaire, dont une copie est annexée à la réclamation. Charles Hagar conteste cette réclamation et allègue plusieurs moyens dans le même document, à peu près dans l'ordre suivant :

1o. Il prétend qu'à la date du transport Frank Stephen était en faillite comme l'un des associés de la maison Wm. McBain & Co., insolvable, et qu'il n'avait pas droit de transporter ses biens dont son syndic était saisi par la loi.

Des admissions subséquentes ont fait raison de cette prétention, car, le dit Frank Stephen avait obtenu sa décharge, et le syndic lui avait rétrocédé ses biens personnels, qui comprennent la réclamation actuelle.

2o. Le dit Frank Stephen avait déjà fait une réclamation pour une somme de \$750.00, et n'en possédait pas d'autre.

Il est vrai qu'il avait produit une réclamation en son nom personnel pour \$750.00 ; mais il ne s'en suit pas qu'il n'eût pas d'autre créance contre le failli, ni qu'il soit privé du droit de la faire valoir.

3o. La créance transportée par Frank Stephen n'existe pas, n'a jamais été prouvée devant le syndic, et les détails n'en sont pas donnés dans sa réclamation. La preuve constatera si la créance existe. Quant à l'absence des détails, le contestant ne s'en est pas prévalu d'une manière régulière, et il s'est contenté d'explications données dans un document appelé "*Admissions par le réclamant*," produit le 10 novembre 1885. Ce document constate que la créance de Stephen est pour marchandises consignées originellement par Robert Seath à Frank Stephen le 6 novembre 1868, et consignées quelque temps après par le dit Frank Stephen au failli.

1880.  
Stephen,  
insolvent,  
Seath  
&  
Hagar.



1885.  
Stephen,  
insolvent,  
Seath  
v.  
Hagar.

40. Cette créance était prescrite lorsqu'elle a été transportée; c'est l'une des questions à décider en cette cause.

50. Frank Stephen n'a jamais été le créancier de la dette actuellement réclamée, et cette dette si elle existe a toujours appartenue à Robert Seath qui, pour des raisons particulières, a cru utile de se faire faire le transport en question.

Cette prétention paraît assez conforme à l'idée que le failli avait de la réclamation actuelle, puisque dans son bilan il a porté Robert Seath comme créancier de cette même somme de \$3,384.90. Frank Stephen n'a jamais produit de réclamation pour cette créance, ni Robert Seath non plus, avant le 19 octobre 1885, savoir celle basée sur le transport par Frank Stephen en faveur de Seath. Il suit de là que le failli se reconnaissait le débiteur du montant réclamé, mais qu'il croyait devoir à Robert Seath. Ce dernier prétendait avoir vendu à Frank Stephen et le tenir responsable du prix des marchandises, et que Frank Stephen aurait lui-même vendu à John Stephen.

C'était durant la guerre américaine de sécession. John Stephen achetait ces marchandises pour courir le risque d'entrer dans un port du Sud, alors bloqué par la flotte américaine. Peu importe au fond que le failli fût le débiteur direct de Seath, ou qu'il fût le débiteur direct de Frank Stephen, du moment que ce dernier a transporté sa créance à Seath; le point important, c'est de savoir si la créance est due actuellement par le failli au réclamant en l'une ou l'autre qualité.

Les questions soulevées lors de l'argument sont les suivantes :

10. Le transport devait-il être signifié au débiteur ?

Il me suffira de dire qu'une copie authentique du transport a été déposée avec la réclamation entre les mains du syndic, successeur et représentant du débiteur failli; cela suffit.

20. La créance était-elle prescrite lorsque la réclamation a été faite le 20 octobre 1885, vingt-deux ans après que la dette eut été contractée ?

30. La dette existe-t-elle réellement ?

Je vais examiner ces deux dernières questions.

I. Le contestant invoque la prescription contre la réclamation de Seath en disant, que la créance aurait été contractée en 1868, et qu'elle était prescrite par cinq ans, comme dette commerciale, la réclamation n'ayant été faite qu'en 1885, alors que la prescription était acquise; que la faillite n'interrompt pas la prescription.

Je rejette ce plaidoyer pour deux raisons; la première c'est que le failli a reconnu la dette dans son bilan, en y mentionnant le montant correct comme dû à Robert Seath; C. C. 2227.

"La reconnaissance de la créance pour interrompre la prescription peut être formelle ou implicite. Elle peut résulter de sa reconnaissance au passif de la faillite et de son inscription au bilan déposé par le failli."

*Troplong, Prescription, Nos. 616 et 618. Murcadé sur art. 2248 C. N. Vol. 12, No. X § 178 p. 208. Aubry & Rau, Vol. 2 § 215 No. 2 pp. 354 et 355.*

20. La faillite empêche-t-elle les poursuites, et les créanciers du failli peuvent-ils invoquer l'art. 2232 C. C. et dire que la prescription a été suspendue durant tous les procédés sur la faillite, parce qu'ils ne pouvaient agir contre le failli?

C'est une question très controversée. Il est certain que la prescription ne court point contre ceux qui ne peuvent agir, et que sous nos lois de faillite, l'action du créancier contre le failli était inutile après la cession de biens, les frais faits ne pouvaient être colloqués sur la masse des biens. Il suffit pour être colloqué de faire une réclamation ou d'être porté sur le bilan.

Quoiqu'il en soit, tous les auteurs sont unanimes à dire que la réclamation faite par le créancier, ou la reconnaissance de la créance faite au bilan, suffit pour interrompre la prescription. Nous pouvons ajouter que l'ensemble des dispositions de l'acte de faillite de 1864, est favorable au créancier et paraît lui permettre de produire sa réclamation en tout temps avant la décharge du failli, et avant la distribution finale de ses biens. La section 5 § 2, déclare que toutes les dettes dues par le failli lors

1880.  
Stephen,  
Solvent,  
Seath  
v.  
Hagar.

1860.  
Stephen,  
insolvent,  
Seath  
v.  
Hagar.

de la cession de biens, seront colloquées sur ses biens. La section 9 § 3. La décharge libère de toutes les dettes existantes lors de la faillite qui sont mentionnées dans l'état ou bilan fourni par l'insolvable lors de la faillite, ou dans une liste supplémentaire fournie avant sa décharge, et à temps pour permettre aux créanciers qui y sont mentionnés d'obtenir les mêmes dividendes que les autres créanciers, ou qui sont constatées par une réclamation produite subséquemment chez le syndic.

Par la sect. 2 § 1, le bilan mentionne le nom du créancier et le montant dû; lorsque le porteur d'un effet négociable est inconnu, il suffit au failli de mentionner le fait dans son bilan, ou sa liste supplémentaire; et le failli est alors libéré de cette créance, sect. 9 § 3.

Il a été jugé dans plusieurs circonstances qu'il suffit d'indiquer la dette et sa nature pour la faire tomber sous le coup de la décharge, et que l'omission du nom du créancier n'est pas importante, lorsque le créancier a eu connaissance de la faillite.

*Clarke's Ins. Act, 1875, sect. 61 p. 194.*

Par la section 2 § 22, le syndic est saisi de tous les biens du failli qu'il possédait lors de sa cession, ou qu'il a acquis jusqu'au moment de sa décharge.

Il résulte de ces différentes dispositions de la loi de faillite de 1864, que le failli peut corriger sa liste de créanciers tant que les biens ne sont point distribués finalement, et que le créancier peut aussi produire sa créance jusqu'au dernier moment sans qu'on puisse invoquer contre lui aucune prescription résultant des délais apportés à la liquidation.

Pour ces deux motifs, savoir: à cause de la reconnaissance de la dette par le failli dans son premier bilan, et à cause de la faculté laissée au créancier de produire sa créance tant que les biens ne sont pas finalement distribués, je considère que la réclamation de Seath n'est pas prescrite et qu'il était recevable à la produire jusqu'au moment de la liquidation finale des biens du failli.

30. La dernière question à décider est celle de savoir si la créance est due ou non?

1880.  
Stephen,  
insolvent,  
Seath  
v.  
Hagar.

Le réclamant paraît avoir oublié que la preuve lui incombait, du moment que sa réclamation était contestée; il n'a pas cherché à prouver l'existence de la créance, et aucune explication ne m'a été donnée à ce sujet; si ce n'était d'un accident, je me serais vu peut-être obligé de maintenir la contestation. Voici en quoi la preuve consiste: 1o. La reconnaissance de la dette par le failli dans son bilan et sa déposition; 2o. Le serment du réclamant produit avec sa réclamation, qui ne vaut qu'en l'absence de contestation; 3o. Le passage suivant de la déposition de David Seath, amené pour prouver toute autre chose, et qui en transquestion fait la déclaration suivante: "My father (Robert Seath) consigned the goods to Francis Stephen, who agreed to go to Nassau. When the time came, he refused to go to Nassau, and without the consent of my father he handed over to John Stephen the goods."

Il faut mettre ensemble les faits suivants pour établir la preuve de l'existence de la dette en faveur de John Stephen. Le failli admet l'existence de la dette, mais en donnant le nom de Robert Seath comme son créancier originaire; la déclaration du contestant qui dit que si la dette existe et n'est pas prescrite, elle est due à Seath directement; la version de Robert Seath qui dit avoir vendu les marchandises à Frank Stephen qui les a consignées au failli John Stephen, et ce fait prouvé par David Seath; enfin David Seath prouve la valeur des marchandises consignées par Robert Seath à Frank Stephen, et que ces mêmes marchandises ont été remises par celui-ci à John Stephen.

Si l'on ajoute le fait que les parties ont discuté surtout la question de prescription, que l'enquête a porté sur la question de savoir si Frank Stephen et Robert Seath ont fait faillite, s'ils ont obtenu une décharge, si l'un pouvait céder et l'autre accepter le transport de la créance, on en vient à la conclusion que la créance existe réellement, qu'elle était due à Frank Stephen, qui a pu la transmettre à Robert Seath, qui lui-même était capable de l'accepter, et qui a fait une réclamation valable.

1889.  
 Stephen,  
 Insolvent,  
 Seath  
 v.  
 Hagar.

Peu importe du reste, aux créanciers de John Stephen, que Robert Seath soit payé son dividende comme cessionnaire de Frank Stephen qui aura vendu des marchandises à John Stephen ou comme créancier personnel et direct de John Stephen pour les autres marchandises; l'objet des créanciers est d'empêcher la collocation d'une créance non due, et pour moi, l'existence de la créance ne fait aucun doute. La contestation est donc renvoyée avec dépens, quant au prix des marchandises, mais elle est maintenue quant aux primes d'assurance dont pas un mot n'a été dit dans la preuve.

Voici le jugement.

"La Cour, ayant entendu le réclamant et le contestant sur le mérite de la contestation par Charles Hagar de la réclamation produite le 20 octobre 1885, par Robert Seath contre les biens du dit John Stephen, examiné la procédure, pièces et admissions, et la preuve produites, et délibéré ;

"Considérant que le dit réclamant a, le 20 octobre 1885, produit chez le syndic en cette affaire, une réclamation pour une somme de \$3,884.90, montant de marchandises consignées et livrées par Frank *alias* Francis Stephen au failli John Stephen, avant sa faillite arrivée le 22 juillet 1866, et \$260.63 pour primes d'assurance des dites marchandises, lesquelles sommes le dit Frank Stephen a transportées pour valeur reçue au dit réclamant par acte daté du 24 mars 1881, devant Kittson, notaire, et produit chez le syndic en cette cause avec la dite réclamation ;

"Considérant que le dit transport est régulier et fait par une personne capable de transporter à une personne capable d'accepter, vu que le dit Frank Stephen avait obtenu de ses créanciers et de la Cour, sous l'acte de faillite de 1864, une décharge de ses dettes et une rétrocession de ses biens personnels, lesquels comprenaient la dite réclamation et que le dit Robert Seath avait obtenu avant le dit transport une décharge de ses créanciers sous l'acte de faillite de 1869 ;

"Considérant que la dite réclamation qui remonte à novembre 1864, suivant les admissions des parties, n'é"

John Stephen,  
comme cession-  
naire des marchan-  
dises personnel et  
des marchandises ;  
la location d'une  
créance ne  
renvoyée avec  
mais elle est  
dont pas un

et le contestant  
Hagar de la  
par Robert Seath  
a miné la procé-  
dure, et dé-

le 20 octobre  
1865, une réclama-  
tion de marchan-  
dises Francis Stephen  
révisée le 22 juil-  
let 1865, des dites  
marchandises Frank Stephen a  
été payée par acte  
de liquidation, et produit  
une réclamation ;  
la créance régulière et fait  
par une personne  
John Stephen avait ob-  
tenu l'acte de fail-  
lite et une rétroces-  
sion comprenait la  
créance John Stephen  
créanciers sous  
laquelle qui remonte à  
des parties, n'é-

taut pas prescrite lorsqu'elle a été produite chez le syndic  
en cette affaire, et que la prescription contre la dite cré-  
ance a été suspendue pendant les procédés en liquidation  
forcée des biens du débiteur John Stephen, commencés le  
22 juillet 1865, par une cession de biens faite par lui ce  
jour-là sous l'acte de faillite de 1864, par la reconnaissance  
de la dette par le failli dans son bilan, et que d'ailleurs le  
créancier peut produire une réclamation, et le failli peut  
produire une liste additionnelle et nouvelle de ses créan-  
ciers, en tout temps avant le dividende final, et que tels  
créanciers sont alors colloqués, et que les créances ainsi  
portées sont atteintes par la décharge du failli ;

“ Considérant que la dite réclamation est prouvée jus-  
qu'au montant de \$3,884.90, prix des dites marchandises,  
tant par le bilan du failli que par la déposition du failli  
et celle de David Seath, mais qu'elle n'est pas prouvée  
pour la somme de \$260.68 pour primes d'assurance, main-  
tient la dite contestation pour la somme de \$260.68, sans  
frais, et la renvoie pour le surplus, avec dépens, distraits,  
etc.”

*Robert S. Weir*, avocat du réclamant.

*Barnard & Barnard*, avocats du contestant.

(P. B. M.)

1865.  
Stephen,  
insolvent,  
Seath  
v.  
Hagar.



[IN REVIEW.]

December 29, 1888.

*Coram* TASCHEREAU, WURTELE, DAVIDSON, JJ.**THE TRUSTEES OF THE MONTREAL TURNPIKE  
ROADS v. THE MONTREAL STREET RAILWAY CO.***Contract—Right of passage—Interruption—Waiver.*

**Held:**—That where road trustees commuted for an annual payment the tolls payable by a street railway company for travelling on a certain road, and the company agreed that the trustees, or the municipalities within whose limits the road was situated, should have the right to take up the road for certain purposes, without the company being entitled to any compensation or damages therefor, that the company was estopped not only from claiming damages, but also any diminution of the annual commutation payment for loss of use.

The plaintiffs, by notarial agreement, granted to the defendants the right to run their cars or sleighs on the St. Lawrence Turnpike road, under the control of the said trustees, upon which the defendants had constructed and laid a railway track.

The deed contained the following clauses:—"The said trustees, or the municipalities within whose limits the said part of road is situated, shall have the right to take up the road traversed by the rails, either for the purpose of altering the grades thereof, constructing or repairing drains, or for laying down or repairing water or gas pipes, or for all other purposes within the province or privileges of the said trustees, or of the said municipalities, without the said company being entitled to any compensation or damages therefor.

"In lieu of tolls, and for the use of the said road granted as aforesaid, the said company shall pay to the said trustees annually the sum of \$900."

The plaintiffs sued for \$450, being for the half-yearly instalment due 1st May, 1887.

The defendants pleaded that they had been deprived of the use of all but a small portion of the road during the

U. W. O. LAW

whole of the six months in question, by reason of the street having been taken up for the purpose of making a drain, in consequence of which they had suffered loss and damage to a large extent, and asked for a diminution of the rental stipulated by the deed for the use of the road in proportion to the deprivation of their use and enjoyment, and offered \$100.

It appeared from the evidence that the defendants' use of the road had been interrupted by the city's having taken up the street to make a drain.

May 9, 1888.]

*L. O. David*, for plaintiffs:—

The agreement in question does not constitute a lease, and the ordinary principles of lease and hire do not apply. In any event, by the clause in the deed, the defendants have expressly waived their right to claim any reduction in the amount stipulated; the word "compensation" covers any such claim as that now made for so-called diminution of rental.

*H. Abbott, Q.C.*, for the defendants:—

The agreement constituted a lease, which by the plaintiffs granted to the defendants the use and enjoyment of the road during a fixed period for a certain price or rental; (C.C. 1601; Pothier, Louage, Bugnet's Edition, vol. iv., Nos. 1, 22, and 77). If a lessee is deprived of the use and occupation of a thing leased for any considerable period of time, he is always entitled to a diminution of his rental in proportion to the time and the part of the thing leased of which he has been deprived, (C.C. 1634, 1660), even where he is precluded by law from claiming damages. (*Peck & Harris*, 6 L. C. J. 206; *Motz & Holliswell*, 1 Q.L.R. 64; Pothier, Louage, Nos. 140, 141, 144, 150; 2 Troplong, Louage, 286; Duvergier, Louage, Nos. 330, 337, 315; 6 *Marcadé & Paul Pont*, Art. 1724, pp. 473-4.) Even where the lessee expressly waives his right to obtain damages, he may still ask for diminution of rental when deprived of the enjoyment of any part of the thing leased (*Ibid.*, Art. 1725-7, pp. 475-8). Here the words "compensa-

1888.  
Trustees, etc.  
Montreal  
Street Ry. Co.

ber 20, 1888.

VIDSON, J.J.

AL TURNPIKE  
RAILWAY CO.

ion—*Water*.

annual payment the  
avelling on a certain  
s, or the municipali-  
should have the right  
at the company being  
or, that the company  
but also any diminu-  
s of use.

, granted to the  
or sleighs on the  
control of the said  
constructed and

ses:—"The said  
whose limits the  
the right to take  
her for the pur-  
nstructing or re-  
repairing water  
within the pro-  
s, or of the said  
any being entitled  
for.

of the said road  
y shall pay to the  
?"  
er the half-yearly

been deprived of  
e road during the

1880.  
Montreal,  
Street Ry. Co.

tion and damages" must be taken as synonymous terms, and the clause should be read as meaning that the company agreed not to claim indemnity for any loss they might suffer by reason of the road being taken up; but the interpretation cannot be extended to operate a waiver on the part of the company of their legal right to have a continuation of rental such as they claim here. Rent is not due, except the use of the thing leased be given.

The judgment of the Superior Court, Montreal, June 23, 1888, (TAIT, J.) was as follows—

"The Court, etc. . . .

"Considering that the plaintiffs claim from the defendants, the sum of \$450, as being due them under the terms of a certain agreement between said parties, dated June 18, 1872, by which the said company defendants were granted the right to continue to run their cars or sleighs on that part of the turnpike road called the St. Lawrence turnpike road, to wit: from the north-west limits of the City of Montreal to a point opposite the Catholic Church commonly called the Mile-End or Coteau St. Louis Catholic Church, upon certain terms and conditions therein set forth, and amongst others that in lieu of tolls, and for the use of said road granted as aforesaid, the said defendants should pay to said plaintiffs an annual sum of \$900 in two equal instalments of \$450 each, the first to be payable in six months from the 1st of May, 1872;

"Considering that the sum of \$450 now claimed, is for the instalment due under the said agreement for the period from the 1st day of November, 1886, up to the 1st day of May, 1887;

"Considering that plaintiffs have proved the material allegations of their declaration;

"Considering that defendants cannot claim compensation as they do, by their plea, for not having had the use of part of the road in question on account of the excavations made thereon referred to in said plea, inasmuch as by the terms of said deed of agreement it is stipulated that the said plaintiffs or the municipalities within whose limits the said part of road is situated, should have the

U.W.C. LAW

ymous terms,  
that the com-  
any loss they  
taken up; but  
operate a waiver  
right to have a  
here. Rent is  
be given.

Montreal, June

from the defen-  
them under the  
l parties, dated  
any defendants  
in their cars or  
called the St.  
the north-west  
nt opposite the  
e-End or Coteau  
terms and condi-  
s that in lieu of  
the aforesaid, the  
s an annual sum  
each, the first to  
May, 1872;

w claimed, is for  
nt for the period  
to the 1st day of

ved the material

claim compensa-  
ing had the use  
nt of the excava-  
lea, inasmuch as  
it is stipulated  
ies within whose  
should have the

right to take up the road traversed by the rails of the said defendants, either for the purpose of altering the grades thereof, constructing or repairing drains, or for laying down or repairing water or gas pipes, or for all other purposes within the province or privileges of the said plaintiffs or of the said municipalities, without the said defendants being entitled to any compensation or damages therefor;

“ Considering that the defendants, in claiming diminution of the amount claimed by the plaintiffs for the causes in their plea set forth, are in fact and effect claiming from the plaintiffs compensation within the meaning of said agreement for the exercise of the rights reserved to plaintiffs and to said municipalities by the terms of said agreement, and which were to be exercised by them without defendants being entitled to any compensation or damage therefor, and that defendants are estopped by the terms of said agreement from making the claim they do by their plea;

“ Doth dismiss the said plea, and doth condemn the defendants to pay and satisfy to the plaintiffs the said sum of \$450, etc.”

The defendants inscribed in Review.

Dec. 29, 1888.]

TASCHEREAU, J. (after stating facts):—

The authorities cited by the defendants refer to the case of a lease. This was not a lease, but an agreement in respect of a *droit de passage*. We think that under the agreement the company are precluded from any claim for compensation, and the judgment will therefore be confirmed.

WURTELE, J. :—

I do not consider this deed to be a lease. The company, by its charter, had the right to extend its rails beyond the city limits; but it had not the right to do this and travel upon the roads of the trustees without the payment of tolls. The trustees did not grant the right of laying rails

1888.

Trustees, etc.  
V.  
Montreal  
Street Ry. Co.

1880.  
Trustees, etc.  
v.  
Montreal  
Street Ry. Co.

on their roads: they merely allowed the company to exercise the right it had by the charter, and compounded and fixed the tolls which they had the right to exact at a yearly sum of \$900.00. The deed leased nothing to the company and is simply an agreement commuting the tolls into a yearly payment. The clause of the agreement which now concerns us says that the company shall not be entitled to any compensation or damages for interruptions caused by the construction or repairing of drains, etc. I hold that this clause covers the interruption which took place, and which is complained of by the present action. Notwithstanding this interruption, the company never protested; it remained silent until the plea was filed. I am opinion that under the circumstances the company is not entitled under the agreement to claim either diminution of the yearly sum at which the tolls have been committed, or damages, and I consequently am for confirming the judgment which dismisses the action.

DAVIDSON, J. :—

I would have had more doubt about affirming this judgment if the defendants had invoked an additional defence. They might have urged that they never had the enjoyment of the road at all. By the deed invoked not only the city, but another municipality also was entitled to interfere with the license of the defendants. And as a matter of fact the interference complained of was by the municipality and not by the plaintiffs. But during the whole of that six months and until the trustees claimed their rent the defendants remained quiescent. Only when pressed with a writ do defendants complain that they have not had enjoyment of all that was leased. It is too late for defendants after having submitted to partial use of the road without complaint to now claim diminution of the rent. I concur in the judgment of the Court on this ground alone.

Judgment confirmed.

*David, Demers & Gervais*, attorneys for plaintiffs.

*Abbotts, Campbell & Meredith*, attorneys for defendants.

(J. K.)

U. W. O. LAW



5—SUPERIOR COURT.

[IN REVIEW.]

December 31, 1889.

Coram JOHNSON, Ch. J., GILL, TAIT, JJ.

BOURASSA v. THIBAUDEAU, AND HONEY ET AL.,  
T. S., AND C. THIBAUDEAU, intervening.

*Capias*—Deposit in lieu of bail under Art. 828, C. C. P.—  
Agreement to give bail—Conditional obligation—Time of  
performance—Default—Arts. 1067-1069, C. C.

T., being arrested upon a *capias*, gave the bail (Feb. 18, 1888), required by Art. 828, C. C. P., for his provisional discharge. The sureties, by consent, deposited \$200 with the prothonotary in place of a bond, the terms of the written consent being: "Les parties consentent et acceptent le dépôt... pour payer le montant du jugement à intervenir sur la demande en capital, intérêt et frais, s'il ne donne pas cautions au désir de l'article 824 ou 825, C. P. C., le 1er mars 1888." The contestation of the *capias* was dismissed, Feb. 22, and on March 5, T. gave notice that he would put in bail under art. 824 or 825, and bail was given under art. 825 C. C. P., by permission of the Court, the rights of the parties being reserved. The plaintiff then attached the deposit in the hands of the prothonotary for the costs on the contestation of the *capias*. On an intervention by the sureties, each claiming half of the deposit:

Held, (TAIT, J. *disc.*):—That the date (1st March) mentioned in the consent, applied only to bail under art. 824, C. C. P., which must be given within eight days from the day fixed for the return of the writ; and that T. having the right to put in bail under art. 825, C. C. P., at any time before judgment, the case did not come within art. 1068, C. C.; nor under art. 1069, C. C., which applies to contracts of a commercial nature only. The intervention of the sureties was therefore maintained.

INSCRIPTION in Review, by the plaintiff, from a judgment of the Superior Court, Montreal (JETTÉ, J.), June 28, 1889.

The judgment of the Court below was as follows:—

"La Cour, etc.....

"Attendu que le 18 février 1888, le défendeur ayant été arrêté sur *capias*, à la poursuite du demandeur, et voulant obtenir son élargissement provisoire avant le rapport du bref, ses deux frères, Charles et Onésime Thi-



1889,  
Bourassa  
v.  
Thibaudeau.

baudeau, fournirent pour lui le cautionnement requis par l'art. 828 du C. P. C., en déposant entre les mains du protonotaire, du consentement de toutes les parties, une somme de \$200 au lieu et place de leur engagement personnel ;

“ Attendu que le défendeur ayant ensuite contesté ce *capias*, sa requête en cassation fut renvoyée, le 22 du même mois, avec dépens, et le 27 février, en conséquence de ce jugement, le défendeur fit abandon de ses biens, en la dite cause, pour le bénéfice de ses créanciers ;

“ Attendu que le 5 mars suivant (1888), le défendeur a donné avis au demandeur, que le 7, il donnerait le cautionnement autorisé par les dits articles 824 ou 825, et que ce cautionnement, autorisé par jugement du 9 du même mois sous réserve des droits des parties, a été donné le même jour, conformément à la disposition de l'article 825 du dit Code de Procédure Civile ;

“ Attendu que le lendemain, 10 mars, le demandeur, pour le paiement des frais encourus sur la contestation du *capias*, a demandé l'entiercement, par voie de saisie-arresté jugement, de la somme de \$200, déposée par les cautions es mains du protonotaire de cette Cour, et sur déclaration du dit protonotaire, a requis jugement lui enjoignant de lui payer la dite somme ;

“ Attendu que les cautions Charles et Onésime Thibaudeau sont alors intervenues, réclamant chacune séparément la propriété de la moitié de la dite somme déposée, et demandant main-levée de l'entiercement ;

“ Attendu que le demandeur a contesté ces interventions, soutenant que le dépôt de la somme saisie a été fait sous la condition que le nouveau cautionnement serait fourni le 1<sup>er</sup> mars, et qu'à défaut la somme déposée serait employée à payer le montant du jugement en capital, intérêt et frais, et que le défendeur n'ayant pas fourni le cautionnement dans le délai fixé, la somme était maintenant sujette à la stipulation du cautionnement sus-énoncée ;

“ Attendu que les parties ayant procédé sur l'intervention du dit Charles Thibaudeau, il a été prouvé que la

dite somme avait été déposée pour moitié par lui et qu'il avait fourni les deniers requis pour ce dépôt, qui en conséquence, est sa propriété jusqu'à concurrence de la somme par lui réclamée, savoir \$100 ;

" Attendu que l'écrit du 18 février ne constitue qu'un simple arrangement entre les parties, pour substituer un dépôt, au cautionnement personnel des intervenants, et que rien n'indique que les cautions aient voulu prendre une obligation différente de celle qu'elles auraient contractée, si elles s'étaient liées par un cautionnement ordinaire ;

" Attendu qu'il est stipulé par cet écrit que le défendeur pourra fournir subséquemment soit le cautionnement permis par l'art. 824, soit celui permis par l'art. 825, et que la fixation du délai y mentionné ne peut être considérée que comme se rapportant au cautionnement de l'art. 824, qui ne peut être donné après un temps déterminé, mais non comme se rapportant au cautionnement de l'art. 825 qui peut être donné en tout temps avant jugement ;

" Attendu en conséquence que le cautionnement donné en vertu de l'art. 825, le 9 mars 1888, par les dites cautions, l'a été valablement, et qu'il a eu pour effet de rendre non-avenue l'obligation par eux prise, en vertu de l'écrit du 18 février précédent ;

" Attendu que la preuve faite par l'intervenant établit suffisamment qu'il est propriétaire de la moitié, par lui réclamée, de la dite somme de \$200 déposée entre les mains du protonotaire de cette Cour ;

" Attendu que dans ces circonstances la saisie de cette somme par le demandeur est mal fondée ;

" Maintient l'intervention du dit Charles Thibaudou, et, renvoyant la contestation d'icelle, donne main-levée au dit intervenant, jusqu'à concurrence de la somme de \$100, de l'entierement du dit dépôt de \$200 fait entre les mains du protonotaire de cette Cour, et ordonne à ce dernier de remettre la dite somme de \$100 au dit intervenant dont le reçu servira de décharge finale *pro tanto* au dit

1889.

Dourasse  
v.  
Thibaudou.

1889.  
Bourassa  
v.  
Thibaudeau.

tiers-saisi; et condamne le demandeur aux dépens distraits, etc."

The plaintiff contesting cited :

25 Demolombe, Nos. 330, 332, 339, 340, 343.

17 Laurent, Nos. 68, 69 et 73.

C. C. Art. 1082.

Macmaster & Moffatt, M. L. R., 1 Q. B. 387.

TAIT, J., (*diss.*):—

On the 11th of February, 1888, the defendant was arrested under a writ of *capias* returnable the 1st of March following.

The writ was returned, by consent on the 16th of February, and a petition to quash having been presented, the defendant proceeded to his proof thereon on the 18th of February, and on the same day it was agreed that the defendant, who had remained in prison, not having furnished to the sheriff the security required by article 828, C. C. P., to entitle him to his provisional discharge, should be liberated on a deposit of \$200, which deposit was accepted by the plaintiff, subject to certain conditions which were embodied in a writing then signed and accepted by the parties and approved by the Court, to the following effect:—"Les parties consentent et acceptent le dépôt d'une somme de deux cents dollars fait par Onésime et Charles Thibaudeau, pour payer le montant du jugement à intervenir, sur la demande en capital, intérêt et frais, s'il ne donne pas cautions au désir de l'article 824, ou 825 du Code P. C. le 1er mars 1888."

In virtue of this writing and upon making the deposit in the hands of the Prothonotary the defendant was liberated.

On the 22nd of February the petition to quash was dismissed with costs.

The defendant did not furnish security on or before the 1st of March, but on the 7th of March obtained from the Court permission to furnish security, the Court reserving to plaintiff his rights in these words:—"Mais sans pré-

“judice cependant au droit du demandeur de se faire payer de sa créance en capital, intérêt et frais sur la somme de \$200 déposée le 18 février précédent.”

On the 9th of March the defendant gave security before the Prothonotary under article 825 C. C. P.

On the 10th. of March the plaintiff caused a writ of attachment after judgment to issue in the hands of the Prothonotary for the costs on the petition to quash.

The Prothonotary, in answer to the writ, declared that he had in his hands a sum of \$200 deposited according to the terms of the writing of the 18th of February.

Upon an inscription for judgment upon this declaration, Charles Thibaudeau filed an intervention, claiming half of the \$200 deposited as his property, and upon a contestation of this intervention, an issue has been raised as to the true meaning of this writing. On the one hand the intervenant says that the \$100 he claims, was deposited by him to pay the amount of the judgment in principal, interest and costs if the defendant did not give security according to article 824 or 825; that he did give security according to article 825, and consequently the deposit is released. The intervenant treats the agreement as if it did not contain any condition as to limit of time for giving this security; as if the words “the 1st of March, 1888,” had no force or effect whatever; whereas the plaintiff contends, that by the terms of this writing, the deposit was to be used to pay the amount of the judgment in capital, interest and costs if the defendant did not give security the 1st of March, 1888; that it was not furnished on or before the 1st of March, and that the plaintiff is therefore entitled to have the deposit applied in the manner directed by the writing.

The question the Court is called upon to decide is whether the writing in question constitutes a conditional obligation, and if the condition has failed, *est défaillie*, by reason of defendant's default to furnish security on the 1st of March.

We have a conditional obligation defined by our article 1079:—“An obligation is conditional when it is made to

1889.

Bourassa  
v.  
Thibaudeau.

1889.  
Bourasan  
v.  
Thibeaudou.

"depend upon an event future and uncertain, either by suspending it until the event happens, or by dissolving it accordingly as the event does or does not happen." And article 1082 provides: "If there be no time fixed for the fulfilment of a condition, it may always be fulfilled; and it is not deemed to have failed until it has become certain that it will not be fulfilled."

Let me repeat the writing of the 18th of February: "The parties consent and accept the deposit of a sum of two hundred dollars made by Onesime and Charles Thibeaudou to pay (pour payer) the amount of the judgment to be rendered in this cause, in capital, interest and costs, if he does not give security according to article 824 or 825 of the code of civil procedure on the 1st of March, 1888."

The meaning of this seems to me to be clear and unambiguous, viz.: that if the defendant did not give security either according to article 824 or according to article 825 of the C. C. P., on the 1st of March, 1888, the plaintiff would be paid his judgment in principal, interest and costs, out of the deposit of \$200. The object of the deposit is declared to be "pour payer le montant du jugement," etc., and the condition is "s'il ne donne pas caution, etc., le 1er Mars, 1888." The giving of security within the time fixed was something entirely within the control of the defendant; he could give it or not as he pleased. If he did not furnish it then the deposit was to be applied to pay the plaintiff's judgment. M. Larombiere, at article 1168, No. 13, says:—"La particule *si* caractérise la condition. Elle en est l'expression par excellence." It appears to me we have here a conditional obligation.

Now, security was not given either before or on the 1st of March, and it does seem to me that defendant was too late to give it after that date. It is to be remembered that the Court in allowing him to put it in on the 9th of March, did so without prejudice to the right of the plaintiff to be paid his debt in principal, interest and costs out of the deposit.



1880.

Bourassa  
v.  
Thibeaudou.

The delay was fixed here by the parties. They had a perfect right to make such a stipulation; it was not contrary to law or inconsistent with good morals, and, as I view the authorities, when a delay is fixed for an accomplishment of a conditional obligation, this delay is *de rigueur*; and if the obligation is not accomplished within the delay fixed, the condition fails, *est défailli*, and the Court even has no authority to extend the time. I refer to 25 Demolombe, Nos. 330, 332, 339, 340, 343. 17 Laurent, Nos. 68, 69, and 73, and I would also refer to the case of *Macmaster & Moffatt* (M. L. R., 1 Q. B., p. 387), where a condition as to time, in a mere verbal agreement, was strictly enforced.

The reasons advanced in support of the judgment under revision, which maintained the intervention, may be summarized as follows:—

(1) That the writing of the 18th of February constitutes only a simple arrangement between the parties to substitute a deposit for personal security, and there is nothing to show that the intervenant intended to assume a different obligation than he would have contracted if he had entered into an ordinary security bond.

(2) That the writing permits the defendant to furnish security thereafter, either according to article 824, or according to 825, and the delay fixed (1st of March) can only be considered as applying to the security to be given under article 824, which cannot be given after a fixed time, and not as applying to the security to be given under article 825, which can be given at any time before judgment; that the security given by the intervenants on the 9th of March before judgment, under article 825, was valid, and their obligation under the writing of 18th of February became of no effect.

No doubt the arrangement made was a derogation from the law by substituting a deposit in place of a security bond; but none the less is the agreement so made, the law of the parties. The arrangement here made was that the defendant was to be liberated from prison upon his brothers making a deposit of \$290. to pay plaintiff's



1889.  
Bourassa  
v.  
Thibeaudou.

judgment if defendant should not give security on the 1st March, 1888, in accordance with Art. 824 or 825 C. C. P. There is no law prohibiting such an arrangement, and I think it should be enforced *in forma specifica*.

Laurent, at No. 69, vol. 17, says: "Lors donc que l'acte détermine la manière, le temps, les circonstances de la condition, le juge ne pourra rien y changer, car les contrats sont les lois que le juge est appelé à exécuter et qu'il n'a pas le droit de modifier."

Larombière, Art. 1177 (No. 8). "Lorsque le terme dans lequel la condition doit s'accomplir a été clairement et nettement fixé, il n'y a pas à interpréter l'acte, ou à rechercher l'intention vraisemblable des parties. La clarté de l'expression oblige alors à s'en tenir à la rigueur de son sens littéral."

Here the defendant was set at liberty with the consent of the plaintiff and of the Court upon the condition mentioned in this writing.

The intervenants cannot plead ignorance of the condition upon which their brother obtained his discharge. Their intention to be bound by this writing is sufficiently manifested by the fact that they made the deposit. The delay fixed was an essential condition of the obligation, and the intervenants cannot deprive the plaintiff of the benefit of that condition by saying that they did not intend to contract any different obligation from that they would have contracted if they had entered into an ordinary surety bond.

Now, as to the time fixed (1st March) applying only to Article 824, and not to Article 825, I can see nothing in the writing to justify making such a distinction. It is true that by Article 824 a defendant may obtain his discharge, upon giving security that he will not leave the province, and that if he does so, such sureties will pay the amount of the judgment, and that this bail cannot be received after the expiration of the eighth day from the day fixed for the return of the writ of *habeas corpus*, unless with leave of the Court, and that by Article 825 he may also obtain his discharge at any time before judgment by giving security that

1880.

Bourassa  
v.  
Thibeaudeau.

he will surrender himself when required by the Court, within the delay fixed by the Article, and that in default the sureties will pay, etc. But by this writing I think the parties made a law for themselves as regards the time or delay within which security should be given, and in this respect they derogated from the time fixed by these Articles. The plaintiff consented to derogate from the law when he accepted a deposit instead of a bond. Defendant consented to derogate from the law as to the delay within which he could give security under these Articles, when he made it a condition that if he did not give security in accordance with either the one or the other of them on the 1st March, 1888, the deposit would be available for the payment of plaintiff's judgment.

The reference in the writing to these Articles is to show the nature of the security the defendant could give. He had the option to give a bond by sureties under Article 824 not to leave the province, or one under Article 825 to surrender himself; but in either case it had to be given on the 1st of March. Suppose the writing had contained no reference to Article 824, but had simply said, "if he does not give security according to Article 825 on the 1st of March, 1888," would the Court be justified in saying that this limit as to time meant nothing; and that defendant had as long as he wished to put in security provided he did it before judgment? I cannot think such a construction would be a right one, and I fail to see that the insertion of Article 824, to which it is admitted the delay fixed does apply, should lead us to conclude that that Article alone and not Article 825 was intended to be affected by the time fixed.

Suppose (as the plaintiff puts it in his factum) that final judgment had been rendered before the 1st of March, would that have deprived defendant of the right of giving security under Article 825 on the 1st of March, notwithstanding that by it security must be given before judgment? It appears to me the defendant could have successfully answered to such an objection, that by the agreement he had the right to give security on the 1st of

1880.  
Bourassa  
v.  
Thibaudeau.

March. If the defendant could, under the circumstances I have mentioned, have given the bond required by that Article after judgment, in virtue of the condition in this writing, and I venture to think he could, why should not the plaintiff have the benefit of the condition also, and be able to say that security given after the 1st of March is too late?

I do not understand that we are called upon to decide as to the validity of the proceedings by which the plaintiff has attached this money. We are now only deciding the issue raised on the intervention; that is, whether or not the intervenant, Charles Thibaudeau, has a right to claim back the \$100 he furnished towards the deposit made under the writing of the 18th of February. I think this writing constitutes a conditional obligation; that the condition as to time is clearly determined; that it is not unlawful, and that the Court is bound to enforce it; and my conclusion, therefore, is that the intervenant has lost any claim to the money, and that the judgment under revision, instead of maintaining his intervention, should have dismissed it.

JOHNSON, Ch. J. :—

On the 18th February, 1888, the defendant was capiased at the suit of the plaintiff, and before the return of the writ gave the bail required by Art. 328, C.P.C., by making a deposit of \$200 through his two brothers, Charles and Onesime Thibaudeau, instead of giving their bond. The defendant afterwards contested the capias, but his petition was dismissed, and thereupon he made an abandonment of his property. Then, on the 5th of March, the defendant gave notice to the plaintiff that on the 7th, he would give bail as required by Arts. 324 and 325, which was done by permission of the Court, reserving the rights of the parties. The next day (March 10) the plaintiff, to get his costs on the dismissal of the contestation of the capias, attached in the prothonotary's hands the \$200 deposited by the defendant's brothers, and upon the officer's declaration, prayed judgment ordering him to pay over the

circumstances required by that condition in this case, why should the condition also, after the 1st of

upon to decide whether the plaintiff by deciding the matter whether or not he has the right to claim the deposit made

I think this is the case; that the condition that it is not to be enforced; and the defendant has lost his judgment under the condition, should

that was capiased on the return of the P. C., by making Charles and his bond. The defendant but his petition for abandonment of the defendant. He would give which was done to the rights of the plaintiff, to get his out of the capias, \$200 deposited on the officer's declaration pay over the

money. The two bondsmen, or rather depositors, thereupon intervened, each asking one half of the money for himself, and the discharge of the garnishment. These interventions were contested by plaintiff, alleging that the condition on which the deposit was allowed to be made was that the new bail should be given on the 1st of March, otherwise that the money was to be applied to pay debt, interest and costs; and that the defendant having made default to put in bail within the stipulated time, the condition should be exacted, and the bail was too late.

The intervention of Chas. Thibaudeau was the only one proceeded with, and he proved that \$100 of the deposit belonged to him.

The judgment held that Charles Thibaudeau was entitled to get his money, and ordered payment accordingly. The plaintiff now inscribes, and the only question for the Court is the effect of the written consent of the parties, of the 18th February, by which money was to take the place of a bond. The terms of the consent are:—"Les parties consentent et acceptent le dépôt d'une somme de deux cent dollars fait par Onézimé et Charles Thibaudeau pour payer le montant du jugement à intervenir sur la demande en capital, intérêt et frais, s'il ne donne pas caution au desir de l'article 824 ou 825, du code P. C. 1-Mars 1888."

The grammar of this need not be criticized, since the meaning is plain. Both parties consented that the money was to stand instead of bail; both parties contemplated the right to give bail either under Article 824 or 825, C. P.; and a time was fixed within which the defendant was to exercise his right. The bail under these two Articles is different. The first makes the sureties liable if the defendant leaves the province without paying debt, interest and costs; and must be put in within eight days from the return. Bail under the other Article is very different. It can be put in at any time before judgment; and the condition of it is that the debtor will surrender himself

1889.  
Bourassa  
v.  
Thibodeau.

to the sheriff within a month from service of an order of the Court; and in default of his so doing, the sureties are liable. The plaintiff in his contestation of the intervenient's claim for his \$100, contends that the terms of the consent of the 18th February are to be construed to deprive the defendant of the right to give the bail prescribed by Art. 825 after the 1st of March. It is possible that the plaintiff may have so intended; but to preclude the other party from his right under the law, to give bail under Art. 825 at any time before judgment, something more was required; and certainly there is no express renunciation by the defendant of his right to do so. I quite agree that the parties may make their own law; but having made it in their own way, we must say what it means; and we must interpret this agreement to do a thing in a given time, without express stipulation that it was not to be done afterwards, according to the rules of law governing defaults to execute obligations.

The general rule is expressed in Art. 1067, C.C.:—"The debtor may be put in default either by the terms of the contract, when it contains a stipulation that the mere lapse of time for performing it shall have that effect, etc." Here we have no such stipulation, but merely a fixation of time without anything further. In my opinion the agreement is to be interpreted as meaning that the money was there to dispense with a bail bond which might be given up to the 1st March. But the question is, what were the defendant's rights under a stipulation merely fixing a time, without precluding bail afterwards? There can be no doubt what were his rights. The Art. 1067 cited already settles them; and the defendant was not precluded, unless it was stipulated that he should be.

There are only two exceptions to this rule. The first is under Art. 1068, where he would have been in default, if the thing stipulated could only have been done in the time mentioned, which is the very reverse of the case here; for it could have been done at any time before judgment; and the other exception is under Art. 1069, and applies to commercial contracts only, where the time of

MONTREAL LAW



performance being fixed, its expiration puts the obliged party in default, without any further stipulation.

The case of *Macmaster & Moffatt* (M. L. R. 1 Q. B. p. 387), which was cited, has no application whatever to the present case. One is presumed to renounce. There is a balance of 825 in the record. The plaintiff has no right in preference to bail. The law gives no right to the privilege of the defendant to offer more, but the plaintiff cannot exact it.

Judgment confirmed.

*Augé & Lapierre*, for intervening party.

*Duhamel, Rainville & Marceau*, for plaintiff contesting.

(J. K.)

[IN REVIEW.]

January 31, 1889.

Coram JOHNSON, LORANGER, WURTELE, JJ.

VINCENT v. ROY DIT LAPENSÉE, & ROY, oppt.

*Novation—Deed of composition—Art. 1169; C. C.*

Held:—Where a creditor, whose claim does not appear to be of a commercial nature, becomes a party to a voluntary deed of composition with his debtor, by the terms of which he remits half of the debt, and the interest, and agrees to accept the remainder by instalments, with security, without stipulating that the debtor shall not be discharged until the composition is fully paid,—that novation is effected; and the creditor has no right, upon the debtor's default to pay the instalments of the composition as they become due, to issue execution *de plano* upon the judgment obtained by him for the original debt.

INSCRIPTION from a judgment of the Superior Court, Montreal (DAVIDSON, J.), June 28, 1888, in the following terms:—

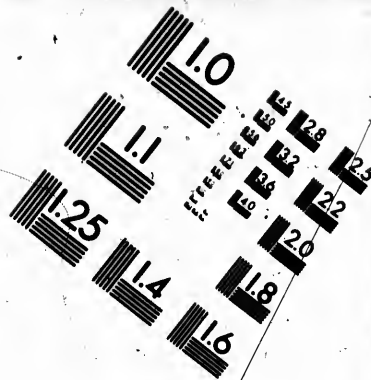
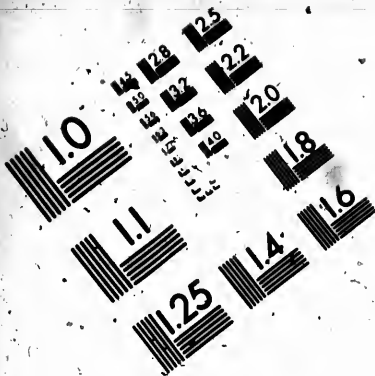
“The Court, etc.....

“Seeing the opposant claims she is the sole usufructuary of the real rights seized in this cause; that her

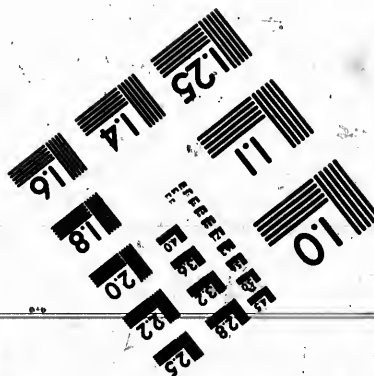
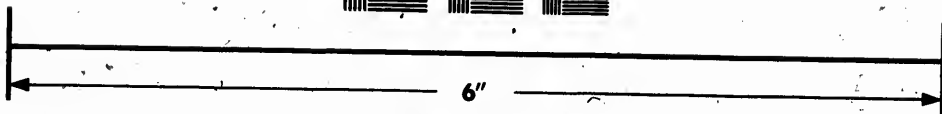
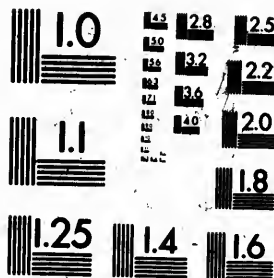




427



**IMAGE EVALUATION  
TEST TARGET (MT-3)**



**Photographic  
Sciences  
Corporation**

23 WEST MAIN STREET  
WEBSTER, N.Y. 14580  
(716) 872-4503

1.8 2.0 2.2 2.5  
E E E E E  
E E E E E

10  
E E E E E

1889.  
Vincent  
v.  
Roy dit  
Lapensée.

said rights are exclusively personal, '*insaisissable*,' and "*à titre d'aliment*;" that in the month of October, 1884, she obtained a composition from her creditors of 50c. in the dollar, payable by a deposit of \$200 on the 20th of December in each year; that plaintiff consented to said composition and signed an agreement therefor, and agreed to accept such composition on a total debt of \$1,000, as representing the balance due him, waiving all interest; that the first of said payments was duly made, and that although there was a default in the instalment due on the 20th of December, 1886, the plaintiff consented thereto and acquiesced in the delay; that said composition novated the plaintiff's original debt, and the opposant tenders with her opposition \$62.50, the amount of said second instalment;

"Seeing further that the opposant at the trial moved that she be permitted to supplement said tender by the addition thereto of \$16.98 to represent costs due the sheriff;

"Considering that at the date of the writ of execution in this cause, opposant was in default to pay said second instalment, and only tendered the amount thereof, with a further insufficient amount to represent costs, on the 8th of June, to wit, long after the issue of said writ and the seizure made thereunder;

"Considering that said composition in no wise operated a novation of plaintiff's original debt; that the opposant must be strictly held to the terms thereof, and that her failure to pay the said second instalment on the 20th December, 1886, (which failure continued and existed even up to and after the issue of the said writ of execution and the seizure thereunder made), terminated the right of the opposant to secure a discharge in full for 50c.;

"Considering that opposant has failed to prove the allegations of her opposition, and that the tender by her made therewith, was too late and moreover insufficient;

"Considering that said motion to supplement said tender is also too late, and in any event is insufficient in amount, doth dismiss said opposition *afin d'annuler* and

said motion to add to deposit, and doth maintain the contestation of said opposition with costs against the opposant *distrains*, etc."

1880.

Vincent  
Roy dit  
Lapensée.

LORANGER, J. (in Review):—

Le demandeur est porteur de deux jugements rendus contre les défendeurs conjointement et solidairement, en avril et mars 1884. Ces deux jugements, en capital et intérêts, s'élevaient en Octobre de la même année à une somme de plus de \$1,200. Il est intervenu à cette dernière époque entre les défendeurs et leurs créanciers, au nombre desquels se trouvait le demandeur, un concordat par lequel les défendeurs ont obtenu une remise de 50 pour cent sur leurs créances et ont donné une caution pour la différence. Le demandeur a réduit, à l'époque de ce concordat, sa créance à la somme de \$1,000, et a accepté en paiement final 50 pour cent sur cette somme sans intérêt. Il a été convenu que le montant restant dû, serait payable au taux de \$200 par année entre les mains d'une personne désignée par les créanciers, le premier paiement devant être fait le 20 décembre 1885. Ce premier paiement a été fait; le second, celui de décembre 1886, ne l'a pas été, et dans le mois de mai 1887, le demandeur a exécuté l'un de ses jugements pour le plein montant moins la somme reçue sur le premier versement. Il a fait saisir des biens personnels de la défenderesse, consistant dans l'usufruit de certains immeubles situés en la paroisse de Lachine. Elle a été portée opposante et entr'autres moyens d'opposition, elle invoque le concordat, qui, suivant elle, est une remise de la créance du demandeur jusqu'à concurrence de 50 pour cent, et a opéré novation de sa créance pour la différence; en d'autres mots, qu'en vertu de ce concordat les droits du demandeur résultant des jugements en question, sont éteints et qu'il est non recevable dans l'exécution qu'il a prise.

Le demandeur répond qu'il n'a signé le concordat qu'à la condition que les défendeurs en rempliraient fidèlement et ponctuellement les conditions; que l'une de ces conditions était que les défendeurs paieraient aux éché-



1890.  
Vincent  
v.  
Roy dit  
Lapensée.

ances les versements convenus ; que n'ayant pas fait celui du 20 décembre 1886, le concordat est devenu nul et de nul effet ; que ce concordat n'a pas opéré novation des jugements du demandeur, son seul effet étant d'en réduire le montant et d'accorder du délai ; que vu le défaut des défendeurs d'exécuter le dit concordat le demandeur a droit de réclamer le montant entier de sa créance.

La Cour de première instance a maintenu la contestation et renvoyé l'opposition. On demande la révision de ce jugement.

Des questions de forme et de procédure ont été soulevées par la contestation, mais elles sont sans importance réelle sur le litige. Le seul point qui mérite l'attention sérieuse de la Cour, est le concordat en question. Est-il vrai qu'il comporte une remise complète et absolue en faveur des défendeurs de la moitié de leur dette, et y a-t-il eu novation des jugements rendus contre eux ?

Il est de principe que la novation ne se présume pas et que l'intention de l'opérer doit être évidente.

L'acte de concordat est fait sans condition. D'un côté il y a l'offre des défendeurs de payer à leurs créanciers une somme de 50 pour cent en règlement final de leurs réclamations, avec cautionnement et promesse de payer cette somme par versements, à des époques déterminées ; de l'autre côté, il y a l'acceptation pure et simple des créanciers avec renonciation formelle aux intérêts échus et à écheoir. Le concordat ne contient pas la condition que l'on retrouve dans tous les actes de ce genre, savoir, que la quittance finale restera subordonnée au paiement entier et complet des versements.

Le demandeur soutient qu'il n'y a pas eu substitution d'une nouvelle créance à l'ancienne, mais une simple réduction de sa créance, avec une garantie accessoire pour le paiement de la partie due ; que cette réduction ayant été faite par les défendeurs en faillite ne peut pas être considérée comme une remise volontaire ; qu'elle a été obtenue forcément et n'est obligatoire contre eux, que sous la condition que les défendeurs paieraient fidèlement leurs versements aux époques convenues.

De son côté, l'opposante prétend qu'il ne s'agit pas d'une matière commerciale; que le contrat intervenu entre eux est un contrat purement civil et que les règles du droit civil seules, doivent s'appliquer. Elle assimile le concordat à une donation pure et simple pour la partie de la somme remise, et soutient que l'acte ne contenant aucune condition résolutoire, il constitue une libération complète pour le surplus remis de la créance.

Le demandeur a cité un grand nombre de précédents, et je dois dire que si les règles du droit commercial, tel qu'interprétées sous l'acte de faillite, doivent s'appliquer, la prétention du demandeur, en principe, serait bien fondée. S'il s'agissait d'un concordat intervenu entre un commerçant en faillite et ses créanciers, nul doute que la remise faite par le demandeur, ne pourrait pas être considérée comme une libéralité, vu que le demandeur n'aurait pas été libre de refuser cette remise, la majorité des créanciers faisant loi pour lui. Il est de l'essence de la remise pour qu'elle emporte libération, qu'elle soit faite librement et volontairement et à titre de libéralité; or, on ne peut pas dire que les créanciers, parties à un concordat forcé, soient dans cette condition.

On a toujours jugé dans ce pays que le défaut de paiement dans le délai spécifié, était fatal à la libération promise et rendait l'acte de composition nul; mais ces jugements, ont été rendus sous l'empire d'une législation qui n'existait plus à l'époque du concordat en question. Au reste, il est à propos de remarquer que dans tous les cas que l'on a cités, il s'agissait d'un concordat avec stipulation expresse que le débiteur ne serait libéré qu'après paiement intégral de la composition: condition que l'on ne trouve pas dans le cas actuel.

Dans la présente cause, rien ne fait voir que l'acte soit de sa nature commerciale, et le concordat n'est qu'un arrangement à l'amiable entre les créanciers et leurs débiteurs, qui ne lie que les créanciers qui l'ont signé. Cet acte n'était pas obligatoire pour le demandeur.

Les auteurs sous le Code français établissent cette différence, et je réfère particulièrement à Laurent, volume

1869.  
Vincent  
v.  
Roy dit  
Lapendé.

1880.  
Vincent  
v.  
Roy dit  
Lapouée.

18, Nos. 371 et suivants. Après avoir énoncé que la remise ne s'applique pas à la caution, lorsqu'elle est faite par un débiteur en faillite, l'auteur ajoute que ce principe n'est pas applicable au concordat amiable intervenu entre le débiteur et ses créanciers, et il en donne la raison; c'est que la loi commerciale déroge au droit commun; que le Code de Commerce ne parle que du concordat judiciaire et forcé, en ce sens qu'il est obligatoire même pour les créanciers qui n'y ont pas consenti, tandis que le traité volontaire que les créanciers font avec leur débiteur, est consenti librement et n'oblige que les créanciers qui y donnent leur consentement.

En prenant les termes mêmes du concordat, il me paraît qu'il y a eu de la part du demandeur remise absolue de la moitié de sa créance, sous la condition que l'autre moitié lui serait garantie par un cautionnement. Le demandeur se trouvait en face d'un débiteur qui ne lui offrait plus les garanties suffisantes, et pour ne pas perdre sa créance en entier, il en a remis une partie pour assurer l'autre au moyen d'un cautionnement et sous des conditions nouvelles.

C'est là un contrat nouveau. Il est prouvé que tous les frais sur les jugements en question ont été payés; le demandeur a réduit de moitié le capital de sa créance en vertu de l'arrangement en question, il n'a plus maintenant que le recours ordinaire contre son débiteur, pour l'exécution de cet arrangement. Il était non-recevable à exécuter *de plano* son jugement, et l'opposition est bien fondée.

Le jugement de la Cour de première instance devrait être infirmé.

The judgment is as follows:—

“La Cour, etc.....

“Considérant qu'il n'est pas en preuve que la créance du demandeur soit de sa nature commerciale; que le concordat intervenu entre les parties est un arrangement à l'amiable entre les défendeurs et leurs créanciers, au nombre desquels se trouvait le demandeur, fait depuis le rappel de la loi de faillite;

1880.

Vincennes  
Roy dit  
Laprade.

"Considérant que ce concordat comporte une remise absolue de la moitié de la dette des défendeurs, avec obligation de payer l'autre moitié dans des conditions et des délais nouveaux, notamment sous la garantie d'un cautionnement que le demandeur a accepté ;

"Considérant que le demandeur n'a plus maintenant que le recours ordinaire pour obliger les défendeurs à exécuter l'arrangement susdit, et est non-recevable à exécuter *de plano* les jugements qu'il a obtenus contre les défendeurs ;

"Considérant que l'opposition en cette cause est bien fondée et qu'il y a erreur dans le jugement de la Cour de première instance qui l'a déboutée ;

"Casse et annule le dit jugement, et procédant à rendre celui que la Cour de première instance aurait dû rendre, maintient la dite opposition, et annule le bref *alias de fieri facias* émis en cette cause, et la saisie pratiquée des droits et biens immobiliers mentionnée dans la dite opposition et dans le procès-verbal de saisie, et donne main-levée de la dite saisie à l'opposante, avec dépens, tant en Cour Supérieure qu'en Cour de Révision, distraits, etc."

Judgment reversed.

*Ethier & Pelletier*, for opposant.

*Duhamel, Rainville & Marceau*, for plaintiff contesting.

(J. K.)

June 8, 1880.

Coram JETTÉ, LORANGER, DAVIDSON, JJ.

SÉGUIN v. ROCHON, & CORMIER, mis en cause  
(No. 1.)*Quebec Controverted Elections Act, s. 41—R. S. Q. 500—Mis en cause—Preliminary objections—Review.*

Held:—That the *mis en cause* (whether by the answer to the petition or subsequently) of any other candidate not petitioner in the cause, is in the nature of an election petition, and is subject to the rules prescribed for such petitions; and an appeal lies to the Superior Court sitting in Review, under s. 41 of the Quebec Controverted Elections Act (R. S. Q. 500), from a judgment maintaining preliminary objections of the *mis en cause*.

LORANGER, J. :—

Au cours de l'instruction, l'intimé a donné avis qu'il entendait prouver que Narcisse Edouard Cormier, candidat défait, s'était rendu, personnellement et par son agent, de son consentement, coupable de manœuvres frauduleuses. Cet avis fut signifié avec assignation de comparaître à un jour indiqué dans un ordre du juge président, émané à cet effet. Le mis en cause comparut par ses avocats et produisit deux réponses, l'une, de la nature d'une exception déclinatoire, et l'autre, de la nature d'une exception à la forme. C'est ainsi qu'il qualifie lui-même ses objections préliminaires.

Les moyens d'exception déclinatoire sont que la plupart des manœuvres frauduleuses reprochées remontent à plus d'une année avant la production de la plainte. Cette exception a été maintenue, et sept des accusations portées par le dit Rochon, ont été renvoyées.

On a inscrit de ce jugement en révision, et le mis en cause demande le rejet de cette inscription, attendu qu'il n'y a pas appel de cette décision.

La section du Statut en vertu de laquelle l'avis a été donné, est la 55e de l'Acte des Elections Contestées de 1875, qui est reproduite par l'article 514 des Statuts Révisés de la province de Québec. Il y est déclaré que,

U. W. O. LAW

1880.  
Réquin  
v.  
Rochon.

lors de l'instruction d'une pétition d'élection, le défendeur est admis à prouver que tout autre candidat s'est rendu coupable de manœuvres frauduleuses, de la même manière et avec le même effet que s'il eût lui-même présenté la pétition se plaignant de cette élection, ou de la conduite de tel candidat; mais avant de faire cette preuve le défendeur doit en donner avis à ce candidat, s'il n'est pas déjà en cause, et celui-ci peut transquestionner les témoins à charge et en faire entendre à décharge.

Il y a, sous l'Acte des Elections contestées, appel du jugement rendu sur les objections préliminaires, lorsqu'elles ont l'effet de débouter le pétitionnaire, et dans le cas actuel, la demande de l'intimé Rochon a été déboutée pour la plus grande partie. Les accusations étaient au nombre de huit, et sept d'entre elles ont été rejetées.

Le mis en cause prétend que l'appel n'est accordé que dans le cas d'objections faites sur la pétition d'élection elle-même, et en faveur du pétitionnaire seulement. Cette prétention est contraire au texte comme à l'esprit de la loi. Le mécanisme de la loi des élections contestées, permet aux parties en cause de faire intervenir sur l'ordre du juge les tiers qui, au cours de l'élection, se sont rendus coupables de manœuvres frauduleuses et ont pu vicier cette élection. S'il s'agit du candidat défait, il peut être mis en cause par la défense à la pétition elle-même, ou par un simple avis au cours du procès, et dans les deux cas, il devient partie en cause. S'il s'agit d'une autre personne la mise en cause a lieu en vertu de la section 272, comme dans le cas de McShane; mais dans les deux cas, la partie incriminée a le droit de se défendre, soit par voie d'exception préliminaire, soit au fond. C'est un litige nouveau engagé sur la mise en cause, et ce litige est à toutes fins que de droit, considéré et traité comme une pétition d'élection. La section 6 de l'Acte des Elections contestées définit la pétition d'élection, une pétition se plaignant du rapport irrégulier ou de l'élection du député ou de l'absence de rapport, ou de quelque acte illégal commis par un candidat non élu, par suite duquel il peut être devenu inhabile à siéger à l'assemblée législative.



1890.  
Ségula  
v.  
Rochon.

Voir en rapport avec cette section, la section 21 en ce qui concerne les allégations que doit contenir la pétition d'élection, et la section 55 qui se rapporte à la signification de l'avis et la preuve dans la cause.

Au reste, c'est ainsi que le mis en cause et la Cour en première instance l'ont compris.

Le mis en cause plaide spécialement que la procédure adoptée contre lui est de la nature d'une pétition d'élection, et se plaint qu'elle n'a pas été accompagnée des formalités voulues en pareil cas. Cette prétention a été maintenue par l'honorable juge dans le jugement dont est appel. Un des motifs de ce jugement, est que la mise en cause est à toutes fins que de droit une poursuite contre le mis en cause, pour manœuvres frauduleuses, et que cette poursuite a commencé avec la signification de l'avis.

L'effet de la demande est d'entraîner la déqualification et la perte des droits politiques du mis en cause pour sept ans. On porte contre lui les accusations qui auraient pu servir de base à une pétition d'élection. C'est en réalité un cas récrimatoire comme celui de *Somerville et Laflamme*. Or, il a été jugé dans cette cause que la réponse de M. Laflamme, incriminant son adversaire, M. Girouard, était de la nature d'une pétition d'élection et soumise à toutes les conditions et formalités de la pétition d'élection. Dans cette dernière cause, comme dans le cas actuel, la poursuite avait été intentée par une autre personne que le candidat défait, et dans sa défense à l'action, M. Laflamme avait un cas récrimatoire contre son adversaire et donné avis de sa défense. La Cour de Révision a jugé dans le même sens dans la cause *Leblanc et Gaboury*.

Dans la cause actuelle, le pétitionnaire Rochon, au lieu de formuler ses plaintes dans sa défense à la pétition d'élection, comme il en avait le droit, l'a fait au cours du procès. Mais, en réalité, l'objet est le même, et il n'y a de différence que dans la procédure.

On a donné comme raison d'inconvénient, que l'inscription en révision aura pour effet de retarder le procès. Je

U. W. O. LAW

n'en vois pas la raison. Rien n'empêche que la Cour de Révision soit saisie de l'incident soulevé par l'exception déclinatoire, et que le juge chargé de l'instruction du procès, procède à cette instruction.

On l'a si bien compris, qu'une partie seulement du dossier, c'est-à-dire celle qui se rapporte à l'incident, a été transmise à cette Cour. Le siège n'est pas demandé pour le candidat défait, et le jugement de la Cour de Révision sur la présente inscription, ne peut pas affecter le sort de la pétition d'élection.

Je n'hésite pas à déclarer que nonobstant cette inscription sur l'incident soulevé par l'exception déclinatoire, le procès sur la pétition d'élection peut être continué.

La mise en cause étant, comme je le crois, de la nature d'une pétition d'élection, le mis en cause avait le droit de faire les objections préliminaires qu'il a produites, et les objections ayant été maintenues, la partie qui a été déboutée a droit à son appel conformément à la section 41 de l'Acte des Elections contestées, et la motion pour rejet de l'inscription doit être renvoyée avec dépens.

Motion rejected.

*H. Ayley*, for petitioner and *mis en cause*.

*L. N. Champagne*, for respondent.

(J. K.)

October 3, 1889.

*Coram* DOHERTY, MATHIEU, TAIT, JJ.

SEGUN V. ROCHON, & CORMIER, *mis en cause*.

(No. 2.)

*Quebec Controverted Elections Act — R. S. Q. 514 — Mis en cause—Trial.*

Held:—That after the *enquête* on the trial of an election petition has been closed, the respondent is no longer entitled, under R. S. Q. 514, to adduce evidence to show that any other candidate has been guilty of corrupt practice.

The judgment of the Court is as follows:—

“ La Cour, etc.....”

1888.  
Béguin  
v.  
Roche.

" Considérant qu'il appert au dossier que les parties en cette cause ont clos leur enquête le 7 décembre 1888 ;

" Considérant que le 28 avril dernier, le pétitionnaire a produit au bureau du protonotaire du district d'Ottawa, où la pétition a été présentée, une inscription pour audition devant la Cour Supérieure, siégeant en révision, conformément à l'article 541 des S. R. Q. ;

" Considérant qu'aux termes de l'article 514 des dits Statuts, le défendeur ne pouvait être admis que pendant l'instruction, à prouver que l'autre candidat Cormier, s'était rendu coupable de manœuvres frauduleuses ;

" Considérant que, par la clôture de l'enquête, l'instruction était terminée, et que le défendeur ne peut retarder l'audition sur cette pétition, pour procéder à la preuve de manœuvres frauduleuses commises par Cormier, preuve qu'il ne peut légalement faire maintenant ;

" A accordé et accorde la motion du dit pétitionnaire, et a fixé et fixe lundi, le 28 octobre courant, à dix heures et demi du matin, pour l'audition de cette pétition devant la dite Cour Supérieure siégeant en révision, et permet au défendeur de produire sa preuve d'ici au 21 octobre courant, et faute par lui de produire ainsi cette preuve, il sera procédé à l'audition sans cette preuve ; les dépens sur cette motion suivront le sort du procès."

Motion granted.

*H. Ayles*, for petitioner and *mis en cause*.

*L. N. Champagne*, for respondent.

(J. K.)

October 3, 1889.

Coram DOHERTY, TAIT, DE LOBIMIER, JJ.

SÉGUIN v. ROOMON, & CORMIER, *mis en cause*.  
(No. 3.)*Quebec Controverted Elections Act — R. S. Q. 514—Trial —  
When concluded.*

Held:—That the trial of an election petition is concluded when the *enquete* of petitioner and respondent has been closed; and it is not competent thereafter for the respondent to give notice, under R. S. Q. 514, that he intends to prove that another candidate, not in the cause has been guilty of corrupt practices.

The judgment is as follows:—

"The Court having heard the parties by their respective counsel upon the demand of said defendant for revision of judgment rendered in the Superior Court in and for the district of Ottawa the 15th of December, 1888, etc.;

"Considering that by the terms of the Controverted Elections Act (R. S. Q. 514), it is enacted that on the trial of a petition, the respondent may give evidence to show that any other candidate has been guilty of corrupt practices; but before entering into such proof the respondent shall give notice thereof to such candidate if he be not already in the cause, who may cross-examine the witnesses against him and produce others in his own behalf;

"Considering that on the 7th of December, 1888, the said respondent declared his *enquete* closed upon the election petition in this cause, and petitioner thereupon declared he had no rebuttal evidence to make, and the *enquete* of both petitioner and respondent being closed, said trial was thereby terminated and concluded, and either of said parties was entitled forthwith to inscribe said election petition for hearing before this Court;

"Considering that the declaration of said respondent filed on the same day, declaring that he intended to

1888.  
Séguin  
v.  
Rocheon.

prove corrupt practice committed during and after said election by Narcisse Edouard Cormier, the *mis en cause*, and other candidate at said election, whether filed before or after the closing of said *enquête*, had not been served upon said *mis en cause* before being filed, and that no notice of respondent's intention to prove corrupt practice against him had been served upon him before the conclusion of said trial, and that said *mis en cause* was not in the cause when the said trial was so concluded ;

" Considering that after the closing of the *enquête* by petitioner and respondent, the trial being concluded, the said *mis en cause* could not be brought into the said cause, or evidence given to show that he had been guilty of corrupt practice during or after said election, inasmuch as no such evidence could be given, except at the trial of said petition, and said trial had been concluded ;

" Considering that the judge who tried said election petition, instead of adjudicating upon said charges as he did in the judgment of the 15th of December, 1888, now under revision, should, for the reasons aforesaid, have declared said trial concluded, and that he was without jurisdiction to try said charges ;

" Considering that said judgment, in adjudicating upon said charges as it did, is null and without effect, the trial judge who rendered the same being without jurisdiction to adjudicate as he did ;

" Doth for the reasons aforesaid declare said judgment rendered on the said 15th of December, 1888, to be null and void and of no effect, and each party is ordered to pay his own costs."

Judgment annulled.

*H. Ayles*, for petitioner and *mis en cause*.

*L. N. Champagne*, for respondent.

(J. K.)

December 30, 1889.

Coram JETTÉ, WURTELE, DAVIDSON, JJ.

SÉGUIN v. ROCHON, & CORMIER, *mis en cause*.  
(No. 4.)*Quebec Controverted Elections Act—Preliminary objections—  
Service of petition—Description of electoral district—  
Stamps—Corrupt practice—Knowledge of candidate—  
Evidence.*

- Held:—1. A petition presented on the 7th November and served on the following day,—the notice of election having been published on the 8th October—is within the delay prescribed by R. S. Q. 482.
2. The description of the electoral district, in the petition, as “the electoral district of the County of Ottawa,” instead of “the electoral district of Ottawa,” is not a sufficient ground for rejecting the petition, the electoral district being in fact composed of the county of Ottawa alone.
3. In a district where the fee on filing petition is payable in money to the clerk of the Court, and has been duly paid, the absence of stamps on the petition is not an irregularity.
4. The fact that large sums were being illegally spent by the agents of a candidate, and that this circumstance must have been known to those who were engaged in promoting his election in that part of the county, is not of itself sufficient to prove knowledge by the candidate of corrupt practice, where it appears that he was not present at the place where the money was being disbursed, but was engaged in a remote part of the county. Knowledge of corrupt practice must be clearly established, and where the evidence is so contradictory as to raise a doubt, the defendant is entitled to the benefit of the doubt.

JETTÉ, J. :—

Alfred Rochon, Ecr., avocat, de Hull, ayant été élu le 14 septembre 1887, député à l'assemblée législative de Québec, pour le district électoral d'Ottawa, Séguin, électeur de ce district conteste cette élection.

Le défendeur soulève d'abord certaines objections préliminaires. Il soutient :—

1o. Que la pétition ne lui a pas été signifiée dans le délai fixé par la loi ;

2o. Que le district électoral pour lequel il a été élu est



1889.  
Séguin  
v.  
Rocheon.

incorrectement désigné dans la requête du pétitionnaire ;

80. Enfin que cette requête n'est pas revêtue des timbres judiciaires requis par la loi.

La Cour doit donc prononcer sur ces trois objections, avant d'arriver au mérite de la cause.

10. La pétition a-t-elle été signifiée dans le délai fixé par la loi ?

L'art. 372 des Statuts Refondus de Québec, déclare qu'il doit être donné avis dans la Gazette Officielle de l'élection d'un député à l'assemblée législative.

L'art. 482 ajoute ensuite que toute pétition contestant la validité de cette élection, doit être produite au greffe dans les trente jours de la publication de cet avis, et enfin l'art. 495 dit que la signification de la pétition au député élu, doit avoir lieu dans les cinq jours de sa production au greffe.

Dans l'espèce, l'avis a été publié dans la Gazette Officielle, le 8 octobre 1887, la pétition a été présentée le 7 novembre, et elle a été signifiée le lendemain, 8 novembre.

Il n'y a donc aucun doute que la loi a été rigoureusement observée.

20. Y a-t-il erreur dans la désignation du district électoral pour lequel le défendeur a été élu ?

La province est divisée en 68 districts électoraux. (S.R.Q. art. 64). Ces divisions sont désignées comme suit : le district électoral d'Argenteuil, de Bagot ..... d'Ottawa, etc. La pétition désigne le district pour lequel le défendeur a été élu, sous le nom de "*District électoral du Comté d'Ottawa.*" On a donc ajouté ces deux mots : *du Comté*, à la désignation indiquée par la loi. Cette légère variante est elle suffisante pour faire renvoyer la procédure du pétitionnaire ? Nous ne le croyons pas. Le législateur lui-même se sert des mêmes termes dans l'art. 91 des S. R. Q. en indiquant quels sont les districts électoraux qui forment un collège électoral et sont représentés par un député. Cet art. 91 dit : "*Chacun des districts électoraux des Comtés d'Argenteuil, Bagot....., Ottawa, etc.*" Et l'art. 167 § 9

1880.  
Séguin  
v.  
Roehon.

ajoute : "L'expression *district electoral* signifie tout *comté* "ou autre lieu, ou portion de cette province ayant le droit "d'élire un député à l'assemblée législative." Or, comme le district électoral d'Ottawa est formé du Comté d'Ottawa seulement, il est évident que la désignation dont le pétitionnaire s'est servie ne peut avoir induit le défendeur en erreur. L'objection n'est donc pas sérieuse, et la 80<sup>me</sup> règle de pratique en dispose en disant : "*No proceeding... shall be defeated by any formal objection.*"

80. La pétition est-elle irrégulière faute de timbres judiciaires.

L'art. 581, des Statuts Refondus de Québec, dit : "Les "frais et honoraires des protonotaires et les autres taxes "imposées sur les procédures, dans une action de première "classe à la Cour Supérieure, sont exigibles sur les procé- "dures d'une pétition d'élection, en autant que ces der- "nières ressemblent à celles mentionnées en premier "lieu."

La pratique établie, et le tarif en force la justifie, a fait considérer jusqu'ici l'enfilure d'une pétition comme le rapport d'une action. La somme à payer, dans le cas qui nous occupe était donc ce qui aurait été requis pour rapporter un bref dans une action de première classe, c. a. d. \$5.80. Et si cette procédure s'était faite dans le district de Montréal il aurait fallu mettre des timbres, au montant de cette somme sur la pétition.

Mais la loi relative aux timbres judiciaires ne s'applique pas de la même manière à tous les districts de la province. A Montréal où tous les revenus sont versés au trésor public, qui paie ensuite aux officiers du greffe des traitements fixes, non seulement la taxe mais encore les honoraires du greffier sont payés en timbres. Dans le district d'Ottawa, au contraire, l'honoraire auquel le protonotaire a droit sur une procédure quelconque lui appartient en propre et pour cette raison lui est payé en argent. La taxe seule, lorsqu'il en est imposé, revient au gouvernement, et se paie en timbre.

Or sur le rapport d'une action il n'y a qu'un honoraire pour le greffier, sans taxe. Et nous avons la preuve, dans

1889.  
Séguin  
v.  
Rocheon.

la déposition du protonotaire, M. Driscoll, que cet honoraire de \$5.80 lui a été payé.

Cette troisième objection n'est donc pas fondée, non plus.

Ayant ainsi disposé des objections préliminaires, nous arrivons aux questions que fait naître le fond même du litige.

Les accusations portées contre le défendeur sont multiples; nous nous ferons un devoir de les réduire à ce qui est strictement nécessaire pour la décision de la cause.

Les faits que nous avons ici à apprécier peuvent se diviser en deux catégories:—

1o. Ceux que l'on invoque pour demander la déqualification du défendeur;

2o. Ceux qui, sans atteindre le défendeur, peuvent justifier l'annulation de l'élection.

1. Dans la première catégorie viennent se placer quatre accusations spéciales:

a. Le cas du *Dr. Routhier*;

e. Le cas de *Geo. Aubry*.

i. Le cas de *Bronson*.

o. Enfin le cas de *Madore*.

a. Le cas du *Dr. Routhier*.

L'accusation portée contre le défendeur sur ce point, est énoncée à l'articulation de faits du pétitionnaire, dans les termes suivants:—

" 3. That said respondent, at a place known as L'Ange  
" Gardien, in the County of Ottawa and Province of  
" Quebec, and also at the City of Hull aforesaid, on or  
" about the first day of september, 1887, hired and engaged  
" one L. G. Routhier, Doctor of Medicine, then of L'Ange  
" Gardien, aforesaid, and now of said City of Hull, for a  
" valuable consideration, to wit, for respondent's promissory  
" note for \$250 or thereabouts, made and signed by  
" respondent, and delivered to said L. G. Routhier, being  
" an elector entitled to vote at said election, to work and  
" for having worked as a canvasser for respondent at said  
" election, and said respondent gave and delivered said  
" promissory note to said L. G. Routhier, in order to in-

“ duce said L. G. Routhier to vote for said respondent,  
 “ or to refrain from voting against the said respondent at  
 “ said election.”

1880.  
 Séguin  
 v.  
 Rochon.

L'accusation ainsi formulée est régie par l'article 407  
 des Statuts Refondus de Québec, qui déclare que : “ le  
 “ paiement de deniers ou autre valeur fait à toute per-  
 “ sonne pour travailler, ou pour avoir travaillé comme  
 “ cabaleur, est une manœuvre frauduleuse.....”

Passons maintenant à l'examen de la preuve.

Le Dr. Routhier qui est le principal témoin du pétition-  
 naire sur ce point, s'exprime comme suit, p. 286 :—“ M.  
 “ Rochon m'a fait demander par un de ses amis d'aller  
 “ chez lui un jour fixe. Je m'y suis rendu et j'ai été con-  
 “ duit dans son bureau privé, et là il m'a dit : 'j'ai entendu  
 “ dire, et on m'a même assuré que vous désirez travailler  
 “ pour moi dans cette présente élection.' Je lui ai dit  
 “ que la chose était possible, que je pourrais travailler  
 “ pour lui, et que ça dépendrait de son programme. Il  
 “ m'a parlé un peu des questions politiques, et ensuite il  
 “ m'a demandé quelles seraient mes conditions ; il m'a  
 “ demandé dans quelle partie du comté je pourrais exercer  
 “ le plus d'influence. Je lui ai dit que c'était dans East  
 “ Templeton, L'Ange Gardien et la rivière du Lièvre. Il  
 “ m'a demandé quel montant il faudrait pour parcourir  
 “ ces différentes paroisses, et je lui ai dit que ça prendrait  
 “ de deux à trois cents piastres, et nous avons mis pour  
 “ deux cent cinquante piastres. Et il m'a donné un *billet*  
 “ *promissoire*.”

“ P. 288. Q. Maintenant pour quelle considération ce  
 “ billet vous a-t-il été donné par M. Rochon ?

“ R. La considération était que je travaille pour lui,  
 “ que j'use de mon influence dans les localités susdites,  
 “ durant l'élection ; je devais travailler, cabaler et parler  
 “ comme orateur sur les hustings.”

Enfin (p. 293) il ajoute que la porte du cabinet de M.  
 Rochon a été soigneusement tenue fermée pendant tout  
 cet entretien.

Le pétitionnaire a cherché ensuite à faire corroborer ce  
 témoignage par deux autres. Zotique Routhier, frère du

1889.  
Ségula  
v.  
Rochon.

Docteur, affirme qu'il a vu l'écrit que le défendeur avait donné à son frère, et que c'était un billet promissoire. Cicéron Talbot, clerk de M. Rochon, déclare qu'il était au bureau de ce dernier lorsque le Dr. Routhier y est allé, et que la porte du cabinet du défendeur est restée fermée pendant leur entrevue.

Telle est la preuve faite par le demandeur. Mais cette preuve est contredite de la manière la plus formelle sur des points d'une importance considérable, et sur d'autres elle est loin d'être soutenue comme elle aurait dû l'être.

Ainsi, dès le début, le Dr. Routhier affirme que c'est le défendeur qui l'a fait demander, et qu'il n'est allé le voir que sur cette invitation; et pressé de nommer celui qui lui a communiqué cette invitation, il déclare que c'est Léonard Moncion, maître de poste de l'Ange Gardien. Or, Moncion interrogé nie formellement que le défendeur lui ait jamais dit d'inviter le Dr. Routhier à aller le voir, qu'il n'a pas dit non plus au Dr. Routhier que le défendeur voulait le voir; et il affirme au contraire que c'est le Dr. Routhier qui est allé deux fois lui dire qu'il aimerait à rencontrer le défendeur, qu'il voulait travailler pour lui et qu'il désirait s'entendre avec lui. Malgré ces deux demandes, Moncion a refusé d'en parler au défendeur! Cousineau déclare pareillement que Routhier lui a demandé de le présenter au défendeur, qu'il voulait le voir pour lui offrir ses services pour l'élection. Et Routhier lui-même corrobore Cousineau sur ce point dans sa première déposition pour la défense, (preuve du défendeur p. 8), puis il avoue avoir exprimé à M. Goyette et à d'autres le désir de voir M. Rochon (preuve du défendeur p. 85; preuve du pétitionnaire p. 290). Ainsi voilà ce témoin forcé de reconnaître lui-même que dès le début il fausse la vérité! Que loin d'avoir été invité, c'est lui qui s'est offert!

Continuons l'examen de sa déposition. Ayant réussi à obtenir l'entrevue, qu'il désirait, il se rend chez le défendeur. Il admet que dans la première pièce du bureau du défendeur il a vu le témoin Onésime Groulx et d'autres personnes, (preuve du défendeur p. 27). Et Groulx dit

1899.  
Séguin  
v.  
Rochon.

aussi qu'il était là, lorsque le Dr. Routhier est venu voir le demandeur, et il affirme positivement que la porte du cabinet du défendeur est restée ouverte pendant tout le temps de l'entretien, et qu'il y avait d'autres personnes avec eux. On dira peut-être, mais Talbot affirme le contraire! Oui, mais Talbot ne paraît pas très sûr, (preuve du défendeur p. 399); puis Groulx établit qu'il n'était pas, dans le moment, chez le défendeur, mais se tenait au contraire au bureau d'enregistrement, pour copier les listes d'électeurs, de plus que pendant une bonne partie de la campagne électorale il l'a vu bien souvent ivre, enfin qu'il ne le croirait pas sous serment parce qu'il l'a entendu nier en Cour une signature qu'il avait cependant véritablement donnée! (preuve du défendeur pp. 14, 15, 16).

D'autres témoins, entre autres Champagne, recorder de Hull, (preuve du défendeur, p. 180), et Goyette, greffier de la Cour de Circuit, (p. 141), disent formellement qu'ils ne le croiraient pas sous serment. McConnell, pp. 155, 156), sans aller aussi loin, dit que Talbot est malheureusement doué d'une mémoire bien infidèle lorsqu'il s'agit de faits qui ne sont pas récents, et il donne pour exemple la négation par Talbot d'un fait qui était à la connaissance de McConnell lui-même et sur lequel celui-ci a juré positivement que Talbot se trompait. Enfin, Rochon déclare aussi, comme Groulx, que la porte de son cabinet est restée ouverte tout le temps de la première entrevue qu'il a eue avec Routhier.

C'est donc, dans ce cabinet, dont la porte est restée ouverte, qu'a eu lieu la conversation entre le défendeur et Routhier. Or celui-ci admet (preuve du pétitionnaire p. 294), que le défendeur lui a dit alors: "vous savez que je n'ai pas d'argent à dépenser, et d'ailleurs je n'ai pas le droit d'en dépenser; j'ai mon agent qui devra payer les dépenses légales, et si vous faites des dépenses légitimes, des dépenses autorisées par la loi, il n'y a pas de doute que vous serez remboursé par mon agent." Est-il possible d'admettre qu'aussitôt après lui avoir dit cela, le défendeur lui ait donné un billet de \$250? Cette supposition serait absurde! Et n'est-il pas plus plausible



1890.  
Séguin  
Rocheb.

de croire que c'est le défendeur qui dit la vérité lorsqu'il affirme qu'il n'a jamais donné au Dr. Routhier, autre chose qu'une lettre ou une note pour son agent, lui disant de rembourser au Dr. Routhier ses dépenses légitimes et strictement légales s'il en faisait ?

Il est vrai que Zotique Routhier, frère du Docteur, dit avoir vu ce billet, mais il ne connaît pas l'écriture du défendeur, et tout ce qu'il peut dire c'est que ce n'était pas l'écriture de son frère.

D'ailleurs ce témoin, cultivateur sans instruction, ne peut être admis à remplir devant une Cour de justice le rôle d'expert en écriture, et lorsqu'il affirme sur examen d'une signature du défendeur au bas d'un document judiciaire, que c'était bien la même signature qui se trouvait sur le prétendu billet donné à son frère, il est évident que son témoignage n'a plus aucune valeur.

Mais il y a plus. Le Dr. Routhier, qui jusque là, avait été conservateur, ayant été désapprouvé par toute sa famille, d'avoir ainsi changé de politique et promis de soutenir le défendeur, revient trouver ce dernier quatre ou cinq jours après, lui annonce qu'il ne le supportera pas comme il l'avait promis et lui remet l'écrit que celui-ci lui avait donné. Le défendeur reprend l'écrit, le déchire et le jette au panier, sans plus s'en occuper. On pourrait croire qu'il ne devait plus rester de traces de ce document, cependant le Dr. Routhier admet que, par prudence, il en avait *gardé copie*, et il avoue qu'au moment où on l'interroge il a cette copie en sa possession. (p. 297), seulement qu'avant de venir en Cour il n'a pas pu la retrouver ! Cette copie n'aurait sans doute pas fait preuve, mais il semble fort singulier qu'elle n'ait pas été produite, si son contexte pouvait justifier ce que ces témoins du pétitionnaire ont affirmé.

Enfin les témoins Landry (p. 64), Moreau (p. 90), et Latrémouille (p. 106), disent que le Dr. Routhier leur a parlé de cet écrit, disant que c'était *un ordre* pour se faire payer au comité, qu'il était aller le présenter au comité et que n'ayant pas pu se faire payer, il l'avait remis au défendeur. Ceci confirme donc ce que le défendeur lui-

U. W. O. LAW

même déclare, qu'il lui avait donné une note ou une lettre pour son agent, et rien de plus. Et Routhier lui-même, examiné comme témoin de la défense (p. 26), admet avoir dit à Cousineau qu'il n'avait rien reçu de M. Rochon, ni argent, ni promesse d'argent.

Concluant donc sur ce premier point, nous devons déclarer que cette accusation ne nous paraît pas suffisamment prouvée.

c. Le cas de Geo. Aubry.

Voici ce que dit l'articulation de faits du pétitionnaire sur ce point :

" 48. That at the city of Hull, on or about the 13th day of September, 1887, Damien Richer, of Hull, aforesaid, an agent of respondent, with the actual knowledge and consent, and with the permission of, and at the request of, and in the presence of, and upon the verbal order of the respondent, gave and paid and advanced to George Aubry, medical student of Hull aforesaid the sum of \$50, with the intent that such money or a part thereof should be expended by said George Aubry in bribery and corrupt practices at the said election, and in order to induce said George Aubry to vote for the respondent, or to refrain from voting against the respondent, and to hire and engage said George Aubry to work and for having worked as a canvasser for the respondent at the said election."

La preuve sur cette seconde accusation est brève et ne requiert pas de longs commentaires.

Deux points étaient à établir :

1<sup>o</sup>. Aubry a-t-il reçu de Damien Richer, une somme de \$50, après l'élection ?

2<sup>o</sup>. Ce paiement lui a-t-il été fait, à la connaissance et du consentement du défendeur ?

Le premier point est prouvé. Aubry déclare (p. 166) qu'une journée ou deux après l'élection, Richer lui a remis une somme de \$40, et il ajoute que c'était pour des dépenses d'élection, que c'était bien compris, bien expliqué.

Richer (p. 591) admet avoir donné à Aubry, après l'é-

1880.  
Séguin  
v.  
Rochon.

1869.  
Béguin  
v.  
Rochon.

lection \$30 ; il ne s'explique pas sur la nature de ce paiement. Nous devons donc conclure qu'il était renseigné, comme Aubry l'affirme, et qu'il ne voulait rien ajouter.

Mais le défendeur connaissait-il la nature de cette réclamation et en a-t-il autorisé le paiement ?

C'était deux jours après l'élection, le défendeur était dans un hôtel avec plusieurs personnes, et lorsque Aubry vient lui dire qu'il a un compte qui n'est pas payé, Rochon refuse de s'en occuper et le renvoie à Richer. C'est tout ce qu'il lui dit. (Dép. Aubry, p. 182 et 183). On demande à Aubry, s'il a expliqué au défendeur pourquoi était ce compte, et il répond : "*Non, car je ne voulais pas mettre M. Rochon confident de ce j'avais fait.*"

Aubry retourne chez Richer et lui dit que M. Rochon le faisait demander, ce qui était faux. Richer vient trouver Rochon, ils se disent quelques mots que Aubry n'entend pas et Richer repart avec Aubry.

Tel est le fait prouvé. Nous ne l'apprécions pas, pour le moment, quant à la portée qu'il doit avoir sur la contestation même, mais simplement au point de vue de la demande de déqualification du défendeur, et prenant en considération la preuve faite quant au caractère excentrique et rancunier de Aubry, et l'absence de toute corroboration de son affirmation, lorsque cependant, le pétitionnaire a fait revenir Richer comme témoin, et pouvait lui demander cette confirmation, lorsque le juge lui-même fait à Richer une question qui aurait dû attirer l'attention du pétitionnaire sur ce point, nous croyons devoir donner au défendeur le bénéfice du doute et conclure que sa connaissance du fait invoqué contre lui n'est pas suffisamment prouvée.

i. Le cas de Bronson.

L'articulation de faits, dit sur ce point :

" 10. That the said respondent and his duly authorized agents, hired and engaged, on or about the 1st day of September 1887, and before and during said election, at the city of Montreal, in the province of Quebec, and also at the city of Hull, in the said district of Ottawa, E. N. St. Jean, advocate, of the city of Montreal, to work

U. W. O. LAW

1889.  
Séguin  
v.  
Rochon.

" for said respondent as a canvasser at said election, and  
 " to organise and conduct said election on behalf of res-  
 " pondent, and to be the chief agent of said respondent  
 " at said election, and that the said respondent by him-  
 " self and his duly authorized agents and others on his  
 " behalf, and with his actual knowledge and consent, paid  
 " E. N. St-Jean the sum of \$6,000, in order to induce the  
 " said E. N. St-Jean to procure and endeavour to procure  
 " the return of the said respondent to serve in the legis-  
 " lative assembly of the province of Quebec at said elec-  
 " tion, and in order to hire and engage said E. N. St-Jean  
 " to work, and for having worked as a canvasser for res-  
 " pondent at said election, and with the intent that such  
 " money or part thereof should be expended by said E. N.  
 " St-Jean in bribery and corrupt practices at the said  
 " election."

Ainsi, en résumé, l'accusation portée contre le défen-  
 deur, est d'avoir remis lui-même, ou par ses agents, mais  
 à sa connaissance, une somme de \$6,000 à M. St-Jean,  
 pour l'employer à des dépenses illégales.

Sur ce point comme sur le précédent, deux faits étaient  
 à prouver.

- 1o. La remise de la somme à M. St-Jean ;
- 2o. La connaissance du défendeur.

Sur le premier point, nul doute qu'une somme consi-  
 dérable a été remise à M. St-Jean, qui paraît avoir été  
 chargé de l'organisation générale de l'élection, et qui ne  
 peut pas être considéré autrement que comme agent du  
 défendeur. M. Bronson déclare (p. 112) qu'il a remis à  
 M. St-Jean une somme de \$500 et une autre de \$1,000,  
 et il est établi par M. Edwards que d'autres sommes  
 aussi considérables avaient été souscrites et ont été payées  
 pour cette élection (p. 136).

Mais était-ce à la connaissance de M. Rochon ? Il n'y  
 a aucune preuve directe sur ce point. Tout ce que l'on a  
 prouvé c'est qu'un jour ou deux avant la votation M. St-  
 Jean aurait demandé à M. Rochon de le présenter à M.  
 Bronson, disant qu'il avait affaire à lui et qu'il ne le con-  
 naissait pas. M. Rochon qui s'en allait à Ottawa et tra-

1880,  
Séguin  
v.  
Rochon.

venait même le pont à ce moment, continue sa route avec M. St-Jean, et en passant, arrête au bureau d'affaires de M. Bronson, lui présente M. St-Jean, et s'en va. Après son départ M. St-Jean demande à parler à M. Bronson en particulier, et là lui demande des fonds pour l'élection. M. Rochon jure qu'il ne connaissait pas le motif de la visite de M. St-Jean à M. Bronson. De plus, il n'y a aucune preuve qu'il ait connu les souscriptions qui se faisaient pour son élection. Il est établi que dès avant la nomination il s'était absenté de Hull pour aller visiter une partie éloignée du comté, et qu'aussitôt après la nomination il est reparti pour aller encore plus loin, dans une autre direction, sur la Gatineau, et qu'il n'est revenu que la veille de la votation. Il n'a donc pris aucune part quelconque à l'organisation et n'en a même pas eu connaissance. La plupart des témoins disent qu'ils ne l'ont vu au comité que deux fois et une de ces deux fois était le soir de la votation, après la victoire !

Que tous ceux qui suivaient l'organisation de près et qui voyaient ce qui se faisait tous les jours, aient compris qu'il devait y avoir des sommes considérables de dépenses pour cette élection, cela est tout simple ; mais il ne faut pas conclure de là que ce qui était évident pour ceux qui étaient sur les lieux, devait aussi être connu de celui qui était à plus de cent milles de distance. Et c'est surtout en cela que cette cause diffère de celle de *London*, citée par le pétitionnaire.

M. Rochon revenu à Hull, au dernier moment, devait-il savoir tout ce qui s'était fait en son absence ? Non, sans doute, et sans cette connaissance formelle ou au moins implicite, il n'était possible de lui en imposer la responsabilité.

Nous devons donc également conclure sur ce point, que la preuve ne nous paraît pas suffisante pour justifier les conclusions du pétitionnaire quant à la responsabilité personnelle du défendeur.

o. Le cas de Madore.

Le factum du pétitionnaire réfère ici au No. 80 de l'articulation de faits, mais l'accusation qui y est formulée

n'engage aucunement la responsabilité personnelle du défendeur. En effet dans cette 30<sup>me</sup> allégation il n'est pas question du paiement de charretiers par Madore, l'agent financier du défendeur, paiement approuvé par le défendeur dans le compte envoyé à la *Gazette Officielle*. L'accusation portée là est simplement contre MM. St-Jean, Ste-Marie et Richer, pour avoir engagé et payé un certain nombre de charretiers. Ce fait ne serait donc pas personnel au défendeur.

Cependant dans sa déposition, Madore dit que dans un item du compte des dépenses d'élection du défendeur qu'il a envoyé à la *Gazette Officielle*, item qui se lit comme suit : Pour chaises, tables, lampes, huile de charbon et chambres de comité, \$95, que dans cet item, dis-je, se trouve comprise une somme de \$15 ou \$17 payée à des charretiers, qui "avaient mené les personnes d'un comité à l'autre," (p. 224). Plus loin, on lui demande si "M. Rochon a demandé à voir le compte détaillé des dépenses qui avaient été encourues pour les fins de son élection ?" Et il répond : "Oui, puisqu'il l'a signé." Et encore :

"Q. M. Rochon a-examiné ce compte-là ?

"R. Oui, il l'a signé.

"Q. Vous a-t-il fait quelques remontrances au sujet du paiement aux charretiers sus-mentionnés ?

"R. Non."

Cependant, à la même page (228) le témoin avait d'abord dit qu'il n'avait pas montré ce compte à M. Rochon avant de l'envoyer à l'officier-rapporteur. Puis à la question suivante :

"Q. Avez-vous eu une conversation avec M. Rochon au sujet de votre dit compte, avant ou après l'élection ?"

Il répond :

"J'ai dû en avoir, parce qu'il m'a donné un compte lui-même des dépenses qu'il avait faites, et je l'ai filé dans le compte."

On voit que le témoin n'est pas sûr de ce qu'il dit et sa déposition toute entière démontre que tout en étant un fort honnête homme, il ne brille pas précisément par l'intelligence et la perspicacité. Cela est même si apparent

1890.  
Séguin  
v.  
Rochon.

tinue sa route  
ureau d'affaires  
s'en va. Après  
M. Bronson en  
pour l'élection.  
motif de la vi-  
il n'y a aucune  
qui n'avaient  
pour le comité  
visiter une  
rés la nomina-  
loin, dans une  
est revenu que  
s aucune part  
ne pas eu con-  
t'ils ne l'ont  
deux fois était

tion de près et  
, aient compris  
ables de dépen-  
mple ; mais il  
était évident  
vait aussi être  
milles de dis-  
cause diffère de

moment, devait-  
sence ? Non,  
ormelle ou au  
en imposer la

sur ce point,  
pour justifier  
responsabilité

No. 80 de l'ar-  
est formulée



1880,  
Géguin,  
Rochon.

qu'on en vient à lui demander, dans sa seconde déposition : " s'il connaît la différence qu'il y a entre être l'ami " personnel de M. Richer et l'agent financier de M. Rochon " ? (p. 42). Et comme il finit par comprendre cette différence il explique que Richer l'avait chargé de payer cela pour lui Richer, mais non comme agent du défendeur, et qu'il n'a jamais parlé de ces charretiers à M. Rochon (p. 40).

La version de M. Rochon, sur ce point, nous paraît la seule acceptable. Il affirme (p. 164) qu'en effet il a demandé l'explication des items du compte, et qu'elle lui a été donnée, mais que cet item de \$95 était parfaitement justifié, sans qu'il fut aucunement mention d'aucun paiement à des charretiers.

Madore s'est donc trompé, et il n'y a là rien de surprenant pour ceux qui l'ont entendu, ou qui ont lu ses dépositions. Dans ces circonstances il serait injuste de faire porter au défendeur la responsabilité d'une déclaration non-seulement irréfutable, mais évidemment erronée.

Cette dernière accusation personnelle doit donc être rejetée comme les autres.

20. Nous arrivons maintenant à l'examen des faits qui, sans atteindre personnellement le défendeur, peuvent donner lieu à l'annulation de l'élection.

Ces faits sont nombreux, clairement prouvés et ne sont pas susceptibles de contradiction sérieuse. Aussi ne prendrons-nous pas la peine de les examiner en détail, car ce serait répéter la faute commise par le défendeur qui, en refusant, avec une persistance regrettable, de se rendre à l'évidence, a laissé s'amonceler contre lui une masse de témoignages dont le volume dépasse peut-être encore ce que notre admirable système d'enquête avait permis de réaliser jusqu'ici.

Nous nous contenterons donc de signaler quelques faits, surtout ceux d'un caractère général, pour établir que bien que le défendeur n'ait pas personnellement commis d'actes illégaux, il a été sérieusement compromis par ses agents.

L'organisation générale de cette élection paraît avoir

U. W. O. LAW

été confiée à un comité vigoureux, fort actif et décidé de remporter la victoire. Aussi la campagne a-t-elle été conduite rondement et comme les fonds ne manquaient pas on semble avoir complètement oublié les dispositions cependant fort sévères de la loi. Et c'est un fait bien singulier à constater, mais qui ne manque jamais de se faire jour dans toutes les causes du genre de celle-ci, que tous les hommes politiques qui se mêlent d'élections affirment qu'il est impossible de faire une campagne électorale, non-seulement sans dépenser d'argent, mais même sans en dépenser illégalement. Et cependant ces mêmes personnes, députés quelquefois à l'un ou à l'autre de nos parlements, s'empressent à chaque occasion de voter pour l'aggravation constante de ces dispositions qu'elles déclarent ensuite impraticables. Puis lorsque les tribunaux sont appelés à faire l'application de cette loi rigoureuse c'est souvent un tolle général contre ce que l'on appelle une interprétation passionnée et arbitraire ! Certes, s'il est un comté où une dépense raisonnable était nécessaire, c'est peut-être celui-ci, dont l'étendue égale presque celle d'une petite province. Mais la loi ne fait pas de distinction entre les grands et les petits comtés, et l'article 407 défend formellement tout paiement à une personne quelconque employée pour cabaler. Et cependant le travail d'organisation et de cabale se fait rarement aujourd'hui par pur patriotisme !

Il est prouvé que dans l'élection actuelle des sommes considérables s'élevant même à plusieurs milliers de piastres, ont été souscrites pour les dépenses légales, strictement légales, et cependant le compte de l'agent financier n'accuse qu'une dépense de \$307 ; mais il est prouvé aussi que la plupart des agents employés n'avaient pas la notion exacte des dépenses purement légales et qu'ils ne se sont pas gênés pour placer cet argent de la manière la plus utile, sinon la plus régulière.

Ainsi on a employé et payé des cabaleurs, on a engagé et payé des charretiers, on a payé sans compter pour louer des salles de comité, en prenant surtout en considération pour la fixation du loyer, l'influence que pouvait avoir

1880.  
Séguin  
Rocheon.

1889.  
Séguin  
v.  
Rochon.

l'adhésion du propriétaire à la cause du candidat. Et ceci n'a pas été fait que d'un côté, mais des deux, à tel point que des salles de comité étaient louées presque porte à porte, mais sans servir toutefois, car c'était surtout le vote du propriétaire qui était l'objet de la location.

Un fait saillant dans la cause c'est celui de l'organisation de la patrouille de Hull. Pagé, un des meneurs, avait imaginé d'engager un nombre considérable d'électeurs pour former une garde destinée, paraît-il, à prévenir les manœuvres illégales que l'on redoutait du côté de l'adversaire de M. Rochon. Les volontaires engagés dans cette patrouille recevaient un salaire régulier pour chaque nuit de service, et avaient de plus l'avantage d'un réveil convenablement arrosé qui leur était servi à minuit dans un des restaurants de la ville de Hull.

Et tout cela se faisait sous l'œil des chefs de l'organisation et avec leur entière approbation !

En présence d'un système de dépenses aussi incontrôlées que celui-là, avons-nous besoin de signaler des faits particuliers ? Non, il serait superflu de mentionner les sommes payées à McAndrews et par lui à d'autres, les sommes considérables payées par Richer, et tant d'autres sous toutes sortes de prétextes, et toujours hors la connaissance et sans l'autorisation de la seule personne autorisée à payer légalement, savoir l'agent financier du candidat. Il serait de même inutile de signaler les irrégularités dont se sont constamment rendus coupables presque tous ceux qui avaient un devoir quelconque à remplir dans cette élection, l'absence totale de *polls* dans le canton Aylwin, les irrégularités du canton de Lowe et les singularités du canton Egan. Tout cela forme un ensemble complet qui ne peut s'expliquer que par une ignorance complète ou un mépris caractérisé des dispositions de la loi.

Nous n'avons donc pas à hésiter et nous devons déclarer cette élection nulle à raison des actes illégaux des agents du défendeur.

Reste la question des frais.

1889.  
Séguin  
v.  
Rocheon.

On nous a signalé de la part du défendeur, les dépositions de 25 témoins comme étant parfaitement inutiles. Nous avons examiné cette preuve et nous devons dire qu'il n'y a que trois de ces dépositions, que le pétitionnaire aurait dû laisser de côté. Ce sont celles de Carrières, Charron et Labourelle. Cependant appréciant toutes les circonstances de la cause, nous ne croyons pas devoir en rejeter la taxe sur le pétitionnaire. Quant aux frais d'enquête sur les points pouvant entraîner la déqualification du défendeur, bien que ces accusations soient renvoyées, nous laissons ces frais à la charge du défendeur, parce que ces témoins prouvent tous d'autres faits importants dans la cause. Les frais encourus seront sans doute énormes, mais le défendeur, comme je l'ai indiqué plus haut, en a pour ainsi dire assumé la responsabilité. Au lieu de contester avec entêtement tous les points invoqués contre lui, il aurait dû se rendre à l'évidence et consentir à l'annulation de l'élection, du moment qu'une preuve suffisante a été faite. Au lieu de cela il a résisté jusqu'à la fin, il a donc justifié et provoqué pour ainsi dire, l'ardeur de son adversaire, et il ne saurait aujourd'hui se plaindre d'avoir à en porter la responsabilité.

Le jugement de la Cour, annule en conséquence son élection, pour manœuvres illégales de ses agents, et le condamne au paiement de tous les dépens.

Quant à la mise en cause du candidat Cormier, la Cour de Révision ayant déjà déclaré que vu qu'elle avait été produite après la clôture de l'enquête dans la cause principale, elle ne pouvait être reçue utilement au dossier, nous n'avons qu'à suivre cette décision et à renvoyer cette demande avec dépens.

DAVIDSON, J. :—

I fully concur in the judgment pronounced by the learned president of the Court. The respondent has been in imminent peril. He escaped because he has been given the benefit of the doubt.

The case affords an impressive instance of the serious

1889.  
Séguin  
v.  
Rocheon.

defects which are inherent in the Controverted Elections Act of this province. The election complained of was upon the 14th September, 1887—over two years ago; yet this petition has only now come to argument and judgment. In that interval enough evidence has been put on record to void a dozen elections, but the respondent would not yield and the petitioner would risk nothing. So every one of the corrupt acts charged against respondent's agents was probed to the bottom, evidence now covering some 700 or 800 printed pages was taken, and all the time the *enquête* judge sat powerless to close the proceedings or to apply a remedy. Authority ought to lie in his hands to summarily end an investigation when sufficient proof has been made to satisfy the purposes of the petition, and he ought also to be able to at once pronounce judgment or, if he chooses, to refer the record to the full bench. The present procedure is disastrous to the efficient disposal of election petitions, and involves one, or other, and sometimes both, of the parties, in costs more enormous than any which attach to any other class of litigation.

The judgment is as follows:—

“ La Cour, après avoir entendu la plaidoirie contradictoire des avocats des parties :

1o. Sur les objections préliminaires invoquées par l'intimé à l'encontre de la demande du pétitionnaire ;

2o. Sur le mérite même de la pétition, et

3o. Sur la demande récriminatoire de l'intimé contre le mis en cause ;

“ Avoir pris connaissance des écritures des parties pour l'instruction de la cause, dûment considérés les documents produits, examiné la preuve, et délibéré ;

“ Adjugeant préalablement sur les objections préliminaires ;

“ Attendu que l'intimé les a réduites devant cette Cour aux trois points suivants, savoir :

(a) La pétition n'a pas été signifiée dans les délais fixés ;

(e) Le district électoral pour lequel l'intimé a été élu,

U. W. O. LAW

est erronément désigné dans la pétition comme étant le district électoral du comté d'Ottawa ;

(i) La pétition n'est pas revêtue des timbres requis par la loi ;

“ Sur le premier point :

“ Attendu que d'après les articles 482 et 495 des S.R.Q., la pétition doit être présentée dans les trente jours de la publication dans la *Gazette Officielle* de l'avis de l'élection, et signifiée dans les cinq jours après sa présentation ;

“ Attendu que, dans l'espèce, l'avis de l'élection a été publié le 8 octobre et la pétition présentée le 7 novembre et signifiée le lendemain le 8 novembre, c'est-à-dire dans les délais réguliers accordés par la loi ;

“ Attendu en conséquence que cette première objection n'est pas fondée ;

“ Sur le deuxième point :

“ Attendu que l'irrégularité signalée par l'intimé consiste simplement dans l'ajouté des mots *du comté* à la désignation du district électoral d'Ottawa, que de fait ce district électoral est formé du seul comté d'Ottawa, et que cette variante est sans importance et ne saurait motiver le rejet de la pétition ;

“ Sur le troisième point :

“ Attendu que dans le district où la pétition a été présentée, aucune taxe n'est imposée sur l'enfilure d'un tel document, et qu'il est en preuve que l'honoraire dû au greffier sur la production de la dite pièce, et qui est payable en argent, a été de fait payé à cet officier, et que par suite la pétition est régulièrement devant le tribunal ;

“ Déclare les dites objections préliminaires mal fondées, et en conséquence maintient et confirme le jugement du 10 janvier 1888, qui les a renvoyées ;

“ Adjugéant maintenant sur le mérite de la pétition ;

“ Attendu que le pétitionnaire demande : (a) l'annulation de l'élection de l'intimé Rochon, et (b) sa déqualification personnelle ;

“ Attendu qu'il est établi en preuve que des manœuvres frauduleuses et défendues par la loi ont été, dans nombre de cas, commises et pratiquées par plusieurs



1890.  
Séguin  
Rochon.

agents reconnues de l'intimé, pendant la dite élection dont l'annulation est demandée ;

" Attendu néanmoins qu'il n'a pas été prouvé que ces manœuvres frauduleuses aient été ainsi pratiquées à la connaissance ou du consentement de l'intimé ;

" Attendu en conséquence, qu'il n'y a lieu de prononcer que sur le premier chef de la demande ;

" Vu l'article 427 des S. R. Q. ;

" Déclare la dite élection de l'intimé comme député à l'assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral d'Ottawa, nulle ;

" Et adjugeant sur la mise en cause du candidat Cormier ;

" Attendu que Cormier ayant déposé certaines objections préliminaires à la déclaration faite contre lui par l'intimé, le juge président à l'instruction a, par jugement du 15 décembre 1888, maintenu ces objections quant aux sept premiers chefs d'accusation invoqués, et n'a permis la preuve que sur le huitième et dernier ;

" Attendu que l'intimé a ensuite demandé la révision de ce jugement ;

" Attendu néanmoins que nonobstant cette demande de révision, il a été ensuite procédé, sous réserve, à la preuve permise par le juge sur ce huitième chef d'accusation contre le dit Cormier, mais que cette preuve n'a pas établi l'allégation de l'intimé ;

" Attendu, en outre, que par jugement de cette Cour, rendu le 3 octobre 1889, sur la demande de révision par l'intimé du dit jugement du 15 décembre 1888, il a été déclaré que la mise en cause du dit Cormier avait été faite tardivement et après seulement que l'instruction sur la pétition eût été déclarée close et terminée, ce qui est contraire à la loi ; que par suite le juge président à l'instruction n'avait plus de juridiction pour entendre les parties sur les dites accusations, et que le dit jugement du 15 décembre 1888, permettant la preuve comme susdit a été en conséquence cassé et mis à néant ;

" Attendu qu'il n'a pas été démontré que cette Cour puisse ni doive revenir sur ce qui a été ainsi ordonné sur

cette mise en cause, et qu'en conséquence la déclaration de l'intimé contre le dit Cormier ne saurait être maintenue ;

" La renvoie avec dépens ;

" Et adjugeant spécialement sur les frais, et prenant en considération la persistance de l'intimé à résister à la demande après que des manœuvres frauduleuses par ses agents eussent été prouvées, et le fait que les témoins examinés sur les cas de déqualification personnelle ont été utiles sur l'autre chef de la demande ;

" Condamne l'intimé au paiement de tous les dépens, tant ceux encourus sur la pétition principale que sur la mise en cause, et accorde distraction de ces dépens, etc."

Election annulled.

*H. Ayles*, for petitioner and *mis en cause*.

*L. N. Champagne*, for respondent.

(J. K.)

1888.  
Séguin  
v.  
Rocheau.

U. W. O. LAW

## INDEX—S. C.

### ACTION.

*En dénonciation de nouvel œuvre—Establishment, authorised by the legislature—Constructed on land owned by the establishment—Recourse of party injured by such establishment.]* Where a corporate body has been expressly authorized by the legislature of the province to construct and maintain a hospital, and for this purpose to acquire and own real estate, without any restriction or condition as to the locality to be chosen for such establishment, the Court will not interfere to prohibit the work of construction or order the suppression of the establishment, the only recourse of a party injured thereby being an action of damages. *Crawford v. Protestant Hospital for the Insane*, 70.

— *In Warranty.]* When the defendant in warranty refuses to take up *le fait et cause* of the plaintiff in warranty, he can only set up such defences as would have the effect of discharging him from the warranty. A plea alleging grounds for the dismissal of the principal action is demurrable. *Beaultreau v. Jarret*, 200.

### ACTION QUI TAM.

*Marchande publique—Art. 981, C.C.P.]* (1) In an action *qui tam* the allegation that the defendant has carried on trade from the month of July to 30th Sept., 1887, is sufficient description of the fact of her trading, and of the date. (2) The action *qui tam*, for failure to comply with the law as to registration of partnership, is distinct from an action for non-compliance with Art. 981, C.C.P., and the two actions may co-exist against the same person. *Davin v. Vaudry*, 112.

— *Sufficiency of affidavit—Identification of action—Repeal of 48 Vic. (Q.) ch. 29.]* (1) In an action *qui tam* for the recovery of a penalty for neglect to register a firm name, when the affidavit is at the foot of the *fiat*, it is not necessary that the defendant be described in the affidavit by his name and first names. It is sufficient to refer to "the defendant above-named." (2) The action is sufficiently identified when the affidavit is at the foot of the *fiat*, and it is therein declared that the defendant is sued for non-registration of firm name. (3) When, at the date mentioned in the declaration, the 48 Vic. (Q.) ch. 29 had been repealed, and replaced by the Revised Statutes, an action founded upon defendant's alleged failure to comply with the 48 Vic., ch. 29, will be dismissed. *Barnes v. Cousineau*, 327.

AGENCY. See PRINCIPAL AND AGENT.

### ALDERMAN.

*Contestation of election.]* See MONTREAL, 56.

## ALIMENT.

*Obligation of heirs of parent deceased.] See FILIATION, 346.*

ARBITRATION. *See RAILWAY.*

ARBITRATORS. *See PROCEDURE, 132.*

## ATTORNEY.

*Privilege for costs.] See PRIVILEGE, 374.*

## BAILIFF.

*Disciplinary Jurisdiction of the Court over bailiffs—Salesbook—Purchase for bailiff by person interposed.] (1) A bailiff is bound to comply with the regulations of the Corporation of bailiffs, and to keep a register of the sales made by him. (2) The sale of a thing by a bailiff to his recors, at a nominal price, and in the absence of bidders, will be considered made to the bailiff himself; and the bailiff may be condemned to return the thing to the person in whose possession it was when sold. (3) A bailiff will be considered to favor his relations or employees in the sale and adjudication of effects sold by him, if he is in the habit of adjudging things to them at his sales. *Corp. des Huissiers v. Bourassa, 409.**

## BILLS AND NOTES.

*Promissory note dated at Montreal.] See JURISDICTION, 85.*

— *See INSOLVENCY, 170.*

BOOK DEBTS. *See INSOLVENCY, 40.*

BUILDING SOCIETY. *See COMPANY.*

— *See CONSTITUTIONALITY OF CHARTER, 59.*

## CAPIAS.

*Deposit in lieu of bail under Art. 828, C.C.P.—Agreement to give bail—Conditional obligation—Time of performance—Default—Arts. 1067-1069, C.C.] T., being arrested upon a *capias*, gave the bail (Feb. 18, 1888), required by Art. 828; C. C. P., for his provisional discharge. The sureties, by consent, deposited \$200 with the prothonotary in place of a bond, the terms of the written consent being: "Les parties consentent et acceptent le dépôt.... pour payer le montant du jugement et intervenir sur la demande en capital, intérêt et frais, s'il ne donne pas cautions au désir de l'article 824 ou 825, C.P.C., le 1er mars 1888." The contestation of the *capias* was dismissed, Feb. 22, and on March 5, T. gave notice that he would put in bail under art. 824 or 825, and bail was given under art. 825 C. C. P., by permission of the Court, the rights of the parties being reserved. The plaintiff then attached the deposit in the hands of the prothonotary for the costs on the contestation of the *capias*. On an intervention by the sureties, each claiming half of the deposit: *Held, (Tait, J. diss.)*—that the date (1st March) mentioned in the consent, applied only to bail under art. 824, C.C.P., which must be given within eight days from the day fixed for the return of the writ; and that T. having the right to put in bail under art. 825, C.C.P., at any*

## CAPIAS—Continued.

time before judgment, the case did not come within art. 1068, C.C.; nor under art. 1069, C.C., which applies to contracts of a commercial nature only. The intervention of the sureties was therefore maintained. *Bourassa v. Thibaudeau*, 439.

[*Judicial Abandonment, Effect of—Imprisonment.*] The effect of a judicial abandonment made by a debtor imprisoned under a *capias* is to entitle the debtor to his liberation; and where the abandonment, on the contestation thereof by the plaintiff, is declared fraudulent and insufficient, the Court has no power under the existing law; after the debtor has undergone the term of imprisonment not exceeding one year, to which he may be condemned under Art. 770, C.C.P., to sanction his further detention under the *capias* until he discloses assets alleged to have been fraudulently secreted. *Ogilvie v. Furnan*, 380.

[*Secrecion—Disappearance of assets.*] A debtor who, in April, 1889, prepared and furnished to his principal creditors a detailed statement of his affairs, showing a surplus of upwards of \$15,000, and who subsequently, in October of the same year, made an abandonment of his property, with a statement showing a deficit of \$20,500, and who failed, at a meeting of his creditors, to give a satisfactory explanation as to the discrepancy, may be arrested on *capias* for secrecion, and he is bound to give reasonable explanation as to the difference exhibited by the statements, failing which, his petition for discharge will be rejected. *Eastern Townships Bank v. Parent*, 288.

## CARRIER.

[*Lien for freight.*] A carrier who has carried wood in his barge, has a right of retention for the price of transport, and he retains this privilege after the wood has been unloaded and put upon the wharf. *Varietur v. Rascoy*, 123.

— See RAILWAY.

CARTER. See MASTER AND SERVANT, 155.

CAUSE OF ACTION. See JURISDICTION, 95, 337.

## CERTIORARI.

[*Commissioner's Court.*] The dismissal of an opposition to a seizure, by the Commissioner's Court, for default of the opposant to proceed on the return day, is an excess of power, which is ground for the issue of a *certiorari*. *Ex parte Semcal*, 412.

— See PROCEDURE, 330.

CHEMIST. See DRUGGIST, 418.

CIRCUIT COURT. See PROHIBITION, 417.

CITY OF MONTREAL. See MONTREAL.

COMMISSION ROGATOIRE. See PROCEDURE.

COMMISSIONER'S COURT. See CERTIORARI, 412.



## COMPANY.

*Building Society—Interest.*] The statute regulating building societies does not permit the exaction of interest on shares not paid. *Hughes v. Cie. de Villas du Cap Gibraltar*, 129.

— *En déconfiture—Right to sue.*] An incorporated company which has become disorganized and is *en déconfiture*, cannot institute actions unless the proceedings are properly authorized by those who legally represent the company. *Cie. des Villas du Cap Gibraltar v. Lalonde*, 127.

— *Land and loan company—Purchase of speculative claims.*] A company incorporated as a land and loan company cannot lawfully purchase or deal in claims of a speculative character. *Land & Loan Co. v. Fraser*, 302.

— *Rights of Creditors.*] Whatever may be the state of disorganization into which a company has fallen, the creditors are entitled to exercise their rights against it and the shareholders. *Hughes v. Cie. des Villas du Cap Gibraltar*, 129.

## COMPENSATION.

*Claim for board.*] A debt not liquidated may sometimes be offered in compensation when it is easily liquidated, (as the price of board), and when it is connected with the debt claimed by the plaintiff, which is itself contested. *Decary v. Pominville*, 366.

— See *INSOLVENCY*, 170.

COMPENSATION OF WRONGS. See *LIBEL AND SLANDER*, 297.

COMPOSITION, DEED OF. See *NOVATION*, 451.

CONCORDAT. See *NOVATION*, 451.

CONDITIONAL OBLIGATION. See *CAPIAS*, 439.

## CONSTITUTIONALITY OF CHARTER.

*Mode of attacking.*] The legality of a building society's charter cannot be contested incidentally by peremptory exception to an action on a deed of obligation. *Société C. F. de Construction v. Laspoiné*, 59.

## CONTRACT.

*For prolongation and opening of streets—Breach—Measure of damages.*] The municipality of H. (whose obligations were subsequently assumed by defendants), in consideration of the gratuitous cession of land by plaintiff, agreed to prolong a certain street through plaintiff's lots, at a width of 100 feet, and to open two other streets through his property. The street first referred to was afterwards homologated at a width of 60 feet only, and the defendants delayed to complete the other two streets. *Held*, that the measure of damages in respect of the street homologated at a width of 60 feet, was the value of the 40 feet taken by defendants and not retroceded, and the depreciation in value of the rest of plaintiff's property in consequence of the loss of frontage on the street as prolonged. And as to the breach of contract respecting the other two streets, the measure of damages was

## CONTRACT—Continued.

the interest (computed from [the time when the streets could reasonably have been completed] on the capital represented by the increased value which the plaintiff could have got for his lots if the streets had been made as agreed. *Ayhoia v. City of Montreal*, 402.

— *No term fixed—Default.*] Where a contract of hire of grain bags, for a voyage, did not fix the time when the bags should be returned, but stipulated only that bags not returned should be paid for at a fixed rate; the lender was bound to put the party hiring the bags in default to return them, before he could sue for the price; and a tender of the bags was a good defence to the action. *American Bag Leasing Co. v. Steideman*, 398.

— *Right of passage—Interruption—Water.*] Where road trustees committed for an annual payment the tolls payable by a street railway company for travelling on a certain road, and the company agreed that the trustees, or the municipalities within whose limits the road was situated, should have the right to take up the road for certain purposes, without the company being entitled to any compensation or damages therefor, the company was estopped not only from claiming damages, but also any diminution of the annual commutation payment for loss of use. *Trustees, Montreal Turnpike Roads v. Montreal Street Railway Co.*, 434.

COSTS. See PROCEDURE.

CROWN, PREROGATIVES OF. See TRUSTEES TURNPIKE ROADS, 1.

## DAMAGES.

*Direct damages.*] Where injury occurs through the carelessness of an employee, without any malice, only direct and actual damages can be recovered from the employer. *Shackell v. Drapeau*, 81.

— *Measure of—Contract for prolongation and opening of streets.*] See CONTRACT, 402.

— *Refusal of vendor to deliver goods sold.*] See SALE, 107.

— *Verdict.*] Where on a former trial the jury awarded the plaintiff \$3,000 damages, but the verdict was set aside by the Supreme Court on ground of misdirection, and on the second trial the jury allowed \$6,500 damages: the amount was not so excessive that the Court should set aside the verdict and order a new trial. *Robinson v. Canadian Pacific R. Co.*, 225.

— See MONTREAL.

DECLINATORY EXCEPTION. See JURISDICTION.

## DEFAULT.

*Where no term is fixed.*] See CONTRACT, 398.

## DONATION.

*Of property of others.*] A donation *entre vifs* of movables belonging to others, although null as respects the owner, is valid as against the donor, if he should afterwards become proprietor of the

## DONATION—Continued.

movables. And in such case the donor cannot have the donation set aside for error. *Boucher v. Bousquet*, 11.

## DRUGGIST.

*Error—Pharmaceutical Act—Label.*] The plaintiff claimed damages from a druggist, for an alleged error of his apprentice in giving plaintiff's messenger "carbolic acid," instead of "carbolic oil," which was asked for. It appeared that carbolic acid was given, but the evidence of the messenger that she asked for carbolic oil was contradicted by that of the apprentice, who testified that carbolic acid was asked for. It also appeared that the bottle was merely labelled 'poison,' instead of being labelled with the name of the substance it contained as required by the Pharmaceutical Act, 48 Vict. (Q.) ch. 28, s. 24, (now R. S. Q. 4039). *Held*, that the action being for damages; and not for a penalty under the Pharmaceutical Act, and there being no evidence that the injury complained of resulted from the insufficiency of the label, this circumstance would not justify a judgment against the defendant. *Singer v. Léonard*, 418.

## ELECTION LAW.

*Quebec Controverted Elections Act, s. 41—R.S.Q. 500—Mis en cause—Preliminary objections—Review.*] The *mis en cause* (whether by the answer to the petition or subsequently) of any other candidate not petitioner in the cause, is in the nature of an election petition, and is subject to the rules prescribed for such petitions; and an appeal lies to the Superior Court sitting in Review, under s. 41 of the Quebec Controverted Elections Act (R. S. Q. 500); from a judgment maintaining preliminary objections of the *mis en cause*. *Séguin v. Rochon*, (No. 1), 458.

— *Quebec Controverted Elections Act—R. S. Q. 514—Mis en cause—Trial.*] After the *enquête* on the trial of an election petition has been closed, the respondent is no longer entitled, under R. S. Q. 514, to adduce evidence to show that any other candidate has been guilty of corrupt practices. *Séguin v. Rochon* (No. 2), 461.

— *Quebec Controverted Elections Act—R. S. Q. 514—Trial—When concluded.*] The trial of an election petition is concluded when the *enquête* of petitioner and respondent has been closed; and it is not competent to the respondent thereafter to give notice, under R.S.Q. 514, that he intends to prove that another candidate not in the cause has been guilty of corrupt practices. *Séguin v. Rochon* (No. 3), 463.

— *Quebec Controverted Elections Act—Preliminary objections—Service of petition—Description of electoral district—Stamps—Corrupt practices—Knowledge of candidates—Evidence.*] (1) A petition presented on the 7th November and served on the following day—the notice of election having been published on the 8th October—is within the delay prescribed by R.S.Q. 462. (2) The description of the electoral district, in the petition, as "the electoral district

## ELECTION LAW—Continued.

"of the County of Ottawa," instead of "the electoral district of "Ottawa," is not a sufficient ground for rejecting the petition, the electoral district being in fact composed of the county of Ottawa alone. (3) In a district where the fee on filing petition is payable in money to the clerk of the Court, and has been duly paid, the absence of stamps on the petition is not an irregularity.

(4) The fact that large sums were being illegally spent by the agents of a candidate, and that this circumstance must have been known to those who were engaged in promoting his election in that part of the county, is not of itself sufficient to prove knowledge by the candidate of corrupt practices, where it appears that he was not present at the place where the money was being disbursed, but was engaged in a remote part of the county. Knowledge of corrupt practice must be clearly established, and where the evidence is so contradictory as to raise a doubt, the defendant is entitled to the benefit of the doubt. *Séguin v. Rochon* (No. 4), 465.

## EVIDENCE

*Certificate of judge of the sessions of the peace—R.S.Q. 2006.* A certificate given by a judge of the sessions of the peace, setting forth that a recognisance for the appearance of a prisoner had been forfeited, is an authentic document, making conclusive evidence, and can only be contradicted by an inscription *en faux*. *Reg. v. St. Hilaire*, 116.

— *Commencement of proof—To establish filiation.* See FILIATION, 346.

EXCEPTION TO THE FORM. See PROCEDURE, 306.

EXECUTION. *For part of debt.* See PROCEDURE, 202.

EXECUTOR. See SUBSTITUTIONS, 7.

EXPERTISE IN FOREIGN COUNTRY. See PROCEDURE, 158.

EXPROPRIATION. See MONTREAL; RAILWAY.

## FALSE ARREST.

*Assault—Damages.* Where a person who pretends that he has rights to real property, attempts to assert them by force, and is repulsed, and then causes the person in possession to be arrested for assault, he will be held liable in damages for false arrest. *Filiatrault v. Prieur*, 67.

## FILIATION.

*Illegitimate child—Claim for maintenance—Art. 240, C.C.—Evidence of filiation—Art. 232, C.C.—Commencement of proof in writing—Obligation of heirs of parent deceased.*—The tutor to a natural child whose reputed father died before the birth of the child, sued the heirs of the deceased for maintenance. The heirs (father and mother, and brothers and sisters of deceased) had received \$1200 in all from the succession. The action was dismissed by the Court below for want of proof, whereupon the Court of Review reversed this judgment, and ordered the ex-

## FILIATION—Continued.

amination of the defendants on oath. It was elicited from them that the deceased, shortly before his death, declared himself to be the father of the child, then unborn. *Held* (1) That the admissions of the defendants, showing that the deceased acknowledged the paternity of the child, were equivalent to a commencement of proof in writing, and established the filiation of the child; and this evidence, which was expressly authorized by a previous judgment of the Court of Review, was legal. (2) That although the defendants inherited their respective shares before the birth of the child, the obligation of the father for maintenance (Art. 240, C.C.) devolved upon them as his heirs, and as having accepted his succession. (3) That their obligation in this respect was not joint and several. (4) That the obligation to furnish aliment does not extend beyond what the heirs respectively have received from the succession. *Miller v. Lepitre*, 346.

## FRAUD.

*Sale of book debts.*] Where a person, who has bought from a curator to an insolvent estate the book debts of the insolvent, makes false entries in the books, and prepares a false list of the debts, and then resells the book debts at public sale, such sale is null for fraud. *Perrault v. Tessier*, 102.

— *Signature to document obtained by fraud.*] Where a signature to a covenant of sale was obtained by deception and misrepresentation, by pretending that a condition previously objected to by the party signing, had been removed from the agreement, the agent who procured the signature was not entitled to recover the commission stipulated in such agreement. *Land & Loan Co. v. Fraser*, 302.

— *Avoidance of contract made in fraud of creditors.*] See INSURANCE, LIFE, 294.

See INSURANCE, FIRE, 262.

## HOSPITAL.

*Right to erect and maintain.*] See ACTION EN DENONCIATION DE NOUVEL ŒUVRE, 70.

## HUSBAND AND WIFE.

*Action in nullity of marriage—Costs.*] In an action by the husband in nullity of marriage, the wife's attorneys, upon proof of her poverty and of the husband's means, are entitled to receive from the husband a sufficient sum to provide for the wife's costs of action. *Tombyll v. O'Neill*, 101.

— *Gift during marriage.*] The husband may plead to a demand for partition of movables, that he gave these movables to his wife during the marriage through a person interposed, that this gift was null, and consequently that the movables had not ceased to belong to him. *Evans v. Evans*, 414.

— *Nullity of covenants during the marriage in respect of the rights of the consorts.*] An agreement between the husband and the father-

HUSBAND AND WIFE—*Continued.*

in-law, that husband and wife should live separate, and that the wife should not sue her husband *en separation de corps et de biens*, and should not claim her matrimonial rights or share of the community, is null. *Décary v. Pominville*, 386.

ILLEGITIMATE CHILD. See FILLIATION, 346.

## INJUNCTION.

*Powers of Municipal Corporations.*] See MUNICIPAL LAW, 361.

## INJURY RESULTING IN DEATH.

*Claim of widow.*] See PRESCRIPTION, 225.

## INSOLVENCY.

*Assignment of life insurance by person notoriously insolvent.*] See INSURANCE, LIFE, 294.

— *Bill of exchange—Accommodation bill—Insolvency—Compensation.*]

On the 25th June, 1888, the defendant accepted *G's* accommodation draft for \$249.75 at three months. On the 24th July, 1888, the defendant purchased goods from *G* to the amount of \$215. On the 26th July, 1888, *G* made a judicial abandonment for the benefit of his creditors. On the 28th/September, 1888, defendant paid the accommodation draft. In a suit by the curator for *G's* estate for the recovery of the \$215, price of goods, defendant pleaded that he was entitled to compensate this sum with the amount he had paid on the draft for *G's* accommodation. *Held*, (1) That the judicial abandonment definitively settles the relative positions of the insolvent and his debtors and creditors. (2) That from the date of the abandonment, all the unsecured creditors acquire the right to be paid by contribution out of the proceeds of the debtor's estate. (3) That compensation cannot take place to the prejudice of rights acquired by the insolvent's creditors by reason of the abandonment, and therefore that creditors are without right of compensation for claims maturing after the abandonment. *Riddell v. Goold*, 170.

— *Privilege of unpaid vendor.*] The privilege of the unpaid vendor upon the proceeds of the thing sold by him, may be exercised even after the expiration of fifteen days from the sale, in a case of insolvency, when the thing is in the same condition as when delivered to the insolvent. *Lallemant v. Smith*, 106.

— *Unpaid Vendor—Privilege—Delays—Arts. 1998, 2000, C.C.*] The privilege granted to the unpaid vendor by Art. 2000, C.C., can be exercised only within fifteen days from the date of sale, in cases of insolvency. *In re M'Dougall & al., and Leyendecker*, 222.

— *Sale of debts—Books of account.*] Where the curator has sold the book debts at public sale, and handed the purchaser the books containing the names of the debtors and the details of the accounts, he is not entitled to revindicate the books, not having any interest to do so, and the books being indispensable to the purchaser of the debts. *Kent v. Granger*, 40.

— See SALE, 107.



## INSOLVENT ACT OF 1864.

See Prescription, 426.

## INSURANCE, FIRE.

*Principal and Agent—Fraud—Transfer of risk—Agent, Powers of—Art. 1735 C.C.]* The defendant, an insurance broker, was the agent of two insurance companies, one of which instructed him to cancel a certain risk in Montreal. After asking for a reconsideration, and the order being repeated, he complied, and then transferred the insurance to the other company for which he was agent. He did this without the knowledge of the insured. The same day a fire occurred, and the loss was paid by the company to which the insurance was transferred. In an action by the latter against the agent, for fraudulently making them responsible for the loss: *Held*, that the transfer of the insurance was made by the defendant in good faith, and in accordance with the custom of insurance brokers in Montreal, and although not authorized by the insured, it was competent to the agent to act as the mandatary of the company and of the insured. *Connecticut Fire Insurance Co v. Kavanagh*, 262.

## INSURANCE, LIFE.

*Avoidance of contract made in fraud of creditors—C.C. Arts. 1032, 1034—Assignment of life insurance by a person notoriously insolvent—Rights of creditors.]* The assignment of a policy of life insurance is governed by the law of the place where the assignment is made, and not of the place where the policy was issued, or where it is payable. (2) Where a person notoriously insolvent transfers a policy of life insurance to a creditor as collateral security for a pre-existing debt, and the amount of the insurance is received by such creditor after the death of the assignor, any other creditor may bring an action in his own name against such assignee, to set aside the assignment, and compel him to pay the money into Court for distribution among the creditors generally. *Prentice v. Steple*, 204.

*Policy.]* A life insurance company which does not issue to the insured a policy in conformity to the application, cannot exact the premiums payable under the contract. *Canadienne—Compagnie d'Assurance sur la vie v. Perrault*, 623.

## INTERDICTION.

*Interdiction for prodigality—Goods supplied to interdicted person without authority of curator—Arts. 334, 987, C.C.—Lesion.]* (1) When a person has been interdicted for prodigality according to law, every one is presumed to have knowledge thereof; and a tradesman who continues to supply goods on credit to the interdicted person, without the sanction of the curator, and to an extent greatly in excess of what the means of the interdicted person would justify, cannot recover from the curator the value of such goods, even when they are household supplies—especially where the curator has otherwise provided for the subsistence of the interdicted person. (2) A plus which amounts

## INTERDICTION—Continued.

to lesion is sufficient, though lesion be not alleged *nominatim*.  
*Rondeau v. Turner*, 278.

## JUDICIAL ABANDONMENT.

*Effect of—Capias.*] See *CAPIAS*, 380.

— See *INSOLVENCY*, 170.

## JURISDICTION.

*Declinatory Exception—Completion of cause of action in contract for sale—Contract by telegram and delivery.*] Where a merchant domiciled at S., asks by telegram from a merchant domiciled at M. for a quotation of certain goods to be delivered at S., to which the merchant at M. telegraphs in reply, offering certain quantities at certain prices, and the merchant at S. thereupon responds accepting the prices but changing the quantities, upon which the merchant at M. ships in accordance with the last telegram, no complete right of action arises in the district of M., and an action brought in such district is dismissed. *McFee v. Gendron*, 337.

— *Promissory note dated at Montreal.*] By dating a note at Montreal, though signed elsewhere, the promisor constructively makes for the purposes thereof an election of domicile at Montreal, and submits himself to the jurisdiction of the Courts there. *Leclaire v. Beauties*, 96.

— *Retrahit.*] Where a person instituted an action in the Superior Court for \$200, and a few days after the return of the writ desisted from all but \$50, it was held that the Superior Court had no jurisdiction, and the action was dismissed on declinatory exception. *Marsan v. Mandeville*, 120.

LEGACY. See *SUBSTITUTION*, 91.

LESION. See *INTERDICTION*, 278.

## LESSOR AND LESSEE.

*Demolition of wall—Resiliation of lease.*] (1) The demolition of the side wall of a house renders it uninhabitable. (2) It is not a good answer to an action by a tenant for the resiliation of the lease, to say that the wall was demolished by a neighbour exercising his rights of *mitoyenneté*, and that the lessee by the lease was obliged to permit all necessary repairs. *Jacoté v. Galt*, 60.

— *Obligation to furnish premises.*] The lessee is bound to furnish the premises with sufficient effects to secure the rent for the unexpired terms of the lease. (Per *LORANGER, J.* The lessee is only bound to furnish with sufficient effects to secure *le terme échu et celui à échoir.*) *Lynch v. Reeves*, 23.

— *Obligation to furnish premises.*] Where a *cahier gagerie par droit de suite*, issued October 26, and the rent was payable monthly, it was held that the lessee was bound to furnish the premises with sufficient effects to secure six monthly payments to 1st May following. *Longpré v. Cardinal*, 28.

## LESSOR AND LESSEE—Continued.

*Obligations of lessor—Arts. 1613, 1614, 1641, C.C.—Damage caused by fall of leased premises.*] (1) The owner of a building is responsible for damages caused by the falling or giving way of a portion of it, where the accident occurs either from want of repairs, or from a defect in its construction. (2) The obligation of the lessor towards the lessee is similar to that of the owner. (3) The wife of the lessee is entitled to invoke the conditions of the lease, or the obligations arising from the relation of lessor and lessee, in an action for personal injuries suffered by her from the defective condition of the leased premises. *Simmons v. Elliott*, 182.

— *Possession vaut titre—Opposition.*] The lessee of a house is presumed to be owner of the effects found therein, and is entitled to oppose a seizure thereof, in the absence of evidence to disprove his ownership. *Peltier v. Lamb*, 69.

— *Privilege of lessor—Sub-lease—Saisie-Gagerie.*] The lessee of premises under a written lease for one year, which prohibited sub-letting, continued to occupy them for a second year under a verbal agreement to pay an increased monthly rental, and with some modification as to the premises leased. In the course of the second year the lessee sub-let the premises and removed the greater part of his effects to other premises. The lessor having seized the effects removed, by *saisie-gagerie par droit de suite*, there being at the time no rent due and exigible. *Held*, (1) That the privilege of the lessor for the unexpired period of the lease extends to the effects of the lessee, and also includes the effects of the under-tenant in so far as he is indebted to the lessee; and so long as the under-tenant has sufficient effects upon the premises to secure the rent payable by him to the tenant, and the tenant leaves sufficient effects to secure the difference, the principal lessor has no right to issue a *saisie-gagerie* for rent not due and exigible. (2) Even where the under-tenant has bound himself to pay the tenant monthly in advance, it is sufficient if there are enough movables upon the premises, including those of the under-tenant to the extent of his obligation to the lessee, to secure the whole rent for the remainder of the lease. *Semble*, That where there is a written lease, with prohibition to sub-let, and the lessee remains in the premises after the term of the original lease (the parties agreeing verbally to certain modifications), the stipulation against sub-letting still applies, and the effects of a sub-tenant who enters in contravention of such stipulation, become subject to the principal lessor's privilege in the same manner as those of any other third person. *Vinette v. Panneton*, 318.

## LIBEL AND SLANDER.

*Informer.*] It is actionable to charge a person with being an "informer," although "informing" is a thing permitted and authorized by law. *Duquette v. Major*, 134.

— *Libel—Plea of justification—Truth of matters alleged—Compensation of*

## LIBEL AND SLANDER—Continued.

*wrongs.*] (1) A plea of partial prescription to an action of damages for libel, is not demurrable on the ground that the matters sought to be prescribed were not alleged as charges of libel, but to show animus; that being matter of fact, and not of law. (2) That the defendant in an action of damages for the publication of a libel, may lawfully plead the truth of the alleged libel, and that it was published in the interest of the public, and concerning matters of public import; and such allegations, if duly established, constitute a sufficient defence in such case. (3) The defendant may oppose to a demand for damages for libel or slander, the fact that the plaintiff on his part libelled defendant, and that there is compensation *d'injures*, where the attack and defence are alleged to have been simultaneous, as in a discussion between the editors of two newspapers in the columns of their respective journals. *Trudel v. Cie d'Imprimerie et de Publication*, 297.

— *Libel in pleading—Pertinency of allegations—Malice.*] Reversing the decision of OUMER, J., M.L.R., 4 S.C. 424. The pertinency of a libellous allegation in a pleading, is a justification only when the allegation is made in good faith, with probable cause, and without intention to injure; and the proof of these facts is incumbent on the party making such allegation; and in the absence of evidence of the truth of the allegation, or of probable cause, malice will be presumed. And so where the plaintiff in an action to annul an election, alleged subornation of perjury and other offences against the defendant, and made no proof in support of the charges, he was condemned to pay \$100 damages. *Charlebois v. Bourassa*, 423.

## LICENSEE LAW.

*City of Montreal*—1 R.S.Q. 483, § 13—*Authority of License Commissioners—Second application by same person.*] The enactment contained in 1 R.S.Q., Art. 843, § 13, that the decision of the license commissioners, either granting or refusing the confirmation of a license certificate, is final, does not preclude the reconsideration by them of an application, or the consideration by them of a new application, by the same person in the current license year. The decision of the commissioners is "final" only in the judicial sense that it is not subject to appeal or to review. *Ex parte Citizens' League of Montreal*, 160.

MANDAMUS. See MONTREAL, 166.

## MARRIED WOMAN.

*Action for personal injuries.*] In an action brought by a married woman in this province, it will be presumed that she is common as to property with her husband; in the absence of proof of her matrimonial domicile or of the law which regulates it. (2) (Following *Waldron & White*, M.L.R., 3 Q.B. 373.) A married woman common as to property, may bring an action in her own

**MARRIED WOMAN—Continued.**

name, authorized by her husband, for personal injuries. *Simmons v. Elliott*, 182.

— See **HUSBAND AND WIFE**.

**MASTER AND SERVANT.**

*Public carter—Negligent driving—Accidental employment—Responsibility—Art. 1054, C.C.]* The defendants, a firm of coal merchants, were in the habit of hiring public carters, carrying the corporation license, for the cartage and delivery to customers of their coal, such carters being paid so much per load, and being free to take one or more loads as they pleased. It appeared that one of these carters, while carrying a load of defendants' coal to a customer, had, through negligent driving, inflicted severe bodily injuries on the plaintiff. *Held*, that such carter was not a servant of the defendants or one for whom they were responsible under Art. 1054, C.C., but an independent contractor in the nature of a private carrier. *Loicellé v. Muir*, 155.

— *Responsibility.]* A contractor is responsible for the negligence of his employees in allowing a plate to be blown from the roof where they were at work, by which a passer-by was injured. *Shackell v. Drapeau*, 81.

— *Responsibility of employer.]* An employer who orders a workman to perform a dangerous task is bound to take every possible precaution to diminish the risk, and to have his tackle and machinery in a safe condition. *Coalier v. Dominion Oil Cloth Co.*, 97.

— See **TRUSTEES TURNPIKE ROADS**, 1.

**MENS REA.** See **PROCEDURE**, 330.

**MINOR.**

*Ratification.]* A minor who continues and ratifies proceedings commenced by him during his minority, thereby renders them valid. *Peltier v. Lamb*, 69.

**MONTREAL.**

*Election of alderman—Contestation—Qualification of petitioners.]* (1) The election of an alderman for the city of Montreal can be contested only by voters duly qualified to vote at the election. (2) The absence of qualification on the part of petitioners can be invoked by exception to the form. *Poudrier v. Bonin dit Dufrane*, 58.

— *Fire Brigade—Negligence.]* Where members of the fire brigade were driving to a fire at full speed, in an ordinary vehicle, and without any bell to warn the public, and a foot passenger was knocked down by them and injured, the city was held responsible. *Gadbois v. Cité de Montréal*, 43.

— *Mandamus—Expropriation—Commissioners whose powers have lapsed.]* Commissioners appointed for expropriation have two duties, (1) to appraise and determine the indemnity for each property required, and to make and deposit a report of their appraisements;



## MONTREAL—Continued.

and (2) to apportion the cost among those who are to bear it. *Held*, that when the Commissioners have made and deposited the report of their appraisements, or when the delay for the completion of their work of appraisal and for the deposit of their report has expired without such deposit being made, all their powers as experts for the purposes of valuation cease, and a writ of mandamus will not then lie, to compel them to proceed (as they were by law bound to do) to value the residue not exceeding fifty feet in depth of a property taken for the improvement. *Guerin v. Proctor*, 166.

— *Responsibility—Demolition of building.*] (1) When the building inspector of the city contracts with a third person for the demolition of a building according to municipal regulations, the city is responsible for the cost. (2) In such case the city is bound to account to the owner for the value of material removed by the inspector. *Frappier v. Cité de Montréal*, 37.

— *Sidewalk in front of public market.*] The city is responsible for an accident caused by the bad condition of the sidewalk in front of a public market. *Gould v. Cité de Montréal*, 45.

— *Taxation—Delegation of powers.*] The city of Montreal has not the power to levy a tax unless authorized by the legislature in express terms, and cannot delegate power to the assessors to impose taxation by inserting, in the assessment rolls, classes of persons not specifically mentioned in the by-law. *Acer v. de Montigny*, 117.

— *Widening of St. Lawrence Street—52 Vict. (Q.) ch. 79, s. 243.*] Under 51-52 Vict. (Q.) ch. 79, s. 14, as revised and consolidated by 52 Vict. (Q.) ch. 79, s. 243, the portion of the indemnity payable by the city, for the expropriation of the property required for the widening of St. Lawrence Street, may properly be paid out of the capital funds of the city, and not out of the annual revenue. *Ex parte Foster & The City of Montreal*, 164.

— See CONTRACT, 402.

— See LICENSE LAW, 160.

## MUNICIPAL LAW.

— *Powers of municipal corporations.*] (1) The Corporation of Ste. Cunégonde, authorized to purchase the aqueduct of Ste. Cunégonde and St. Henri for \$400,000, by a statute passed when one of the two owners of the aqueduct was interdicted, could only acquire the share of the interdicted person judicially; consequently it might purchase the other half at a price not exceeding the half of \$400,000. (2) There should be left to the council of the municipality a reasonable discretion in a transaction of this kind, and the court will not interfere to prevent it from acquiring the half of the aqueduct when it claims that this is the only practicable mode of arriving at the purchase of the whole, and it is clear that it is in the interest of the municipality to acquire the aqueduct. *Roy v. Corporation de la Ville de Ste. Cunégonde*, 361.



## MUNICIPAL LAW—Continued.

— *Water-course—Jurisdiction of county council—Jurisdiction of Superior Court.*] (1) A water-course which traverses two local municipalities is a water-course of the county, and comes under the original jurisdiction of the county. (2) A county council which renders a decision relating to a *procès-verbal* for such water-course, does not discharge a judicial function, but merely exercises its administrative powers. (3) Although Art. 100, M. C., gives an appeal to the Circuit Court or Magistrate's Court to set aside any *procès-verbal*, etc., this disposition has not deprived the Superior Court of the control which it has over every corporation or body politic, and an appeal may be had to it when a municipal council exercises illegally the powers conferred on it. (4) In all *procès-verbaux* regulating water-courses, all the proprietors interested should be ordered to do the necessary work in proportion to the extent of their land drained; otherwise they have a right to complain. *Barbeau v. Corp. de Laprairie*, 84.

NEGLIGENCE. See MASTER AND SERVANT; MONTREAL; RAILWAY.

## NOVATION.

*Deed of composition—Art. 1169, C. C.*] Where a creditor, whose claim does not appear to be of a commercial nature, becomes a party to a voluntary deed of composition with his debtor, by the terms of which he remits half of the debt, and the interest, and agrees to accept the remainder by instalments, with security, without stipulating that the debtor shall not be discharged until the composition is fully paid, — novation is effected; and the creditor has no right, upon the debtor's default to pay the instalments of the composition as they become due, to issue execution *de plano* upon the judgment obtained by him for the original debt. *Vincent v. Roy dit Lapense*, 451.

OPPOSITION. See PROCEDURE.

## PARTITION OF MOVABLES.

*Proprietors in common.*] A proprietor *par indivis* may seize by *saisie-conservatoire* movables which his co-owner has commenced to sell, and a tutorship account which defendant owes to the plaintiff cannot prevent the latter from taking conservatory proceedings and asking for the partition of the movables. *Evans v. Evans*, 414.

## PARTNERSHIP.

*Limited Partnership—Certificate—False statement—Insufficiency of certificate—Arts. 1871-1877, C.C.*] (1) The contributions of special partners to a partnership *en commandite*, or limited partnership, must be in cash, paid in at the date of formation of the partnership. (Art. 1872, C.C.) (2) In order to obtain the privilege of a limited partnership, the formalities of the special laws relating thereto must be strictly complied with, and a statement in the certificate (dated Oct. 30) which persons contracting such a partnership are bound to sign: to the effect that

## PARTNERSHIP—Continued.

a special partner had brought \$1,000 into the capital of the firm, whereas this sum was not paid in until Dec. 31 following: was a "false statement" within the meaning of Art. 1877, C. C., and rendered the special partners liable for the obligations of the firm in the same manner as ordinary partners. (3) A certificate which does not mention the period at which the limited partnership is to terminate, is insufficient, and the partners are liable as ordinary partners: *Davidson v. Frechette*, 282.

— Neglect to register firm name.] See ACTION QUI TAM, 327.

## PERSONAL INJURIES.

Action of married woman.] See MARRIED WOMAN, 182.

PHARMACEUTICAL ACT. See DRUGGIST, 418.

## PLEADING.

Defendant in warranty.] See ACTION, 200.

POLICY. See INSURANCE, LIFE.

## POSSESSION.

Right of proprietor to erect buildings on his own land.] See ACTION EN DÉNONCIATION DE NOUVEL ŒUVRE, 70.

## PRESCRIPTION.

Injury resulting in death—Claim of widow—Arts. 1056, 2261, 2262, 2267, C. C.] The husband of the plaintiff was injured while engaged in his duties as defendant's employee, and the accident resulted in his death about fifteen months afterwards. No action for indemnity was instituted by him during his lifetime. In an action for compensation brought by his widow within one year after his death: *Held*, (1) (Wurtele, J., *disc.*) That the action of the widow and relations under Art. 1056, C. C., in a case where the person injured has died in consequence of his injuries without having obtained indemnity or satisfaction, is prescribed only by the lapse of a year [from the date of death; and the action lies even supposing that at the date of death the injured person's action was prescribed by the expiration of one year from the date of injury—the fact that prescription had been acquired against the injured party not being equivalent to his "obtaining indemnity or satisfaction" within the meaning of Art. 1056. (2) (Taschereau, J., *disc.*) That the prescription of one year under Art. 2262, C. C., applies to all actions for bodily injuries. (3) (Wurtele, J., *disc.*) That it was necessary to plead prescription in this case, the prescription invoked by the defendants at the argument not being one against the plaintiff's action, and not falling under the provisions of Art. 2267, C. C., but being the consequence of another prescription acquired against a third party, whose legal representative the plaintiff was not. Further, that the defendants had waived any pretension they might have had to invoke prescription by their failure to raise the point during a protracted litigation of five years. *Robinson v. Canadian Pacific R. Co.*, 225.

diction of Superior  
two local municipi-  
comes under the  
nty council which  
l for such water-  
, but merely ex-  
h Art. 100, M. C.,  
rate's Court to set  
not deprived the  
every corporation  
it when a "muni-  
inferred on it. (4)  
all the proprietors  
ary work in pro-  
erwise they have  
urte, 84.

; RAILWAY.

a creditor, whose  
nature, becomes a  
his debtor, by the  
of the interest, and  
ts, with security,  
e discharged until  
is effected; and  
default to pay the  
e due, to issue ex-  
d by him for the

his may seize by  
r has commenced  
ndant owes to the  
conservatory pro-  
ovables. *Evans v.*

— Insufficiency of  
contributions of  
mandate, or limited  
date of formation  
in order to obtain  
formalities of the  
omplied with, and  
which persons con-  
: to the effect that

## PRESCRIPTION—Continued.

*Interruption by insolvency of debtor.*] The insolvency of the debtor suspends prescription during the proceedings in compulsory liquidation; and a creditor whose claim was included in the schedule of liabilities (but in a different name), may, twenty years later, but before the final liquidation, file his claim and be collocated with the other creditors. *In re Stephen; South v. Hagar*, 426.

— See RAILWAY, 54, 148.

## PRINCIPAL AND AGENT.

*Rights of mandator and third parties.*] (1) A mandatary who acts in his own name is liable to the third persons with whom he contracts, without prejudice to the rights of the latter against the mandator also. (2) What a mandatary does within the limits of his mandate, even in his own name, is done for his mandator, and the latter is entitled to be subrogated in his rights against third persons. (3) A third person who has contracted with an agent personally, without disclosure of principal, is entitled to protect himself until discharged from the obligation contracted towards the agent, by the subrogation of the principal in the rights of the agent. *Wilson v. Benjamin*, 18.

— See INSURANCE, FIRE, 202.

## PRIVILEGE.

*Attorney's Costs—Art. 1904, C.C.*] The only privilege which exists in respect to counsel fees and attorney's costs is the one which relates to costs and expenses incurred in the interest of the mass of the creditors, either to enable them generally to obtain payment of their claims, or for the preservation of their common pledge; and costs incurred in the exclusive interest of one individual, and with the object of withdrawing certain revenues of this person from the reach of his creditors, are not entitled to the privilege created by Arts. 1904-1906, C.C. *Barnard v. Nelson*, 374.

PRIVILEGED COMMUNICATION. See LIBEL AND SLANDER.

## PROCEDURE.

*Action in nullity of marriage—Costs.*] In an action by the husband in nullity of marriage, the wife's attorneys, upon proof of her poverty and of the husband's means, are entitled to receive from the husband a sufficient sum to provide for the wife's costs of action. *Tombyll v. O'Neill*, 101.

— *Arbitrators and amiable compositeurs.*] The Court may, on motion, order arbitrators and *amiable compositeurs* to complete their report, by adding a statement of the formalities observed, and an explanation of parts of the report, and also by annexing a certificate that they were sworn, etc. *Dubé v. Corestine*, 132.

— *Cause of action.*] See JURISDICTION.

— *Certiorari—Judgment of inferior jurisdiction—Arts. 1220, 1221, C.C.P.*

— *Mens rea.*] Where a magistrate dismissed a charge of selling

## PROCEDURE—Continued.

intoxicating liquors to minors, on the ground that the complainant had not proved that the defendant knew the persons to be minors: that this was not a case for the issue of a writ of *certiorari* under § 1 or 3 of Art. 1221, C. C. P., there being neither want or excess of jurisdiction, nor any gross irregularity in the proceedings. *Ex parte Hamilton, & Dugas*, 330.

— *Commissioner's Court.*] The opposant of a seizure is not bound to proceed on the day of the return of the opposition in the Commissioner's Court; and the dismissal of the opposition on the day of the return, for default by the opposant to proceed, is an excess of power, which is ground for the issue of a *certiorari*. *Ex parte Senecal*, 412.

— *Costs—Taxation of Counsel fee on Commission Rogatoire.*] A fee paid to counsel for examining witnesses under an open commission issued from the Superior Court to a foreign country, cannot be taxed against the losing party as costs in the cause. The only fee established by the tariff as regards the examination of witnesses on *Commissions rogatoires*, is fixed by No. 80, and allows \$2 to the attorneys of record for the examination and cross-examination of each witness. *Young v. Accident Ins. Co. of N. A.*, 223.

— *Costs—Commission Rogatoire—Fees of Solicitors on open Commission.*] Where the parties consent to the substitution of an open commission for the examination of witnesses at a distance, in lieu of a commission in the ordinary form, the fees of counsel conducting the *enquête* before the commissioner will be taxed as costs in the case. *Pictou Bank v. Anderson*, 260.

— *Election case.*] See ELECTION LAW.

— *Exception to the form—Power to strike out allegations on motion—Indefinite allegations.*] (1) Vague and indefinite allegations in an exception to the form may be rejected on motion of the adverse party. (2) The allegations of a pleading must be sufficiently clear and distinct to enable the opposite party to reply thereto. And so where an exception to the form alleged that the Act incorporating the plaintiffs was *ultra vires*, because the persons incorporated were incapable of exercising any civil rights in the province by reason of the vows which they had taken—without specifying the vows—and because the objects of their Society were the promulgation of doctrines contrary to Imperial statutes, set forth in certain works filed as exhibits—without specifying the doctrines objected to,—these and other like allegations were rejected as vague and lacking precision. *La Cie. de Jesus v. The Mail Printing Co.*, 306.

— *Experts in foreign country—Art. 322-340, C. C. P.*] The plaintiffs moved that an *expertise*, ordered by an interlocutory judgment, be referred to experts in England, on the ground that competent experts could not be obtained in Canada or the United States. *Held*, that apart from the inconvenience and expense of such a

## PROCEDURE—Continued.

- reference, the requirements of articles 325, 333 and 334, C. C. P., appear to place insuperable difficulties in the way of executing an *expertise* abroad. *Muir v. Providence Insurance Co.*, 158.
- *Interlocutory Judgment.*] See *SHUMSTRA*, 22.
- *Joinder of Causes.*] The joinder of two causes cannot be allowed when it would have the effect of uselessly complicating the procedure and retarding the trial. *Evans v. Evans*, 414.
- *New Trial.*] See *RAILWAY*.
- *Opposition to judgment—Delay—Art. 89, C.C.P.*] Where a judgment has been rendered under Art. 89, C. C. P., an opposition may be made at any time before the sale. *Lowensohn v. Cardinal*, 57.
- *Review—Deposit—Art. 497, C. C. P.—Defendants uniting in one inscription—Petitory Action.*] (1) Several defendants may inscribe in Review by one inscription, though they pleaded separately in the Court of first instance. (2) In such case, they are only obliged to make a single deposit in Review. (3) If the defendants have pleaded separately, and the plaintiff inscribes in Review, he is obliged to make a separate deposit for each contestation, unless the defendants have united in a single appearance before the Court of Review, in which case only one deposit is necessary. (4) In a petitory action a deposit of forty dollars is required, whatever may be the amount sought to be recovered. *B. A. Land Co. v. Yates*, 194.
- *Review—Town Corporations—Judgment on petition to annul resolution of County Council—R. S. 4376, 4614.*] A judgment of the Superior Court, under the Town Corporations General Clauses Act, 40 Vict. c. 29, s. 200 (R. S. 4376), upon a petition to set aside a resolution of a County Council on the ground of illegality, is a judgment respecting municipal matters, and is not susceptible of revision before three judges (R. S. 4614). *McConnell v. Corporation de la Ville de Lachute*, 274.
- *Review of Judgment—Examination of defendants.*] Where it appears to the Court sitting in Review of a judgment of the Superior Court, that the defendants, in the special circumstances of the case, should have been examined on oath in the cause in the court below, it may reverse the judgment, and order the transmission of the record to the court below, in order that such examination may take place. *Müller v. Lepitre*, 345.
- *Sequestré—Service of judgment—Revision.*] (1) It is not necessary to serve a judgment, ordering the appointment of a *séquestre*, upon the defendant. (2) A judgment ordering the appointment of a *séquestre* is not an interlocutory judgment, and cannot be revised by a single judge of the Superior Court. *Howard v. Yale*, 22.
- *Service of summons.*] Where it is shown that a defendant locks his doors to evade service of a writ of summons, an order will be granted authorizing the bailiff to use force to open them to effect such service, or to serve the writ after seven o'clock p. m. *McLaren v. McLaren*, 416.

## PROCEDURE—Continued.

- *Stamps.*] An opposition not stamped according to law is null, and will be dismissed on motion. *Lacaille v. Boucher*, 84.
- *Taxation of Costs—Notice to adverse party—Art. 479, C.C.P.—Execution for part of debt—Art. 581, C.C.P.*] The practice under the ordinance of 1867, tit. 33, requiring notice to the adverse party of taxation of costs, was not affected by the passing of 20 Vict., ch. 44, s. 90, (C. S. L. C. ch. 83, s. 151), reproduced in Art. 479, C. C. P., and such notice is still required. (2) An execution must be issued for the whole debt due under the judgment, and when it is illegally issued for part it is bad for the whole; and so where an execution issued for debt, interest and costs, and it appeared that the costs had not been legally taxed, the execution was annulled on opposition *afin d'annuler*. *Scott v. McCaffrey*, 202.

## PROHIBITION, WRIT OF.

*Circuit Court—Jurisdiction—Art. 1031, C.C.P.*] (1) A writ of prohibition will not lie to the Circuit Court, it not being a Court of inferior jurisdiction within the meaning of Art. 1031, C.C.P. (2) The Circuit Court having jurisdiction under R.S.Q. 6218 (4), to hear appeals from decisions of local municipal councils respecting valuation rolls, there was no excess of jurisdiction in the circumstances. *Corporation de la paroisse de Ste. Genevieve de Boileau*, 417.

## PROMISSORY NOTE. See BILLS AND NOTES.

QUEBEC CONTROVERTED ELECTIONS ACT. See ELECTION LAW.

QUI TAM. See ACTION.

## RAILWAY.

*Carrier—Bill of lading—Condition.*] The condition on the back of a through bill of lading, relieving a railway company from responsibility as soon as goods entrusted to them for carriage have been delivered to the next succeeding carrier at the extremity of the line of the railway company issuing said bill of lading, is a legal and reasonable condition, and is binding on the shipper who either has, or from the circumstances is presumed to have, knowledge thereof, and to have accepted the contract subject to such condition. *Beesmont v. Canadian Pacific R. Co.*, 255.

— *Condition on ticket.*] Where a railway company issues tickets at a reduced rate, and the condition is written or printed thereon, that the passenger will not hold the company responsible for goods or merchandise, a commercial traveller with such ticket, who carries samples checked as baggage, cannot recover the value thereof when destroyed by fire. *Puckard v. C. P. R. Co.*, 64.

— *Expropriation—Award—Litispendence.*] (1) The contestation of a petition of the party expropriated, to be paid the amount deposited, will not support a plea of litispendence to an action by the company to set aside an award. (2) The arbitrators have the right under the Railway Act (42 Vic. ch. 9) to extend the



## RAILWAY—Continued.

time for making their award. (3) The fact that an award is excessive, resulting from an erroneous appreciation or resting on a wrong basis, is not a ground for setting aside an award. *Cie de Chemin de Fer de O. & Q. v. Les Curé etc. de Ste. Anne du Bout de l'Île*, 51.

— *Expropriation—2 R.S.C. ch. 109, s. 8, s.s. 33, 36, 37—Interest.*] Where a railway company obtained possession of land on making a deposit, and the arbitrators subsequently made an award of a sum of money for the value of the land, and "in full payment" and satisfaction of all damages resulting from the taking and "using of the said piece of land for the purposes of said railway," the company is liable for interest on the amount of the award only from the date thereof, and not from the date when the company obtained possession of the land. It will be presumed that the arbitrators included in their award compensation for the company's occupation of the land prior to the date of the award. *Reburn v. Ont. & Quebec R.Co.*, 211.

— *Expropriation under Railway Act (R.S.C., cap. 109)—Requirements of arbitrators' award—Inadequate compensation amounting to fraud—Objections to arbitrators.*] (1) The Railway Act (cap. 109, R.S.C.) only requires that the award in expropriation proceedings should state clearly the sum awarded and the property for which such sum is to be the compensation; it does not require that the award should mention the person to whom the award is to be paid, nor what amount is to be paid for land, and what amount for buildings to be taken, nor what amount has been deducted for increased value to be given to the remnant of the property. (2) The Act in question does not require that the award should shew on its face that a day had been fixed on or before which the award had to be made, or that it was made within the time so fixed; it is sufficient that it should be proved that as a matter of fact such time was fixed and that the award was made within the delay. (3) When the arbitrators in the record of their proceedings make a minute of the sum to be awarded as compensation, and agree that the award shall be in notarial form, and such award is afterwards drawn by a notary and signed by all three arbitrators, and duly served on the parties, such notarial award is the true award and is valid. (4) The party expropriated cannot object to the arbitrator named by the company on the ground of his relationship to the surveyor whose certificate accompanies the offer made by the company, nor on the ground of alleged inexperience, especially when these facts were known to the proprietors before the appointment of the third arbitrator. (5) The fact that the third arbitrator in the expropriation proceedings has, since the award, represented the company in other similar proceedings, forms no legal ground of objection to such third arbitrator. (6) When all the requirements of the law have been observed, the award made by

## RAILWAY—Continued.

the arbitrators, or any two of them, is final and conclusive; and the compensation awarded is entirely within the discretion of the arbitrators in the absence of fraud on their part, and is not in such case subject to review by the courts. (7) Inadequacy in the sum awarded may be such as in itself to constitute proof of fraud on the part of the arbitrators, and in such a case the Court may annul and set aside such award by reason of such fraud; but to justify such action by the Court, the sum awarded must be so grossly and scandalously inadequate as to shock one's sense of justice—which was not the case in this instance, the arbitrators having acted in good faith and with proper discrimination. (8) The principle to be followed by arbitrators in making such an award is that the proprietor shall be left in the same position, financially, as he was before his property was expropriated, without allowing any *prix d'offection*; and therefore, when, as in this case, the evidence of the proprietors' witnesses proves that the value of the remnant of the property, added to the sum awarded as compensation, is greater than the price for which the proprietors were willing to sell the whole property before the expropriation, the award must be held to be reasonable and adequate. *Benning & Atlantic & North West Ry. Co.*, 136.

— *Loss of baggage—Measure of damage—Costs.*] (1) A railway company is not liable for damages caused to the owner of baggage lost or delayed on the railway, nor for expenses incurred by him in looking after the baggage, the measure of damage being the value of goods lost. (2) Where baggage has been found after suit has been issued, and has been accepted by the owner, the railway company is only responsible for the taxable costs incurred up to date of delivery. *Frœncher v. C. P. R. Co.*, 9.

— *Farm crossings—Railway cutting—Damages—Prescription—Deed of discharge—Rev. Stat. Can., cap. 109, secs. 27 and 54.*] The defendants, a railway company subject to the provisions of the Dominion Railway Act (R. S. C., cap. 109), purchased a strip of land running through the centre of a farm, leased by the proprietor to the plaintiffs. The plaintiffs were indemnified for the loss of this strip during the unexpired term of their lease, and on receiving this indemnity released the company "of all claims and demands whatsoever that they might have against the said company for the loss of occupation of the premises in question, and generally of all rights and privileges resulting in their favour from the said lease, with respect to the portion of said farm required by said company for their railway." The company shortly after proceeded to construct the railroad, and in so doing made a deep cutting along the strip so acquired, preventing access from one part of the farm to the other. No bridge or crossing was made to connect the severed portions of the farm for nearly two years during which the construction of the road went on. *Held*, (1) That the railway company were

## RAILWAY—Continued.

bound to furnish the lessees with proper bridges or crossings even during the progress of the work, and that in default of so doing they would be liable in damages. (2) That the defendants were not absolved from this obligation by the terms of the deed of release above cited, as these only covered indemnity for the loss of the strip taken by the railway. (3) That as the damages in this case were continuous, and as the action had been commenced within six months from the cessation thereof, the claim was not prescribed under section 27 of the Railway Act. (4) That such damages were not limited to the period of six months next preceding the institution of the action. (5) That as the plaintiffs had not been totally deprived of access to the severed portion of their farm, but could communicate therewith by using their neighbours' bridges and crossings, moderate damages would be allowed, representing the loss of time and extra labour and expense incurred by such difficulty of access. *Smith v. Atlantic & N. W. Ry. Co.*, 148.

— *Highway crossing—Negligence—Verdict against evidence—New trial.*]

The husband of plaintiff was struck by an outgoing train and killed, while attempting to cross the tracks where the highway was intersected by the railway. The evidence was to the effect that he persisted in crossing notwithstanding the warning of the guardian; the gate was closed; there was day-light; the bell of the engine was ringing; and the approaching train could be seen for three-quarters of a mile from the place of the accident. The jury found for plaintiff. *Held*, that the verdict was against evidence, it being clearly proved that the deceased had not exercised ordinary care; and a new trial was ordered. *Curran v. Grand Trunk R. Co.*, 251.

— *Prescription—R.S.C. ch. 109, s. 27.]* The prescription of six months enacted in section 27 of the Railway Act R. S. C., cap. 109, is applicable to cases where damage is caused to land through a preliminary survey made with the object of locating the railway line over the land, where the line so surveyed was subsequently abandoned and a new location adopted. *Racey v. C. O. Ry. Co.*, 54.

— *Risk incidental to employment—Release and Discharge.]* (1) A railway company is not responsible for injury sustained by an employee, whose foot was caught in a frog, where it appears that there was no negligence or fault on the part of the defendants, and the accident was owing to a risk incidental to the plaintiff's employment as a brakeman. (2) Where the plaintiff, as a member of an insurance society in connection with the defendant company, received a sum of money from the society, in compensation of injuries, and in consideration of such payment signed a release and discharge of defendants "from all claims for damages, indemnity, or other form of compensation, on account of "said accident," he was precluded from asking for any further compensation. *Bourgeois v. Cie. du Grand Tronc*, 249.

RELEASE AND DISCHARGE. See RAILWAY, 249.

RELIGIOUS BELIEF. See WITNESS, 372.

REVISED STATUTES, QUEBEC.

[Consequences of abrogation of former statute by Revised Statutes.] See ACTION QUI TAM, 327.

RESPONSIBILITY. See MONTREAL, 37, 43, 45.

SAISIE GAGERIE. See LESSOR AND LESSEE.

SALE OF GOODS.

[Delivery.] Where no term has been granted for the payment of the price, the seller is not obliged to deliver the thing unless the buyer tenders the price. *Desros v. Fiddelle*, 48.

— [Goods consigned as samples to test market—What constitutes acceptance.] Where goods are forwarded without order from the consignee, but along with goods ordered by him—the object of the consignee being to test the market, the evidence necessary to establish acceptance by the consignee must be much clearer and more positive than if the goods had been consigned to order in the usual way. So, where two cases of accordions were consigned without order, but amongst other goods ordered; and the consignee paid the freight bill upon the whole consignment, but complained of the price and quality of the accordions, and declined to accept, unless certain deductions were made for broken articles (which offer was not accepted by the consignor), it was held that the payment of freight and the opening of the cases were not sufficient to constitute acceptance of goods not specially ordered. *Tryster v. Tryster*, 188.

— [Sale on credit—Refusal to deliver goods—Damages.] (1) Where the seller has granted a term for payment, he cannot refuse to deliver the goods unless the buyer, since the sale, has become insolvent. If he refuses to deliver, without assigning this cause, he will be responsible for the damage caused to the buyer. (2) The measure of such damage is the loss of profit which the buyer would have made upon the goods; but will not include pretended loss of custom. *Collette v. Lewis*, 107.

— [Sale by correspondence.] (1) A post card addressed to a trader, announcing that the sender has a certain quantity of goods for sale, at a price stated, is an offer to sell, and if accepted immediately, the contract of sale is complete. (2) Refusal to deliver the goods sold under such circumstances gives the buyer an action of damages against the seller. *Fuller v. Moreau*, 121.

— [Sale of grain by telegraph.] See JURISDICTION, 337.

— [Sale to interdicted person.] See INTERDICTION, 278.

SALE OF IMMOVABLES.

[*Pourparlers*—Remedy of vendor—*Folle-enchère*.] Where the conditions of a sale of immovable property have been settled or practically settled by *pourparlers* between the parties, but, the interval between the *pourparlers* and the preparation of the deed

**SALE OF IMMOVABLES—Continued.**

of sale is so long as to change these conditions, there is no longer the consent necessary to complete the contract of sale. *Semble*, that a vendor of immovable property, on the refusal of the buyer to carry out the contract, cannot sell the property at the *folle-enchère* of the buyer, and claim the difference of price from such buyer as damages. *Pepin v. Seguin*, 216.

**SECRETION.** *See* CAPTAS, 238.**SEPARATION FROM BED AND BOARD.**

*Adultery—Particulars.*] In an action *en séparation de corps* for adultery, the defendant is entitled to particulars of the names of the persons, and the places and circumstances of alleged acts of adultery. *Lapierre v. Granger*, 154.

**SEPARATION OF PROPERTY.**

*Art. 981, C.C.P.*] (1) *Art. 981, C.C.P.* applies to women *séparés de biens* by marriage contract as well as to those separated by judgment of separation; and was not abrogated by 48 Vict. ch. 20. (2) The declaration in writing required by this article must be made immediately. *Devin v. Vaudry*, 112.

**SEQUESTRATOR.** *See* PROCEDURA, 22.**SUBSTITUTIONS.**

*Executor.*] The testamentary executor has no right to hypothecate the immovables of a substitution without the consent of the institute; and the order of a judge, or of the prothonotary, authorizing hypothecation without such consent, even on the advice of a family council, will be set aside at the instance of the institute. *Arbec v. Lamarre*, 7.

— *Legacy to children to be born.*] In the case of a legacy to children to be born, of a person named and designated, with the right to receive the legacy at the age of majority, the first of the children born of the person so named, is entitled, at the age of majority, to receive his share of the inheritance, without waiting until all the children are born. In such case, the children not born at the time of the testator's death could only be *appellés* of the substitution of which the children born would be *grands*. *Desjardins v. Bellerose*, 91.

**SUCCESSION.**

*Obligation of heirs to furnish aliment.*] *See* FILIATION, 346.

**SUPERIOR COURT, JURISDICTION OF.** *See* MUNICIPAL LAW, 84.**TARIFF OF FEES.**

*Fees in cases of \$100.*] In cases where the judgment is exactly for \$100, the advocates' fees are taxed as in appealable cases from \$100 to \$200. *Varieux v. Rascoy*, 126.

**TAXATION OF COSTS.**

*Notice of.*] *See* PROCEDURA, 202.



## TRUSTEES TURNPIKE ROADS.

*Dismissal of employees.*] (1) The Trustees of the Montreal Turnpike Roads were not authorised by their charter to dismiss a secretary-treasurer without cause or previous notice. (2) The Road Trustees do not constitute a branch of the civil service or a department of the provincial government, and the trustees cannot claim the prerogative of the Crown to remove their employees at their pleasure. (3) The secretary-treasurer, engaged by the year by a resolution fixing his salary, and dismissed without cause before the expiration of his term, was entitled to claim the balance of his salary for the year, after having duly protested the trustees and tendered his services. (4) A change made by government in the board of trustees did not give the new trustees the right to repudiate the obligations contracted by their predecessors. *Riello v. Commissaires des Chemins à Barrières*, 1.

UNPAID VENDOR. *See* SALE.

VENDOR AND PURCHASER. *See* SALE.

VERDICT. *See* DAMAGES, 225.

*Verdict against evidence.*] *See* RAILWAY, 251.

WARRANTY. *See* ACTION, 200.

WATER-COURSE. *See* MUNICIPAL LAW, 84.

WIDOW.

*Claim of—Art. 1056, C.C.*] *See* PRESCRIPTION, 225.

WIFE.

*Separated as to Property.*] *See* ACTION; HUSBAND AND WIFE; SEPARATION OF PROPERTY.

WILL. *See* SUBSTITUTION, 91.

WITNESS.

*Religious belief—Art. 259, C.C.P.*] The testimony of a witness who declares that he does not know whether there is a state of rewards and punishments after death, is inadmissible.—(Art. 259, C.C.P.) *Schwarsenaki v. Vineberg*, 372.



